Prix : 20 centimes.

L'UKRAINE

Publication non périodique.

Rédaction et Administration : 23, Avenue de la Gare, Lausanne (Suisse). Téléphone 19.85.

N° 39. Lausanne, 28 janvier 1918. 4me année.

LES POURPARLERS DE BREST - LITOVSK

L'Ukraine négociatrice.

BREST-LITOVSK, 14 janvier.
(De notre correspondant particulier.)

Le 13 janvier 1918 sera une date mémorable pour l'Ukraine. En effet, dans la séance plénière des pourparlers de paix séparée, le comte Czernin au nom des délégations des quatre puissances alliées, et M. Trotzky au nom de la Moscovie, ont reconnu la délégation ukrainienne comme une délégation indépendante et comme représentation plénipotentiaire de la République ukrainienne.

Malgré que la reconnaissance formelle de la République ukrainienne comme Etat indépendant par les puissances centrales reste réservée au traité de paix, la déclaration du comte Czernin est pourtant une acceptation formelle de l'indépendance ukrainienne, ainsi que de sa souveraineté étatique.

Dès ce jour commence une nouvelle ère pour l'Ukraine.

L'exposé du Chef de la Délégation ukrainienne.

A l'assemblée plénière du 10 janvier, présidée par M. von **Kühlmann,** le chef de la délégation ukrainienne, M. Vssevolod Holoubovitch, secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie, a prononcé le discours suivant:

Messieurs,

Les peuples épuisés et meurtris par la guerre soupirent après le rétablissement de la paix. Animés de ce désir, les représentants de la démocratie de la grande Russie, sans s'occuper des attaques d'une partie de la société et de la presse russes, ont franchi bravement les tranchées des puissances belligérantes afin d'obtenir pour le monde entier la paix générale souhaitée non pas par le sang et le fer sur les champs de bataille, mais grâce à une entente amicale entre les peuples. Après que les négociations de paix eurent été entamées et que les principes des conditions de paix eurent été connus, les représentants de la démocratie de la grande Russie ont fait suspendre justement pendant 10 jours les négociations afin de donner aux Etats qui ne prenaient pas encore part aux pourparlers de paix la possibilité de s'y joindre. Notre Etat, la république populaire ukrainienne, dont le peuple a toujours été animé de sentiments pacifistes, a répondu le premier à cet appel.

L'organisation de l'Etat ayant été déterminée le 7-20 novembre dernier par la troisième Rada centrale ukrainienne, la république populaire ukrainienne recommence aujourd'hui son existence internationale qu'elle avait perdue il y a 250 ans et elle reprend maintenant, avec tous les droits qui lui reviennent dans ce domaine, ses relations internationales.

Sur la base de ce qui précède, le secrétariat général du gouvernement de la république populaire ukrainienne estime qu'il est juste de prendre une position indépendante dans les négociations de paix actuelles. Le secrétariat général a l'honneur de transmettre la note suivante aux gouvernements des puissances ici représentées :

» Le gouvernement de la république populaire ukrainienne porte par la présente à la connaissance de tous les belligérants et des Etats neutres ce qui suit :

« Le décret universel n° 3 de la Rada » centrale ukrainienne du 7-20 novembre » 1917 a proclamé la république popu- » laire ukrainienne et a déterminé la si- » tuation de cette république au point de » vue du droit international.

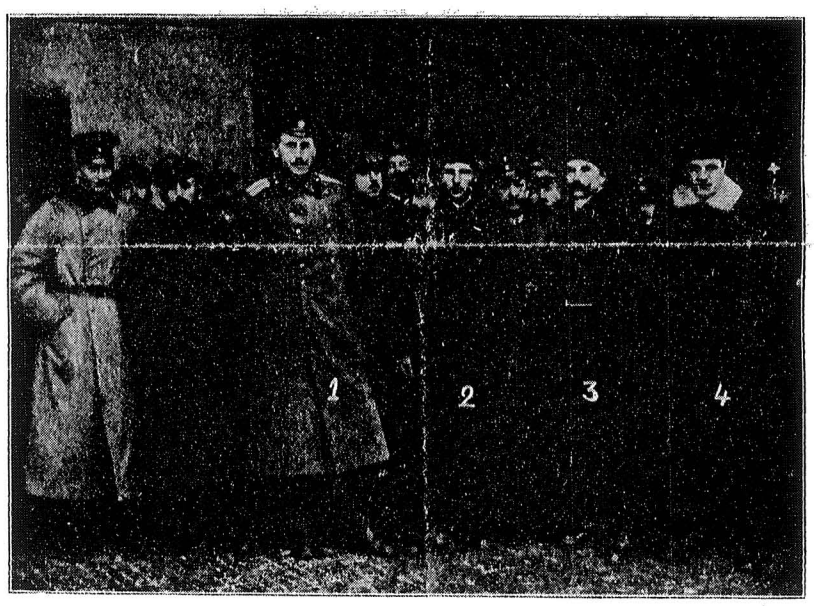
» La république populaire ukrainienne » préconise la création d'une confédéra- » tion de toutes les républiques actuelles » fondées sur le territoire de l'ancien » empire russe jusqu'au moment de la for- » mation d'un gouvernement fédéral com- » mun en Russie et du règlement de la » question de la représentation internatio- » nale de la future confédération.

» La république populaire ukrainienne » par l'intermédiaire de son secrétariat » général ouvre des relations internatio- » nales indépendantes.

» Le secrétariat général estime qu'il est » indispensable de faire connaître à tous » les Etats et à tous les peuples du monde » l'attitude adoptée par la république po- » pulaire ukrainienne vis-à-vis des négo- » ciations de paix qui ont commencé ces » jours derniers à Brest-Litovsk entre les » représentants du conseil des commissai- » res du peuple russe d'une part et les » gouvernements des puissances en guerre » contre la Russie d'autre part.

» Fermement convaincue que la guerre » actuelle constitue la plus lourde des » calamités pour tous les Etats et surtout » pour les classes ouvrières de chaque » Etat, que tous les Etats belligérants de- » vraient renoncer à toutes les intentions » éventuelles de conquêtes et qu'ils de- » vraient entamer immédiatement des né-

La suite en deuxième page.



Quatre délégués ukrainiens à Brest-Litovsk

FEUILLETON

BERESTIÉ (BREST-LITOVSK)

Le vrai nom de cette ville n'est pas Brest, mais Berestié; c'est sous ce terme qu'elle est déjà mentionnée dans les Annales d'Ipat, en 1019 (édit de St-Pétersbourg 1871, page 599) au cours du récit que fait le chroniqueur du pélerinage du prince Sviatopolk, surnommé le Maudit, poursuivi par le prince Yaroslav, et par les remords après l'assassinat de ses frères, les saints Boris et Glèbe.

Berestié était la capitale du vovevodstio (province) du même nom, compris dans la partie la plus avancée du territoire ethnographique de l'Ukraine et connu même à présent sous le nom de Podlachie. Ce territoire appartenait déjà au XIIIe siècle aux princes wolhyniens de la dynastie de Roman Mstislavovich. La Podlachie conserva son unité administrative et politique, même après son annexion par la force à la Lithuanie sous le prince Ghédimine, c'est pourquoi Berestié prit le nom de Berestié-Podlacheské. Ce nom de Podlachie vient du mot «Liakh», ancien synonyme de Polonais (Poliakh) et de «pod» (sous), c'est-à-dire à côté de la Pologne. De même que ce nom a été donné à cette province par suite de sa situation géographique et de ses conditions ethnographique de voisinage avec les terres polonaises, de même Berestié a reçu l'adjonction de Litovsk, c'est-à-dire lithuanien, à cause de sa position aux confins de la Pologne et de la Lithuanie-Ukraine. Cet adjectif n'a aucune autre signification, parce que la frontière ethnographique du peuple lithuanien est située à 300 kilomètres plus au nord, de l'autre côté des forêts d'Augustovo dans la province de Souvalki.

Il se peut aussi que cet adjectif ait été adopté pour distinguer cette ville d'une autre, portant le même nom et située à peu de distance, mais en Pologne, dans le district de Vlotzlavsk (dans le gouvernement actuel de Varsovie) mais connue sous le nom de Brest Kouyavsky, qui a aussi joué un rôle historique au XIVe et au XVe siècles.

Nous avons donc un parallèle historique, deux villes du nom de Brest: l'une fut ainsi nommée d'après la dynastie des princes régnants, probablement d'après Conrad Kouyavsky (XIIIe siècle), l'autre d'après la dynastie lithuanienne des Ghédimine.

La Podlachie, comme nous l'avons dit précédemment, pénètre comme un coin dans le territoire polonais et blanc-russien et forme la frontière occidentale de l'Ukraine, de même que les limites de son territoire ethnographique. Celles-ci (d'après les recherches du Dr Korduba «V. S. V. U.» No 181) atteignent le fleuve Norov (dans le gouvernement actuel de Grodno); de Souraje elles vont jusqu'auprès de la frontière occidentale des grandes forêts de Bieloviteje, puis le long de la frontière occidentale et méridionale de ces forêts jusqu'au cours supérieur de la Liesna, l'affluent de droite du Bug; de là, elles se dirigent vers le sud jusqu'à la rivière Muchavez, à l'est de la ville de Kobrin et forment enfin une courbe de l'est au nord, à peu près parallèle à la ligne de chemin de fer Minsk-Berestié.

La ville de Berestié se trouve à peu près au milieu de la Podlachie et forme le centre des territoires ukrainiens occupés par les Allemands. A peu de distance est située la ville de Bila, où paraît depuis le mois de juillet 1917, un journal populaire ukrainien, le « Ridne Slovo » (Parole nationale).

Dans ce district, près de cent écoles primaires ont été ouvertes par les habitants de nationalité ukrainienne.

Le fait que Berestié et toute la Podlachie appartiennent ethnographiquement à l'Ukraine, a été prouvé d'une manière concluante par les résultats officiels du recensement russe de 1897. D'après cette statistique 64,4 pour cent de la population du district de Berestié sont Ukrainiens; les districts voisins de Kobrinsk comptent 79,7 pour cent d'Ukrainiens, de Bila 39,1 pour cent et les villages 42 pour cent. En moyenne, les Ukrainiens y forment donc la majorité.

Grâce à sa situation dans le voisinage immédiat de la frontière de l'Ukraine, de la Lithuanie et de la Pologne, cette ville resta pendant longtemps la pomme de discorde pour ces trois pays et passa continuellement des mains de l'un dans celles de l'autre; tantôt elle appartint aux princes de Kiev, tantôt aux princes de Galicie ou à ceux de Wolhynie, tantôt aux Lithuaniens ou aux Polonais. En 1201 elle fut prise par les Tartares. A la fin du XVe siècle elle fut mise à sac par le Khan des Tartares de Crimée, Mengli Girei et réduite en cendres; en 1379 elle eut beaucoup à souffrir des attaques des chevaliers teutons, qui la pillèrent et brûlèrent tous les villages environnants. En 1657 elle fut conquise par le prince de Semigrad, Rakotchi, et en 1706 par les Suédois. Enfin pendant la guerre actuelle, par suite de l'offensive allemande de 1916, elle fut bombardée par les troupes russes en retraite. La ville prit feu et seule la largeur extrême de ses rues empêcha qu'elles ne fût transformée en un amas de décombres.

Dès l'année 1340 Berestié appartint aux princes lithuaniens, et sous le nom de Berestié-Litovsk elle atteignit à un grand degré de développement et prit de plus en plus d'importance au point de vue politique.

Au XVIe siècle elle possédait plusieurs églises catholiques et orthodoxes, un Synode calviniste et une célèbre synagogue.

En 1583 la première pharmacie y fut ouverte, et cinq ans plus tard on commença à en paver les rues.

La suite en troisième page.

» gociations de paix, la Rada centrale » ukrainienne, parlement de la républi- » que de l'Ukraine, a estimé indispensable » aussitôt après la proclamation de la ré- » publique ukrainienne de commencer une » politique active dans la question de la » paix. »

La Rada centrale ukrainienne, après avoir proclamé dans le troisième édit la nécessité de pourparlers de paix immédiate a considéré comme indispensable de viser à la conclusion d'un armistice. Dans ce but, les représentants du secrétariat général ont été envoyés au front sud-ouest et au front roumain qui sont réunis actuellement sous la seule direction du gouvernement de la république ukrainienne et forment un front ukrainien unique. En même temps, la Rada centrale ukrainienne a chargé le secrétaire général de porter ces négociations à la connaissance des puissances alliées, ce que le secrétariat a fait en son temps.

Dans la suite, lorsque le Conseil des commissaires du peuple à Petrograd d'accord avec les gouvernements des Etats en guerre contre la Russie, eut pris en main l'affaire de l'armistice sur tous les fronts de la Russie, le secrétariat général a envoyé des représentants à Brest-Litovsk dans un but de contrôle et d'information.

A ce propos, le secrétariat général juge nécessaire de relever que les délégués du Conseil des commissaires du peuple, bien qu'ils eussent été informés de l'arrivée des délégués du gouvernement de l'Ukraine pour prendre part aux négociations, ont conclu l'armistice général de leur propre chef sans se mettre en aucune façon d'accord avec la république ukrainienne.

Maintenant que le Conseil des commissaires du peuple, conformément au dernier point des conditions de l'armistice général, commence les négociations de paix avec les gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Turquie et de Bulgarie à Brest-Litovsk, le secrétariat général déclare ce qui suit, au nom de la république ukrainienne :

1. — Toute la démocratie de l'Etat ukrainien veut l'achèvement de la guerre dans le monde entier et une paix générale entre tous les Etats actuellement en état de guerre ;

2. — La paix à conclure entre toutes les puissances doit être démocratique et doit assurer à chaque peuple, même aux plus petits, dans chaque Etat, le droit national complet de disposer librement de lui-même, droit qui ne sera limité en rien;

3. — Des garanties doivent être créées en vue de permettre aux peuples d'exprimer vraiment leur volonté ;

4. — En conséquence, toute annexion, c'est-à-dire toute incorporation par la force ou cession de n'importe quelle partie d'un pays sans le consentement de la population est inadmissible ;

5. — Sont également inadmissibles, du point de vue de l'intérêt des classes ouvrières, des indemnités de guerre quelles qu'elles soient et sous quelle forme que ce soit ;

6. — Une aide matérielle doit être donnée d'après des règles qui devront être établies au congrès de la paix, aux petits peuples et Etats qui ont subi des dégâts ou des ravages considérables par suite de la guerre ;

7. — La république ukrainienne, qui occupe actuellement sur son territoire le front ukrainien et qui, représentée indépendamment dans les affaires de droit international par son gouvernement auquel incombe la protection des intérêts du peuple ukrainien, intervient de façon autonome, doit prendre part aux conférences, au congrès et à tous les pourparlers de paix à l'égal des autres puissances ;

8. — Le pouvoir du Conseil des commissaires du peuple ne s'étend pas sur toute la Russie, il ne s'étend donc pas non plus sur la république ukrainienne. En conséquence la paix pouvant éventuellement résulter des pourparlers avec les puissances en guerre contre la Russie ne peut engager l'Ukraine que si les conditions de cette paix sont acceptées et signées par le gouvernement de la république ukrainienne ;

9. — Seul un gouvernement fédéral qui serait reconnu de toutes les républiques et de tous les territoires de Russie organisés en Etats peut conclure la paix au nom de toute la Russie ; mais si un tel gouvernement ne peut être constitué très prochainement, seule une représentation unie de ces républiques peut conclure cette paix. Inébranlablement fidèle aux principes d'une paix générale démocratique, le secrétariat général s'efforce d'amener le plus tôt possible cette paix générale et se rallie à toutes les tentatives qui peuvent en rapprocher.

Le secrétariat général juge donc indispensable d'être représenté à la conférence de Brest-Litovsk et il espère en même temps que la solution définitive de la question de la paix aura lieu à un congrès international auquel le gouvernement de la république ukrainienne invite tous les belligérants à participer.

Le président du secrétariat général :
V. Vinnitchenko.

Le secrétaire d'Etat pour les affaires internationales :
A. Choulgine.

Le secrétaire d'Etat von Kühlmann a répondu comme suit:

« Messieurs,

» Nous avons pris connaissance avec un vif intérêt des déclarations du président de la délégation ukrainienne et de la teneur des communications qui nous sont faites. Je propose que la note ukrainienne soit insérée aux actes du congrès comme un important document historique. Les représentants des puissances alliées saluent, dans l'esprit de votre télégramme du 26 décembre 1917, les délégués ukrainiens arrivés à Brest-Litovsk. Les représentants des puissances alliées se réservent de prendre position en ce qui concerne les détails des déclarations des délégués ukrainiens. »

Au début de la séance plénière du 12 janvier, qui a été ouverte à 11 h. 30 du matin, le président comte **Czernin** a fait la déclaration suivante:

« A la séance plénière du 10 janvier, M. le secrétaire d'Etat de la République du peuple ukrainien a remis aux délégations des quatre puissances alliées la note du Secrétariat général de la République du peuple ukrainien du 11-24 décembre 1917, N° 725. Cette note contient sous chiffre 7 la déclaration de la République du peuple ukrainien représentée par le secrétariat général inaugurant des relations internationales indépendantes et souhaitant comme toutes les autres puissances, participer à toutes les négociations de paix, conférences et congrès. En réponse à cette déclaration, j'ai l'honneur de déclarer au nom des délégations des quatre puissances alliées, ce qui suit:

Nous reconnaissons la délégation ukrainienne comme délégation indépendante et comme représentation plénipotentiaire de la République indépendante du peuple ukrainien. La reconnaissance formelle de la République du peuple ukrainien comme Etat indépendant par les quatre puissances alliées reste réservée au traité de paix. »

Trotzky, qui a demandé ensuite la parole, a déclaré ce qui suit:

« A propos de la question traitée dans la déclaration que viennent de faire les délégations de la Quadruplice, je considère qu'il est indispensable dans un but d'information et afin d'écarter tout malentendu de faire la déclaration suivante:

Les conflits qui se sont élevés entre le gouvernement russe et le secrétariat général de l'Ukraine et dont les causes sont connues plus ou moins de toutes les personnes présentes, n'avaient et n'ont aucun rapport avec la question du droit du peuple ukrainien de disposer de lui-même. Ces conflits sont nés de certaines contradictions entre la politique du Soviet des commissaires du peuple et celle du secrétariat général de l'Ukraine, contradictions qui se sont manifestées aussi bien sur le territoire de l'Ukraine qu'en dehors de ses frontières. En ce qui concerne la proclamation de fait de l'Ukraine en une république populaire, cet événement ne peut donner lieu à aucun conflit entre les deux républiques sœurs, considérant qu'en Ukraine il n'y a aucune troupe d'occupation, que la vie politique s'y développe normalement, librement, qu'il n'y existe pas d'organisations moyenâgeuses, prétendant représenter le peuple, ni un prétendu ministère imposé d'en haut par la force et agissant en raison de compétences imposées d'en haut; considérant en outre qu'il existe sur tout le territoire de l'Ukraine des soviets librement élus et que dans l'élection de tous les organismes de l'administration autonome, le principe du droit de vote général, égal, direct et secret a été appliqué, il n'existe et ne peut exister aucun doute que la réalisation de l'indépendance de l'Ukraine dans ses limites géographiques et dans les formes politiques choisies librement par l'Etat ukrainien, soit parfaitement légitime.

En raison de ce qui précède et d'accord avec la déclaration faite dans la séance du 10 janvier, la délégation russe ne voit aucun inconvénient à ce que la délégation du secrétariat général de l'Ukraine prenne part indépendamment aux négociations de paix. »

Le secrétaire d'Etat ukrainien **Holoubovitch** a déclaré alros prendre acte de la déclaration des quatre puissances alliées en raison de laquelle la délégation prendra part aux négociations de paix.



Présentation des délégués ukrainiens.

LA PRESSE UKRAINIENNE DEPUIS LA RÉVOLUTION

Après la chute du régime tsariste, le mouvement ukrainien tendant de plus en plus énergiquement à l'autonomie et même à l'indépendance, s'adressa à la presse ukrainienne pour répandre ces idées et pour instruire les masses. La Rada centrale fonda dans ce but un bureau de presse sous la direction de M. Vousse. Bientôt après, malgré la crise du papier, chaque parti politique eut ses organes spéciaux. Chaque société d'éducation organisa ses bureaux d'éditions, des organes périodiques, etc. Dans l'armée, organisée révolutionnairement par nationalité, les comités militaires commencèrent à publier des bulletins de renseignement et de propagande en langue nationale. Il n'est pas d'endroit si reculé en Ukraine où ne parviennent des pamphlets invitant le peuple à l'émancipation nationale, concernant les revendications politiques, culturelles et économiques.

N'ayant pas de ressources suffisantes, les Ukrainiens se sont adressés à leurs frères, émigrés en Amérique. Ceux-ci ont créé un fonds pour l'achat dans le nouveau monde de grandes machines rotatives et de tout le matériel d'imprimerie nécessaire pour la publication de grands journaux quotidiens à Kiev.

La presse ukrainienne est maintenant presque exclusivement socialiste, et en même temps nettement patriotique ukrainienne. A côté des journaux périodiques, une foule de sociétés d'éditions répandent parmi le peuple des centaines de milliers de brochures et de livres. Le besoin d'instruction est si général que dans les premiers mois tous les ouvrages imprimés ont été vendus et les librairies sont restées vides.

En septembre dernier l'Ukraine possédait déjà 6 grands quotidiens, 5 journaux paraissant tous les deux jours, 35 revues hebdomadaires, 6 paraissant deux fois par semaine, 10 revues mensuelles et 18 éditions non périodiques, 5 journaux russes mixtes russo-ukrainiens étaient publiés à Vinitza, Poltava, Lokhvitza, Tchernigov et Péréiaslav.

Parmi les grands quotidiens citons :

1. *Nova Rada* (Le nouveau Conseil) à Kiev, organe du parti social-fédéraliste ; rédacteurs, MM. A. Nikovsky, M. Hrouchevsky et S. Efremov.

2. *Robitnytcha Gazeta* (le Journal de l'ouvrier), paraît à Kiev depuis le 7 mai, organe du parti social-démocratique ukrainien. Rédacteurs : MM. V. Vinnitchenko, D. Antonovitch, Tkatchenko et Dovjenko.

3. *Narodna Volia* (La liberté du peuple), à Kiev, paraît depuis le 30 mai ; organe du parti social-révolutionnaire ukrainien. Rédacteur en chef : M. Kovalevsky, avec la collaboration de MM. Khristiuk, Kryjanovsky, Osadchy, Vorony, etc.

4. *Zvenigorodska Zoria* (L'aurore de Zvenigorod). Organe politique, littéraire et économique. Rédacteur en chef : M. Pichtchalenko.

5. *Nacha Volia* (Notre volonté), à Ekaterinoslav ; organe démocratique. Rédaction : le Comité des professeurs des écoles ukrainiennes, avec le concours du professeur D. Evarnitzky et A. Kachtchenko.

6. *Le Confédéraliste*, à Kiev, partisan de l'indépendance complète de l'Ukraine. Rédacteur en chef : M. Joseph Maévsky.

Parmi les organes paraissant tous les deux jours, nous mentionnerons le *Kievsky Goubernialni Visty*, édition officielle du gouvernement ukrainien, en ukrainien, en juif, en russe et en polonais.

Robitnik (L'ouvrier), à Kharkov, organe du Comité social démocratique.

La Gazette du zemstvo de Hadiatch. Rédacteur en chef : Mme Olena Ptchilka, publiciste très connue.

Lipovetzki visti (Province de Kiev).

Vilné Slovo (la Parole libre), à Zolotonocha, édition de la Société « Prosvita ».

Puis viennent ensuite 35 journaux hebdomadaires, type de publication le plus répandu en ce moment en Ukraine. Ces journaux paraissent dans 22 villes ukrainiennes :

A Kiev : *Volia* (La liberté), social-démocratique. Rédacteur : B. Martos. — *Borotba* (La lutte), social-révolutionnaire Rédacteur : J. Otchrimovitch. — *Kiïvska Zemska Gazetta.* Rédacteur : V. Prokopovitch. — *Visty z Selianskoï Spilky* (Le messager de l'Union des paysans), organe travailliste. — *Vistnyk*, agronomique et économique. — *Gazette des Tchèques.* — *Oukrainska Viiskova Sprava.* Gazette militaire des armées ukrainiennes. Paraît depuis le 1er juin 1917. — *Teatralni Vissty.* Gazette théâtrale. — *Svitova Zirnitza.* Revue agricole et coopérative. Rédacteur : Volochinovsky. — *Kaméniar*, organe des étudiants ukrainiens. Paraît depuis le 1er mai. — *Komachnia* (La fourmi), revue coopérative illustrée. Rédacteur en chef : Matouchevsky.

A Voronij : *Pratzia i Volia* (La liberté et le travail). Edition du Comité exécutif des Ukrainiens du district.

A Loubny : *Vistryk* du Comité.

A Pavlograd (province d'Ekaterinoslav) : *Stepe* (La steppe). Edition de la Société « Prosvita ». Rédacteur : K. Zinkivsky.

A Poltava : *Selianska Spilka.* Union des paysans, et *Vistnyk* du Comité exécutif.

A Prylouky : *Priloutzka Doumka* (La pensée de Prilouky).

A Berditchev : *Selianska Doumka* (La pensée des paysans).

A Kaniv : *Kanivsky Vissty* (Messager de Kaniv) et *Kanivska Doumka* (La pensée de Kaniv).

A Ekaterinoslav : *Narodne Slovo* (La parole de la nation). Rédacteur : Pazenko.

A Ekaterinodar : *Tchornomoretz* (Cosaque du Kouban).

A Novorossissk : *Tchornomerska Rada* (Le Conseil du pays de Kouban). Rédacteur : P. Voronine.

A Skvir : *Vissty* du Comité de la Rada des paysans.

A Romny : *Nacha Spilka* (Notre union coopérative).

A Vladivostok : *Oukrainetz na Zelenomon Klynou.*

A Blagovichtchensk : *Oukrainska Amourska Sprava.* (Ukrainien du pays d'Amour), Sibérie. Rédacteur : Sitnitzky.

A Jitomir : *Hromadianyn* (Le citoyen). Rédacteur : Pidhirsky.

A Khabarovsk (Sibérie) : *Ranok* (le Matin) et *Khvylia Oukrainy* (La vague de l'Ukraine).

A Vinnitza : *Podilska Volia* (La volonté de Podolie). Revue politique et coopérative.

A Kharkov : *Ridne Slovo* (La parole libre). Paraît depuis le 14 avril.

A Odessa : *Oukrainske Slovo* (La parole ukrainienne). Paraît depuis le mois d'avril. Rédacteurs : MM. Lypa, Tchekohovsky, Hronevitch, Komarivna.

A Oumagne : *Vilna Oukraïna* (l'Ukraine libre), éditée par l'Union socialiste fédéraliste ukrainienne. Rédacteurs : MM. Kryjanovsky et Kaminsky.

A Tchernigoff : *Narodne Slovo* (La parole natale), éditée par les députés paysans de la province.

Journaux paraissant deux fois par semaine à Kiev : *Rillia* (Le sillon), édition agronomique. — *Sternia*, édition d'art. — *Jinotchiï Vistnyk*, édition du Comité féminin, et à Valk Livonie, le *Dosvite* (pour l'armée ukrainienne). *Ranok* (Le Matin) à Stavropol (Caucase), et le *Bulletin des livres*, édition du Bureau pédagogique de Poltava.

Les revues mensuelles :

1. *Literatourno-Naoukovy-Vistnyk*, à Kiev, Rédacteurs : Professeur Hrouchevsky, O. Levitzky, Mme Staritzka, Samiilenko et autres.

2. *Schlakh* (Le chemin), à Kiev. Organe indépendant, littéraire, artistique.

3. *Oukrainska Shkola* (L'école ukrainienne), paraissant à Kiev. Revue pédagogique. Rédacteurs : Mme C. Rousova, Tchepika et Tcherkassenko.

4. *Zhoda* (L'accord), à Kiev. Organe des médecins militaires et des sages-femmes.

5. *Knyhar* (Le bouquiniste), à Kiev. Annales des critiques littéraires et des bibliographes. Rédacteur : K. Staryj. Editeur, la Société Tchasse.

6. *Oukraina*, à Kiev. Edition populaire de la Société scientifique ukrainienne.

7. *Zapiski-Naoukovoho-Tovaristva*, à Kiev. Organe officiel de la Société scientifique.

8. *Solntze Oukrainy* (le soleil de l'Ukraine). à Moscou. Revue littéraire.

9. *Visty Batourinsky*. Edition archéologique, musées, arts. Rédacteur en chef : M. Risnitchenko, à Batourine.

10. *Sadovy Kvitky* (Les fleurs des jardins), à Poltava. Revue d'horticulture.

De plus, il existe encore 18 éditions non périodiques :

A Tiflis : *Vilne Jittia* (La vie libre).

A Petrograd : *Nache Jittia* (Notre vie), organe social-démocrate.

A Minsk : *Vissty*, du front ouest.

A Elisabetgrad : *Vissty* de la « Hromada » ukrainienne.

A Trébizonde : *Vissty* de la « Hromada » ukrainienne.

A Kiev : *Vissty* de la Rada centrale, édition officielle. Paraît depuis le mois d'avril. *Vistnik* du Comité général de la guerre. Publie les ordres à l'armée ukrainienne, éd. officielle. — *Sterno* (Le gouvernail). Revue des étudiants des hautes écoles ukrainiennes. — *Oukrainske Passitchnitzvo* (L'apiculture ukrainienne.) — *Molodé Jittia* (La vie jeune). Organe de la jeunesse. — *Volochky* (La fleur). Revue pour les petits.

A Ekaterinoslav : *Vissty Societe « Prosvita »*. Paraît depuis le mois de mars. Rédacteur : Vyrovyï Kachtchenko.

A Vinnitza : *Listy*.

A Holopol (Podolie) : *Narodni Bajannia* (Les désirs du peuple).

A Radomisl : *Norodné Dilo* (les affaires du peuple).

Au front de la XIIe armée : La voix ukrainienne.

En tout :

2 périodiques scientifiques.
51 politiques.
5 pédagogiques.
7 littéraires artistiques et économiques.
7 professionnels.
6 agronomiques et coopératifs.
5 militaires.



Cathédrale de Brest-Litovsk.

Les Ukrainiens à la recherche d'objets d'art anciens.

A la demande de la Rada, M. A.-W. Chtchavinsky a fondé une commission chargée de rechercher tous les objets d'art ukrainiens se trouvant dans les musées, les églises et les collections privées de Petrograd, et d'en établir une liste détaillée. Le président de cette commission est le conservateur de la division ethnographique du musée russe, le professeur Th.-K. Wilkoff; les membres les plus importants sont :

N.-M. Mohiliansky, conservateur du musée de l'Ermitage; S.-W. Troinisky; N.-E. Makarenko, le peintre S.-P. Jarenitch, et le procureur du Sénat, J.-W. Kolbassief.

A la première séance plénière de la commission il a été décidé à une grande majorité de ne prendre en considération que les objets d'art du XVIe et XVIIe siècle.

La Commission donnera une description exacte de tous les objets, leur origine et l'état dans lequel ils se trouvent.

Ces détails sont indispensables pour l'élaboration par la Constituante d'une loi concernant la restitution à l'Ukraine des objets d'art qui lui furent enlevés dans le cours des temps.

La Commission a repoussé l'emploi de la force et a blâmé la façon dont les soldats ukrainiens se sont adressés à plusieurs reprises aux administrateurs des musées.

Elle est convaincue que la restitution ne peut avoir lieu que sur la base d'une loi bien définie et avec l'aide de personnes compétentes.

L'Ukraine et la Russie.

Il y a en Europe occidentale peu de questions qui soient aussi peu connues que celle de l'Ukraine.

Tant que l'aigle russe étendit ses ailes sur l'empire des tsars, l'existence du peuple ukrainien resta ignorée, mais au mois de mars dernier, lorsque l'aigle fut renversé et foulé aux pieds, l'Europe occidentale s'aperçut qu'au sud-ouest de la Russie un nouveau peuple venait d'apparaître, conscient de son individualité et prêt à revendiquer sa place parmi les autres peuples de l'Europe.

La chute du gouvernement tsariste en mars 1917 souleva la question ukrainienne en Russie. Le coup d'Etat de novembre qui renversa le gouvernement provisoire fit du gouvernement de l'Ukraine un facteur d'une importance internationale.

Un précédent article a décrit l'histoire du mouvement ukrainien en Russie depuis les débuts de la révolution jusqu'à l'accord conclu avec le gouvernement provisoire le 14 juillet. L'histoire des événements qui suivirent peut être divisée en deux périodes : la première comprenant les controverses entre Petrograd et Kiev sur des questions constitutionnelles, de juillet en décembre. La seconde comprenant les discussions entre le gouvernement bolcheviki et la Rada.

Le 14 juillet, sur les conseils de Kerensky, Terestchenko et Tseretelli, le gouvernement provisoire conclut un accord avec la Rada d'après lequel le Secrétariat général était reconnu comme l'organe administratif le plus élevé en Ukraine, tandis que la constitution future de l'Ukraine serait réglée par l'Assemblée constituante. Cet accord aboutit à la démission des membres cadets du gouvernement provisoire et il fut la cause immédiate des émeutes de Petrograd, qui commencèrent le 16 juillet. Quelques jours plus tard, le 22 juillet, Kerensky devint premier ministre et forma un cabinet de coalition. Le cabinet de l'Intérieur, composé de Kerensky, Terestchenko, et Nekrassoff, avait favorisé l'accord du 14 juillet, mais lorsqu'on en vint à la discussion des détails, on découvrit qu'il ne satisfaisait ni Petrograd ni Kiev. Le 8 août les délégués ukrainiens arrivèrent à Petrograd pour délibérer sur des questions d'ordre constitutionnel avec un comité du gouvernement provisoire, composé de Nekrassoff et de trois fameux juristes russes, le baron Nolde, Halperin et Bart. Il devint bientôt évident qu'aucun des deux partis ne voulait s'en tenir à l'accord qui avait été conclu. Le désir des Russes était de gagner du temps et autant que possible de reculer le développement ultérieur de la question ukrainienne jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante. Dans ce but ils soulevèrent un certain nombre de difficultés de peu d'importance et accusèrent le Secrétariat général de demander plus qu'une constitution autonome fédérale. Les délégués ukrainiens commencèrent à s'impatienter de cette tactique d'opposition qu'ils attribuaient à l'influence du parti cadet dans le gouvernement provisoire. La vérité est que les Russes comprenaient parfaitement que toute concession faite aux Ukrainiens serait le prélude d'autres demandes beaucoup plus importantes. Ils savaient que les leaders de la Rada chercheraient à profiter de toute faiblesse de la part du gouvernement provisoire pour aller beaucoup plus loin qu'ils n'avaient déclaré être leur intention.

Pour cette raison, ils préférèrent gagner du temps et abandonner la responsabilité d'une décision définitive à l'Assemblée constituante russe où les Grands Russiens seraient en majorité.

Tel était leur but lorsqu'ils envoyèrent à la Rada les « instructions » résultant de la conférence de Petrograd. Les principaux points de ces « instructions » étaient les suivants :

1. Jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante russe, le principal organe du gouvernement provisoire en Ukraine sera le Secrétariat général, nommé par le gouvernement provisoire et représentant la Rada.

2. Les décisions du Secrétariat général devront être confirmées par le gouvernement provisoire, mais pourront être préalablement discutées par la Rada.

3. Les pouvoirs du Secrétariat général s'étendront sur Kiev, la Wolhynie, la Podolie, Poltava et Tchernigoff (à l'exception de quatre districts); ils pourront aussi s'étendre sur d'autres gouvernements si les Zemstvos le veulent ainsi.

La répugnance du gouvernement provisoire à céder davantage de terrain força les leaders ukrainiens à changer de tactique tout en continuant leur controverse avec Petrograd; la première chose qu'ils avaient à faire était de se dissocier complètement de la « ligue » austro-allemande de « la libération de l'Ukraine ». Pendant une séance de la Rada, le 24 août, tous les chefs de partis dénoncèrent les tentatives allemandes pour semer le désaccord entre la Russie et l'Ukraine. Kovalevsky, leader des social-révolutionnaires ukrainiens, déclara que son parti avait toujours suivi l'orientation russe même pendant les périodes de réaction.

Vinnitchenko, président du Secrétariat général et leader des social-démocrates, affirma que son parti avait toujours combattu le germanophilisme et avait publié des pamphlets dans lesquels il se déclarait opposé à l'orientation austro-allemande. Le professeur Hrouchevski, président de la Rada, affirma qu'il ne connaissait aucun membre de la Rada qui soutînt l'orientation autrichienne. Quelques jours plus tard, il déclara officiellement qu'à plusieurs reprises la Rada avait reçu des témoignages de sympathie du « Bund zur Befreiung der Ukraine » mais qu'elle avait décidé de n'avoir aucune relation avec lui.

S'étant ainsi débarrassés de toute accusation de complicité avec les Allemands, les leaders ukrainiens se consacrèrent à la lutte contre le gouvernement provisoire. Les « instructions » de ce dernier occasionnèrent de violentes protestations à la Rada, et le 20 août Vinnitchenko donna

BREST-LITOVSK (suite.)

Grâce à sa position géographique la ville devint bientôt pour les quatre peuples voisins : Polonais, Ukrainiens, Lithuaniens et Blancs-Russiens, le lieu de convocation de leurs « seims », d'une importance juridique incontestable.

Nous donnons ci-dessous une liste de ces assemblées parlementaires ou réunions des « schlachta », des trois Etats qui formèrent depuis 1569 une fédération appelée « Rietch-Pospolita » :

En 1425 la « Conventio generalis ».

En 1432 le Congrès polono-lithuano-ruthène, auquel prit part le prince Svidrigalo « cum sins bojaris Lithuanis et Ruthenis » (Dlugosz Bd XIII, p. 470).

En 1446 le deuxième Séim s'y réunit pour résoudre la question de la remise de la couronne polonaise au prince lithuano-ruthène Casimir.

En avril 1454 Casimir convoqua un nouveau Congrès de la noblesse lithuanienne et ruthène; ce Congrès présente au point de vue national un intérêt tout particulier.

En 1460 le roi Casimir se rendit encore à Berestié pour appeler la noblesse ukrainienne et lithuanienne à son aide dans la lutte qu'il avait à soutenir contre les Prussiens.

En 1478 se réunit un Seim pour délibérer sur les moyens de combattre avec succès les princes moscovites, qui « causaient de grands dommages à l'Etat ruthèno lithuanien ».

En 1505 eut lieu le fameux Séim de l'Etat ruthèno-lithuanien, convoqué par le grand-duc Alexandre pour liquider la question du « Reversal » au sujet de l'Union. La même année, le tsar du territoire de la Volga, Schig-Achmat, fut reçu solennellement par Alexandre.

En 1511, le roi Sigismond se rendit à Berestié pour assister au Séim polono-lithuano-ukrainien, réuni pour protéger l'Ukraine contre une invasion tartare. A la tête de l'armée se trouvait le prince Constantin Ostrojsky, l'éminent représentant de la noblesse ukrainienne et de l'Eglise orthodoxe.

En 1515-1516 un autre Séim se réunit sous la présidence du roi Sigismond; on y délibéra sur les moyens de défendre avec succès l'Etat lithuano-ukrainien contre les Moscovites.

En 1518 fut convoqué un grand Congrès économique qui avait pour but le règlement des grosses dettes de l'Etat lithuano-ukrainien. On décida d'introduire une « Pogolovchtchina », c'est-à-dire un impôt personnel.

Quelques années plus tard, en 1524, Sigismond convoqua de nouveau un Séim à Berestié; il cherchait l'appui des Lithuaniens et Ukrainiens dans la crise financière qu'il traversait et leur demanda de l'aider à défendre son royaume.

Au Séim de 1544 auquel prirent part de nombreux délégués, les Polonais proposèrent aux Ukrainiens de s'armer en commun contre les Turcs et le danger tartare.

Il n'était pas encore question à cette époque de l'union des deux Etats. Le roi accorda seulement, à la demande de la noblesse ukrainienne et lithuanienne, certaines libertés déjà consenties au Séim de Cracovie, aux partisans de la Réformation, mais ceux-ci les reperdirent peu de temps après, par suite des menées des magnats polonais et du clergé. (*)

Afin de délibérer sur la question de l'union du grand-duché lithuano-ruthène avec la Pologne, le roi convoqua en 1566, après en avoir réformé complètement les statuts, un Séim qui ouvrit une nouvelle ère dans l'histoire ukrainienne et lithuanienne.

Berestié (Brest-Litovsk) devint aussi célèbre par les conciles de 1590, 1594 et 1596 qui proclamèrent l'union de l'Eglise occidentale et de l'Eglise orientale, malgré la vive opposition de la majorité des représentants de l'Eglise orthodoxe et d'un groupe de délégués, à la tête desquels se trouvaient plusieurs princes ukrainiens. L'Eglise orientale reconnaissait l'autorité du Pape de Rome, mais pouvait cependant garder ses anciennes coutumes et célébrer le service divin en vieux-slavon.

Avec la chute du « Rietch Pospolita » commença aussi le déclin de Berestié. Des incendies fréquents, le brigandage à main armée de troupes polonaises et une série de guerres détruisirent complètement la ville. Elle fut acquise par la Russie lors du deuxième partage de la Pologne et incorporée au Gouvernement de Grodno en 1801. Depuis 1833 Berestié est devenue une place forte puissante entre les mains des Russes et elle a été transformée en une forteresse de premier rang.

Comme point de croisement des routes de Kiev et Moscou à Varsovie et des voies ferrées Moscou-Brest, Kiev-Brest-Graïevo, Brest-Briansk, Varsovie-Tiraspol-Jabinka-Pinsk et Brest-Cholm, de même que comme station des voies navigables entre la mer Noire et la Baltique, la ville de Berestié a été depuis les temps les plus reculés d'une grande importance commerciale.

Elle possède peu de fabriques, mais il s'y tient cependant deux grands marchés annuels. Son climat est tempéré, chaud et humide. Sa température moyenne est de 7,3°.

Grâce à cette douceur de climat et malgré le manque complet de terre noire (tchernozem) les habitants se consacrent presque entièrement à l'agriculture, comme du reste la plupart des Ukrainiens.

En 1909 la ville comptait 53 300 habitants et 2700 édifices.

Parmi la population les Juifs sont en majorité (70 pour cent) comme dans presque toutes les petites villes de l'Ukraine occidentale.

E. Batchinsky.

* Les données concernant les séims sont tirées de l'ouvrage du prof. Liubarsky : *Les Séims de l'Etat lithuano-ruthène*, Moscou 1901.

sa démission. Il était pour la résistance contre Petrograd et son but en démissionnant était de faire appel à la Rada. Après une séance orageuse la Rada condamna les « instructions » à une majorité de 247 voix contre 36 dans la résolution suivante: « Les instructions du 17 août violent l'accord de juillet qui seul peut permettre à la Rada de préparer l'Ukraine à l'autonomie et aux assemblées constituantes ukrainienne et russe. Elles créent des complications inutiles et affaiblissent la position du gouvernement provisoire révolutionnaire. »

Après la démission de Vinnitchenko, Dorotchenko tenta de reformer un cabinet, le seul changement de politique étant une attitude plus conciliante envers Petrograd. Mais la Rada n'était pas d'humeur à faire des concessions et quelques jours plus tard, le 3 septembre, Vinnitchenko revint au pouvoir.

Les Ukrainiens affirment que c'est eux qui pendant plusieurs générations ont maintenu vivante l'idée fédérale en Russie. Ils ont combattu non seulement pour l'autonomie locale mais pour la transformation de la Russie en un Etat fédéraliste. Comme nationalité la plus importante de Russie après les Grands-Russiens, ils sont les chefs naturels d'un tel mouvement et n'ont pas été longs à comprendre la nécessité d'acquérir l'appui des autres nationalités avant d'en venir à un arrangement avec Petrograd. C'est pourquoi en septembre ils convoquèrent à Kiev un Congrès des nationalités de la République russe. Tous les principaux peuples y étaient représentés, de même que d'autres moins connus, tels que les Tartares de Crimée, les Bachkires et les Kalmouks. Le Congrès fut présidé par le professeur Hrouchevski, qui ouvrit la séance. « Le désir de fédération, dit-il, a pénétré petit à petit dans les masses du peuple ukrainien. Cette idée jouera en Russie le même rôle qu'aux Etats-Unis et sauvera le pays de la désunion ». Ce Congrès était une arme contre le gouvernement central qui s'opposait aux revendications des nationalités; après la chute du gouvernement, il servit de point d'appui à tous ceux qui tentèrent d'établir la République russe sur une base fédéraliste.

Une nouvelle période dans l'histoire de l'Ukraine s'ouvrit avec le coup d'Etat des Bolcheviki à Petrograd. Le Secrétariat général, traité par les Bolcheviki de gouvernement « bourgeois », est en réalité une coalition socialiste, ses partisans « bourgeois » restant discrètement à l'arrière-plan.

L'opposition des Bolcheviki n'est pas due au refus de la Rada de consentir à des réformes sociales d'une large étendue, mais à son « nationalisme », opposé à l'internationalisme de Petrograd, car le parti social-démocratique ukrainien a adopté le point de vue national. Jusqu'ici, écrit la « Robitnitcha Gazeta », l'organe officiel du parti, nous avons été d'accord avec les Bolcheviki sur bien des points. Eux et nous avons demandé et demandons encore la paix immédiate, le transfert des terres appartenant aux grands propriétaires et autres, à nos pauvres paysans. Nous avons combattu en commun et combattons encore pour le contrôle de l'industrie, pour la taxation maximum des grandes propriétés et du capital. Mais même lorsque nous luttions en commun contre nos ennemis mutuels, nous n'avons jamais été complètement d'accord. Nous défendions la République ukrainienne et la fédération avec d'autres peuples de l'Europe, eux de leur côté étaient complètement indifférents aux besoins nationaux, culturels et politiques de notre peuple. »

Tant que le gouvernement provisoire resta au pouvoir, l'opposition entre Kiev et Petrograd ne porta que sur des questions constitutionnelles. Avec l'arrivée des Bolcheviki, tout changea; les Bolcheviki s'inquiétaient peu de questions techniques, ils étaient prêts à accorder une complète autonomie à l'Ukraine sans se soucier des intérêts de la Russie en tant qu'Etat. Cependant, ce qu'ils n'étaient pas prêts à abandonner était leur campagne en faveur d'une révolution sociale en Ukraine. Ils déclarèrent la guerre au nationalisme ukrainien, non parce qu'il menaçait le nationalisme russe, mais parce qu'il faisait obstacle à l'internationalisme de leurs rêves.

Lorsque la nouvelle des succès remportés par les Bolcheviki à Petrograd arriva en Ukraine, la Rada forma un gouvernement provisoire pour la défense de la révolution. Elle se sentait menacée de deux côtés. D'une part, Choulgine et d'autres nationalistes russes à Kiev avaient été en rapports étroits avec les troupes cosaques, les engageant à supprimer la Rada comme étant en révolte contre le gouvernement provisoire. De l'autre, les Bolcheviki s'efforçaient de répandre leurs doctrines subversives dans toute l'Ukraine aussi bien que dans la Russie du Nord et du Sud.

L'opposition organisée par les nationalistes russes fut de courte durée. Des régiments de Cosagues et un corps de volontaires tchéquo-slovaques, qui avaient été envoyés en Ukraine pour défendre le gouvernement provisoire contre les Bolcheviki, refusèrent de combattre et offrirent de quitter Kiev lorsqu'ils apprirent que c'était contre la Rada qu'on voulait les utiliser.

Le danger venant des Bolcheviki était plus réel. Le 10 novembre le Secrétariat général publia un appel au peuple l'invitant à rester calme et promettant de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour supprimer tout mouvement bolchévik en Ukraine. Cependant l'esprit d'agitation s'était répandu jusqu'à Kiev et pendant deux jours il y eut une grève générale; aucun des journaux bourgeois n'eut l'autorisation de paraître. Mais, la Rada, avec l'appui du parti social-démocratique qui publia un appel aux ouvriers, devint bientôt maîtresse de la situation et le 20 novembre publia son « Universal » ou proclamation générale, accordant la terre aux paysans, établissant la journée de huit heures, le contrôle de l'Etat sur l'industrie et fixant les frontières de la république nationale ukrainienne qui ferait partie de la république russe fédérative. Ayant ainsi assuré sa position à Kiev, l'attention du gouvernement ukrainien se concentra sûr les frontières. A l'est il conclut une alliance avec les Cosaques, après que ceux-ci eurent accepté de ne pas intervenir dans le bassin du Donetz, revendiqué par la Rada comme territoire ukrainien. Au sud, les Ukrainiens, après une courte lutte, s'emparèrent d'Odessa qu'ils possèdent encore à l'heure actuelle, et conclurent un accord avec les Roumains, reconnaissant l'autonomie de la Bessarabie. Au nord et au nord-est, spécialement dans le gouvernement de Charkov, ils sont encore menacés par les Bolcheviki, mais les combats n'ont pas été très vifs jusqu'ici et il est peu probable, vu la répugnance générale à se battre, que les Bolcheviki cherchent à obtenir une victoire militaire. S'ils reconnaissaient l'Assemblée constituante une entente serait possible entre Petrograd et Kiev. Tant que les conseils de modération prédomineront à Petrograd et qu'aucune tentative ne sera faite pour prolonger le règne de la terreur dont Petrograd a été la victime, il est peu probable que les Ukrainiens cherchent à rompre toutes relations avec le Nord.

La race, l'histoire et la tradition demandent que Russes et Ukrainiens continuent à vivre dans les rapports politiques et économiques les plus étroits.

New Europe, 3 janvier.

MACHINES A ÉCRIRE

YOST

14, Grand-Chêne, LAUSANNE

Les machines YOST sont réputées comme les meilleures. Elles défient toute concurrence.

LIBRAIRIE UKRAINIENNE

Nouvellement ouverte à Lausanne, rue Haldimand

(Impasse face « Aux Docks de la Chaussure »)

On peut trouver tous les ouvrages, brochures et journaux concernant la question des nationalités en toutes langues.

Toutes les publications ukrainiennes parues

Grand choix de tableaux, gravures cartes postales, etc.

Prochainement, vente d'objets d'art populaires ukrainiens.

La librairie ukrainienne est en relations avec les libraires et éditeurs de tous pays

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Nouvelles de l'Ukraine.

Service d'information du Bureau Ukrainien.

Un congrès panukrainien.

Kiev, 9 janvier.

Les partisans de l'indépendance complète de l'Ukraine, les Samostinikis, qui contrairement aux socialistes révolutionnaires et social-démocrates ukrainiens sont pour une séparation complète de l'Ukraine de la Russie, ont convoqué leur congrès. Le programme politique de ce parti panukrainien est d'obtenir l'indépendance politique et économique de l'Ukraine sur la base de l'émancipation sociale. Il recueille ses membres parmi les adversaires du fédéralisme qui en ce moment sont au pouvoir et en majorité en Ukraine.

Le télégraphe rétabli entre l'Ukraine et les Empires Centraux

Léopol, 11 janvier.

La ligne télégraphique Berlin-Vienne-Kiev a été rétablie depuis quelques jours. Le journal ukrainien « Dilo » de Léopol dit que ces jours-ci un long entretien eut lieu entre la Ballplatz et Kiev par l'entremise de cette ligne.

Les attachés militaires de l'Entente à Kiev.

Kiev, 3 janvier.

Les généraux Baster, représentant l'Angleterre, Saverni la France, Romeli l'Italie, Tagaianagui le Japon, Koanda la Roumanie, de Riquel la Belgique, et le colonel Leontkiewitch la Serbie, sont arrivés à Kiev, venant de Mohilew, quartier général des Maximalistes.

A la gare, la garde d'honneur, sous les ordres du capitaine Gassenko, représentant du gouvernement ukrainien, a rendu les honneurs aux officiers de la mission. Les attachés militaires ont été provisoirement logés à la gare dans des wagons-lits.

Le représentant de l'armée américaine, en quittant Mohilew, s'est rendu directement à Petrograd.

C'est après l'assassinat du généralissime Doukhonine que les missions militaires étrangères décidèrent de quitter le quartier général pour se rendre en Ukraine.

Ukrainiens et Maximalistes.

Kiev, 4 janvier (par voie indirecte).

Un accord semble être intervenu entre les Maximalistes et les Ukrainiens. L'Ukraine, comme Etat indépendant, prendra part aux pourparlers de paix de Brest-Litovsk, avec l'assentiment du gouvernement de M. Lenine et des représentants des empires centraux. Ces derniers ont reconnu le droit de l'Ukraine à prendre part aux pourparlers de paix.

Les représentants ukrainiens nommés par le parlement ukrainien de Kiev seront le professeur Hrouchevski, M. Vinnitchenko, chef du gouvernement, et le ministre de la Justice, M. Tkatchenko.

Dans la note présentée par les délégués ukrainiens, on y relève les conditions suivantes:

L'Ukraine demande que la paix soit générale et conclue par tous les belligérants; qu'une autonomie complète soit accordée à tous les peuples et que leur existence soit garantie. Aucune contribution ni indemnité ne sera payée. Toutes les puissances mondiales devront reconnaître l'indépendance de la République ukrainienne qui possédera son propre gouvernement, sa propre armée et son corps diplomatique. Le pouvoir du gouvernement maximaliste ne sera pas reconnu en Ukraine et ne pourra s'exercer qu'en Moscovie.

La paix devra être signée par les représentants de toutes les républiques indépendantes de Russie, formant la Confédération russe.

Les représentants parlementaires ukrainiens de Galicie ont, d'autre part, fait une déclaration au Reichsrat, demandant que la question ukrainienne en Autriche soit résolue par la formation d'une province autonome dans le cas où la Galicie orientale ne ferait pas partie intégrante de l'Ukraine après la conclusion de la paix.

Un délégué pacifiste ukrainien en Suisse.

Lausanne, 19 janvier.

Le capitaine de cavalerie Georges Gassenko, délégué ukrainien à la conférence de la paix, à Brest-Litovsk, adjudant du ministre de la guerre ukrainien, qui est arrivé ces jours derniers en Suisse, est tombé subitement malade au Schweizerhof, à Berne.

M. Gassenko, dont la santé était très éprouvée, avait obtenu des autorités allemandes la permission de passer par l'Allemagne pour venir en Suisse afin d'y rétablir sa santé.

Les Ukrainiens d'Autriche et leur programme politique.

Léopol, 22 janvier.

Le Congrès général ruthène qui s'ouvrira à Lemberg, dans quelques jours, aura à prendre des décisions de la plus haute importance, car il s'agira de reviser tout le programme politique des Ukrainiens d'Autriche.

A l'ordre du jour il y a également la question de la République ukrainienne et celle de la paix.

A ce Congrès prendront part toutes les notabilités ruthènes d'Autriche, les députés ruthènes au Parlement autrichien et à la Diète de Galicie, ainsi que les Ruthènes membres de la Chambre des seigneurs.

L'état de santé du ministre ukrainien de Gassenko.

Berne, 24 janvier.

L'état de santé de M. de Gassenko, envoyé plénipotentiaire du gouvernement ukrainien en Europe, qui se trouve alité au Schweizerhof, à Berne, s'est beaucoup amélioré. Il reste cependant sous la surveillance du professeur Sahli et de son assistant, le Dr Jenny. Bien qu'il soit encore souffrant, il reçoit chaque jour la visite de diplomates et de journalistes étrangers.

Le président de la Confédération suisse, M. Calonder, s'est informé par téléphone de son état de santé.

Dès que M. de Gassenko sera rétabli et qu'il aura rendu les visites qui lui ont été faites, il se rendra à Lausanne et de là il ira s'établir à Montreux ou en tout autre endroit favorable au rétablissement de sa santé.

La question religieuse en Ukraine.

Lausanne, 24 janvier.

Ce qui en ce moment préoccupe les esprits des intellectuels et du peuple ukrainien ce sont les questions sociales et nationales. Quant à la question religieuse elle reste presque entièrement dans le domaine ecclésiastique.

Une personnalité ukrainienne de passage en Suisse annonce que sous peu un concile aura lieu en Ukraine pour discuter toutes les questions d'ordre religieux.

Le gouvernement ukrainien a déjà nommé un commissaire spécial pour les affaires de l'Eglise ukrainienne, qui est rattaché au Ministère de l'intérieur.

L'autocéphalie de l'Eglise ukrainienne semble un fait certain.

1210

Prix : 20 centimes.

L'UKRAINE

Publication non périodique.

Rédaction et Administration : 23, Avenue de la Gare, Lausanne (Suisse). Téléphone 19.85.

N° 40. Lausanne, 22 février 1918. 4me année.

LE TRAITÉ DE BREST

Signature du traité.

Brest-Litovsk, 10 février.

Avant la dernière suspension des négociations, on a pu annoncer qu'on avait trouvé les bases pour la conclusion d'une paix entre la Quadruple Alliance et la République du peuple ukrainien. Dès le retour de la délégation à Brest-Litovsk, ces pourparlers se sont poursuivis sur ces bases.

Grâce au travail énergique de toutes les commissions, grâce à l'esprit de conciliation et de prévenance animant tous les négociateurs, on est parvenu hier à établir une entente sur tous les points, de sorte qu'on a pu passer à la rédaction définitive du traité et à la signature.

Les difficultés techniques de la fixation de cinq textes du traité firent que la séance solennelle et la signature n'ont pu avoir lieu que dans les premières heures du 9 février.

Le secrétaire d'Etat **von Kühlmann**, comme président, ouvrit la séance peu avant deux heures du matin par le discours suivant:

« Messieurs, aucun de vous ne méconnaîtra l'importance historique de cette séance dans laquelle les représentants des quatre puissances alliées se sont réunis dans cette salle avec les représentants de la république du peuple ukrainien pour signer la première paix conclue dans cette guerre mondiale. Les représentants des délégations alliées sont particulièrement heureux que cette paix soit signée avec un jeune Etat né au milieu de la tourmente de la grande guerre. Puisse cette paix être la première d'une série de conclusions de paix. Puisse-t-elle être profitable aussi bien aux puissances alliées qu'à la république du peuple ukrainien, pour l'avenir de laquelle nous formons les meilleurs vœux. »

Le président de la délégation ukrainienne, **M. Seyriuk**, répondit :

« Nous constatons avec joie qu'à partir d'aujourd'hui la paix commence entre la Quadruplice et l'Ukraine. Nous étions certainement venus ici dans l'espoir de contribuer à la conclusion d'une paix générale et de mettre un terme à la guerre meurtrière, mais la situation politique est telle que toutes les puissances en guerre ne se sont pas rencontrées ici pour signer une paix générale.

» Animés d'un profond amour pour notre peuple et constatant que cette longue guerre a épuisé les forces industrielles et nationales de notre peuple, nous devons faire tous nos efforts pour provoquer dans notre pays une renaissance. Dans la ferme conviction que nous conclurons cette paix dans l'intérêt de nos larges masses démocratiques, que cette paix contribuera à mettre un terme général à la grande guerre, nous constatons avec plaisir que le long et acharné travail qui a été fait ici à Brest-Litovsk a été couronné de succès et que nous sommes parvenus à une paix démocratique honorable pour les deux parties.

» A partir d'aujourd'hui, la république du peuple ukrainien naît à une nouvelle vie, elle se range comme Etat indépendant dans le cercle des nations. Elle cesse la guerre sur son front et s'efforcera que toutes les forces qui sont massées en elle vivent et prospèrent. »

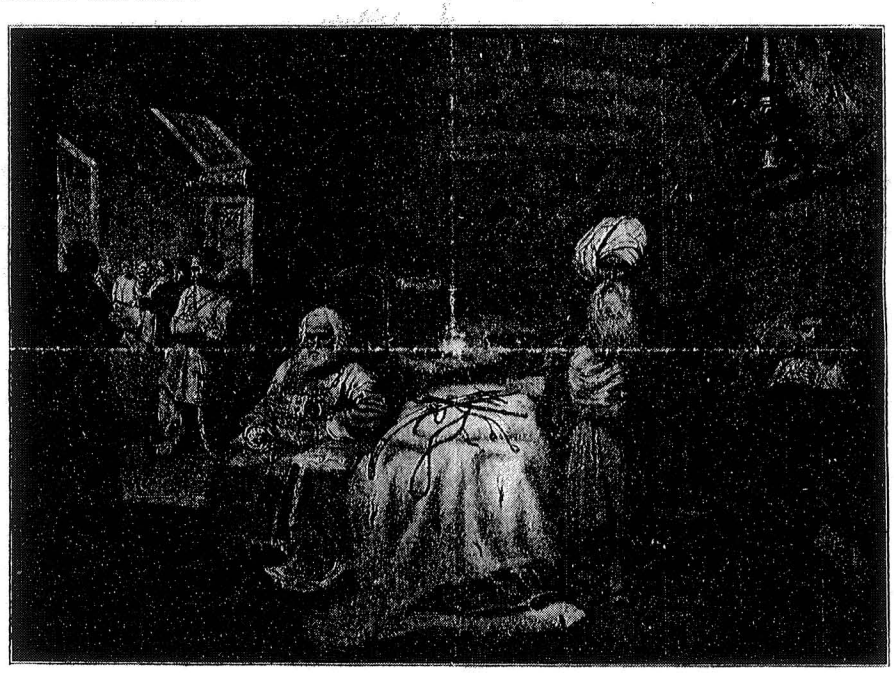
Le secrétaire d'Etat Kühlmann invita ensuite les représentants plénipotentiaires à signer le traité de paix. A 1 h. 59, le secrétaire d'Etat Kühlmann signa le premier le texte du traité de paix destiné à l'Allemagne; à 2 h. 30, toutes les signatures étaient apposées.

Le texte du traité.

Le traité de paix entre la Quadruplice et l'Ukraine commence par cette phrase préliminaire:

« Comme le peuple ukrainien, au cours de la guerre mondiale actuelle s'est déclaré indépendant et a exprimé le désir d'établir l'état de paix entre la république du peuple ukrainien et les puissances en guerre avec la Russie, les gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Bulgarie et de Turquie ont décidé de conclure avec le gouvernement de la république du peuple ukrainien un traité de paix. Ils veulent par là faire un premier pas vers une paix mondiale durable et honorable pour toutes les parties, qui tend non seulement à mettre un terme aux horreurs de la guerre mais aussi au rétablissement de relations amicales entre les peuples dans les domaines politique, économique et intellectuel. »

Après l'énumération des plénipotentiaires présents pour chaque Etat, suivent les dispositions suivantes :



L'Hetman ukrainien Bohdan Chmelnicky
reçoit en audience les Ambassadeurs moscovite, turc et polonais (1649).
(Tableau de Taras Chevtchenko.)

Art. 1. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie d'un côté et les représentants du peuple ukrainien de l'autre déclarent que l'état de guerre entre eux est terminé. Les parties contractantes sont résolues désormais à vivre les unes avec les autres en paix et amitié.

Art. 2. § 1. Entre l'Autriche-Hongrie d'une part, la république du peuple ukrainien d'autre part, les frontières, pour autant que les puissances sont limitrophes, seront celles qui existaient avant la déclaration de guerre actuelle entre la monarchie austro-hongroise et la Russie.

§ 2. Plus au nord, la frontière de la république du peuple ukrainien partant de Tarnograd suivra dans l'ensemble: Bilgorai - Schtchebretchyn - Krasnostav - Pouhatchiv - Radin - Mejiritché - Sornaki - Melnik - Visoko - Litovsk - Kamenetz - Litovsk - Pruschany - Les marais de Vygonovytchy.

Cette frontière sera fixée dans ses détails d'après les conditions ethniques, en tenant compte des désirs de la population par une commission mixte.

§ 3. Pour le cas où la république du peuple ukrainien devrait avoir des frontières communes avec les autres puissances de la Quadruplice, on réserve pour cette éventualité des accords particuliers.

Art. 3. L'évacuation des territoires occupés commencera immédiatement après la ratification du présent traité. Les modalités de son évacuation et de la remise des territoires occupés seront fixées par les plénipotentiaires des parties intéressées.

Art. 4. Les relations diplomatiques et consulaires entre les parties contractantes seront reprises aussitôt après la ratification du traité de paix. L'éventualité d'accords ici est réservée pour la désignation, aussi large que possible, de consuls des deux côtés.

Art. 5. Les parties contractantes renoncent réciproquement à toutes compensations pour les frais de guerre, c'est-à-dire pour les dépenses faites par l'Etat pour mener la guerre, de même qu'à toutes compensations pour dommages de guerre, c'est-à-dire pour tous les dommages qui sont résultés pour elles ou leurs ressortissants dans les zones de guerre des mesures générales, y compris toutes les réquisitions faites en pays ennemis.

Art. 6. Des deux côtés, les prisonniers de guerre seront renvoyés dans leur patrie pour autant qu'ils désirent ne pas rester dans le pays où ils se trouvent actuellement avec le consentement de ce dernier ou qu'ils ne désirent pas se rendre dans un autre pays. Le règlement des questions relatives à ce rapatriement se fera par les traités spéciaux prévus par l'article 7.

Dans un article 7 très long et très détaillé, les relations économiques futures entre les puissances de la Quadruplice et la république du peuple ukrainien sont fixées selon les principes suivants:

Pour la période allant jusqu'au 31 juillet de cette année, les parties contractantes s'engagent à se livrer mutuellement le superflu de leur production agricole et industrielle. Les conditions et les prix des marchandises seront établis par une commission qui se réunira immédiatement après la signature de la paix. Les échanges se feront en partie par des centrales officielles et contrôlées par l'Etat, en partie par le commerce libre jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce définitif, mais en tous cas jusqu'après un délai de six mois à partir de la conclusion de la paix générale. Le trafic réciproque des marchandises sera réglé par un accord provisoire dénonçable tous les six mois à partir du 30 juin 1918.

Cet accord provisoire remet en vigueur les contrats qui étaient valables jusqu'à la guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Russie pour le trafic entre la monarchie et l'Ukraine. Il contient en outre toutes les dispositions de quelque importance se trouvant dans l'ancien traité de commerce avec la Russie pour autant qu'elles peuvent s'appliquer à l'Ukraine. Le libre trafic vers l'Asie, notamment vers la Perse autrefois empêché par la Russie est garanti.

En outre, il est stipulé que dans le trafic économique entre les régions douanières des deux Etats de la monarchie austro-hongroise d'une part et de l'Ukraine d'autre part, l'Ukraine ne pourra prétendre à aucun avantage que l'Autriche-Hongrie pourrait garantir à l'Allemagne ou à tous autres pays unis à elle par une alliance douanière, que ce pays soit immédiatement limitrophe de l'Autriche-Hongrie ou touche indirectement ses frontières par un autre pays en alliance douanière avec elle ou avec l'Allemagne.

Cette même disposition vaut par réciprocité pour l'Ukraine.

« **Art. 8.** Le rétablissement des relations juridiques et privées, l'échange des prisonniers de guerre et des internés civils, la question de l'amnistie, ainsi que la question du sort des navires de guerre tombés en possession de l'adversaire, seront réglés dans des traités spéciaux avec la république du peuple ukrainien.

Ces traités constitueront une partie importante du traité de paix actuel et entreront en vigueur autant que possible en même temps que ce traité.

Art. 9. Les accords conclus dans ce traité forment un tout indissoluble. »

Après l'article qui traite de la fixation du texte du traité de paix rédigé en allemand, en hongrois, en bulgare et en ukrainien, une clause finale prévoit que le traité de paix sera ratifié et que les actes de ratification seront d'abord échangés à Vienne.

Le traité de paix entre en vigueur avec la ratification. Indépendamment de ce traité de paix, quatre traités spéciaux seront conclus entre l'Ukraine et les quatre puissances de la Quadruplice.

Ces traités sont déjà prêts et seront signés ces jours prochains. Ces documents traitent des questions exposées à l'article 8.

Un traité complémentaire conclu avec la République du peuple ukrainien à propos de la reprise des relations consulaires contient ce qui suit:

Chaque partie contractante autorisera l'autre partie à établir des consuls dans toutes les localités de son territoire pour autant que des exceptions n'existaient pas déjà avant la guerre pour des parties du territoire parlant diverses langues. Ces exceptions devront être maintenues intégralement vis-à-vis de toute tierce puissance. Chaque partie se réserve cependant le droit, en cas de nécessité militaire, de n'autoriser l'établissement de consuls de l'autre partie dans certaines localités qu'après la conclusion de la paix générale.

Chaque partie contractante réparera tous les dommages causés à des fonctionnaires consulaires ou aux bâtiments consulaires de l'autre partie par des agissements contraires au droit des gens.

Les traités, accords et conventions en vigueur avant la guerre entre l'Allemagne et la Russie rentrent en vigueur entre les parties contractantes, sous la réserve des clauses contraires du traité de paix et de ce traité complémentaire aussitôt après leur ratification.

Il est entendu que, s'ils sont dénonçables dans un certain délai, ce délai se prolongera autant que la guerre. Chaque partie contractante peut communiquer à l'autre partie, dans un délai de six mois après la signature du traité de paix, les traités, accords ou conventions, ou des clauses isolées, qui seraient, à son avis, en contradiction avec les changements survenus pendant la guerre. Ces clauses devraient alors être remplacées le plus rapidement possible par de nouveaux accords répondant aux circonstances nouvelles.

Une commission se réunira dans un délai de six mois après la ratification du traité de paix pour préparer ces nouveaux contrats. Si cette commission ne s'est pas mise d'accord dans un délai de trois mois, chaque partie sera libre de ne

plus se considérer comme liée par les clauses du traité.

Toutes les prescriptions édictées sur le territoire d'une des parties contractantes en raison de l'état de guerre et entraînant une restriction quelconque des droits privés des ressortissants de l'autre partie (lois de guerre) n'ont plus aucune valeur dès la ratification du traité de paix. On comprend également parmi les ressortissants d'une des parties contractantes les personnes et sociétés juridiques qui ont leur résidence sur son territoire.

Les dettes privées seront payées pour autant que les clauses du traité complémentaire ne prévoient pas le contraire. Les paiements qui avaient pu être différés pendant la guerre en raison des lois de guerre ne sont pas exigibles avant un délai de trois mois après la ratification du traité de paix. Le paiement des dettes contractées par l'Etat et en particulier les services de la dette publique, doit être effectué aux ressortissants des Etats contractants après la ratification du traité de paix.

La république du peuple ukrainien sera tenue en tout cas responsable envers les ressortissants allemands pour les travaux publics effectués en Ukraine ou pour les sommes dont les garanties se trouveraient sur son territoire.

Les parties contractantes se sont mises d'accord, sous les réserves contenues dans l'article 11, pour rétablir les droits d'auteur, les droits de production commerciale, les concessions, privilèges, ainsi que toutes les autres revendications basées sur le droit public et auxquelles les lois de la guerre avaient porté atteinte.

L'article 11 prévoit que toutes les fortunes ou propriétés mises sous séquestre ou sous une autre administration doivent être libérées immédiatement à la demande des ayants droit. Ces clauses ne doivent cependant pas porter atteinte à des droits légalement acquis par de tierces personnes. Les propriétés ou les droits sur les propriétés, les privilèges de mines, ainsi que les droits d'utilisation ou d'exploitation de propriétés ou d'entreprises ou la participation à une entreprise, en particulier les actions qui avaient été expropriées par des lois de guerre ou soustraites de force à leurs ayants droit, doivent faire retour à leurs anciens détenteurs selon un contrat à établir pendant le courant d'une année après la ratification du traité de paix contre remboursement des avantages qui auraient pu leur échoir à la suite de l'expropriation ou du séquestre, francs de tous les droits régulièrement acquis entre temps par de tierces personnes.

Les dommages causés à des ressortissants de chaque partie contractante par la promulgation de lois de guerre seront réparés. Il en sera de même des dommages causés à des civils de chaque partie contractante pendant la guerre en dehors des zones de guerre par des organes officiels ou par la population de l'autre partie, par des actes de violence contraires au droit des gens contre leur vie, leur santé ou leurs biens.

En ce qui concerne le partage des biens prévu par la République du peuple ukrainien avec les autres parties de l'ancien empire russe, l'application de ces principes est réservé à un accord spécial.

L'échange déjà commencé des prisonniers de guerre inaptes à tout service militaire sera poursuivi avec la plus grande rapidité ; l'échange des autres prisonniers de guerre suivra le plus rapidement possible, dans un délai qui sera fixé plus exactement. Une commission se réunira aussitôt après la ratification du traité de paix à Brest-Litovsk afin de fixer les délais en question ainsi que les autres détails sur l'échange des prisonniers et pour surveiller cet échange en ce qui concerne le contrôle du nombre des prisonniers échangés.

Les civils internés ou expatriés des deux côtés seront ramenés chez eux gratuitement le plus rapidement possible, pour autant qu'ils ne désirent pas rester dans l'Etat où ils se trouvent actuellement avec le consentement de cet Etat ou se rendre dans un autre pays.

Les ressortissants de l'une des parties qui, avant la déclaration de guerre, avaient leur domicile sur le territoire de l'autre partie ou qui y exerçaient un métier ou un commerce peuvent y rentrer dès que l'autre partie ne se trouvera plus en état de guerre.

Chaque partie annule les pénalités infligées à des prisonniers de guerre ou civils de l'autre partie.

Une amnistie sera promulguée pour tous les ressortissants de l'autre partie pour tous les actes commis en faveur de cette partie et pour toutes les infractions aux lois d'exception faites contre les étrangers ennemis.

En outre, chaque partie garantit l'impunité complète aux ressortissants de son armée pour les travaux qu'ils ont dû accomplir comme prisonniers de guerre de l'autre partie. Il en sera de même pour tous les travaux exécutés de chaque côté par des internés civils ou expatriés.

Les navires de commerce d'une des parties qui se trouvaient au début des hostilités dans des ports de l'autre partie seront rendus avec leur garnison. Si les cargaisons ne peuvent plus être restituées, elles seront compensées en argent. Les navires de commerce ramenés comme prises par une des parties contractantes ne tombent pas sous les prescriptions de l'article 23 s'ils ont été condamnés avant la ratification du traité de paix par un jugement régulier d'un tribunal des prises. Dans ce cas, ils sont considérés comme définitivement acquis. Dans tous les autres cas, ils doivent être rendus ou, s'ils n'existent plus, remboursés en argent.

Les clauses secrètes du traité signé avec l'Ukraine.

Dépêche de l'envoyé spécial du *Matin*.

Stockholm, 16 février. — Des informations précises parvenues ici de Jitomir révèlent l'existence de clauses secrètes signées par les Austro-Allemands et les Ukrainiens en même temps que fut conclu le traité principal. Ces clauses portent justement sur des questions délicates auxquelles on ne voulait donner aucune publicité.

Le traité officiel ménage en effet les susceptibilités des uns et et des autres. D'une part l'Autriche-Hongrie semble renoncer publiquement à toute annexion de territoire ukrainien, et, d'autre part, les Ukrainiens semblent décidés à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Autriche, notamment dans le règlement de la question de la Galicie orientale.

Ce désintéressement réciproque n'est qu'une façade, comme on peut s'en rendre compte en lisant le texte des quatre clauses annexes dites secrètes:

1. L'Ukraine se désintéresse complètement de la Bessarabie; 2. l'Ukraine renonce solennellement à toute revendication sur les régions du territoire hongrois peuplées par les Ukrainiens; 3. l'Ukraine cède à l'Autriche-Hongrie, aux environs de Chotin, une bande de territoire d'une superficie de 300 kilomètres carrés; 4. l'Autriche-Hongrie s'engage à délimiter la province de Galicie en séparant complètement la Galicie orientale de la région de Cracovie.

Manifeste de l'Empereur d'Autriche.

L'empereur Charles a publié le manifeste suivant :

A mes peuples !

Par la grâce de Dieu nous avons conclu la paix avec l'Ukraine. Nos armes victorieuses et notre politique pacifique poursuivies avec une ardeur inlassable, ont porté leurs premiers fruits.

En union avec mes peuples si éprouvés, j'espère qu'après la conclusion de cette paix si heureuse pour nous, une paix générale sera accordée à l'humanité souffrante.

Nos regards se tournent avec sympathie vers ce jeune peuple ukrainien qui a été le premier à manifester son amour du prochain. Son courage, prouvé sur maints champs de bataille et son énergie indomptable lui ont permis d'exprimer par des faits, devant le monde entier, sa conviction intime. C'est ainsi qu'il a été le premier à se détacher du camp de nos ennemis pour réunir ses aspirations à nos forces, afin d'atteindre le plus vite possible au but maintenant commun.

Dès l'instant où je suis monté sur le trône de mes pères, je me suis senti uni avec mes peuples dans la ferme volonté de continuer la lutte, à nous imposée, jusqu'à ce que la conclusion d'une paix honorable soit possible. Aujourd'hui où nos désirs commencent à se réaliser, ce sentiment d'unité ne fait que croître.

Plein d'admiration et de reconnaissance pour l'endurance surhumaine et l'esprit de sacrifice de mes héroïques armées et de tous ceux qui dans leurs foyers ne témoignent pas d'un moindre dévouement, j'attends avec confiance un avenir meilleur.

Que le Tout-Puissant daigne nous accorder la force et la persévérance nécessaires pour arriver à la conclusion d'une paix générale définitive, non seulement pour nous et nos fidèles alliés, mais pour l'humanité tout entière.

Charles.

La Rada centrale et le Secrétariat général

Histoire de leur développement et composition des partis.

La Rada centrale et le Secrétariat général.

Histoire de leur développement et composition des partis.

La Rada centrale est un véritable Parlement de toute la République ukrainienne, ses membres ont été élus par les paysans, les ouvriers et les soldats.

Elle est composée de représentants de tous les partis, excepté des cadets, qui se sont retirés d'eux-mêmes, et de toutes les nationalités habitant le territoire de l'Ukraine. Seuls le territoire du Kouban, qui s'est organisé en une république cosaque, la Galicie, la Bukovine et les comitats ukrainiens de Hongrie, qui ne font pas encore partie intégrante du territoire ukrainien, n'y ont pas de représentants.

Après la révolution russe, lorsque les hommes politiques ukrainiens purent se rassembler à Kiev, il se forma le 7 mars un Comité ou Rada, composé de 30 membres, représentants de tous les groupes politiques ukrainiens, sous la présidence du professeur Hrouchevsky.

Ce Comité organisa une série de manifestations politiques et prit les mesures nécessaires pour la convocation du premier congrès national ukrainien. A ce congrès, qui dura du 6 au 8 avril, à Kiev, la Rada fut reconstituée par les représentants de tous les gouvernements ukrainiens et de toutes les colonies ukrainiennes de la Russie tsariste.

De ce fait l'autorité de la Rada s'accrut non seulement moralement aux yeux de la grande masse du peuple, mais aussi juridiquement. Elle comptait alors 120 membres. Le développement de la Révolution russe détermina la Rada à s'occuper de questions aussi bien politiques que sociales.

Tout le travail d'organisation fut fait publiquement aux séances de la Rada et appliqué par la Petite Rada ou Comité exécutif.

Plus tard, plusieurs commissions s'ajoutèrent à la Rada, telles que la Commission d'organisation, la Commission militaire, celle de l'instruction publique, de la justice, des finances, de la presse, etc.

Sous l'influence du Congrès de l'armée, réuni du 5 au 8 mai, la Rada commença à s'occuper aussi beaucoup des affaires militaires et fonda le Comité général de l'armée, chargé de l'ukrainisation des troupes.

A la fin du mois de mai la Rada centrale entra en pourparlers avec le gouvernement provisoire au sujet de l'autonomie de l'Ukraine. Elle envoya ses délégués à Petrograd. En même temps, le 28 mai, se réunissait le premier congrès des paysans ukrainiens, auquel prirent part 2000 délégués.

Le Comité de ce Congrès, après sa clôture, passa dans son entier, soit 150 membres, dans la composition de la Rada, qui compta dès lors 270 membres.

Par suite des refus du cabinet Kerensky de reconnaître l'autonomie de l'Ukraine, le mécontentement ne fit que grandir, et du 4 au 9 juin, le deuxième Congrès militaire ukrainien se réunit dans la capitale, malgré la défense formelle du gouvernement provisoire. Les représentants de ce congrès, au nombre de 135 membres, élus par 1 900 000 soldats, passèrent aussi à la Rada dont le nombre s'éleva alors à 405.

Ainsi renforcée la Rada se sentit suffisamment soutenue, non seulement par le peuple ukrainien tout entier, mais aussi par son armée, et le 9 juin elle publia son premier manifeste, dans lequel elle proclamait l'autonomie souveraine du peuple ukrainien.

Cet acte fut accueilli avec enthousiasme à la troisième séance générale de la Rada et l'autorité du Parlement ukrainien atteignit alors son apogée.

Du 10 au 14 juillet se réunit le premier congrès des ouvriers ukrainiens, dont le présidium, au nombre de 100 membres, passa également à la Rada, qui se composa ainsi de 505 membres. Les négociations avec le gouvernement provisoire, intimidé par les événements d'Ukraine, aboutirent le 16 juillet à la formation du premier cabinet ukrainien, composé de neuf ministres et appelé Secrétariat général. Son autorité ne s'étendait encore que sur cinq gouvernements: Kiev, Tchernigov, Podolie, Poltava et Wolhynie.

Sur la base du traité conclu entre la Rada et les ministres russes Kerensky, Tseretelli et Terestchenko, les représentants des minorités nationales de l'Ukraine entrèrent dans la composition de la Rada qui devint dès lors un organe gouvernemental, non seulement national, mais aussi territorial de toute l'Ukraine. Le nombre de ses membres se trouva donc à nouveau accru du fait que non seulement les représentants du peuple ukrainien, mais aussi ceux de toutes les nationalités habitant sur le territoire de l'Ukraine, tels que Russes, Juifs, Polonais, Tartares, Roumains, Tchèques, etc., en firent partie proportionnellement à leur nombre, soit:

Juifs 50, Russes 50, Polonais 20, Moldaves 4, Allemands 3, Tartares 3, Grec 1, Tchèque 1, Blanc-Russien 1, Ménonite 1, Bulgare 1.

La Rada comptait ainsi le 11 juillet de 635 à 640 membres (le nombre exact n'a malheureusement pu être établi).

Lors de la sixième séance de la Rada qui dura du 5 au 9 août, on délibéra sur «l'Instruction» adressée par le gouvernement provisoire au Secrétariat général. Cette instruction se trouvait en complète opposition avec l'accord conclu entre le gouvernement provisoire et la Rada le 3 juillet. Les débats aboutirent à une résolution dans laquelle la Rada protestait avec énergie contre la tentative des centralistes russes d'enchaîner la volonté du peuple ukrainien. La Rada conseilla au Secrétariat général d'adopter cette résolution comme ligne de conduite dans sa lutte pour l'autonomie complète. Mais la dite résolution, proposée par le parti le plus fort en Ukraine, celui des social-révolutionnaires, amena la première crise du ministère qui se vit forcé de se retirer.

L'ancien gouverneur général de la Galicie, Dmytro Dorotchenko, se chargea de reconstituer le Ministère, mais dut y renoncer, le 18 août, après sa déclaration-programme qui ne satisfit pas la majorité, et Vinnitchenko revint à la présidence.

En manière de protestation, les social-révolutionnaires ukrainiens retirèrent leurs représentants du ministère, sans toutefois entrer en opposition directe avec lui. Le 9 août, la Rada adopta une résolution concernant les préparatifs nécessaires aux élections à l'Assemblée constituante ukrainienne.

Par suite de la proclamation de l'autonomie complète de l'Ukraine, le 3 novembre, et la création de nouveaux ministères, les représentants de plusieurs provinces qui n'avaient pas encore fait partie du territoire de l'Ukraine entrèrent à la Rada, ce qui porta le nombre de ses membres à environ 800. Elle représentait dès lors, outre les cinq provinces ukrainiennes mentionnées plus haut, les provinces de Cherson avec Odessa, Tauride (sans la Crimée), Ekaterinoslav, pays de Cholm, ainsi que certaines parties des provinces de Koursk et de Voronij habitées en majorité par des Ukrainiens. De plus les commissaires des républiques voisines du Kouban, du Don, de la Crimée, de la Bessarabie, ainsi que les représentants de tous les partis socialistes ukrainiens, entrèrent dans la composition du ministère qui se répartit à fin 1917 comme suit :

Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur: Volodimir Vinnitchenko (soc.-dém.).

Sous-secrétaires du ministère de l'Intérieur: 1. Mykola Stasiouk (travailliste); 2. L. Abramovitch; 3. Ivan Kraskovsky.

Ministre de la guerre: Simon Petlura (social-dém.).

Sous- secrétaire: Kedrovsky.

Ministre de l'instruction publique: Ivan Stechenko (soc-féd.).

Ministre de l'approvisionnement: Mykola Kovalevsky (soc.-rév.).

Sous-secrétaires: 1. D. Kolioukh; 2. J. Sokolovsky.

Ministre des postes et télégraphes: Mykola Chapoval (soc.-rév.).

Sous-secrétaires: 1. Stephan; 2. Chimanovitch.

Ministre du travail: M. Porch (soc.-démocrate).

Sous-secrétaire: M. Mikhaïlov.

Ministre de la Justice: M. Tkatchenko (soc.-dém.).

Ministre des communications: M. Echtchenko.

Ministre de l'agriculture. M. Savtchenko-Bilsky (soc.-rév.). Sous-secrétaire: Boris Martos (soc.-dém.).

Ministre des finances: Prof. Tougan-Baranovsky (radical). Sous-secrétaire: Vasyl Mazourenko (travailliste).

La suite page 3.

TARAS CHEVTCHENKO

En souvenir de son anniversaire.

Pour si humble que soit la chaumière ukrainienne, on y trouve toujours suspendu, et bien en vedette, le portrait de Taras Chevtchenko. Et alors que toute l'Ukraine vénère cet homme, qui est son héros national, son barde, le poète de son passé glorieux et son chantre prophétique, l'Europe ignore même son nom.

Chaque peuple opprimé semble avoir eu son poète national, mais aucun héros populaire ne paraît avoir le mieux incarné l'âme de son peuple que Chevtchenko.

Il naquit serf, et endura l'esclavage vingt-quatre ans; puis, après quelques années de liberté, parce qu'il avait osé s'élever contre l'opposition tsariste, il fut envoyé par les tyrans moscovites comme simple soldat dans les déserts de l'Asie centrale. Quand il mourut, dans la force de l'âge, ce grand homme, ce talent incomparable n'avait passé que douze ans de sa malheureuse vie en liberté. Mais en dépit de tout, il était devenu le prince spirituel de l'Ukraine. Et son nom est, depuis sa mort, dans la bouche de tous les Ukrainiens. Trente millions d'Ukrainiens récitent ses poèmes, car ils ont fait renaître chez tout un peuple l'enthousiasme d'un idéal de liberté et le désir de briser les chaînes qui l'asservissent.

I.

Taras Gregorovitch Chevtchenko vit le jour de 25 février 1814 à Morynci, un village de la province de Kiev. Il naquit dans l'esclavage, car son père était serf. De bonne heure déjà — à l'âge de huit ans — il fut ravi aux tendresses familiales; il devint orphelin et fut confié à un sacristain dont il devint le pupille. Mais ce digne servant de Dieu était un ivrogne. Il maltraita fortement le jeune Taras qui dut endurer tous les caprices, toute la tyrannie et toutes les cruautés de ce déséquilibré. Ce furent les années sombres de son enfance que le poète n'oublia jamais, et plus tard, il les rappela en des vers émouvants :

Moi en chaînes, ma sœur en corvée,
Voilà notre sort et depuis notre jeune âge
Nous suivons tous deux un chemin rempli de [ronces.

A la fin, n'y tenant plus, il décide de s'enfuir. Un soir que le sacristain était ivre-mort, il mit son dessein à exécution, mais avant de partir il voulut se venger, et prenant le knout dont il avait été si souvent frappé, il administra à l'inerte sacristain une volée fort bien méritée. Arrivé au village voisin, il se présenta chez un peintre décorateur d'églises, espérant que celui-ci voudrait bien l'initier dans son art. Mais la malchance le poursuit et c'est à un autre despote — également adonné à la boisson — qu'il a affaire, et qui, au lieu de lui apprendre à peindre, l'oblige à faire de rudes travaux manuels. Il ne reste que quelques jours au service de ce nouveau tyran, et à nouveau, il prend la clef des champs. Cette fois il rentre au village natal. Il rêve d'être le pâtre d'innocentes brebis, et de pouvoir, comme Homère, lire à l'ombre d'un arbre et admirer la nature. Des réminiscences de cette époque lui firent dire plus tard :

Les champs, les bois, les forêts, c'était mon don,
Et folâtrant et heureux, nous conduisions les [troupeaux de brebis à l'abreuvoir.

Mais cette idylle, toute pastorale, ne dura pas longtemps. La figure éveillée et intelligente du jeune Taras, plut au seigneur du village, un Allemand russifié, qui l'engagea comme valet. Le futur chantre raconte dans ses souvenirs de jeunesse comment ce despote l'obligeait à se tenir immobile et silencieux dans un coin, pour répondre rapidement à son appel, chaque fois que le seigneur désirait sa pipe ou un verre d'eau fraîche. Mais Taras n'était pas né avec une âme de valet, et bien que serf, il avait un caractère indomptable. Il n'observait point scrupuleusement la sévère et cruelle consigne et pour que l'ennui ne fût pas si grand, il se distrayait en copiant, en cachette, tous les mauvais tableaux suspendus autour de lui. Il semblait, en effet, dès son plus jeune âge, avoir pour la peinture une vocation irrésistible.

Son seigneur était un homme aimant les voyages. Il allait souvent en coche à Kiev, à Vilna, à Petrograd, et il prenait toujours le jeune Taras avec lui. Il lui assignait son coin lorsqu'il descendait à l'hôtel, ou dans quelque palais appartenant à ses amis. Mais, assis derrière le coche qui l'emportait vers de nouveaux mondes, l'œil de poète de Taras observait, et cela adoucissait quelque peu l'horreur de sa vie d'esclavage. A dix-huit ans, Taras n'était pas encore arrivé à prendre le pli du laquais. Son maître voyant que ce serait peine perdue, céda enfin à ses instances et le loua en bail à un peintre décorateur de Petrograd, afin qu'il lui enseignât son art. Ce fut une nouvelle ère pour Chevtchenko. Il est dès lors possédé d'une telle ardeur pour sa nouvelle occupation que les jours ne lui suffisent plus: il se lève de nuit pour aller dessiner les statues des jardins de la capitale. Un noble Ukrainien qui, par une nuit étoilée, se promenait dans un de ces jardins, surprit le jeune Taras à copier quelque torse classique. Il se fit conter la triste odyssée du jeune artiste, et ayant ressenti un vif intérêt pour lui, il devint son Mécène. Il lui commanda le portrait de sa maîtresse. Chevtchenko s'en acquitta à l'entière satisfaction de son nouveau protecteur qui, décidé à lui faire suivre la carrière d'artiste, le présenta au Secrétaire de l'Ecole des Beaux-Arts à Petrograd. Mais on lui dit que comme il était serf, il ne pourrait être admis que lorsqu'il aurait été racheté. C'est alors que la bonne fortune l'aidant, il trouva un généreux peintre, très en vogue à la Cour russe, qui offrit de mettre en loterie un de ses tableaux, et la somme de 2500 roubles, nécessaire à son rachat, fut ainsi rapidement recueillie. Le 22 avril 1838, à l'âge de 24 ans, Chevtchenko devint libre. La vie semble alors lui sourire, car de nouveaux horizons s'ouvrent à lui. Pendant six ans il suit assidûment les cours de l'Académie — mais ni son succès ni son étoile ascendante ne lui font oublier l'oppression dont souffre son peuple. L'année même de sa libération de l'esclavage, il écrit de Petrograd des vers qui montrent combien il se sent isolé, dépaysé, et la nostalgie dont il souffre :

Sur une plage lointaine un Cosaque est assis,
La mer roule des vagues bleues,
Le Cosaque croyait trouver ici le bonheur.
Mais il n'a trouvé que la détresse grise
Et c'est en pleurant qu'il voit des bandes de [cigognes
S'envoler vers les rives natales.
Ah! que le chemin du pays natal est rempli de [ronces!

Et tout en étudiant la peinture, il prend sa lyre et il chante. « Vraiment, dit-il, il faut que la vocation de poète ait été fatale et irrésistible ». Il commence par ses merveilleux « Kobsars » (chants populaires) dans une langue forte et mélodieuse — dont les thèmes se rapportent presque tous à la situation politique et sociale de l'Ukraine à l'époque du poète, ainsi qu'à des réminiscences de la lutte pour l'indépendance ukrainienne au XVIIIe siècle. Puis, trouvant que son instruction est trop incomplète, il se met à étudier. Il lit la Bible, l'histoire du monde. Ses auteurs préférés sont : Homère, Shakespeare, Walter Scott, Gœthe, Schiller et quelques écrivains polonais. Le succès de ses premières œuvres a quelque chose de phénoménal. Elles pénètrent dans les coins les plus reculés de l'Ukraine; dans le plus humble hameau on récite ses « Dumy ».

En 1844, il termine ses études à l'Académie des Beaux-Arts de Petrograd — et en même temps que le diplôme d'artiste-peintre il reçoit la médaille d'or du gouvernement. Il rentre alors chez lui et ses concitoyens lui font un accueil triomphal, mais ce n'est pas le peintre que l'on fête, c'est le barde des revendications nationales.

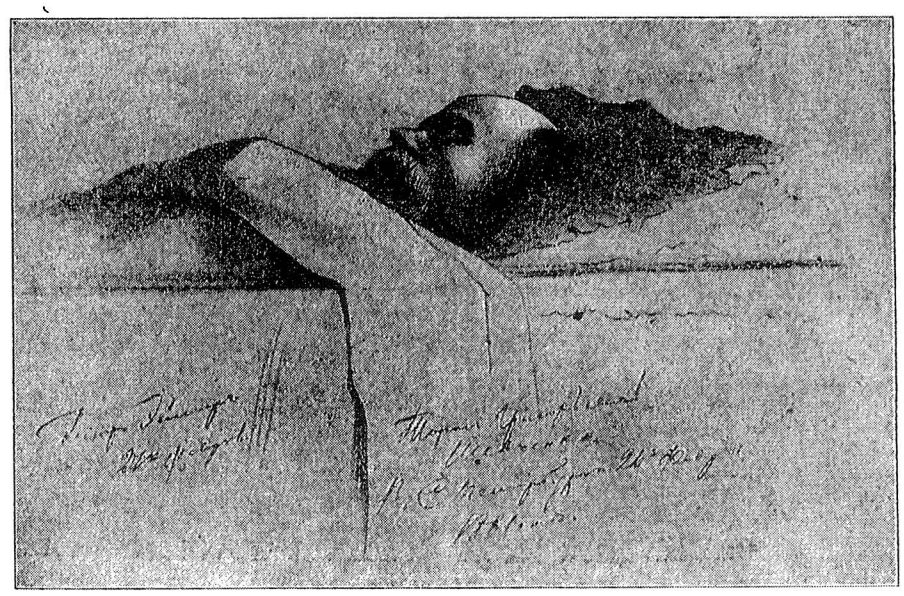
Dès son retour à Kiev, Chevtchenko pense à la renaissance de l'art ukrainien. Il aurait voulu fonder à Kiev une Ecole des Beaux-Arts. Il devient alors membre de l'Association Cyrille et Méthode — société de patriotes ukrainiens dont le but principal était l'instauration d'une république fédérative des nations slaves, ainsi que la suppression du servage.

Avant d'entreprendre l'œuvre de renaissance de l'art ukrainien, il désire faire un voyage au pays qui est la source de l'art : l'Italie. Il trouve une admiratrice qui met la dot dont elle dispose (3000 roubles) à sa disposition, pour qu'il puisse faire ce voyage d'études. Il accepte, et avant son départ, il va faire ses adieux au pays natal et ramasser ses manuscrits qui sont éparpillés.

L'annonce de l'expédition tsariste au Caucase contre les Circassiens et les Géorgiens, le remplit d'indignation. C'est l'année 1847. Et maintenant que sa pensée s'est approfondie et que sa forme est plus parfaite, il écrit une grande épopée : « Le Caucase », dans laquelle il stigmatise le tsarisme et son oppression. Peu après l'ordre est donné de l'arrêter. Il est amené à Petrograd et jeté dans la forteresse Pierre et Paul, en attendant son jugement. Après quelques mois de tourments on lui fait savoir qu'il est condamné à être envoyé comme soldat dans les steppes asiatiques du Kirghiz, avec



Le grand Ukrainien avant le départ pour l'exil.



Taras Chevtchenko sur son lit de mort.
(25 février 1861.)

La Rada centrale (suite).

Ministre des affaires étrangères: O. Choulgine (soc.-rév.).

Sous-secrétaires: 1. Odinetz (pour les Russes (national-soc.); 2. Silberfarb (pour les Juifs), (sioniste-socialiste); 3. Rudnicki (pour les Polonais), (socialiste modéré).

Ministre du commerce: Vsevolod Holoubovitch (soc.-rév.).

Secrétaire général: Alexandre Lotozky (soc.-fédéraliste).

Contrôleur d'Etat: M. Zolotareff (Bund-Juif).

Ministre sans portefeuille: n'a pas encore été nommé (soc-dém. russe).

Ainsi, de simple comité de divers groupes politiques qu'elle était au début de la Révolution, la Rada devint l'organe législatif le plus élevé de toute l'Ukraine et dans le véritable sens du mot le Parlement de toutes les masses ouvrières du peuple. C'est grâce à ce fait que les menées des bolchevikis n'ont pas eu le moindre résultat en Ukraine. Bien plus, celle-ci a réussi à mener à sa fin logique le droit du peuple à disposer de lui-même, c'est-à-dire à la proclamation d'une république ukrainienne indépendante, que suivra bientôt la convocation de l'Assemblée constituante, digne résultat de tant d'efforts.

A la Rada les deux partis socialistes suivants occupent la première place à une écrasante majorité: les social-révolutionnaires et les social-démocrates.

Les premiers, le parti le plus fort, se recrutent surtout parmi les paysans révolutionnaires et la petite bourgeoisie; les autres, dont les principes sont basés sur le marxisme scientifique, se recrutent parmi le prolétariat.

Les doctrines des socialistes ukrainiens étant très différentes de celles du parti russe correspondant, il est tout naturel qu'ils n'aient pas été atteints par le maximalisme russe et aient gardé un sentiment très net des besoins locaux du pays. Au point de vue pratique les droits nationaux du peuple ukrainien sur la base du fédéralisme de toutes les nations leur tiennent beaucoup plus à cœur que la lutte des classes. Les leaders du parti social démocratique sont: Vinnitchenko, Petliura, Porch et Tkatchenko; ceux des social-révolutionnaires: Kovalevsky, Saltan, Christiuk et Choulgine. A droite le parti des social-fédéralistes, ayant à leur tête S. Effremov, se joint à eux. Ce parti est plus modéré dans la question des nationalités, et dans l'ensemble, s'en tient au programme établi par Dragomanoff; il se recrute principalement dans les cercles démocratiques des intellectuels ukrainiens et de la bourgeoisie. Il est contre la séparation d'avec la Russie.

Entre les social-fédéralistes et les social-révolutionnaires se trouve le groupe des paysans appelé groupe des Troudoviki (Union des paysans), très nombreux, mais qui représente encore une masse amorphe. Ce parti se rapproche par son programme (par exemple dans la question de la réforme agraire) des social-révolutionnaires et leur prête par cela même une force toute spéciale. Les leaders en sont: M. Stassiuk, B. Mazourenko et Stromenko.

L'aile gauche du Parlement est formée par le groupe le plus radical des « Samostiniki », c'est-à-dire des partisans de l'indépendance complète de l'Ukraine et adversaires de toute union fédérative avec la Russie. Ses membres se recrutent surtout dans l'armée ukrainienne et parmi la jeunesse.

Il existe encore plusieurs organisations qui défendent le même point de vue et qui prennent de plus en plus d'importance; ce sont le parti national (N. U. P.), l'union de l'Etat ukrainien et autres. Les chefs en sont: MM. Michnovsky, Stepanenko, Makarenko, Pavelko, etc.

Parmi ces partis ukrainiens se trouvent disséminés les représentants de nombreux groupes de nationalités non-ukrainiennes, entre autres des bolchevikis russes, des internationalistes, des cadets, du « Bund » juif, des sionistes, de la ligue « Paoleï Sion », du P. P. S. polonais, ainsi que du groupe peu important des radicaux ukrainiens restés fidèles à leurs convictions bourgeoises. Le représentant le plus éminent de ce parti est le professeur Hrouchevski, chef du mouvement ukrainien depuis une dizaine d'années. Comme président de la Rada centrale, il se trouve naturellement en dehors de la lutte des partis, mais partage cependant dans la question des nationalités, le point de vue de la majorité des partis socialistes. Dernièrement il s'est joint aussi au parti des socialistes-révolutionnaires.

défense absolue d'écrire ou de peindre. Le tsarisme, avec son raffinement de cruauté habituel, avait trouvé la façon la plus sévère de punir l'esprit rebelle du grand homme ukrainien. L'inaction le rendit presque fou. Mais son plus grand chagrin fut de se voir obligé d'abandonner la tâche de sauvetage intellectuel de son peuple. Il ressentit amèrement la cruelle sentence, et dans son journal, en date du 19 janvier 1857, revenant sur sa condamnation, Chevtchenko écrit : « Même si j'étais un sanguinaire assassin, on n'aurait pu me punir plus sévèrement qu'en m'envoyant comme soldat au corps expéditionnaire d'Orenbourg. C'est pour moi une douleur indicible ». Et en faisant allusion à la défense qu'on lui avait faite d'écrire et de peindre il dit : « Un tribunal présidé par Satan aurait pu, avec beaucoup de peine, trouver un verdict plus inhumain que celui auquel on m'a condamné. »

Cependant, après quelque temps de captivité, il arrive à se procurer un crayon et du papier et il écrit des vers admirables de révolte contre l'oppresseur et le tyran. A des périodes d'enthousiasme succédaient des périodes de dépression et de découragement. Mais l'impulsion libératrice était donnée en Ukraine et parfois, malgré les grandes difficultés de communication, des lettres lui parvenaient du pays, lui disant combien ses écrits inspiraient d'enthousiasme aux Ukrainiens.

En 1848, le gouvernement russe envoya une expédition militaire et scientifique sur les bords du lac Aral, et Chevtchenko obtint d'un des chefs de cette expédition la permission d'y prendre part en qualité de dessinateur. Mais quand le fait fut connu à Petrograd, le protecteur de Chevtchenko fut envoyé en disgrâce, et lui exilé encore plus loin, sur les côtes arides de la mer Caspienne. Ce martyre dura dix longues années. Enfin, quelque temps après l'avènement du Tsar « libérateur » il fut amnistié par Alexandre II. Sa captivité n'avait fait que grandir son amour pour l'Ukraine et elle avait aussi fait augmenter sa haine pour les oppresseurs. Son physique était miné par les privations et par un long séjour dans les régions insalubres. Le grand écrivain russe Tourguenieff, qui le vit à son retour d'exil, nous l'a décrit : « Chevtchenko avait bien l'air d'un paysan ruthène. Il était coiffé d'une haute toque d'astrakan et portait un paletot de fourrure au col doublé de peau d'agneau. Quoique trapu, il avait l'air chétif. Son crâne proéminent était chauve; il avait le front haut, le nez large et retroussé, la moustache était touffue et recouvrait les lèvres. Ses yeux étaient petits et gris. Son visage avait une expression mélancolique et qui rarement se déridait. Sa voix était quelque peu enrouée, mais il prononçait le russe à la perfection. Sa démarche et ses mouvements étaient calmes. Rien, en le voyant, ne laissait supposer qu'on se trouvait en présence d'un grand poète, mais on se rendait compte qu'on avait devant soi un homme qui avait beaucoup souffert. » Les persécutions et les souffrances sans nombre infligées à cette âme d'élite l'avaient fait se replier sur elle-même et elle était devenue inaccessible au monde extérieur.

En recouvrant sa liberté il se remit à son art. Il avait appris la gravure et il avait formé le projet d'illustrer une histoire de l'Ukraine. Et jusqu'à son dernier souffle, il combattit avec son luth la tyrannie moscovite. Malgré que la police le surveillât étroitement, il vécut encore trois ans à Petrograd au milieu du respect de ses adversaires et de l'amitié de ses admirateurs. Puis, le 26 février 1861, c'est-à-dire quelques mois avant que le servage fût aboli en Russie, il fut saisi d'une attaque et mourut subitement.

L'Ukraine perdit ainsi son plus grand homme contemporain. Pour exaucer la dernière volonté du poète, son corps fut transporté sur une colline près du village de Kaniv, d'où l'on domine le Dnieper. « Descendez-moi sous terre, dit-il dans son poème intitulé « Testament », mais levez-vous en même temps pour briser vos chaînes, et que votre oriflamme de liberté, victorieuse, se rougisse du sang de l'ennemi! »

II.

Chevtchenko a d'abord puisé le thème de ses poèmes dans l'histoire ukrainienne. C'est ainsi qu'il a chanté la grande épopée des Cosaques Zaporogues; la lignée des superbes hetmans Ivan Pidwoka, Hamalia, et leurs hardies randonnées à travers la Turquie et les Balkans. C'est la tradition de ces luttes, de cette brillante période de l'Ukraine que le jeune serf a mise dans des vers passionnés, et ses récits sont d'autant plus animés que le poète a entendu des témoins de quelques-uns de ces faits glorieux les raconter. Car tout enfant encore il écoutait en silence et rempli d'étonnement les récits des vieux et les exploits glorieux de ses ancêtres.

Mais s'il vante le passé de l'Ukraine, il n'oublie pas non plus les fautes commises par ses chefs les hetmans, et surtout il ne pardonne pas à ceux qui livrèrent l'Ukraine au gouvernement moscovite : Chmelnicky et ses successeurs. Dans son poème « Sson» (Le Rêve) il stigmatise le czarisme, mais sa haine se concentre surtout sur trois monarques russes : sur Pierre-le-Grand, qui pour faire bâtir Petrograd fit venir une armée de travailleurs ukrainiens, afin qu'ils dessèchent les marais sur l'emplacement desquels devait s'élever Petrograd (le travail fut exécuté mais presque tous les Ukrainiens moururent à la tâche); sur Catherine II, qui fit détruire la Ssitch Cosaque et fit table rase des dernières libertés dont jouissaient encore les Ukrainiens; et enfin sur Nicolas I, le furieux sergent rouge, qui exila les Ukrainiens en masse en Sibérie.

Ses invectives contre le tsarisme culminent toujours dans l'espoir de voir un jour le règne de la justice immanente. « Ce jour-là, de la Baltique à la Mer Noire, toutes les nations opprimées par la Russie, en brisant les chaînes moscovites recouvreront leur liberté. »

Le culte de Chevtchenko pour son pays est tout naturel; il aime sa beauté pittoresque et les mœurs douces de ses habitants. Et ce poète est aussi peintre, il voit en double artiste. Lire une de ses descriptions c'est croire avoir devant soi un tableau.

« Le jour pointe. Le ciel est bordé de flammes couleur pourpre, et le soleil levant salue les petits oiseaux perchés sur les branches. Au loin luit la steppe et sur les champs, le vent étend ses ailes. De hauts peupliers, semblables à des sentinelles, se tiennent droits et silencieux. Toute la campagne reluisante de beauté et pleine de volupté verdit, et se baignant dans la rosée matinale, salue le soleil»...

C'est bien tout le peuple ukrainien qui parle par la bouche de Chevtchenko, mais c'est d'une façon nouvelle, car le poète s'est attelé à la vieille charrue et avec le nouveau soc qu'il a forgé, il a labouré une terre inculte dans le sillon de ses larmes et en semant son cœur. Il a ainsi tiré de l'oubli la vieille langue de ses aïeux pour lui donner un renouveau de vie.

A mesure qu'augmentent les souffrances du poète et qu'il sent davantage le joug de l'oppression, sa pensée devient plus profonde et son horizon s'élargit. Il passe de la poésie populaire à la grande épopée. L'Haidamaki (la St-Barthélemy ukrainienne) est l'une des premières qu'il compose. Mais petit à petit il finit par s'apercevoir que la grande époque du passé n'est pas toute de gloire. Il reconnaît aussi que la perte de l'indépendance politique n'est pas le plus grand des maux. Ce qui est pire, c'est l'oppression sociale d'une classe par une autre. Dès lors, ce n'est plus seulement la défense en faveur de son pays qu'il prend, mais aussi des souffrances de l'humanité opprimée tout entière : de la femme, des martyrs religieux. Car cet admirateur des Cosaques glorifie aussi Jean Huss, le Bohémien, le premier réformiste communiste, qui sait mourir pour ses principes.

En 1847, le gouvernement russe, poursuivant son expansion impérialiste, décide de s'emparer du Caucase, et il envoie une expédition contre les Géorgiens et les Circassiens qui se défendent contre l'envahisseur. Chevtchenko se trouvait en ce moment à Péréiaslav, l'endroit fameux où fut signé le traité qui mit l'Ukraine sous le joug de la Russie. Son indignation fut si grande en apprenant la nouvelle qu'il écrivit sa grande épopée « Le Caucase » qui est une attaque violente contre l'impérialisme russe. Plein d'inspiration il flétrit avec plus de véhémence que jamais le tsarisme.

« Ils traversent montagne après montagne, et sur leur chemin ils sèment le désespoir et répandent le sang à flots. Des larmes? Du sang? Ah oui! assez pour rassasier tous les tsars et même pour qu'ils puissent s'y noyer, eux et toute leur progéniture. »

On le voit, Chevtchenko connaît la culture russe et les procédés de colonisation tsariste. C'est la défense de ses frères opprimés du Caucase et non des Ukrainiens qui fut la cause directe de son arrestation, et par là il s'est acquis la reconnaissance de tous les opprimés allogènes de Russie.

III

Chevtchenko, comme peintre, est moins connu et aussi moins apprécié, même par ses compatriotes. Et si pour eux le poète passe bien avant le peintre, c'est qu'il a incarné leur âme. Mais le peintre n'est pas insignifiant. On sait que la vocation de Chevtchenko fut la peinture, et dans sa période d'effervescence, il comptait bien faire de la peinture sa profession. Et cependant, au lieu de peindre, ce qui lui aurait rapporté de l'argent et sans doute aussi des honneurs, il suivit une impulsion irrésistible : celle d'écrire des vers. Cela non seulement ne lui rapporta rien, mais lui fit perdre la liberté qu'il venait péniblement d'acquérir. Chevtchenko avait une âme d'artiste et elle s'était développée à la vue de la beauté et du pittoresque de son pays. Et il a mis en formes plastiques — tout autant qu'en vers — les mœurs des paysans ukrainiens, les merveilleux paysages de la Petite-Russie, ainsi que son passé glorieux.

Son âme délicate ressentit doublement le triste sort de ses frères ukrainiens qui étaient des esclaves dans un paradis. Et c'est parce qu'avec son luth harmonieux, il a su chanter dans toutes les gammes d'un sincère lyrisme, la grande tristesse et la poignante douleur d'un peuple opprimé, que les Ukrainiens ont fait de sa tombe le lieu d'un pèlerinage national et que la voix de ce peuple tout entier le berce en son tombeau.

Edmondo PELUSO.

Les armoiries de l'Ukraine.

Dernièrement la Rada centrale a nommé une commission pour établir les armoiries de la République ukrainienne. A ce propos le professeur Hrouchevski, président de cette commission, écrit dans le journal socialiste révolutionnaire « Narodna Vola » : « De toutes les armoiries de l'Ukraine, la plus rapprochée de nous est celle de l'époque des Hetmans: un Cosaque tenant un fusil. Cette armoirie est aussi celle qui représente le mieux l'Etat ukrainien, mais pour la nouvelle république elle ne vaut rien, et voici pourquoi:

En reconstituant notre ancien Etat, nous ne rétablissons pas l'organisation des hetmans dans son entier, car nous voulons créer une nouvelle forme de l'Etat et de la société. Nous ne voulons pas même qu'on puisse nous soupçonner de faire renaître ce qu'il y a d'ancien. On ne peut non plus adopter l'armoirie des voivodies de Kiev sous l'administration polonaise et du gouvernement de Kiev sous la domination russe (saint Michel Archange tenant une épée), parce qu'elle n'appartient à aucune tradition ukrainienne. Il vaudrait mieux prendre pour armoirie des étoiles d'or sur fond d'azur (couleurs nationales), en nombre égal à celui des provinces de la nouvelle république, ou bien la lettre U (Ukraine) ou encore U N R, c'est-à-dire, Ukrainska Narodna Republika (République populaire ukrainienne) en lettres d'or sur fond d'azur, d'après le modèle des armoiries de la République française (R. F.).

Mais ce serait violer les règles du blason. Aussi je propose de mettre une charrue d'or sur fond d'azur, comme symbole du travail créateur et paisible de la nouvelle Ukraine.

Au-dessus, en demi-cercle, sur trois champs, on pourrait mettre les anciennes armoiries de l'Ukraine:

1. Celles de l'ancien Grand Duché de Kiev.

2. Celles du royaume de Halytch-Volhynie (un lion d'or sur un rocher, fond d'azur)

3. L'armoirie des Hetmans (Cosaque tenant un fusil).

En bas, en deux champs, il faudrait les armoiries de Kiev et de Lvov, les deux centres de la renaissance ukrainienne: Kiev, un arc, et Lvov, un lion. Au-dessus du blason on pourrait mettre une colombe avec une branche d'olivier, comme emblème du Grand-Duché de Ruthénie après l'union de 1657 (sous l'hetman Vyhovski).

« En général nous voudrions voir dans ces armoiries le caractère culturel, créateur et laborieux de notre nouvelle république. »

Comme complément à l'article ci-dessus nous recevons la communication suivante:

Tout en nous inclinant devant la science et la compétence du comité héraldique ukrainien, nous croyons cependant qu'il fait fausse route. Ou bien l'Ukraine est un Etat autonome de la grande République russe — « populaire », bolchevik, menchevik, socialiste ou milioukoviste (comme les républiques d'Archangel, du Don et de Cronstadt) et se sentant profondément russifiée — tend vers le knout en attendant le tsar, et alors elle n'a pas besoin d'armoiries.

Ou bien l'Ukraine est un Etat indépendant européen comme les autres, une nation longtemps opprimée qui revit, comme par exemple la Pologne, la Finlande et la Lithuanie, et alors elle n'a pas besoin d'inventer des armes, car elle a les siennes.

A notre avis les seules armes d'Ukraine sont: « de gueule à l'ange d'argent tenant en sa dextre épée flamboyante d'or », pour parler le langage héraldique. Ces armes (Saint-Michel) sont celles, non pas seulement du gouvernement ou du palatinat de Kiev, mais des grands-ducs souverains de Kiev, et sont employées et reconnues comme armes de l'Ukraine, comme le lion d'or sur fond d'azur est reconnu comme celles de la Galicie. Ces armes sont généralement réunies. On pourrait ajouter, comme support de l'écusson, deux cosaques. Rappelons-nous que l'étendard de l'armée zaporogue portait non un cosaque, mais une croix surmontant un croissant et une étoile.

Mais pas trop de richesses et de fantaisies ! Pas de charrue, de femmes et surtout pas de colombe qui rappellerait l'union de l'Ukraine avec la Pologne au moment où cette même Pologne ne parle que de cela, proclame la Galicie et Cholm terres polonaises et où l'Ukraine de son côté confisque les propriétés de centaines de mille Polonais. Cette colombe et ce rameau d'olivier sont vraiment superflus, comme la comparaison de l'Ukraine à la république nègre de Libéria ne nous semble pas non plus heureuse.

Que l'Ukraine reste européenne avant tout, ni russe, ni nègre, ni utopique et qu'elle n'invente rien quand elle a ses propres armes si belles, comme un si beau passé historique, à elle seule aussi !

Monnaie ukrainienne.

Le nouveau gouvernement ukrainien s'est hâté de frapper sa propre monnaie.

La Banque d'Etat a déjà mis en circulation pour quelques millions de billets de banque, imprimés à Kiev.

Le système monétaire ukrainien ne correspond pas à celui de la Russie ; il se rapproche de celui de la France.

La pièce de monnaie fondamentale est le « karbowanets » qui vaut 200 « chachy ». Un « chachy » équivaut à environ un centime.

Les billets de banque ukrainiens sont de grand format et portent les armes nationales (de couleur bleue et jaune comme le drapeau ukrainien). Le texte est écrit sur le dessus en ukrainien et de l'autre côté en russe, polonais et juif. Ce sont les premiers billets sur lesquels paraissent des caractères hébreux. Naturellement il y a encore beaucoup de monnaie russe en circulation, mais les paysans ukrainiens n'acceptent pas de banknotes russes de l'époque de Kerensky.

MACHINES A ÉCRIRE

YOST

14, Grand-Chêne, LAUSANNE

Les machines YOST sont réputées comme les meilleures. Elles défient toute concurrence.

LIBRAIRIE UKRAINIENNE

Nouvellement ouverte à Lausanne, rue Haldimand

(Impasse face « Aux Docks de la Chaussure »)

On peut trouver tous les ouvrages, brochures et journaux concernant la question des nationalités en toutes langues.

Toutes les publications ukrainiennes parues

Grand choix de tableaux, gravures cartes postales, etc.

Prochainement, vente d'objets d'art populaires ukrainiens.

La librairie ukrainienne est en relations avec les libraires et éditeurs de tous pays

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Supplément à l'UKRAINE du 22 février 1918. - N° 40.

Les événements en Ukraine chronologiquement.

1er décembre 1917. — La *Robitnytcha Gazetta*, organe officiel du parti social-démocratique, publie la résolution de la fraction ukrainienne socialiste du Conseil des délégués ouvriers à Kiev, qui demande que les troupes russes se trouvant en Ukraine ne se mêlent pas des affaires intérieures de la république ukrainienne.

Le Ministre de la guerre ukrainien ordonne que les troupes ukrainiennes du district militaire de Petrograd soient soumises à l'état-major révolutionnaire ukrainien se trouvant dans cette ville, et celles du district de Moscou et de Kazan aux autorités ukrainiennes locales. Les commissaires de ces districts seront confirmés dans leurs fonctions par le gouvernement ukrainien.

Sur l'ordre N. VII du ministre de la guerre, l'ukrainisation rapide de l'armée dans les districts de Kiev et Odessa va être entreprise immédiatement.

Le Ministre de la guerre, Petliura, ordonne que toutes les personnes qui, par des efforts inlassables, ont contribué à ce que l'Ukraine obtienne ses droits et ses libertés, soient récompensées par des distinctions spéciales, à l'occasion de la proclamation de la république.

Tous les établissements sanitaires seront désormais administrés par des commissaires ukrainiens.

Le Ministre de l'intérieur convoque pour les 20 et 21 décembre un congrès de tous les médecins de l'Ukraine. Ce congrès délibérera sur la manière la plus rapide de guérir les maladies de nerfs.

Un comité vient d'être fondé à Kiev pour la convocation d'une assemblée religieuse ukrainienne. De plus, ce comité s'occupera de la traduction de livres religieux et travaillera à la rénovation des traditions de l'Eglise ukrainienne. Le Sobor sera convoqué le 12 janvier. On y délibérera sur la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Le Ministre du travail Porch, membre du comité central du parti social-démocratique ukrainien, vient d'avoir une conversation téléphonique avec Staline, représentant du Soviet des commissaires.

La ville d'Ekaterinodar a été choisie comme résidence des gouvernements réunis des républiques sud-orientales (Don, Kouban, Terek). Harlamoff a été nommé président, Takarenko, Anenkoff et Vertepoff, vice-présidents.

Les Bolchéviki ont nommé un soldat illettré commandant d'un régiment en garnison à Charkov.

Le comité agraire du gouvernement de Kiev a décidé, sur la base du manifeste de la Rada centrale, que jusqu'à la publication d'une loi agraire, toutes les terres du gouvernement de Kiev devront être administrées par un comité agraire élu par le peuple. Ce comité général ordonnera à tous les comités du district de dresser un inventaire exact de toutes les terres et propriétés. Les administrateurs de ces biens ne devront pas abandonner leur poste et seront responsables de tous les dommages pouvant survenir à ce qui leur a été confié. Le bois, le blé et d'autres produits agricoles destinés à l'Etat devront être livrés immédiatement. Les bénéfices rapportés par les établissements agricoles devront être versés au Comité des districts. La destruction des forêts est sévèrement défendue.

2 décembre 1917. — Le gouvernement ukrainien a nommé délégué de la république du Don à Kiev un social-démocrate, M. Halaban, membre du Comité exécutif de la Rada centrale.

Une commission a été fondée sous la présidence du directeur du Musée ukrainien, M. Bilachevsky, pour la protection et l'établissement de tous les monuments, objets d'art, etc., de la ville de Kiev. La commission fera probablement en sorte qu'à l'avenir toutes les maisons soient construites en style ukrainien et en harmonie avec leur entourage.

Le personnel sanitaire de tous les hôpitaux de Kiev s'est mis en grève. Le gouvernement ukrainien a envoyé des troupes sur les lieux pour protéger les hôpitaux contre la garde rouge.

A la station de Imerinka les soldats bolchevistes ont pillé trente wagons de chemins de fer.

Le Ministre du ravitaillement a envoyé des vivres des gouvernements de Tauride et Cherson aux armées du front ouest.

D'après le rapport du Ministre du commerce et de l'industrie, la situation du pays en ce qui concerne son approvisionnement en charbon est extrêmement critique Par suite de la crise des transports, 69 millions de pouds seulement ont été livrés au mois de novembre, contre 82,6 millions en septembre et 105 en octobre 1916. Vu le manque de combustible, six fabriques métallurgiques ont dû fermer. Depuis le mois d'octobre, Moscou et Petrograd ne reçoivent plus aucun matériel de chauffage, ce qui est dû à l'encombrement des lignes de chemins de fer et au manque de matériel roulant, mais aussi à la production extrêmement minime des mines de charbon.

La commission principale pour les élections à l'assemblée constituante ukrainienne a décidé de publier, deux fois la semaine, un bulletin officiel sous le nom de *Wissty*.

Sur l'ordre du Ministre de la justice, tous les jugements des tribunaux seront portés, à l'avenir, au nom de la république ukrainienne.

Le Ministre de la guerre a décidé de libérer du service militaire tous les professeurs se trouvant dans l'armée.

Le gouvernement ukrainien, d'accord avec le comité exécutif du pays de Cholm, a nommé le directeur du comité pour les réfugiés, M. Lossky, commissaire de cette province.

Le régiment ukrainien de l'hetman Orlik, ainsi nommé d'après le général Orlik qui servit dans l'armée française au dix-septième siècle, vient d'arriver à Kiev.

Séance du comité exécutif de la Rada.

Ordre du jour : 1. Loi sur l'amnistie. 2. Série de lois à publier. 3. Interpellations des partis socialistes russes et juifs sur la situation actuelle.

Le comité central du parti socialiste révolutionnaire ukrainien exclut Joseph Meiewsky, rédacteur du *Confédéraliste*, du nombre de ses membres, parce que celui-ci n'expose pas dans son journal la manière de voir des socialistes ukrainiens en ce qui concerne les diverses classes de la société, mais bien au contraire défend le point de vue du gouvernement indépendant ukrainien.

Le gouvernement ukrainien autorise la division cosaque du Kouban à séjourner en Ukraine.

La délégation de la Rada navale, sous la conduite du président Lotozky et du commissaire Antonovitch, s'est rendue à Sébastopol en passant par Odessa afin de se rendre compte de l'état de la flotte.

Sur la demande de l'organisation musulmane, le Ministre de la guerre a envoyé le régiment des tartares de Crimée à Simféropol pour le maintien de l'ordre.

Chiniakoff, ancien ministre du gouvernement provisoire sous Kerensky, est arrivé à Kiev pour se rendre compte de la situation actuelle de l'Ukraine.

3 décembre. — Le ministre de la Guerre Petlioura, ordonne de maintenir un ordre parfait sur le front et à l'arrière. Les commissaires militaires de l'Ukraine devront faire des rapports sur l'état de l'armée pendant l'armistice.

Le soviet des députés soldats et ouvriers à Kiev envoie des représentants à la Rada centrale : pour les social-démocrates russes menchévikis M. Tchijevsky ; pour les socialistes-révolutionnaires ukrainiens MM. Grigoriev, Loubtchenko et Piskoun ; pour les socialistes-révolutionnaires un délégué (ils en voulaient deux) ; les bolchevikis ont refusé de nommer des délégués à cause de la situation politique de la Rada.

Une automobile qui transportait 2 millions de roubles de Cherson à Odessa a été attaquée et pillée.

4 décembre. — La Rada nomme MM. Levitzky et Loubinsky délégués du front roumain et MM. Oudovitchenko et Kraskovsky délégués du front sud-ouest pour conclure l'armistice. Le capitaine Akimov est chargé de former une commission spéciale pour le front de la mer Noire.

Séance du comité exécutif de la Rada ukrainienne sur la question de la paix. Rapport du président, professeur Hrouchevsky. Déclarations faites par M. Néronovitch au nom des fractions du parti social démocrate, par Tchetchel au nom des socialistes-révolutionnaires, par Kouchnir au nom des socialistes-fédéralistes et par des représentants d'autres partis. M. Vinnitchenko, président du cabinet, prononce un grand discours. Après le débat, vote d'une résolution présentée par les socialistes révolutionnaires et les social-démocrates, et qui exprime la nécessité de prendre part immédiatement aux pourparlers de paix au nom de la république ukrainienne, après avoir envoyé une note explicative aux pays belligérants et neutres. Ont voté contre : les représentants des minorités nationales au nombre de 8.

Les missions militaires de France, d'Angleterre, d'Italie, de Roumanie, de Belgique, du Japon et de la Serbie, viennent d'arriver à Kiev, accompagnées d'une garde d'honneur commandée par le capitaine Hassenko.

Le régiment des droujines volontaires de Kiev a été dissous. Un régiment de soldats ukrainiens a été formé pour monter la garde à Kiev.

Le ministre de la guerre ordonne que les élèves de l'école Constantin soient transférés dans la première école militaire ukrainienne.

Le ministre de l'instruction publique élabore un projet pour la fondation d'une académie ukrainienne des beaux arts.

Quelques propriétaires polonais en Ukraine ont décidé de se placer sous la souveraineté du royaume de Pologne, afin de garantir leurs propriétés et leurs capitaux.

Séance du Comité exécutif de la Rada centrale :

Ordre du jour : 1. Organisation du pouvoir en Ukraine. 2. Armistice et paix. 3. Fixation du jour de convocation de la séance de la Rada centrale.

Dans l'église du régiment ukrainien de l'hetman Pierre Dorotchenko l'archevêque a célébré le premier service divin en langue ukrainienne.

5 décembre. — A Ekaterinoslav le magistrat a salué la Rada centrale et a exprimé sa satisfaction de ce qu'elle a proclamé la république ukrainienne et est sur le point de convoquer l'Assemblée constituante ukrainienne.

6 décembre. — Un régiment d'infanterie ukrainien vient d'arriver à Kiev, venant de Petrograd avec une grande quantité de munitions. Ce régiment est composé de soldats ukrainiens de l'ancienne garde impériale. Il a défilé devant le Palais où siège le gouvernement ukrainien et a été salué par les ministres Pethoura et Porch.

7 décembre. — Le troisième congrès du parti social-révolutionnaire ukrainien a voté une résolution dans laquelle il propose de faire adopter à la Rada les lois suivantes :

1. Disposition de la propriété privée.

2. Organisation d'un contrôle de l'Etat sur la production des fabriques.

3. Introduction d'une autonomie personnelle pour les minorités nationales.

4. Le gouvernement ukrainien ne doit pas autoriser la fermeture des fabriques et doit travailler à faire refleurir l'industrie dans le pays.

5. La Rada centrale doit créer un consulat ukrainien à Petrograd qui se chargera de défendre les intérêts des Ukrainiens en Moscovie.

Le ministre des finances a ordonné la publication de billets de banque ukrainiens qui seront garantis par les fonds suivants : 1. Revenus des zemstvos. 2. Monopole de l'industrie du sucre. 3. Papiers de valeur. Une commission spéciale a été fondée pour la fabrication de billets de banque ukrainiens. Des spécialistes ont été engagés pour leur impression. Les projets artistiques de dessins pour ces billets ont été mis au concours.

Le Ministre de la guerre a ordonné aux autorités militaires d'Odessa d'organiser la première batterie légère ukrainienne, et de former plusieurs régiments d'haidamakis, composés de trois bataillons chacun, dans les villes d'Elizabetgrad, Alexandrovsk, Cherson, Birzoula, Krivoïrog et Tirasspol.

Le comité d'organisation pour le « sobor » ukrainien (assemblée religieuse) et pour la proclamation de l'indépendance de l'Eglise ukrainienne, considère comme un grand danger la soumission de l'Eglise ukrainienne au nouveau patriarche de Moscou. Le comité propose que pendant le service religieux aucune prière ne soit dite pour le patriarche. Le sobor doit être convoqué le plus vite possible pour élire un patriarche ukrainien. A la tête de ce mouvement se trouvent l'archevêque Alexis, les prêtres Lipkovsky, Marinitch, Potichin. etc.

Le commandant en chef du front du sud-ouest, Volodtchenko, ayant dû se retirer pour raison de santé, le chef d'état-major général Stogoff l'a remplacé.

Un comité pour la protection de l'Ukraine vient d'être organisé à Petrograd. Sa tâche est d'empêcher l'emprisonnement et les perquisitions parmi la colonie ukrainienne.

A Kichinev, la diète de la Bessarabie autonome « Sfatul-Zerii » a été solennellement ouverte sous la présidence du privat-dozent Inkouletz ; 450 délégués de toutes les nationalités de la Bessarabie ont pris part au Parlement.

Le Ministre du travail propose aux magistrats de Kiev de confisquer les pharmacies de la société par actions « Pharmakos » et les pharmacies universitaires de M. Marzinchik, vu l'impossibilité de mettre fin au conflit existant entre le personnel et le propriétaire.

8 décembre. — Les membres des missions militaires de l'Entente à Kiev démentent la nouvelle répandue par les journaux d'après laquelle des représentants officiels de l'Entente seraient déjà accrédités auprès du gouvernement ukrainien

Stechenko, Ministre de l'instruction publique, déclare indispensable de convoquer, du 28 décembre au 2 janvier 1918, une conférence au sujet de l'organisation de l'instruction publique. Les représentants du Ministère de l'instruction publique y prendront part, ainsi qu'un représentant des zemstvos de province, un représentant de chaque zemstvo de district et un représentant du personnel enseignant, c'est-à-dire cinq représentants de l'instruction publique de chaque province, de plus trois représentants des organisations de professeurs russes, polonais et juifs, enfin plusieurs spécialistes et rapporteurs.

Les 23, 24 et 25 décembre aura lieu à Kiev un congrès des représentants des villes de l'Ukraine, avec le programme suivant : 1° Rapports mutuels entre les administrations des municipalités et les autorités gouvernementales (russes et ukrainiennes). 2° Administration civile des villes. 3° Leur politique financière. 4° Question de la démobilisation dans les villes. 5° Représentation de l'union de toutes les villes de l'Ukraine.

Ouverture des séances du comité agraire central pour toute l'Ukraine, sous la présidence des ministres Martos et Christiouk. La séance est consacrée à l'étude d'un projet de loi agraire spécial, élaboré par une commission et comprenant 39 paragraphes.

Les consuls d'Angleterre, de France et d'Espagne demandent au gouvernement ukrainien de prendre des mesures pour la protection des personnes et des biens des citoyens étrangers.

Un pogrome qui a commencé dans la ville d'Irpègne est rapidement réprimé par un détachement de l'armée ukrainienne.

A la gare de Petchanovka, sur une ligne du sud-ouest, a eu lieu une immense explosion. Toutes les munitions de l'armée ont sauté. L'explosion a détruit une centaine de wagons de munitions.

Le professeur de l'Université de Kharkov, Bohaléï, est nommé commissaire de l'instruction publique pour la province de Kharkov.

Les élections à l'Assemblée constituante de toutes les Russies viennent de commencer.

Le gouvernement de la république du Kouban (de nationalité ukrainienne) est constitué comme suit : président, M. Bytch ; intérieur, Sadylo ; guerre, colonel Ouspensky ; instruction publique, Souskov ; justice, Sutanov ; commerce et industrie, Zeontovich ; agriculture, Mantoula : représentant du gouvernement de la fédération sud-est, Makarenko.

9 décembre. — L'armée ukrainienne envoyée à Oumagne met rapidement fin au pillage de la ville entrepris par des déserteurs russes.

Publication d'une loi concernant les élections à l'Assemblée constituante ukrainienne. Le 14 décembre seront rédigées les listes électorales ; ces listes devront être déposées du 24 au 27. Du 8 au 10 janvier, élections.

La municipalité de la ville d'Odessa entre en pourparlers avec la Rada centrale pour qu'Odessa soit déclarée ville libre. On propose pourtant que, vu sa position géographique, la ville soit soumise à l'influence ukrainienne.

Sur l'ordre du comité militaire ukrainien, deux bataillons de la mort (kourigne smerti) désarment la garnison bolcheviste de la ville de Konotop, enlèvent les mitrailleuses, les automobiles blindées et les canons. Les soldats russes désarmés sont envoyés dans la région de Moscou.

Le congrès de tous les cosaques du Don, dans la capitale Novotcherkask, nomme le sous-lieutenant Tcheremchansky commissaire des Cosaques auprès de la Rada centrale et du ministère ukrainien.

10 décembre. — Séance du comité exécutif de la Rada centrale (Mala Rada) avec l'ordre du jour suivant : Allocation de 200 000 roubles au ministre ukrainien de l'instruction publique et 50 000 au sous-secrétaire d'Etat juif pour l'instruction publique. Interpellations.

Les écoles russes en Ukraine passent sous la direction du ministre des affaires grand-russiennes, M. D. Odinetz.

11 décembre. — Le général en chef Krylenko envoie à Kiev, pour soumettre l'Ukraine, le 2e corps d'armée de la garde composé de bolchevikis.

Sur l'ordre du ministre ukrainien de la guerre, Petlioura, aucun détachement militaire n'aura le droit d'entrer en Ukraine ou d'en sortir, sans l'autorisation spéciale du ministère ou de l'état-major.

Le gouvernement ukrainien reçoit la réponse du gouvernement de la République du Don au sujet de la proclamation de l'état de siège dans le bassin du Donetz.

Le ministre de l'Instruction publique Stechenko destitue l'adjoint du chef du département de l'Instruction publique de la région de Kiev, M. Lipérovsky, et trois inspecteurs du district, parce qu'ils s'opposaient à l'ukrainisation des écoles en Ukraine.

Le ministère ukrainien demande au gouvernement des soviets de Petrograd d'envoyer immédiatement à Kiev l'argent et les valeurs nécessaires au pays, menaçant sans cela d'interdire entièrement l'exportation hors de l'Ukraine des denrées alimentaires.

12 décembre. — Le ministère ukrainien envoie à Brest-Litovsk trois membres de la Rada centrale pour assister aux pourparlers de paix, afin d'y recueillir des informations et de contrôler les délégués russes.

Les partis socialistes ukrainiens, dans la province de Poltava, obtiennent plus de 600 000 voix et élisent 13 députés. Les agriculteurs petits propriétaires obtiennent 53 000 voix et un député. Les bolchevikis 60 000 voix et 1 député.

Le ministre de la Justice dépose à la Rada un projet de loi sur la délimitation des régimes et des organisations judiciaires de la république de l'Ukraine, de même que sur la fondation d'un tribunal suprême de toute l'Ukraine, temporaire jusqu'à la convocation de la Constituante ukrainienne.

L'Assemblée des représentants des municipalités et du zemstvo pour le ravitaillement du front, a résolu de s'adresser à la Rada centrale pour une allocation de 140 millions de roubles.

Le Comité de l'armée de la garnison d'Odessa décide d'expulser du territoire de la république ukrainienne tous les Bolchevikis qui projettent d'engager l'Ukraine dans la guerre civile, et d'empêcher les armées bolchevistes de pénétrer sur le territoire du Don.

Le 756e régiment d'infanterie se trouvant à Poltava reçoit le nom de première compagnie de Kotliarewsky (fondateur de la littérature moderne ukrainienne).

13 décembre. — Le ministre de la Guerre ukrainien adresse un appel à l'armée ukrainienne : « Notre pays et notre peuple sont en danger, ils doivent être préservés de l'anarchie et du pillage et doivent avoir la possibilité de mener une existence digne d'êtres humains. »

La première division de la garde ukrainienne, sous le commandement du colonel Kapkan, désarme à Kiev tous les régiments non ukrainiens, surtout les Bolchevikis. Une grande quantité de munitions, de fusils et d'armes de toutes sortes sont confisqués. Les soldats désarmés sont envoyés immédiatement en Moscovie. Un Ukrainien du régiment « Chmelnicki » a été tué, 4 blessés. Le gouvernement ukrainien publie une déclaration sur cet événement.

14 décembre. — Une grande assemblée populaire à laquelle 4000 Ukrainiens prennent part, vient d'être convoquée à Kiev sous la présidence du Tchèque Max. Le rapporteur est le professeur Massarik. « L'Europe doit être réorganisée sur la base des principes socialistes et transformée en une union des peuples », dit-il. Des représentants de la Transylvanie roumaine, de la Bukovine roumaine, de la Yougoslavie, de la Galicie ukrainienne, de la Bukovine et des territoires ukrainiens en Hongrie prennent la parole, de même que des représentants des régiments nationaux de volontaires.

La proclamation de la grève générale comme protestation contre les mesures prises par le secrétariat général (désarmement des Bolchevikis et refus de les laisser passer sur le territoire du Don) est restée sans résultat et a abouti à un fiasco complet des ouvriers russes à tendances bolchevistes.

Rapport du comité exécutif de la Rada centrale, sous la présidence de Vinnitchenko, concernant les mesures à prendre contre les Bolchevikis et leur influence néfaste en Ukraine : « Nous ne permettrons pas que notre pays soit soumis à l'anarchie et à la réaction. Les Bolchevikis ne pourront jamais fouler aux pieds la liberté de la démocratie ukrainienne. »

Ordre du ministre de la Guerre ukrainien, Petliura, à l'armée : « Sur le front de l'Ukraine les comités révolutionnaires de l'armée devront abandonner leurs pleins pouvoirs aux commissaires ukrainiens de la Rada centrale. »

L'archevêque de Jitomir et Wolhynsk, Tadei, refuse de faire célébrer dans toutes les paroisses un service divin solennel à l'occasion de la proclamation de la république ukrainienne. Il autorise cependant le clergé à résoudre cette question selon sa conscience, la grande masse de peuple ayant une tout autre manière de voir que lui au sujet du manifeste de la Rada.

Le ministre ukrainien de la Guerre vient d'élaborer un projet des statuts de l'armée ukrainienne.

Le ministré des finances Tugan-Baranovsky qui avait été envoyé à Petrograd par le Secrétariat général, a été reçu en audience par l'ambassadeur français Noulens ; celui-ci a déclaré qu'il croyait que la république ukrainienne pourrait très bien contracter un emprunt en France. Le professeur Tugan-Baranowsky a demandé à la Rada centrale de lui envoyer les instructions nécessaires.

Le Ministre des finances V. Mazurenko demande que les banques de la noblesse et des paysans soient liquidées et qu'à leur place on fonde une banque nationale hypothécaire.

Dans le village de Rejiza, sur le front nord, les Bolchevikis ont arrêté un régiment ukrainien du 21e corps pour le désarmer. Petliura, Ministre de la guerre est intervenu avec énergie et a réussi à faire libérer les Ukrainiens.

Les élections à l'Assemblée constituante russe pour la ville de Kiev sont terminées. Le bloc des socialistes ukrainiens a obtenu 48 624 voix (27 %), les partis Juifs 20 309 (10 %), les Cadets 18 742 (9 %), les Russes 36 602 (19 %), les Polonais 11 932 (6 %), les Bolchévikis 32 576 (16 %), les social-démocraies et social-révolutionnaires russes 15 340 (8 %). Cinq autres listes de candidats ont obtenu 227 voix. Au total, 187 099 personnes ont voté, soit 48 à 50 % de tous les électeurs. L'influence du parti socialiste russe a considérablement diminué depuis le mois de juillet (date des élections à la Municipalité), il a perdu le 26 % de ses électeurs. Les élections locales de la province de Kiev ne sont pas encore terminées, mais jusqu'ici les Ukrainiens occupent partout la première place et n'accordent que très peu de voix aux autres partis.

15 décembre. — Le secrétaire général des postes et télégraphes Zaroubin, social-révolutionnaire, a donné sa demission. On a nommé à sa place le social-révolutionnaire ukrainien Mykola Chapoval.

16 décembre. — Le comité ukrainien, de l'armée à Odessa, affirme que les Bolchévikis, dans leur lutte avec les Ukrainiens, se sont servis de balles dum dum, de gaz asphyxiants et de bombes, et que beaucoup de soldats de la garde rouge ne savent pas se servir de leurs armes. A Odessa, quatre régiments ukrainiens viennent d'arriver du front.

Le commandant en chef des armées moscovites, l'enseigne Krylenko, a ordonné d'envoyer une expédition punitive contre Kiev et l'Ukraine. Le Ministre de la guerre Petliura a alors invité le commissaire ukrainien du front nord à entreprendre, au besoin, une attaque contre Petrograd avec l'aide des régiments ukrainiens.

Un congrès des social-révolutionnaires de neuf gouvernements ukrainiens a été convoqué, et trente-deux députés y ont pris part.

La délégation ukrainienne à Brest-Litovsk est reçue par le général Hoffmann et le prince Léopold de Bavière.

17 décembre. — Le magistrat de Kiev a assigné 51 000 roubles pour les élections à l'Assemblée constituante ukrainienne. Le Soviet des commissaires du peuple à Petrograd (Oulianoff-Bronstein) a adressé un ultimatum à la Rada centrale l'accusant de mener une politique bourgeoise équivoque qui s'exprime dans son refus de reconnaître l'autorité des commissaires du peuple.

Les trois principaux points d'accusation sont les suivants :

1. Avoir disposé, de sa propre autorité, des régiments ukrainiens du front sans l'autorisation du commandant en chef Krylenko.

2. Avoir désarmé les troupes bolchévistes sur le territoire de l'Ukraine.

3. Avoir soutenu les provinces autonomes du Don et du Kouban et avoir refusé de laisser pénétrer les troupes bolchévistes sur son territoire.

La République ukrainienne a répondu ce qui suit au Soviet des commissaires :

1. On ne peut reconnaître l'autonomie des peuples et en même temps vouloir introduire par la force chez eux ses propres formes de gouvernement (soviet, bolchévisme).

2. La Rada centrale est le représentant révolutionnaire socialiste de tous les ouvriers, paysans et soldats ukrainiens.

3 Le désarmement des Bolchevikis a été ordonné pour préserver le pays de l'anarchie et de la guerre civile.

4. Le gouvernement ukrainien organise son armée et réunit toutes les troupes ukrainiennes pour n'avoir qu'un seul front et pour le fortifier.

5. Après sa déclaration de neutralité le gouvernement ukrainien ne se considère pas autorisé à laisser passer les troupes des Bolchevikis ou des Cosaques du Don à travers son territoire, car ce serait porter atteinte aux droits des territoires autonomes.

Enfin, la République ukrainienne declare qu'elle a toujours cherché à éviter des effusions de sang entre Ukrainiens et Russes et qu'elle rend le gouvernement de Petrograd responsable de tout ce qui pourra résulter de la situation actuelle.

Le gouvernement ukrainien a décidé que les troupes ukrainiennes ne seront soumises qu'aux ordres du ministre de la Guerre ukrainien.

Tous les états-majors du front roumain et du front sud-ouest, les corps de régiments avec leurs appareils techniques de télégraphie et de radio-télégraphie ont été pris par les troupes ukrainiennes. Le général Tcherba chiff a été nommé commandant en chef des trois fronts de la République ukrainienne.

Un régiment de la garde bolchéviste qui avait été envoyé par le Soviet à Kiev a été désarmé à Jmerinka par les Ukrainiens. Le gouvernement ukrainien prend des mesures énergiques pour la défense des frontières ukrainiennes contre la Moscovie, et elle envoie des troupes de toutes sortes à la frontière. Seuls les citoyens de la République ukrainienne sont admis à pénétrer sur le territoire de l'Ukraine.

Le ministre de la Guerre ukrainien, après avoir reçu l'ultimatum de Lénine, a mobilisé tous les Cosaques de l'Ukraine (paysans et ouvriers) pour maintenir l'ordre dans les villes et sur les voies ferrées.

Le croiseur « Mercure » est entré dans le port d'Odessa pour la défense de l'Ukraine.

Le ministre de l'Approvisionnement Kovalewsky a interdit l'exportation du blé et de toutes denrées alimentaires en Moscovie.

Le Congrès ukrainien des Conseils des soldats, ouvriers et paysans vient d'être convoqué en Ukraine. 1500 délégués y prennent part. La présidence est confiée au ministre ukrainien, Stassiouk.

Les régiments ukrainiens du territoire militaire de Moscou se sont mis en marche pour la défense de l'Ukraine. Pendant le désarmement des Bolchevikis à la station de Jmerinka, 1500 soldats du régiment de Volhynie ont passé dans les rangs des Ukrainiens.

Le commissaire provisoire du front roumain et du front sud, général Stogoff, déclare qu'il reconnaît la Rada centrale et se soumet à son autorité.

Charkov est aux mains des troupes ukrainiennes qui désarment les Bolchévikis. Tous les bâtiments publics et le télégraphe leur appartiennent. L'ordre est déjà rétabli.

A la demande de la Rada centrale une commission a été fondée à Petrograd pour la remise aux musées ukrainiens de toutes les collections et objets d'art ukrainiens se trouvant en Russie.

Le général Tabouis, chef de la mission militaire française, rend visite au président du Conseil ukrainien au sujet des derniers événements en Ukraine (ultimatum des Bolchevikis) et lui exprime sa sympathie.

18 décembre. — Au Congrès panukrainien des soviets, le ministre de la Guerre Petliura, le président du Conseil Vinnitchenko et le président de la Rada centrale Hrouchevsky ont prononcé des discours. Leurs paroles ont été saluées par les applaudissements enthousiastes de tous les délégués. Le contrôleur d'Etat représentant du *Bund* juif M. Zolotareff, le ministre de l'Instruction publique Stechenko, le ministre des Postes et Télégraphes Chapoval et le sous-secrétaire du ministère des finances Mazourenko ont également pris la parole.

Séance du comité exécutif de la Rada, au cours de laquelle on a délibéré sur l'ultimatum des Bolchevikis et de l'institut Smolny. Les Bolchevikis venant de Gomel, Briansk et Starokonstantinov marchent sur Kiev, mais ils ont été arrêtés par les troupes ukrainiennes. Le gouvernement ukrainien a décidé la fermeture des frontières. Les troupes ukrainiennes des districts militaires de Kazan, Moscou, Irkoutsk, etc., retournent en Ukraine pour la défense du pays.

Les Bolchevikis concentrent entre Gomel et Bachmatch, 8 régiments et un train blindé contre les troupes ukrainiennes, qui marchent contre eux pour la défense de leur pays avec le bataillon des Cosaques de la mort.

Au Congrès militaire ukrainien de Berditcheff, l'ultimatum des Bolchevkis a suscité une grande hilarité. Le général Pevny, représentant de la Rada centrale sur le front du sud-ouest, mène avec une grande énergie l'ukrainisation des troupes et le désarmement des Bolchevikis.

Une division de matelots ukrainiens se rend, sans en avoir demandé l'autorisation à personne, de Petrograd en Ukraine avec le drapeau national en tête.

Le Congrès des représentants des villes et Semstvos du gouvernement de Charkov a reconnu l'autorité de la Rada centrale.

Werkhowsky, l'ex-ministre de la Guerre sous Kerensky, a, en fils dévoué de l'Ukraine, offert ses services à la patrie.

La Rada de la flotte ukrainienne demande que tous les matelots ukrainiens de la flotte de la Baltique soient transférés sur les vaisseaux de la mer Noire.

19 décembre. — Les Bolchevikis ont ordonné l'arrestation du ministre des Finances Tugan-Baranowsky se trouvant à Petrograd, mais celui-ci a heureusement pu s'enfuir à temps.

Les missions militaires de l'Entente en séjour en Ukraine, après être restées pendant plusieurs jours dans des wagons-lits, ont été reçues à l'hôtel Continental que le gouvernement ukrainien a mis à leur disposition.

Le Congrès ukrainien des Soviets, convoqué par les Bolchevikis pour renverser la Rada et introduire l'autorité des soviets dans le territoire de l'Ukraine, s'est transformé en une manifestation solennelle en faveur de la Rada centrale et contre les Bolchevikis. L'assemblée a voté une résolution dans laquelle elle exprime toute sa confiance à la Rada et estime inutile et prématurée une nouvelle élection de la Rada centrale. Le Congrès espère que la Rada pourra aussitôt que possible convoquer l'assemblée constituante ukrainienne et lui promet son appui.

Le Congrès des soviets des délégués, ouvriers, soldats et paysans a publié un appel dans lequel il proteste avec énergie contre l'ultimatum des Bolchevikis à la Rada centrale. Il exprime à l'unanimité toute son approbation et sa confiance envers la Rada et le gouvernement de la République ukrainienne.

Le secrétaire pour les affaires grand russiennes, Odinetz, a publié une proclamation officielle dans laquelle il déclare que le désarmement des Bolchevikis et leur expulsion du territoire de l'Ukraine ont été faits dans l'intérêt de l'ordre et ne présentent nullement le caractère d'un acte accompli par haine et méfiance nationale.

Aux élections à l'Assemblée constituante russe, les Ukrainiens ont obtenu 450 000 voix dans la province d'Ekaterinoslav et ont élu 10 députés. Les socialistes-révolutionnaires ont eu 4 députés, et les bolchevikis trois Les propriétaires fonciers ont élu 1 député, M. Rodzianko, ancien président de la 4e Douma à Petrograd.

Le ministre des Finances, d'accord avec les banques, prend des mesures pour régler les difficultés venant du fait que les Bolchevikis refusent d'envoyer de l'argent en Ukraine.

Les soldats ukrainiens ont organisé à Petrograd d'importants meetings pour protester contre les Bolchevikis. Les tentatives pour dissoudre ces assemblées n'ont pas réussi. Les Bolchevikis ont décidé de ne plus employer les soldats ukrainiens pour monter la garde.

Malgré l'opposition des Bolchevikis les soldats ukrainiens du front nord se rapprochent de plus en plus de l'Ukraine.

Le combat entre les Bolchevikis et les Ukrainiens prés de la ville de Bolgrad (gouvernement de Bessarabie) s'est terminé par la défaite des premiers.

Le gouvernement ukrainien a adressé une nouvelle note à tous les gouvernements locaux de Russie au sujet de la création d'un gouvernement socialiste central pour toute la fédération. Le gouvernement ukrainien a chargé les membres de la Rada centrale, Galagan et Spazky, de se rendre auprés du gouvernement de la république du sud-ouest (Don, Kuban et Terek) et de celui de la Transcaucasie pour leur remettre cette note.

Le soviet des commissaires prépare un décret concernant la dissolution du secrétariat ukrainien qu'il accuse de menées contre-révolutionnaires.

Dans le faubourg Sokola de la ville de Juss, une lutte violente a eu lieu entre les Bolchevikis et les Ukrainiens.

La déclaration de guerre des Bolchevikis à l'Ukraine a causé une grande agitation dans les milieux commerçants russes. La Moscovie est menacée d'être privée de charbon, de pétrole, de blé, de sucre, de sel, de fourrage et en général de denrées de toute sorte. Les représentants de onze provinces grand-russiennes avec la ville de Moscou en tête, organisent un comité de ravitaillement et proposent à la Rada centrale de lui envoyer trois délégués pour délibérer sur un échange de produits ukrainiens contre des articles manufacturés, du thé, du fer, du verre et du cuir.

Les représentants de 300 000 colons ukrainiens du gouvernement de Pensa, demandent au Wikjel (comité central des chemins de fer) de leur faciliter le retour dans la patrie, vu leurs rapports tendus avec la population grand-russienne.

20 décembre. — Le Soviet des commissaires interdit l'envoi de papier-monnaie en Ukraine.

Des conversations téléphoniques ont lieu entre le congrès des paysans à Petrograd et le gouvernement ukrainien au sujet de l'ultimatum des commissaires du peuple à la Rada centrale.

Pendant l'arrestation du comité militaire ukrainien à Petrograd, les bolchevikis percent à coups de baïonnettes le portrait du grand poète ukrainien Chevtchenko et le pendent la tête en bas, sachant combien est chère aux Ukrainiens la mémoire de cet homme de génie.

21 décembre. — A la séance du comité exécutif de la Rada centrale, les représentants de l'Ukraine à Brest Litovsk, Levitzki et Gassenko, ont fait leur rapport a la Rada et ont communiqué leurs impressions au sujet des pourparlers.

Le gouvernement ukrainien a décidé de prendre part aux pourparlers de paix et de publier une déclaration spéciale.

Ordre du Ministre de la guerre, Petliura, de licencier les soldats ukrainiens des années 1900 et 1901.

Les Bolchevikis arrêtent l'état-major révolutionnaire ukrainien dans le district militaire de Petrograd.

Le gouvernement ukrainien ordonne que les blés ne soient envoyés en Russie que contre argent comptant (dont la moitié en or).

Tout le nord de la Bessarabie et le district de Bender sont en flammes. Les soldats volent et pillent, détruisent les fermes et les villages. Les troupes ukainiennes sont en lutte contre les Bolchevikis.

Le congrès des paysans à Petrograd exprime son mécontentement contre le soviet des commissaires qui a entrepris une guerre de conquête au cœur de la république russe.

Ce congrès invite les soldats et matelots à refuser énergiquement de combattre contre les Ukrainiens ; il envoie à la Rada centrale et au soviet ukrainien, à Kiev, qui a défendu les droits de l'Ukraine, ses témoignages de sympathie.

22 décembre. — Le conflit entre le soviet de Petrograd et la Rada centrale devient moins aigu.

Le Ministre de l'instruction publique, Stechenko a pris des mesures énergiques pour l'ukrainisation des écoles et des universités. Les professeurs russes ne sachant pas l'ukrainien ne pourront enseigner que dans les écoles russes, ou alors seulement pour la branche de la langue russe.

La Rada publie un appel aux citoyens de la République ukrainienne les engageant à payer régulièrement et ponctuellement leurs impôts.

Les Bolchevikis arrêtent les Radas du front de l'armée à Minsk, Polotsk et Pskoff.

Le 22 décembre la ville de Volotchysk a été prise par les Ukrainiens ; le lendemain deux régiments bolchevikis sont entrés dans la ville et ont arrêté la Rada locale ukrainienne d'une manière particulièrement brutale. Un membre de la Rada a été tué, un autre a eu les yeux crevés à coups de baïonnettes et sept Ukrainiens ont été maltraités. Le 27 décembre les membres de la Rada ont été de nouveau remis en liberté.

Mille bolchevikis désarmés sont passés par Berditcheff. Le même jour 3000 membres de l'union des libres cosaques sont arrivés dans la ville et munis d'armes, ont été répartis dans les villages voisins pour assurer l'ordre et la tranquillité.

Pendant la séance de nuit du comité exécutif central à Petrograd, Tjoukachvili-Staline a déclaré qu'il faut renoncer à tout espoir d'écarter le conflit avec la Rada centrale ; le conseil des commissaires du peuple se trouve déjà en état de guerre avec la Rada depuis une semaine. Cependant le plan du Soviet des commissaires de retirer de chaque régiment de la capitale 500 hommes pour les envoyer contre l'Ukraine rencontre la plus vive opposition aussi bien dans les garnisons elles-mêmes que dans la garde rouge. A Petrograd l'assemblée des garnisons s'est montrée en partie hostile à ce plan, en partie il l'a passé sous silence. Les membres ont déclaré que les troupes étaient indispensables à Petrograd. A Moscou les ouvriers de nombreuses fabriques ont refusé de prendre part à une guerre contre « l'ennemi intérieur » et plusieurs réginents de la garnison de Moscou ont déclaré que combattre la Rada serait lutter contre la démocratie ukrainienne. Au congrès des ouvriers et soldats à Moscou les social-révolutionnaires de la droite ont proposé une résolution blâmant sévèrement la tactique des commissaires du peuple contre la Rada.

Toutes les communications entre Moscou et le sud ont été interrompues depuis hier ; les trains ne vont plus que jusqu'à Koursk. Des témoins rapportent que la ligne est complètement détruite à partir de Koursk vers le sud.

Le transport de denrées alimentaires a complètement cessé. Les membres de la fraction ukrainienne du comité exécutif central considèrent la situation si critique qu'à la séance du 27 décembre ils n'ont pas prononcé leur déclaration au sujet d'un accord possible. Ils déclarent que les Soviets ne peuvent pas être acceptés en Ukraine. Quelques organes gouvernementaux sont composés en grande partie de non-ukrainiens. Les nombreuses délégations ukrainiennes du front qui arrivent journellement au Smolny soutiennent la Rada centrale. La fraction ukrainienne a déclaré catégoriquement que le commissariat pour les affaires ukrainiennes était dissous ; cependant des centaines d'Ukrainiens se présentent journellement à ce commissariat pour demander des renseignements, obtenir des certificats, etc. et tous les bruits concernant la dissolution du commissariat sont démentis dans cette ville.

Les membres de la fraction ukrainienne se préparent à partir pour l'Ukraine considérant leur séjour prolongé à Petrograd comme inutile. La plus grande partie des Ukrainiens ont déjà quitté la ville de Petrograd ces jours derniers. Ceux qui restent ont fondé une société politique neutre qui doit réunir tous les éléments démocratiques de la capitale. La société se propose de restaurer le bâtiment de l'état-major révolutionnaire démoli peu de temps auparavant. L'état-major devra être désarmé et placé sous la direction immédiate du commissariat militaire ukrainien. L'état-major révolutionnaire doit être reconstitué parce que dans maintes parties du front nord se trouvent encore un grand nombre d'Ukrainiens qui doivent être rapatriés.

Le commissaire de l'économie nationale a décidé de concentrer tous les fonds du bassin du Donetz dans la Banque d'Etat, de nationaliser l'exploitation de toutes les entreprises et de ne pas payer les intérêts des capitaux par actions.

Les élections à l'Assemblée constituante russe sont terminées sur le front roumain. On a élu quatre socialistes ukrainiens, Kowalewski, Petliura, Ternitchenko et Pisniatchevsky.

Le commandant de l'arrondissement militaire de Petrograd Antonoff a été nommé commandant en chef du front intérieur et trois chefs de l'Etat-major ont été mis à la tête des fronts correspondant à ceux de l'Ukraine, de Kalédine et de Doutov.

La situation sur le front roumain devient de jour en jour plus critique, des arrestations en masse et le désarmement sont à l'ordre du jour. Les Roumains restent fidèles à l'Ukraine, tandis que les bolchevikis demandent que l'armée roumaine se retire immédiatement. A Doubno l'ordre a été rétabli, l'état de siège a été déclaré dans la ville. La population est très agitée car elle craint de nouveaux troubles. Quinze magasins et plusieurs habitations privées ont été détruits par le pogrom. Les dommages s'élèvent à environ 200 000 roubles. A Kichineff la distillerie nationale a été pillée par les soldats et la plèbe ; les troupes ont tiré parmi la foule ivre ; il y a eu un tué et plusieurs blessés. On craint de nouveaux excès.

Les soldats ukrainiens du front ouest ont envoyé à tous les fronts à l'état-major général et aux Soviets des commissaires du peuple un télégramme de protestation contre l'ultimatum des commissaires. Ils déclarent que celui-ci est une véritable provocation, une tentative criminelle de soulever les mauvais instincts des couches ignorantes de la démocratie grand-russienne.

23 décembre. — L'assemblée générale des Tribunaux du district a décidé qu'à partir du 24 décembre les jugements des tribunaux seraient portés au nom de la république populaire ukrainienne.

Le général Werkhowsky a rendu visite au secrétariat général et a eu un long entretien avec le président, M. V. Vinnitchenko.

Le secrétaire des postes Chapoval a pris comme sous-secrétaire d'Etat le juriste Chimanovitch et le fonctionnaire des postes Stephan.

La station de Spovska est entre les mains du gouvernement ukrainien. De plus les troupes ukrainiennes ont occupé les stations de Bakhmatsch, Mina, Krouty et d'autres.

Quelques comités militaires-révolutionnaires russes ont adressé un ultimatum au secrétariat général. La 7e armée invite la Rada à renoncer dans les trois jours à son attitude hostile envers les armées démocratiques bolchevikis.

Le Sovjet décide d'adresser un nouvel ultimatum à la Rada centrale, conçu comme suit : 1. Ne mettre aucun obstacle au passage des troupes bolcheviks sur le territoire

ukrainien; 2. Livraison de vivres à Petrograd; 3. Défense de contracter des emprunts ou d'entrer en relations diplomatiques avec des puissances étrangères.

La proposition de Lunatscharsky d'envoyer des agitateurs en Ukraine est acceptée.

A Petrograd, quarante Ukrainiens faisant partie de l'Etat-major revolutionnaire ukrainien ont été arrêtés.

Entre autres deux membres de la Rada du district, le Dr Omeltchenko et l'enseigne Iremtchenko, chargés du transport des troupes ukrainiennes. La bibliothèque ukrainienne et le bâtiment où se tenait l'Etat-major ont été complètement détruits. La nouvelle de ces arrestations a causé une profonde impression parmi les soldats de la garnison de Petrograd, qui ont organisé plusieurs meetings de protestation. Le lendemain tous ces prisonniers ont été remis en liberté. Leur arrestation avait été ordonnée non par le Smolny, mais par l'Etat-major général.

La « Novoia Jizn » proteste avec énergie contre l'arrestation des membres de la Rada ukrainienne à Petrograd et déclare que cet acte est aussi blâmable que l'arrestation des membres du Parlement.

Le bataillon électro-technique ukrainien de Petrograd, qui voulait retourner en Ukraine, en a été empêché sur l'ordre du Smolny.

Le conflit entre le Soviet et la Rada centrale a mis la délégation russe à Brest-Litovsk dans une situation extrêmement pénible. Les empires centraux et spécialement l'Autriche-Hongrie demandent que la délégation ukrainienne prenne part aux négociations de paix tandis que cette délégation est retenue à Dvinsk par suite du conflit sus-nommé.

« Zvesda » journal bolcheviki, paraissant à Ekaterinoslav, a publié une protestation contre la Rada centrale demandant que celle-ci remette ses pouvoirs entre les mains des soviets.

Les funérailles des victimes des combats dans les rues d'Odessa ont eu lieu dans un calme parfait; des milliers d'ouvriers et les représentants de l'Ukraine y ont pris part. Onze chrétiens et 5 juifs ont été portés à leur dernière demeure. Parmi les morts, 2 sont des Haïdamakis (Cosaques ukrainiens), les autres des soldats de la garde rouge.

A la séance de la Petite Rada, Choulgine, ministre des affaires étrangères, lit à haute voix la note du Secrétariat général concernant les négociations de paix. Une résolution est ensuite adoptée, selon laquelle le Secrétariat général élaborera immédiatement un projet des conditions concrètes d'une paix démocratique générale et des mesures à prendre pour l'organisation du gouvernement dont l'autorité s'étendra sur toutes les républiques russes et qui pourra diriger les négociations de paix.

Pendant une séance de l'aile gauche du Congrès des paysans à Petrograd, Voïdrenko, le chef de l'Etat-major ukrainien proteste contre l'arrestation de ses membres. Un des délégués, le matelot ukrainien Volkoff (de la mer Noire) demande que l'on fasse une enquête sur cet événement et que les prisonniers soient immédiatement remis en liberté.

Le comité révolutionnaire bolcheviki de la 11e armée a ordonné d'occuper immédiatement la station de Chepetovka et de ne laisser sortir sous aucun prétexte les troupes ukrainiennes de la ville; les soldats seront arrêtés et envoyés avec l'artillerie sur le front ouest.

Dans la 7e armée, principal point d'appui des bolchevikis sur le front sud-ouest, les troupes ont été organisées pour marcher contre l'Ukraine. Les bataillons d'attaque ukrainiens ont détruit les voies ferrées entre les stations de Bachmatch et Tchermovka et coupé les communications reliant les troupes bolchevikis avec Kharkoff.

Les Ukrainiens quittent en masse la ville de Moscou. Les étudiants et les élèves des écoles secondaires obtiennent de la Rada de Moscou, par groupes, l'autorisation de retourner dans leur pays.

Onze mille matelots ukrainiens de la flotte de la mer Baltique et 400 élèves de l'école maritime sont attendus ces jours-ci à Sébastopol. Ils serviront désormais dans la flotte de la mer Noire.

A Nikolaïeff, les bolchevikis et la garde rouge ont invité les Haïdamakis à quitter la ville dans les 24 heures. Dans la nuit la garde rouge s'est emparée des armes, d'une grande quantité de munitions que contenait l'arsenal et réquisitionné les automobiles. Une division d'Haïdamakis est arrivée d'Odessa.

Le commissaire ukrainien d'Odessa a demandé au dépôt d'artillerie de lui fournir 990 000 cartouches pour être envoyées à Nikolaïeff, Cherson, Tiraspol et Ekaterinoslav; malgré la défense du comité russe, les Ukrainiens en ont obtenu 100 000.

24 décembre. — Le Secrétariat général a décidé d'envoyer à Brest-Litovsk une délégation ukrainienne complètement indépendante de la délégation russe et de communiquer à tous les Etats belligérants et neutres la note élaborée à la séance de la veille. La délégation se composera: des secrétaires généraux Porsch et Holoubovitch, de MM. Masievitch, Levitzky, Sevriouk et Lioubinsky, et de plusieurs spécialistes dans les questions économiques et financières.

La convocation de la 7e séance de la Rada centrale est fixée au 25 décembre.

Un congrès national des villes de l'Ukraine a lieu aujourd'hui.

A Kiev se réunit un congrès des députés au nombre de 46 membres, envoyés par l'Ukraine à l'Assemblée constituante russe.

A Ouman, les élections à l'Assemblée constituante ont donné les résultats suivants: Ukrainiens, 2016 voix; Juifs, 6668 voix; Polonais, 601 voix; Russes, 1826 et Bolchevikis 352 voix; 57 pour cent de la population ont pris part aux élections.

Dans le district de Konotop: Ukrainiens, 46 175 voix; Juifs, 2219; Russes, 4723 et Bolchevikis 9517 voix.

A Kharkov 20 000 soldats bolchevikis sont arrivés de Belgorod.

Une division de 8000 soldats munis de fusils et d'artillerie ont marché contre la station de Sinelnikovo afin d'empêcher toutes communications entre le Don et l'Ukraine. Après une courte lutte, la station a été prise et les Haïdamakis qui s'y trouvaient désarmés. Une partie des bolchevikis qui marchaient contre Alexandrovsk ont été repoussés par les Ukrainiens.

Le ministre de la guerre Petliura a nommé le colonel Pokarevsky commandant de la 11e armée, et le major Kapoustiansky représentant du chef de l'Etat-major général de la même armée.

La « Novoia Jizn » proteste vivement contre l'attitude du Conseil des commissaires du peuple, et spécialement contre toute la politique du Soviet dans sa lutte avec la Rada.

« Reconnaître noblement à une nation le droit de disposer d'elle-même, dit ce journal, et ensuite, lorsque cette nation veut s'organiser autrement qu'il ne plaît à la République du Soviet, lui déclarer la guerre, est un non-sens, une véritable hypocrisie.»

La « Volia Narodna » proteste de la même manière.

25 décembre :

Conversation téléphonique entre Kedrovsky, sous-secrétaire du ministère pour les affaires militaires, et le représentant du congrès ukrainien au front nord. Ce dernier annonce que le congrès de l'armée a été dissous à Pskoff. Kedrovsky communique aux représentants certains détails sur l'activité néfaste des bolchevikis en Ukraine. On engage les Ukrainiens à être extrêmement prudents lorsqu'ils retourneront dans leur pays, les voies ferrées et les ponts ayant été minés par les bolchevikis. A Minsk, ils avaient organisé un véritable guet-apens; les divisions militaires avaient soi-disant été rappelées en Ukraine et devaient passer par Minsk; une fois arrivées dans cette ville, on les désarma, les accabla d'injures et les envoya comme prisonniers de guerre dans l'intérieur de la Russie tandis qu'à leur place des armées de prisonniers de guerre allemands étaient envoyés de la Sibérie sur le front.

Conversation téléphonique entre les secrétaires généraux Porch et Tkatchenko d'une part et l'Etat-major révolutionnaire ukrainien de Petrograd, au sujet de l'arrestation déjà annulée des membres de l'Etat-major.

Séance de la Petite Rada concernant la note du Secrétariat général.

Malgré la défense du Comité central russe de la flotte, le croiseur « Pamiat Mercuria » et le vaisseau de guerre « Zavidny » sont arrivés dans le port d'Odessa pour défendre les intérêts ukrainiens.

26 décembre. — Elections à l'Assemblée constituante dans le district de Tcherkassy (province de Kiev). Sur 118 853 électeurs, 104 514 ont voté pour le bloc ukrainien.

On annonce de la province de Tchernigoff les résultats suivants:

District de Borzna: Ukrainiens, 49 480 voix sur 62 398 électeurs. District de Konotop: soc. rév. Ukr. 46 175 voix sur 66 083 électeurs. District de Tchernigoff: soc. rév. Ukr. 34 935 voix sur 55 678 électeurs.

Le général Moritz a été nommé commandant en chef du front roumain, à la place du général Viranovsky, qui avait été arrêté et remis plus tard en liberté.

Le commissaire ukrainien Pevny a organisé sur le front du sud d'après le principe des nationalités un commissariat qui comprendra des représentants de toutes les nationalités faisant partie des armées du front. Il sera composé comme suit: Pevny, président; le volontaire Nikolaïeff, secrétaire; officiers de service: l'enseigne Kudria, le lieutenant Charlaï et l'enseigne Peninjek.

A Sébastopol, les torpilleurs « Zorky » et « Zvonky » ont été ukrainisés. L'ukrainisation d'autres vaisseaux est imminente.

Les bolchevikis ont désarmé une division de troupes ukrainiennes qui marchaient contre Jitomir. Ils se sont emparés de six automobiles blindées et de quatre canons. Dans la nuit ils ont fait prisonnier tout l'Etat-major de la 11e armée.

Plusieurs divisions arrivent d'Ekaterinoslav; on suppose que ce sont les bolchevikis. A Alexandrovsk les Ukrainiens et les matelots bolchevikis luttent avec acharnement pour la possession de la ville. Les bolchevikis disposent de 60 canons tandis que les soldats ukrainiens n'ont aucune artillerie.

Les troupes ukrainiennes se sont emparées des Etats-majors des 4, 5 8 et 11e armées. Le bolcheviki Rochal, le commandant de la 4e armée Kondourouchkine, le commissaire du front sud-ouest, Tchounovsky, ont été arrêtés.

Les troupes ukrainiennes ont désarmé les bolchevikis à Starokonstantinov.

Dans plusieurs stations de la ligne du sud-ouest les matelots bolchevikis se sont emparés de la caisse des chemins de fer et ont commis toute sorte d'actes de brigandage.

Les troupes ukrainiennes marchent contre Horodnia et Khorobitchy; leurs avant-gardes se trouvent déjà à 20 verstes de Gomel, quartier-général des bolchevikis.

Au congrès de l'union des villes ukrainiennes les statuts de cette société ont été adoptés, sous la présidence de M. Dreling, assisté de MM. Froumine, Tarasevitch, Kiriloff et du secrétaire M. Dragomanoff.

A Doubno et à Kupel, dans le district de Starokonstantinov (gouvernement de Volhynie) les pogromes contre les Juifs prennent des proportions considérables; les habitants supplient le Secrétariat général de venir à leur secours. Des cas semblables se présentent à Ouman. La ville s'est placée sous la protection des régiments ukrainiens de Poloubotok.

A Jitomir le blé manque presque complètement; les excès de toutes sortes sont à l'ordre du jour; la foule envahit les boulangeries. Dans le district de Ovroutch les habitants ont organisé un pogrome de quatre jours avec la participation des soldats. Le quartier juif est presque complètement détruit, ainsi que la distillerie et le palais Krajanovsky. Dans la cave de la distillerie un incendie a éclaté qui a fait de nombreuses victimes, paysans et soldats; beaucoup périrent dans l'étang voisin où ils s'étaient follement précipités afin d'échapper aux flammes... Cet horrible spectacle n'a pas réussi à calmer la plèbe qui pendant deux jours consécutifs s'est livrée à l'orgie. Les soldats ukrainiens ont réussi à rétablir l'ordre. Une patrouille de libres Cosaques a été organisée; six réactionnaires, soupçonnés d'avoir organisé le pogrome, ont été arrêtés.

Le Secrétariat général de l'instruction publique composé de sept personnes (quatre Ukrainiens et un représentant des Russes, des Juifs, des Polonais) s'est chargé définitivement de l'administration des écoles en Ukraine. Le président de ce commissariat est M. Lestchenko, son secrétaire Biletzky.

La fraction ukrainienne du Comité exécutif central des Soviets à Petrograd a demandé aux commissaires du peuple le changement immédiat des ordres publiés contre la Rada, le libre passage des troupes ukrainiennes vers l'Ukraine, le retrait des troupes russes de l'Ukraine et le rétablissement des relations sur une base fédérative entre l'Ukraine et le Soviet des commissaires.

27 décembre. — Huitième séance de la Rada centrale. Discours de Choulgine sur la question de la paix.

Vinnitchenko fait un rapide exposé de l'activité du Secrétariat.

Le Secrétariat général publie un appel aux soldats du front sud et nord les invitant à ne pas prendre part à la guerre civile contre l'Ukraine et à exiger du Soviet l'envoi immédiat d'argent en Ukraine, les divers fronts ne pouvant sans cela recevoir le blé et le fourrage nécessaires.

Une séance secrète a eu lieu entre les membres de la Rada centrale et les délégués du Congrès des paysans de Petrograd afin de mettre un terme au conflit existant entre la Rada et le Soviet des commissaires.

Un armistice a été conclu à Jmérinka, entre les troupes ukrainiennes et les bolchevikis. De même à Starokonstantinov des négociations ont commencé entre quatre représentants des bolchevikis et des troupes ukrainiennes pour la conclusion d'un armistice.

On mande du 32e corps que les Moscovites ont abandonné leurs positions. Le commandant de la 7e armée a ordonné au Comité révolutionnaire de quitter immédiatement le front. « Les Ukrainiens se défendront eux-mêmes, a-t-il déclaré. »

A Minsk des mesures ont été prises pour envoyer le 5e régiment de Toride, fidèle aux bolchevikis, contre l'Ukraine.

De plus une division sera organisée sur le front sud-ouest contre l'Ukraine.

Les Ukrainiens ont occupé la ville de Vorojba (gouvernement de Kharkov).

On mande d'Alexandrovsk que la ville a été prise par les bolchevikis, la division des automobiles blindées se trouve entre les mains des Ukrainiens.

Trois régiments bolchevikis ont été désarmés à Kazatin et Zdolbounovo, parmi lesquels le 27e régiment de Vitebsk. Les soldats ont donné leur parole d'honneur de ne plus combattre contre les Ukrainiens et on leur a rendu leurs armes.

De grandes divergences de vues se font sentir parmi les 20 000 bolchevikis stationnant à Proskourovo; un grand nombre refusent de marcher contre l'Ukraine.

Des troupes bolchevikis qui s'étaient concentrées dans le territoire de Gnivan-Braïloff ont pu être désarmées à temps.

Une assemblée de bolchevikis à Odessa a décidé d'envoyer une commission sur le front roumain pour y dissoudre le commissariat des nationalités et pour arrêter le général Tcherbatcheff.

Onze provinces de la Russie centrale, avec Moscou en tête, ont organisé un comité de ravitaillement; ce comité prie le Secrétariat général de revenir sur sa décision qui était de ne plus envoyer de blé dans le nord, tous les territoires industriels étant sans cela livrés à la famine. La situation est si critique que d'ici cinq jours on ne pourra plus trouver une seule livre de pain. Le comité promet d'envoyer immédiatement des objets manufacturés et de l'argent, 30 wagons de ces objets, 10 wagons de thé, 5 wagons de caoutchoucs et chaque jour 500 paires de souliers. Le Secrétariat général a alors décidé d'envoyer immédiatement du blé en échange des marchandises sus-nommées.

La réunion des socialistes révolutionnaires ukrainiens et russes de la Rada a décidé d'élire un Ukrainien au poste de secrétaire général de l'agriculture.

La commission pour la hausse des tarifs des postes et télégraphes va prochainement présenter un projet de loi à la Rada centrale.

Le secrétaire des postes et télégraphes a l'intention de présenter à la Rada un projet concernant un impôt téléphonique de 25 roubles par appareil. Ce même secrétaire met au concours un projet de nouveaux timbres-poste ukrainiens.

Le Secrétariat général a l'intention d'incorporer la ville d'Odessa dans le district de Cherson et d'en faire une circonscription indépendante, ce qui donnera à la ville le droit d'élire un délégué à l'Assemblée Constituante ukrainienne.

Le Secrétariat général de l'instruction publique va supprimer l'ancienne division de l'administration scolaire en plusieurs administrations locales. Jusqu'à ce que ce projet de loi ait été sanctionné par la Rada, l'administration de ces districts sera confiée à des commissariats spéciaux composés de 4 Ukrainiens et de 3 personnes d'une autre nationalité.

La commission électorale pour l'Assemblée Constituante ukrainienne a déjà reçu 24 listes de candidats, c'est-à-dire six listes de plus qu'à l'élection à la Constituante russe, car la lutte électorale a fait entrer plusieurs nouvelles organisations dans l'arène.

Les archevêques Sylvestre (Omsk), Pachomy (Tchernigov) et Euloge ont quitté Moscou où ils avaient pris part au Conseil ecclésiastique russe et sont arrivés à Kiev afin de délibérer sur l'autocéphalie de l'Eglise ukrainienne.

On mande du front que ces jours derniers une extrême fatigue s'est fait sentir parmi les troupes bolchevikis. Les soldats se sont rendus à la première sommation; leur seul désir est d'être délivrés du service militaire et de pouvoir rentrer dans leur pays pour se reposer enfin.

Brailoff est complètement débarrassée des troupes bolchevikis. Loutzk est encore entre leurs mains, mais le mécontentement commence à régner dans la garnison et la fameuse 126e division bolcheviste a perdu presque toute son influence.

Le district de Starokonstantinov a été pris par les Ukrainiens, cent automobiles sont tombées entre leurs mains. De même Ekaterinoslav a été prise par les Ukrainiens après une lutte d'un jour et demi; les troupes bolchevikis qui marchaient contre Ekaterinoslav ont été dispersées. Les troupes ukrainiennes qui défendent la station de Losovaïa se déclarent prêtes à la défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

Le 2e congrès ukrainien du front roumain a envoyé un télégramme à la Rada centrale déclarant qu'il la reconnaissait comme la plus haute organisation de la République ukrainienne et qu'il était prêt à sacrifier avec joie sa vie pour la liberté de l'Ukraine.

28 décembre. — Séance de la Rada centrale sous la présidence du professeur Hrouchevsky et de Vesselovsky. M. Moros, président de la commission électorale centrale pour les élections à l'Assemblée Constituante ukrainienne, fait un rapport sur l'activité de la commission. Les élections ont déjà commencé dans la plupart des districts. Mais le manque général d'argent y met obstacle. Le samostinik Chelouchine proteste énergiquement contre la participation aux élections des citoyens russes habitant l'Ukraine.

Ces élections ont donné les résultats suivants dans le district de Kiev:

114 718 personnes y ont pris part (la ville de Kiev non comprise): Ukrainiens, 96 732 voix; Russes, 2318; Polonais, 921; Social-démoc. et soc.rév. russes, 1138; Juifs, 7000 voix; Bolchevikis, 4650 voix; Cadets, 1109 voix.

Dans l'ensemble il y a déjà eu 852 976 voix, dans les districts de Svenigorod, Berditchiv, Tcherkask, Kaniv, Kiev seulement et dans quelques parties des districts de Wassilkiv, Tchigirin. Dans ces territoires les voix se répartissent comme suit:

Ukrainiens, 601 858 avec 75,0 pour cent; Juifs, 77 348, avec 9 pour cent; Russes, 33 524 avec 3,9 pour cent; Polonais, 24 174 avec 2,8 pour cent; Bolchevikis, 49 813, aveo 5,8 pour cent; Soc.-rév. et soc.-dém. russes, 25 106 avec 2,9 pour cent; Cadets, 25 302 avec 3 pour cent.

La situation des Ukrainiens devient très critique à Kharkov. Les deux régiments, qui sont le seul point d'appui de l'Ukraine

dans cette ville, étaient le 23 décembre en grand danger d'être désarmés. Cependant, grâce à leur courageuse défensive ils ont pu rester libres; les bolchevikis sont actuellement concentrés à Kharkov. Ils font de la propagande avec succès parmi les ouvriers et demandent qu'on leur livre les officiers ukrainiens. La station de Losovaïa a été prise par 10 000 soldats bolchevikis.

Le commandant en chef du front sud-ouest, général Stogoff, a télégraphié à Kiev pour demander que l'on proteste avec énergie contre le système d'élection des officiers par les soldats qui amènerait la destruction complète du front.

Poltava a été prise par les troupes ukrainiennes. Le major Revousky, officier d'état-major, a pris le commandement de la garnison.

A Alexandrovsk, la lutte a commencé entre Ukrainiens et Bolchevikis. Après un combat d'artillerie, ces derniers ont quitté la ville.

Un commissariat fédératif et national a été organisé dans la 8e armée. Il est composé de représentants ukrainiens, arméniens, polonais, cosaques et grands-russiens. Le comité révolutionnaire bolcheviki de l'armée a été dissous.

Les troupes ukrainiennes ont détruit les voies ferrées entre les stations de Losovaïa et Nikitowka pour empêcher l'arrivée des troupes bolchevikis concentrées dans le voisinage.

La Rada ukrainienne de la 5e armée a été arrêtée par le comité révolutionnaire. Le secrétaire général des postes et télégraphe, Chapoval, et le secrétaire du ravitaillement Kovalewsky ont sévèrement interdit l'exportation de denrées alimentaires au delà des frontières ukrainiennes.

Le Secrétariat général de l'Intérieur a publié un ordre d'après lequel tous les consistoires ecclésiastiques seront placés directement sous l'autorité du gouvernement ukrainien et devront se mettre en rapport avec le Secrétariat de l'Intérieur, par l'intermédiaire du commissaire provisoire, pour toutes les questions religieuses.

Une délégation de l'assemblée des églises de Moscou vient d'arriver à Kiev; à sa tête se trouve le professeur Koudriavseff, Zavitnevitch, Michtchenko et Popoff. Le but de cette délégation est d'obtenir des explications au sujet de la convocation du conseil ukrainien par rapport à l'autocéphalie de l'Eglise ukrainienne proclamée dernièrement. Le 26 décembre a eu lieu une Assemblée de la Rada ukrainienne ecclésiastique, destinée à résoudre cette question; tous les membres de la délégation de Moscou y ont pris part. Cette dernière a émis le vœu que les évêques de tous les épiscopats ukrainiens, en union avec la Rada ecclésiastique, prennent part à la grande assemblée religieuse ukrainienne.

Le général Sitovitch, commandant de l'arrondissement militaire de Kiev, a ordonné à tous les régiments, états-majors, autorités et institutions de la garnison de Kiev, de vérifier si le téléphone fonctionnait bien dans toutes les parties de la garnison et de le réparer au besoin.

La commission scolaire de Kiev a décidé de continuer l'enseignement religieux dans les écoles primaires pour tous les élèves dont les parents le désirent. Cet enseignement, en ce qui concerne le programme et la méthode, doit être complètement transformé et mis plus à la portée des enfants.

Le comité d'organisation des soldats juifs projette de créer une union ukrainienne de militaires juifs.

L'administration provinciale de Podolie a réquisitionné les forêts suivantes pour les besoins des chemins de fer du sud-ouest: sur les terres du comte Ledochovsky, 200 hectares; sur celles du comte Tchatzky, 370 hectares; de la comtesse Vdovikowska, 204 hectares, du comte Roniker, 238 hectares. Ces propriétés se trouvent dans le voisinage des stations de Borchtchi et Slobodka. On commencera par le déboisement des forêts du prince Abamelikoff où 546 hectares ont déjà été réquisitionnés, puis on continuera par les forêts du prince Orloff, dans le voisinage des stations de Popéliouky et Kodin, où 2000 hectares ont déjà été réquisitionnés.

Le Soviet des commissaires du peuple a interdit à la fraction ukrainienne du comité exécutif de se servir de la communication téléphonique directe, Petrograd-Kiev pour des négociations avec la Rada et le Secrétariat général. De plus le Soviet a décidé de supprimer le commissariat de Petrograd pour les affaires ukrainiennes.

Le commissaire ukrainien du front sud-ouest, Pevny, a publié un appel à l'armée invitant les soldats à ne pas prendre part à la guerre fratricide contre l'Ukraine.

Quatre régiments roumains se sont concentrés dans la région de Batouchany, ils se proposent de combattre avec les Ukrainiens contre les bolchevikis. Les Roumains ne laissent pas passer de denrées alimentaires.

29 décembre 1917. — Séance de la Rada centrale. — Les représentants critiquent violemment le projet de la nouvelle loi agraire. Ils sont tous mécontents de ce que l'expropriation n'atteint pas les propriétés de moins de 40 hectares. Les révolutionnaires russes et ukrainiens proposent qu'une nouvelle loi soit élaborée, qui supprimerait complètement la propriété privée. Le poste de secrétaire général de l'agriculture devra être confié à un socialiste révolutionnaire ukrainien. Les social-démocrates menacent alors de retirer leurs représentants du secrétariat si cette résolution est adoptée; le « Bund » juif et les social-fédéralistes partagent leur manière de voir. Le conflit n'est cependant pas écarté, la séance étant levée. A l'assemblée du soir Liubinsky fait un rapport sur les négociations de Brest-Litovsk.

Le comité pour le maintien de l'ordre en Ukraine a reçu 216 télégrammes, annonçant tous des progroms, des incendies, et le pillage dans les gouvernements de Podolie, Volhynie et Kiev. Dans le gouvernement de Tchernigov une division d'artillerie bolchevik terrorise la population.

Le Secrétariat général du ravitaillement a nommé commissaire général du comité de l'union des villes, M. Nikowsky, rédacteur de la « Nova Rada ».

Le comité central de la flotte de la Baltique a envoyé à Kiev une délégation composée de 7 matelots, chargée de se renseigner sur le degré de « bourgeoisie » de la Rada centrale et d'autres organisations ukrainiennes.

Un groupe s'est organisé sous le nom de « Union des socialistes ukrainiens Samostiniki », basée sur le principe de l'indépendance complète de la République ukrainienne. Ce groupe demande la réalisation immédiate de toutes les mesures à prendre découlant de ce principe. Jusqu'ici douze membres de la Rada sont déjà entrés dans cette union; le président en est M. Chelouchine, le secrétaire M. Alexandre Stepanenko.

On mande de l'arrondissement de Wassilkiv (gouvernement de Kiev) que les propriétés de la comtesse Branitzka sont systématiquement détruites. Les comités agraires arrêtent les fermiers, vendent leurs biens bien au-dessous de leur valeur et refusent aux employés et ouvriers les choses les plus indispensables à l'existence.

Un radio-télégramme de Kharkov communique que le 26 décembre les bolchevikis de cette ville se sont organisés en un comité exécutif central des Soviets. Ils déclarent que la Rada centrale de Kiev est renversée et se proclament les seuls maîtres de l'Ukraine.

Le congrès du front roumain et la Rada de l'armée ayant demandé quel sens il faut attribuer au radio-télégramme des bolchevikis de Kharkov, les commissaires d'Odessa ont donné les renseignements suivants :

Le congrès ukrainien des conseils des ouvriers, soldats et paysans de Kiev a prononcé un vote de confiance envers la Rada et son Secrétariat général tels qu'ils se composent actuellement, et a reconnu que leur politique à l'égard des bolchevikis de Pétrograd était la seule possible. Il n'y a absolument pas d'éléments bourgeois dans la Rada, il est clair que le radio-télégramme n'est rien d'autre qu'un bluff d'un petit groupe de bolchevikis qui se sont constitués d'eux-mêmes en un congrès des Soviets ukrainiens, mais qui n'ont pas le moindre droit de parler au nom du peuple ukrainien. Il y a quelque temps, lorsque s'est réuni à Kiev le véritable congrès des ouvriers, soldats et paysans, ces bolchevikis ont quitté la ville pour conspirer en un autre endroit contre la volonté clairement exprimée de la démocratie révolutionnaire. Dans tous les cas il est bon de faire connaître au monde entier le principal caractère du congrès de Kharkov. La Rada centrale et le Secrétariat général qui se trouvent maintenant en lutte avec les bolchevikis aux tendances centralistes ne reculeront devant rien pour défendre les droits et les libertés du peuple et de toute la démocratie ukrainienne.

Les troupes ukrainiennes ont pris la station de Korossten. La ville se trouvait entre les mains des bolchevikis, ce qui constituait une grave menace pour Kiev, cet endroit étant le point de croisement de plusieurs lignes importantes de chemins de fer.

Les troupes bolchevikis marchent contre Piatichatka; les Ukrainiens ont détruit les voies ferrées du voisinage.

Dans la gare d'Jmerinka les représentants des Ukrainiens et des Bolchevikis ont conclu le 26 décembre un armistice de cinq jours devant durer du 27 jusqu'au 1er janvier.

Trois compagnies du régiment de Vilna sont passées par Chepetowka, leurs armes se trouvent dans un wagon scellé; ces compagnies quittent les territoires de l'Ukraine.

Le comité révolutionnaire de la Rada des chemins de fer de l'Ukraine a ordonné de ne laisser passer à aucun prix les troupes bolchevikis venant du nord, qui non seulement ruinent économiquement les pays qu'ils traversent, mais encore commettent des actes de violence contre les habitants.

La ville de Kharkov est devenue la base des opérations militaires projetées contre Kiev. Les voies ferrées sont presque toutes bloquées. Pour Bachmatch les trains sont perquisitionnés par des soldats ukrainiens et toutes les armes confisquées. Le télégraphe est endommagé et ne fonctionne plus. La poste a repris en partie son travail. Une compagnie importante a quitté aujourd'hui la ville et marche contre Losovaïa.

La 11e armée a envoyé deux régiments contre les Ukrainiens et a ordonné au comité de l'armée de faire occuper la station de Chepetowka par un autre régiment. Les troupes ont reçu l'ordre de ne laisser passer aucun Ukrainien et d'arrêter la Rada de la 7e armée.

On mande d'Alexandrowsk que la lutte entre Ukrainiens et Bolchevikis est terminée. Les matelots ont quitté la ville. Les pertes sont très élevées.

Le régiment polonais qui avait combattu à Bilgorod contre les régiments d'assaut et qui avait été félicité par le commandant de l'arrondissement militaire de Moscou a reçu l'ordre de marcher contre la Rada centrale. Le régiment s'est refusé énergiquement à obéir à cet ordre et à prendre part à la guerre civile.

Le commandant en chef Krilenko a publié un nouvel appel aux armées les invitant à lutter contre la Rada centrale et à se libérer de son joug. Il ordonne d'arrêter immédiatement l'ukrainisation des troupes.

Avant-dernière séance de la Rada de la huitième période. Vinnitchenko prononce un grand discours.

La résolution des socialistes révolutionnaires est adoptée. Ceux-ci demandent que la commission de la Rada élabore une nouvelle loi agraire avec l'aide de tous les partis proportionnellement au nombre de leurs membres.

A la séance des social-démocrates ukrainiens Petlura, secrétaire général de l'armée, a donné sa démission pour des motifs personnels. Il propose comme candidat au poste de secrétaire de l'armée le secrétaire du travail Porch.

30 décembre 1917. — Cent délégués ukrainiens se sont rendus de Petrograd en Ukraine. Une assemblée des troupes ukrainiennes et bolchevikis a eu lieu à la station de Gorodnia.

Un congrès des socialistes ukrainiens Samostinikis a été convoqué; ce congrès doit réunir tous les partis ukrainiens tendant à l'indépendance politique et économique de l'Ukraine.

Le troisième manifeste de la Rada centrale ukrainienne. Proclamation de la République.

(Ce manifeste a été lu par le président de la Rada, M. Hrouchevsky, à la séance historique de la Petite Rada, le 20 novembre 1917.)

Au peuple ukrainien
et à tous les peuples de l'Ukraine!

La République russe traverse en ce moment une période pénible. Au nord une guerre civile sanglante a lieu dans les deux principales villes de l'Etat russe; le pouvoir central manque et l'anarchie et le désordre règnent dans tout le pays.

L'Ukraine, elle aussi, est en danger. Sans une autorité puissante venue du peuple, l'Ukraine sera jetée dans le tourbillon de la guerre civile et de la ruine complète.

Peuple ukrainien! En union avec les autres peuples frères habitant l'Ukraine, tu nous a chargés de sauvegarder les droits obtenus dans de rudes combats, de ramener l'ordre dans le pays et de travailler à un avenir meilleur: c'est pourquoi nous, la Rada centrale, agissant de par ta volonté, nous déclarons afin de maintenir l'ordre dans notre pays et de sauver toute la Russie: « Dès maintenant l'Ukraine est une République démocratique. »

Sans nous séparer de la République russe et détruire son unité, nous souhaitons qu'elle devienne une fédération de peuples libres et égaux. Jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante ukrainienne, nous, la Rada centrale et notre gouvernement, le Secrétariat général, aurons tout le pouvoir entre nos mains.

Conscients de notre force sur le sol natal, nous défendrons le droit et les conquêtes de la Révolution, non seulement chez nous, mais dans toute la Russie.

C'est pourquoi nous déclarons ce qui suit:

Tous les territoires habités en majeure partie par des Ukrainiens feront partie de la République ukrainienne: les gouvernements de Kiev, Podolie, Volhynie, Tchernigoff, Poltava, Kharkov, Ekaterinoslav, Cherson, et Tauride (sans la Crimée). Le soin de fixer définitivement les frontières de la République ukrainienne dans tous les détails, de prendre des décisions sur l'incorporation des parties des territoires de Koursk, Voronij, Cholm et autres, habitées en majorité par des Ukrainiens, sera réservé à l'Assemblée constituante.

A tous les citoyens de ces territoires nous déclarons:

Désormais le droit de propriété sur les biens fonciers, les domaines de la Couronne, des monastères et des églises sera aboli. La Rada centrale est d'avis que ces biens appartiennent dans leur entier à la masse du peuple et qu'ils doivent lui être remis sans indemnités; c'est pourquoi la Rada centrale charge le Secrétariat de l'agriculture d'élaborer immédiatement une loi concernant la manière dont les comités, élus par le peuple, devront disposer de ces biens jusqu'à la convocation de la Constituante ukrainienne.

La norme de travail des classes ouvrières dans la République ukrainienne devra être fixée au plus tôt, c'est pourquoi nous proclamons dès aujourd'hui la journée de huit heures sur toute l'étendue du territoire pour toutes les entreprises.

Le danger croissant qui menace la Russie et l'Ukraine avec elle, demande le règlement immédiat des productions, le partage régulier des produits et denrées alimentaires et une meilleure organisation du travail. Nous invitons donc le Secrétariat général du travail à établir dès aujourd'hui, en union avec les représentants des ouvriers, un contrôle de l'Etat sur la production en Ukraine et à défendre en même temps aussi bien les intérêts de l'Ukraine que ceux de toute la Russie.

Depuis quatre ans le sang coule à flots sur tous les fronts, et les peuples du monde entier dépensent en vain leurs forces.

D'accord avec le peuple ukrainien et en son nom, nous, la Rada centrale, nous proposons que la paix soit conclue le plus vite possible.

Nous ferons dans ce but les démarches nécessaires pour forcer nos alliés aussi bien que nos adversaires par l'intermédiaire du gouvernement central, à commencer les négociations de paix.

De même nous veillerons à ce qu'au Congrès de la paix aucune atteinte ne soit portée aux droits du peuple ukrainien, ni à l'intérieur, ni au dehors de la Russie.

Ces derniers temps les brillantes conquêtes de la Révolution ont été malheureusement obscurcies par la réintroduction de la peine de mort.

Tous les prisonniers politiques et de droit commun, ceux qui ont déjà été mis en jugement et ceux qui ne l'ont pas encore été, seront graciés. Une loi spéciale va être immédiatement publiée à ce sujet.

La justice en Ukraine doit répondre à l'esprit des habitants du pays. Nous ordonnons donc au Secrétariat de la justice de prendre toutes les mesures nécessaires pour une bonne organisation des tribunaux, pour que ceux-ci soient parfaitement en rapport avec la conscience du droit du peuple ukrainien.

Au Secrétariat général de l'intérieur nous ordonnons de pourvoir à ce que les droits de l'administration locale soient affermis et étendus, et l'invitons à entrer en rapports directs avec les organes de la démocratie révolutionnaire, le travail fraternel en commun étant la meilleure garantie d'une véritable existence libre et démocratique.

Dans la République ukrainienne toutes les libertés acquises par la Révolution sont devenues positives: liberté religieuse, liberté de parler, d'écrire, de se réunir, de fonder des sociétés et de faire grève, liberté de l'individu et enfin liberté d'employer l'une des langues dominantes, dans tous les rapports avec l'administration.

Le peuple ukrainien qui a dû lutter pendant de longues années pour sa liberté, maintenant qu'il l'a obtenue, défendra énergiquement et inébranlablement la liberté de développement national de toutes les nationalités habitant l'Ukraine.

Nous déclarons donc que nous reconnaissons aux Grands-Russes, Juifs, Polonais et autres nationalités en Ukraine, le droit à l'autonomie nationale. Nous chargeons le Secrétariat général pour les affaires des nationalités de nous présenter sous peu un projet de loi d'une autonomie personnelle nationale.

La République ukrainienne doit tendre toutes ses forces pour sauver non seulement elle-même mais aussi le front et les parties de la République russe qui ne peuvent se passer de son aide.

Citoyens! au nom de la République ukrainienne, dans l'Etat fédératif russe, nous vous invitons tous à lutter énergiquement contre les courants et les illégalités de toute sorte, à créer en commun les nouvelles formes de l'Etat, destinées à rendre à la grande République russe, actuellement si affaiblie, la santé, la force, et une nouvelle prospérité.

Etablir ces formes, telle est la tâche de la Constituante ukrainienne et de la Constituante russe.

Editeur: W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

Prix de l'abonnement:

Une année. Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois. . » 2.50

Adresse télégraphique:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction et Administration:
23, Avenue de la Gare.
Lausanne (Suisse)

Téléphone: 19-85

N° 41 Lausanne, 14 Mars 1918 IVme Année.

A nos lecteurs.

Les deux paix de Brest-Litovsk ont donné à l'Ukraine une place considérable devant l'opinion publique européenne. Etant donnée la gravité des événements, nous avons décidé de transformer notre journal en un organe indépendant qui paraîtra désormais régulièrement tous les jeudis. L'ordonnance fédérale sur l'économie du papier nous obligera malheureusement à ne paraître que sur deux pages au lieu de quatre ou huit, comme nous l'avions fait jusqu'ici, et à diminuer considérablement notre tirage en supprimant une grande partie de notre service d'envois gratuits.

Nous avons l'intention de faire connaître au public de langue française l'effort persévérant de notre jeune Etat pour s'organiser et mettre en valeur les grandes richesses de son sol et de sa culture nationale. Le rétablissement du service télégraphique et des chemins de fer nous facilitera la tâche et nous espérons pouvoir donner régulièrement des nouvelles fraîches de Kiev et de Leopol.

Comme nous jouissons de l'hospitalité de la Suisse et de l'amitié que veulent bien nous témoigner plusieurs des esprits les plus distingués de ce pays, nous aurons à cœur de développer les relations entre les deux républiques. Comme la Confédération suisse, l'Ukraine souhaite ardemment le rétablissement d'une paix générale, basée sur la réconciliation des peuples et sur le respect des droits de chacun. C'est dans cet esprit de neutralité impartiale et de sympathie pour le progrès démocratique en Europe que nous examinerons ici, non seulement les événements d'Ukraine, mais aussi toute la politique générale, qui nous intéresse au même titre que les autres Etats.

Il nous serait agréable de pouvoir mettre au service de nos confrères et de nos lecteurs notre expérience naturelle des choses de Russie et d'Europe orientale, qui sont malheureusement trop peu connues en occident. Nous serons heureux dans ce domaine de répondre aux questions ou aux suggestions qu'on voudra bien nous faire.

Hier, un journal en français dédié à l'Ukraine était nécessairement un organe de propagande; aujourd'hui que notre Etat existe avec 30 millions d'habitants et qu'il se développe rapidement, malgré toutes les difficultés qu'il rencontre encore sur sa route, il n'est plus question de propagande, mais il s'agit de fournir des renseignements exacts et d'inaugurer même une politique absolument indépendante à la fois vis-à-vis des puissances belligérantes et vis-à-vis des différents ministères qui peuvent se succéder au gouvernement de l'Ukraine. Notre seul but est la prospérité de notre patrie et ses bons rapports avec les autres dans la justice et dans la paix.

La Rédaction.

La Suisse et l'Ukraine.

On lit dans les journaux suisses du 8 mars 1918. (*P. T. S.*) — M. Odier, ministre de Suisse en Russie, a été chargé provisoirement de représenter la Suisse auprès de l'Ukraine. Un conseil composé des plus notables commerçants suisses de Pétrograd lui a été adjoint.

* * *

(*P. T. S.*) — L'Office fédéral des importations recherche actuellement les moyens d'importer en Suisse du blé de l'Ukraine. Il a engagé dans ce but des pourparlers. Le plus sérieux obstacle est la pénurie des moyens de transport. On espère, d'autre part, que l'Autriche facilitera dans une certaine mesure le transit à destination de la Suisse.

BULLETIN

Lausanne, 13 mars 1918.

Nous reconnaissons volontiers que la plupart des protestations polonaises contre la paix du 9 février, sauf celles émanant des partis réactionnaires, ont revêtu cette fois une forme assez courtoise envers l'Ukraine et se sont même souvent efforcées de ménager nos susceptibilités pour s'en prendre avec d'autant plus de violence aux puissances centrales. Les protestations des groupes démocratiques critiquent moins le fond de la cession de Cholm que le procédé, c'est-à-dire la signature du traité sans leur participation. Nous n'avons pas à répondre sur ce point et c'est aux Polonais eux-mêmes à déterminer s'ils n'avaient pas pris leurs désirs pour des réalités ou si vraiment ils ont des raisons de s'estimer leurrés par les puissances signataires de la proclamation du 5 novembre 1916, qui ne prévoyait aucune frontière précise pour le nouveau royaume de Pologne.

Tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous eussions salué de grand cœur une députation polonaise à Brest-Litovsk et que ce n'est pas nous qui l'avons repoussée. En effet nous estimons que le consentement de nos voisins nous est nécessaire pour assurer à nos frontières la garantie indispensable et la consécration d'un accord bi-latéral, mais nous tenons à proclamer aussi bien hautement que nos revendications sont assez conformes au droit et à la volonté des habitants pour n'avoir rien à redouter d'une discussion publique avec les Polonais. Au contraire.

On a parlé aussi d'un plébiscite. Soit. Nous ne craignons aucune mesure qui puisse éclairer l'Europe et nous n'accepterons jamais d'incorporer de force à l'Ukraine une population contre son sentiment. Si la Pologne est disposée à souscrire aux mêmes principes, nous n'aurons plus désormais aucun conflit avec elle et nos deux nations pourront vivre côte à côte en heureuse harmonie et dans le respect mutuel de leurs droits.

* * *

On nous reproche volontiers de parler trop souvent de l'impérialisme polonais. Nous répondrons que nous ne sommes pas les seuls et que la presse libérale anglaise, par exemple, est encore bien plus sévère que nous à cet égard. Dans l'affaire de Cholm elle est entièrement de notre côté. Nous savons qu'il y a parmi les Polonais beaucoup d'esprits raisonnables qui comprennent la réalité présente et qui renoncent à vouloir étendre la domination de leur pays sur d'autres nations, mais nous les trouvons trop timides et nous regrettons qu'ils n'aient pas le courage de s'opposer une bonne fois publiquement aux tendances chauvines de leurs compatriotes adversaires politiques. En se désolidarisant de certaines prétentions, ils rendraient un signalé service à la réputation morale de leur patrie et en même temps ils ne priveraient celle-ci de rien, puisque d'ailleurs ces ambitions sont purement chimériques et n'ont aucune espèce de chance d'être prises en considération, ni par les uns, ni par les autres.

Ne vaudrait-il pas la peine de faire un geste qui rende la confiance à ceux qui ont eu à souffrir de la dure intransigeance des réactionnaires polonais en Galicie?

* * *

Une dépêche à la *Gazette de Francfort* nous apprend que 8000 wagons et 800 locomotives ont passé d'Ukraine en Allemagne. Le service que les troupes allemandes nous ont rendu en venant nous débarrasser des bolchéviks nous laisse pourtant la liberté de demander en toute franchise le sens et le but de cet exode à un moment où les Austro-Allemands eux-mêmes ont besoin de nos chemins de fer pour emporter le blé que nous leur avons promis en échange de leur appui. Ce matériel doit-il servir au transport des troupes? Nous posons la question très simplement.

* * *

Aucun pays ne peut se réjouir d'une occupation militaire et nous sommes heureux de voir que les Russes ont accepté une clause du nouveau traité de paix par laquelle ils s'engagent à retirer de nos territoires la garde-rouge et les bandes incendiaires qu'ils nous avaient envoyées. S'ils tiennent parole, nous pouvous espérer n'avoir pas besoin d'appeler à notre aide une quantité trop considérable de troupes étrangères. Mais tiendront-ils vraiment parole ou créeront-ils en s'en allant quelque nouvelle sorte de garde-rouge soi-disant ukrainienne? Toute la question est là.

* * *

Au milieu de tout le déchaînement de violence inutile qui dévaste aujourd'hui le monde civilisé, la Confédération suisse reste comme un roc et comme un exemple en face de la folie universelle. Nous souhaitons que personne, ni au dehors, ni au dedans, ne songe à porter atteinte à ce foyer de l'ordre et du vrai libéralisme. L'importance et la mission de la Suisse grandissent de jour en jour et Berne est devenue peu à peu l'un des principaux centres du monde avec son vieux cachet propret de petite ville simple et démocratique.

Nous sommes peinés à la vérité de voir les difficultés qu'on oppose de part et d'autre au ravitaillement du pays de la Croix-Rouge qui, lui, n'a certes pas marchandé son dévouement fraternel à tous ceux qui souffrent. Les grandes puissances ne comprennent-elles donc pas que c'est une honte de laisser la Suisse en proie à l'angoisse après tout ce qu'elle a fait et devant tout ce qu'elle symbolise de grand et de vrai comme berceau de la future Société des nations? L'histoire ne leur pardonnerait pas de l'avoir affamée.

Pour notre part nous serions heureux que la Rada puisse envisager sans tarder le ravitaillement de la Confédération en céréales. Nous avons dû promettre notre superflu aux Centraux, mais pourtant il ne sera pas dit que nous ne trouvions pas un moyen de faire une part à la Suisse à l'heure de sa détresse. Nous avons envers elle des obligations morales qui nous sont chères, sans compter la reconnaissance que nous inspire l'hospitalité parfaite qui nous a permis de défendre ici nos droits nationaux par la plume et par la parole en toute liberté.

Politique maladroite.

L'Ukraine a toutes les raisons du monde de souhaiter vivre en bonne intelligence avec la France et l'Angleterre dont la culture et les idées libérales sont très populaires chez nous. Mais, pourquoi ces deux puissances ont-elles négligé de se mieux renseigner sur nos aspirations d'abord et sur notre situation ensuite? C'est une chose bien triste en effet que de constater l'ignorance et la légèreté avec lesquelles on nous a jetés malgré nous dans les bras de l'Allemagne.

N'aurait-il pas été plus avantageux pour les Alliés que l'Ukraine pût s'organiser plus tranquillement, comme un Etat neutre et pacifique, ouvert à leurs influences aussi bien qu'à l'autre? Au lieu de cela qu'a-t-on fait? Les agents du «Foreign Office» et du Quai d'Orsay, envoyés chez nous, avaient une tâche admirable à remplir; ils l'ont gâchée d'une manière lamentable. Au lieu de prévoir un peu l'avenir et de poursuivre une politique de construction et de préparation, ils n'ont voulu voir qu'une chose: intriguer contre l'Allemagne et nous empêcher à tout prix de rétablir la paix et l'ordre chez nous. Ils ont excité les Bolchevikis et la Garde Rouge à lutter contre la Rada; ils ont encouragé l'incendie des greniers à blé (comme si la France elle-même ne pouvait pas avoir besoin de notre blé plus tôt qu'on ne le pense!) ils ont encouragé par tous les moyens le désordre et la révolte pour empêcher la paix.

Et quel fut le résultat?

Nous avons dû hâter la signature du traité de Brest-Litovsk et appeler les troupes allemandes à notre aide pour chasser les Bolchéviki. Où est l'intérêt de la France et de l'Angleterre en tout cela? Nous avons le droit de nous le demander. Après des maladresses aussi graves, il se trouve encore des journalistes alliés pour nous accabler de reproches et s'imaginer que nous sommes en vérité comblés de bonheur à l'idée d'avoir chez nous des régiments coiffés de casques à pointes. Etrange mentalité.

Sans doute, nous sommes reconnaissants aux puissances centrales de nous avoir débarrassés des bandes criminelles qui dévastaient le pays et dont les atrocités dépassent tout ce qu'on aurait pu imaginer. Sans doute, nous sommes prêts à reconnaître en compensations matérielles le grand service que les Empires voisins viennent de nous rendre, mais si nous savons en apprécier la valeur, nous savons aussi en calculer le prix. Ce n'est jamais de gaîté de cœur qu'un pays se voit obligé de faire appel aux autres pour protéger sa maison contre les bandits.

Nous eussions souhaité rester neutres et courtois vis-à-vis de l'Allemagne, mais nous n'avions pas de raisons de l'appeler chez nous et de lui demander d'y installer ses troupes si l'on ne nous y avait obligés par une conduite inexplicable? Ceux qui nous y ont forcés sont impardonnables et nous espérons que la France et l'Angleterre ouvriront enfin les yeux et comprendront la faute commise par leurs agents; mais, comme toujours, la leçon vient un peu trop tard. C'est en vain que nous avons averti plus d'une fois les Alliés; on n'a pas voulu nous écouter. Aujourd'hui, cette imprévoyance et cette négligence nous ont jetés au nombre des Etats qui ont dû chercher dans l'appui des Centraux la garantie d'ordre et de sécurité qui leur était nécessaire.

Nous voudrions qu'une leçon pareille pût au moins servir à éclairer d'une plus vive lumière le chemin de l'avenir. Si l'on persiste à vouloir séparer l'Europe en deux camps opposés, nous serons évidemment englobés dans celui des Centraux. Nous eussions bien plutôt souhaité d'être un Etat complètement libre et neutre, occupant dans la société des nations une place utile aux côtés de la République russe et des Etats balkaniques. L'Entente ne voudra-t-elle pas servir à la fois ses intérêts et les nôtres en rétablissant l'unité de l'Europe et en proposant elle-même une paix de conciliation qui nous rétablisse avec la Finlande et la Pologne dans une indépendance et dans une neutralité sympathiques à tous?

La restauration du Tsar

Il y a un mois environ que, de retour de Russie par l'Angleterre et la France, j'ai donné quelques renseignements sur le complot international ayant pour but de restaurer le tsarisme en Russie.

Les grands journaux suisses ont eu peur de donner de la publicité à mes affirmations, soit qu'elles les laissassent sceptiques, soit qu'ils craignissent d'attirer sur eux la colère des partisans du complot. Seule, la *Nation* et une agence télégraphique de Zurich ont osé donner de la circulation à cette nouvelle, si contraire à ce qu'on croit généralement, à savoir que ce n'est pas la France et l'Angleterre, mais bien l'Allemagne, qui veut rétablir le tsar en Russie.

Sans que je veuille affirmer que l'Allemagne se désintéresse de la restauration du tsarisme en Moscovie, mais bien au contraire, la marche des événements a cependant entièrement confirmé les informations que j'ai données. Vos lecteurs auront sans doute remarqué l'énorme réclame que les grands journaux de Paris et de Londres ont été subitement appelés à faire en faveur de l'ex-tsar Nicolas II. M. Poincaré lui-même a consenti à ce que la lettre que lui avait adressée Nicolas II fût publiée. En Angleterre, Sir Edward Buchanan a prononcé un discours à la défense du tsar.

La presse socialiste des deux pays occidentaux a beau se demander : « Que signifie cette manœuvre ? » les événements poursuivent leur cours inévitable. Déjà un nouveau gouvernement russe s'est constitué... à Pékin, avec le prince Lvov en tête, celui-là même qui forma le premier gouvernement en Russie révolutionnaire. Ce prince ne voulait pas de la République ; il voulait seulement que le grand-duc Michel Alexandrowitch remplaçât Nicolas II sur le trône. Comme l'annoncent les journaux d'aujourd'hui, le grand-duc a été libéré de son long emprisonnement. Appuyé par les Japonais, le prince Lvov est en train de se mettre en marche vers l'Oural et Moscou, et il ne manquera certainement pas de libérer Nicolas II, actuellement à Tobolsk, en cours de route.

Déjà le régime bolcheviki est chancelant, ce même régime qui a été si fortement appuyé par les milliers et les milliers d'agents de l'Ochrana soudoyés par le comité de restauration du tsarisme, qui était soudoyé lui-même à son tour par une grande fabrique de munitions anglaise et une grande banque française, dont j'ai parlé dans une interview.

Il serait temps de donner les noms de ceux qui appuient le mouvement monarchiste. Ce sont, en Angleterre, Wickers & C°, avec leur directeur, Sir Francis Barker, en tête, et en France certains chefs du Crédit Lyonnais et M. Bardach en particulier. Du côté russe, les personnages suivants jouent le rôle principal à l'étranger : la comtesse Benckendorff (veuve de feu l'ambassadeur russe dans cette ville), dont les salons servent de lieu de rendez-vous au groupe ; le comte Yermoloff, ex-attaché militaire à l'ambassade ; le général Gourko, déporté de Russie sous le régime Kerensky ; le comte Mouravieff-Apostol ; le grand-duc Michel et l'ex-consul général baron de Heyking ; le vice-consul actuel, M. Gambs ; le colonel Bielaïeff ; le général Dessino et plusieurs autres. Le groupe de Paris se compose de : M. Iswolsky, ex-ambassadeur ; le comte Ignatieff, attaché militaire ; le général Sankievitch et autres.

C'est M. Doukhovetsky, l'ancien représentant de l'Agence télégraphique de Saint-Pétersbourg à Londres qui exerce la censure tsariste chez Reuter.

Beaucoup de personnes ont de la peine à croire que les bolchevikis marchent de concert avec le tsarisme, et que de l'autre côté ils ont été appuyés pendant ces dernières semaines par les gouvernements anglais et français. Pour ne vous citer que les exemples qui me viennent à ce moment à l'esprit, en voici deux : le général Dessino que nous avons mentionné plus haut a envoyé le fameux von Schneur (connu à Londres comme bolchevik à l'époque où l'on était encore hostile au bolchevisme en Angleterre) en Russie comme courrier muni de passeports diplomatiques après que le gouvernement anglais eut nettement refusé de lui en fournir. Schneur arrivant en Russie s'est mis tout de suite à l'œuvre. Comme on le sait, il a été le premier à ouvrir les négociations de paix avec l'Allemagne.

N'est-ce pas également étonnant que le bolchevik Holzmann, qui donne tant de préoccupations aux autorités fédérales, ait pu passer sans être molesté par l'Angleterre et la France ? Il est vrai que Holzmann ne paraît pas pouvoir retourner en Russie par la même route. C'est qu'on s'est aperçu enfin en Angleterre et en France de l'erreur qu'on avait commise en appuyant les bolchevikis. On s'en est aperçu trop tard malheureusement, après que les bolchevikis eurent signé la paix séparée avec l'Allemagne.

S'apercevra-t-on trop tard aussi de la faute que l'on est en train de commettre en appuyant le tsarisme, car le tsar rétabli sur le trône ne sera pas plus francophile que les bolchevikis eux-mêmes.

L'intervention japonaise ne jettera-t-elle pas entre les bras de l'Allemagne toute la Russie, depuis Pétrograd jusqu'à Vladivostok ?

Les peuples de l'ancienne Russie qui aspirent à la liberté et à l'ordre aimeraient mieux voir du côté de l'Entente une politique franche, nette et ferme, basée sur des principes démocratiques et d'ordre dans le sens du programme Wilson, et non une politique ou plutôt des politiques d'aventure qui se succèdent avec une rapidité inouïe, et qui serviront seulement à achever la défaite de l'Entente en Europe orientale et ailleurs.

W. Stepankowski.

L'Ukraine et L'Autriche.

Le « Dilo » de Léopol publie le 1er mars l'éditorial suivant : « La honte nous monte au visage à nous, citoyens de la monarchie austro-hongroise et à nos frères de l'autre côté de la frontière quand nous voyons ce qui se passe dans cette monarchie depuis la signature du traité de paix de Brest. Le traité n'est pas encore revisé, mais chaque jour ici, en Galicie, on offense déjà publiquement et dans les pires termes la nation ukrainienne, son état et son gouvernement ainsi que les diplomates autrichiens qui ont signé cette paix avec le consentement de l'empereur. Nous voyons que les administrateurs et les employés officiels aussi bien que les organes administratifs du pays ont excité la population contre l'acte du 9 février et qu'ils organisent en grand le sabotage contre ce fait international d'une valeur si considérable pour la monarchie même.

Tout cela se passe en plein jour, sans aucune gêne et devant les yeux de tout le monde. Bien plus, on prépare ici, en public et en secret, l'annulation du traité de Brest ou du moins sa revision en faveur d'une Pologne historique et par conséquent contre les désirs de la population du pays de Cholm et de la Galicie orientale. Même au Parlement, les députés proposent ouvertement de ne pas ratifier le traité. Cette proposition honteuse est un vrai péril pour la monarchie, car tout le peuple ukrainien sera obligé de se dresser en face de l'Autriche-Hongrie.

Certains politiciens croient que l'on peut faire avec le peuple ukrainien tout ce qu'on veut si l'on en croit l'opinion qui règne dans les cercles polonais et qu'on répand dans leur intérêt. Il faut que ces hommes prennent garde, car on va leur montrer bientôt qu'ils se trompent s'ils pensent que le peuple ukrainien va permettre que ses terres et que sa population soient jetées en pâture aux Polonais pour acheter la bonne humeur de ceux-ci au parlement.

La situation difficile de l'Ukraine n'est que provisoire. L'heure n'est pas loin où l'Etat ukrainien montrera sa force et agira en conséquence. »

La dernière quinzaine en Galicie[1]

Lemberg, 1er marz.

Les Polonais de la Galicie orientale sont très agités au sujet de la politique réaliste de la Rada qui a conclu le traité de Brest avec les empires centraux. La minorité polonaise, composée surtout par la noblesse et les colons Mazoures, ne trouve pas assez de mots pour exprimer son indignation contre ce qu'elle appelle le quatrième partage de la Pologne, c'est-à-dire la réunion du pays de Cholm et de la Podlachie à l'Etat ukrainien. La majorité des habitants au contraire est très heureuse de cette victoire diplomatique de ses frères ukrainiens des bords du Dnieper. Pourtant, elle n'oublie pas que les Polonais ont beaucoup d'influence à la cour d'Autriche et qu'ils ont toute la force et le pouvoir d'une grande province autonome.

Les Polonais eux-mêmes savent très bien que le pays de Cholm ne peut pas être considéré comme une terre qui leur appartient de droit au point de vue ethnographique ou historique ; on peut s'en rendre compte assez facilement par les statistiques officielles russes faites en 1909 qui donnent aux Ukrainiens une majorité calculée à 51,8 pour cent et à la population polonaise une minorité calculée à 29,9 pour cent. En Podlachie, la différence est plus grande encore et les chiffres de 1909 donnent 62 pour cent d'Ukrainiens et 12 pour cent de Polonais. Les chiffres publiés actuellement dans la presse de nos voisins sont basés sur une statistique officielle allemande, faite après l'évacuation forcée des paysans au cours de la retraite russe de 1915 et après les déportations en masse d'ouvriers agricoles en Allemagne.

Les Polonais ont de la peine à se faire à l'idée que ces provinces qu'ils n'ont pas encore pu soumettre complètement à leur influence vont retourner maintenant à l'Etat ukrainien, et par conséquent échapper définitivement aux efforts de polonisation. C'est pourquoi ils organisent en Galicie, toute une série de manifestations et de protestations pour intimider le gouvernement autrichien. La plus grave a été la grève générale de tous les fonctionnaires du pays, et les Polonais ont forcé même les employés ukrainiens à y participer contre leur gré, en fermant tous les bureaux de l'administration pendant toute une journée.

Toutefois, une partie de la société polonaise, et sans doute la plus raisonnable, commence à comprendre que le temps n'est plus où une nationalité pouvait régner sur une autre par la force des armes ou des combinaisons diplomatiques. Le principe du droit des peuples est de reconquérir partout sa liberté et son unité aussi bien sur le territoire de l'ancienne république polonaise que dans les autres parties du monde. Le peuple ukrainien ne veut pas de mal au peuple polonais, au contraire, et il n'oublie pas que ces deux nations voisines feraient mieux de vivre en bons rapports en s'aidant mutuellement contre les ennemis éventuels qui pourraient bien leur être communs.

On ne peut pas dire ce que nous réserve l'avenir, mais aujourd'hui les Ukrainiens de Galicie traversent une des crises les plus dangereuses dans la lutte pour l'indépendance de leur pays. Les Polonais font tout pour obtenir la revison du traité de Brest et pour faire passer la frontière par la rivière Boug en telle sorte qu'une très grande partie de la Galicie ukrainienne soit rattachée à la Pologne. En s'appuyant sur leurs frères de la nouvelle république, les Ukrainiens de Galicie ne restent pas inactifs. Ils font tout leur possible pour contrebalancer la terreur administrative et politique des chauvins polonais.

Le 3 mars, ils organisèrent une fête nationale en l'honneur de la paix, avec l'ordre du jour suivant :

1. La paix entre la République ukrainienne et les Empires centraux et la jonction du pays de Cholm et de la Podlachie à l'Ukraine ;
2. Vœu national en faveur de la création d'une province autonome ukrainienne en Autriche.

Dans tous les villages et les bourgs de la Galicie orientale il devait y avoir des manifestations solennelles dans ce sens. Les Polonais se sont empressés d'organiser de leur côté des contre-manifestations pour le même jour, en faisant venir dans les villes des colons polonais de la campagne, à qui on payait largement leurs frais de voyage et de pension.

La partie ukrainienne de la Galicie a souffert beaucoup plus de la guerre que n'importe quel autre point du front. Quant au pouvoir exécutif, il est toujours resté aux mains des Polonais qui disposaient en même temps de la force publique pour imposer leur volonté à la population ukrainienne désarmée. Les censeurs et la police favorisaient ouvertement les uns contre les autres, et la presse ukrainienne unanime demande aujourd'hui au gouvernement de Vienne : la Galicie est-elle une province de la monarchie ou est-elle une province de la Pologne ?

Le vice-roi de Galicie, comte Gun, semble être complètement d'accord avec les Polonais et a toléré sans aucune sanction cet événement extraordinaire du 18 février : toute l'administration de la Galicie, pays de la couronne d'Autriche, en grève contre le pouvoir central pour soutenir les aspirations d'une partie de la population contre l'autre. Les Polonais ont fait grand cas du discours du député socialiste ukrainien, Mykola Hankevitch, au Conseil municipal de Léopol, car il a protesté contre la conclusion du traité de Brest en l'absence d'une délégation polonaise. Fort bien, mais on a oublié de faire observer qu'il a déclaré aussi, comme parallèle, que les Polonais n'ont aucun droit de décider du sort des quatre millions d'Ukrainiens en Galicie et de les annexer d'avance à la future Pologne sans leur consentement.

Plus nous nous éloignons du traité de Brest et plus les troupes autrichiennes s'approchent de Kiev, plus les relations entre nationalités en Galicie deviennent tendues. En outre, le sentiment des Ukrainiens commence à menacer les bons rapports qui ont existé jusqu'à présent entre l'Ukraine et l'Autriche et il devient assez naturel que la majorité des habitants de la Galicie orientale commence à tourner ses regards avec plus d'attention que jamais du côté des frères de la république.

[1] Service spécial de l'*Ukraine*.

Dernières nouvelles

Genève et la Rada.

Le Bureau ukrainien, à Lausanne, a reçu et transmis la dépêche suivante adressée à la Rada de la République ukrainienne, à Kiew :

« Au nom du *Comité international pour l'indépendance de la Pologne*, nous avons salué avec une grande sympathie la formation d'un libre Etat ukrainien, et nous regrettons d'autant plus vivement qu'il n'ait pas pu traiter directement avec les représentants de la nation polonaise.

Nous osons espérer que l'esprit démocratique de l'Ukraine l'engagera à ne pas fixer définitivement ses frontières occidentales avant d'en avoir discuté avec la Pologne et d'avoir donné aux populations des territoires contestés l'occasion de manifester publiquement leur volonté devant le monde au moyen d'un plébiscite conforme au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est dans cet espoir que nous formons les meilleurs vœux pour l'Ukraine et ses voisins, auxquels nous souhaitons de trouver la prospérité dans le respect mutuel et la collaboration des nationalités diverses pour établir à l'Orient de l'Europe un régime stable, fondé sur les principes chers à la Confédération suisse. »

Genève, le 17 février 1918.

Pour le Comité :
Edmond Privat, président.
René Claparède, vice-président.
Alfred de Meuron, vice-président.

En rendant hommage à l'esprit élevé et à la force sympathique et courtoise de ce message, nous pouvons assurer ses signataires que leur point de vue démocratique est partagé à la majorité du peuple ukrainien. Comme on le sait la délimitation précise de la frontière va être soumise à l'arbitrage d'une commission mixte, composée de douze membres de nationalité ukrainienne, polonaise, allemande et autrichienne. Nous regrettons que la participation des Blancs-Ruthènes aux travaux de cette commission n'ait pu être encore assurée.

La Rada bolchevik

L'Agence Havas éprouve évidemment un véritable plaisir à répandre des nouvelles sur « les hauts faits » de la soi-disant « Rada » bolchevik créée par MM. Lénine et Trotzky avec le concours de quelques personnalités du Quai d'Orsay actuellement en Russie (ou à Helsingfors). Il y a de quoi rire. La « Rada » bolchevik a exactement la même valeur que le fameux « Bund zur Befreiung der Ukraine », créé au commencement de la guerre par les Autrichiens. Les deux organisations sont composées de personnes tantôt étrangères, tantôt entièrement inconnues en Ukraine. Toutes deux font les petites affaires de l'étranger et les appointements que reçoivent leurs membres ne proviennent pas toujours de l'Ukraine.

La ressemblance entre ces deux organisations est si grande qu'on pourrait facilement nommer la « Rada » de Havas : « Ligue pour la libération de l'Ukraine ». Ce nom étant l'équivalent français du « Bund zur Befreiung der Ukraine », personne, il faut l'espérer, ne sera désormais induit en erreur.

Condamnations injustes.

« L'Ukrainisches Korrespondenzblatt », paraissant à Vienne, écrit dans son numéro du 28 février :

Le « Dilo » communique : En automne 1914, le Conseil de guerre avait condamné à mort par strangulation pour cause d'espionnage les Ukrainiens P. Roman Berezowsky (prêtre catholique-grec), Leon Koblansky et Simeon Chabiak. A la requête de l'avocat Dr Zahaikewytch, une nouvelle délibération eut lieu à Stryj le 17 courant. — Après le plaidoyer de Me Zahaikewytch, le Conseil de guerre a déclaré les trois Ukrainiens innocents.

Combien d'Ukrainiens sont tombés victimes d'erreurs de la justice, on ne peut le dire tant le nombre en est grand.

Les interpellations de nos députés au Reichsrat ont révélé des faits éloquents.

Nouvelles de Kiev.

Lemberg, 9 mars (B. tél. ukr.) — La Rada centrale et le Secrétariat ukrainien sont entrés solennellement à Kiev le 4 mars dernier. Ils ont été accueillis avec joie par la population qui les a acclamés sur leur passage.

A Vienne, le Club parlementaire ukrainien d'Autriche a été invité à prendre part aux délibérations qui ont lieu en ce moment entre les délégués de la République ukrainienne, MM. Ostapenko et Schafarenko et les représentants des empires centraux au sujet des questions économiques.

Lemberg, 9 mars. — Le gouvernement ukrainien enverra prochainement une mission diplomatique spéciale dans les pays neutres afin de faire connaître officiellement aux gouvernements neutres la formation de l'Etat ukrainien.

Des préparatifs sont faits pour la conclusion de la paix russo-ukrainienne. Les pourparlers auront lieu à Kiev.

Le gouvernement ukrainien a notifié aux négociateurs de la paix entre les Centraux et la Roumanie, que la question de la Bessarabie ne peut être résolue sans la participation de l'Ukraine.

L'organisation de l'armée ukrainienne poursuit son cours normal. On propose d'appeler sous les drapeaux les années 1918-1919.

Dans leur marche en avant vers Kharkov, les troupes de la Rada ont atteint Bachmacz.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

Prix de l'abonnement:

Une année. Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois. . . . » 2.50

Adresse télégraphique:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction
et Administration:
23, Avenue de la Gare.
Lausanne (Suisse)

Téléphone: 19.85

N° 42 Lausanne, 21 Mars 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, 20 mars 1918.

La Rada est rentrée à Kiev, acclamée avec enthousiasme par la population. Nous espérons que le nouveau gouvernement qu'elle a placé à la tête des affaires publiques va faire preuve d'énergie et de fermeté. Le précédent ministère avait péché par une certaine faiblesse en plusieurs occasions. Il ne s'agit plus de montrer une indulgence excessive envers les éléments de désordre et d'intrigues. La liberté de chacun finit là où celle des autres commence et les meilleurs principes de tolérance ne sont applicables jusqu'au bout qu'à la condition d'être respectés par tout le monde.

La démocratie ne peut en aucun cas donner une prime à l'illégalité et notre crédit devant l'Europe dépend avant tout de l'ordre et de la sécurité qui règneront dans notre pays. Le nouveau gouvernement a une tâche difficile sans doute, mais au moins parfaitement claire.

Notre nation attend de lui des mesures nettes, qui rendent au pays l'ordre et la possibilité de reprendre une vie normale. Mieux que cela, nous lui souhaitons d'accomplir avec succès la grande œuvre d'organisation nouvelle qui s'impose aujourd'hui.

On nous demande souvent à l'étranger quelle sera la tendance politique prédominante en Ukraine. Nous croyons pouvoir assurer que notre Etat sera une république dirigée dans le sens du socialisme d'Etat, c'est-à-dire d'une évolution sociale pacifique et régulière, mais nettement favorable à la justice et à l'émancipation économique de tous les citoyens. Au point de vue politique, l'Ukraine sera démocratique et suivra ses antiques traditions républicaines comme la Confédération Suisse, dont elle a toujours partagé l'idéal de liberté.

* * *

Le président de la République, M. Hohubovitch, a télégraphié au chancelier de l'Empire allemand pour le remercier de la collaboration des troupes impériales au rétablissement de l'ordre à Kiev et sur tout le territoire de l'Ukraine. Nous sommes heureux de noter que, dans sa réponse, le chancelier a pris un engagement solennel, enregistré par le monde entier : « Puisse votre peuple jouir toujours en paix de la liberté et de la puissance, être gouverné par son propre droit et suivre sa propre volonté. Des troupes allemandes se trouvent encore dans votre pays. *Vous voudrez bien me faire savoir dès que vous en jugerez le moment venu, quand l'œuvre des troupes allemandes pourra être considérée comme terminée et quand nous pourrons donner sans danger l'ordre de leur rappel.* »

Depuis la déplorable faute de la violation de la neutralité belge, l'Allemagne s'est vue constamment accusée par ses ennemis — et par les neutres qui les soutiennent — de ne faire aucun cas de la parole donnée et d'oublier chaque fois que cela lui convient les engagements qu'elle a pris envers les plus faibles qu'elle. Nous ne sommes pas de ceux qui encouragent le mal par une méfiance définitive et systématique. Les circonstances et les intrigues étrangères nous ont obligés de faire appel à l'Allemagne pour rétablir la sécurité chez nous. C'est pour elle une occasion solennelle de montrer au monde qu'elle sait comprendre autre chose que la nécessité militaire et qu'elle sait agir avec discrétion et loyauté envers des amis qui lui ont demandé un service. Jusqu'à preuve du contraire, nous voulons lui faire entièrement crédit et nous persuader qu'elle se contentera des compensations en nature que nous lui avons offertes.

* * *

Nous avons déjà montré quelle politique maladroite a poussé les agents de l'Entente à fomenter chez nous le désordre et à nous obliger par conséquent à faire appel à l'intervention étrangère. Il semblerait que la leçon aurait dû servir. Toutefois, l'on voit des militaires français comme le général Cherfils écrire dans l'*Echo de Paris* : « L'Ukraine peut livrer aux Allemands des ressources alimentaires. Notre rôle est de mettre dans les roues de leurs wagons tous les bâtons possibles. Fabriquons-en. Le Boche cherche à mettre l'ordre allemand en Russie : *Entretenons-y le désordre qui est antiboche.* » On comprend qu'avec une diplomatie pareille, on n'aille pas bien loin. N'est-ce pas le même journal qui écrivait jadis : « La paix immédiate, voilà ce qui conviendrait à l'Allemagne, parce que de mois en mois sa situation militaire et économique ne peut qu'empirer. Mais pour nous qui sommes en train de vaincre, il s'agit de continuer ! »

On ne peut s'empêcher d'éprouver un véritable sentiment de souffrance et de pitié quand on songe à quels abîmes un tel aveuglement peut conduire un grand pays comme la France, dont la généreuse lumière est si nécessaire à la vie de l'Europe. Nous voudrions savoir mieux dire aux Français à quel point nous sympathisons avec leur magnifique effort de résistance et de volonté nationales, mais nous voudrions aussi pouvoir leur montrer comment ces efforts sont lamentablement sabotés par la politique ignorante et désordonnée que leurs représentants ont poursuivie dans cette immense Russie sur laquelle ils comptaient tant.

Ils ont eu le grand tort de ne vouloir la considérer que comme un instrument et d'oublier qu'elle représentait elle-même des cœurs, des consciences, des vies humaines et des nations tout entières. Vouloir faire triompher à l'Occident le droit et la justice en l'appuyant sur n'importe quel principe contraire à l'Orient, voilà une illusion que la moralité aurait dû écarter d'avance et que la réalité brutale a dissipée cruellement.

* * *

Les journaux ukrainiens qui nous arrivent de Galicie sont un véritable défi à l'économie du papier, car ils paraissent avec des colonnes entières en blanc. Un pareil régime de censure est bien fait pour exaspérer les populations et nous nous demandons si l'on se rend assez compte à Vienne du danger que l'on fait courir à la monarchie austro-hongroise en laissant ainsi couver sous la cendre un feu qui serait moins terrible à voir flamber librement en plein air.

Il y aurait peut-être lieu pour l'empire allié d'attirer l'attention du gouvernement autrichien sur une erreur aussi fatale et de lui donner discrètement un conseil de sagesse et de prudence qui ne manquerait pas d'opportunité.

* * *

Un correspondant de Rome nous assure que l'Ukraine est la bête noire de M. Sonnino et que celui-ci fait tout son possible pour engager la France et l'Angleterre à se méfier de nous comme de la peste. Le distingué ministre italien serait, paraît-il, effrayé de voir notre nouvel Etat s'attribuer un jour dans les Balkans le rôle intéressé de protecteur des petites nations slaves, qui était la politique traditionnelle de la Russie impériale. Nous sommes heureux de pouvoir entièrement rassurer M. Sonnino à cet égard. L'Ukraine a trop souffert des intrigues des autres pour avoir en vue d'en organiser à son tour chez ses voisins. Elle n'a pas d'autre ambition que de rendre à la liberté tous les ressortissants de son antique nationalité en donnant à l'Europe l'exemple d'un Etat qui cherche la prospérité, non dans l'oppression des autres, mais dans la justice et dans la paix.

Si nous souhaitons une entente et des accords entre les peuples riverains de la mer Noire, cela n'est pas pour étendre une propagande slave jusqu'à l'Adriatique et menacer ainsi la tranquillité de l'Italie. Au contraire, si l'Ukraine, après avoir employé d'abord ses forces à s'organiser elle-même, jouit ensuite d'une influence légitime dans le concert des nations, elle n'aura pas d'autre intérêt que de l'employer dans le sens de la paix, de la liberté de commerce et du désintéressement politique en général.

* * *

Nous sommes très heureux d'apprendre que le conseil de régence polonais est entré en relations directes avec la Rada pour discuter avec elle la question de Cholm et de la commission d'arbitrage qui doit déterminer les frontières entre nos deux Etats. Nous sommes heureux aussi des pourparlers qui s'annoncent entre l'Allemagne et la Pologne en vue d'un traité à signer entre les deux. La majorité du Reichstag vient de condamner en principe toute annexion allemande aux dépens du royaume de Pologne. C'est là un geste qui facilitera l'accord. Si la Pologne, au lieu d'en être réduite à la situation difficile d'un pays occupé, arrive à se faire reconnaître comme un Etat voisin avec lequel on traite d'égal à égal, il est certain que sa position devant le monde aura beaucoup gagné.

Nous sommes les premiers à le souhaiter pour elle et nous préférons discuter directement avec ses représentants les questions qui nous divisent et que les intermédiaires compliquent toujours en y introduisant un troisième ordre d'intérêt.

Il n'y a d'ailleurs pas que des questions à discorde : il y en a quelques-unes où nos intérêts coïncident et nous en dirons assez en exprimant notre satisfaction de la voie dans laquelle paraît s'engager le problème de la Ruthénie-Blanche, à la condition que les droits nationaux des populations soient garantis et respectés.

Chronique économique et financière.

L'Agence économique et financière de Paris, dirigée par l'ancien ministre Yves Guyot, publie les chiffres suivants sur l'exportation des céréales par les ports du sud de la Russie en l'année 1910 : blé, 5 110 000 tonnes ; seigle, 573 000 tonnes ; orge, 3 850 000 tonnes ; avoine, 131 000 tonnes ; maïs, 344 000 tonnes.

L'Agence fait remarquer que ces céréales ne proviennent pas uniquement de l'Ukraine, mais également de Bessarabie, du pays des Cosaques et des régions du Volga. En outre, elle appelle l'attention sur le fait que les ensemencements de printemps se font en mars et que les conditions seront trop mauvaises pour qu'on puisse compter sur une bonne récolte en automne cette année.

Cet article a été composé avant la nouvelle des derniers événements. A l'heure actuelle, en effet, les troupes allemandes et les nôtres ont rétabli l'ordre en Ukraine et il reste encore trois bonnes semaines pour effectuer les travaux agricoles, surtout si l'on n'oublie pas que le calendrier occidental avance de treize jours sur celui qui était en vigueur en Russie avant la Révolution. C'est l'orge et l'avoine que l'on sème au printemps et il n'y a aucune raison de supposer que les Japonais ni les bolchéviks auront l'occasion de venir dévaster la campagne ukrainienne avant l'automne.

Quant au seigle et au blé qui ont été semés l'automne dernier, ils ont été d'autant mieux protégés que l'hiver a été particulièrement dur et que la neige a recouvert jusqu'aujourd'hui les champs de notre pays. Nous tenions à remettre les choses au point et à rendre ainsi un service utile aux lecteurs et aux correspondants de l'Agence économique et financière, qui est une institution très sérieuse et en général assez bien informée, mais qui dans le cas particulier nous semble avoir oublié quelque peu l'évidence matérielle pour se laisser influencer par certaines espérances politiques et militaires en courant le grand risque de prendre ses désirs pour la réalité.

Nous espérons pouvoir publier dans nos prochains numéros des chroniques plus détaillées et plus précises, ainsi que des bulletins de bourse des principales villes de l'Ukraine, aussitôt que le service télégraphique sera rétabli et fonctionnera régulièrement.

Situation diplomatique.

Bien que la Confédération suisse n'ait pas encore reconnu officiellement la République de l'Ukraine, il est probable toutefois que cette reconnaissance n'est plus qu'une question de jours.

En effet, le Bureau télégraphique ukrainien a annoncé le 9 courant qu'une délégation de la Rada se rendait dans les pays neutres pour faire connaître officiellement aux gouvernements la création de la République ukrainienne. D'autre part, la presse suisse a annoncé à peu près à la même date que M. Odier, encore ministre de Suisse en Russie, était chargé provisoirement de représenter la Suisse auprès du gouvernement de l'Ukraine.

La nomination de M. Odier, qui est vice-président de la Croix-Rouge internationale de Genève, et qui a su acquérir la sympathie particulière des Ukrainiens, sera sans aucun doute accueillie avec une grande satisfaction par l'opinion publique de l'Ukraine. Celle-ci n'a pas oublié que c'est M. Odier qui, à l'époque où les Ukrainiens étaient encore sous la domination russe, a intercédé auprès du gouvernement de Pétrograd en faveur de Mgr Szeptycki, alors emprisonné dans le monastère de Souzdal. Le communiqué de la presse suisse, d'où nous puisons la nouvelle de la nomination de M. Odier, ajoute qu'un « Conseil composé des plus notables commerçants suisses de Pétrograd » lui a été adjoint pour se rendre à Kiev. Nous savons d'autre part que le Conseil fédéral se préoccupe beaucoup de l'établissement de relations économiques suivies entre les deux pays. Ces relations sont aussi à souhaiter pour l'Ukraine, qui souffre d'un manque presque complet de produits techniques et manufacturés de toute sorte. Ceux-ci pourraient lui être fournis par la Suisse en échange de céréales et de matières premières. On se dit aussi en Ukraine que la Suisse pourrait envoyer des experts et spécialistes, si nécessaires pendant les premiers jours de l'organisation d'un pays aussi vaste que l'Ukraine.

L'Allemagne a nommé M. Mumm de Schwarzenstein, ambassadeur à disposition, pour la représenter en Ukraine. M. de Mumm, jusqu'à ces derniers temps encore, était à la tête du Département de presse du ministère des Affaires étrangères, et comme tel il a eu maintes fois l'occasion de se renseigner sur diverses questions concernant l'Ukraine, questions qui nulle part ailleurs peut-être n'ont été étudiées d'une manière plus approfondie qu'en Allemagne.

L'Autriche-Hongrie n'a pas encore désigné de représentant, mais il est question d'un candidat à ce poste. Nous ne voulons pas divulguer de nom, mais le choix de la personnalité en question nous semble très

Prix des annonces.

Deuxième page de l'Ukraine.

La ligne ou son espace (corps 7) fr. 1.25

1/32 page, pour une fois.	Fr.	25 —
1/16 » »	»	50 —
1/8 » »	»	100 —
1/4 » »	»	180 —
1/2 » »	»	300 —
1 » »	»	500 —

Pour plusieurs fois, arrangement spécial.

S'adresser à l'Administration du journal, 23, Avenue de la Gare, Lausanne.

heureux, ce magnat hongrois étant un ancien ami des Ukrainiens. Il a beaucoup contribué à faire connaître l'Ukraine dans son pays d'origine, et les quelques brochures et publications périodiques qui ont paru en Hongrie sur ce sujet sont dues presque exclusivement à son initiative privée. C'est un ami personnel de M. Kost Lewycky, ancien président du Club parlementaire ukrainien et chef du parti national-démocratique de Galicie, et de M. N. de Wassilko, chef du parti national-démocratique en Bukovine.

La question de la représentation de l'Entente en Ukraine est encore en suspens. D'après les dernières nouvelles, M. Barker et M. Tabouis, représentants respectifs des missions anglaise et française, ainsi que les autres représentants des pays alliés, ont quitté Kiev à l'approche des troupes allemandes. Il ne faut cependant pas considérer cela comme une rupture des relations diplomatiques entre l'Ukraine et l'Entente, mais bien comme un acte purement technique, n'ayant aucune signification politique. Une fois les troupes allemandes hors du territoire de l'Ukraine, les relations diplomatiques entre Kiev, Paris, Londres et Rome reprendront sans nul doute, car l'Ukraine désire rester neutre et vivre en bons termes avec les deux groupes de puissances.

L'Ukraine ne tardera pas non plus à se faire représenter à l'étranger. Les troubles récents dont l'Ukraine a été le théâtre ont empêché la Rada de prendre jusqu'ici des décisions définitives à cet égard, mais on parle déjà de différents personnages qui pourraient éventuellement être nommés comme représentants de l'Ukraine dans les divers Etats. Ainsi nous venons d'apprendre, nouvelle qui n'a pas encore été confirmée et qui nous paraît même peu vraisemblable, que M. N. Zalizniak serait peut-être nommé représentant provisoire de l'Ukraine à Vienne, en qualité de chargé d'affaires. Jusqu'à ces derniers temps, M. Zalizniak était chargé provisoirement de la direction de la branche de Stockholm du Bureau ukrainien de presse. Il a ensuite joué le rôle d'expert pendant les pourparlers de Brest. C'est un ami intime de M. de Wassilko et un homme ayant des attaches de toutes sortes à Vienne. Il est à craindre que cette dernière circonstance ne soulève une vive opposition dans certains milieux politiques de la République, où l'on verra d'un mauvais œil M. Zalizniak placé précisément à Vienne, ainsi qu'en Ukraine autrichienne, où l'on craindra l'accroissement de l'influence politique de M. de Wassilko, par suite de la nomination de M. Zalizniak à ce poste.

Vienne, 18 mars (B. tél. ukr.). Les représentants du ministère de la guerre ukrainien, MM. Alexandre Kolenko et Vladimir Guttmann, viennent d'arriver à Vienne pour y étudier le code et la procédure pénale militaire autrichienne.

Le partage de la Russie.

Les esprits les plus clairvoyants ont pu déjà prévoir dès le début de la guerre que l'ambition des panslavistes finirait par amener le démembrement de l'empire russe au lieu de provoquer celui de l'Autriche-Hongrie, qu'ils souhaitaient ardemment. Un de nos confrères de la Suisse romande remarque, avec raison, que l'opinion publique occidentale a vécu d'illusions dans ce domaine. L'alliance franco-russe et la propagande intellectuelle des deux premières années de guerre avaient convaincu les gens que la monarchie austro-hongroise était seule une Macédoine bizarre de nationalités mécontentes, tandis que le fameux « rouleau compresseur », gouverné par le tsar, représentait une admirable unité nationale et militaire.

Il est vrai qu'on avait fait une propagande intense à Paris et à Londres en faveur des Tchèques et des Yougo-Slaves, tandis qu'on laissait volontairement dans l'ombre aussi bien l'Ukraine que la Pologne ou l'Esthonie.

En Suisse romande, les journalistes qui prennent volontiers leur mot d'ordre à l'ouest avaient quelque peu suivi le mouvement et donné la préférence aux nationalités d'Autriche-Hongrie en faisant trop souvent le silence sur toutes celles qui étaient courbées sous le joug russe.

Cette manière de comprendre les choses et ce jugement politique étaient bien superficiels. En réalité, si l'on parlait plus en occident des Slaves d'Autriche-Hongrie, c'était non seulement parce que leurs appels pouvaient ainsi servir la bonne cause, mais c'était aussi parce qu'ils jouissaient d'un certain degré de liberté locale qui leur permettait de faire connaître au Parlement de Vienne et devant l'étranger leurs revendications nationales. Sur le sol de l'immense empire russe un seul grand régime uniforme de persécution écrasait sous le même poids toutes les nationalités différentes qui vivent côte à côte de la Mer Noire à la Mer Baltique. En vérité, c'était bien là le véritable rouleau compresseur.

Sans doute, il est un peu mélancolique de constater que, même en pays neutre, on a trop souvent négligé de prendre la défense de tous ceux qui avaient le malheur d'être opprimés par un des Alliés au lieu d'avoir à se plaindre d'une des puissances centrales. Leur cause étant beaucoup plus difficile à soutenir en pays de langue française, ils n'eurent pas autant d'éloquents champions et l'on se rappelle assez l'hostilité de certains journaux contre le congrès des nationalités qui se réunit à Lausanne, au printemps 1916. A leurs yeux, c'était une inconvenance et même une maladresse que d'étaler ainsi toutes les doléances des peuples de l'empire des tsars qui étaient représentés en si grand nombre à cette assemblée. Aujourd'hui que la victoire allemande a fait passer leur territoire de l'autre côté du front, ces pays vont trouver en Occident toute une phalange de champions improvisés, et nous verrons la presse, hier la plus timide à l'égard de la Pologne ou de l'Ukraine, s'intéresser désormais avec passion au sort de tous ces pays dont elle ne soufflait mot quand le tsar y régnait.

Toutefois, nous ne voulons pas insister sur ces souvenirs pénibles, et nous ne chercherons pas rancune à ceux qui ont trop facilement oublié que la justice et le droit des peuples sont des principes éternels et valables pour tous les cas et pour tous les temps. Il nous suffira de rappeler à chacun le régime de persécutions à l'intérieur et de conspiration de silence à l'extérieur, dont les nationalités de Russie ont souffert pendant si longtemps.

La révolution russe et la paix qui vient d'être signée garantit à ces peuples un avenir bien différent; c'est notre désir à tous, que cet avenir soit meilleur et plus juste; c'est notre vœu qu'il constitue pour chacun d'eux la réparation méritée et le début d'une vie nouvelle. Les circonstances et le désordre où la Russie avait glissé ont mis provisoirement ces territoires sous le contrôle de la puissance militaire allemande. On sait là-bas, aussi bien qu'à Paris ou à Londres, ce que représente une occupation militaire aussi formidable que celle-là. On sait parfaitement bien quels sont les dangers qui pourraient menacer toutes ces populations au cas où les chefs militaires et les cercles impérialistes seraient seuls appelés à décider de leur sort. Mais, on sait aussi qu'il y a derrière les armées allemandes une opinion publique et une poussée populaire dont le point de vue est bien différent. On compte sur les éléments de bon sens et de progrès démocratique pour engager les gouvernements austro-allemands à respecter les droits imprescriptibles des différentes nationalités que leurs armées ont délivré à la fois du joug tsariste et de l'anarchie bolchévique.

Quel peut être à cet égard le rôle des Alliés? Il paraît bien difficile de supposer qu'ils pourront intervenir encore sur le front oriental pour arracher ces territoires à l'influence germanique. On a de la peine à croire qu'ils pourront décider le Japon à s'avancer aussi profondément dans le continent et, dans le cas où ils y réussiraient, on est en droit de se demander si le remède ne serait pas pire que le mal, et si les Alliés, en favorisant une invasion nipponne en Europe, ne feraient pas, au contraire, le jeu de leurs ennemis, en donnant à l'empereur Guillaume II l'occasion de se poser en grand protecteur de l'Occident contre le péril jaune, qu'il a tant de fois dénoncé.

Nous mettons donc plus de confiance dans les idées du président Wilson et dans la pression qu'il désire exercer pour aboutir à une paix raisonnable et qui soit faite, non par les militaires, mais par les meilleurs éléments de chaque pays, réunis dans une pensée commune de prévoyance et de collaboration pacifique pour l'avenir.

Quant aux neutres, le plus grand service qu'ils pourraient nous rendre à l'heure actuelle, ce serait d'encourager de toutes leurs forces morales ces éléments démocratiques et prévoyants des deux partis belligérants. Si l'Europe doit être aujourd'hui reconstruite uniquement dans une intention militaire et dans le seul but de préparer la guerre future en favorisant telle ou telle coalition contre une autre, alors nous savons que nos intérêts seront sacrifiés à ceux de l'une ou l'autre et que les nationalités de Russie ne serviront que de jouets à tel ou tel voisin. Mais si, au contraire, les Alliés s'engagent plus résolument dans la voie indiquée par le président Wilson et s'ils savent dresser devant eux l'Allemagne libérale au lieu de fortifier l'Allemagne impérialiste par une politique intransigeante, alors nous avons bon espoir de voir bientôt les grandes nations s'entendre pour organiser l'Europe, non plus en vue de la guerre, mais en vue de la paix durable et du travail en commun.

Dans ces conditions, et dans ces conditions seules, nous pouvons envisager l'avenir avec une entière confiance. Nos richesses, nos ressources, notre énergie nationale, nous désirons les mettre au service de notre patrie d'abord, cela va sans dire, mais au service aussi de la Société des nations, ouverte à tous et juste envers tous.

Ce serait pour nous une déception et presque un désastre que d'en être à jamais réduits à servir uniquement d'arme ou de bastion dans un sens ou dans l'autre. Nous souhaitons de tout notre cœur pouvoir organiser notre Etat comme la Suisse pour une neutralité fraternelle et pacifique. Nous devons être comme elle en Europe, du grand parti de l'ordre et de la conciliation. Si ce parti-là triomphe, le démembrement de la Russie aura été une réparation juste et nécessaire, une renaissance heureuse de nations qui méritent de vivre. Si ce parti échoue et si les chefs belliqueux veulent prolonger la guerre indéfiniment et reconstruire l'Europe uniquement pour leurs fins, nous serons entraînés malgré nous dans une politique empoisonnée que nous n'aurons pas voulue. Dieu veuille nous en préserver!

L'anniversaire de la révolution.

Un an s'est écoulé depuis que le grand tyran du Nord a été renversé du trône et que les peuples de l'Europe orientale, emprisonnés depuis des siècles dans la Bastille russe ont pu reparaître aux yeux du monde étonné, qui avait déjà oublié leur existence.

Le XIXe siècle a été appelé le siècle des nationalités, mais jamais la cause de la libération des peuples n'a remporté un plus grand triomphe que pendant la Révolution de 1917.

Aujourd'hui qu'une année si fertile en événements s'est écoulée, il se trouve beaucoup de soi-disant amis des nationalités qui éprouvent une espèce de honte d'avoir contribué à la chute du tsarisme, ou même simplement de s'en être réjouis. Cela prouve combien on était peu sincère en inscrivant la cause de la libération des peuples sur les drapeaux de guerre! L'histoire jugera chacun selon ses mérites et selon les fautes commises. En attendant il nous paraît utile de donner quelques détails encore ignorés sur cet événement de première ordre, qui est et restera probablement le plus grand résultat de la grande guerre mondiale.

Le tsar Nicolas II, que la presse française et anglaise exaspérée proclame aujourd'hui « être resté fidèle aux Alliés », était à la veille de signer une paix séparée. Raspoutine, travaillé par un habile agent allemand qui le soudoyait, parlait à la table impériale en faveur d'une paix immédiate. Il est naturel que les paroles de ce « moujik russe », « écho de la conscience populaire de Russie », comme on aimait à le considérer à la cour, aient appuyé fortement l'attitude de la tsarine elle-même, une Allemande, à laquelle on ne peut reprocher sa fidélité à la mère-patrie. Le tsar succombait visiblement aux suggestions de sa chère épouse et de la « conscience du peuple ».

Le ministre Protopopoff se chargea de la besogne louche. Son plan était bien arrêté: empêcher l'arrivée de vivres à Petrograd et à Moscou; créer des troubles parmi les ouvriers affamés; recourir à la clause secrète du traité russo-allié permettant à la Russie de faire la paix en cas de révolution; faire la paix; fusiller les émeutiers; rétablir l'ordre.

Le parti cadet fut informé à temps des machinations de Protopopoff et de la Cour. Il se mit en rapport avec l'ambassade d'Angleterre. Une contre-campagne fut entreprise. Elle se présentait dans ses grandes lignes comme suit: créer en secret à Petrograd un « comité de la Douma » qui spéculerait aussi sur les troubles, le mettre en rapports avec tous les groupements révolutionnaires du pays et tâcher de gagner l'armée à sa cause. Avant la signature de la paix séparée, le tsar devrait être forcé d'abdiquer et son frère Michel serait nommé régent. En cas d'échec, tous les membres du comité risquant d'être fusillés par Protopopoff, ils s'enfuiraient à l'ambassade d'Angleterre, qui leur offrait sa protection. C'était jouer son va-tout.

La situation se prononça en faveur de Miliukoff, Rodzianko, Kerensky, bref, du comité de la Douma, grâce aux régiments ukrainiens « Volhynski » et « Litowski », qui les premiers passèrent du côté de la Révolution et entraînèrent par leur exemple les autres régiments en garnison à Petrograd.

Le hasard ou la préméditation voulut que le tsar se trouvât alors loin de la capitale, au milieu de troupes déjà informées des progrès de la Révolution. Il dut donc céder sans presque faire de résistance. Le fait qu'il ne put communiquer avec la tsarine par téléphone contribua beaucoup à sa soumission. On dit que cette dernière entra dans une colère indescriptible lorsqu'elle apprit la faiblesse du tsar...

La révolution était accomplie; la Bastille russe démolie. C'est en vain que pendant une année des pygmées de toute sorte essayèrent de remettre la main sur les prisonniers évadés et de les faire rentrer dans les oubliettes ou tout au moins dans les limites intérieures de leur ancienne prison.

La seule chose qui pouvait sauver la Russie, une coopération libre et franche des peuples libérés n'a pas été tentée. Les Moscovites n'ont pas eu assez de sens politique pour cela et leurs conseillers eux-mêmes ont été trop peu avisés pour le leur faire faire.

Maintenant il est trop tard. Si une nouvelle fédération doit se former dans les limites du territoire occupé jadis par la Russie, ce ne sont pas les Russes qui la créeront, et ni Petrograd ni Moscou n'en seront les centres. Elle ne portera pas même le nom de Russie.

S. Podolianyn.

Dernières dépêches.

Kiev, 17 mars (B. tél. ukr.). Par suite de la démobilisation, le Secrétariat général a relevé de ses fonctions le commandant du front est, général Tcherbatcheff, ainsi que le commandant de la ville de Kiev, Kowerko. Tous deux ont été adjoints au ministère de la guerre.

La première brigade composée d'anciens prisonniers de guerre ukrainiens, a été organisée par l'Autriche à Vladimir-Volhynski. Le colonel Ivan Perlyk en a été nommé commandant, et le capitaine d'état-major autrichien Kwaternik, adjudant.

Le gouvernement ukrainien prend des mesures immédiates pour rétablir le fonctionnement normal des postes et télégraphes, à l'intérieur et avec l'étranger.

Cracovie, 15 mars (B. tél. ukr.). Le Kurier dément la nouvelle venue de Vienne selon laquelle le Conseil de régence polonais aurait accepté le plébiscite et la commission mixte au sujet de la question de Cholm.

La « Hromada » de Paris.

Paris, 11 mars.

(De notre correspondant particulier.)

Comme on le sait, parmi les soldats du corps de l'armée russe en France, se trouvent beaucoup d'Ukrainiens.

Dernièrement, grâce aux efforts de quelques patriotes, on a pu réorganiser à Paris, le cercle ukrainien qui existait dans cette ville depuis 1908. Quelques dizaines de soldats et officiers ukrainiens font maintenant partie de ce cercle. On remarque parmi eux, le général Pantchenko, le colonel Nikolaïv, le capitaine aviateur Mitarevsky, le philologue Savtchenko, le lieutenant Smarjevsky et plusieurs autres. M. Yakimtchouk a été nommé secrétaire. La société prépare une grande soirée en mémoire de l'anniversaire de Chevtchenko. Elle s'occupe aussi de la fondation d'une bibliothèque et d'une salle de lecture pour les soldats. Le professeur Savtchenko a noué des relations avec les journaux parisiens en vue de leur fournir des informations sur l'Ukraine. Les statuts de la « Hromada » seront bientôt signés par le préfet de Paris.

On attend sous peu l'arrivée de Salonique du colonel Sourin, chargé d'une mission en France. On espère avoir par lui des nouvelles récentes des éléments ukrainiens se trouvant sur le front balkanique.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Rédaction de "l'Ukraine"
23, Avenue de la Gare
LAUSANNE
Téléphone 19.65

LAUSANNE, le 26 mars 1918.

MM.

Les changements survenus dans la situation internationale de l'Ukraine et l'organisation de notre peuple en république indépendante nous obligent à transformer notre journal "l'Ukraine" depuis le No 41, soit dès le commencement de la quatrième année, en un journal hebdomadaire indépendant paraissant tous les jeudis. Désormais, notre publication ne sera plus un organe de propagande, mais un organe donnant des renseignements exacts sur les questions de notre politique intérieure et extérieure, ainsi que sur la situation économique, financière et militaire de notre pays.

Malheureusement, les frais d'édition ayant considérablement augmenté et vu la pénurie du papier, nous nous voyons obligés, à notre grand regret, de réduire notre tirage et de faire paraître notre journal sur deux pages au lieu de quatre ou huit. Par conséquent, nous informons tous ceux qui s'intéressent à notre cause qu'il ne nous sera plus possible d'offrir notre publication gratuitement. Nous osons cependant espérer que ceux qui l'ont reçue jusqu'ici voudront bien s'y abonner à l'avenir. (Le prix de l'abonnement est Fr. 10.—, et Fr. 8.— pour les anciens lecteurs.) Vous avez pu vous rendre compte de notre activité et des réformes accomplies, en lisant les numéros 41 et 42 que nous vous avons envoyés à titre de spécimens.

Espérant que vous voudrez bien comprendre notre situation générale et les difficultés sus-mentionnées, nous vous prions d'agréer, MM. avec nos remerciements anticipés, l'assurance de notre parfaite considération.

LE COMITÉ DE RÉDACTION.

P.-S. Seront considérées comme abonnées les personnes qui ne nous retourneront pas nos publications.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

Prix de l'abonnement:

Une année. Fr. 10.—
Six mois . . » 5.—
Trois mois. . . . » 2.50

Adresse télégraphique:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction
et Administration:
23, Avenue de la Gare.
Lausanne (Suisse)

Téléphone: 19.85

N° 43 Lausanne, 28 Mars 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, 27 mars 1918.

Nous n'hésitons pas à exprimer notre regret profond de l'offensive que l'état-major allemand a cru devoir déclancher sur le front occidental. Ce n'est pas en essayant de menacer Paris et en envoyant des obus de 240 sur la capitale de la France et de l'Europe intellectuelle que l'Allemagne peut faire avancer, ni la cause de la paix, ni celle de la civilisation.

Autant nous avons trouvé son intervention utile pour rétablir l'ordre à l'orient, autant nous trouvons son offensive déplacée à l'occident et nous souhaitons que la vaillance française puisse donner à certains militaristes incorrigibles une leçon pareille à celle de la Marne en 1914. Si la France pouvait trouver cette occasion de rappeler aux Centraux que leur tâche est ailleurs et profiter d'un succès de résistance pour conclure la paix, ce serait la meilleure réponse à faire aux insensés qui croient encore à « l'écrasement nécessaire ».

Nous sommes curieux de savoir si ce paragraphe sera reproduit par l'*Indépendance helvétique* qui semble étudier avec tant de soin notre journal depuis deux ou trois semaines.

* * *

Le parti des cadets vient de remettre au Consul de France à Moscou une protestation solennelle contre la paix séparée. Une réunion de patriotes russes à Paris a voté un ordre du jour semblable le 18 mars dernier. A Lausanne, le même jour, la « Ligue pour la libération de la Russie », qui vient de se fonder dans cette ville, a rédigé une protestation dont nous n'aurions pas à nous occuper si elle ne contenait au paragraphe 3 la phrase suivante : « Cette paix déshonorante dépouille la Russie de ses provinces les plus fertiles et les plus industrielles. »

Il ne peut s'agir évidemment que de l'Ukraine et nous ne pouvons laisser passer une prétention pareille sans rappeler à ces Messieurs qu'il n'est plus question de nous considérer comme une « province ». Nous sommes les premiers à plaindre nos frères de la Grande Russie de n'avoir pas eu l'énergie de se gouverner eux-mêmes au lieu d'osciller entre la tyrannie d'un tsar ou celle des Bolcheviki, mais lorsqu'on a tant à faire pour mettre ses propres affaires en ordre, il est tout de même un peu ridicule de vouloir encore prétendre à dominer les voisins.

Nous souhaitons le rétablissement prochain d'une démocratie solide et tranquille en Moscovie et nous ne manquerons pas d'entrer avec elle en bons rapports de voisinage, mais la première condition de cette harmonie nécessaire, c'est le respect des droits de chacun et, si l'on veut pouvoir compter un jour sur notre appui à Moscou, il faudrait commencer par éviter toute occasion de froisser l'Ukraine dans ses sentiments légitimes et naturels d'indépendance.

* * *

Un de nos délégués à la conférence de Brest vient de soulever l'indignation de la presse hongroise par une interview qu'il a donnée aux journaux viennois et dans laquelle il a fait allusion à l'intérêt que nous portons tous aux Ukrainiens du versant occidental des Carpathes. On a vu dans ses paroles une sorte de violation du traité de paix.

C'est aller bien loin et nous ne pouvons pas accepter qu'on tire une conséquence aussi rigoureuse d'un propos d'ailleurs inconsidéré. D'autre part, nous regrettons franchement que M. Ostapenko, lié par sa mission diplomatique, ait cru devoir s'écarter de la réserve et de la prudence que lui imposaient ses fonctions officielles. Il est tout naturel que les Ukrainiens s'intéressent au sort de leurs compatriotes sous toutes les dominations, quelles qu'elles soient, mais nos jeunes diplomates devront apprendre à sérier les questions et à ne pas vouloir tout faire à la fois.

Actuellement, nous faisons avec l'Autriche-Hongrie la paix, et non la guerre. Nous souhaitons que les droits des minorités nationales soient partout développés et mieux garantis à l'avenir, mais ce n'est pas à notre république de venir s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Autriche-Hongrie, si nous tenons à ce que celle-ci ne se mêle pas des nôtres. Il y a là certains principes qui doivent être strictement respectés des deux côtés.

* * *

Nous avons préféré les déclarations nettes et courtoises de M. Syrotenko, délégué par notre ministère de la guerre pour organiser les troupes de la République parmi les prisonniers de guerre ukrainiens qui se trouvaient en Autriche-Hongrie. Dans son interview au *Dilo*, M. Syrotenko déclare que la Rada est acquise à l'idée d'un plébiscite dans les pays de Cholm et de Podlachie. Nous espérons que cette nouvelle sera bien accueillie du côté polonais, où les partis démocratiques avaient précisément réclamé cette consultation populaire. Nous répétons encore que l'Ukraine ne veut pas annexer un seul Polonais contre son gré, mais en revanche qu'elle ne veut pas abandonner un seul pouce de territoire ukrainien contre la volonté des habitants. C'est là une base assez ferme pour qu'on puisse y trouver la solution des difficultés qui paraissent les plus insurmontables.

* * *

Dans la même interview il est question de la Bessarabie, dont la Rada entend disposer de concert avec la population, composée de Roumains, de Juifs, d'Ukrainiens, et d'une colonie suisse assez importante. Nous entendons traiter directement avec la Roumanie en évitant le plus possible l'intervention des tiers dans ce problème, car il constitue l'un des principaux facteurs de la bonne entente qui doit s'établir entre la république et l'Etat roumain.

Nous souhaitons que la solution qui interviendra soit à la fois le triomphe du droit des peuples et de l'idée fédérative que nous désirons voir appliquer tout autour de la mer Noire.

* * *

Il y a longtemps que nous n'avions plus reçu de nouvelles du Caucase. Aussi avons-nous été particulièrement heureux d'apprendre qu'un gouvernement provisoire et une représentation nationale y fonctionnent et viennent de proclamer la république et l'indépendance. Des pourparlers avaient été engagés avec la Turquie en vue d'une paix séparée ; ils viennent d'être rompus à la suite de l'occupation du port de Batoum par la flotte ottomane.

* * *

La Turquie semble assez décidée à laisser aux mains des Anglais l'Arabie et la Palestine et à diriger tous ses efforts vers le Turkestan, où la pousse la politique pantouranienne qui devient populaire à Constantinople et dans certains milieux de Berlin. Nous comprenons fort bien les motifs qui peuvent engager la Turquie à s'intéresser désormais au sort des populations musulmanes qui lui sont apparentées de race, mais nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire pour elle d'écraser en passant les droits des nationalités du Caucase, qui sont assez énergiques pour lui opposer une résistance opiniâtre. Il nous semblerait beaucoup plus sage et plus clairvoyant d'adopter à leur égard une franche politique d'entente et de garantie sincère.

Nous comptons sur les éléments raisonnables parmi les Turcs pour éviter toute occasion de nouvelles luttes autour de la mer Noire. Il ne faut plus que les Circassiens, les Géorgiens, les Arméniens servent d'instruments à une puissance contre une autre et en soient réduits à payer de leur sang les intrigues auxquelles on les a sacrifiés jusqu'à présent. Nous pensons que la Turquie trouverait bien plutôt son intérêt en facilitant l'autonomie et la tranquillité des peuples du Caucase et en se joignant à nous pour appuyer là-bas un régime favorable à la fédération pacifique et aux communications de la mer Noire à la mer Caspienne, dont nous avons tous un égal besoin. L'Ukraine est entièrement disposée à s'entendre avec la Turquie à condition qu'on respecte intégralement de tous les côtés les droits des populations.

* * *

Le *Temps* du 15 mars publie un intéressant article à propos de l'entrée des Allemands à Odessa. Nous sommes heureux de constater qu'il y a pourtant des Français décidés à étudier les grandes questions de l'Europe orientale au lieu de se croiser les bras avec indignation pendant qu'on laisse les autres organiser tout à leur idée.

Ce qui est surprenant par contre, c'est l'étonnement d'une certaine presse devant cet événement. On semble oublier qu'Odessa étant le grand port de l'Ukraine, il était tout naturel que nous appelions les troupes allemandes à notre aide pour rétablir l'ordre là-bas aussi bien que dans notre capitale de Kiev où les Bolchevik se sont conduits en vandales. Il s'agit pour nous de reconstituer partout la vie normale et de permettre à notre Etat d'organiser son trafic et son administration pour satisfaire au vœu général des habitants, qui ne demandent qu'à travailler en paix.

* * *

La Rada centrale vient d'adopter pour tout le territoire de la république le calendrier occidental et l'heure centrale. Elle a ratifié également la décision du ministère d'employer désormais pour tous les documents officiels les antiques armoiries de l'Ukraine, qui rappelleront au monde que notre histoire nationale remonte au delà de l'ère chrétienne et que notre Etat, déjà connu au temps des Scythes, est un des plus anciens de l'Europe.

Nous sommes heureux de ces décisions, mais nous espérons toutefois que notre gouvernement n'abuse pas du souci des détails et qu'il n'oublie pas les tâches plus graves qui s'impo ent aujourd'hui à sa pensée et à son activité.

Placée au centre et à la tête de cette Europe nouvelle qui s'organise autour de la mer Noire, l'Ukraine doit s'engager avec énergie dans une grande politique à la fois nationale et internationale, qui aura pour elle cette supériorité rare qu'elle sera dirigée tout entière vers la paix contre la guerre et vers la construction contre la destruction.

Chronique économique et financière.

Les forces monarchistes qui complotent à l'étranger pour la restauration du tsarisme en Russie essaient d'ameuter les financiers contre l'Ukraine en brandissant l'argument de la dette. Or un rétablissement du tsar amènerait inévitablement une nouvelle série de révolutions et un nouveau régime bolchévique à brève échéance. L'argument se retourne donc dans l'autre sens.

Les Lénine et les Trotzky ont répudié la dette publique de leur pays. Les Russes honnêtes se sont cachés on ne sait où et aucune protestation ne s'est élevée de leur côté contre cet acte absurde. Pendant ce temps, l'or a été gaspillé par les bandes de la Garde rouge et par les criminels de toute espèce. La Russie a glissé vers le désastre.

La question du nouvel emprunt va bientôt survenir. Qui donnera maintenant de l'argent aux Russes? Et si quelqu'un leur en donne à quelles conditions le fera-t-il? Une commission de dettes paraît inévitable à moins que les Allemands ne se chargent d'être les exécuteurs de la dette et ne se placent entre la Russie et ses créanciers pour faire une bonne affaire des deux côtés en contentant les uns pour mieux pouvoir pressurer l'autre.

Quelle que soit la solution adoptée, l'Ukraine préfère en tous cas rester en dehors de ces combinaisons. Elle aimera mieux payer peu à peu sa part de la dette publique de l'ancien empire, soit environ 30 % et continuer librement sa politique de modération. Les financiers de l'occident sont trop intelligents pour ne pas comprendre qu'elle représente la sécurité en face du désordre et ceux qui ont eu l'imprudence de mettre leur confiance dans les complots tsaristes s'apercevront à temps, nous l'espérons, qu'ils ont pris la proie pour l'ombre et qu'ils se sont trompés d'adresse.

Situation militaire.

Si la république ukrainienne s'est trouvée tout à coup presque sans défense devant l'invasion bolchévique, c'est qu'elle était en pleine période d'organisation gouvernementale et se trouvait submergée par les millions de soldats russes de l'ancien front qui se joignirent spontanément aux contingents maximalistes. Il ne lui restait pour se défendre que deux ou trois divisions de Cosaques zaporogues, commandées par l'ancien ministre de la Guerre Petljura, et une brigade de tirailleurs composée d'anciens prisonniers de guerre de Galicie. Ces quelques troupes opposèrent une résistance héroïque aux attaques de la Garde rouge moscovite commandée par l'ancien gendarme Mouravieff et envoyée contre l'Ukraine par Trotzky et Krylenko. Cette nouvelle armée russe contenait au premier plan des bandes de criminels échappés des prisons et des volontaires de l'ancienne Ochrana, qui était chargée d'organiser jadis les massacres et les pogroms au temps du tsar.

Comment se fait-il que les maximalistes aient encore entraîné dans leurs rangs toute une quantité d'anciens prisonniers allemands et autrichiens grassement payés et entretenus? Il faudra tirer au clair cette question qui n'est pas d'un minime intérêt.

Ce qu'il faudra savoir aussi, c'est sur quel ordre et sous quelle influence les Bolcheviki, après avoir rassemblé toutes leurs forces contre l'armée réactionnaire de Kaledin et de Korniloff, concentrée sur le Don, se sont détournés tout à coup de leur but pour envahir soudainement la république ukrainienne avec laquelle ils venaient de conclure un armistice. Il faudra qu'on connaisse un jour les raisons et les responsabilités de cette attaque soudaine.

* * *

Laissant de côté l'armée polonaise du général Dowbor-Musnicki et les éléments contre-révolutionnaires qui la complétaient, la garde-rouge partit de Bakmatch pour faire la guerre à l'Ukraine. Nos troupes étaient trop peu nombreuses pour pouvoir arrêter l'invasion.

Il fallut évacuer la capitale de Kiev le 8 février. Le gouvernement et la Rada se transportèrent à Jitomir.

Les atrocités des Bolcheviki sur la population désarmée et sur les prisonniers atteignirent un degré incroyable de sauvagerie et de férocité. Les massacres et les mutilations se prolongèrent pendant trois semaines. Le métropolite et quelques membres de la Rada, courageusement res-

tés à Kiev, furent assassinés. On est sans nouvelles de M. Vinnitchenko.

Devant de pareilles scènes de cruauté et de pillage, et devant la menace de voir se déchaîner cette barbarie jusqu'aux Carpathes, le gouvernement se vit dans l'obligation de faire appel aux Empires centraux par radiotélégramme et par ses délégués à Brest. L'état-major allemand donna sur-le-champ l'ordre aux armées du général Lisingen de passer la frontière et d'entrer en contact avec les armées ukrainiennes pour chasser l'envahisseur.

* * *

La marche des troupes allemandes fut d'une rapidité foudroyante. Parties de Kovel le 18 février, elles font leur entrée à Lutsk le jour suivant et le surlendemain elles atteignent la forteresse de Rovno, où elles font de 9000 prisonniers et s'emparent d'un riche matériel de guerre et de transport. Le 21 elles arrivent à Zdolbounovo, le 22 à Novgorod en Volhynie, où elles entrent en contact avec nos troupes, le 23 à Doubno, le 25 au croisement de chemin de fer de Chepetovka, d'où une partie de l'armée se dirige sur Odessa par la ligne Podvolotchisk-Tiraspol et occupe dès le 1er mars la station de Schmerinka. Pendant ce temps le reste continuait sa marche sur Berditcheff et faisait son entrée à Kasatin le 27 février.

* * *

Le 2 mars, le général Knerzer remonte au nord et nettoie la voie ferrée qui mène à Kiev. En même temps les Allemands commencent les opérations militaires par Brest, Pinsk, Luninetz et Gomel et débarrassent le pays des bandes terroristes sur une longueur de 300 kilomètres jusqu'à la ligne du Dnieper. Ils occupent le port de Mozyr sur le Pripet et s'emparent de toute la flotille de guerre fluviale (6 bateaux blindés, 35 bateaux moteurs et 6 hôpitaux flottants). Continuant sur Gomel et Mohilev, les troupes allemandes font leur entrée à Tchernigov le 14 mars.

Les troupes de la république accompagnées d'un détachement saxon étaient rentrées solennellement à Kiev le 1er mars avec la Rada.

* * *

L'Autriche fut un peu moins pressée de répondre à l'appel du gouvernement ukrainien. C'est le 28 février seulement que les troupes du général Böhm-Ermoli rejoignaient l'armée germano-ukrainienne et le 2 mars qu'elles remportaient une victoire sur le Prouth.

Le butin fait par les armées austro-allemandes (et mis à la disposition du gouvernement ukrainien) seulement dans les quinze premiers jours d'hostilités se compose de 4523 canons, 6280 mitrailleuses, 12000 voitures, 10000 wagons, 850 locomotives, 200 cuisines roulantes, 150000 fusils. Le chiffre des prisonniers s'élève à 90846 soldats et 7482 officiers.

* * *

Après la libération de Kiev l'armée ukrainienne se réorganise et se renforce avec les élements fournis par les nombreux contingents de prisonniers revenus des Empires centraux. Cette tâche est confiée au général Joukowsky, ministre de la Guerre, et à l'ancien ministre Petljura qui s'est assuré la collaboration d'une mission militaire allemande. Le traité avec la Roumanie et le consentement du gouvernement ukrainien permettent au général Mackensen d'avancer rapidement vers la mer Noire par le chemin de fer de Galatz à Bendery et d'arriver à Odessa le 13 mars. Les troupes autrichiennes y arrivent ensuite en passant par Schmerinka.

Une grande partie de la flotte de guerre de la mer Noire est ancrée dans le port sous le pavillon de l'Ukraine, tandis que les navires marchands sont partis pour Sébastopol, où les Bolchévik avaient établi leur quartier général.

Pour juger de la rapidité de cette marche vers la mer Noire, il suffit de compter la distance de 500 kilomètres que les troupes austro-allemandes ont franchie en douze jours. A l'heure actuelle les armées germano-ukrainiennes ont occupé Tiraspol en Bessarabie et Cherson à l'embouchure du Dnieper. D'autre part, elles ont atteint à l'est la station de Vorojba, qui leur ouvre les portes de Charkov, et vont encercler par un mouvement tournant les derniers débris des bandes maximalistes qui infestaient le pays.

Décisions du Conseil des Ministres.

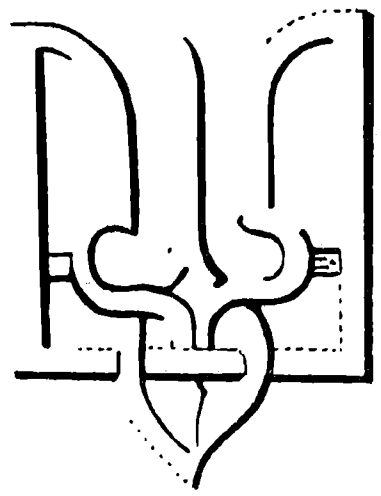
Cholm et Podlachie.

Le *Dilo* du 14 mars annonce que le Conseil des ministres de la République a nommé, dans sa séance du 1er mars, M. Alexandre Skoropys de Ioltoukhowsky, commissaire pour le pays de Cholm et de Podlachie, avec siège central à Brest-Litowsk.

La décision du ministre nous paraît très heureuse car M. de Ioltoukhowsky est partisan d'une politique nette et ferme dans la question des relations ukraino-polonaises. Au moment où des intrigues sont en cours pour faire passer le territoire en question pour un pays polonais, grâce à l'évacuation forcée de la population ukrainienne, il est juste que ce soit un Podolien qui ait été nommé à ce poste, car il connaît certainement à fond la politique polonaise.

Nous avons été, jusqu'à présent, les adversaires politiques de M. Ioltoukhowsky à cause de ses attaches avec la fameuse « Bund zur Befreiung der Ukraine » bien qu'il faille reconnaître que c'est à son instigation que cette ligue est entrée dans la voie du travail positif. Du moment que le nouveau commissaire a quitté une organisation aussi tendancieuse, — et nous ne doutons qu'il l'aura fait avant d'accepter un poste officiel, — nous sommes prêts à considérer cette question comme liquidée et nous formons nos meilleurs vœux pour la réussite de M. Ioltoukhowsky dans sa nouvelle activité.

Armoiries de l'Ukraine.



Dans sa séance du 25 février, la Rada a approuvé la proposition du Conseil des ministres d'adopter comme armoiries de la République ukrainienne celles qui étaient en usage du temps des monarques de Kiev et jusqu'au quatorzième siècle. Ces armoiries sont restées dans la tradition nationale comme l'emblème politique de notre pays. Un mois auparavant, elles avaient déjà été adoptées pour le drapeau de la flotte de la mer Noire. On les a employées aussi sur les billets de banque de 100 karbowanetz.

Désormais ces armoiries seront employées sur toutes es pièces d'argent, sur les timbres-poste et pour tous es cachets et sceaux officiels.

Calendrier occidental.

Dans sa séance du 12 février la Rada a adopté la proposition du Ministère de remplacer le vieux style employé jusqu'ici en Ukraine par le nouveau calendrier qui est en usage dans tous les pays d'occident. Ainsi le mois de février s'est terminé le 16 à Kiev et le mois de mars a commencé là-bas le même jour qu'ici. L'ordre a été donné à toutes les institutions officielles et compagnies privées de se conformer désormais à cette décision.

Nouvelles diverses.

Suivant *l'Ikdam* du 1er mars, les Ukrainiens établis à Constantinople ont organisé un comité de secours pour les Ukrainiens se trouvant en Turquie. En premier lieu, le comité viendra en aide aux anciens prisonniers de guerre de Russie de nationalité ukrainienne et aux nécessiteux de nationalité anciennement russe qui manifesteront le désir de se faire naturaliser Ukrainiens.

Le comité a aussi organisé un bureau de renseignements qui donnera des informations sur les événements politiques et économiques de l'Ukraine.

* * *

Un comité de secours aux prisonniers ukrainiens de Galicie du front italien s'organise en Italie, sous les auspices de la célèbre cantatrice ukrainienne Mme Solomeïa Krouchelnitska et du secrétaire de M. Sonnino, M. Scarpa, ainsi qu'avec le concours du Comte Michel Tieszkiewicz.

* * *

Vienne, 19 mars. M. Nicolas de Wassilko, président du Club des députés ukrainiens à la Diète de Bukowine, chef du parti national-démocrate de cette province et ancien vice-président du Club parlementaire ukrainien à Vienne, vient d'arriver à Kiev, en compagnie de M. Zalozietzky, professeur à l'Ecole polytechnique de Léopol et ancien vice-consul britannique en cette ville. Ils sont accompagnés d'un secrétaire.

La Hongrie et l'Ukraine.

L'opinion publique hongroise s'intéresse de plus en plus à la renaissance de la république ukrainienne. Le *Pesti Naplo* a envoyé là-bas M. Làszlo Lakatos, un romancier très apprécié, qui vient de publier ses impressions sous une forme très vive et colorée.

Il s'est arrêté d'abord à Lemberg où Mgr Szeptycki lui a fait sa confession de foi nationale : « Tout le peuple, toute l'Eglise sont démocratiques. Il n'y a pas de prêtre, il n'y a pas d'Ukrainien, de n'importe quelle classe qui ne soit démocrate. C'est précisément pourquoi notre peuple a eu tant à souffrir en Russie sous le régime tsariste. »

Le littérateur hongrois fait un brillant récit du grand cortège ukrainien à Lemberg avec ses dix mille hommes défilant pendant une heure et demie dans les rues de la ville, toute pavoisée aux couleurs bleu et jaune. Il décrit ensuite une petite ville ukrainienne. C'est Novo-Selitza. « La rue principale est juive, dit-il, mais ce qui est ukrainien et ce qui caractérise bien le nouvel Etat, c'est précisément cette autonomie israélite, car c'est ainsi dans toute l'Ukraine, où la Rada a nommé des Ministres spéciaux (un Juif, un Polonais et un Moscovite) pour la protection des minorités nationales. »

ADAM LOVAG.

En Podolie.

Un correspondant spécial du *Dilo* visite aujourd'hui les différentes régions de la République ukrainienne. Dans son récit du 12 Mars, il raconte ses impressions en Podolie. La Rada centrale a nommé l'avocat Stepoura gouverneur général. La nouvelle administration s'organise rapidement ainsi que la milice nationale.

Un journal ukrainien *Ridni Kraï* (Le pays natal) paraît à Kamenietz Podolski et les écoles ukrainiennes se développent de jour en jour. Malgré les réquisitions faites par l'armée russe, les ressources alimentaires sont encore assez considérables, mais les nombreux Juifs de Galicie qui sont arrivés avec les troupes austro hongroises ont réussi à faire hausser énormément le prix des denrées.

Le traité secret.

Vienne, 15 mars.

(De notre correspondant particulier.)

L'article du « Matin » sur le traité secret, soidisant conclu entre les puissances centrales et l'Ukraine et reproduit par la presse austro-hongroise d'après l'« Ukraine », a éveillé un vif intérêt dans les milieux austro-hongrois.

Le professeur Ostapenko, qui a fait partie de la délégation ukrainienne à Brest-Litovsk en qualité de conseiller pour les questions économiques et qui est actuellement à Vienne, a déclaré qu'il n'existait pas de traité secret entre l'Ukraine et la monarchie. Les « accords » en particulier cités par le « Matin », ne correspondent pas à la vérité, les Ukrainiens n'ayant fait aucun arrangement concernant leurs compatriotes de Hongrie. Ils veulent au contraire tenter d'améliorer leur situation culturelle et économique.

Les Ukrainiens ne se désintéressent pas de la Bessarabie, tout d'abord parce qu'un grand nombre de leurs compatriotes y habitent, et aussi pour des raisons d'ordre économique, politique et commercial.

Ils n'ont pas consenti à l'annexion du district de Chotin par la monarchie, parce que ce territoire est purement ukrainien.

Enfin les Ukrainiens souhaitent ardemment la création d'une province ukrainienne autonome en Autriche-Hongrie, mais ils ne pourront contribuer à sa réalisation, cette question étant d'ordre purement intérieur [1].

Les déclarations du professeur Ostapenko au sujet des Ukrainiens de Hongrie ont causé une véritable tempête d'indignation dans la presse hongroise. Celle-ci, dans son ensemble considère les paroles de M. Ostapenko comme une atteinte portée au traité de paix conclu entre les empires centraux et l'Ukraine. D'après le traité, les Ukrainiens n'ont pas le droit de se mêler des affaires des nationalités habitant la monarchie.

[1] *Note de la Rédaction.* L'article auquel notre correspondant fait allusion a paru dans le no 40 de notre journal et contenait les assertions suivantes :

1. L'Ukraine se désintéresse complètement de la Bessarabie; 2. l'Ukraine renonce solennellement à toute revendication sur les régions du territoire hongrois peuplées par les Ukrainiens ; 3. l'Ukraine cède à l'Autriche-Hongrie, aux environs de Chotin, une bande de territoire d'une superficie de 300 kilomètres carrés ; 4. l'Autriche-Hongrie s'engage à délimiter la province de Galicie en séparant complètement la Galicie orientale de la région de Cracovie.

Interview de M. Syrotenko.

Le *Dilo* du 16 mars publie un interview de son correspondant de Vladimir-Volhynsky avec le capitaine Grytz Syrotenko, membre de la Rada centrale. Nous en extrayons les passages suivants :

Lorsque la Rada s'est adressée aux Empires centraux, leur demandant une aide militaire, le gouvernement allemand s'est déclaré immédiatement prêt à la lui fournir. Le gouvernement autrichien, par contre, a répondu qu'il y réfléchirait.

A la question posée par le correspondant du *Dilo* de savoir à qui appartiendrait l'énorme butin remporté par les armées austro-allemandes en Ukraine, M. Syrotenko a répondu que suivant l'accord conclu, ce butin constituerait la propriété de la République ukrainienne. Les Allemands ne pourront exporter que le blé et autres denrées alimentaires, et cela sous le contrôle des autorités ukrainiennes. Les troupes allemandes devront quitter le territoire de la République dès que le gouvernement ukrainien le leur demandera. Quant aux frontières occidentales, elles resteront telles qu'elles ont été fixées par le traité de Brest. Du côté de la Moscovie les frontières suivront les limites ethnographiques. « Nous n'avons pas besoin de ce qui ne nous appartient pas, mais nous ne céderons pas un pouce du terrain qui nous revient de droit. » Toutes les régions minières du Donetz appartiennent à l'Ukraine. Il n'est pas question pour Odessa de rester en dehors des frontières de la République. Nous sommes partisans d'un plébiscite en Bessarabie et dans le pays de Cholm.

Il est vrai que l'Ukraine a énormément souffert. Entres autres, il n'y a pas un seul wagon de chemin de fer qui soit resté intact. Les vitres, les portes et les bancs ont été démolis par les bolcheviks pour que les « bourgeois » ne puissent plus voyager. Toutes les banques, caisses d'épargne, etc., de Kiev et des autres villes, ont été pillées. On espère cependant pouvoir intercepter les valeurs, la retraite des troupes bolchevikis étant coupée par les troupes ukrainiennes qui occupent Bakhmatch.

Il est vrai aussi qu'un grand nombre de citoyens de Kiev ont été fusillés, entre autres le métropolite Vladimir (et non l'archevêque Alexis, comme l'ont prétendu certains journaux), ainsi que le ministre des postes et télégraphes, Zaroudny. On est sans nouvelles jusqu'ici de M. Vinnitchenko.

Le commandant Mouravieff qui conduisait les troupes bolcheviks à l'assaut de Kiev est un ancien membre de l'Ochrana russe, ce qui prouve bien la collaboration de celle-ci à l'anarchie bolcheviste.

Prix des annonces.

*Deuxième page de l'*Ukraine.

En français ou en ukrainien.

La ligne ou son espace (corps 7) fr. 1.25

1/32 page, pour une fois.	Fr.	25 —
1/16 » »	»	50 —
1/8 » »	»	100 —
1/4 » »	»	180 —
1/2 » »	»	300 —
1 » »	»	500 —

Pour plusieurs fois, arrangement spécial.

S'adresser à l'Administration du journal, 23, Avenue de la Gare, Lausanne.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Фабрика годинників

„Ля Рошет“ братів ЗЕЛИГЗОН

La Chaux-de-Fonds (Швайцария)

Годинники кишенькові на браслетках. Надзвичайної якісти і точности. Всіляки гатунки.

Висилає до всіх країв.

Представник на Україні: Добр. С. Вайнцієр. Харьків, Катеринославська, 36.

„ГЕЛЕГА“ Гельд і Т-во

Фабрика годинників

Шо-де-Фон у Швайцарії

СПЕЦІЯЛЬНІСТЬ: Найріжноманітніші браслєткові годинники, золоті, срібні, металеві і нікельові всіляких гатунків.

Адреса: Fabrique d'Horlogerie „Helega“ Held et Co. La Chaux-de-Fond.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

Prix des annonces.
Deuxième page de l'Ukraine.
En français ou en ukrainien.
La ligne ou son espace (corps 7) fr. 1.25
1/32 page, pour une fois . . Fr. 25 —
1/16 » » . » 50 —
1/8 » » . » 100 —
1/4 » » . » 180 —
1/2 » » . » 300 —
1 » » . » 500 —
Pour plusieurs fois, arrangement spécial.

L'Ukraine

Rédaction et Administration :
23, Avenue de la Gare,
Lausanne (Suisse)
Prix de l'abonnement :
Une année. . . . Fr. 10.—
Six mois . . . . » 5.—
Téléphone: 19-85

N° 44 Lausanne, 4 Avril 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 1er avril 1918.

Dans la « Vossische Zeitung » M. Georges Bernhardt assure les Allemands qu'ils se font des illusions sur les sentiments des Ukrainiens et que ceux-ci sont bien décidés à former une république fédérative avec les Russes dès que le régime bolchévique sera renversé. C'est là une opinion qui paraît assez répandue dans la presse étrangère et, chose curieuse, dans la presse allemande en particulier. Il ne faut pas oublier qu'on trouve à Berlin tout un groupe de vétérans de la russophilie à commencer par le professeur Hoetzsch qui n'a cessé de gémir sur le triste sort de l'empire des tsars pendant la plus grande partie de la guerre.

Mettons une bonne fois les points sur les i : L'Ukraine est-elle vraiment sincère dans son désir de former un Etat indépendant ou sa politique n'est-elle qu'un jeu momentané pour se donner plus d'importance vis-à-vis de la Russie future ? La réponse est simple. Après les fautes commises au cours de ces derniers mois, il est presque impossible à l'Ukraine de se réunir à un pays aussi déconsidéré. Quel avantage pourrions-nous avoir à rechercher un héritage aussi lourd au point de vue moral et politique ?

L'Europe a tout intérêt à ce que notre pays se tienne à l'écart des bouleversements qui vont probablement se succéder encore en Moscovie.

L'Empire allemand devrait comprendre que rien ne nous poussera vers nos voisins du Nord sinon lui-même, au cas où il voudrait s'établir en maître chez nous au lieu de s'y conduire en ami. Il faut espérer qu'il n'essaiera pas de profiter de sa position momentanément avantageuse pour faire une aussi mauvaise politique.

* * *

Nous sommes heureux de voir que les Allemands eux-mêmes rappellent à leur pays cette histoire du petit garçon qui est mort d'indigestion pour avoir voulu manger trop de choses à la fois. En politique cette maladie-là peut couver longtemps, mais elle ne pardonne pas.

Voyez l'empire des tsars : il a mis deux siècles pour en mourir, mais il en est mort tout de même et toutes les nationalités qu'il avait avalées sont sorties comme Jonas du ventre de la baleine pendant que la pauvre bête essayait de se mordre la queue. C'est une histoire qui devrait à coup sûr engager l'Allemagne à la réflexion.

* * *

On se demande souvent dans la presse étrangère où s'est réfugié le patriotisme russe et comment il se fait que les Polonais, les Lithuaniens, les Ukrainiens et les Finlandais fassent tout pour leur patrie, tandis que les Moscovites semblent avoir perdu plus ou moins cet instinct.

Nous ne croyons pas qu'il soit perdu tout à fait, mais la différence est assez facile à expliquer : c'est la souffrance et l'oppression qui développent le sentiment national. Les Russes étaient bien opprimés et humiliés par le gouvernement tsariste, mais ils l'étaient comme sujets politiques et non pas comme Russes. Au contraire, ils avaient les oreilles rebattues de toutes les phrases et des discours sur la grandeur de la Russie et sa puissance dans le monde. On comprend qu'ils aient pu s'en dégoûter.

Quant à nous, c'était comme Ukrainiens qu'on nous persécutait, c'était à nos droits nationaux qu'on en voulait, c'était notre langue et notre histoire qu'on voulait détruire. Toute la différence est là.

* * *

A la Chambre autrichienne, le député ukrainien Levitzky a interpelé le président du Conseil au sujet de la conduite des troupes austro-hongroises envoyées au secours de la république. Il s'est plaint des pillages commis par l'armée tout le long de la route de Jitomir à Kiev et de la réquisition du blé, payé en bons comme en pays ennemis. Il a protesté contre certaines déportations forcées et contre le vol des réserves d'or qui restaient dans les banques. Il a accusé certains régiments de s'être déshonorés par leur violence à l'égard des femmes et des populations des villages.

Nous ne connaissons pas encore la réponse du gouvernement autrichien, mais nous ne désirons pas l'attendre pour exprimer l'indignation qui ne manquera pas de remplir tous les cœurs ukrainiens si les faits avancés par M. Levitzky sont reconnus exacts. L'Autriche a hésité à envoyer des secours à la République. Elle aurait dû hésiter bien plus encore avant d'y envoyer des bataillons dont elle n'était pas sûre. Nous avions blâmé l'autre jour un de nos diplomates d'avoir imprudemment éveillé les susceptibilités hongroises ; mais s'il est vrai que des troupes magyares aient pu se conduire de cette façon, ce n'est pas la prudence diplomatique la plus courtoise qui pourra rien faire pour réparer le mal causé par des excès pareils. Nous souhaitons qu'une enquête rapide et sûre nous fasse bientôt connaître la vérité complète et nous espérons que les châtiments exemplaires seront infligés aux officiers responsables.

Si les informations de M. Levitzky sont justes, il n'y a rien d'étonnant à ce que certains éléments du peuple ukrainien adoptent une attitude hostile aux troupes austro-allemandes et favorisent la nouvelle offensive de leurs ennemis. L'heure est trop grave pour qu'on puisse autoriser personne à plaisanter avec l'ordre et les vies humaines, surtout quand il s'agit de purger le pays de toute espèce d'anarchie.

*

Le gouvernement belge vient de rappeler à la Russie son engagement solennel de défendre l'indépendance et la neutralité de la Belgique. Il fait appel à l'honneur et à la loyauté du peuple russe et se réserve de lui réclamer « l'exécution des obligations que leur caractère permanent soustrait aux changements du régime intérieur de l'Etat. »

D'autre part, les gouvernements de l'Entente occidentale viennent de protester contre l'annulation de la dette russe.

Sur un point comme sur l'autre, il est juste de faire observer que les engagements ont été pris sans tenir aucun compte de l'Ukraine et sans se préoccuper de savoir quel était son sentiment. Toutefois, c'est l'intérêt de notre République de mériter immédiatement la confiance morale et financière de l'Europe, et c'est pourquoi la Rada s'efforce de faire une politique plus digne et plus honorable que celle des Maximalistes russes.

Nous avons déjà fait prévoir que l'Ukraine paierait sa part de la dette russe. En ce qui concerne la Belgique, nous serions heureux de voir notre diplomatie inscrire cette question dans son programme et prendre position dans les congrès futurs en faveur d'une restauration complète avec indépendance et neutralité, garanties d'une manière plus sérieuse que précédemment. Les uns et les autres y gagneront et nous aurons lieu de nous féliciter d'avoir donné notre appui à une petite nation amie, bien connue chez nous avant la guerre par ses placements financiers et depuis lors par son attitude héroïque et loyale.

Chronique économique et financière.

Un correspondant de Zurich nous écrit au sujet des relations commerciales qui pourraient être établies entre l'Ukraine et la Suisse. Nous dirons volontiers deux mots de cette question, qui nous préoccupe autant que nos hôtes.

La première chose à considérer est l'exportation des produits naturels du sol qui peuvent servir à l'alimentation. Il est probable que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie revendiqueront pour elles seules la totalité des marchandises disponibles. Notre correspondant croit savoir que quinze maisons de commerce allemandes ont été autorisées à faire des achats de blé et ont envoyé chacune un représentant en Ukraine.

Toutefois la Rada semble assez décidée à conserver sa liberté dans ce domaine et à faire aussi une part aux neutres avec lesquels elle souhaite entrer le plus tôt possible en relations. Le Département économique de la Confédération suisse s'efforce actuellement de se renseigner sur les possibilités de trafic avec l'Ukraine, mais l'état de guerre l'oblige évidemment à subordonner ses désirs à la nécessité absolue de s'entendre avec les puissances centrales qui ne laisseront évidemment pas traverser leur sol à des wagons suisses sans imposer certaines conditions, de même que les pays de l'Entente le font pour les marchandises qui arrivent d'outre-mer. C'est ce qu'un journaliste suisse appelle sévèrement « le pain de la servitude ». Nous sommes les premiers à souhaiter que les circonstances nous permettent bientôt de traiter directement avec la Suisse en la ravitaillant sans avoir de compte à rendre à personne.

Les denrées qui manquent à la Suisse et que nous pourrions lui fournir sont les suivantes : d'abord les céréales (froment, orge, avoine, maïs, seigle), ensuite les lentilles, les pois, la graine de moutarde, les haricots, les pommes de terre, la semoule, les œufs, les pâtes alimentaires, les courges en conserve, les épices, le poivre, le paprika, le sucre, le miel, le beurre, l'huile d'arachide, les vins de table légers (comme ceux de la Crimée, du Caucase ou de la Bessarabie), le caviar, le poisson (harengs et saumons), la vodka, le cuir et le savon.

En échange, l'exportation suisse en Ukraine consisterait surtout en machines de toute espèce et particulièrement celles qui sont destinées au travail sur bois, et à la fabrication des chaussures. Notre pays aurait encore besoin d'importer des vis, des machines à coudre, des rasoirs, des aiguilles, des épingles à cheveux et des montres. L'exportation suisse en Ukraine sera naturellement restreinte et soumise en grande partie aux décisions de la S. S. S. qui lui imposera son contrôle.

Les frontières de l'Ukraine.

et la question du Caucase.

Des pourparlers de paix ont lieu à l'heure actuelle à Kiev entre la Rada et les délégués de la Moscovie. Ces pourparlers porteront sur de nombreuses questions relatives aux rapports futurs entre les deux Etats, entre autres la délimitation des frontières ukraino-moscovites. Le traité de Brest nous a donné nos frontières occidentales, celles avec l'Autriche (qui correspondent à l'ancienne frontière russo-autrichienne) celles avec la Pologne et en partie avec le peuple de la Ruthénie Blanche. La question des frontières ukraino-roumaines n'a pas encore été résolue. De même du côté du Caucase et du pays du Don. Reste à savoir si les représentants des Cosaques et les Caucasiens, peuples avec lesquels nous sommes en relations d'amitié traditionnelle, feront partie de la délégation moscovite à Kiev, ou bien s'ils se placeront sur la base d'une délégation indépendante, voulant traiter les questions communes d'égal à égal.

La question des frontières futures de la République ukrainienne sert actuellement de thème à des polémiques brûlantes dans notre presse. Au moment où il s'agit de créer un Etat capable de se défendre et de se développer librement au point de vue économique, il est bien naturel que différents points d'ordre stratégique et économique, occupent vivement nos publicistes et nos hommes d'Etat, ceux-ci s'étant bornés jusqu'ici à étudier notre pays surtout au point de vue ethnographique et linguistique. Ainsi le professeur Rudnitzky dans plusieurs articles récemment parus dans le *Dilo*, fait le résumé suivant des frontières nécessaires à l'Etat ukrainien :

Ces frontières s'étendraient de Tarnogrod au lac de Vigonovsky en passant par Melnik, Proujany, etc., et du lac de Kniaz, Goroditchi, Rijitza à Gomel, de l'autre côté de la rivière Pripet. De Gomel, en passant par Lomki, Souraj Mgline, Potchep, Yampol, Glouchov, Poutivl, Soudja, Korotcha, Novy-Oskol, Biroutch, Ostrogorsk, la rivière Ikorets, Boutourlinovka, Solonka, Bitchok, Kazansky et la rivière du Don (partie de provinces de Tchernigoff, Voronej, Koursk et Don), elles iraient jusqu'à l'embouchure de la rivière Ylovla, du côté de la Moscovie. Ensuite les frontières orientales passeraient par Virlatch, Karpovka, une série de lacs et marais salins, en ligne droite jusqu'à la mer Caspienne, au village de Chouralinsky, en face de l'île Biroutchy. Puis elles suivraient les bords de la mer Caspienne jusqu'à la péninsule Apcheronsky. Là elles partageraient tout le Caucase par les glaciers et la rivière Soumgaït, par la frontière sud des provinces Tersk, Kouban et Tchornomorsk. Après la ligne de la mer Noire et de la mer d'Azov (avec la péninsule de Crimée) jusqu'à l'embouchure du Danube, les frontières occidentales seraient le Danube et le Pruth, c'est-à-dire l'ancienne frontière de la Roumanie et de la Russie jusqu'à la Bukovine, la Galicie et la Pologne.

Ainsi façonnée, l'Ukraine formerait un parallélogramme irrégulier entrant en triangle à l'est dans le pays du Caucase jusqu'à la mer Caspienne. Il est vrai que ces frontières, exception faite des parties sud-est, ne dépasseraient pas de beaucoup le territoire ethnographique du peuple ukrainien ; deux millions au moins d'Ukrainiens resteraient, même dans ce cas, en dehors des frontières de la République (dans les provinces du Volga, en Turkestan, en Sibérie, provinces de Voronij, Koursk, Podlachie et Cholm).

Et pourtant, une telle incorporation constituerait un empiétement sur les territoires de la fédération cosaque instituée au cours de l'été 1917. Ce serait à la fois trop et pas assez.

Il nous paraîtrait beaucoup plus raisonnable et plus utile de nous assurer la collaboration économique et militaire du Caucase tout entier en respectant complètement ses droits politiques et l'indépendance des nationalités qui l'habitent et en lui demandant d'entrer en confédération avec nous pour participer au grand développement que nous voulons faciliter à tous les pays riverains de la mer Noire. Notre ligne de conduite est si droite qu'il y a tout avantage pour nous à la suivre jusqu'au bout : droit des peuples et société des nations. Nous pensons que nos intérêts seront beaucoup mieux sauvegardés dans une union fédérative que dans un système qui laisserait fermenter dans nos frontières n'importe quel germe de mécontentement. Notre idée de la puissance commune et consentie nous paraît beaucoup plus sûre que celle de la force imposée.

Monnaie ukrainienne.

Lemberg, 25 mars. Selon les journaux de Kiev le gouvernement a réglé le système monétaire de la manière suivante :

L'unité monétaire sera représentée par la « gryvna » qui correspond à ½ karbowanietz.

Une « gryvna » vaut 100 « chag. » On frappera des pièces de 10 gryvna en or et de 1 gryvna en argent. Les pièces de 1, 2, 10, 20 et 50 chag serviront de monnaie de billon.

Les billets de banque seront émis pour 2, 5, 10, 20, 100, 500 et 1000 gryvna.

Opinion d'un bolchévik sur le bolchévisme.

L'Helsingfors « Iswestia » contient l'article suivant:

« La terreur règne ici à Helsingfors, dans la Finlande révolutionnaire, parmi les auteurs de la révolution, parmi les matelots et dans les différentes divisions de l'armée.

Nous avons déjà fait remarquer que dans les masses, une fermentation se manifeste sous les plus sombres couleurs de la réaction, que même parmi l'avant-garde une mauvaise volonté, une fatigue, une apathie de combattre jusqu'à la fin de la guerre se font partout sentir. On remarque surtout une certaine méfiance vis-à-vis des organes élus et des conseils. Jusqu'à maintenant ces semblants de révoltes ne sont heureusement que partiels.

Maintenant, ceux-ci prennent un caractère plus menaçant, la gangrène s'étend de plus en plus. Nous savons que les soldats finlandais (sous ce nom les troupes russes en Finlande) jusqu'à maintenant ont été loués pour leur organisation et leur union entre eux, non seulement dans la Russie entière, mais aussi à l'étranger. Il est universellement connu que tout le prolétariat russe était d'accord avec les soldats finlandais concernant le but révolutionnaire qu'ils poursuivaient avec énergie.

Et maintenant,.... horreur! Toutes les divivions militaires posent des ultimatums menaçants à leur organe et aux comités de districts. Ils menacent de piller les succursales de la banque d'Etat. Beaucoup de révolutionnaires modérés sont devenus des anarchistes sans responsabilité; ce n'est plus l'anarchisme prêché par Krapotkin et Bakounin, mais l'anarchisme des bandits.

Parmi les masses révolutionnaires d'Helsingfors s'étend une vague qui a pour tendances la désorganisation et l'annulation des droits des conseils et d'autres organes élus. De plus en plus fréquemment on entend non seulement des paroles contre le pouvoir du Soviet mais des résolutions de méfiance contre lui.

De la fatigue? Oui, partiellement. Surtout, le manque de courage d'aller jusqu'au bout, la défectueuse imagination et l'impatience. Le manque d'intelligence pour comprendre les exigences de l'instant. La mauvaise volonté de sacrifier la moindre des choses pour la révolution. D'un côté un fort courant vers le confort et le bonheur, d'un autre côté le désir immédiat de la réalisation des vœux du socialisme se manifestent, et les masses sont jetées inévitablement aux mains de la réaction.

Dans l'armée de la sombre réaction caractérisée par la dégénération des masses, une main invisible mais sûre conduit le peuple vers une voie favorable à la Bande noire.

La révolution est une lutte, une lutte longue et rude.

Dans ce combat, on doit être prêt à tous les sacrifices, agir d'une façon énergique et ne pas abandonner la position. Ne commettre aucune faute et n'empiéter sur aucun droit.

Pendant que des hommes depuis 1905 et après ont sacrifié leur vie pour le bien du peuple, ces masses ne veulent pas, même les plus énergiques à poursuivre le but, celles-là ne veulent pas pour leur propre cause et pour l'avenir de la génération future, renoncer à leurs salaires et accepter la diminution de la ration de pain. Pour passer outre, elles sont prêtes à abandonner le pouvoir, à annuler les conseils et à crier:

Donnez-nous notre salaire, donnez-nous du pain. Laissez-nous aller chez nous. — Voilà les plaintes journalières des soldats finlandais pour lesquels les grandes couches sociales ont toujours moins de sympathie. Comme s'ils ne savaient pas que si l'on veut quelque chose, il faut aussi donner quelque chose en compensation. Comme s'ils ne savaient pas que la paix doit être signée avant qu'ils soient licenciés.

Les chefs socialistes ne comprennent pas et ne savent pas comme ceux que la révolution d'octobre a forcés de nettoyer les rues avec leurs mains fines et à porter des sacs sur leurs nobles épaules, ils ne savent pas comment ceux-ci battent les mains de joie. Ces dérouteurs ne le voient et ne veulent pas le voir. Hardis et paresseux, habitués à dormir jusqu'à 10 heures, ils demandent à leurs représentants l'impossible.

Sans prendre la peine d'entrevoir l'avenir, sans penser aux suites de tout cela, ils crient: De l'argent, sinon nous pillons les banques; il nous faut recevoir notre salaire entier. Les cris deviennent toujours plus perçants. En ce moment, la situation est très tendue. Sans comprendre ce que c'est que l'anarchie, ils vont pleins d'enthousiasme piller les magasins de la rue Sergiewsky, réclament la sauvegarde de la liberté du peuple et la délivrance des assassins, menaçant tout et tous d'expropriation.

C'est affreux, les mots manquent pour exprimer les sensations ressenties à la vue de toutes ces choses horribles.

Dans toutes les rues et marchés on doit pleurer et crier. On dit à ses camarades des paroles raisonnables, on veut leur faire comprendre que sans organisation, sans conseils et sans sacrifices, il ne sera pas question de délivrance.

Ce ne sont pas des amis du peuple, ceux qui assassinent les cadets blessés, ce ne sont pas des amis du peuple, ceux qui posent des ultimatums à leurs organes; au contraire, ce sont des ennemis du peuple.

Un officier suisse en Ukraine.

Kovel, 9 mars.

« J'ai été invité auprès des états-majors de deux premières divisions nouvellement formées par la république de l'Ukraine. Des paroles fort aimables pour la Suisse furent dites par le général Oblinsky, commandant la première division et le général Pilkevitch, du ministère de la guerre ukrainien, qui ont dit espérer avoir avec nous de bonnes relations. Les divisions sont formées par d'anciens prisonniers de guerre. Odessa et Kharkof espèrent leur libération de la tyrannie. Les récoltes sont intactes. Les troupes allemandes ayant occupé une grande partie des voies importantes conduisant vers le nord, il y a de grandes difficultés pour les bolchévikis d'emporter les réserves énormes du pays. »

(*Courrier de Genève.*)

Première organisation polonaise pour le commerce avec l'Ukraine.

Indépendamment de l'institution centrale austro-hongroise pour le commerce avec l'Ukraine, on vient de fonder en Galicie la « Société pour le trafic des marchandises de la Galicie avec la Russie et l'Ukraine ». Cette société a pour but d'acquérir pour la Galicie polonaise, la plus grande quantité possible de denrées alimentaires et d'articles de première nécessité, ainsi que de nouer des relations commerciales pour l'avenir.

Le capital engagé s'élève à 1 million de couronnes; on prévoit que ce capital sera augmenté jusqu'à 2 millions. Parmi les actionnaires de la nouvelle société on compte: des municipalités, des chambres de commerce et d'industrie, cinq grandes banques, 11 maisons polonaises de commerce. Le député Ladislas Steslowicz est élu président d'administration (B. Pol. de Presse, à Berne).

La langue ukrainienne.

L'*Osteuropäische Zukunft* paraissant à Berlin annonce qu'elle va publier prochainement un supplément en langue ukrainienne qui porterait le titre de « *Ukrainski Hospodarski Listok.* »

L'Ecole pour l'Etude des Langues orientales, à Berlin, va ouvrir au commencement de l'été prochain un cours d'ukrainien.

Cette langue sera enseignée par un professeur ukrainien qui fera aussi des conférences sur l'histoire et la géographie de l'Etat ukrainien.

Revue de Presse.

« L'Ukraine n'existe pas. »

L'Intransigeant nous assure que l'Ukraine elle-même n'est ni un Etat, ni une nation. Nous sommes étonnés de rencontrer ce jugement sous la plume d'un journaliste français qui devrait être mieux informé, mais en vérité notre étonnement diminue en lisant en tête de l'article ces mots bien significatifs: « Un membre du Comité national polonais en Russie, récemment arrivé de Pétrograd, nous rapporte ainsi ses impressions. »

Le journal *Polen* qui paraît à Vienne en allemand, a rempli ses derniers numéros d'assertions de ce genre. Il est vraiment étrange qu'à l'heure même où le Conseil de régence vient d'entrer en rapports officiels avec la Rada pour tâcher de régler d'une manière pacifique la divergence qui règne entre les deux nations au sujet du territoire de Cholm, les partis conservateurs polonais osent faire une propagande pareille à l'étranger et servir d'agents provocateurs pour faire croire aux naïfs que l'Ukraine n'existe pas. En réalité, ce qu'ils souhaitent, c'est que la diplomatie étrangère adjuge notre pays tout entier au futur Etat géant de Pologne, qu'ils voudraient voir s'établir de la Baltique à la mer Noire. Ces intrigues sont tellement ridicules qu'elles contribuent à jeter le discrédit sur l'activité polonaise à l'étranger et nous serions heureux, pour la Pologne elle-même, de voir les autres partis politiques prendre ouvertement position et qualifier comme elle le mérite une propagande qui fait le plus grand tort à la réputation de leur pays aux yeux du public intelligent.

Ukraine et Pologne.

Le *Moniteur polonais*, du 15 mars dernier, ouvre un épais numéro de 48 pages par un grand article sur la paix de Brest dont nous extrayons ces lignes:

« Les souffrances passées et les droits de l'Ukraine à la liberté, nous les connaissons mieux que personne en Occident. Nous avons été les premiers à nous réjouir de ce grand réveil d'une nationalité qui semblait endormie et dont la Pologne a défendu plus d'une fois les droits contre la persécution russe. Nous entendons vivre en bonne harmonie avec un voisin qui fut notre compagnon de lutte et de souffrance et nous ne permettrons pas qu'on vienne d'avance envenimer nos relations avec lui. Nous connaissons trop bien le système « divide et impera » pour nous y laisser prendre après une si longue et si douloureuse expérience. »

Bien que nous ne puissions pas être entièrement d'accord avec certains passages relatifs à la question de Cholm, nous sommes heureux toutefois de saluer le sincère effort de conciliation que dénote l'esprit qui règne dans ce numéro du *Moniteur polonais*, et nous souhaitons qu'il puisse encourager la bonne entente à laquelle nous aspirons avec les partis démocratiques du royaume de Pologne.

La Ruthénie Blanche.

Dans le *Journal de Genève* du 23 mars, M. Edmond Privat étudie la question blanc-ruthène dans un sens à la fois sympathique à la Pologne et à l'Ukraine:

« Le parti militaire et pangermaniste a fait miroiter aux yeux des Lituaniens une brillante expansion en Russie Blanche. Si ce plan était réalisé, les Polonais seraient complètement encerclés par l'Allemagne, et celle-ci, faisant d'une pierre deux coups, aurait encore l'avantage d'une frontière commune avec l'Ukraine, dont elle pourrait mieux exploiter les richesses abondantes. On comprend qu'un tel projet n'enchante ni les Ukrainiens, qui redoutent un pareil voisinage, ni les Polonais qui seraient menacés d'étouffement, ni les Blancs-Ruthènes qui n'ont aucune envie d'être germanisés. Tous ces peuples préfèrent voir la Russie Blanche former un Etat libre et se confédérer peut-être avec la Pologne...

Il faut souhaiter que les Blancs-Ruthènes trouvent moyen de faire connaître au monde leur volonté nationale et le genre de liberté qu'ils revendiquent. Il est assez probable qu'ils préféreront s'appuyer sur la Pologne que sur un empire, en raison de leurs affinités de race et des vieilles traditions de tolérance qui ont fait jadis la gloire de la république polonaise. Le respect de ces traditions est la plus sûre garantie que le conseil de régence puisse offrir aux populations qui se tournent de son côté. Nous espérons bien qu'aucune autre politique ne sera jamais envisagée à Varsovie. »

Nous espérons aussi que le droit des peuples sera strictement respecté en cette circonstance et nous souhaitons en même temps que cette question puisse fournir un terrain d'entente pour aplanir les difficultés qui existent entre la Pologne et notre Etat.

Odessa et l'Agence des Balkans.

Une dépêche de l'*Agence des Balkans* reproduite par toute la presse française, raconte qu'une délégation de la Municipalité d'Odessa s'est rendue le 20 mars auprès des autorités militaires austro-allemandes pour protester contre son rattachement administratif à la République ukrainienne.

Les délégués auraient déclaré qu'Odessa n'était pas une ville ukrainienne et ne désirait pas le devenir.

« Une commission municipale, déclare la dépêche, a élaboré un projet de constitution aux termes de laquelle Odessa se proclamait ville libre, avec un statut semblable à ceux de Brême ou de Hambourg, anciennes républiques hanséatiques.

Tout empiétement sur les droits de la population d'Odessa, ont déclaré les délégués, devra être considéré comme une atteinte au droit des gens.

Le commandant allemand a répondu que l'heure n'était pas encore venue de considérer ces revendications avec toute l'attention qu'elles comportent et qu'il s'agissait avant tout de rétablir l'ordre. »

Nous accueillons cette nouvelle sous toute réserve et nous nous demandons si l'on doit la considérer comme une manœuvre allemande pour préparer quelque régime spécial au grand port d'Odessa ou si l'on doit y voir une intrigue politique des Juifs et des étrangers si nombreux dans la ville pour tâcher de rendre service à tel ou tel des partis belligérants. Pour qui sait quelles sont les personnalités qui dirigent l'Agence des Balkans, il est assez naturel de se poser l'une et l'autre questions.

Dernières nouvelles

Le nouveau ministère.

Kiev, 25 mars. (B. tél. ukr.). Le ministère ukrainien a été reconstitué comme suit:

Président du Conseil: Holoubovitch, ingénieur, ancien ministre (socialiste-révol.).
Intérieur: Tkatchenko, avocat, ancien ministre (social-démocrate).
Guerre: Général Zukowsky, ancien chef d'état-major ukrainien.
Justice: Dr Chelouchine, leader nationaliste ukrainien d'Odessa.
Agriculture: Kowalewsky, chef socialiste révol., directeur du journal *Narodnia Volia*, anc. ministre.
Chancelier: Christiuk, ingén.-agron., anc. ministre.
Approvisionnement: Koliouch, président du Comité central des Zemstwos d'Ukraine.
Affaires étrangères: Lubinsky, délégué à la conférence de Brest.
Travail: Mychailow, chef socialiste ouvrier.
Postes et télégraphes: Sydorenko.
Finances: Prof. Perepylycia.
Commerce: Festchenko-Tchopinsky.
Communications: Sokowytch, ingénieur.
Instruction publique: Prof. Prokopowytch (soc.-rév.)
Contrôle de l'Etat: Lototzky.

M. Holoubovitch a déclaré à des représentants de la presse qu'une réforme agraire au profit des paysans aurait lieu immédiatement après que l'ordre serait rétabli en Tauride, dans les provinces de Cherson et d'Ekaterinoslav.

Une haute personnalité ukrainienne de retour de Kiev où elle avait été internée, a déclaré que la majorité du gouvernement était disposée à confisquer les terres et à en opérer le parcellement parmi la population pauvre ou ne possédant aucune terre. Des indemnités éventuelles seraient prévues. On s'éloignerait donc du principe de la socialisation du sol.

La tâche la plus importante du gouvernement est actuellement d'organiser au plus vite une forte armée, sur la base d'une discipline sévère, afin de défendre le pays contre les ennemis extérieurs et de faciliter les réformes intérieures. Cette organisation fait de rapides progrès.

Une garde républicaine officielle est en voie d'organisation pour garantir l'ordre contre les bandes anarchistes. Les voies ferrées sont rapidement réparées. Les tribunaux qui avaient presque complètement cessé de fonctionner pendant une année ont repris leur cours normal.

Le gouvernement reste radical-socialiste.

Nouvelles militaires.

Vienne, 31 mars.

Le général Alexandre Pilkiewytch, membre du ministère de la guerre ukrainien, s'est rendu de Berlin à Vienne pour prendre part aux conférences qui vont avoir lieu au sujet de l'organisation militaire. Il a dernièrement passé en revue l'armée ukrainienne à Vladimir-Volhynsky et Kowel et a été enthousiasmé de l'esprit de discipline et du patriotisme qui règnent parmi les troupes.

La noblesse polonaise en Ukraine.

Lemberg, 31 mars.

Le comte Potocki a organisé à Antonowka en Podolie, une légion polonaise pour défendre les propriétaires fonciers polonais. Cette légion qui maltraitait la population ukrainienne, a déjà été désarmée par les troupes de l'Ukraine.

Editeur: W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Компания :: Експорт :: Фабрика годинників
BELECO WATCH
М. БРАЙЛОВСЬКИЙ
Швайцария; **LA CHAUX-de-FONDS**, Paix 87
:-: Спеціяльність на Україну :-:
Надзвичайні мужеськи і жіночи з добрим ходом від 10‴ до 22‴ годинники кулясті і продовгасті золоті, срібні, сталеві і металеві. Годинники браслєткові від 8‴ до 15‴ круглі всіляких можливих форм, золоті, срібні, сталеві, ніклеві. Торговельний дім постарчає шаблюни в якій вгодно кількости від 11½‴ до 22‴ анкерові і ціліндрові з частинами від Лд. Шільда з Гранжу як і від иньших відомих фірм. Заміна і зполучення окремих частин гварантоване.

Фабрика годинників
„Ля Рошет“ братів ЗЕЛИГЗОН
La Chaux-de-Fonds (Швайцария)
Годинники кишенькові на браслєтках. Надзвичайної якости і точности. Всіляки гатунки.
Висилає до всіх країв.
Представник на Україні: Добр. С. Вайнцієр. Харьків, Катеринославська, 36.

„ГЕЛЕГА“ Гельд і Т-во
Фабрика годинників
Шо-де-Фон у Швайцарії
СПЕЦІЯЛЬНІСТЬ: Найріжноманітніші браслєткові годинники, золоті, срібні, металеві і нікельові всіляких гатунків.
Адреса: Fabrique d'Horlogerie „Helega“ Held et Co. La Chaux-de-Fond.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: Bureau ukrainien, Lausanne.

Prix de l'abonnement:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2,50.

Pour les ANNONCES voir page 2.

L'Ukraine

N° 45 Lausanne, 11 Avril 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 10 avril 1918.

Le *Bund* a publié une note de M. Gassenko, l'envoyé spécial de la Rada pour le service d'informations, qui déclare que le Bureau ukrainien à Lausanne et que notre journal ne doivent pas être considérés comme des organes officieux du gouvernement de la République et qu'ils ne sont pas autorisés à parler en son nom.

Nous sommes heureux de cette occasion qui s'offre à nous de confirmer entièrement cette affirmation. Nous n'avons pas la prétention de représenter ici, ni la Rada, ni le peuple ukrainien tout entier. Nous désirons avant tout conserver notre caractère entièrement indépendant, qui nous permet de défendre en toute liberté nos idées politiques.

Ces idées, nos lecteurs les connaissent déjà depuis longtemps : nous voulons une république indépendante et strictement neutre, absolument dégagée de toute influence étrangère et jouant dans l'Europe orientale un rôle pareil à celui de la Suisse à l'Occident. La puissance et l'étendue de notre Etat lui donneront là-bas le pouvoir et l'influence nécessaires pour travailler à la bonne entente et à la fédération désirable des nations riveraines de la Mer Noire.

Au point de vue de la politique intérieure, nous désirons aussi une entière liberté de critique et de jugement, sans jamais quitter, pour des sympathies de personnes ou de partis, nos principes de tolérance et de respect des minorités nationales qui forment la base inébranlable de notre orientation démocratique.

* * *

Une dépêche, abondamment reproduite par la presse de langue française, a répandu la nouvelle que le gouvernement ukrainien aurait interdit l'emploi de la langue russe sur tout le territoire de la République. Nous pensons pour notre part que la nouvelle est inventée de toutes pièces ou qu'il s'agit simplement d'une mesure destinée à insister sur le caractère officiel de la langue nationale.

Nous espérons qu'un démenti officiel sera bientôt publié, car il ne faut pas qu'on puisse accuser l'Ukraine d'exercer aucune espèce de pression pour influencer les populations. Ce sont là des méthodes tsaristes qui doivent être définitivement abandonnées dans tous les pays civilisés. Nous savons que notre Etat se trouve dans la nécessité de réagir énergiquement contre la propagande étrangère et contre le résultat des violences russes du passé. Ce serait, à notre avis, une grande erreur de vouloir opérer cette réaction par la force ou par l'obligation imposées.

Un des plus beaux côtés du réveil ukrainien c'est la rapidité merveilleuse avec laquelle un siècle d'oppression russe a été spontanément effacé de l'usage et des mœurs par le sursaut populaire. En voulant compléter par une pression le produit magnifique de la liberté, on le priverait de sa valeur incontestable aux yeux du monde entier. Qu'on développe les écoles, qu'on enrichisse la langue et la littérature. Fort bien, mais que la liberté soit partout respectée et que les gendarmes se contentent de maintenir l'ordre et la propreté dans les rues.

* * *

Nous publions dans la Revue de Presse quelques extraits d'un remarquable article du Dr Viscont, l'auteur bien connu du livre *La Lituanie et la guerre*. L'idée que les peuples et les nouveaux Etats de l'Europe orientale doivent régler directement entre eux les questions de leurs frontières communes et de leurs relations futures est un point sur lequel il est particulièrement important d'insister aujourd'hui. Nous comprenons tous le danger qu'il y aurait pour nous à laisser telle ou telle puissance intéressée prendre la direction des pourparlers entre nous et nous imposer des solutions ou des causes de conflits que nous n'aurions pas désirées.

Il faut féliciter le Dr Viscont d'avoir mis courageusement les points sur les i. Nous approuvons tout à fait son idée de former en Suisse un Comité spécial destiné à faciliter ces conversations directes, à l'abri de toute pression étrangère. Ce patriote lituanien donne lui-même un noble exemple de cet esprit d'entente et d'impartialité qui doit présider à tout effort dans ce sens.

On nous dit souvent que les nationalités voisines seront incapables de s'arranger toutes seules entre elles. Nous n'en sommes pas convaincus; mais si les nouveaux états ou plutôt les anciens états revenus à la vie avaient besoin d'un arbitrage ou d'une influence neutre pour leur faciliter la tâche ou pour présider leurs conférences, ils ne commettraient pas la faute de s'adresser au gros chat de la fable qui croqua tous les plaideurs pour les mettre d'accord.

Ils se tourneraient bien plutôt vers un pays véritablement neutre et désintéressé comme la Suisse, qui peut leur fournir non seulement le terrain propice à la tranquillité de leurs discussions, mais encore la collaboration éventuelle et sympathique de personnalités absolument indépendantes de toute intrigue étrangère.

* * *

Si les Polonais, les Blancs-Ruthènes, les Lithuaniens et les Lettons ont un intérêt direct à s'entendre, non seulement comme voisins, mais encore comme participants futurs d'une fédération intermédiaire entre la Russie et l'Allemagne, il en est de même des nations riveraines de la mer Noire, qui ont un avantage incontestable à se grouper de leur côté pour une collaboration déterminée. Nous voyons parfaitement bien se dessiner à l'avenir ces deux groupes, celui du Nord, présidé par la Pologne, et celui du Midi, présidé par l'Ukraine.

Les uns regarderont vers la mer Baltique et les autres vers les Détroits, mais il restera pourtant suffisamment de questions communes pour que les deux groupes aient un avantage évident à conclure entre eux certains accords et à les préparer dès maintenant en se facilitant mutuellement la tâche. Pour que la Société des Nations ne reste pas une idée abstraite, c'est ainsi qu'il faut procéder. La réalité nous montre partout qu'une maison ne se bâtit qu'en posant les pierres les unes sur les autres. Elle nous montre même que la solidité de la construction dépend en grande partie du genre de mortier qu'on emploie.

Celui qui a servi à la Suisse est consacré par une vieille expérience qui nous offre les meilleures garanties.

* * *

Notre correspondant de Léopol nous télégraphie que les représentants des Puissances Centrales ont fait à M. Hrouchevski, président de la Rada, une déclaration très nette au sujet des incidents militaires dont nous avons parlé dans nos derniers numéros.

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont assuré la République ukrainienne que toute intention de s'immiscer dans les affaires intérieures de la République leur est absolument étrangère et qu'elles désirent s'abstenir rigoureusement de toute influence quelconque dans la solution des problèmes politiques ou de la question agraire. Si les commandants de troupes ont commis des fautes ou dépassé les limites de leur mandat, ils seront déférés aux autorités militaires. Nous sommes heureux d'enregistrer ces assurances formelles et nous en prenons acte en espérant qu'une enquête nous apprendra bientôt la vérité exacte sur les faits qui ont été avancés.

Bessarabie et Crimée.

Dans son discours du 3 avril aux chefs de partis de la municipalité de Vienne, le comte Czernin a prononcé les paroles suivantes : « L'avenir de la Roumanie est à l'est. Les vastes régions de la Bessarabie sont habitées par des populations roumaines, et il y a maint indice que ces populations désirent un rapprochement étroit avec la Roumanie. Si la Roumanie veut vivre avec nous d'une manière franchement loyale et amicale, nous n'avons aucune raison de contrecarrer ces tendances venant de la Bessarabie. La Roumanie peut gagner beaucoup plus en Bessarabie qu'elle n'a perdu dans cette guerre. »

Si nous comprenons bien, ceci veut dire en propres termes que c'est l'Ukraine qui devra payer les frais de la paix germano-roumaine et que si les Puissances Centrales ont pris à la Roumanie vaincue les petites bandes de territoire qui leur convenaient, la Roumanie devra se consoler en nous demandant de lui céder la Bessarabie.

Nous savons gré à M. Czernin de n'avoir pas fait le cadeau lui-même en notre absence, mais nous ne pouvons pas nous empêcher de trouver la méthode assez piquante. Elle n'est d'ailleurs pas nouvelle.

Sur la question de fond nous avons déjà déclaré ici que nous désirions que le gouvernement de la République tienne compte du principe des nationalités et de la volonté populaire. Nous pensons par conséquent que l'Ukraine aura l'occasion de se montrer généreuse et juste envers sa voisine, mais il devrait être bien entendu que la question nous appartient directement et que c'est à nous à la régler avec la Roumanie sans que les autres fassent les généreux avec des territoires qui ne leur appartiennent pas.

La même observation s'adresse également au gouvernement russe maximaliste qui semble avoir disposé de la Bessarabie en l'air et pour ainsi dire en fantôme aviateur si nous devons en croire une dépêche Havas.

* * *

On dirait vraiment qu'il y a manœuvre concertée tout autour de nous pour nous enlever la Crimée. En réponse au radiotélégramme de Tchitcherin, la Wilhelmstrasse a déclaré que le gouvernement impérial allemand considère comme faisant partie intégrante de l'Ukraine, les gouvernements de : Kharkov, Ekaterinoslav, Tchernigof, Poltava, Kief, la Podolie, la Wolhynie, Cherson et la Tauride *sans la Crimée*.

De leur côté les Bolchéviks organisent un gouvernement provisoire à Taganrok au bord de la Mer d'Azov et lancent une proclamation au nom des habitants de la Tauride pour déclarer que ceux-ci ne reconnaissent pas l'autorité de la Rada.

Enfin, un télégramme de Copenhague annonce que la Turquie prépare une expédition en Crimée afin d'y rétablir l'ordre.

Nous protestons ici contre toutes ces interventions. Les Tartares eux-mêmes reconnaissent que la majorité de la population en Crimée est ukrainienne et nous ne pouvons pas permettre qu'une influence étrangère vienne s'installer ainsi à nos portes. Nous considérons la Crimée comme faisant partie de la République et si les troupes austro-allemandes sont insuffisantes pour aller rétablir l'ordre jusque là-bas, il n'y a que la Rada qui puisse inviter d'autres puissances à nous prêter secours. Nous désirons trop nouer avec la Turquie de bonnes relations d'amitié toujours plus intimes pour ne pas lui exprimer très franchement notre sentiment dans cette occasion.

Chronique économique et financière.

L'économiste hongrois Arthur Szekely relève dans le Vilag *les difficultés qui entravent l'échange de marchandises avec l'Ukraine. Elles sont dues surtout aux questions de transport et de paiement et ne peuvent être surmontées par le commerce privé. Le paysan ukrainien tient à recevoir plutôt des marchandises que de l'argent contre les produits du sol qu'il consent à livrer.*

Il faudra donc créer des organisations collectives pour suppléer aux initiatives particulières qui resteraient impuissantes. Il y a d'ailleurs en Hongrie des « Centrales » pour le blé, le fourrage, les graines, le fer, le lin, le chanvre, le cuivre et la laine, qui sont les principaux articles dont l'importation est urgente.

Les commerçants n'agiront qu'en commissionnaires de ces organisations et celles-là devront provoquer la création de « Centrales » du même genre en Ukraine, à moins qu'ils ne recourent au service des « zemski soyous » qui furent créés pendant la guerre pour l'approvisionnement de l'armée et de la population civile.

M. Szekely estime peu probable que le gouvernement ukrainien adopte aucune mesure de réquisition et il fait remarquer d'autre part que le principal article à exporter de Hongrie serait le vin et qu'il est douteux que le gouvernement de l'Ukraine (en majorité socialiste) lève l'interdiction des boissons alcooliques.

La presse hongroise de ces derniers jours annonce que les organisations proposées commencent à fonctionner et le Pesti Naplo *donne quelques précisions. La sous-commission du Ministère du Commerce hongrois, présidée par le Dr Kohner, demande qu'on confie la direction du trafic avec l'Ukraine à l'*Ungarisches Warenverkehrsbureau, *sous le contrôle du gouvernement. On suggère aussi de remettre sur pied dans ce but le Musée Commercial Hongrois. Quant aux traités commerciaux à conclure avec les nouveaux états de l'est, c'est la Centrale Hongroise de Politique Douanière qui sera chargée de les préparer.*

D'après les dernières dépêches que nous venons de recevoir, le Président du Conseil des ministres ukrainien, M. Holoubovitch, qui est un ingénieur civil, est assez optimiste sur la situation des cultures. Il compte que le quatre-vingts pour cent des terres seront cultivées ce printemps. Le gouvernement a promis aux paysans que la récolte des céréales resterait leur propriété, quelle que soit la solution qu'on donne au problème agraire. L'Etat se chargera d'organiser lui-même la culture des betteraves nécessaires à la fabrication du sucre. Le bétail est suffisant pour satisfaire aux besoins du pays.

Les Alliés et la Russie.

Sous ce titre et dans le *Journal de Genève* du 30 mars dernier, le correspondant de Paris, M. Pierre Bernus, attire l'attention des Alliés sur la nécessité de faire une politique nouvelle en Russie et d'éviter « la pure et simple persévérance dans les routines anciennes qui pourrait être désastreuse. Il faut utiliser, dit-il, tous les éléments de résistance et de reconstitution qui se trouvent épars dans l'ancien empire des tsars ».

Nous avons vivement apprécié l'intelligence avec laquelle M. Bernus analyse les fautes successives de ceux qui ont été trop hypnotisés par le front occidental et qui ont complètement oublié que la plus grande partie de la guerre se passait de l'autre côté. Bien qu'il soit tard aujourd'hui pour les avertir, nous sommes heureux de voir qu'il se trouve des hommes assez clairvoyants pour s'en charger. M. Bernus a mille fois raison de demander aux Alliés d'avoir là-bas une politique précise. Il s'agit de savoir *quelle* politique on doit leur conseiller, car, si c'est déjà beaucoup d'en avoir une, il faut encore être sûr qu'elle soit bonne.

« Il s'agit de bien faire comprendre aux Russes que tout ce que l'on entreprendra sera

à leur bénéfice et pour le salut de leur pays livré à l'ennemi. » Ce n'est pas seulement aux Russes qu'il faudrait le faire comprendre, — et surtout le réaliser —, mais c'est aussi aux autres nationalités qui s'organisent aujourd'hui dans cette Europe orientale en pleine transformation. Les Alliés peuvent choisir entre trois méthodes que nous allons tâcher d'esquisser en quelques mots : celle qui travaille pour le présent, celle qui travaille pour le passé, et celle qui prépare l'avenir.

La première consiste à faire là-bas n'importe quoi pour contrarier l'Allemagne; c'est le triomphe de l'incohérence et du gaspillage. Soutenir un jour les Bolchéviks, le lendemain leurs adversaires, appuyer ici la réaction et là-bas le désordre en suivant les hasards de la guerre et de la révolution, on sait à quoi cela mène et la politique des Alliés envers l'Ukraine pendant ces derniers mois l'a brillamment illustré. On passe partout pour brouillons avec un système pareil et l'on pousse tout simplement les uns après les autres dans les bras de l'Allemagne. Il est superflu d'ajouter que les victimes n'ont aucune raison d'en être reconnaissants.

La seconde méthode, celle du passé, consiste à vouloir à tout prix rétablir une Russie comme l'ancienne, une grande unité diplomatique et militaire qu'on puisse employer comme épouvantail à... Centraux.

Ceux qui mettent leur espoir et leurs fonds dans cette entreprise les jetteront dans un gouffre en pure perte. Jamais les choses ne pourront en revenir où elles étaient avant la guerre, et les nationalités de l'empire ont trop souffert pendant des siècles pour ne pas se liguer d'un seul mouvement contre quiconque voudrait tenter de les replacer sous le joug abhorré. D'ailleurs, au point de vue de l'Entente, quelle était la valeur de ce fameux colosse aux pieds d'argile qui ne leur a causé que des déboires? Si elle réussissait demain à le rétablir pour quelque temps sur sa base chancelante, il retomberait en miettes à la première épreuve.

La troisième et dernière méthode est celle qui prévoit l'avenir et qui s'efforce de le préparer. C'est la seule qui puisse donner des résultats positifs et ne pas éveiller l'hostilité des peuples qui sont las d'être employés comme des instruments. Soutenir ces peuples et les aider dans leur effort de construction; les défendre contre les appétits pangermanistes, non pas pour les rejeter dans la fournaise ou dans l'esclavage, mais pour leur garantir leur indépendance et leur liberté, voilà les moyens de gagner leur sympathie et leur gratitude. Lutter contre l'influence allemande, non pas dans ce qu'elle a de pratique ou de bon, mais dans ce qu'elle a d'impérialiste et d'injuste, faire à l'Allemagne une concurrence économique et financière intelligente, voilà une politique sûre de rencontrer l'adhésion générale de tous les nouveaux Etats d'Orient.

En un mot, l'intérêt des Alliés, de ce côté-là de l'Europe, serait d'être absolument *désintéressés*. Il ne peut plus s'agir de mener là-bas des intrigues russes contre une intrigue allemande. Il ne peut s'agir que d'appliquer intégralement les grands principes que l'Entente proclame depuis quatre ans en théorie : indépendance des peuples et fédération pacifique. Jamais plus belle occasion ne s'est offerte de les appliquer avec profit.

Le port d'Odessa.

(*De notre correspondant particulier.*)

Odessa, 25 mars 1918. La Rada centrale a nommé M. S. Komorny commissaire pour les districts d'Odessa, de Cherson, Tauride et Katerinoslav. Quant au gouverneur de la place, le Dr Ivan Lipa, c'est un homme très populaire, écrivain et politicien de grand talent. Le maire de la ville est M. V. Bohoutsky, qui vient d'avoir plusieurs conférences avec le commissaire et les représentants des différentes corporations de la ville afin d'organiser l'ordre et le ravitaillement de la population. Le commissaire a fait désarmer tous les ouvriers, mais, contrairement à l'interdiction des autorités militaires allemandes qui avaient interdit toute réunion publique, il a rendu la liberté de parole et d'assemblée, même sans autorisation spéciale dans les locaux fermés. Tous les comités révolutionnaires extrémistes ont été liquidés et l'administration municipale a repris la direction des affaires malgré les protestations des soviétistes.

On va procéder maintenant à l'organisation méthodique de l'exportation. D'après le traité de paix entre la République et les Empires centraux on exportera les matières premières qui ne sont pas nécessaires à l'industrie du pays; toutes les fabriques nationales seront servies en premier et assurées de recevoir les quantités qui leur sont indispensables. L'exportation d'Odessa sera entièrement réglée par un comité spécial, placé sous le contrôle du Ministère du Commerce et de l'Industrie, en accord avec les autorités militaires.

Les autorités ont commencé par faire transporter dans le bassin minier de Donetz un matériel considérable de chemins de fer, rails et wagons, pour remplacer tout ce qui a été détruit par les Bolchéviks et faciliter la reprise active du travail dans les mines de charbon. Tout le blé qui est sorti d'Odessa pendant ces premiers jours a servi d'abord à ravitailler Kief et les autres grandes villes industrielles de la République. Les prochains transports partiront à destination des Empires centraux sitôt que l'approvisionnement du pays sera bien assuré.

* * *

Dans sa réponse au radio-télégramme de Tchitcherine, qui protestait contre l'occupation d'Odessa, la Wilhelmstrasse a déclaré que la province de Cherson et le grand port ukrainien faisant partie intégrante du territoire de la République reconnue par les puissances centrales. Il semble donc que les bruits qui ont couru sur un régime spécial à introduire à Odessa soient dénués de tout fondement et que cette ville reste liée à l'Ukraine sans aucune contestation.

Le Congrès ukrainien de Léopol.

Le 25 mars s'est ouvert à Léopol un Congrès des députés ukrainiens à la Chambre des Seigneurs, au Parlement de Vienne, aux Diètes de Galicie et de Bukovine et des leaders des partis politiques au nombre de plus de 500 délégués, sous la présidence du député Romantchouk. Voici sa résolution principale:

1. Partant du point de vue du droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes, le congrès considère la paix conclue à Brest-Litovsk entre l'Ukraine et les Empires centraux comme une première étape vers la réalisation de ce principe, en ce qui concerne la nation ukrainienne. Les dispositions de cette paix doivent donc être maintenues d'une façon loyale et absolue, et ratifiée par l'Autriche-Hongrie au plus vite.

2. Comme une partie importante du peuple ukrainien reste liée à la monarchie austro-hongroise, le congrès demande au nom des droits historiques et nationaux, la séparation immédiate entre les provinces qui faisaient autrefois partie de l'ancien royaume ukrainien de Galicie, de Lodomérie et les territoires polonais occidentaux, c'est-à-dire les anciens duchés de Cracovie, Osviecim et Zator; les parties ukrainiennes devront être réunies avec la Bukovine septentrionale et former avec elle une unité politique à part. Le congrès proteste en même temps contre toutes les demi-mesures qui ne résolvent pas la question ukrainienne en Autriche-Hongrie, qui ne font qu'aggraver les difficultés entre Ukrainiens et Polonais.

3. Le peuple ukrainien de l'Autriche garantira aux minorités politiques se trouvant sur son sol les droits d'autonomie nationale et l'égalité devant la loi.

4. Le congrès est d'avis que le peuple polonais n'a aucune raison légitime de se plaindre de la solution de la question de Cholm, surtout depuis qu'une commission mixte a été appelée pour la régler définitivement.

Le congrès proteste contre la polonisation forcée de ce pays qui se poursuit depuis son occupation par les troupes austro-hongroises et il demande sa réintégration immédiate à l'Ukraine.

Le congrès a entendu des rapports du Dr Pétrouchévitch sur l'organisation d'un Etat autonome en Autriche et de M. E. Levitsky sur la défense nationale *à l'intérieur*. Après un long débat sur cette question brûlante une résolution secrète fut votée et le Congrès clos le 27 mars.

Revue de Presse.

La *Nation* du 6 avril publie une lettre de M. Edmond Privat en réponse à la chronique polonaise du numéro précédent de ce journal. Nous en extrayons le passage suivant :

« Si les Polonais pouvaient réussir à s'entendre avec l'Ukraine, ils feraient certainement de la bonne politique et joueraient le meilleur tour possible à ceux qui ont cherché à les brouiller.

» La chose n'est pas facile et nous comprenons bien qu'il est plus aisé pour nous d'en parler, que pour ceux dont les sentiments ont été froissés d'un côté ou de l'autre au cours de ces dernières années. Beaucoup plus grave que la question de Cholm, se dresse le problème de la Galicie orientale, où les deux nationalités se disputent la prédominance, les Ukrainiens ayant pour eux le nombre et les Polonais le prestige du pouvoir. Comme il est probable que ce débat sera tranché par un tiers et que l'Autriche établira là-bas une province autonome avec des concessions aux deux peuples, il vaudrait mieux pour eux concentrer leurs efforts sur les points où leurs intérêts sont communs au lieu d'être opposés. La Russie-Blanche est un de ces points. »

Nous commentons dans notre Bulletin l'article publié par le Dr Viscont dans la *Liberté* du 30 mars sur les peuples de l'ancienne Pologne-Lithuanie. En voici quelques extraits:

« La délimitation des frontières du nouvel Etat ukrainien le prouve suffisamment. Si les Ukrainiens, les Polonais, les Lithuaniens et les Blancs Russiens s'étaient entendus au sujet de leurs frontières nationales respectives, il y a lieu de croire que les autorités d'occupation des pays se seraient vues obligées de respecter la volonté légitime des représentants de la population indigène.

» Aussi est-il impossible d'admettre que les pourparlers de la paix future, où la situation des peuples de l'ancienne Pologne-Lithuanie devra être réglée d'une manière définitive, puissent s'aboucher sans que les hommes d'action des peuples intéressés aient discuté et décidé les questions qui portent sur les affaires communes de ces pays.

» Pour arriver à cette fin, la réunion d'un comité spécial composé de représentants ou d'hommes d'action des peuples faisant partie de l'ancienne République Sérénissime s'impose. Il est de toute évidence que ce comité ayant pour but l'étude des questions d'ordre international concernant les pays se trouvant sous l'occupation militaire temporaire ne sauraient se constituer dans ces pays mêmes. A mon avis, la Suisse serait tout indiquée pour ce but comme pays se trouvant en quelque sorte au centre de l'Europe et facilitant par sa situation exceptionnelle les relations de peuples à peuples et de par son haut prestige moral dorénavant acquis et reconnu par l'ensemble des nations civilisées ».

La *Tribune de Genève* du 28 mars publie un excellent article de son rédacteur, M. Emmanuel Kuhne, sur la République populaire de l'Ukraine :

« L'Ukraine seule exportait avant la guerre les 9/10 des ventes extérieures totales de l'Empire russe; bref, c'est un pays qui possède des ressources considérables et qui, mis en valeur à l'occidentale, peut devenir une immense source de prospérité.

» Tout cela ne se fera pas en un jour, ni même en quelques années, mais il ne faut pas négliger d'avoir l'œil sur le nouvel Etat qui, bien dirigé, peut rapidement prendre sa place parmi les pays les plus prospères de l'Europe. L'Allemagne ne l'ignore pas et elle prend les devants pour le pénétrer au point de vue économique. »

Si la presse suisse romande avait compris et fait comprendre plus tôt cette vérité de première importance, elle eût rendu un service inappréciable à la France vers qui vont toutes ses sympathies et aurait agi à son égard en véritable amie au lieu de lui cacher si longtemps les choses qu'il aurait fallu dire et de traiter d'agents allemands les esprits indépendants qui faisaient tout pour l'avertir quand il était encore temps.

La *Feuille* du 3 avril publie un intéressant article sur l'Ukraine par Sch. Gorelik :

« Il faut le reconnaître sans détour : ce sont les Bolchévikis qui ont gâté les choses.... Le bolchévik, en internationaliste conséquent qui est avant tout socialiste, exclusivement socialiste, cède facilement sur ce point parce qu'à ses yeux cela n'est que bagatelles et sornettes. Pour l'Ukrainien patriote au contraire, ce que le bolchévik estime bagatelle est une chose sacrée, un grand idéal. Quand il dit : « Le droit de disposer de nous-mêmes », l'Ukrainien patriote entend ceci : « Personne d'autre que nous ne doit intervenir dans nos affaires. » Or Lénine a voulu s'immiscer dans leurs affaires, et cela très énergiquement. Il a oublié que le droit des nationalités de disposer d'elles-mêmes comprenait le droit de se séparer complètement. *Il a envoyé les gardes-rouges secouer un peu les Ukrainiens pour accélérer la marche vers le socialisme. Naturellement cela n'a pas conduit au socialisme, mais à des discordes, à des discussions cruelles et sanglantes.* »

L'article finit par l'espérance et la conviction que l'Ukraine et la Russie ne pourront pas à l'avenir rester séparées l'une de l'autre en dépit d'un conflit passager. « C'est tout bonnement impossible », s'écrie l'auteur. Nous ne sommes pas de son avis. La réconciliation viendra, mais entre bons voisins et bons amis seulement.

Le *Matin* du 30 mars publie une dépêche de son correspondant de Zurich annonçant que l'Allemagne se désintéresse de l'avenir territorial de l'Ukraine :

« ... en vertu de ce blanc-seing, la monarchie dualiste s'efforce actuellement de réunir en Ukraine une assemblée, aussi hétéroclite que possible, qui, comme la fameuse Diète de Courlande, se prononcera en faveur de la réunion constitutionnelle aux pays d'Autriche-Hongrie. On signale déjà à Lemberg des manifestations des Ruthènes de Galicie en ce sens. »

Il s'agit là d'un canard destiné à influencer l'opinion publique. Non seulement les Ukrainiens sont décidés à maintenir chez eux la République et la démocratie sociale, mais encore ils sont de plus en plus résolus à construire un Etat neutre et c'est pourquoi ils ont salué avec satisfaction les déclarations que viennent de faire les ambassadeurs centraux à Kiew au nom de leurs puissances, qui renoncent formellement à toute immixtion dans les affaires politiques de l'Ukraine.

L'*Information* du 11 mars publie une lettre de Pétrograd accusant la Finlande et l'Ukraine de crime et de trahison et contenant cette incroyable assertion :

« ... Il eût mieux valu que la Russie fût unifiée sous le pavillon exécrable et provisoire des Maximalistes que pulvérisée en groupements qui prétendent à la pérénité sous des drapeaux autonomes,.. Du seul fait que les Empires centraux s'acharnaient à disloquer la Russie sous prétexte de démocratisation régionale et de fédéralisation politique — autant de synonymes de démembrement —, l'idéal inverse s'imposait aux Alliés : travailler à conserver à tout prix l'unité du pays. »

On peut se demander si la signature S. de Chessin ne cache pas tel agent malheureux du gouvernement français qui a profité des amitiés qu'il avait en Ukraine pour aller soutenir là-bas l'anarchie bolchévique et hâter par conséquent la conclusion de la paix en poussant la République dans les bras de l'Allemagne. Nous osons espérer que M. Pélissier, qui collabore si souvent à l'*Information*, reniera comme défenseur du droit des peuples la mesquinerie et les injures de ce confrère.

Le *Temps* du 4 avril tient un langage plus honnête et plus clairvoyant : M. Ludovic Naudeau y écrit dans une lettre de Russie :

« Les Bolchéwiks veulent bien reconnaître aux allogènes le droit à l'indépendance totale, mais à la condition que ces allogènes se soumettent à une organisation sociale exactement calquée sur la leur... En réalité, ce qui survient, c'est une nouvelle invasion des Barbares, partis des profondeurs inconnues de l'humanité russe, et conduite par quelques vieux étudiants en délire. »

Le *Temps* avait annoncé l'autre jour que le Ministère ukrainien avait démissionné pour protester contre certains agissements austro-allemands. Renseignements pris, il s'agissait d'une fausse nouvelle et le gouvernement ukrainien fonctionne avec plus d'énergie que jamais. Il y a évidemment toute une campagne de fausses dépêches destinée à répandre des bruits sur la conduite des Allemands chez nous. La bonne foi du *Temps* a sans doute été surprise et nous le comprenons d'autant mieux que nous-mêmes avions quelques doutes.

Editeur : W. Stepankowskl.
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Prix des annonces.
*Deuxième page de l'*Ukraine.
En français ou en ukrainien.

La ligne ou son espace (corps 7)		fr. 1.25
1/32 page, pour une fois		Fr. 25.—
1/16 »	»	» 50.—
1/8 »	»	» 100.—
1/4 »	»	» 180.—
1/2 »	»	» 300.—
1 »	»	» 500.—

Pour plusieurs fois, arrangement spécial.

Фабрика Годинників
Павла Зефельда

Добрий хід. CERA Гарний виріб

Годинники анкрові і цілиндрові.
Якість гварантована.
Годинники браслєткові і кишенькові мужеськи и жіночи. Платинові, золоті, срібні, металеві. Великий вибір.
Ціна дуже вигідна. Висилка негайна.
Paul Seefeld, La Chaux-de-Fonds
Швайцария

Фабрика годинників
„Ля Рошет“ братів ЗЕЛИГСОН
La Chaux-de-Fonds (Швайцария)
Годинники кишенькові на браслєтках. Надзвичайної якісти і точности. Всіляки гатунки.
Висилає до всіх країв.
Представник на Україні: Добр. С. Вайнціер. Харьків, Катеринославська, 36.

„ГЕЛЕГА“ Гельд і Т-во
Фабрика годинників
Шо-де-Фон у Швайцарії
СПЕЦІЯЛЬНІСТЬ: Найріжноманітніші браслєткові годинники, золоті, срібні, металеві і нікельові всіляких гатунків.
Адреса: Fabrique d'Horlogerie „Helega“ Held et Co. La Chaux-de-Fond.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir page 2.

L'Ukraine

N° 46 Lausanne, 18 Avril 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 17 avril 1918.

Dans son dernier discours, prononcé à Baltimore le 7 avril dernier,le président Wilson a fait une allusion à l'Ukraine et nous sommes heureux de constater qu'il l'a citée comme un Etat distinct à côté de la Russie, de la Finlande et de la Roumanie. C'est là une nouvelle reconnaissance officielle, dont nous prenons acte en souhaitant que les circonstances soient bientôt telles que nous puissions nouer avec la grande démocratie américaine les relations d'amitié que notre peuple entier souhaite de tout son cœur.

La déclaration du président Wilson sera saluée chez nous avec satisfaction et sera considérée comme une garantie que les Etats-Unis ne soutiennent pas la politique aveugle de certains hommes d'Etat étrangers, qui veulent à tout prix nous réintégrer dans une grande Russie, bolchévique ou tsariste. Là encore, le président Wilson a montré qu'il comprenait beaucoup mieux qu'eux les vrais intérêts de la paix future et la volonté claire des peuples.

* * *

Le Soviet des commissaires du peuple a télégraphié de Moscou à la Rada pour proposer le 6 avril courant et la ville de Smolensk comme date et lieu des pourparlers de paix qui doivent mettre fin à la guerre entre les deux Républiques.

A l'heure où nous publions ces lignes, nous espérons que nos délégués, sous la présidence de M. Hrouchewsky lui-même, auront entamé les conversations et seront arrivés à un résultat satisfaisant.

* * *

L'occupation de la gare de Lgof par les troupes germano-ukrainiennes a donné lieu à une protestation russe. Nous tenons à faire observer que cette ville ainsi qu'une certaine partie du gouvernement de Kursk est habitée par une majorité d'Ukrainiens et doit par conséquent être incorporée aux territoires de la République.

* * *

Au sujet de la note envoyée au *Bund* par M. Gassenko, notre correspondant de Berlin nous télégraphie que le Ministre ukrainien dans cette ville ignore la mission diplomatique ou commerciale dont serait chargé notre compatriote. Le Conseil des Ministres de la République n'a pu charger des citoyens en voyage que d'une activité de presse ou d'informations et les diplomates qui doivent représenter l'Ukraine auprès du Conseil fédéral ne sont pas encore arrivés en Suisse.

Nous prenons acte de ces déclarations et nous souhaitons que chacun désormais se tienne strictement dans les limites de son mandat. Quant à notre journal, nous répétons une fois de plus qu'il n'a pas la prétention d'être un organe officieux et que les opinions qu'il défend n'engagent que son éditeur responsable.

* * *

Dans sa réponse aux délégués de la ville d'Odessa, notre Président du Conseil a déclaré que l'Ukraine se considère comme un Etat neutre, et que la République se trouve en dehors de la guerre mondiale, puisqu'elle est sortie de la coalition dont elle faisait partie jusqu'à présent de par la force des choses. Il a immédiatement ajouté que l'Etat n'a contracté aucune alliance avec d'autres puissances belligérantes et que les secours allemands sollicités contre les Bolcheviks ne doivent avoir aucune portée politique.

Billet de banque ukrainien (Réduction).



Bessarabie et Roumanie.

La Diète de Bessarabie, réunie à Kichinew, a voté le 9 avril la réunion de cette province à la Roumanie par 86 voix sur 123, en présence de M. Marghiloman, président du Conseil des ministres roumains. Nous avons déjà exprimé notre sentiment et fait prévoir cet événement dans notre dernier numéro.

Notre président du Conseil a immédiatement adressé au gouvernement roumain une note que toute la presse a reproduite. Il y indiquait très clairement le point de vue officiel de la Rada et proposait comme indispensables « une discussion et une décision sur le problème avec la participation et le consentement des représentants de l'Ukraine. »

* * *

Fidèles au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous pouvons certes nous réjouir que les vœux d'une population puissent être exaucés et nous avons toujours recommandé ici à notre gouvernement de se montrer généreux envers la Roumanie et de faciliter ainsi l'établissement de solides rapports d'amitié avec notre voisin du Danube. Mais le peuple de Bessarabie est loin d'être unanime à souhaiter la réunion qui vient d'être proposée par la Diète. Il a hésité pendant un certain temps et même envoyé à plusieurs reprises à Kiev des représentants qui donnaient leur préférence à une autonomie nationale en fédération avec la république ukrainienne. Quatre députés moldaves siègent encore dans la Rada Centrale.

Les idées du parti socialiste révolutionnaire ukrainien sont très populaires parmi les paysans de Bessarabie et ceux-ci auraient voulu profiter de la réforme agraire annoncée dans le quatrième manifeste de la Rada. Ils redoutent que sous le gouvernement roumain les boyards continueront à les exploiter comme sous le régime tsariste et qu'ils n'auront aucun droit sur les terres.

Si l'Ukraine accepte un sacrifice indéniable en faveur de la Roumanie, il faut qu'elle ait la garantie formelle que certaines conditions seront strictement respectées. Nous allons tâcher de les analyser.

* * *

D'abord il y a la question des minorités ukrainiennes en Bessarabie. Les Roumains ne sont venus dans le pays que depuis le quatorzième siècle et les anciens colons zaporogues ont encore une nombreuse descendance en certaines régions. Les Ukrainiens sont en majorité dans les plaines qui s'étendent au nord, entre le Dniestr et la rivière Reut, et au sud, au bord de la mer Noire, dans les districts d'Ackermann et d'Ismaïl. Ils forment le 28 % de la population totale de la Bessarabie, tandis que les Juifs en représentent le 14 % et les Roumains le 48 %.

Lord Robert Cecil vient de proclamer lui-même dans une interview publiée par l'*Agence Reuter* que « la Bessarabie méridionale, qu'on offre apparemment à la Roumanie, est la région qui contient le moins de Roumains. »

Si la Bessarabie était devenue un Etat autonome au sein de la République, il n'aurait pas été nécessaire de séparer ces régions des autres, mais du moment où l'on propose de la réunir à l'Etat voisin, notre gouvernement devra insister énergiquement pour que les parties ukrainiennes (environ 18 000 km²) soient exceptées du nouvel arrangement. C'est la condition nécessaire des bonnes relations futures entre les deux pays. Il va sans dire que ces questions de frontières devront être réglées *directement* entre la Rada et le gouvernement de Bucarest, en accord avec la volonté des habitants et sans aucune intervention des puissances centrales, qui devront rester absolument en dehors de ces pourparlers.

* * *

Ensuite il y a la question des Juifs. Nul n'ignore que la Roumanie est restée jusqu'à présent l'Etat le plus arriéré dans ce domaine. Nous savons que les Puissances Centrales ont insisté sur ce point dans leurs conditions de paix avec le gouvernement roumain.

Nous devons faire de même et demander avec fermeté que les dizaines de milliers d'Israélites qui forment la bourgeoisie urbaine de la Bessarabie ne soient pas livrés au royaume de Roumanie avant que celui-ci n'ait proclamé publiquement la liberté religieuse et l'égalité civique absolue de tous les citoyens, comme nous l'avons fait nous-mêmes dans notre République.

C'est là pour la Rada une occasion excellente de défendre avec succès les idées de liberté qui nous sont chères.

* * *

Une autre occasion, c'est la question des rapports entre l'Ukraine et la Roumanie. Il faut espérer que notre gouvernement mettra comme condition principale au sacrifice qu'on lui demande, la participation future de l'Etat voisin à la Fédération de la mer Noire que nous voulons organiser. Ce serait un admirable exemple pour l'Europe entière que de voir nos deux pays inaugurer directement entre eux la politique intelligente qui devra prévaloir dans le monde, si l'on veut arriver un jour à la Société des Nations.

Commencer par respecter le droit des peuples et le principe des nationalités, se montrer mutuellement justes et généreux, et continuer en développant l'entente réciproque jusqu'à la fédération, voilà le vrai moyen d'établir une paix durable et un régime international vraiment solide.

Revue industrielle et commerciale.

Nous publierons quelquefois sous ce titre diverses propositions relatives à l'organisation économique de l'Ukraine, tirées d'un mémoire extrêmement intéressant que nous a présenté l'un de nos compatriotes les plus compétents, M. S. Mexin, docteur en droit et conseiller technique de plusieurs entreprises commerciales.

Pour mener à bien l'organisation économique de l'Ukraine et celle de n'importe quel pays, il faut étudier avant tout :

1. Les moyens d'utiliser, dans le pays même, les résultats les plus récents de la science et de la technique modernes.

2. La meilleure manière de savoir grouper les forces actives du pays, de telle façon qu'elles s'entr'aident et se complètent les unes les autres.

3. La représentation extérieure.

Pour un Etat comme pour une entreprise industrielle, le succès dépend de la qualité des machines, de l'habileté du personnel et de l'esprit d'initiative des agents et des voyageurs à l'étranger.

Le gouvernement de la République devra organiser notre vie économique en demandant à la représentation populaire de sanctionner les créations suivantes :

Un Département d'agriculture ;
Un » des produits minéraux ;
Un » de l'industrie ;
Un » de l'exportation.

Il faudra placer à la tête de chacune de ces sections une commission élue par la Rada et choisie par les hommes dont la compétence est incontestable. Les commissions siégeront en permanence dans les Ministères et publieront chaque mois des rapports documentés. Il faudra mettre à leur disposition des crédits suffisamment larges pour qu'elles puissent s'assurer la collaboration des auxiliaires techniques indispensables.

(La suite en seconde page.)

Notre armée nationale.

Une interview du général Pilkewytch.

(*De notre correspondant particulier.*)

Vienne, avril 1918.

Soutenu par des conseillers militaires autrichiens et allemands, le ministère de la guerre ukrainien travaille activement à la réorganisation de l'armée nationale.

Sur l'ordre du ministère, le général ukrainien Alexandre Pilkewytch, accompagné du capitaine Ivan Kossak, s'est rendu à Berlin et à Vienne pour se mettre en rapport avec les hautes sphères militaires. Le général, personnalité imposante et d'allure martiale, a servi dans l'armée russe où il a passé par tous les grades. Il est resté sur le front jusqu'au début de la révolution et s'y est acquis la réputation d'un organisateur de premier ordre. Sa supériorité dans ce domaine a été confirmée dès les premiers jours de la révolution ; il s'est rendu en toute hâte à Pétrograd et a organisé le corps d'officiers ukrainiens ainsi que les troupes de l'Ukraine pour la défense nationale. Il est ensuite parti pour Kiev où il a travaillé avec l'aide de la Rada centrale au maintien de l'ordre dans la République.

« Notre tâche la plus pressante, a déclaré le général, est toujours de délivrer certaines parties des gouvernements de Kherson, d'Ekaterinoslav, de Tauride et de Kharkov, des bandes de bolcheviks qui s'y trouvent encore, et nous arriverons à le faire bientôt avec l'aide des puissances centrales. Tous nos efforts tendent à la création d'une forte armée sur le modèle européen et basée sur une sévère discipline, car non seulement les cercles militaires, mais aussi l'autorité civile sont persuadés que notre jeune Etat ne pourra prospérer que s'il jouit de la protection d'une armée bien organisée. Sans cette protection, le gouvernement n'arrivera pas à ramener complètement l'ordre à l'intérieur, sans parler des réformes urgentes qu'il a l'intention d'accomplir.

» La Rada centrale elle-même a reconnu, depuis le début, que le bien-être et l'avenir de la République sont impossibles sans le secours d'une organisation militaire. Grâce à cette attitude intelligente nous avons pu poursuivre notre œuvre. Le fait que des milliers de militaires instruits (de tous grades et de tous rangs) se sont mis à notre disposition aussitôt après la débâcle de l'armée russe, nous a grandement facilité la tâche.

» Ces militaires ont formé, avec les officiers ukrainiens revenus de leur captivité en Autriche et en Allemagne, un petit noyau d'officiers expérimentés et capables. En outre, les puissances centrales ont mis d'excellents instructeurs à notre disposition. Les nouvelles recrues de retour d'Autriche sont instruites à Vladimir-Volhinsky et celles de retour d'Allemagne à Kovel.

» Tous les cercles ukrainiens sont persuadés que la défense nationale sera, pendant longtemps, la tâche la plus importante pour notre pays ; c'est ce qui explique le grand nombre d'engagements volontaires. Cet enthousiasme, cette volonté de notre peuple d'organiser lui-même son Etat et de ne pas confier exclusivement ce soin à d'autres, a produit naturellement une impression très heureuse sur les empires centraux, qui ont apprécié ce fait.

» Le peuple ukrainien fournit d'excellents soldats ; l'esprit guerrier des Cosaques Zaporogues subsiste encore en lui. Nous allons créer une armée essentiellement démocratique, tout en appliquant une discipline sévère et en donnant une instruction approfondie à nos troupes. Les expériences faites pendant cette guerre nous seront certainement utiles et nous ne doutons pas d'arriver ainsi à créer une force militaire imposante qui enlèvera à nos adversaires toute envie de s'emparer de territoires ukrainiens.

» L'Ukraine deviendra ainsi un facteur puissant à l'est de l'Europe, son amitié sera recherchée et elle méritera de prendre rang parmi les autres grandes nations. »

Pour le choix des commissaires, il faudra se laisser guider exclusivement par la capacité et l'expérience pratiques des candidats, en fermant la porte aux purs théoriciens, comme les professeurs et les privat-docents qui restent en dehors de la sphère d'application.

Les rapports des commissions pourront être publiés avec avantage et répandus dans la presse ukrainienne avec une invitation à toutes les initiatives et à toutes les propositions individuelles.

Chaque Département pourrait avoir un sous-secrétariat des inventions et permettre ainsi aux commissions de faire appel à la collaboration du peuple entier pour cette grande œuvre d'organisation économique.

Il appartiendra encore aux mêmes commissions de proposer à la Rada les projets législatifs nécessaires pour faire passer dans la vie du pays les mesures qu'elles auront jugées utiles à son développement.

Kiev, 4 avril (B. T. U.). — Une société de commerçants ukrainiens vient d'être fondée à Kiev pour le développement du commerce et de l'industrie en Ukraine. Cette société ouvrira de banques, des fabriques, des coopératives, des écoles de commerce, etc Elle a déjà son organe, le *Torhovopromyshlenetz*.

Les imprimeries du *Kievlanin*, du *Kievskaia Mysl*, de la *Jounaia Kopeïka*, ont été réquisitionnées pour les besoins de l'Etat.

LA VIE A KIEV

Universités.

Kiev, 6 avril (B. T. U.). La société scientifique ukrainienne de Kiev a élaboré un projet pour la fondation de nouvelles universités en Ukraine, soit à Kiev, Ekaterinoslav, Kamenetz-Podolsk, Kharkov, Soumy, Poltava, Krementchouk, Tcherkassy, Jitomir, Vinnitza, Kherson. Ce projet sera soumis au ministre de l'Instruction publique.

Kiev, 3 avril (B. T. U.). — L'assemblée des professeurs de l'université populaire ukrainienne de Kiev a délibéré au sujet de l'acquisition de celle-ci par l'Etat et de sa réunion à celle de Vladimir (anciennement russe). Elle a également délibéré sur l'ouverture de nouvelles universités en Ukraine. Par contre les étudiants russes protestent contre l'ukrainisation projetée de l'université de Vladimir.

Anniversaire de la révolution.

Kiev, 6 avril (B. T. U). La démonstration contre la formation de l'Etat ukrainien, organisée par les partis russes de Kiev à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution russe, a été interdite. Une interpellation ayant été déposée à ce sujet à la Petite Rada par les groupes russes, la Rada après avoir entendu les déclarations du ministre de l'Intérieur, Tkatchenko, a approuvé la mesure prise par le gouvernement.

Mort d'un grand romancier.

Kiev, 8 avril (B. U. T.). — Le célèbre romancier ukrainien, Ivan Levitzky (pseudonyme Ivan Netchouï) est mort à Kiev le 2 avril, à l'âge de 80 ans. Peu de temps avant, la Rada centrale, en reconnaissance de ses services, lui avait accordé une pension de 2400 roubles.

Pendant la séance de la Rada, le jour de sa mort, le président Hrouchevsky prononça en termes émouvants son oraison funèbre et toute l'assemblée a décidé de lui faire des funérailles solennelles aux frais de l'Etat.

Le ministère de l'Instruction publique a publié des avis mortuaires officiels.

Entrée de l'armée nationale à Kiev.

Le 24 mars, la première division ukrainienne comprenant les régiments de Chevtchenko, Zalizniak, Bohun et Chmelnitsky avec l'artillerie, et qui a combattu vaillamment contre les bolcheviks, a fait son entrée solennelle à Kiev. Une grande foule s'était rassemblée sur la place Ste-Sophie pour les acclamer. Le professeur Hrouchevsky a prononcé un discours et un long cortège s'est déroulé dans les rues de la ville. Le soir, un concert auquel ont assisté le gouverneur général Bronsky et son adjoint Chynkar, a été organisé en l'honneur des troupes.

RUTHÉNIE-BLANCHE

Nous avons reçu les derniers numéros du journal blanc-ruthène *Homan* qui paraît à Vilna. Dans son numéro du 13 mars, cet organe écrit :

« Tout le monde sait maintenant que le traité de Brest avait partagé la Ruthénie-Blanche et l'avait coupée en deux d'une manière absolument injuste. D'après ce traité, les territoires qui se trouvent à l'ouest de la ligne du front (au 3 mars 1918) restaient annexés aux Empires centraux et la partie qui se trouvait à l'est était occupée provisoirement par les Allemands, sauf la province de Smolensk, jusqu'à la conclusion d'une paix définitive. A ce moment-là, cette partie orientale devait être livrée probablement à la Russie.

» Il peut encore être question d'organiser un embryon de gouvernement dans la région de Vilna et de Grodno, mais la question reste ouverte pour l'autre partie du pays. C'est pourtant l'heure pour le peuple ruthène d'exposer ouvertement ses aspirations nationales et de faire connaître avant tout, ce qui n'a pas été dit aux conférences de Brest.

» La volonté du peuple a déjà été exprimée d'une manière parfaitement claire : le congrès national de Minsk a proclamé le 31 décembre 1917 le vœu d'indépendance complète de la Ruthénie-Blanche. Ce congrès, auquel participèrent plus d'un millier de membres, fut dissous ensuite par les Bolchéviks. »

Dans son éditorial du 1er mars, le même journal insiste encore sur la volonté du peuple : « les Blancs-Ruthènes se basant sur les droits des peuples d'imposer eux-mêmes leur volonté nationale, doivent prendre part aux pourparlers de paix comme représentants d'une nation souveraine et y défendre leurs intérêts et leurs aspirations à l'indépendance ».

Léopol, 13 avril (B.T.U.). Sous la pression de l'armée polonaise du général Dowbor-Musnicki, M. Alexandrovitch chef de l'administration civile dans le district de Bodruisk, en Ruthénie-Blanche, a ordonné aux paysans de remettre dans les dix jours aux grands propriétaires les terres qui leur avaient été enlevées par suite de l'expropriation et qui avaient été partagées entre les paysans.

LE PORT D'ODESSA

(*De notre correspondant particulier.*)

Kiev, le 28 mars. — Le président du Conseil M. Holoubovitch a reçu l'autre jour une délégation de la municipalité d'Odessa, et lui a déclaré que les troupes allemandes n'ont pas occupé la ville pour leur compte, mais qu'elles ont seulement été envoyées pour aider la force armée ukrainienne à rétablir l'ordre après le régime bolchévique.

C'est le Commissaire de la République qui a dû servir d'intermédiaire entre les autorités municipales et les commandants militaires allemands.

Jusqu'ici la ville a été plongée dans une telle agitation que le gouvernement s'est vu obligé de prendre des mesures extraordinaires, mais il y a tout lieu d'espérer que cette situation ne se prolongera pas. Le président du Conseil a fait appel aux éléments bourgeois et démocratiques du grand port qui devraient collaborer avec la Rada pour établir un régime stable. Il s'est plaint de l'attitude de certains journaux d'Odessa peu loyaux envers l'Ukraine. Le gouvernement est décidé à tenir compte des éléments cosmopolites qui forment une grande partie de la population, mais l'unité commune doit se faire sur le terrain national ukrainien.

Léopol, 5 avril (B. T. U.). — Le Congrès des paysans du district d'Odessa a décidé d'appuyer l'autorité de la Rada centrale ; cependant il demande la convocation d'une Assemblée Constituante ukrainienne pour l'organisation de l'Etat.

LES ASSURANCES DES CENTRAUX

Kiev, 5 avril (B. T. U.). M. Hrouchevsky, président de la Rada centrale, a eu un entretien avec les représentants des puissances centrales au sujet des bruits qui courent sur les véritables intentions de l'Allemagne et de l'Autriche en occupant l'Ukraine.

Ces représentants ont déclaré que les puissances centrales ne cherchent qu'à venir en aide au gouvernement ukrainien et que toute idée d'immixtion dans les affaires intérieures de l'Ukraine leur est absolument étrangère. Elles ne cherchent notamment pas à exercer une pression sur les réformes soit politiques soit sociales, pas plus que sur la réforme agraire. Les incidents qui sont survenus jusqu'ici sont purement occasionnels.

Ukraine et Pologne.

M. Jean Oursin-Zamaraïeff, éditeur de l'organe polonais *Gazeta Narodova* à Kiev, vient d'arriver à Léopol et publie dans la *Gazeta Vieczorna* un récit fort intéressant qui contient ce passage sur l'état actuel des relations polono-ukrainiennes dans notre République :

« Tous les hommes politiques éminents de l'Ukraine sont absolument exempts de haine contre les Polonais. M. Hrouchevsky montre bien une certaine réserve et se méfie de la politique de nos voisins ; mais les anciens ministres Stechenko, Tkatchenko et Schoulgin ont fait des discours très sympathiques à la Pologne et à sa culture à propos du centenaire de Kosciuszko en automne dernier. Les relations polono-ukrainiennes à Kiev n'ont aucun caractère d'hostilité. Au contraire, les Ukrainiens admirent la culture polonaise et sont entièrement sympatiques à l'aspiration des Polonais à l'indépendance. »

L'interview se termine par cette phrase assez caractéristique : « Sans une alliance entre la Pologne et l'Ukraine, la République sera complètement soumise à l'emprise allemande ».

En commentant cette interview, le grand journal ukrainien de Léopol *Dilo* regrette que les Polonais de Galicie montrent un esprit bien différent. La même *Gazeta Vieczorna* ne manque pas une occasion de dire du mal de l'Ukraine et déclarait elle-même quelques semaines avant l'interview de M. Oursin que l'Ukraine est une pure invention. Une certaine presse impérialiste et conservatrice pousse l'Autriche à prolonger son séjour en Podolie et en Wolhynie pour soutenir les grands propriétaires polonais. C'est un fait bien connu d'ailleurs, que nul n'a plus travaillé à semer la haine entre les deux peuples que les nationaux-démocrates, en fondant jusqu'à Kiev il y a dix ou douze ans un journal comme le *Dziennik Kievski*, destiné à mécontenter la population ukrainienne et à lui faire détester la Pologne. Nul ne pouvait mieux travailler à faire le jeu du roi de Prusse et à faire plus de tort à sa propre patrie.

* * *

Certains socialistes polonais semblent avoir fait une politique aussi déplorable en soutenant les Bolcheviks de Kharkov. Le journal *Naprzod* à Cracovie rapporte que pendant l'invasion maximaliste à Kiev, le parti socialiste polonais (P. P. S.) fut divisé en deux camps : la droite resta neutre et l'aile gauche prit parti pour les Bolcheviks. Après la victoire de ces derniers et pendant les quelques jours que dura leur occupation de la capitale, les deux groupes divergents se réunirent aux social-démocrates et formèrent un commissariat des affaires polonaises qui siégea dans le gouvernement provisoire installé à Kiev.

Cette organisation fut naturellement dissoute après la délivrance de la ville et l'on se demande aujourd'hui si les extrémistes polonais continuent à conspirer en secret contre le gouvernement légal du pays dont ils sont les hôtes. Pour notre part, nous souhaitons vivement qu'il n'en soit rien et nous voudrions voir la presse de nos voisins plus unanime et plus énergique à blâmer sans retour une politique aussi dangereuse qui ne peut servir qu'à retarder au bénéfice des tiers l'entente nécessaire entre nos deux nations.

Excès militaires en Ukraine.

La conduite des Tchèques.

Dans son numéro du 13 mars, la *Nova Rada* de Kiev rapporte la conduite scandaleuse du régiment tchéquo-slovaque organisé en Russie au temps du tsar et qui a participé à l'invasion de l'Ukraine avec les Bolcheviks.

Plusieurs bandes armées appartenant à cette troupe ont mis à sac la petite ville de Borispil, pillé les maisons, volé les vêtements, le linge et les bijoux et massacré plusieurs personnes.

Ils ont dérobé aussi les caisses publiques des villages voisins et saccagé les fabriques de sucre dans le bourg de Jagotin.

Tout le long du chemin ils ont arraché aux paysans leurs chevaux et leurs voitures et fusillé sans pitié ceux qui leur résistaient. Nous demandons aux patriotes tchèques, qui se sont réunis à Rome au Congrès des nationalités d'Autriche-Hongrie, si c'est ainsi qu'ils comprennent la fraternité slave, qu'ils ne cessent de prêcher dans leurs journaux.

Atrocités bolchéviques.

Le *Kievska Mysl* raconte que pendant les dix jours de leur règne à Kiev, les Bolcheviks ont tué plus de 5000 personnes et fusillés le Métropolite Wladimir, le Ministre de l'agriculture Zaroudny, le Dr Botcharoff, le journaliste Pouhatch, le politicien Botchkowsky, une quarantaine de membres du parti socialiste révolutionnaire, 168 élèves du gymnase et 215 matelots du comité ukrainien de la flotte de la Mer Noire, bien que ces derniers se soient déclarés neutres.

Polonais et Autrichiens.

Kiev, 3 avril (B. T. U.). Une interpellation a été adressée à la Petite Rada au sujet de la conduite, sur le territoire de la République ukrainienne, des troupes étrangères et des légionnaires polonais ayant fait partie de l'ancienne armée russe du front. Ces légionnaires terrorisent la Podolie ; ils pillent les villages, maltraitent les habitants et ont même créé des tribunaux militaires polonais pour juger les paysans ayant pris part au mouvement agraire. Plusieurs de ces malheureux ont été condamnés à mort et même le commissaire du district de Bratslav.

La véracité de ces faits ayant été constatée, le gouvernement a publié un décret d'après lequel les armées étrangères n'ont pas le droit d'exercer la justice en Ukraine. Les habitants ne pourront être jugés que d'après les lois du pays.

Kiev, 6 avril (B. T. U.). Le commissaire ukrainien pour le pays de Cholm et de Podlachie, mande au gouvernement de Kiev que les autorités d'occupation allemandes permettent le retour des réfugiés dans leurs foyers, tandis que les autorités austro-hongroises s'y opposent. Elles n'ont même pas encore reconnu officiellement le commissaire ukrainien.

Réparation allemande.

Léopol, 13 avril (B. T. U.). Le général allemand en Ukraine, Grüner, a publié un appel à ses troupes leur déclarant qu'elles se trouvent sur territoire ami et qu'elles doivent éviter tout ce qui pourrait incommoder la population. Les réquisitions seront faites par les autorités ukrainiennes et les habitants recevront des reçus en règle.

Edlteur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Фабрика годинників

Ф. ОБРІ - ШАЛЬТЕНБРАНД

у ШО-де-ФОН (Швайцария)

Фабрика постачає всілякого роду годинники золоті, срібні, металеві, сталеві і фантезі. Від 8 - 24 ліній розміру

Годинники анкрові і циліндрові. Браслеткові годинники всіляких гатунків.

Годинники вироблені в цілому і шабльоні для годинників

Fabrique d'horlogerie F. Aubry-Schaltenbrand, La Chaux-de-Fonds

Фабрика годинників

„Ля Рошет“ братів ЗЕЛИГСОН

La Chaux-de-Fonds (Швайцария)

Годинники кишенькові на браслетках. Надзвичайної якісти і точности. Всіляки гатунки.

Висилає до всіх країв.

Представник на Україні: Добр. С. Вайнцієр. Харьків, Катеринославська, 36.

Фабрика годинників

Павла Зефельда

Добрий хід. CERA Гарний виріб.

Годинники анкрові і циліндрові.
Якість гарантована.
Годинники браслеткові і кишенькові мужеськи и жіночи. Платинові, золоті, срібні, металеві. Великий вибір.
Ціна дуже вигідна. Висилка негайна.

Paul Seefeld, La Chaux-de-Fonds
Швайцария

„ГЕЛЕГА“ Гельд і Т-во

Фабрика годинників

Шо-де-Фон у Швайцарії

СПЕЦІЯЛЬНІСТЬ: Найріжноманітніші браслеткові годинники, золоті, срібні, металеві і нікельові всіляких гатунків.

Адреса: Fabrique d'Horlogerie „Helega“ Held et Co. La Chaux-de-Fond.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimos.
République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir page 2.

L'Ukraine

N° 47 Lausanne, 25 Avril 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, 24 avril 1918.

L'Agence Reuter a répandu dans toute la presse une dépêche de Washington destinée à faire croire que l'Allemagne allait dissoudre la Rada pour installer à Kiev un gouvernement germanique et transformer toute l'Ukraine en une colonie administrée par des fonctionnaires austro-allemands. On peut s'étonner que les journaux sérieux accueillent avec autant de complaisance des nouvelles aussi énormes qui doivent passer par l'Amérique pour arriver d'Ukraine en Europe occidentale.

Nous espérons toutefois que les légations d'Allemagne en pays neutres n'hésiteront pas à protester immédiatement et à démentir cette information tendancieuse afin de ne laisser aucun avantage à la propagande mensongère, même la plus grossière.

* * *

La vérité, c'est que la Petite-Rada a décidé la convocation de l'Assemblée constituante. Il est grand temps en effet qu'une représentation nationale absolument indiscutable soit appelée à ratifier la Constitution de la République.

Le professeur Hrouchevsky, président de la Rada, proposait que celle-ci appliquât la Constitution d'avance et fit procéder immédiatement aux élections du Parlement. Dans un cas comme dans l'autre, il est évident que la nouvelle assemblée pourra donner à l'Etat un appui beaucoup plus solide que la Rada actuelle.

Tous les partis ukrainiens et même les représentants des minorités nationales sont unanimes sur ce point et souhaitent la convocation prochaine d'une assemblée, quoique leurs motifs puissent être bien différents d'un groupe à l'autre.

En ce qui nous concerne, nous formons le même souhait et nous engageons le gouvernement à faciliter par tous les moyens possibles la convocation prochaine du corps électoral et la liberté absolue de tous les citoyens d'exprimer leur vote sans aucune espèce de pression étrangère ou officielle.

* * *

L'alliance israélite de Pétrograd vient d'organiser une série de conférences sur la paix de Brest-Litowsk. Des orateurs juifs éminents ont pris la parole pour condamner tout partage du territoire russe en déclarant que les Juifs ont contribué à l'unification de l'empire et que sa division affaiblirait l'unité nationale et la capacité de résistance de leur peuple.

Ces propos ne sont pas surprenants et les Polonais comme les Ukrainiens avaient appris à leurs dépens qu'au temps du tsar beaucoup de Juifs avaient coutume de combattre les aspirations nationales des autres nations au nom de ces mêmes principes.

Nous n'avons cessé de défendre ici les droits des Juifs dans tous les domaines et nous sommes les premiers à féliciter la Rada de s'être montrée largement tolérante à leur égard dans les lois de la République, mais nous ne cacherons pas qu'une propagande pareille à celle de l'Alliance israélite de Pétrograd n'est pas faite pour nous encourager. Il faut que chacun se mette bien dans la tête que tous ceux qui veulent nous replacer sous le joug russe, dans n'importe quel but, se placent délibérément dans le camp de nos ennemis. Nous en dirions autant de ceux qui voudraient nous soumettre à l'impérialisme allemand et nous avons déjà répété mille fois que l'Ukraine entend rester libre et neutre. Si les Juifs désirent consolider leur unité nationale, ils n'ont qu'à faire une politique énergique en faveur du sionisme et demander aux Alliés de leur rétablir un Etat en Palestine, au pays de leurs ancêtres. Chacun sait que l'Angleterre est favorable à ce projet et nous sommes les premiers à l'appuyer.

Quant aux Juifs qui veulent être citoyens de l'Ukraine, il est bien entendu qu'ils pourront jouir de tous les droits et de toutes les libertés, sauf celle d'intriguer contre l'indépendance de la République.

* * *

L'intervention japonaise appelle une remarque de notre part. Il y a 500 mille colons ukrainiens établis dans la région de l'Amour. Leur sort intéresse au plus haut point nos populations et le gouvernement de la République doit suivre de près les événements qui se déroulent en Sibérie. Il est opportun de rappeler au gouvernement du Mikado que les Ukrainiens sont solidaires de tous leurs compatriotes et que l'armée japonaise aura l'occasion de montrer là-bas quelle attitude elle adoptera envers notre patrie.

* * *

Le gouvernement italien a salué à Rome un Congrès des nationalités d'Autriche-Hongrie où les Tchèques et les Yougo-Slaves ont joué le premier rôle. Si l'on n'y a pas parlé de l'Ukraine, c'est que nos compatriotes de Hongrie et de Galicie orientale n'ont pas voulu s'appuyer sur les ennemis directs de l'Autriche-Hongrie pour défendre leurs droits à l'intérieur de la monarchie. Il ne faudrait pas croire pourtant qu'ils n'avaient rien à dire.

Les Ukrainiens qui sont aujourd'hui sujets de Charles Ier ne veulent pas faire une politique de guerre à l'Autriche-Hongrie, mais ne veulent pas non plus qu'on les croie satisfaits. Ils réclament le droit de développer intégralement leur culture nationale et proposent la formation d'une province autonome avec leur langue et leurs fonctionnaires.

Il n'y a pas de raison pour que la monarchie perpétue parmi les nations qui habitent son territoire des différences de régime en donnant aux uns le devoir de commandement et aux autres celui d'obéissance. Cette vieille tradition doit disparaître à jamais si l'Autriche-Hongrie désire vivre en paix et s'éviter des catastrophes.

* * *

Le baron Burian succède au comte Czernin et nous espérons bien que ce changement de ministre n'infirme en rien les engagements pris à notre égard par le gouvernement austro-hongrois. La parole de l'un doit faire loi pour l'autre. A quand la ratification du traité de Brest?

Il serait urgent de donner à l'Ukraine des assurances formelles que ce qui est reconnu est reconnu. Elle a besoin de sécurité pour vivre et ne saurait admettre que les conditions du traité de Brest soient encore soumises trop longtemps à tous les risques des discussions prolongées et des changements de ministères avec toutes les intrigues qui se multiplient d'une capitale à l'autre.

* * *

Pas plus que les autres pays la République ukrainienne ne peut échapper au désagrément des querelles de partis et de personnes. Elles sont toujours plus pénibles encore à l'étranger quand il s'agit de soutenir avant tout la cause de la patrie, une et indivisible. Nous sommes bien décidés à ne jamais leur consacrer d'espace dans les colonnes de notre journal.

Il nous suffira d'expliquer en deux mots pourquoi notre politique ne peut pas plaire à tout le monde. Convaincus que l'intérêt de notre pays demande une politique d'indépendance et de neutralité, nous avons préféré demeurer absolument libres de toute attache officieuse et défendre ici la nécessité pour notre pays de rétablir les relations diplomatiques avec toutes les puissances, sitôt que les troupes austro-allemandes auront évacué la République.

Dans un voyage à Londres et à Paris il y a quelques semaines, notre directeur s'est entretenu avec plusieurs des principaux hommes d'Etats Alliés et s'est convaincu de l'utilité d'un organe absolument neutre. Nous désirons rester complètement en dehors des intrigues nouées par des personnes privées ou autres en faveur d'une alliance germano-lituano-ukrainienne destinée à encercler la Pologne et à soumettre en même temps notre Etat à la domination économique et militaire des Puissances centrales. Les Allemands les plus clairvoyants comprennent eux-mêmes que la meilleure condition d'amitié, c'est de rester en rapports de bon voisinage et non pas de proposer une soumission qui ne peut être que funeste aux deux parties.

Situation diplomatique.

Le gouvernement ukrainien a nommé comme ambassadeur de la République en Roumanie M. Nicolas Galagan, qui était membre de la Rada centrale. Sa tâche est particulièrement importante à l'heure qu'il est. Nous faisons les meilleurs vœux pour la réussite de sa mission qui doit être avant tout le règlement pacifique et satisfaisant de la question bessarabienne dans l'intérêt des bonnes relations futures entre les deux Etats.

Une autre dépêche de Kiev nous annonce la nomination de M. Nicolas Levitzky au poste d'ambassadeur à Constantinople. Il vient d'arriver à Vienne d'où il continuera son voyage pour la Turquie. Une tâche grave l'attend aussi là-bas et nous souhaitons vivement qu'il puisse l'accomplir avec succès en tenant compte de ces deux éléments primordiaux de la politique nécessaire, à savoir la collaboration de la Turquie pour la Fédération de la Mer Noire et en même temps la volonté ferme de notre République de défendre les intérêts ukrainiens en Crimée.

Nous voyons dans ces deux nominations l'intention réjouissante du nouveau ministère de règler sans tarder toutes les questions pendantes et d'entamer des pourparlers directs avec tous nos voisins. Nous ne saurions qu'approuver complètement cette tendance et nous espérons de tout notre cœur voir ces relations diplomatiques aboutir bientôt à un accord général des Etats riverains de la Mer Noire dans le sens que nous avons déjà indiqué à plusieurs reprises.

LES NOUVELLES LOIS

Pour être citoyen de l'Ukraine.

Dans sa séance du 4 mars dernier, la Rada centrale a voté une loi sur les conditions requises pour être citoyen de la République. Seront considérées comme telles toutes les personnes des deux sexes qui sont nées en Ukraine et qui habitent une commune du pays, à moins qu'elles n'aient fait une déclaration contraire dans le courant des trois mois prochains. Toutefois, les citoyens auront encore le droit d'abdiquer la nationalité ukrainienne pour en choisir une autre avant le 1er mars 1919.

Toutes les personnes qui habitent une des communes de la République depuis trois ans et qui sont nées dans un autre pays pourront faire une demande en naturalisation, à moins qu'elles ne soient sous le coup d'une accusation devant la justice pour crime contre l'Etat.

Divisions administratives.

Kiev, 10 avril (B. T. U.) — La Rada centrale a supprimé l'ancienne division du pays en gouvernements et l'a remplacée par de nouvelles unités administratives appelées « Zemli ». Elle a formé une commission d'enquête qui parcourra le pays par petits groupes afin de veiller à la réorganisation de l'administration.

Mariage civil.

Le projet de loi élaboré par le gouvernement sur l'introduction du mariage civil obligatoire sera soumis à la Rada centrale. Le mariage pourra être dissous du consentement mutuel des deux époux et le registre des naissances, mariages et décès sera désormais tenu par les autorités civiles.

Chronique économique et financière.

La réforme agraire.

Le 31 janvier 1918 la Rada Centrale a ratifié la nouvelle loi provisoire de la réforme agraire. Le régime de la grande propriété privée est aboli sur le territoire de la République et les terres feront désormais partie des biens communs à toute la nation ukrainienne. Sauf diverses coopératives ou associations agricoles, personne d'autre n'aura le droit d'avoir du terrain que les citoyens qui veulent cultiver eux-mêmes avec leur famille ou avec des ouvriers dans certains cas prévus par la loi. La Commune agraire leur prêtera gratuitement des parcelles à exploiter pour eux-mêmes et pour leurs enfants, mais ils n'auront aucun droit de les transmettre à d'autres personnes ou de les louer pour de l'argent.

Une commission spéciale est chargée d'appliquer la loi dans chaque district et c'est elle qui est responsable devant les tribunaux d'appel. L'Etat fonde une banque agraire et différentes organisations de crédit destinées à faciliter le développement de l'agriculture.

La réforme agraire est donc opérée dans le sens de la nationalisation du sol au profit des paysans. Ce n'est pas le socialisme communiste en faveur chez les Russes, mais assez impopulaire en Ukraine. C'est une réforme pourtant radicale et profonde qui peut donner une impulsion sérieuse au progrès économique de l'Etat. Malheureusement l'invasion des Bolchéviks anarchistes a retardé longtemps l'application de cette loi, qui était un des articles essentiels du programme socialiste révolutionnaire. C'est en effet ce parti-là qui possède la majorité dans la Rada et dans le Ministère actuel. Le parti social-démocrate s'opposait à cette réforme et l'on peut bien dire que c'est la raison qui a fait tomber le cabinet Vinnitchenko.

Ce qu'il faut se demander, c'est si le problème est assez bien étudié chez nous et si les paysans sont prêts à l'application de la nouvelle loi. Il ne faut pas oublier que la plupart de nos cultivateurs sont déjà de petits bourgeois propriétaires à la mode occidentale comme en Bohême ou en Bulgarie.

Dans les neuf principales provinces de la République il n'y a que 44 106 000 désiatines de terre cultivable pour une population de 32 millions d'âmes, dont 86 % de paysans. Si nous enlevons la surface couverte par les forêts, il reste à peu près 39 ½ millions de désiatines propres à l'agriculture. Ainsi la part de chaque famille de 5 personnes sera de 7 désiatines. Or, on compte en Ukraine plus de 629 000 petits propriétaires dont 22 % possèdent une surface au-dessus de 10 désiatines. Ainsi, dans la province de Poltava par exemple, il y a 124 000 propriétaires qui ont de 6 à 25 désiatines. Nous aurons donc 630 000 agriculteurs qui seront très mécontents de la réforme et lutteront jusqu'à la mort pour défendre la terre paternelle.

Il y a 40 % des paysans qui possèdent de 5 à 10 désiatines et pour qui la réforme agraire n'apportera aucun changement. Tout bien considéré, nous ne croyons pas qu'il y ait possibilité de mettre toute la population du pays à la culture pour son compte en donnant assez de terre à chacun. La natalité croissante donne une augmentation de 600 mille âmes par année. Il faudra développer l'industrie pour occuper des mains et pousser la jeunesse aux études pour multiplier les techniciens de tous genres dont nous avons besoin. Le gouvernement fera bien de travailler énergiquement dans ce sens et de prendre garde avant tout de ne pas s'aliéner inutilement les petits propriétaires sur qui notre indépendance est basée. A notre avis, seules les terres des grands domaines impériaux, ecclésiastiques ou privés doivent servir au partage national, c'est-à-dire environ 12 millions de désiatines.

LETTRE DE LÉOPOL

Les propriétaires fonciers polonais et les paysans ukrainiens.

Léopol, le 13 avril 1918.

La Révolution, qui a renversé l'Empire russe, a également aboli sur tout son territoire la propriété foncière au profit des paysans. Il en est de même dans la République ukrainienne. Il nous importe peu de savoir comment sera réglée la question agraire ; que ce soit la socialisation ou bien la propriété privée des paysans qui en forme la base, peu importe. Une chose est certaine, les grandes propriétés ont été supprimées légalement et elles le resteront.

Cependant celles du pays de Cholm, de la Volhynie, de la Podolie et du gouvernement de Kiev se trouvent en majorité entre les mains des Polonais, de sorte que les grands propriétaires sont presque les seuls représentants du nationalisme polonais dans ces territoires. L'abolition des propriétés en Ukraine représente donc aussi la suppression de toute influence polonaise dans l'Etat ukrainien, influence que l'élément polonais en nombre très minime ne pouvait exercer que grâce à sa puissance économique. Telle est la cause de ces bruyantes protestations parties du camp polonais contre le troisième *universal* de la Rada qui abolissait les propriétés foncières. Cet acte fut traité par les Polonais de « vol des terres polonaises ». Il est facile de prouver aux lecteurs démocratiques de l'Europe occidentale que les Polonais ne sont pas dans leur droit en protestant, car cette mesure ne se rapporte pas seulement aux propriétés polonaises, mais à toutes les propriétés en général, de sorte qu'elle atteint aussi les patriotes ukrainiens.

A l'heure actuelle, les troupes allemandes et hongroises occupent l'Ukraine. La presse polonaise de Galicie profite de cette circonstance pour inviter, dans chacun de ses numéros, les chefs de l'armée austro-hongroise à déclarer nul le décret abolissant les propriétés foncières, et à traiter comme de vulgaires criminels les paysans qui, pendant la Révolution, se sont partagé les terres. Cette presse demande aussi que les propriétés soient restituées à leurs anciens possesseurs. Elle ajoute qu'en Ukraine ce sont eux qui forment le seul élément intellectuel sur lequel pourra s'appuyer l'Autriche.

Ces jours derniers, le journal conservateur *Czas* de Cracovie a annoncé que dans la région de Bobrouisk (en Russie-Blanche) où se trouvent les divisions polonaises du général Dowbor-Musnicki, le chef de l'administration civile Alexandrowitch, a ordonné aux paysans de laisser les propriétaires reprendre possession de leurs biens, les menaçant de peines sévères s'ils n'obéissaient pas à cet ordre.

Le *Czas* loue cet acte des autorités militaires polonaises contre les paysans blancs-ruthènes et invite l'administration militaire anstro-hongroise à suivre leur exemple en Ukraine.

Les Polonais ne se contentent pas d'entreprendre une vive campagne dans la presse. Dernièrement, les propriétaires de Podolie ont adressé au commandement de la deuxième armée austro-hongroise actuellement en Ukraine un memorandum, dans lequel ils déclarent que le but de l'occupation autrichienne, c'est-à-dire l'approvisionnement de la monarchie, ne pourra être atteint que si la République est traitée en territoire occupé. Ils demandent de plus la dissolution des Comités agraires, le désarmement des paysans, l'annulation de l'acte d'expropriation, la restitution des grandes propriétés à leurs anciens possesseurs et le relèvement économique de la propriété foncière.

Des mesures sévères devront être prises contre les paysans et la moindre infraction devra être sévèrement punie. Ce memorandum a été également remis au gouverneur autrichien de la Galicie, comte Huyn, au « Ministre pour la Galicie » Twardowski, et au Club polonais de Vienne. Les Polonais d'Ukraine font donc appel à une puissance étrangère contre la République. Comme citoyens de l'Etat ukrainien, ils sont tenus d'observer ses lois, et en agissant ainsi ils commettent un acte de haute trahison envers la République ukrainienne. Dr MICHEL LOZYNSKY.

Les bandes armées polonaises.

Les grands propriétaires polonais d'Ukraine font subir de cruelles représailles à la population de certaines régions comme la Podolie pour se venger des excès bolchéviques ou des violences des paysans qui s'étaient révoltés contre eux. Malheureusement, au lieu de s'adresser à l'autorité légale pour rétablir l'ordre, ces grands seigneurs polonais entendent exercer la justice eux-mêmes et martyriser la population en s'appuyant sur les forces militaires austro-hongroises qui séjournent dans le pays.

Pour s'opposer à la réforme agraire proclamée par la Rada centrale, ils ont même organisé des régiments de volontaires polonais formés d'anciens éléments de l'armée russe et de toutes sortes d'employés et de colons de leur nationalité. Ces bandes sont parfois très nombreuses. Celle qui était commandée par le général Glass a été désarmée par nos troupes et internée comme prisonniers de guerre, mais il y en a encore une en Podolie, une autre aux environs d'Odessa et une quatrième dans le district de Human, où Stankiewicz doit avoir au moins 15 000 hommes sous ses ordres.

L'activité de ces bandes n'est pas faite pour encourager les sympathies ukrainiennes envers la Pologne, surtout si on lit une certaine presse de Galicie où les chauvins panpolonistes proposent constamment à l'Autriche d'annexer la Podolie et d'en faire une nouvelle Galicie orientale à l'image de l'autre.

Une partie de ces bandes se dirige maintenant vers la Ruthénie Blanche pour rejoindre le corps du général Musnicki, à Minsk. Dans un télégramme au Ministère de la Guerre, le Commissaire du gouvernement de la République, à Human, annonce l'arrivée d'un corps d'armée polonais avec artillerie et cavalerie et se plaint des réquisitions qui ruinent le pays.

D'autre part, le Commissaire pour la Podolie s'est plaint au Ministère par une dépêche qui est reproduite dans le *Dilo :* « Depuis la station de Vapniarka, les Polonais armés maltraitent de la pire façon la population indigène et tous ceux qui parlent l'ukrainien. Les états-majors de ces troupes ont publié des ordres aux paysans d'avoir à rendre aux propriétaires tous les champs confisqués par le Comité agraire d'après le manifeste de la Rada. Toutes les habitations brûlées ou dévastées par les Bolchéviks doivent être reconstruites par les paysans. Dans le cas contraire, ces derniers seront punis. Plusieurs villages ont été brûlés en manière de représailles et 60 paysans ont été fusillés. Tout cela se passe sous le regard bienveillant des autorités militaires autrichiennes et provoque un sentiment de révolte générale parmi la population. »

Nous croyons que les Polonais commettent une faute grave en s'engageant dans une voie pareille et en voulant défendre des intérêts de classe dans un pays qui n'est pas le leur. Nous serions heureux de voir le Conseil de Régence de Varsovie intervenir pour rappeler ses compatriotes au sentiment de la justice et au respect du droit des peuples.

Le travail forcé en Galicie orientale.

La presse polonaise entreprend une nouvelle campagne contre la population ukrainienne de Galicie, cette fois sur le terrain économique. Le journal de Cracovie « Czas », qui depuis l'échec de la Grande Pologne « d'une mer à l'autre », cherche avec un zèle tout spécial, à rabaisser les aspirations politiques des Ukrainiens, des Lithuaniens, des Blancs-Ruthènes, par toutes sortes de calomnies et de falsifications, publie des nouvelles alarmantes sur le nouveau mouvement agraire qui sévit actuellement en Galicie orientale sous l'influence des Bolchevikis. Il garde le silence cependant sur l'état de choses inouï qui depuis des années pousse la population ukrainienne au désespoir.

Comme d'habitude, il s'agit cette fois pour la feuille excitée d'irriter l'opinion en déformant les faits. Les mesures prises pour le travail obligatoire et rendues indispensables par suite de la guerre, sont interprétées de telle sorte par les organes administratifs polonais de Galicie que les paysans ukrainiens devraient être forcés de cultiver les terres des grands propriétaires pour un salaire journalier de 2 couronnes.

Cette question est traitée dans le journal de Léopol, « Svoboda », par le chef du Comité National ukrainien, Kost Lewycky, afin de faire connaître à la population ukrainienne ses droits et ses devoirs. Après l'article du « Dilo » qui soulève également la même question, le « Czas » demande qu'on prenne des mesures plus énergiques contre les paysans qui ne veulent pas se laisser exploiter, en un mot, que l'on rétablisse les « corvées ». La situation est devenue telle que les leaders ukrainiens ont dû porter plainte auprès du président du Conseil, von Seidler. D'après le «Fremdenblatt » (n° 86), une délégation ayant à sa tête le Dr Petrouchewytch, chef de l'Union parlementaire ukrainienne, et le Dr K. Lewycky, s'est présentée chez le président du Conseil, qui l'a reçue en présence du ministre de l'agriculture, comte Silva-Tarouca, du ministre de l'intérieur, comte Toggenbourg, du major général Bardik, du président de l'Office du ravitaillement, conseiller Paul, et des chefs de section von Lehne et Lauda. Les représentants ont présenté à M. von Seidler une série de demandes, dont les principales sont les suivantes : 1. Abolition du travail forcé dans les territoires frontières. 2. Augmentation de la main d'œuvre grâce aux évacués. 3. Suppression des corvées faites jusqu'ici par les paysans pour les autorités civiles et les particuliers. 4. Importation de l'Ukraine de 3200 wagons de blé pour l'ensemencement et le ravitaillement. 5. Diminution du nombre des contingents de troupes en Galicie. 6. Suppression des réquisitions. 7. Abolition des organisations agraires et économiques créées par les autorités militaires. 8. Rétablissement des conseils communaux, à la place des commissaires militaires et civils. 9. Suppression des territoires de guerre en Galicie. 10. Paiement intégral des allocations. 11. Garantie des réquisitions et récompense des services de toutes sortes rendus pendant la guerre.

En ce qui concerne l'abolition du travail forcé dans les territoires frontières, le comte Silva-Tarouca, ministre de l'agriculture, a déclaré qu'il donnerait aux autorités locales les instructions nécessaires à ce sujet (il est à désirer que ces « instructions » soient exécutées !). Le ministre de l'intérieur a fait remarquer qu'on a déjà pris les mesures nécessaires pour le rapatriement des évacués; ce rapatriement a été activé et sera terminé dans le courant du mois.

Au sujet des « corvées » des paysans, le représentant du ministère de la défense nationale prendra des mesures pour empêcher des abus. Le président de l'office de ravitaillement a informé les délégués que la Rada avait annoncé l'envoi de 1 million de pouds de blé (1 poud équivaut à 16 kilos). L'envoi des 2 millions de pouds dont parle la délégation ne lui est pas connu. 30 millions de couronnes seront versés au gouvernement ukrainien pour le blé annoncé. Conformément aux désirs de la Rada, il sera utilisé comme semence par la population de la Galicie orientale et de la Bukovine.

On délibérera le mercredi suivant, dans une nouvelle conférence à laquelle participera le comte Guyn, gouverneur de la Galicie, au sujet des autres demandes de la délégation.

Nous sommes malheureusement obligés d'opposer aux assurances des ministres le fait que la plupart des mesures et décrets publiés par le gouvernement ne sont nullement observés par les Polonais de Galicie. Telle est aussi la raison pour laquelle les Ukrainiens d'Autriche voudraient se débarrasser une bonne fois de la tutelle polonaise. Le partage de la Galicie, d'après le principe ethnographique, et la création d'une province ukrainienne à l'intérieur de la monarchie, seraient la seule solution radicale du problème.

(D'après l'Ukrainische Korrespondenz, organe des parlementaires de Galicie, paraissant à Vienne.)

Revue de presse.

Une voix française

Sous la signature de Jacques Dhur, le journal français *L'Eveil* du 18 février publie cette note spirituelle :

« Certes, on a travaillé au front. On a préparé des lignes de défense. On s'est arrangé de façon à supporter le choc dont nous menacent les masses teutonnes, revenues en hâte de Pologne, de Galicie, de Macédoine.

Mais... est-ce suffisant ?...

Nous n'avons pas même esquissé une intervention en Ukraine. Si bien que ce pays nouvellement né, que ses dirigeants occasionnels ont dirigé du côté des Boches, s'est jeté tout naturellement dans les seuls bras qui leur fussent tendus.

C'est le commencement de la manœuvre, — ou du moins du manque de manœuvre, — qui a détourné de nous la Bulgarie, au temps du néfaste Delcassé, — ce tiers homme qui s'efforçait à jouer les Thiers.

Il ne s'est trouvé à Kiev aucun représentant de la France pour dire aux Ukrainiens :

— Vous avez du blé à vendre ? Nous vous l'achetons.

Car tout le secret de la paix germano-ukrainienne est là-dedans.

Nous n'avons pas agi davantage à Pétrograd, ni à Helsingfors.

On dirait vraiment que la France, qui a supporté le plus colossal effort de la guerre, qui a été victorieuse, — et la seule victorieuse, — contre le formidable assaut allemand, soit rayée de la carte du Monde.

Vraiment, cette apathie surprend, de la part de l'homme qui se pose en incarnation de la guerre.

Et ne pense-t-il pas que le moment serait venu de montrer que, — comme on dit dans les tranchées, — nous sommes encore un peu là ? »

DERNIÈRES NOUVELLES

Czernin et Burian.

Kiev, 19 avril (B. T. U.). Un parlementaire ukrainien de haute importance déclare que la retraite du comte Czernin a causé de vifs regrets dans les milieux ukrainiens. C'est lui qui, le premier, a abandonné une politique favorable aux Polonais et a conclu la paix avec l'Ukraine. La nomination du baron Burian, tout en paraissant plus favorable que l'aurait été celle du comte Andrassy, est cependant accueillie par les Ukrainiens avec réserve.

Notre Commissaire à Kharkov.

Le gouvernement ukrainien a nommé commissaire du gouvernement de Kharkov, complètement débarrassé des troupes bolchevikis, l'ex-commissaire de Podolie, Stepura.

Un nouveau bureau ukrainien à Berlin.

Le Bureau ukrainien vient d'ouvrir une succursale à Berlin, Kurfürstenstrasse 107, sous le nom de « Ukrainisches Pressebureau ». Celle-ci sera en contact direct avec Kiev et contribuera à mieux renseigner le public de l'Europe occidentale sur les événements de l'Ukraine.

L'Eglise et l'Etat.

Kiev, 14 avril (B. T. U.). L'évêque de Volhynie, Euloge, et l'évêque Tchyhyryn, Nicodème, se sont rendus auprès du ministre de l'intérieur Tkatchenko, pour obtenir des éclaircissements au sujet des relations entre l'Eglise et l'Etat. Le ministre a répondu que l'Eglise orthodoxe, à laquelle appartient la majorité de la population ukrainienne, peut compter sur la bienveillance du gouvernement. Cependant il a ajouté que le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat serait appliqué.

Фабрика Годинників
Павла Зефельда

Добрий хід. CERA Гарний виріб.

Годинники анкрові і ціліндрові.
Якість гарантована.
Годинники браслєткові і кишенькові мужеськи и жіночи. Платинові, золоті, срібні, металеві. Великий вибір.
Ціна дуже вигідна. Висилка негайна.
Paul Seefeld, La Chaux-de-Fonds
Швайцария

„Tavannes Watch Co" & „Cyma"
Годинники з прецізіон
Звістних на усю Україну фабрик
„Таванн Вач та Спілка" і „Сіма"
Годинники знаменит своєю точністю хода та елеганцією. На продажі, скрізь у всіх годинникарів
ШО-де-ФОН у Швайцарії LA CHAUX-de-FONDS

Фабрика годинників
„Ля Рошет" братів ЗЕЛИГСОН
La Chaux-de-Fonds (Швайцария)
Годиники кишенькові на браслєтках. Надзвичайної якісти і точности. Всіляки гатунки.
Висилає до всіх країв.
Представник на Україні: Добр. С. Вайнцієр. Харьків, Катеринославська, 36.

„ГЕЛЕГА" Гельд і Т-во
Фабрика годинників
Шо-де-Фон у Швайцарії
СПЕЦІЯЛЬНІСТЬ: Найріжноманітніші браслєткові годинники, золоті, срібні, металеві і нікельові всіляких гатунків.
Адреса: Fabrique d'Horlogerie „Helega" Held et Co. La Chaux-de-Fond.

Editeur : W. Stepankowski. — IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir page 2.

L'Ukraine

N° 48 Lausanne, 2 Mai 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 1er mai 1918.

La Constituante ukrainienne est convoquée pour le 12 mai prochain sur la base des élections faites en partie en décembre 1917 et en janvier 1918. Les social-démocrates proposaient de refaire de nouvelles élections et de renvoyer la convocation de l'assemblée jusqu'au 12 juin. Leur idée a été repoussée par 26 voix contre 15 au comité exécutif de la Rada, et c'est le point de vue des socialistes-révolutionnaires qui a prévalu.

La décision de la Petite Rada nous paraît justifiée par les circonstances : d'une part, il serait regrettable d'attendre encore un mois de plus avant de donner au pays la satisfaction d'avoir à sa tête un gouvernement solidement établi sur la légalité. D'autre part, il est préférable d'éviter autant que possible un vote public en présence des troupes étrangères.

* * *

La Petite Rada a pris d'ailleurs une attitude énergique à l'égard du général von Eichhorn, qui est arrivé à Kiev le 5 avril et qui s'est mêlé des affaires intérieures de l'Ukraine en contradiction formelle avec les assurances données par les représentants diplomatiques des puissances centrales. Le commandant des troupes allemandes avait publié un ordre enjoignant à tous les paysans d'ensemencer les champs sous peine de punition et d'aider les gros propriétaires à intensifier la culture. Le ministre de l'Agriculture Kowalewski donna sa démission pour protester contre un tel abus de pouvoir.

Dans la séance du 13 avril, la résolution suivante fut adoptée à l'unanimité après l'interpellation des socialistes-révolutionnaires :

« La Petite Rada estime absolument nécessaire de déclarer que les troupes allemandes n'ont été appelées par le gouvernement ukrainien que pour l'aider à rétablir l'ordre au pays dans les limites et sous les conditions fixées au nom de la République et sans mêler le haut-commandement austro-allemand aux affaires sociales, économiques et politiques de la vie nationale. La Rada estime que l'ordre publié par le feld-maréchal Eichhorn ne peut que désorganiser notre politique économique et rendre impossible l'exécution des accords matériels entre l'Ukraine et les empires centraux.

» La Rada centrale n'accepte pas la démission du ministre de l'Agriculture. Elle le charge d'aviser la population qu'elle n'a pas à tenir compte de l'ordre du général Eichhorn et que le ministre des Affaires étrangères doit protester contre de telles interventions. La Rada demande au Cabinet des ministres d'envoyer une note dans ce sens à Vienne et à Berlin. »

Nous comprenons fort bien l'impatience des militaires allemands devant les difficultés qui s'opposent à l'exportation des céréales. Ils ne veulent pas s'être dérangés pour rien. Nous croyons qu'ils font complètement fausse route en voulant brusquer les choses et nous espérons que le pouvoir civil en Allemagne aura le courage de montrer qu'il n'entend pas laisser violer ses décisions par les autorités militaires.

* * *

La presse a publié la nouvelle d'un pogrome à Gloukhov, au nord de l'Ukraine. Cette ville se trouve dans la partie du pays qui est aux mains des Bolchéviks et où nos troupes n'ont pas encore pénétré pour rétablir l'ordre. Il faut observer que dans tout le territoire de la République où la Rada gouverne, il n'y a pas eu de persécutions contre les Juifs et que les Ukrainiens ont évité de souiller leurs mains dans ces désordres sanglants et cruels.

Au contraire, le nouveau cabinet de M. Holoubovitch a même invité un Juif à participer au gouvernement pour représenter les intérêts de ses compatriotes. Nous n'avons cessé d'encourager ici les autorités à continuer cette politique de justice et de tolérance, mais nous engageons vivement les citoyens juifs de l'Ukraine à ne pas se compromettre dans la propagande russe et centraliste, qui leur ferait perdre les sympathies de la population. Ne voient-ils pas que ce sont précisément les centralistes russes, bolchéviks ou tsaristes, qui perpétuent le régime odieux des pogromes ?

* * *

Le trafic postal entre la Galicie et la ville d'Odessa est rétabli par le moyen de la poste de campagne. Toute la correspondance est soumise à la censure militaire et l'affranchissement postal est fixé d'après le tarif ordinaire. Les sujets austro-hongrois qui habitent les frontières peuvent désormais correspondre avec leur pays. Nous ne pouvons pas nous empêcher de nous demander pourquoi les Austro-Hongrois seuls bénéficient d'une telle mesure et pourquoi les Ukrainiens en pays neutres, par exemple, ne peuvent pas encore échanger des lettres avec leurs familles par l'intermédiaire des Etats qui ont signé la paix avec la République.

Il paraît que certains spéculateurs profitent de la situation pour se faire des taxes de 3 francs par lettre qu'ils font parvenir au destinataire.

On nous télégraphie de Léopol que le gouvernement ukrainien fait tout son possible pour rétablir au plus tôt le trafic postal entre la République et le monde entier. Nous espérons vivement que ses efforts aboutiront le plus tôt possible et nous aviserons nos lecteurs sitôt que nous en aurons des nouvelles.

* * *

L'Assemblée populaire des zemstvos, réorganisée sur la base du suffrage universel, vient de se réunir à Kiev au commencement du mois d'avril. Elle a nommé comme président M. Simon Petliura, ancien ministre de la guerre. Le gouvernement s'est fait représenter aux séances par M. Holoubovitch et par M. Tkatchenko, ministre de l'Intérieur, qui a promis aux municipalités l'appui du Cabinet au point de vue financier. Il a demandé à la Rada un crédit de 100 millions de karbovanietz en faveur des zemstvos.

L'Assemblée a exprimé par un vote sa pleine approbation de la politique poursuivie par la Rada centrale et a promis son concours actif pour débarrasser l'Ukraine de tous les éléments indésirables, et renforcer la République dans le sens de l'indépendance et de la neutralité.

* * *

Nous nous permettons d'attirer respectueusement l'attention du gouvernement suisse sur la situation des prisonniers ukrainiens qui se trouvent assez nombreux parmi les évadés des troupes russes de France. S'il était possible de les grouper en tenant compte de leur nationalité, ce serait déjà pour eux une satisfaction appréciable. Ensuite il serait opportun que la Rada centrale s'adressât au Conseil fédéral pour demander leur rapatriement. La République étant un pays neutre, il nous semble que rien ne s'opposerait à cette solution, qui serait accueillie avec reconnaissance à Kiev et qui débarrasserait en même temps la Confédération suisse d'un souci de plus.

Notre gouvernement devrait se préoccuper aussi du sort tragique de nombreux Ukrainiens venus en Suisse pour leur santé ou pour leurs études universitaires et livrés aujourd'hui aux pires dificultés. Séparés de leurs familles, privés de communications avec leur pays, dénués de toute ressource pécuniaire et se trouvant dans l'impossibilité de gagner leur vie, ils sont à la charge des hôtels et des pensions et peuvent être menacés d'un jour à l'autre de poursuites pour dettes.

L'un d'entre eux s'est suicidé l'autre jour et nous pensons qu'il serait grand temps que la Rada fît envoyer des fonds au gouvernement suisse pour leur venir en aide ou s'occupât de les faire rapatrier sans délai.

Revue industrielle et commerciale.

Nous continuons ici l'analyse des idées du Dr Mexin d'après le mémoire qu'il a bien voulu nous présenter.

Le développement économique du pays comprend deux domaines bien caractérisés : l'organisation de l'industrie et du commerce à l'intérieur et l'organisation à l'extérieur. Dans le premier domaine la division du travail doit se faire comme suit :

1° l'exploitation des richesses naturelles du sol ;

2° l'établissement des usines et des fabriques ;

3° l'importation du matériel nécessaire.

Il faut mettre à la base de toute l'organisation ce principe accepté par la République : que les richesses naturelles du sol appartiennent à la nation tout entière. Si l'initiative privée des citoyens fait défaut, c'est l'Etat qui doit prendre en mains l'exploitation du trésor naturel de l'Ukraine. Il faut par conséquent faciliter par des lois l'expropriation des mines, des forêts, des concessions de chasse et de pêche dont il serait utile de tirer parti.

L'Etat doit vendre aux enchères publiques toutes ces entreprises en les réservant aux citoyens de la République. S'il ne trouve pas acheteur, il doit s'en occuper lui-même et faire profiter le peuple entier des bénéfices possibles. Une mesure pareille provoquera l'initiative des ingénieurs, des chimistes et des financiers. D'autre part, elle affranchira l'Ukraine du péril des aventuriers étrangers qui affluent chez elle dans l'unique but de s'enrichir à tout prix sans s'inquiéter des intérêts du pays.

En ce qui concerne l'organisation extérieure, il faut tout d'abord étudier la situation vis-à-vis des pays que l'Ukraine peut ravitailler en matières premières exclusivement.

Dans les Etats bien développés au point de vue technique comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Suisse et les Pays scandinaves, il faut poursuivre un double but :

1° Etudier le perfectionnement de l'industrie.

2° Etudier les besoins de ces marchés en matières premières.

Il faut donc entretenir dans ces pays des organisations composées d'ingénieurs, de chimistes et de commerçants habiles connaissant bien les ressources de notre sol, et placés sous la protection d'une Chambre de Commerce. Ces Chambres ne doivent pas ressembler aux consulats bureaucratiques du temps jadis, mais être au contraire établies par des personnes privées et soutenues par l'Etat, mais avant tout par les agriculteurs et les industriels eux-mêmes.

Après la solution de la réforme agraire en Ukraine, tous les agriculteurs doivent former des unions par district (comme à présent les Zemstvos). A chaque assemblée générale annuelle on établira les prix d'après les conditions de la nouvelle récolte et les frais de transports. On nommera des représentants aux Chambres de Commerce à l'étranger et ceux-ci devront être informés régulièrement par leurs Unions, de l'état des récoltes et des prix fixés. De leur côté, ils tiendront les Unions au courant des perfectionnements agricoles et leur feront connaître les nouveaux procédés de drainage ou d'engrais ainsi que les inventions de machines et d'outils.

Ces Chambres de Commerce à l'étranger devront être dirigées par des commissaires intelligents du Ministère et publier chaque année des rapports qui seront ensuite groupés et résumés en un compte-rendu général imprimé en langue ukrainienne et distribué aux agriculteurs, aux industriels et aux commerçants de notre pays pour les renseigner sur leurs vrais intérêts.

Les différentes Chambres posséderont bientôt de nombreuses adresses d'acheteurs ; elles pourront donc publier aussi des annuaires et servir d'intermédiaires pour faciliter les commandes. Elles pourront organiser également des expositions et offrir leurs services gratuits pour la traduction des prix-courants et catalogues. Leur activité pourrait se développer dans tous les domaines et devenir bientôt pour notre pays un véritable facteur de puissance.

SITUATION DIPLOMATIQUE

Une dépêche de Kiev nous apprend que le gouvernement de la République va envoyer en Suisse une mission diplomatique présidée par M. Schrag, avocat, membre du Comité exécutif de la Rada et l'un des chefs du parti social indépendantiste.

Cet événement de haute importance pour nous va mettre fin une fois pour toutes aux contestations qui ont pu s'élever à l'étranger et va permettre au Conseil fédéral de s'entretenir avec des représentants autorisés de notre Etat sur les diverses questions qui intéressent aujourd'hui les deux pays : d'une part le ravitaillement de la Suisse et nos futures relations commerciales, de l'autre le rapatriement des Ukrainiens émigrés et avant tout la reconnaissance formelle de l'indépendance de notre République.

Vienne, 26 avril (B. T. U.). — Le nouvel ambassadeur de Bulgarie à Kiev, S. Ex. Ivan Chichmanoff, a été ministre de l'instruction publique à Sofia. Professeur d'université, il a publié d'excellentes brochures sur le poète national ukrainien, Chevtchenko, et sur son influence sur la littérature bulgare. Son mariage avec la fille du grand patriote Dragomanoff l'a fait entrer en rapports étroits avec les milieux politiques ukrainiens, où il est très apprécié.

Kiev, 27 avril (B. T. U.). — Le parti social-fédéraliste a désigné M. Jakowliw, avocat et membre de la Rada, comme représentant diplomatique ukrainien à Vienne et le gouvernement l'a nommé à ce poste.

Une mission diplomatique se rendra prochainement dans les pays neutres ; elle sera dirigée par M. Dmytro Dorochenko, social-fédéraliste, ex-gouverneur général de la Galicie et ancien ministre président du conseil.

La Suisse et l'Ukraine

(De notre envoyé spécial.)

Genève, 1er mai 1918.

M. Edmond Privat, privat-docent à l'Université de Genève, vient de faire ici dans la grande salle de l'Athénée deux conférences sur « La Suisse et les Peuples de l'ancien Empire russe. » Il a donné une large place à l'Ukraine comme étant le plus grand parmi les nouveaux Etats qui se constituent à l'orient de l'Europe. Son étude très documentée aura contribué à renseigner le public intellectuel et financier genevois sur la situation de notre pays et sur la politique des différentes puissances à notre égard.

Avec une grande impartialité M. Privat a fait le procès des tendances impérialistes du parti militaire pangermaniste et a critiqué en même temps les fautes commises envers l'Ukraine par la diplomatie de l'Entente.

Il a examiné ensuite quel pourrait être le rôle de la Suisse envers les nouveaux Etats et a témoigné sa sympathie pour l'idée d'un comité d'études à établir ici entre les représentants des différentes nations intermédiaires entre la Russie et l'Allemagne. D'après lui, la Suisse pourrait mettre au service de notre pays et de ses voisins son expérience de la démocratie et du fédéralisme et poursuivre un but entièrement désintéressé.

Les auditeurs ukrainiens ont vivement apprécié ce point de vue qui correspond parfaitement à la politique de notre pays, lequel désire former une République indépendante et neutre, participant à la Société des Nations. Nous espérons sincèrement que l'Ukraine et la Suisse pourront bientôt entrer en relations officielles et directes et que les idées de M. Privat pourront trouver leur application immédiate. Il serait en tout cas fort utile qu'elles puissent paraître en brochure et nous tâcherons en attendant de nous en procurer le sténogramme pour pouvoir en publier quelques passages dans notre journal, si le conférencier veut bien nous le permettre.

ACTUALITÉS

Les provisions cachées.

Le numéro du 11 avril de *L'Ukraine* a rendu compte, d'après quelques journaux hongrois, des efforts qui tendent à suppléer par des organisations collectives aux difficultés que rencontre l'échange de marchandises avec l'Ukraine et qui ne peuvent être surmontées par le commerce privé.

Cette fois, nous trouvons un autre son de cloche dans un journal autrichien, le *Neues 8 Uhr Blatt,* dont un correspondant en Ukraine met en relief le rôle joué par le commerce privé et insiste en même temps sur la richesse du pays.

A son regret, il a dû interrompre son voyage pour des motifs d'ordre militaire à Peresba. Cependant « déjà dans les boutiques de Kowel on trouve tout ce qui manque à Berlin, à Londres et à Paris. On peut trouver du cacao, du chocolat, du jambon, de la viande fumée, de la farine, même de la confiserie la plus fine, des bonbons fondants. Au fond des tiroirs sales, du cacao aromatique, des parfums des meilleures marques parisiennes, du thé apporté par les caravanes de Chine attendent la lumière du jour. »

Un jour, M. Pinkus — c'est son nom — est allé voir l'officier commandant le service d'approvisionnement des armées autour de Kowel. « J'ai du cuivre, de la glycérine, du caoutchouc, de la graisse. Voulez-vous mettre à ma disposition un auto-camion pour les apporter ? » Le lendemain, il fait aviser l'officier qu'un camion ne suffit pas, il lui en faut encore six. M. Pinkus est rentré à la tête des sept camions chargés de milliers de kilogrammes de glycérine, de caoutchouc, de cuivre. D'où ? C'est son secret. En tout cas, c'est la preuve qu'en Ukraine tout se trouve en abondance. Il est évident que M. Pinkus fait payer cher tout ce qu'il procure, mais il n'y a rien à y faire ; son secret est un trésor par le temps qui court. L'aide à donner à ces Pinkus est une aide donnée au rétablissement du mouvement commercial avec l'Ukraine qui, sans cela, serait retardé de longs mois.

Le même correspondant raconte qu'un capitaine de l'armée suisse qui voyageait avec eux regrettait de partir sans un souvenir d'Ukraine. Là-dessus, un camarade ukrainien lui offre sa casquette d'astrakan gris (imitation) décorée d'une cocarde aux couleurs nationales. En l'examinant de près, on y trouve la marque d'une fabrique de Karlsruhe. C'est donc là qu'ont été faites les casquettes des terribles Cosaques d'Ukraine !!!

Adam Lovag.

Protestation à Vienne.

Vienne, 26 avril (B. T. U.). — Une délégation des représentants de l'Union parlementaire ukrainienne de Galicie et de Bukovine, ayant à sa tête le métropolite de Léopol, Mgr Szeptycki, s'est présentée le 21 avril chez le président du Conseil, von Seidler.

Au nom du peuple ukrainien, la délégation a protesté contre les mesures prises à l'insu des députés ukrainiens et qui sont en complet désaccord avec le traité de Brest, ainsi que contre les arrangements secrets pris au sujet de l'avenir politique de la Galicie orientale et de la Bukovine. La délégation se réfère aux communications de la presse viennoise, selon laquelle le traité de paix avec l'Ukraine aurait été la cause de la démission du comte Czernin et aux bruits qui courent d'une campagne menée en faveur d'une solution de la question de Cholm au profit des Polonais. En terminant, la délégation a prié le président du Conseil de communiquer sa protestation aux autres membres du gouvernement.

NOUVELLES EN TROIS LIGNES

Kiev, 27 avril (B. T. U.). — Les commandants des vaisseaux de guerre *Svobodnaïa Rossia, Panïat Merkouria, St-Eustache, Tri Sviatitelia, Boretz sa Svobodou,* ancrés à Sébastopol, ainsi que quelques croiseurs et sous-marins, se sont déclarés prêts à rendre la ville sans combat aux troupes ukrainiennes.

Les commissaires du peuple ont ordonné l'évacuation immédiate du district d'Asov après avoir exporté tous les articles de ravitaillement.

Les ministres des finances et du commerce ont décidé d'établir un budget de l'Etat le plus vite possible et de restreindre l'émission du papier-monnaie, l'importation de marchandises n'amenant pas pour l'instant de hausse sensible de la circulation des billets de banque.

La fête du 1er mai.

Kiev, 27 avril (B. T. U.).

Le ministère de l'Intérieur a publié un décret ordonnant que le 1er mai, fête de la classe ouvrière du monde entier, soit célébré aussi dans les institutions gouvernementales.

L'immunité parlementaire.

Kiev, 24 avril (B. T. U.) (retardée dans la transmission.) — La Rada centrale, dans sa séance du 16 avril, a voté une loi sur l'immunité parlementaire de ses membres. Cette loi s'applique aussi temporairement aux membres de la Constituante jusqu'au jour où ceux-ci voteront eux-mêmes leur propre immunité.

La réforme agraire.

Kiev, 26 avril (B. T. U.). — Le ministre de l'agriculture, Kowalewsky, a déclaré au collaborateur de l'Agence télégraphique ukrainienne de Kiev que certaines modifications indispensables seront apportées à la loi sur la socialisation du sol. Les paysans auront le droit de posséder de 10 à 15 désiatines de terre (1 désiatine équivaut environ à 1 hectare). Les forêts seront exploitées directement par l'Etat.

Le Comité central agraire de Kiev a vivement approuvé les mesures prises par M. Kowalewsky pour une solution rapide de la question agraire et lui a exprimé sa confiance, partagée par la population des campagnes tout entière. Cette question étant à peu près résolue, les paysans peuvent se consacrer entièrement à la culture du printemps qui se poursuit normalement.

CORRESPONDANCE

Nous recevons la lettre suivante :

Berne, ce 21 avril 1918.

Monsieur le Directeur de *l'Ukraine,*
à Lausanne

Dans le numéro 46 de votre journal, dans l'article « Ukraine et Pologne » vous critiquez l'attitude des socialistes polonais. En tant que socialiste polonais et correspondant du *Naprzod,* je tiens à rectifier votre information et cela en vous citant une correspondance de Kiew au *Naprzod* du 14 avril qui dit entre autres :

« Dans la Rada Ukrainienne Centrale la fraction du P. P. S. (parti socialiste polonais) était composée de 5 membres. (Suivent les noms.)

» Dans la petite Rada (Mala Rada) siégeait le camarade Korsak. C'était d'ailleurs le seul membre non-ukrainien de la Rada, qui ait voté pour l'indépendance de l'Ukraine. »

Vous voyez donc quelle était et est l'attitude du parti socialiste polonais.

Veuillez agréer, Monsieur et très honoré confrère, l'expression de mes sentiments distingués, *Wladislaw Neuman*

Note de la rédaction : Nous donnons bien volontiers acte à notre correspondant de l'information qu'il veut bien nous rappeler. Mais c'est précisément parce que cinq socialistes polonais siègent dans la Rada centrale que nous ne pouvons pas comprendre l'attitude extraordinaire de ceux qui ont fait cause commune avec les Bolchéviks et participé au gouvernement provisoire que ces derniers avaient installé à Kiev pendant les quelques jours qu'a duré leur règne de terreur sanglante.

LES BOLCHÉVIKS A KIEV

Nouveaux détails sur leur séjour dans la capitale.

La presse ukrainienne nous apporte de nouveaux détails sur la conduite incroyable des maximalistes à Kiev pendant les quelques jours qu'ils y ont passés. Après une semaine de bombardement ils occupèrent la capitale le 8 février et durent l'évacuer déjà le 1er mars. Il était facile de prévoir que leur règne serait de courte durée, la décomposition et le désordre intérieurs étant visibles aux yeux de tous.

Ils pillaient en ville sans aucune vergogne. En plein jour, les camions-automobiles s'arrêtaient devant les dépôts et les magasins pour déménager les caisses de provisions et les objets précieux. Ils ont volé plusieurs millions à la Banque d'Etat et plus de vingt millions en tout dans les différents établissements de la ville et chez des particuliers. L'apogée du pillage, ce fut la nuit du mercredi au jeudi, où les Bolchéviks et leurs associés firent la fête à Kiev avec tous les criminels et les repris de justice.

Les habitants s'efforcèrent de se défendre tant bien que mal ; ils organisèrent dans les différents quartiers des milices armées qui barricadaient les portes et les fenêtres pour empêcher l'invasion et le sac des domiciles privés. C'était chaque jour une véritable bataille dans les rues de la ville.

Les maximalistes attaquèrent la rédaction de la *Nova Rada* et confisquèrent toute sa provision de papier. Un vif combat s'engagea entre la Garde-Rouge d'une part et le personnel du journal de l'autre, rédacteurs, employés, imprimeurs, hommes et femmes, y compris les dactylographes.

On peut faire un parallèle entre cette nouvelle invasion de Kiev et celle du Grand-duc de Moscou en 1171. En plein vingtième siècle et au lendemain de la grande Révolution russe, des sauvages qui se disent socialistes ont pu fusiller les habitants parce qu'ils étaient vêtus d'habits nationaux ou parce qu'ils avaient les moustaches longues ou encore la mèche retombant derrière l'oreille à la mode des anciens Zaporogues. Au centre de la ville, la Garde-Rouge et les matelots bolchéviks tuèrent dans le parc de Marinski un millier de personnes tout à fait inoffensives. Les cadavres furent dépouillés sous les yeux du public et empilés nus sur des camions-automobiles pour être emportés sans aucune couverture. Au Ministère, les maximalistes russes décrétèrent que personne n'avait le droit de parler ukrainien et répétèrent la parole fameuse de l'ancien fonctionnaire tsariste Valouïeff : « Il n'existe pas de langue ukrainienne et il n'en existera jamais. »

Les détachements tchèques, aussi actifs à piller la capitale que leurs compères russes, ont quitté Kiev les premiers. Les troupes maximalistes commandées par M. Mouravief, ancien membre de l'Okhrana tsariste voulurent faire sauter le pont du Dniepr en quittant la ville le 28 février, mais des paysans courageux sauvèrent le pont en enlevant les mines au péril de leur vie. Deux d'entre eux se noyèrent dans les eaux du fleuve au cours de cette opération.

Les troupes ukrainiennes reconquirent la ville sans combat, grâce à une habile manœuvre stratégique de l'armée allemande qui menaçait les ennemis d'encerclement. Le 2 mars, à 9 heures du matin, les Cosaques ukrainiens firent leur entrée dans la capitale sous le commandement de Petlioura et ce n'est que le lendemain que les troupes saxonnes arrivèrent à leur tour. Les troupes nationales furent saluées avec enthousiasme par une population indignée et dégoûtée du sanglant régime de terreur dont on la délivrait enfin. Toute la ville était pavoisée de jaune et bleu et les soldats ukrainiens furent couverts de fleurs par la foule. A 2 heures de l'après-midi, le Ministre de la Guerre Joukovski passa en revue sur la place Ste-Sophie les régiments de l'armée nationale.

Les officiers de la Mission française en Russie qui viennent de rentrer en France, après un long voyage, ont donné au journal *Le Matin* (du 17 avril dernier) une interview dont nous extrayons le passage suivant qui se rapporte à l'invasion bolchévique à Kiev :

« Nous avons assisté à des scènes d'une sauvagerie inouïe. Ayant aperçu, un jour, un groupe de prisonniers ukrainiens emmenés par des bolchéviks, nous les suivîmes. Les bolchéviks conduisirent leurs victimes dans une sorte de cirque, puis se plaçant sur les gradins abattirent à coups de fusils les malheureux qui roulèrent ensanglantés, l'un après l'autre, sur le sable de l'arène. Comme nous avions voulu intervenir, les canons des fusils se braquèrent sur nous. Nous n'eûmes que le temps de partir.

» Des wagons entiers de cadavres quittèrent la ville. On les déchargeait dans le fleuve. C'était là leur sépulture. »

Syndicat commercial en Galicie.

Le 15 avril s'est fondée à Léopol une Société commerciale avec la participation de l'Union des Coopératives agricoles, de l'Union des Coopératives pour la vente du bétail, de l'Union du Crédit, de la banque hypothécaire, de la Société d'assurances « Dniester » et d'autres Sociétés de Crédit.

Le nouveau Syndicat dispose d'un fonds d'un million de couronnes et son Comité directeur se compose de MM. : Nykola Zaïatchkivsky, Dr Kultchitski et Silvestre Herasimovitch. Il a commencé son activité en tâchant d'obtenir d'Ukraine des semences de céréales pour les paysans galiciens.

NÉCROLOGIE

Le 24 avril, M. Anton Michaelovitch Lakhotzky (Kouzma), un des doyens de la colonie ukrainienne à l'étranger, est mort à l'Hôpital cantonal de Lausanne après une courte mais pénible maladie. Il était âgé de 65 ans. Fils d'un pope de Jitomir, M. Lakhotzky commença son activité comme artiste dans une troupe petite-russienne et prit part en même temps à la propagande radicale-socialiste ukrainienne. En 1877, ayant transporté des publications révolutionnaires ukrainiennes, il fut arrêté à la frontière de Galicie sur la dénonciation de Polonais, et emprisonné à Cracovie. Les autorités ayant fait un procès à M. Lakhotzky ainsi qu'à son camarade Jastremsky, ceux-ci durent rester en prison pendant une année. Malgré leur acquittement, ils n'osèrent retourner en Ukraine, craignant des perquisitions tsaristes et vinrent se réfugier en Suisse. Au commencement de l'année 1878, M. Lakhotzky s'installa à Genève où il devint un chaleureux partisan du célèbre politicien ukrainien Dragomanoff, qui faisait à ce moment de la propagande nationale. Il fonda à Carouge la première imprimerie ukrainienne à l'étranger et en devint directeur et compositeur. Les nombreuses éditions de Dragomanoff, comme la revue *Hromada* et autres, ont toutes été éditées par le défunt. Etant populiste et fédéraliste, M. Kouzma n'osa pas prendre parti pour une Ukraine tout à fait indépendante. Son idéal national était simplement de voir l'Ukraine devenir une province autonome dans une fédération russe.

Il prit part à toutes les entreprises politiques et économiques des Ukrainiens en Suisse. En 1908 et en 1915, il présida, à Genève, une Société ukrainienne. Il prit également part à de nombreuses œuvres de bienfaisance en faveur de ses compatriotes.

M. Lakhotzky laisse une femme[1] et deux enfants. Dès le commencement de la révolution, la maladie l'empêcha de passer en Ukraine, où il désirait tant retourner, pour venir en aide au peuple qu'il aimait tant. Il est mort dans cette Suisse qu'il avait habitée 40 ans et à laquelle il était profondément attaché.

[1] D'origine moscovite.

Комисия :: Експорт :: Фабрика годинників
BELECO WATCH
М. БРАЙЛОВСЬКИЙ
Швайцарил; LA CHAUX-de-FONDS, Paix 87
:-: Спеціяльність на Україну :-:
Надзвичайні мужеськи і жіночи з добрим ходом від 10‴ до 22″ годинники кулясті і продовгасті золоті, срібні, сталеві і металеві. Годинники браслєткові від 8‴ до 15‴ круглі всіляких можливих форм, золоті, срібні, сталеві, ніклеві. Торговельний дім постарчає шабльоні всякій згодно кількости від 11½‴ до 22‴ анкерові і ціліндрові з частинами від Ад. Шільда з Гранжу як і від иньших відомих фірм. Заміна і зполучения окремих частин гварантоване.

Фабрика Годинників
Павла Зефельда
Добрий хід. CERA Гарний виріб.
Годинники анкрові і ціліндрові. Якість гварантована. Годинники браслєткові і кишенькові мужеськи и жіночи. Платинові, золоті, срібні, металеві. Великий вибір. Ціна дуже вигідна. Висилка негайна.
Paul Seefeld, Le Chaux-de-Fonds
Швайцария

„Tavannes Watch Co“ & „Cyma“
Годинники з прецізіон
Звістних на всю Україну фабрик
„Таванн Вач та Спілка“ і „Сіма“
Годинники знаменні своєю точністю хода та елєганцією
На продажі скрізь у всіх годинникарів
ШО-де-ФОН у Швайцарії
LA CHAUX-de-FONDS

Фабрика годинників
„Ля Рошет“ братів ЗЕЛИГСОН
La Chaux-de-Fonds (Швайцария)
Годинники кишенькові на браслєтках. Надзвичайної якісти і точности. Всіляки гатунки. Висилає до всіх країв.
Представник на Україні: Добр. С. Вайнцієр. Харьків, Катеринославська, 36.

„ГЕЛЕГА“ Гельд і Т-во
Фабрика годинників
Шо-де-Фон у Швайцарії
СПЕЦІЯЛЬНІСТЬ: Найріжноманітніші браслєткові годинники, золоті, срібні, металеві і нікельові всіляких гатунків.
Адреса: Fabrique d'Horlogerie „Helega“ Held et Co. La Chaux-de-Fond.

Editeur : W. Stepankowski. — IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS **20 centimes.**

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 49 Lausanne, 9 Mai 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 6 mai 1918.

Nous consacrons plus loin un bulletin spécial au renversement de la Petite Rada et à la proclamation du général Skoropadsky comme hetman de la République. Nous y analysons en détail les circonstances qui ont amené ce coup d'Etat et nous traitons aussi dans la chronique économique et financière la question agraire et le point de vue des petits propriétaires qui sont les véritables soutiens du nouveau gouvernement.

* * *

L'Agence polonaise centrale en annonçant les résultats des élections au Conseil d'Etat du Royaume de Pologne fait remarquer la participation des districts de Zamostj et de Cholm au vote, bien que ce territoire ait été attribué à la République ukrainienne par le traité du 9 février conclu à Brest-Litovsk avec les Puissances centrales.

D'après le *Temps*, c'est M. Lechnicki, grand propriétaire polonais, qui a été élu comme représentant de cette circonscription.

Cette nouvelle coïncide avec celle de l'arrestation du commissaire ukrainien de Cholm, M. Skoropys-Joltoukhovsky, saisi par les autorités autrichiennes à son arrivée à Lublin, où le gouverneur-général austro-hongrois a d'ailleurs déclaré ouvertement que le pays de Cholm appartenait comme avant à la Pologne. Les autres employés du gouvernement de la République dans ces régions ont dû quitter leur poste et se retirer dans les territoires occupés par les Allemands.

Les Ukrainiens de Galicie ont pris ces événements très à cœur et une délégation ayant à sa tête Mgr Szeptycky est allée se plaindre à Vienne tandis que le Gouvernement de la République protestait de son côté.

* * *

Il n'y a pas que le territoire de Cholm dont on veut priver les Ukrainiens pour satisfaire la minorité impérialiste et chauvine en Pologne. Il y a encore toute la Galicie orientale, dont les grands propriétaires intriguent à Vienne pour la soumettre définitivement à la domination polonaise. Il y a même encore les provinces entières de la République comme la Volhynie ou la Podolie auxquelles certains chauvins du parti national-démocrate songent pour en refaire un terrain d'exploitation polonaise.

Chose étrange, ces mêmes chauvins qui sont ardemment germanophobes à Paris ou à Lausanne, s'allient au pangermanisme pour faire de la propagande antiukrainienne à Berlin et à Vienne et pour proposer à l'état-major allemand de transformer le secours apporté à l'Ukraine en une occupation pure et simple du pays qui supprimerait toute administration nationale et laisserait libre cours aux projets de conquêtes et de partages.

Tant que les autres partis polonais n'auront pas désavoué catégoriquement ces menées, il ne faudra pas s'étonner de la méfiance qui règne à Kiev et plus encore à Léopol envers leur politique et envers leurs troupes qui sont disséminées à gauche et à droite sous différents prétextes.

* * *

Un régime allemand en Ukraine faciliterait la réaction tsariste en discréditant complètement l'idée de l'indépendance et en jetant la population dans les bras des agents russes qui fourmillent à Kiev.

Cette question des indésirables est une des plus graves qui s'impose à l'attention du nouveau gouvernement. La République est envahie par tous les éléments monarchistes qui ont fui la grande Russie. Dans le désir de ne pas fermer ses frontières, l'Ukraine s'est laissée inonder par la région du Don et notre capitale compte par milliers les immigrés de Pétrograd et de Moscou qui travaillent directement contre nos intérêts. Les principaux chefs de la Rasviedka et de l'ancienne Okhrana ont établi chez nous leur quartier-général. Des milliers d'officiers et de policiers russes se sont installés dans les meilleures maisons de la capitale. Ils distribuent des armes et préparent leur grand complot.

Les troupes allemandes auront à peine tourné le dos qu'ils feront éclater leur mouvement pour transformer notre pays en une base d'offensive tsariste. Leur présence est un véritable danger non seulement pour notre tranquillité, mais pour celle de la Russie et de l'Europe entière. La première tâche du nouveau hetman doit être de débarrasser le pays de ces indésirables en prenant d'énergiques mesures d'expulsion et en mettant la main sur les provisions d'armes et de munitions qu'ils cachent dans le pays.

* * *

Les troupes allemandes ont occupé Sébastopol et des vaisseaux turcs ont fait leur entrée dans le port quelques jours après. A la conférence de Brest-Litowsk, les Puissances centrales avaient admis que la Crimée tout entière fît partie de la République ukrainienne. Nous espérons donc qu'il n'est pas question d'établir là-bas aucun protectorat ottoman. Ce pays ne doit être ni russe ni turc si l'on ne veut pas retourner aux guerres du seizième siècle. Sur 400 mille habitants la Crimée ne compte que 120 mille Tartares, qui habitent la partie méridionale et auxquels il faudra naturellement garantir leur pleine autonomie nationale, mais la majorité de la population est ukrainienne et vit en excellents rapports avec de nombreux colons étrangers et parmi eux avec les Suisses qui ont développé là-bas la culture de la vigne.

Le nouveau gouvernement devra défendre énergiquement les droits de la République sur ces territoires contre toute prétention injustifiée.

LE COUP D'ÉTAT

La faiblesse du Cabinet Holoubovitch lui avait fait perdre la sympathie du pays. D'une part on lui reprochait d'avoir appelé les Allemands à son secours et d'autre part de gouverner tout seul avec une clique de protégés sans s'appuyer suffisamment sur la nation. Plusieurs des ministres étaient des jeunes gens sans expérience et que la Petite Rada ne soutenait que parce qu'ils appartenaient au groupe socialiste révolutionnaire qui forme la majorité dans son sein. Depuis la rentrée à Kiev après l'invasion bolchévique, le comité exécutif a pris toutes les décisions sans jamais convoquer la Rada Centrale.

On prévoyait depuis longtemps que l'Assemblée constituante, qui devait se réunir le 12 mai, ou le Parlement qui devait être élu tout de suite après, renverserait ce Cabinet de partis pour mettre à la tête des affaires un gouvernement administratif plutôt que politique et composé d'hommes expérimentés appartenant à divers groupes. C'est la question agraire qui a précipité les événements.

Les paysans qui possèdent un peu de terre étaient profondément inquiets des projets de socialisation du sol qui devaient réduire la propriété de chacun d'eux à 6 ou 7 hectares de terrain dont ils ne seraient plus même les maîtres et qui leur seraient « prêtés par les Comités agraires ». L'irritation croissait chez les paysans bourgeois qui forment le 40 % de la population.

Nous avions déjà analysé en détail cette situation dans notre numéro du 25 avril et attiré l'attention du gouvernement sur le danger qu'il pourrait y avoir à mécontenter la fraction la plus homogène du peuple ukrainien.

* * *

Des députations de campagnards en grand nombre ont afflué à Kiev pendant les deux dernières semaines pour demander au gouvernement de limiter la réforme agraire aux grands domaines fonciers et de sauvegarder la petite propriété. C'est exactement ce que nous proposions nous-mêmes ici. Résolus à ne pas ensemencer des terres qu'on menaçait de leur prendre, ces paysans ont fait la grève des semailles et les militaires allemands ont eu peur de voir s'envoler en fumée la moisson d'automne sur laquelle ils comptaient....

C'est alors que se place l'incident von Eichhorn que nous avons relaté dans notre dernier numéro. Le Cabinet Holoubovitch hésite et ne trouve pas de réponse à faire aux paysans. Le maréchal s'impatiente et proclame l'état de siège. Chacun prévoit qu'il va bientôt supprimer tout simplement l'administration nationale et gouverner l'Ukraine en pays occupé. Les agents russes intriguent de leur côté et, au moment où le président du Conseil explique à la Petite Rada que les Allemands se placent sur le terrain de la non-intervention dans les affaires intérieures de la République, un détachement de troupes saxonnes interrompt la séance, arrête deux ou trois politiciens (Jukovsky, Gaïevsky), fait des perquisitions chez MM. Lubinsky, Khristuk et Tkatchenko et enferme dans sa maison le président Hrouchewsky. C'est le 28 avril. Le lendemain les personnes sont relâchées et le chef d'état-major du 31me corps d'armée allemand explique au président qu'il s'agissait tout simplement de l'enquête judiciaire nécessitée par les intrigues russes. Le lendemain la Petite Rada siège encore, mais son crédit est complètement ruiné devant l'opinion publique. Un immense congrès de 7 000 agriculteurs décide de la renverser pour éviter la réforme agraire extrémiste. Les partis social-démocrate, social-fédéraliste (ou radical-socialiste) et surtout indépendantiste décident de profiter de la situation pour installer un gouvernement énergique et rétablir l'ordre à tout prix avant que les Allemands ne puissent les devancer. Ils sentent que c'est la dernière carte à jouer et que s'ils n'agissent pas, c'en est fait de l'indépendance ukrainienne.

Des pourparlers s'entament. Le Congrès proclame le général Skoropadsky Hetman de la République et la foule l'acclame dans les rues en demandant à grands cris l'ordre et l'indépendance. Le 1er mai à dix heures du soir le nouveau dictateur est maître de la ville. Il dissout la Petite Rada, et la garde de corps de cette Assemblée passe de son côté avec ses cosaques de Sytch et ses tirailleurs galiciens.

* * *

Le lendemain 2 Mai l'Hetman tâche de former un Cabinet de concentration nationale et d'activité pratique. Deux premières combinaisons échouent. Une troisième réussit enfin et le Ministère est constitué comme suit:

Président du Conseil	Wassylenko
Intérieur	Lysohub
Finances	Chemet
Commerce	Hutnyk
Agriculture	Kianytyn
Ravitaillement	Sokolowsky
Voies et communications	Boutenko
Justice	Tchoubinsky
Secrétaire d'Etat	Gijitzky
Contrôleur d'Etat	Afanasiew

La plupart de ces Ministres appartiennent au parti indépendantiste. On annonce que les social-démocrates et les social-fédéralistes s'entendront pour se faire représenter aussi dans le Cabinet.

La proclamation de l'Hetman indique un sérieux coup de barre à droite. Il annonce que la propriété privée doit être respectée et que seuls les grands domaines fonciers seront rachetés par le gouvernement pour fournir des terres aux paysans qui n'en ont point. Toutefois le Général Skoropadsky promet de défendre les droits des ouvriers et des employés de chemins de fer et s'engage à laisser la liberté complète au commerce et à l'industrie.

Jusqu'à la convocation du nouveau Parlement, l'Hetman exerce le pouvoir absolu. Il peut dissoudre et nommer les Ministres. Il a commencé par proclamer l'Eglise orthodoxe comme Eglise nationale en annonçant que les autres confessions religieuses jouiraient des mêmes droits. Il a proclamé la liberté de la presse et de réunion, que les Allemands voulaient limiter. Il a institué un comité financier pour régler les emprunts d'Etat. La figure la plus marquante du nouveau ministère semble être en tous cas M. Chemet, ministre des finances et leader des petits propriétaires. Chef du mouvement indépendantiste à l'heure actuelle, il a fait partie de la Douma en 1905 comme un des principaux représentants de la nation ukrainienne. C'est un ardent partisan de l'ordre et de l'activité pratique.

* * *

L'ancien gouvernement est tombé à cause de sa faiblesse, qui laissait le pays en proie au désordre et à l'anarchie d'une part et à la merci des militaires allemands de l'autre. Deux éléments ont contribué à faciliter l'avènement du nouveau Cabinet:

D'un côté la lassitude et le besoin d'ordre de la population, qui désire voir rétablir la poste, les télégraphes et l'administration désorganisés par la revolution, de l'autre la volonté implacable des militaires allemands de s'assurer à tout prix des réserves de céréales et par conséquent d'encourager les petits propriétaires aux semailles en faisant échouer les projets de socialisation de la terre.

En attendant d'être mieux renseignés sur les tendances du nouveau gouvernement, nous désirons garder à son égard une attitude d'expectative et de réserve. Nous pensons qu'il aura la majorité du pays derrière lui s'il remplit ces trois conditions:

1. rendre au pays la vie normale,
2. organiser l'Etat dans un sens vraiment national,
3. supprimer les abus de la révolution, mais en conserver à tout prix les conquêtes essentielles dans le domaine politique et social.

C'est là qu'est la difficulté. Nous avons conseillé nous-mêmes qu'on fît des concessions aux petits propriétaires, mais il ne faudrait pas non plus qu'on en revienne au statu quo et qu'on rétablisse le régime des grands domaines fonciers qui serait un anachronisme. Le Congrès des agriculteurs qui s'est réuni à Kiev le 29 avril s'est séparé après une violente discussion et les petits propriétaires démocrates ont formé un congrès spécial. C'est à celui-ci que vont nos sympathies et c'est sur cet élément-là que le nouveau cabinet fera bien de s'appuyer.

La République s'est engagée à payer en blé le secours des Allemands contre l'invasion anarchiste. Ce sont là des engagements qu'il faudra tenir strictement puisque la nécessité nous a obligés à les conclure. Mais le nouvel Hetman devra sauvegarder à tout prix l'indépendance politique du pays et adopter une ligne de conduite démocratique et socialiste modérée, s'il veut pouvoir compter sur l'appui de la nation. Il joue la dernière carte de l'indépendance ukrainienne. S'il ne réussit pas, notre pays sera livré au bon plaisir de l'étranger et aux intrigues des impérialistes allemands, russes et polonais dont nous avons tout à redouter. C'est pourquoi nous ne saurions trop souhaiter que l'Hetman et ses nouveaux collaborateurs puissent mettre immédiatement en œuvre les qualités qui ont manqué à leurs prédécesseurs.

Chronique économique et financière.

Les semailles en Ukraine

Dans la plupart des provinces de la République et en particulier dans les régions de Kiev, Tchernigov, Kherson et Volhynie, les paysans ont déjà commencé les semailles. Les petits propriétaires veulent bien s'y mettre aussi, mais ils attendent qu'on revienne sur la décision de la Rada dans la question agraire. Il ne veulent pas ensemencer des champs qui devraient leur être arrachés pour être donnés à d'autres. En outre, ils craignent que les prochaines réquisitions ne leur soient payées qu'au prix officiel de 6 roubles par 16 kilos de blé et ne leur rapportent pas assez de bénéfice.

Ensuite, ils veulent obliger le gouvernement à leur assurer la livraison d'objets manufacturés, de vêtements, de machines agricoles, d'articles d'horlogerie, etc. Comme ils ont caché d'énormes quantités de céréales,

ils peuvent employer comme une arme politique la menace de ne pas ensemencer leurs champs si l'on ne cède pas devant leurs revendications.

Or les expériences du ministère socialiste-révolutionnaire Holoubovitch en matière de socialisation du sol, ont provoqué un grand mécontentement chez les petits propriétaires fonciers qui forment le 40 % de la population rurale et qui sont particulièrement nombreux dans la province de Poltava.

Une députation de 250 paysans, délégués par 6 districts différents de cette province est arrivée le 12 avril à Kiev sous la conduite de M. Chemet, un politicien bien connu, pour demander au gouvernement la conservation des petites propriétés privées et la suppression des grandes.

Un mémoire présenté le 9 mars par les 14 organisations agricoles du pays, se plaignait en outre de la démoralisation causée dans les villages par les distilleries privées qui fournissent des boissons enivrantes. Les agents de l'anarchie et du tsarisme en profitent pour exciter les illettrés au brigandage et au crime.

On se demande aussi comment on pourrait partager les terres à l'heure actuelle sans provoquer ainsi des luttes épouvantables entre les villages et les propriétaires au moment où il faudrait faire les semailles. Ces petits bourgeois-paysans ont soutenu la révolution contre le tsarisme et sont prêts à soutenir l'idée nationale ukrainienne à condition qu'on respecte leurs droits. Si l'on venait à leur rogner leurs petites propriétés, même d'un ou deux hectares, ils se dresseraient tout de suite comme un seul homme contre cette même révolution.

Leurs délégations n'ont cessé d'affluer à Kiev depuis 3 semaines. Ils veulent savoir quelle attitude le gouvernement va prendre à leur égard. D'après les dernières dépêches que nous avons reçues, ils ont tenu un congrès d'au moins 7000 membres le 28 avril et sont soutenus par le parti social-fédéraliste (radical-socialiste) et le parti samostiniki qui s'est appuyé sur eux pour renverser le cabinet Holoubovitch et la Petite Rada et faire proclamer le général Skoropatsky Hetman de la République. Il est certain que le nouveau gouvernement va débuter par une déclaration catégorique en leur faveur afin de les encourager à rentrer chez eux et à se mettre aux semailles avec énergie pour rendre au pays sa puissance économique et sa richesse en blé, qui remplace pour lui les armées comme poids déterminant dans la discussion diplomatique avec ses voisins.

Ruthénie-Blanche

Dans ses déclarations du 9 et du 24 mars dernier, la Rada blanc-ruthène a proclamé solennellement l'indépendance complète de son peuple et de son pays qui devra former désormais une République populaire dans ses limites ethnographiques. Ces déclarations sont calquées sur les manifestes de la Rada ukrainienne, y compris la solution de la question agraire.

Un ministère s'était formé à Minsk le 21 février, mais les autorités allemandes l'ont immédiatement dissous en occupant le pays exactement de la même manière que les Bolcheviks en avaient usé à l'égard de la Rada blanc-ruthène en décembre 1917. Le Comité national de Minsk a protesté auprès du Chancelier allemand contre le partage de sa patrie ou son incorporation dans les Etats voisins. Le texte officiel de la protestation contient cette phrase catégorique : « Nous protestons formellement contre les prétentions des Lithuaniens sur la province de Vilna et sur la ville et la province de Grodno. »

La Ruthénie-Blanche nourrit de grandes sympathies pour l'Ukraine et ne veut appartenir ni à l'Empire allemand ni à la Moscovie, même avec une autonomie. Depuis la paix de Brest c'est Kiev qui est devenu le centre de son mouvement national et c'est en Ukraine que se forment aujourd'hui les premiers détachements militaires blancs-ruthènes.

Le gouvernement de la République a mis un bâtiment spécial à la disposition de l'Université populaire blanc-ruthène où les professeurs Dovnar-Zapolski, Zavitnievitch et d'autres font des cours dans cette langue. Un journal hebdomaire *Golos Bielorousi* paraît depuis le 1er avril et un comité militaire lance des proclamations patriotiques pour appeler tous ses patriotes à se réunir autour du drapeau blanc-rouge-blanc.

M. Baltzky est arrivé l'autre jour à Kiev au nom de plusieurs organisations nationales pour entamer les pourparlers avec notre gouvernement et demander l'autonomie linguistique pour les régions de la République habitées par des Blancs-Ruthènes, comme le pays du Pripet et trois districts de la province de Tchernigov.

CONFÉRENCES DE M. EDM. PRIVAT

Comme nous l'avions annoncé dans notre dernier numéro, nous donnons ici quelques extraits du sténogramme des conférences que M. Edmond Privat a données à l'Athénée de Genève sur la Suisse et les nouveaux Etats de l'Europe orientale, les 25 et 30 avril dernier. Après avoir analysé la situation de l'Ukraine, de la Pologne et de la Lithuanie avec une grande précision documentaire, M. Privat a fait appel aux Suisses en ces termes :

« Devenir la Croix-Rouge des peuples après avoir été celle des individus, voilà un idéal bien conforme aux meilleures aspirations de l'âme helvétique. Se pencher avec sympathie sur les blessures politiques, favoriser les réconciliations, mettre au service des autres sa vieille expérience de la démocratie fédéraliste, voilà une tâche digne de la Confédération Suisse et de sa jeunesse intellectuelle.

Les peuples intermédiaires entre la Russie et l'Allemagne sont las de ne servir que d'instruments dans un sens ou dans l'autre. Chair à canon pour ceux-ci ou grenier à blé pour ceux-là, ils se méfient des agents étrangers quels qu'ils soient. Les uns leur apportent l'ordre afin de mieux les exploiter, et les autres le désordre pour tâcher de nuire aux premiers. Ces nations ne veulent être ni germanisées, ni sacrifiées pour servir de guêpier à tel ou tel. Elles ont besoin de vivre et de vivre en paix. Ce qu'il leur faut, c'est une amitié positive et désintéressée qui les aide à faire une politique d'indépendance et de neutralité.

Voilà ce qu'un pays comme la Suisse peut leur apporter, car il est entièrement désintéressé. Entièrement ? Non. Il a bien un intérêt, mais il coïncide précisément avec celui de tous ces Etats en formation : c'est que l'Europe ne se reconstruise pas pour la guerre, mais pour la paix. Il ne faut pas que des peuples entiers soient de nouveau jetés en pâture à l'impérialisme avide et aux rivalités éternelles. Ce n'est pas une pédagogie prétentieuse qu'on demande, c'est tout simplement un terrain neutre, une atmosphère de compréhension et la collaboration pacifique d'esprits impartiaux.

Se mettre au service des autres et leur offrir ce qu'elle a de meilleur, telle pourrait être aujourd'hui la mission de la Suisse. Jadis elle prêtait ses hommes à l'Europe pour faire la guerre. Aujourd'hui c'est pour préparer la paix qu'elle devrait les prêter, ou tout au moins pour éviter aux autres les erreurs fatales dont elle a tant souffert dans le passé.

Après s'être disputés pendant des siècles, les Confédérés ont appris à régler d'une manière pacifique leurs conflits entre eux, et même aux jours où leurs idées semblent différer le plus d'un canton à l'autre et où les vents de la tempête extérieure semblent souffler sans pitié sur leur unité nationale, les vingt-deux Républiques se sentent pourtant liées par la force inébranlable d'une amitié séculaire et ne songent pas un seul instant à prendre les armes les unes contre les autres pour décider qui d'entre elles a raison. Elles ont banni de leurs frontières ces deux restes de la barbarie humaine : la guerre et le duel.

Nous sommes convaincus qu'il arrivera un jour où les Ukrainiens, les Polonais, les Lettons, les Lithuaniens, formeront autant d'Etats désireux de rester neutres et prêts à participer à une Société des Nations. Quelle gloire pourrait mieux tenter la Suisse que celle d'avoir encouragé et facilité leurs efforts dans ce sens en mettant humblement à leur service une expérience fraternelle ?

Tous ces peuples souhaitent comme nous qu'on puisse établir bientôt une Europe fédéraliste et paisible. Ils comprennent que, pour arriver à ce but, aucune victoire militaire, si magnifique soit-elle, ne pourra jamais suffire, et qu'il faudra surtout une victoire morale profonde sur la mentalité de chaque nation. La principale cause de la guerre sera supprimée pour toujours quand tout le monde aura compris qu'aucun peuple ne doit vouloir en gouverner un autre. Les messages Wilson ont développé cette vérité essentielle. »

Il nous paraîtrait spécialement utile de développer ce point de vue dans une brochure et de le faire connaître, non seulement en Suisse, mais en Ukraine, où nous aurons le plus grand besoin de faire appel à la collaboration d'hommes jeunes et énergiques des pays neutres pour nous apporter l'expérience d'Etats plus anciens que le nôtre. Nous reviendrons d'ailleurs sur cet important sujet en attirant l'attention du gouvernement de la République sur la nécessité urgente de faire appel à des forces actives et désintéressées du dehors.

M. DOROCHENKO INTERVIEWÉ

Le *Dilo* du 28 avril publie une interview d'un de ses rédacteurs avec M. Dorochenko, président de la mission diplomatique ukrainienne en pays neutre et ancien Gouverneur de la Galicie orientale et de la Bukovine occupées sous Kerensky. M. Dorochenko est venu passer quelques jours à Léopol et doit rentrer à Kiev avant de partir à l'étranger à la tête de sa mission.

Il est est né en 1852, près de Gloukhov dans la province de Tchernigov. Ses parents sont d'une ancienne famille de Cosaques ukrainiens.

Il fut surpris en Suisse par la déclaration de guerre en 1914 et rentra bientôt à Kiev où il put travailler activement à l'Union des Zemstvos. Après la révolution, il fut nommé d'abord vice-gouverneur de la province de Kiev, puis gouverneur général des territoires ukrainiens d'Autriche-Hongrie occupés par les troupes russes.

Au mois d'août 1917, à la première crise du Cabinet Vinnitchenko, la Rada le désigna pour former un nouveau gouvernement, mais la crise ayant été localisée, il fut nommé gouverneur de la province de Tchernigov.

Il est docteur en philosophie de l'Université de Kiev et le Sénat l'avait même proposé pour une chaire, mais ses sympathies pour le mouvement ukrainien l'avaient compromis aux yeux du gouvernement tsariste et c'est à l'Académie de Commerce d'Ekaterinoslav qu'il était professeur avant la guerre. Collaborant au journal ukrainien *Dniprovy Khwili* et à la Société éducatrice *Prosvita*, il s'était fait apprécier de tous les patriotes de cette ville.

M. Dorochenko est un des représentants les plus en vue du parti socialiste-fédéraliste qu'on nommerait plutôt à l'occident radical-socialiste.

Voici les propos qu'il tenait le 28 avril au rédacteur du *Dilo* sur la situation politique à Kiev :

« L'invasion des Bolcheviks et ses conséquences ont rendu très difficile la situation et l'organisation de l'Etat ukrainien. Tout est ruiné, et si l'on peut réparer les chemins de fer, la poste et les télégraphes, il n'en est pas de même de l'état d'esprit de la population qui a été terriblement démoralisée.

» Malgré tout, l'Etat s'organise peu à peu et l'appareil gouvernemental se consolide pas à pas. La situation agricole est telle que le gouvernement ukrainien est en mesure d'exécuter graduellement tous ses engagements envers les Empires centraux. D'autre part, il faut que les Etats avec lesquels nous avons fait la paix — et en particulier l'Autriche-Hongrie — tiennent leur promesse de leur côté.

» La grande question est aujourd'hui celle de la paix avec la Russie moscovite. Cette paix nous est nécessaire pour pouvoir organiser la vie à l'intérieur de la République. Il y a encore la question blanc-ruthène qui intéresse passionnément l'opinion publique à Kiev. Le gouvernement a entamé des pourparlers avec la Commission de la Diète blanc-ruthène pour fixer les frontières entre les deux peuples. Une société ukraino-blanc-ruthène s'est fondée à Kiev pour faciliter le rapprochement mutuel des deux nations. »

LETTRE DE PARIS

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 2 avril 1918.

Comme je vous l'ai écrit dans ma dernière lettre, notre société « Hromada » nouvellement fondée, a fait sa demande d'inscription à la Préfecture. La Chancellerie vient de nous répondre que le Préfet de la Seine refuse d'enregistrer les statuts de notre société. Inutile de vous dire que nous en avons été d'autant plus surpris que notre groupe se compose surtout d'officiers et de soldats de l'armée russe qui ont pris part à bien des batailles et dont plusieurs portent le témoignage de leurs blessures.

Nous avons dû fêter en famille l'anniversaire de Chevtchenko puisqu'on ne veut pas nous reconnaître officiellement. Nous avons eu un concert et chanté tous ensemble notre hymne national : « L'Ukraine n'est pas encore morte ».

Votre journal est bien arrivé et nous le lisons avec grand intérêt. Que Dieu protège notre chère patrie.

LETTRE DE LÉOPOL

Léopol, 23 avril 1918.

La Galicie orientale possède, comme tous les territoires limitrophes de la République ukrainienne, des propriétaires fonciers polonais et des agriculteurs ukrainiens.

Le propriétaire polonais était jusqu'à ces derniers temps le seul représentant du nationalisme polonais dans ce pays. Ce n'est que vers la fin du siècle dernier, lorsque la noblesse polonaise acquit la prépondérance politique en Galicie, qu'une bureaucratie polonaise surgit dans les villes, exerçant une influence polonisante sur la population ukrainienne et juive. D'autre part les paysans représentaient le principal soutien de l'idée nationale ukrainienne ; ce n'est que petit à petit que se sont développées les classes d'intellectuels, de bourgeois et d'ouvriers ukrainiens.

L'opposition sociale entre les propriétaires et les paysans a donc un caractère national. C'est pourquoi il est si difficile d'améliorer d'une façon durable la situation économique des paysans. Dans cette lutte d'intérêts opposés se trouve d'un côté le propriétaire *polonais*, de l'autre le paysan *ukrainien*. Pour cette raison le paysan a contre lui tous les partis polonais, y compris les social-démocrates. Aucun d'eux ne veut admettre que le principal soutien du nationalisme polonais en Galicie orientale soit affaibli économiquement, surtout étant donné qu'on ne pourrait venir en aide aux agriculteurs qu'en procédant au morcellement des propriétés foncières.

Cependant depuis plusieurs semaines, la presse polonaise de Galicie sonne l'alarme, déclarant que les paysans ukrainiens commencent à agir comme ceux de la République de l'Ukraine, c'est-à-dire qu'ils refusent de cultiver les grandes propriétés, sous prétexte que celles-ci devront bientôt leur appartenir. Le *Dilo*, journal ukrainien le plus répandu, donne, dans des articles dont la publication a été autorisée par la censure, les explications suivantes sur la véritable cause des inquiétudes polonaises.

En Autriche et spécialement en Galicie, on a reconnu la nécessité de rendre le travail obligatoire. Partout on engage les paysans à cultiver la plus grande surface de terre possible. D'après les décrets ministériels, ceux-ci doivent naturellement cultiver tout d'abord leur propre champ, après quoi ils devront s'occuper des grandes propriétés.

En Galicie orientale où tous les organes administratifs se trouvent entre les mains des Polonais, la loi sur le travail a subi une telle transformation que ce sont les grandes propriétés qui doivent être cultivées en premier lieu pour un salaire ne correspondant nullement à la situation économique actuelle (l'ouvrier doit recevoir en moyenne 3 couronnes par jour, la nourriture non comprise).

Les paysans s'opposent à ce travail forcé, ce « Robot » moderne comme ils l'appellent, et c'est ce qui a engagé les journaux polonais à entreprendre une campagne contre eux. Naturellement ils invitent les autorités à prendre des mesures énergiques pour écraser ce mouvement, qu'ils appellent « bolchevik ». Pour se faciliter la tâche, la presse polonaise évoque constamment le spectre du bolchevisme et déclare qu'en somme la Rada Centrale est bolchevik, spécialement dans la question agraire. Elle ajoute que le mouvement d'opposition mentionné plus haut signifie que le bolchevisme est en train de se répandre de la République ukrainienne en Galicie orientale.

La réaction a vraiment aujourd'hui dans tous les pays une tâche facile : discréditer tout mouvement populaire en le qualifiant de bolchevisme.

Les députés ukrainiens au Reichsrat sont intervenus auprès du gouvernement en faveur des paysans et ont obtenu la promesse que le travail forcé serait aboli. Cette promesse a été publiée le 17 avril par le Comité national ukrainien dans un appel à la population.

Il annonce également que des députés ukrainiens demanderont au Parlement une réforme agraire juste et équitable.

Dr Michel Lozynsky.

Un artiste ukrainien à Lausanne.

Notre compatriote M. Wladimir-Cyrille Polissadof, membre de la Société des artistes de St Jean à Paris et sculpteur de grand talent, vient de reconstituer d'après les anciennes gravures le fameux bas-relief de Notre-Dame de Lausanne qui fut détruit en 1537 au temps de la Réformation. Le fruit du long travail du jeune artiste ukrainien est exposé dans les vitrines de la Librairie Martinaglia à l'Avenue du Théâtre à Lausanne. Cette œuvre présente un très grand intérêt pour tous les amateurs d'art du moyen-âge.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

„Tavannes Watch Co" & „Cyma"
Годинники з precision
Звістних на всю Україну фабрик
„Таванн Вач та Спілка" і „Сіма"
Годинники знаменні своєю точністю хода та елеганцією
На продажі скрізь у всіх годинникарів
ШО-де-ФОН у Швайцарії
LA CHAUX-de-FONDS

Фабрика Годинників
Павла Зефельда
Добрий хід. CERA Гарний виріб.
Годинники анкрові і ціліндрові.
Якість гварантована.
Годинники браслетові і кишенькові мужеські и жіночи. Плятнові, золоті, срібні, металеві. Великий вибір.
Ціна дуже вигідна. Висилка негайна.
Paul Seefeld, La Chaux-de-Fonds
Швайцария

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 50 Lausanne, 16 Mai 1918 IVme Année.

Notre cinquantième numéro.

Nous fêtons aujourd'hui le cinquantième numéro de notre journal et nous profitons de l'occasion pour prier nos lecteurs de bien vouloir nous renvoyer cet exemplaire avec l'indication REFUSÉ, s'ils ne désirent pas s'abonner, en nous faisant parvenir le montant. Les restrictions obligatoires de la consommation du papier nous empêchent absolument de faire d'autres services que ceux de nos abonnés et des échanges.

Fondé le 1er juin 1915 par M. W. Stepankowski, notre organe a compté successivement parmi ses rédacteurs MM. le Comte Michel Tyszkiewicz, Alexandre Kowalenko et Eugène Batchinsky, et a toujours défendu les droits du peuple ukrainien à la vie nationale. Nous espérons qu'il pourra continuer sa tâche jusqu'au bout et contribuer pour sa part à la grande œuvre de construction qui s'impose aujourd'hui à notre Etat.

BULLETIN

Lausanne, le 14 mai 1918.

Au lieu de continuer à s'appuyer sur les petits propriétaires démocrates comme il l'a fait pour arriver au pouvoir, il semble de loin que le général Skoropadsky se fait soutenir de plus en plus par les seigneurs des grands domaines fonciers et par l'autorité militaire allemande. Si ces nouvelles sont exactes, le nouvel hetman s'aliénera la sympathie populaire et ne pourra plus espérer rétablir l'ordre en Ukraine.

En attendant confirmation de ces renseignements, il faut en tout cas protester énergiquement contre toute intervention des puissances étrangères dans les affaires intérieures de notre pays. Il est inouï de penser que les partis de gauche qui réclament une participation au nouveau gouvernement soient obligés d'aller discuter avec un général allemand comme dans une simple Pologne occupée.

Les Puissances centrales se sont engagées solennellement à prêter à la République un secours militaire contre l'anarchie bolchévique *sans aucune ingérence dans nos affaires politiques*. Cet engagement doit être respecté à la lettre et aucune considération quelconque ne nous empêchera de maintenir ici ce point de vue à la face du monde entier. Nous avons été les premiers à critiquer les fautes et la faiblesse du dernier cabinet, mais nous ne pourrons jamais admettre que la réorganisation nécessaire du gouvernement soit livrée au bon plaisir de militaires étrangers, quels qu'ils soient.

* * *

Ce sont, en effet, des militaires qui ont violé à Kiev la parole allemande et compromis là-bas l'honneur de leur pays. Nous sommes heureux de n'être pas les seuls à le dire, ni à le penser, et les séances du Reichstag nous ont montré que non seulement les socialistes allemands, mais tous les partis bourgeois raisonnables ont fait chorus pour se plaindre avec violence de la conduite inqualifiable des officiers incorrigibles qui croient pouvoir agir en maîtres partout où ils s'installent.

Nous prenons acte avec reconnaissance des paroles énergiques qui ont été prononcées par les différents députés qui ont pris part à ce débat. Il y a longtemps que la guerre serait finie et que leur pays aurait pu rétablir des relations amicales avec le reste du monde si ces hommes avaient su faire établir en Allemagne la suprématie absolue du pouvoir civil sur la caste militaire prussienne.

* * *

Notre ministère s'était montré faible. Les socialistes et les petits propriétaires étaient mécontents. Tout le monde demandait l'ordre et l'activité créatrice. Il nous fallait un nouveau gouvernement, fort et décidé, composé d'hommes d'âge et d'expérience et faisant appel à toutes les compétences sans distinction de parti.

Le général Skoropadsky était peut-être l'homme qui pouvait activer les choses et réaliser le désir unanime.

Pourquoi faut-il qu'avec une maladresse et une brutalité inouïes les militaires étrangers viennent compromettre une rénovation politique indispensable à notre patrie? Est-ce ainsi que les Puissances centrales pourront s'assurer les approvisionnements de céréales qui semblaient passer à leurs yeux comme le point le plus important? Nous ne le croyons pas.

Quel intérêt peuvent bien avoir ces Puissances à faire ainsi le jeu de la réaction tsariste, qui paraît se réjouir d'avance et vouloir profiter du nouvel état de choses pour faire de Kiev une base de restauration monarchique. « Il y a certaines gens, s'est écrié Scheidemann au Reichstag, qui sont les derniers avec lesquels l'Allemagne devrait travailler. Avec de telles gens, l'Hetman Skoropadsky n'aura pas le peuple derrière lui. Il est impossible d'obtenir du blé de l'Ukraine par des moyens pareils. » On ne saurait mieux dire.

* * *

La composition du nouveau cabinet est inquiétante en effet. Elle ne correspond pas du tout aux premières dépêches que nous avons reçues la semaine dernière. Les derniers télégrammes donnent les noms suivants:

Président du Conseil:	Lysohoub
Affaires étrangères:	Wassylenko
Adjoint aux affaires étrangères:	Palton
Ravitaillement	Hawrylow
Justice	Zawadsky

A la tête de l'Etat-Major: Kakourine, Wisznewsky et Woronowicz.

Le porte feuille de ministre de l'agriculture serait confié à M. Kolokolzew.

M. Dobry a été nommé président du Comité financier.

Sauf MM. Wassylenko et Lisohoub, ces personnalités n'appartiennent pas au cercle du mouvement ukrainien et nous nous demandons s'il était absolument nécessaire de recourir à des collaborations aussi peu certaines au point de vue national pour trouver des administrateurs compétents.

L'ukrainien est bien reconnu comme langue officielle mais la suppression des Ministères de minorités nationales polonaise, russe et juive font prévoir un régime de confusion des nationalités qui nous paraît un peu prématuré et qui risque d'entraver le développement du caractère national dans le pays.

Il n'est pas très encourageant non plus d'apprendre que c'est l'évêque Euloge qui a donné lecture du manifeste de Skoropadsky à la cathédrale, quand on se rappelle les abominables persécutions ordonnées par cet ecclésiastique contre les Uniates et l'appui qu'il a prêté jadis à la russification des Ukrainiens de Galicie orientale.

* * *

Nous avons indiqué jeudi dernier les trois conditions qui peuvent seules assurer à l'Hetman et à ses collaborateurs l'appui général du pays:

1) rendre au pays la vie normale,

2) organiser l'Etat dans un sens vraiment national,

3) supprimer les abus de la révolution et conserver à tout prix ses conquêtes dans le domaine politique et social.

En maintenant notre attitude d'expectative et de réserve, nous tenons à insister d'une manière encore plus pressante sur la nécessité absolue de réaliser ce programme et de ne pas revenir en arrière sur les réformes pour lesquelles les meilleurs d'entre nous ont lutté depuis des générations en offrant leur vie en sacrifice.

L'Ukraine ne doit en aucun cas prêter la main à la réaction en Europe et quiconque exploiterait la situation dans ce but commettrait une véritable trahison envers la patrie et envers l'humanité. Pour faire une politique droite et solide, le nouvel hetman fera bien d'éviter toutes les accointances compromettantes et de faire appel sans perdre un seul instant au concours indispensable des partis démocratiques et socialistes sans lesquels la République ne pourrait jamais exister.

L'ACCORD ENTRE LES PEUPLES DE LA BALTIQUE A LA MER NOIRE

Une société d'études.

Pour témoigner la sympathie des Suisses pour les idées du Dr Viscont et pour le projet de fonder une société d'études et d'entente entre les peuples de la Baltique à la mer Noire, M. Edmond Privat, privat-docent à l'Université de Genève, avait invité dimanche dernier à son domicile privé une quinzaine de personnalités lettones, lithuaniennes, polonaises, ukrainiennes et blanc-ruthènes, et plusieurs amis suisses de la cause du droit des peuples et de la fédération des nations, parmi lesquels on remarquait le prof. Paul Moriaud, doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Genève et M. J.-El. David, rédacteur à la *Gazette de Lausanne*. Notre patrie était représentée par MM. E. Batchinsky, rédacteur à l'*Ukraine*, S. Romanowsky, et Dr V. Paneïko, directeur du *Dilo*.

Après un exposé du Dr Viscont, l'auteur de «la Lithuanie et la guerre», et des intéressants discours de M. Ellansky, démocrate letton, de M. Ligocki et de M. Baranowski, directeur de l'Agence démocratique «Polonia», la discussion s'est engagée entre les différents invités sur la meilleure forme d'organisation possible.

Les invités ont décidé à l'unanimité la fondation d'une société d'études destinée à élucider *en dehors de toute intervention des puissances étrangères* les questions litigieuses qui divisent les nationalités intermédiaires entre l'Allemagne et la Russie et de faire appel à un comité de patronage suisse pour encourager l'accord entre elles et faciliter leur travail sur la base des principes Wilson: souveraineté des peuples et entente pacifique.

Une commission mixte a été désignée pour rédiger des statuts et convoquer une assemblée constituante avec une représentation plus large. Lecture a été donnée de télégrammes et de messages d'approbation à ce projet, envoyés par MM. René Claparède, président du comité suisse du droit des peuples, Auguste de Morsier, ancien député de Genève, Rainis, le grand poète letton, Austra Ossolin et A. Leepin, chefs des deux bureaux lettons de Bâle, G. de Taube, neveu du président du Comité de secours polonais à Paris, Comte Rostworowsky, chef de la Mission polonaise à Berne, Vilimovicz, patriote lithuanien, etc.

Le but de la Société devra être:

1° d'étudier d'une manière approfondie chacune des difficultés à régler entre nos différents peuples;

2° de faire accepter des solutions conciliantes aux représentations nationales et aux autorités légitimes de nos pays;

3° de recommander ces solutions à la ratification du Congrès de la paix générale.

Tous les invités ont témoigné leurs regrets de la manière incorrecte dont certains Polonais impérialistes ont dénaturé d'avance les intentions de la Société en donnant une publicité à une réunion privée avant même qu'elle ait eu lieu, et ont témoigné à leurs hôtes suisses leur reconnaissance d'avoir encouragé par une aimable hospitalité la réalisation prochaine d'un projet aussi utile. La réunion s'est terminée d'une manière tout intime autour d'une tasse de thé chez Mme Privat.

Nous sommes très heureux de la décision prise et nous souhaitons que la commission ne tarde pas à faire son rapport et à convoquer une réunion en lançant des invitations à toutes les organisations prêtes à collaborer.

Le 12 mai pourrait devenir un jour une date historique, si nous réussissions à établir une solide base d'entente et à renoncer aux luttes affaiblissantes.

LA MANIÈRE FORTE

Le coup de force des militaires allemands.

Il y a déjà quelque temps que la capitale ukrainienne était agitée de rumeurs inquiétantes sur le sort de la République. La *Nova Rada* avait publié un article intitulé: « A la veille des événements », dans lequel on parlait des menées réactionnaires en avertissant les vrais démocrates des graves événements qui allaient survenir. D'ailleurs tout le monde était persuadé que le Cabinet avait fini son rôle et devait tomber à la première crise.

Les uns proposaient que le Gouvernement au pouvoir soit remplacé par un Ministère de concentration nationale et d'hommes d'affaires appartenant surtout au parti radical-socialiste. Les autres voyaient le commencement de la crise dans le Congrès des petits propriétaires inauguré à Kiev le 29 avril. On parlait aussi d'un coup d'Etat qui devait aboutir à la proclamation d'une dictature militaire de par la volonté des Empires Centraux.

Le 26 avril, le général Eichhorn fit afficher dans les rues de Kiev une ordonnance introduisant les tribunaux militaires allemands. Il s'agissait surtout de l'affaire Dobry et du complot russe qu'on avait découvert. Dans la nuit du 26 au 27 les troupes allemandes désarmèrent les divisions ukrainiennes composées d'anciens prisonniers revenus d'Autriche et d'Allemagne.

A la Petite Rada, le lendemain, le Ministre de la Guerre, Joukowski, annonce que le gouvernement a protesté auprès de l'Etat-Major allemand contre une pareille rupture des accords conclus.

L'attaché militaire Stollberg lui a répondu qu'il s'agissait d'un malentendu. A la même séance le président du Conseil Holoubovitch prononce un grand discours contre l'ordonnance du général Eichhorn et contre l'intervention des Allemands dans les affaires intérieures de l'Ukraine. Il expose les démarches faites par le Ministère pour se plaindre à Berlin. Les débats continuent le 28 avril et M. Porsch, social-démocrate bien connu, constate que le gouvernement n'a pas montré assez d'énergie positive pour organiser l'Etat et qu'il faut le renouveler sur la base d'un programme pratique en faisant appel à tous les partis nationaux, de telle sorte que les Empires Centraux soient obligés de le respecter.

M. Vinnitchenko déclare que les Allemands ne sont pas seuls à blâmer. La tragédie n'est pas d'après lui dans le fait que nous avons appelé les Allemands à notre secours, mais dans le fait que leur pays se trouve encore dans une position sociale très hostile à la nôtre. Ils ont profité de la lutte entre les Ukrainiens et les minorités nationales opposées à notre indépendance et ont habilement exploité le déclin du prestige et de l'autorité de la Rada centrale.

Une scène tragique.

A 3 h. ½ de l'après-midi pendant le discours du député juif Rafis, le président de la Rada est avisé que le bâtiment des séances est entouré de troupes allemandes et bientôt après des pas lourds et cadencés retentissent dans les escaliers. La porte de la salle qui se trouve derrière la tribune présidentielle s'ouvre brusquement pour faire place à un détachement de soldats à casques à pointe avec leurs baïonnettes au canon. Revolver en main, l'officier qui les commande s'écrie en russe: « Au nom du gouvernement allemand, je vous somme de lever les mains et de ne pas bouger. »

Tout le monde lève les mains et les soldats forment le cercle tout autour de la salle. Seul le président de la Rada, le professeur Hrouchewski reste immobile à sa place sans lever les bras. Trente fusils chargés se braquent contre lui. « Je proteste formellement, dit-il en ukrainien, contre l'introduction de soldats allemands dans la salle de séances de la Rada ».

— Qui êtes-vous? lui demande l'officier.

— Je suis le président de la Rada centrale, lui répond le professeur Hrouchewski.

— Soit, réplique l'officier, mais à l'heure qu'il est, c'est moi seul qui commande.

Un silence de mort règne dans la salle. Les soldats allemands tiennent toujours leurs armes braquées sur les députés.

Le professeur Hrouchewski engage ses collègues à rester absolument calmes et l'officier le somme de lui dire si les ministres Joukowski, Kowalewski, Tkatchenko et le directeur du Département de l'intérieur Gaiewski se trouvent dans la salle. Personne ne répond. A la troisième sommation, M. Gaiewski se présente. Il est immédiatement arrêté et emmené par les soldats.

L'officier demande encore au président les adresses des trois ministres. Il n'obtient aucune réponse.

L'officier fait ensuite déposer toutes les armes et fouiller certains députés en prenant l'adresse de tous les membres présents. Puis chacun de ceux-ci défile pour serrer la main au professeur Hrouchewski et passe dans une anti-chambre où ils sont tous gardés à vue par la troupe. Les journalistes sortent du bâtiment. Il ne reste plus dans la salle que le président sur son estrade et le public dans les galeries.

L'officier demande au professeur Hrouchewski de faire évacuer la salle. Le président refuse par trois fois et pendant ce temps les militaires allemands perquisitionnent le bâtiment tout entier et arrêtent M. Loubinski. Au bout d'un instant, les députés sont autorisés à sortir et peuvent admirer devant le palais les mitrailleuses et les automobiles blindées qui stationnent sur la place.

Le professeur Hrouchewski reste jusqu'au soir enfermé dans sa chambre avec une sentinelle devant la porte. Une fois mis en liberté, il rappelle la garde ukrainienne qui reprend son poste et la Rada décide de se réunir le lendemain matin, 29 avril. Les séances reprennent leur cours normal jusqu'à la proclamation du nouvel Hetman et le chef d'état-major du 31e corps d'armée allemand vient se présenter pour déclarer au président qu'il désapprouve la manière dont les troupes ont procédé pour l'arrestation de la veille.

Nous avons commenté dans le *Bulletin* ce scandaleux abus de pouvoir qui a soulevé des protestations dans le monde entier.

LE PROGRAMME AUSTRO-POLONAIS

Léopol, avril 1918.

Ces jours derniers les journaux polonais ont exprimé à plusieurs reprises l'espoir de voir les empires centraux, après la conclusion de la paix avec la Roumanie, s'occuper de résoudre la question polonaise, et M. Burian adopter à nouveau le programme austro-polonais. Ce programme est en effet le seul but de guerre digne d'efforts de l'Autriche-Hongrie. Il a son histoire aussi vieille que celle de la guerre actuelle.

Dès le commencement des hostilités, la libération de la Pologne a fait partie des buts de guerre des deux groupes de belligérants. L'Entente a solennellement proclamé l'autonomie de la Pologne, dans le fameux appel du Grand-Duc Nicolas Nicolaievitch. Les puissances centrales n'ont pas fait de même; cependant les Polonais d'Autriche ont reçu de ces Etats, et spécialement de l'Autriche-Hongrie, des promesses positives, sur la base desquelles ils ont créé le Comité national polonais, invitant le peuple à appuyer les Empires Centraux.

Le programme polonais de la Russie et de ses alliés était la réunion de tous les territoires polonais en un Etat autonome sous le sceptre du tsar. Sa réalisation demandait une telle victoire de l'Entente que les puissances centrales seraient obligées de céder à cette dernière les territoires polonais en leur possession. De même, par opposition, le programme polonais de l'Allemagne et de l'Autriche était dirigé contre la Russie; c'était la délivrance de la Pologne du joug russe.

C'est à la fin de la première année de guerre seulement, lorsque les armées austro-allemandes ont occupé Varsovie, que l'on a appris les détails de ce programme. Le député Jaworski, chef du Comité national polonais, a solennellement déclaré que la base d'une action commune des Polonais et des Austro-Allemands était la création d'un Etat polonais comprenant l'ancien royaume, avec la Galicie, dans le cadre de la monarchie des Habsbourg. L'extension de cet Etat vers l'est dépendrait des victoires des empires centraux.

Tel est le noyau du programme austro-polonais. L'Autriche cède la Galicie au futur Etat polonais et comme compensation, la Pologne entre dans la monarchie. Une polémique ardente s'en est suivie entre les partisans du programme austro-polonais et ceux du programme russo-polonais. L'avantage du premier est que les empires centraux céderont au futur Etat polonais tous les territoires qu'ils pourront acquérir par la force des armes, même si ces territoires sont ukrainiens, blancs-russiens ou lithuaniens (ceux de l'ancienne Pologne historique). La Russie et ses alliés par contre ne pensent qu'à réunir une Pologne ethnographique. C'est à ce point de vue qu'il faut comprendre les expressions « royaume de Pologne indivisible » et « Galicie indivisible ». Elles signifient que les parties ukrainiennes ne doivent pas en être retranchées.

L'acte du 4 novembre 1916 marquait une légère déviation aux vues austro-polonaises. Le nouveau royaume devait désormais former un Etat à part et la Galicie une province autonome spéciale de la monarchie. C'était une déception pour les Polonais qui demandaient une réunion de la Galicie à la Pologne. Ils se sont cependant résignés, du fait que l'acte en question laissait le champ libre au « Drang nach Osten » polonais. La Galicie orientale ukrainienne leur était livrée et on leur faisait entrevoir la possibilité d'étendre leurs frontières vers l'est.

Les territoires ukrainiens occupés par l'Autriche-Hongrie, soit le pays de Cholm et une partie de la Volhynie, ont en effet été traités de telle sorte qu'on pouvait les croire destinés au futur Etat polonais.

Au cours de l'année 1917, la situation des Polonais s'est améliorée au point que l'acte du 4 novembre 1916 a pu être considéré comme nul et que l'ancien programme austro-polonais a repris le dessus. Les espoirs des Polonais se sont accrus jusqu'à ce que brusquement la paix conclue avec la République ukrainienne ait amené une crise grave.

Comme nous l'avons dit plus haut, le programme polono-autrichien n'avait de valeur pour les Polonais qu'autant qu'il leur permettait d'envisager le rétablissement de leur Etat dans ses anciennes frontières historiques. Il la perdit complètement lorsque ces derniers virent que le traité de Brest était basé sur le principe ethnographique. Depuis lors, cependant, les opérations militaires des Austro-Allemands en Ukraine ont rendu quelque courage aux Polonais. Ils espèrent que le nouvel Etat sera trop faible pour s'opposer à la volonté de ses nouveaux alliés, et que par conséquent ceux-ci pourront facilement annuler la clause du traité concernant les frontières ukraino-polonaises et en établir une nouvelle qui tiendra compte des ambitions polonaises vers l'est.

Une certaine presse polonaise de Galicie invite chaque jour le gouvernement austro-hongrois à traiter simplement l'Ukraine en territoire d'occupation. Elle exige davantage du ministère autrichien. Celui-ci doit prouver par des faits qu'il existe entre Vienne et Berlin un accord complet en ce qui concerne la création d'une Pologne historique. Si ces souhaits étaient réalisés, non seulement le pays de Cholm et la Podlachie, mais aussi la Volhynie et la Podolie seraient arrachés à la République de l'Ukraine au profit du nouvel Etat. Les Ukrainiens de la Galicie orientale, de leur côté, deviendraient les sujets de la Pologne.

On comprend, dès lors, pourquoi les Ukrainiens combattent avec tant d'énergie, le programme austro-polonais; il signifierait, pour eux, l'annexion de nouveaux territoires ukrainiens dans le but de faire de la Pologne une grande puissance à leurs dépens.

MICHEL LOZYNSKY.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Pourparlers politiques.

Dans un manifeste daté du 29 avril, Skoropadsky a déclaré que les efforts des Empires Centraux, pour rétablir l'ordre dans le pays se sont heurtés à la mauvaise volonté et l'indolence de la Rada, c'est pourquoi il s'est décidé à suivre l'appel du peuple et à prendre le pouvoir d'hetman. La Rada et son gouvernement sont dissous, toutes les lois et proclamations publiées par elle sont abolies. La propriété privée, considérée comme l'un des principaux piliers de l'organisation de l'Etat, est rétablie. La loi sur les élections à la Diète va être publiée, d'ici là l'hetman travaillera par tous les moyens à rétablir l'ordre et à le maintenir. Quelques lois concernant l'organisation provisoire de l'Etat font suite au manifeste. Elles traitent du pouvoir de l'hetman, de la religion d'Etat, des droits et des devoirs des citoyens. L'hetman possède un pouvoir absolu semblable à celui d'un monarque. L'Eglise orthodoxe est proclamée Eglise officielle. Les droits et les devoirs des citoyens seront réglés par des lois spéciales. Le président du Conseil porte le titre d'ataman. Les ministres sont élus par l'hetman. La loi sur l'organisation provisoire de l'Etat est signée par l'hetman et par le président du Conseil, Houstimovytch.

* * *

Dans une interview avec des représentants de la presse ukrainienne Skoropadsky a déclaré qu'il exercerait la dictature jusqu'à ce que l'ordre et la tranquillité soient complètement rétablis. Lorsque le moment sera venu il créera une forme parlementaire de gouvernement et convoquera la Diète. Il introduit provisoirement la censure de la presse.

* * *

Quatre groupes ukrainiens des partis socialistes-révolutionnaires, social-démocrates, social-fédéralistes et socialistes indépendants se sont réunis pour délibérer en commun sur la situation créée par le coup d'Etat. Ils ont décidé de démontrer aux autorités allemandes l'inopportunité de ce coup d'Etat, car la Rada était disposée à se retirer volontairement et à abandonner le pouvoir à un nouveau gouvernement.

Une délégation composée des groupes sus-nommés et comprenant l'ancien président du Conseil et fameux écrivain Effremoff, s'est rendue auprès du général Groener, chef d'Etat-major du général Eichhorn et s'est déclarée prête à remplacer la Rada. Le général a répondu que c'était impossible pour l'instant, l'hetman ayant été reconnu par l'Allemagne. Mais si celui-ci ne réussissait pas dans sa tâche, le plan de la délégation pourrait être pris en considération. Il a ajouté que la politique de l'hetman devait être républicaine et nationale, sans aucune tendance monarchiste, russophile, ou polonophile. L'Allemagne a invité l'hetman à agir dans le sens des partis de la gauche, c'est pourquoi il est à désirer que les socialistes prennent part au gouvernement et usent de leur influence dans l'élaboration des lois fondamentales de l'Etat. La délégation s'est réservée une réponse pour plus tard.

* * *

Wassylenko a été chargé de la formation du nouveau cabinet. A la demande de Skoropadsky, il s'est adressé au parti social-fédéraliste ukrainien, qui passe pour le représentant des intellectuels et de la petite bourgeoisie, et lui a proposé de participer au gouvernement. Le parti a posé ses conditions, mais l'hetman désirant avoir un Cabinet le plus vite possible, celui-ci a été formé sans qu'on ait eu le temps d'examiner les exigences du parti. Les délibérations continueront. Le trait caractéristique du régime Skoropadsky est qu'aucun parti ukrainien n'admet la possibilité de le soutenir.

* * *

Le général Gröner, chef d'état-major du général von Eichhorn, a reçu une députation des partis socialistes, composée de MM. Vinnitchenko, social-démocrate, Effremov et Losky, social-fédéralistes, Soltan, socialiste-révolutionnaire, Andriewski, samostinik

Au cours de l'entrevue, Effremov a déclaré que le parti social-fédéraliste était prêt à participer au gouvernement. La délégation a insisté sur le danger qu'il y aurait à exclure la gauche de la composition du ministère. Le général Gröner a pleinement reconnu la gravité de la situation, mais a déclaré que la nomination du général Skoropadsky comme hetman avait été reconnue par l'Allemagne, et qu'il ne visait nullement au rétablissement de la monarchie en Ukraine. Celle-ci est et doit rester une République indépendante. L'hetman sait que les Empires Centraux se sont portés garants de l'indépendance de l'Ukraine, sans toutefois adopter une orientation anti-russe ou anti-polonaise. La participation des socialistes au gouvernement, a déclaré le général, est des plus désirables. Ils devront collaborer à établir les bases d'une Constitution qui sera appelée à remplacer dans le plus bref délai les lois et proclamations intermédiaires de l'hetman, appelées « Hramotas ».

* * *

Le nouveau Cabinet nommé par Skoropadsky sous la présidence de Lysohoub se compose exclusivement de membres ou de partisans du parti cadet et du parti octobriste russe. Seul le ministre de l'Instruction publique Wassylenko a joué ces derniers temps un certain rôle dans le mouvement littéraire ukrainien, tout en maintenant en même temps ses relations avec les cadets de Petrograd; il est encore aujourd'hui membre de leur Comité central. Les autres ministres, quoique d'origine ukrainienne, sont russes au point de vue culturel. Aucun représentant d'un parti nationaliste ukrainien n'entre dans la composition du ministère. Tous ont refusé d'en faire partie.

* * *

Au sujet de la tâche du nouveau gouvernement, le ministre de l'Instruction publique, Wassylenko, a déclaré à des représentants de la presse que le gouvernement était purement d'affaires et transitoire. Son but est de convoquer le Parlement et d'élaborer une loi au sujet des élections. Il établira des formes parlementaires normales et créera une Constitution. Les lois et proclamations de l'hetman pour rétablir l'ordre ne seront mises en vigueur que jusqu'à la convocation du Parlement; leur but est simplement de donner à l'activité de l'hetman des bases légales.

DERNIÈRES NOUVELLES

Kiev, 13 mai (B. T. U.) Dans le but de réorganiser la flotte de la Mer Noire, l'hetman Skoropadsky a formé une commission navale composée de l'amiral Melukow, du vice-amiral Pokrowsky et des contre-amiraux Patow, Klikow, et Chomenko.

Le gouvernement ukrainien est en train de former une nouvelle délégation pour les négociations de paix avec la Russie.

La « Nowa Rada » annonce l'arrestation du commissaire Karbowsky par des officiers allemands.

La date de convocation du Congrès national des journalistes ukrainiens a été reculée au 2 juin.

Les négociations entre les représentants du gouvernement allemand et les partis ukrainiens de la gauche au sujet de leur participation au ministère, continuent. MM. Vinnitchenko et Effremov y prennent part. Les socialistes demandent que la constitution de la Rada centrale soit acceptée par le gouvernement et que l'hetman ne soit que président de la République.

Les Zemstvos vont être prochainement réorganisés et les milices réformées. Le Parlement va être convoqué au plus tôt. L'ancienne loi électorale sera transformée. Les limites pour le vote seront portées à un âge plus avancé, et d'autres réformes seront également effectuées.

Le gouvernement est favorable à la liberté de la presse, mais il prendra cependant des mesures énergiques contre tout abus. Le Parlement décidera de la forme future de l'Etat; le gouvernement a l'intention de publier prochainement une déclaration détaillée sur son programme. Il est persuadé que sans la collaboration des socialistes il sera dans l'impossibilité de satisfaire aux demandes des partis ukrainiens au point de vue national et social.

Par suite du coup d'Etat, M. Sevriuk, ambassadeur de l'Ukraine à Berlin, M. Lewytsky, ambassadeur à Constantinople, M. Galagan à Sofia, ont été rappelés. M. Jakowlew, ambassadeur à Vienne, reste à son poste.

L'OPINION ALLEMANDE ET L'UKRAINE

(De notre correspondant particulier.)

Berlin, mai 1918.

« Où se trouvent les denrées de l'Ukraine ? Pourquoi fait-on payer le blé si cher ? Pourquoi nous en livre-t-on si peu ? Penchez-vous du côté des Centraux ou bien du côté russe ? Votre indépendance est-elle sérieuse ou n'est-elle pas tout simplement une manière d'antichambre pour une nouvelle union avec la Grande Russie ? » Voilà les questions que nous entendons poser et que nous lisons tous les jours dans la presse berlinoise.

D'ailleurs, ce que les fameux dieux de la presse comme Théodore Wolff, Georg Bernard, Ernst Rewentlow et les autres, pondent sur l'Ukraine dans leurs articles de fond, est accepté les yeux fermés comme une hostie sacrée par la grande masse du public. Il en est de même pour les demi-dieux et les spécialistes des questions de l'Europe orientale comme Hans Forst, Ludwig Stein et leurs confrères.

Or, depuis le début de la guerre et surtout depuis la Révolution russe on peut bien estimer à 90 % la proportion d'inexactitudes qui ont paru sur l'Ukraine dans la presse berlinoise. La faute en est en grande partie à la fameuse méthode de conspiration et de cachotteries que nos compatriotes ont trop souvent employée. Il y a des années que nous aurions dû expliquer nous-mêmes au public allemand, « qui nous sommes, de qui nous descendons et par qui nous sommes opprimés ». Il serait grand temps que nous nous décidions à faire une œuvre de presse intelligente pour mettre fin au dilettantisme insupportable qui règne au sujet de notre pays. Nous avons tout intérêt à ce que le public allemand et son élite politique et littéraire soient mieux renseignés sur la question ukrainienne.

Le Dr Stephan Rudnitzky a posé les bases de ce travail et son ouvrage « Ukraina, Land und Volk » est aussi respecté que le Coran chez les Musulmans. Juste réputation. On voit des journalistes « hautement compétents » se faire payer sans rougir 50 ou 60 pfennigs pour des phrases copiées de Rudnitzky et ce sont à peu près les seules choses exactes qu'on écrit sur notre patrie dans les articles de « haute actualité ». Le Dr Rudnitzky peut en être fier et nous pouvons nous en féliciter.

Plaisanterie à part, je me propose de vous rapporter en quelques études rapides les différentes impressions ou les préjugés d'un député, d'un capitaliste, d'un artiste, d'un professeur, d'un fonctionnaire, d'un officier prussien, d'un catholique, d'un social-démocrate ou d'un indépendant sur l'Ukraine et les Ukrainiens.

Editeur: W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Фабрика Годинників
Павла Зефельда
Годинники анкрові і ціліндрові.
Якість гварантована.
Годинники браслєткові і кишенькові мужеськи и жіночи. Платинові, золоті, срібні, металеві. Великий вибір.
Ціна дуже вигідна. Висилка негайна.
Paul Seefeld, La Chaux-de-Fonds
Швайцарии

Фабрика годинників
Ф. ОБРІ - ШАЛЬТЕНБРАНД
у ШО-де-ФОН (Швайцария)
Фабрика постачає всілякого роду годинники золоті, срібні, метелєві, сталєві і фантезі. Від 8 - 24 лінїй розміру
Годинники анкрові і ціліндрові. Браслєткові годинники всіляких гатунків.
Годинники вироблені в цілому і шабльоні для годинників
Fabrique d'horlogerie F. Aubry-Schaltenbrand, La Chaux-de-Fonds

„Tavannes Watch Co" & „Cyma"
Годинники з прецізіон
Звістних на всю Украіну фабрик
„Таванн Вач та Спілка" і „Сіма"
Годинники знаменитї своєю точністю хода та елєганцією
На продажі скрізь у всіх годинникарів
ШО-де-ФОН у Швайцарії
LA CHAUX-de-FONDS

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 51 Lausanne, 23 Mai 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, 21 mai 1918.

Les nouvelles d'Ukraine indiquent une situation politique encore assez confuse. Il semble que le dictateur Skoropadski s'efforce de constituer un ministère de concentration nationale et que deux influences contraires s'opposent à ses efforts. D'une part, les étrangers, Allemands, Russes et Polonais, paraissent le pousser vers la réaction, et, d'autre part, les milieux socialistes interdisent aux membres de leur parti la participation au gouvernement.

* * *

C'est en tout cas le point de vue du parti social-fédéraliste, qui s'est réuni en Congrès à Kiev les 10, 11 et 12 mai et qui a voté des résolutions nettement hostiles au régime et au Cabinet institué par le général Skoropadski. Nous regrettons que le passage relatif à l'intervention allemande ait été censuré. Il est absolument inadmissible qu'un dictateur ukrainien accepte de soumettre la pensée de ses compatriotes à une censure étrangère, et nous comprenons qu'un système pareil ne puisse pas être populaire chez nous.

Toutefois nous nous demandons s'il est sage de faire le vide autour du dictateur et de laisser les éléments antinationaux prendre en mains l'administration du pays. Il nous semblerait préférable de laisser entrer dans le ministère des hommes au patriotisme inattaquable et assez énergiques pour influencer le dictateur et lui faire donner à gauche le coup de barre indispensable.

Certaines dépêches ont annoncé que M. Dorochenko partageait cette opinion et qu'il avait accepté le portefeuille des Affaires étrangères malgré la défense de son parti (social-fédéraliste). Nous souhaiterions que la nouvelle fût confirmée et qu'une collaboration pareille pût sauver la situation. Comme gouverneur des provinces ukrainiennes d'Autriche-Hongrie occupées par la Russie au temps de Kerensky, M. Dorochenko a fait preuve des fortes qualités qui sont nécessaires pour mener la barque à l'heure actuelle. Son entrée au Ministère pourrait être décisive.

* * *

Le parti social-fédéraliste a exclu toute possibilité de fédération avec la Russie pour l'heure actuelle, mais il a préconisé par contre un rapprochement avec les autres peuples qui organisent aujourd'hui leur Etat, comme le Caucase, la Ruthénie-Blanche, la Lithuanie. Nous ajouterions bien volontiers aussi la Pologne, en souhaitant que le Conseil de Régence adopte à l'égard de l'Ukraine une politique aussi juste et respectueuse des droits d'autrui que celle qu'il vient d'adopter envers la Lithuanie. Si les impérialistes polonais renonçaient une fois pour toutes à vouloir dominer sur des populations ukrainiennes, l'entente serait facile entre nous.

Au point de vue économique, le Congrès s'est prononcé en faveur de l'expropriation des grands domaines fonciers au profit des paysans et au point de vue politique en faveur d'une convocation de la Constituante au plus tard dans les quatre mois.

* * *

Le programme du parti social-fédéraliste est excellent en théorie et représente bien l'opinion démocratique et raisonnable de la nation, mais *en pratique* il s'agit de savoir comment le réaliser. Dans un pays occupé par les troupes allemandes on se demande à quoi peut aboutir une simple attitude d'opposition. Voyez la Pologne. Il ne faut pas oublier que le temps presse et que chaque minute qui s'écoule ne reviendra jamais. Si notre Etat ne s'organise pas aujourd'hui pour l'indépendance, on lui imposera demain des solutions toutes prêtes et l'occasion sera perdue pour un siècle peut-être. Nous ne pouvons songer à perdre un seul instant d'une époque aussi décisive.

C'est pourquoi nous insistons sur le devoir impérieux qui s'impose à chacun de ne pas laisser l'étranger prendre en mains le pouvoir et faire dériver la barque à sa guise.

Il faut surmonter tous les dégoûts et toutes les difficultés pour garder le contrôle des affaires nationales et remonter le courant dans le sens de l'indépendance.

* * *

Sans doute il est pénible d'accepter des compromis. Sans doute il est dur aux patriotes sincères d'être obligés de subir la surveillance de militaires étrangers qui ont infligé à l'Ukraine les affronts que l'on sait. Mais les âmes fières doivent être au-dessus de tout cela. Il faut savoir s'élever plus haut que la simple indignation stérile. Le *Temps* lui même nous donnait ce conseil l'autre jour, et il avait raison.

Puisque les Allemands sont chez nous, il faut savoir leur en imposer par notre volonté même et conquérir notre autorité en leur montrant que nous sommes capables de nous organiser, de rétablir l'ordre et surtout que nous savons exactement ce que nous voulons, non seulement en paroles, mais encore en actions positives.

Tant qu'ils auront l'impression que nous sommes incapables de nous gouverner tout seuls et que leurs interventions sont nécessaires pour leur assurer la tranquillité sociale et le blé que nous avons dû leur promettre, il est bien évident qu'ils en prendront à leur aise avec nos libertés.

* * *

La politique aveugle de l'Entente à notre égard lui enlève toute possibilité de nous apporter un appui direct et pratique.

« Tant que durera la guerre, écrivait l'autre jour l'*Information* de Paris, nous n'avons aucun intérêt à ce que cesse le chaos en Ukraine. »

C'est bien plutôt dans les milieux démocratiques allemands du Reichstag que les circonstances nous permettent aujourd'hui de trouver des défenseurs immédiats.

La question est de savoir si ces éléments ont la force nécessaire pour imposer leur point de vue et leurs décisions aux militaires qui ont accumulé les fautes chez nous.

Dans la *Deutsche Politik*, qui paraît à Berlin, le Dr Paul Rohrbach demande qu'on respecte « l'état de croissance et de formation » de l'Ukraine et qu'on agisse à son égard avec « loyauté, retenue et tact ». Ce ne sont pas précisément les qualités qui ont le plus brillé dans la conduite du maréchal von Eichhorn et de ses sous-ordres. On ne saurait être à la fois au four et au moulin, et tel officier qui a pu rendre un grand service à l'Ukraine en battant les Bolchéviks peut lui faire une grande injustice en se mêlant de sa politique. Nous voudrions que tout le monde comprenne bien à Berlin la gravité de la situation et le danger qu'il pourrait y avoir à provoquer de nouveaux désordres en voulant « tranquilliser le pays » par la manière forte.

* * *

Nous avons déjà dit que ces procédés faisaient le jeu des réactionnaires russes qui voudraient bien pouvoir faire de l'Ukraine une base de restauration monarchique. Nous voudrions croire que ce contre-coup était purement involontaire et imprévu. Il y a cependant certains signes inquiétants, sur lesquels les députés du Reichstag pourraient bien demander quelques explications.

Pour commencer, nous aimerions bien savoir ce que le tsarévitch peut bien avoir à faire en Ukraine et pourquoi les amis du général Gourko et les tsaristes égarés en Occident témoignent tant de sympathie pour la politique allemande à Kiev. Ensuite, il nous serait bien utile aussi d'être mieux informés sur le mouvement germanophile qui se développe aujourd'hui dans les cercles industriels et libéraux de Moscou. Le *Zaria Rossii* nous apprend que la victoire allemande impressionne beaucoup les Russes et que tout un parti se forme pour aboutir à une entente avec les ennemis d'hier et pour annuler le traité de Brest, en rétablissant l'unité de l'ancienne Russie au prix d'une étroite alliance germano-russe.

Ce qu'il y a de plus grave, c'est que certains hommes de l'Entente, éblouis par cette idée fixe d'annuler le traité de Brest, se laissent entraîner à soutenir cette politique en croyant pouvoir ainsi jouer au plus fin avec l'Allemagne. « Annulons toujours le traité de Brest, disent-ils. Ensuite nous annulerons bien l'autre alliance. » Nous pensons que les financiers de France et d'Angleterre auront plus de chance d'obtenir quelque chose pour leur papier russe en soutenant l'Ukraine, qui en prendra le tiers à sa charge, plutôt qu'en subventionnant des intrigues aussi louches.

Chronique économique et financière.

Le rapport du Musée commercial impérial et royal austro-hongrois nous apporte quelques précisions sur la nouvelle organisation des relations économiques entre les puissances centrales et l'Ukraine.

Nous y apprenons qu'on a fondé à Brême une Europäische Handels Gesellschaft m. b. H. dont le but est d'importer de la fibre de bois et des plantes de Russie et d'Ukraine. Le capital a été souscrit pour une moitié par la Deutsch-Orientalische Handels Gesellschaft, pour un quart par la Centrale des Matières premières de Vienne et pour l'autre quart par celle de Budapest. La société est placée sous le contrôle de l'Office impérial économique, à Berlin, et des Sections préposées aux matières premières dans les Ministères du Commerce autrichien et hongrois. Le président sera M. Alfred Lohmann, de Brême, et le conseil d'administration composé de puissantes personnalités du monde commercial et financier des trois pays. La société sera dissoute un an après la conclusion de la paix.

Une Schwarzes Meer Stelle (Office de la Mer Noire) a été créée pour organiser les transports a été adjointe aux Départements des communications maritimes et fluviales des armées centrales. Sa tâche est d'organiser la navigation du Danube et de ses affluents.

Un syndicat libre a été formé pour l'exploitation du bois d'Ukraine, de Russie et de Finlande par les grandes maisons de l'industrie du bois.

Une « Internationale Export-und Import A. G. », a été fondée à Vienne avec participation des firmes « Alois Schweiger & Co, G. m. b. H. » « Austro-Orientalische Handels A. G. » et « Oesterreichische Export A. G. vorm. A. Janowitzer » ; les actions se montent à 15 millions de couronnes et ont été prises en portefeuille par la Banque Anglo-Autrichienne et le « K. K. priv. Allgemeine Oester. Boden-Kredit-Anstalt ». Cette société s'occupera des relations commerciales avec les états neutres et surtout avec l'Ukraine et la Russie.

RÉTABLISSEMENT DU TRAFIC

Trains Vienne-Kiev et Vienne-Odessa

Vienne, 17 mai. (B. T. U.) — Des communications directes et régulières viennent d'être établies entre Vienne, Kiev et Odessa.

Les trains circulent d'après l'horaire suivant :

Départ Vienne, gare du Nord, 8 h. 30 du soir, via Brody; arrivée Kiev, surlendemain, 10 h. 25 du matin. Durée du voyage 37 heures 55.

Départ Kiev, 2 h. 30 de l'après-midi; arrivée Vienne, surlendemain, 7 h. 48 du matin. Durée du voyage 41 heures 18.

Départ Vienne, 8 h. 30 du soir, via Podwolotchyska; arrivée Odessa, surlendemain, 6 h. 30 du soir. Durée du voyage 46 heures.

Départ Odessa, 1 h. 30 de l'après-midi; arrivée Vienne, surlendemain, 7 h. 48 du matin. Durée du voyage 42 heures 18.

Communications télégraphiques

Kiev, 20 mai.

Les communications télégraphiques entre Kiev et Berlin ont été rétablies depuis le 15 mai.

BESSARABIE ET ROUMANIE

Le président du Conseil roumain, M. Marghiloman, a déclaré, il y a quelque temps, officiellement, que la Bessarabie *tout entière* (et il a appuyé sur ce mot) était définitivement annexée, à l'exception de quelques petites bandes de terre à la frontière nord, que l'Autriche-Hongrie veut probablement garder pour elle.

Telle est la solution adoptée par le traité de Bucarest. La Bessarabie doit servir en quelque sorte de dédommagement à la Roumanie humiliée et amoindrie pour les terribles pertes qu'elle a subies et pour tous ses espoirs déçus.

Tout en ressentant de la pitié pour ce pays si éprouvé, nous sommes obligés de déclarer que l'annexion de la Bessarabie par l'Etat roumain n'est qu'une violente injustice commise au préjudice du peuple ukrainien, et qui est bien loin de répondre au principe des nationalités et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A la fin de ces quelques remarques nous donnons une statistique sur les nationalités de Bessarabie : cette province, dans ses parties nord et sud touchant à la mer Noire, est ukrainienne dans le sens strict du mot ; seule la partie centrale est ethnographiquement roumaine. Nous n'avons nullement l'intention de disputer ce territoire à la Roumanie, mais nous refusons énergiquement d'admettre que des territoires ukrainiens soient séparés de la mère-patrie et livrés à une domination étrangère. L'Ukraine n'entend pas que ce soit elle qui paie pour les désillusions ressenties par les hommes d'Etat et les généraux roumains. Il n'est pas un seul Ukrainien qui soit prêt à approuver cet acte. Sur ce point, le gouvernement actuel de Skoropadsky est absolument du même avis que celui de Holoubowytch.

Que les hommes d'Etat roumains prennent garde de se laisser prendre aux paroles alléchantes de certains annexionnistes ! Si la Bessarabie tout entière était incorporée à la Roumanie, la faute retomberait bientôt sur ce malheureux pays, déjà assez éprouvé. *Suum cuique !* Que ce qui est roumain, revienne à la Roumanie. Mais *hands off from Ukrainian people and territory*. Ni l'Etat ukrainien indépendant, ni éventuellement l'Ukraine faisant partie d'une fédération, ne pourrait permettre qu'une partie de son peuple et de son territoire passe sous la domination roumaine.

Dans l'intérêt de la Roumanie elle-même et pour son avenir, nous crions à ses hommes d'Etat : Gardez-vous de tirer parti de l'état de faiblesse momentané de l'Ukraine pour obtenir une proie facile !

Historiquement, la Bessarabie fit partie du Royaume de Galicie-Vladimirie, et la République des Zaporogues, en lutte avec les Turcs, a constamment soutenu ses prétendants au trône de Moldavie depuis le seizième siècle. Nos hetmans, Ivan Svirhovski (1534), Ivan Podkowa (1575) et d'autres, furent nommés gospodars de ce pays.

Ethnographiquement, la Bessarabie est un pays mixte dont les Ukrainiens habitent la partie septentrionale et la partie méridionale au bord de la mer Noire. Au nord, le district de Chotin contient 112 villages ukrainiens habités par 300 mille âmes. Les districts d'Ackermann et d'Ismaïl au sud contiennent également une majorité slave. La proportion d'Ukrainiens dans ces territoires contestés atteint 89 % de la population totale.

La séparation de ces régions d'avec l'Ukraine aurait pour nous les conséquences suivantes :

1) perte d'un précieux territoire ukrainien au bord de la mer Noire.

2) perte du libre accès à l'embouchure du Danube, principale artère qui réunit l'Ukraine à l'Europe centrale.

3) perte de dix mille kilomètres carrés de territoire national dans le district de Chotin.

4) perte de 500 mille compatriotes.

5) perte du Dniester qui ne pourrait plus servir de voie fluviale pour le commerce, s'il devait former la ligne de la frontière.

LA QUESTION DE CRIMÉE

Mer Noire ou mer Turque ?

La question de savoir si la presqu'île de Crimée doit appartenir à l'Ukraine ou à la Turquie, l'autonomie de ces peuples étant garantie, menace de devenir l'une des plus graves causes de conflit en Europe orientale.

La domination sur la Crimée assurerait à son possesseur celle de toute la mer Noire. C'est justement le but que poursuivent les impérialistes jeunes-turcs. Le journal modéré *Ikdam*, du 23 mars, écrit ce qui suit à ce sujet : « La mer Noire est une mer musulmane et ottomane ; le long de ses côtes et à l'intérieur habitent des millions d'hommes qui nous sont apparentés par la religion et la langue... A côté d'eux les autres peuples ne forment qu'une quantité négligeable... »

« Quantité négligeable ! » Joli, n'est-ce pas ? Surtout de la part de... Turcs, et lorsque sous cette épithète est compris le grand peuple indo-européen des Ukrainiens, qui habite la côte septentrionale de la mer Noire et qui, sans exagération, est destiné à jouer un tout autre rôle dans l'avenir de l'Europe et de l'humanité entière que les Turcs ou même les Tartares !

On se rendra encore mieux compte du peu de fondement de leurs prétentions en examinant les données statistiques sur la population mahométane et tartare de Crimée, qui servent de base aux aspirations turques sur cette presqu'île. Pour écarter toute idée de prévention de notre part, nous reproduisons ci-dessous les chiffres mêmes publiés par la revue berlinoise nettement turcophile *Der Neue Orient*, dans son numéro du 10 avril. D'après ces chiffres, tirés d'une source turque, c'est-à-dire conforme aux prétentions ottomanes, le nombre total des habitants de la Crimée est de 546 700 : Tartares et Turcs 195 400, Ukrainiens et Russes 247 500 ; le reste est formé par des Allemands, Juifs, Arméniens, Grecs, Polonais, Bulgares, Esthoniens, Italiens et Tchèques, tous éléments qui sont loin de servir de terrain favorable à la « touranisation » ! Ajoutons que les Tartares de Crimée forment physiquement une race absolument stérile dont le nombre va toujours en décroissant.

Au point de vue économique et social, les Tartares de Crimée sont absolument dépendants de l'hinterland ukrainien. Sur leur sol le blé ne peut pas pousser et la population vit presque exclusivement des milliers de poitrinaires et d'anémiques qui viennent chaque année de toutes les contrées de l'Ukraine dans le sud de la presqu'île pour se refaire la santé. La fermeture de la frontière de ce côté suffirait à réduire la population à la famine.

Les Turcs et leurs alliés d'aujourd'hui ont assurément tort de vouloir attirer la Crimée dans la sphère d'influence politique turque et de chercher à en faire une base navale pour la domination ottomane. L'Etat ukrainien ne pourrait supporter longtemps cette domination. Les impérialistes pantouraniens et leurs conseillers devraient le comprendre. S'ils refusent provisoirement de le faire et s'il est vrai que dernièrement deux corps d'armée turcs (corps ? peut-être régiments ?) ont envahi la Crimée, le fait est d'autant plus grave pour les Turcs eux-mêmes et surtout pour la paix future et les relations de bon voisinage entre Kiev et Constantinople.

фабрика Годинників
Павла Зефельда
Годинники анкрові і ціліндрові.
Якість гварантована.
Годинники браслєткові і кишенькові мужеськи и жіночи. Платинові, золоті, срібні, металеві. Великий вибір.
Ціна дуже вигідна. Висилка негайна.
Paul Seefeld, La Chaux-de-Fonds
Швайцарія

LA QUESTION DE CHOLM

Le traité de paix sera-t-il respecté ?

Depuis la conclusion du traité de Brest-Litovsk entre les empires du centre et l'Ukraine, il s'est passé des choses étranges qui, selon toute apparence, ont abouti aux récents pourparlers au quartier-général allemand. On croit (certains même l'affirment, comme les correspondants viennois des journaux allemands, par exemple) que ces pourparlers ont pour but de gagner définitivement les Polonais à la cause des empires du centre. Le prix de cette entente serait tout d'abord le pays de Cholm, puis la Galicie orientale.

On sait que, d'après le traité de Brest, la terre foncièrement ukrainienne de Cholm avait été reconnue comme partie intégrante de l'Ukraine, conformément au principe ethnographique, ce qui mettait un terme aux prétentions impérialistes polonaises sur la ligne du Boug comme frontière de la Pologne.

En rapports étroits avec cette clause du traité de paix, on a fait entrevoir le partage de la Galicie sur des bases ethnographiques. La politique des empires centraux à l'est de l'Europe devait être désormais basée sur ces deux partages : pays de Cholm ukrainien et province ukraino-autrichienne de Galicie orientale. Sans ces deux hypothèses, toute la conception des relations amicales réciproques entre les Puissances centrales et le jeune Etat ukrainien s'écroule.

A quoi ont abouti les derniers pourparlers au grand quartier-général allemand au sujet de cette question ? Nous l'ignorons. Mais s'il était vrai que les prétentions polonaises sur le pays de Cholm et la Galicie orientale devaient être reconnues par les empires centraux, si l'influence exercée dans ce sens par le comte Ledochovski, par l'intermédiaire de l'impératrice Zita, devait aboutir à un résultat favorable, la situation changerait complètement pour la politique ukrainienne à l'étranger et celle-ci serait naturellement obligée d'adopter une orientation tout à fait différente.

Cholm et les Polonais.

Le pays de Cholm fut de tout temps une contrée russienne ou ukrainienne. Après avoir fait partie de l'Etat de Kiew, puis du Royaume de Vladimirie, il fut conquis par les Polonais en 1387, en même temps que la Galicie. Au XVIe siècle, il défendit énergiquement sa nationalité contre les efforts de polonisation, mais la noblesse était complètement gagnée à l'influence polonaise et catholique. En 1595, les évêques ukrainiens orthodoxes conclurent à Brest la fameuse union avec Rome. De là le nom d'Eglise uniate. Ils conservent le rite grec mais reconnaissent l'autorité du pape et le dogme catholique.

En 1795, au troisième partage de la Pologne, le pays de Cholm passa tout entier sous la domination autrichienne et son diocèse fut rattaché en 1808 à la métropolie uniate de Léopol. Après l'invasion de l'archiduc Ferdinand d'Este en Pologne, pendant que les troupes du duché de Varsovie faisaient la guerre en Espagne avec Napoléon, ce dernier punit les Autrichiens en rendant Cholm au duché. En 1815, la contrée passe entre les mains du tsar, auquel on confie le petit royaume de Pologne institué par le Congrès de Vienne.

En 1832, après la chute de l'insurrection polonaise, la russification commence, et en 1864 le gouvernement impérial organise une intense propagande orthodoxe.

En 1875, on supprime l'Eglise uniate en dépit des protestations du vieil évêque Yvan Terachkéwitch, qui déclare qu'il aimerait mieux voir semer ses os dans toute la Sibérie que de consentir à l'apostasie. Une soixantaine de curés uniates furent emprisonnés ou déportés. Soixante-dix autres émigrèrent en Galicie, et ceux qui restèrent furent privés de leur cures.

Les paysans, profondément attachés à leur religion comme à leur nationalité, défendirent leurs curés et ne permirent pas aux nouveaux popes de s'emparer de leurs églises. Les autorités russes envoyèrent des troupes pour soutenir les popes, et celles-ci ouvrirent des feux de pelotons sur les foules massées devant les églises.

Rien n'y fit, et le sang des martyrs imprima désormais à la résistance un caractère sacré. Le peuple vécut sans églises, sans baptême, sans mariage, sans confession, sans funérailles ; et les statistiques officielles durent avouer un chiffre de deux cent mille entêtés qui refusaient, au péril de leur vie, de se laisser inscrire comme orthodoxes et d'envoyer leurs enfants chez le pope. Il se trouva même des mères pour fracasser la tête à leurs enfants, qu'on avait baptisés de force. Comme le gouvernement russe interdisait toute littérature imprimée en langue ukrainienne et que les grands propriétaires du pays étaient des Polonais, c'est dans la langue de ces derniers qu'on publia les récits dramatiques de ces persécutions. Les Polonais n'employèrent pas seulement ce thème au point de vue poétique et littéraire, comme le romancier Reymont dans son *Apostolat du knout*, mais ils surent en profiter pour organiser toute une propagande sentimentale, à la fois politique et religieuse. On l'a souvent comparée à l'agitation pro-alsacienne des écrivains français catholiques.

Ardemment soutenus par les Polonais dans leur lutte contre la Russie, il est certes assez naturel que les Ukrainiens de Cholm aient profité de l'appui de la Pologne et se soient tournés vers son clergé catholique pour lutter contre l'influence orthodoxe. Il faut lire les scènes passionnantes des fameuses fuites à la frontière galicienne pour contracter les « mariages de Cracovie », ou les tableaux impressionnants des messes uniates, célébrées dans une clairière de forêt, aux premières lueurs de l'aube, après toute une nuit d'attente sous la pluie et sous la peur glaçante des rondes de cosaques.

Après la révolution de 1905, l'acte de tolérance ne rétablit pas l'Eglise uniate, mais rendit la liberté religieuse, et par conséquent le choix entre les Eglises reconnues. Cent vingt mille paysans de Cholm passèrent au catholicisme pour éviter l'orthodoxie. Comme Polonais et catholique sont des mots synonymes là-bas, ces paysans furent désormais comptés comme Polonais dans les statistiques et, à la vérité, les écoles privées et l'enseignement religieux des curés eurent bientôt fait de poloniser une grande partie de la jeunesse, qui adopta même en certains cas le patriotisme de ses éducateurs par haine contre l'oppression russe. Là encore il y a une certaine analogie entre les sentiments de ces populations et ceux des Alsaciens placés entre la France et l'Allemagne.

En 1912, afin d'arrêter ce mouvement catholique, le tsar fit détacher le territoire de Cholm du royaume de Pologne pour en faire une nouvelle province russe et confia la propagande orthodoxe au fameux évêque Euloge, qui s'est distingué si brillamment au début de la guerre par la politique de violences religieuses qu'il introduisit en Galicie orientale au temps de l'occupation russe et du général Bobrinsky.

Les statistiques publiées par les Polonais donnent une majorité à leur nationalité dans presque tous les districts, alors que les statistiques russes de 1909 donnaient une proportion contraire, mais il faut remarquer que le traité de Brest du 9 février n'avait attribué à l'Ukraine que la partie orientale de ces districts où se trouvent précisément la plupart des villages qui sont restés ukrainiens. Quant aux villes, elles sont habitées en général par une majorité de Juifs, un bon tiers d'Ukrainiens et dix ou quinze pour cent de noblesse polonaise. D'ailleurs, comme nous désirons vivre en paix avec nos voisins et ne rien prendre qui leur appartienne, à condition qu'ils en usent de même à notre égard, nous ne fixerons pas les frontières définitives avant d'avoir soumis les points contestés à l'arbitrage d'une commission mixte. En attendant, notre fidélité à la cause nationale nous fait un devoir impérieux de défendre les revendications de tous nos compatriotes contre n'importe quelles prétentions de domination étrangère.

Dernières nouvelles de Kiev

Les Congrès.

Le parti socialiste fédéraliste ukrainien a tenu un Congrès du 10 au 12 mai à Kiev. Il a pris diverses résolutions dont les principales sont les suivantes : le parti exclut pour l'instant toute possibilité de fédération avec la grande Russie, mais non avec d'autres peuples qui ont formé leur propre Etat. Il nomme les empires centraux puissances amies. La partie de la résolution concernant le rôle de l'Allemagne dans le coup d'Etat a été censurée. Le Congrès est favorable à l'expropriation des grands propriétaires fonciers au profit des paysans. La constitution établie par l'hetman est considérée comme absolutiste et anti-démocratique, de même que le Cabinet actuel, qu'il faut combattre, celui-ci étant anti-démocratique, réactionnaire et anti-étatiste. Le parti interdit à ses membres d'en faire partie. Il demande la publication d'une loi sur les droits des citoyens. La Constituante ukrainienne devra être convoquée dans les quatre mois au plus tard.

Kiev, 16 mai (B.T.U.) Le Congrès des social-fédéralistes a commencé le 10 mai. L'ex-ministre des Affaires étrangères, Choulgine, a fait un exposé du programme du parti au sujet de l'attitude adoptée par celui-ci dans les questions d'ordre extérieur. Il repousse énergiquement toute union avec la Russie du Nord, mais préconise par contre un rapprochement avec le Caucase, la Ruthénie-Blanche et la Lithuanie. Le parti socialiste-révolutionnaire anciennement au pouvoir a commis de grandes fautes, mais la politique allemande en Ukraine n'est pas non plus sans défaut. Le gouvernement actuel s'appuie sur les empires centraux. M. Choulgine espère qu'ainsi le traité de Brest et par suite l'indépendance absolue de l'Ukraine resteront intacts.

A la même date s'est réuni le Congrès des cadets qui demande l'égalité de droits pour la langue russe comme pour la langue ukrainienne, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, une juridiction impartiale, la protection des petites propriétés, l'interdiction aux étrangers d'acheter des terres en Ukraine. Leur demande concernant le russe a peu de chance de réussite, tous les ministères ayant introduit l'usage de la langue ukrainienne.

Le Congrès des paysans ayant été interdit, on craint que ceux-ci ne se livrent à des actes terroristes contre les partisans du gouvernement.

Le nouveau gouvernement.

Kiev, 15 mai (B.T.U.) — Le ministre provisoire des Affaires Etrangères, Wasylenko, a fait savoir aux délégués du Soviet que des mesures avaient été prises pour rétablir les communications télégraphiques entre Kiev et Moscou. La circulation par chemin de fer a repris entre Kiev et Koursk. Le gouvernement ukrainien et les troupes allemandes garantissent la sécurité de la délégation russe à Kiev. La première conférence aura lieu le 22 mai.

Kiev, 15 mai (B.T.U.) — Une délégation d'officiers de la garde s'est présentée samedi dernier chez l'hetman Skoropadsky pour demander des explications sur les bruits qui courent au sujet d'une orientation russophile de l'hetman et du Cabinet. L'hetman a nettement démenti ces bruits. Son seul but est de maintenir l'indépendance de l'Ukraine.

Le gouvernement a introduit pour l'Ukraine la dénomination officielle d'« Etat ukrainien ».

L'ex-ambassadeur ukrainien en Roumanie, M Galagan, a déclaré dans une interview que le gouvernement roumain considérait l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie comme définitive.

Le général Tzytzovitch a été nommé commandant de la ville de Kiev et le colonel Benezky, son représentant.

Par suite d'un grand déficit dans le budget, causé par l'augmentation des frais d'exploitation, le Conseil des ministres a décidé d'élever sensiblement le tarif des chemins de fer.

Kiev, 14 mai (B.T.U.) — On mande de Kiev que M. Dmytro Dorochenko, ancien gouverneur général de Galicie, serait désigné comme ministre des affaires étrangères dans le nouveau gouvernement ukrainien.

Lénine a transmis l'ordre à la délégation de paix russe arrivée à Kiev, de continuer les pourparlers de paix avec le gouvernement de Skoropadsky, ce qui équivaut à une reconnaissance officielle de ce gouvernement par la Russie.

L'Etat de siège a été proclamé à Ekatérinoslaw et la Douma a été arrêtée.

Il vient de se fonder à Kharkow une société internationale par actions de transport et d'expédition au capital de deux millions de karbowanetz.

Le 26 mai aura lieu à Kiew un Congrès général des sociétés coopératives.

Vienne, 18 mai (B.T.U.) — D'après les journaux d'Odessa, deux corps d'armée turcs marchent contre la Crimée.

Un immense incendie a éclaté dans les forêts du district de Rowno. Tout secours est impossible à cause de la grande sécheresse.

M. Bielankin a été nommé représentant de l'Ukraine en Suisse.

Les autorités navales ukrainiennes ayant demandé à l'ambassadeur d'Allemagne, de Mumm, si les vaisseaux russes sur lesquels le drapeau allemand avait été hissé devenaient propriété allemande, celui-ci a déclaré que toute la flotte de la mer Noire appartenait aux Ukrainiens.

La Rada.

Léopol, le 14 mai 1918. — D'après des nouvelles venant de Kiev, la Rada centrale tient ses séances dans le district d'Ouman.

Elle a publié un 5me Universal par lequel elle annule les pouvoirs de l'hetman.

Sa campagne parmi les paysans commence à agir. Ceux-ci se vengent d'une manière sanglante des membres du Congrès des grands propriétaires fonciers qui ont proclamé l'hetman.

DERNIÈRE HEURE

Kiev, 16 mai (B. I. U.). — Le ministère des Affaires Etrangères, présidé par M. Wassylenko, s'est déclaré en faveur d'une protestation contre l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie. D'autres ministres ont abordé la question de la réunion de la Crimée à l'Ukraine.

Le gouvernement ukrainien déclare que l'autonomie des nationalités en Ukraine continuera à être garantie à l'avenir. Il sera créé un département spécial pour les questions nationales.

L'amirauté de la flotte ukrainienne aura son siège à Odessa et sera présidée par l'amiral en chef Kanin.

Vienne, 20 mai. — La présidence du parti socialiste-fédéraliste a été confiée à MM. Effremov, Nikovsky, Choulgine, Tchopivsky, Sloussarenko, Salikovsky, Kortzynsky, Kouchnir, Losky, Maziewytch, Chelouchine, Prokopowitch.

Le Congrès des ouvriers ukrainiens qui a siégé à Kiev les 13 et 14 mai a lancé une protestation contre les derniers événements à Kiev. Il réclame la convocation de la Constituante, le transfert gratuit des terres aux paysans, la journée de 8 heures, la liberté de coalition, la création d'organisations autonomes démocratiques, l'égalité de droits pour les nationalités.

Le Conseil des ministres, sur l'initiative de Houtnik et Rjepetzky s'est prononcé pour la réunion de la Crimée à l'Ukraine pour des raisons d'ordre économique. La production de tabac de la Crimée, à elle seule, représente annuellement un rendement d'impôts de 100 millions de roubles.

Le professeur d'université Kistiakovsky a été nommé secrétaire d'Etat et juge suprême, et le professeur Sinkovsky ministre de l'instruction publique. Tous deux appartiennent au parti cadet-ukrainien.

L'ingénieur Kouliabko-Koretzky a été nommé remplaçant du ministre de l'Intérieur et directeur de la section des postes et télégraphes. M. Tchernisch a été nommé président de la commission d'exportation, M. Auerbach remplaçant du ministre du commerce.

Tchitcherine, ministre russe des Affaires Etrangères, proteste contre la proclamation de l'indépendance du Caucase, prétendant que la population est favorable à une Russie fédérative.

Ont été nommés commandants de gouvernements : le général Bobrovsky pour la Volhynie, le général Loukow pour le gouvernement de Poltava, le général Vassiliev pour la Tauride, le général Wolochynov pour Ekaterinoslav. Ces postes ont été nouvellement crées pour soutenir les starosts et dépendent du ministère de la Guerre.

„Tavannes Watch Co“ & „Cyma“
Годинники з прецізіон
Звістних на всю Україну фабрик
„Таванн Вач та Спілка“ і „Сіма“
Годинники знамениті своєю точністю хода та елєганцією
На продажі скрізь у всіх годинникарів
ШО-де-ФОН у Швайцарії
LA CHAUX-de-FONDS

Editeur : W. Stepankowski.
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 52 Lausanne, 30 Mai 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 27 mai 1918.

Nous n'avons pas encore reçu confirmation du changement de régime et de la proclamation d'occupation militaire annoncés par la presse de l'Entente et commentés abondamment. Il nous semble qu'on s'est un peu trop pressé de déclarer « qu'il n'y a plus d'Ukraine ». Toutefois la situation est grave et il faut la regarder courageusement en face. Il est certain que le général Skoropadski a indisposé les partis de gauche en défendant les intérêts des gros propriétaires au lieu de s'appuyer sur la petite bourgeoisie paysanne comme il en avait l'intention.

* * *

Le mécontentement est très grand dans le pays tout entier et, comme nous l'avons fait prévoir d'avance, le moyen n'est certes pas le meilleur pour obtenir un prompt rétablissement de l'ordre, au contraire.

Il ne faudrait pas s'imaginer d'ailleurs qu'une occupation militaire pure et simple pourrait obtenir des résultats plus positifs. Personne au monde, eût-il à son service la plus formidable armée de la terre, ne peut songer à imposer la tranquillité par force à un pays qu'elle voudrait priver en même temps des gains de la révolution. Si Napoléon a pu réussir pendant quelques années, c'est qu'il avait au moins conservé les principales acquisitions de quatre-vingt-neuf en France et qu'il apportait en Pologne par exemple, en 1807, la liberté nationale et l'affranchissement des paysans.

* * *

Le Congrès des Cadets qui s'est réuni à Kiev du 9 au 12 mai a prouvé, une fois de plus, que ce parti est nettement nationaliste et impérialiste russe. Tous les orateurs ont déclaré que leur idéal était le rétablissement d'une grande Russie, une et indivisible. Quand le ministre de l'Instruction publique, Wassilenko, a parlé de l'indépendance de l'Ukraine, à laquelle il reste fermement attaché, son discours a provoqué de violentes protestations dans l'assemblée. Les résolutions finales sont hostiles à notre mouvement national et réclament que le russe redevienne langue officielle.

Ce Congrès va naturellement provoquer une réaction très vive sur tout le territoire de la République et portera un coup probablement fatal à toute idée de fédération entre l'Ukraine et la Russie. En effet, nous ne pouvons admettre de renoncer ainsi à tout ce qui fait notre raison d'être pour nous laisser russifier par des soi-disants libéraux.

* * *

La conduite des militaires allemands chez nous avait tellement indigné les Ukrainiens d'Amérique et du Canada qu'on annonçait déjà tout un mouvement là-bas en faveur d'une participation très active aux armées de l'Entente. Il y a d'ailleurs déjà des milliers de nos compatriotes qui sont enrôlés dans des troupes transatlantiques.

Mais si les Alliés n'ont pas mieux à nous offrir que la politique du parti cadet, cet enthousiasme sera singulièrement refroidi. Entre la domination économique allemande et la russification qui nous menace de l'autre côté, l'Ukraine se débat dans des difficultés douloureuses, mais elle est bien décidée à défendre jusqu'au bout ses droits à la liberté d'après le principe du Président Wilson qui reconnaît aux peuples la libre disposition d'eux-mêmes. On se tromperait si l'on croyait notre nation incapable d'aller jusqu'aux plus grands sacrifices pour réaliser son indépendance à la fin du compte, même avec ses propres forces. Quiconque voudra s'opposer à notre volonté nationale nous trouvera toujours prêts à lutter par tous les moyens contre ses prétentions.

LETTRE DE LÉOPOL

Léopol, 12 mai 1918.

Avant la chute du Comte Czernin, exministre des Affaires Etrangères, les Ukrainiens de Galicie craignaient déjà que la clause du traité de Brest concernant le pays de Cholm ne soit pas respectée par les Empires Centraux, mais qu'au contraire ce territoire soit cédé aux Polonais pour se réconcilier avec eux.

L'avenir de la Galicie orientale est étroitement relié à la politique polonaise des Empires du centre. Après la conclusion de la paix, les Ukrainiens espéraient et les Polonais craignaient que l'ancienne province de Galicie soit divisée en deux parties nationales, de sorte que la Galicie orientale formerait une province spéciale. On croyait que les raisons qui avaient engagé les Empires Centraux à traiter le pays de Cholm comme terre ukrainienne seraient également décisives pour le partage de la Galicie, c'est-à-dire une bonne entente des puissances centrales et spécialement de l'Autriche avec la nouvelle République ukrainienne.

Lorsqu'on remarqua chez ces puissances une tendance à modifier la clause du traité concernant Cholm au profit des Polonais, il devint évident pour l'opinion publique de Galicie que le partage de cette province était de plus en plus problématique.

La retraite du Comte Czernin qui avait signé le traité de Brest et qui se trouvait en quelque sorte engagé personnellement, et la nomination du baron Burian qui, lors de son ancienne activivité, s'est plutôt montré hostile aux aspirations ukrainiennes, n'a fait qu'accroître les espérances polonaises d'un côté et les craintes ukrainiennes de l'autre.

Le coup d'Etat de Kiev a eu le même effet. Tout d'abord il est clair que les Allemands n'ont pas craint de se mêler des affaires intérieures de la République. Ils ont renversé le gouvernement avec lequel ils avaient conclu la paix et qui les avait appelés dans le pays. Par conséquent ils ne craindront pas non plus, s'il le faut, d'arracher le pays de Cholm à l'Ukraine pour le donner aux Polonais, afin de se réconcilier avec eux.

En second lieu, la Rada centrale passait pour le défenseur du peuple ukrainien et de ses intérêts nationaux, ce que l'on peut difficilement attendre du général Skoropadski et de son Cabinet composé de cadets et d'octobristes. La Rada centrale avait en vue non seulement le territoire de l'Etat ukrainien proprement dit, mais l'avenir des Ukrainiens d'Autriche lui tenait également à cœur ; il est peu probable que le gouvernement actuel de l'hetman ait les mêmes idées.

A la même date que le coup d'Etat de Kiev, a eu lieu l'ajournement de la convocation du Reichsrat et les pourparlers du gouvernement avec les divers partis pour mettre fin à la crise ministérielle. Pour prix de leur appui, les Polonais réclament au gouvernement le pays de Cholm et l'assurance que la Galicie ne sera pas partagée, ainsi que des garanties, que l'Allemagne n'entreprendra aucune rectification de frontières à l'ouest de la Pologne du Congrès.

En ce qui concerne la Galicie, les Polonais en appellent à la promesse que leur aurait faite l'empereur Charles après la conclusion de la paix, de ne rien changer à la politique de son prédécesseur François-Joseph à l'égard des Polonais. Ce dernier considérait la Galicie comme une terre exclusivement polonaise et indivisible.

Le principal organe ukrainien « Dilo » répond à cela que les représentants ukrainiens au Parlement ont également reçu la parole de l'Empereur et de son gouvernement, qui garantit aux Ukrainiens la création d'une province ukrainienne dans le cadre de l'Autriche.

En un mot, les Polonais considèrent la situation actuelle comme favorable à leurs désirs, c'est-à-dire à la revision du traité de Brest dans le sens de l'annexion du pays de Cholm à la Pologne et du statu quo pour la Galicie. Dr Michel Lozynsky.

LA TERREUR EN BESSARABIE

Un chapeau de Gessler.

Le traité de Bucarest a détaché 28 000 kilomètres carrés et 400 000 Ukrainiens de la République pour les soumettre à la Roumanie féodale à la suite de la comédie jouée par ses politiciens à la Diète de Kichinev avec l'appui de leur force armée. Nous tirons des journaux *Bukowina*, *Kievskaïa Mysl* et *Robotnitchè Gazeta* des nouvelles édifiantes sur la nouvelle terreur établie en Bessarabie par les envoyés de Bucarest et par les Boyards.

Ce n'est pas seulement la population ukrainienne ou juive qui proteste contre une telle incorporation par la violence, mais aussi les habitants bulgares et même les paysans moldaves qui ne veulent à aucun prix devenir les victimes des lois réactionnaires et monarchiques de la Roumanie. A l'heure actuelle, il n'y a d'ailleurs ni lois ni justice en Bessarabie. Ce sont les officiers roumains qui jugent et condamnent les habitants sans qu'il existe aucun recours pour ces malheureux. Tous les comités agraires et toutes les organisations politiques ont été dissoutes et leurs chefs expulsés ou arrêtés. Dans les assemblées des Zemstvos, il est interdit de discuter l'incorporation à la Roumanie et ceux qui le font sont menacés d'être exécutés pour haute trahison.

Pendant l'assemblée des Zemstvos de Bendery, le général major Izvaresco a fait entourer le bâtiment par les mitrailleuses et a introduit la force armée dans la salle en déclarant à haute voix que tous ceux qui diraient un mot contre la Roumanie et feraient de la propagande pour l'Ukraine seraient jetés dans le Dniester.

C'est ainsi, par exemple, que l'élection de l'Ukrainien Brunia fut annulée de force et qu'on alla même jusqu'à enlever la parole au ministre moldave Eryanou, considéré comme trop peu roumanophile.

A Kichinev, en une seule journée, 20 personnes furent arrêtées et fusillées pour leurs opinions politiques. L'une d'entre elles, qui n'était que blessée, réussit à s'échapper du fossé des morts après le départ des soldats roumains et put porter plainte à M. Savenko, ministre de la Justice bessarabienne. Beaucoup de soldats moldaves ont été condamnés à mort pour avoir refusé de rendre le salut militaire aux officiers roumains.

M. Rouden, commissaire du district de Bieletz, et M. Litvinoff, commissaire du district de Soroka, ont été arrêtés et ont payé pour la population qui protestait contre les violences et le pillage des Roumains. Mme Grinfeld, social-démocrate juive bien connue dans le pays, a été fusillée parce qu'elle était défavorable à l'incorporation. M. Tchumatchenko, ancien ministre de l'Agriculture en Bessarabie, a été fusillé sans jugement pour la même raison.

L'instituteur Grissik et l'institutrice Svatenko ont été maltraités jusqu'à la mort pour avoir appris à lire en ukrainien aux paysans. D'ailleurs tous les livres d'école et journaux ukrainiens ont été confisqués et brûlés à la manière russe, et quand le leader des paysans Tziganko a voulu aller se plaindre aux autorités militaires allemandes et au gouvernement ukrainien de Kiev avec les ministres moldaves Kristi et Savenko, les Roumains les en ont empêchés en leur refusant tout billet de chemin de fer.

Dans le district de Khotin, le capitaine Dimitriou a introduit la bastonnade pour les vieillards et les enfants. Le seul moyen d'y échapper est de payer une forte somme. Dans le bourg de Jedinetz, on peut voir affichée aux murs une ordonnance qui rappelle la conduite de Gessler au temps de Guillaume Tell. En voici le texte :

« Les officiers roumains doivent être salués de la manière suivante par la population : 1° quand un officier passe, il faut s'arrêter, ôter son chapeau, se tourner vers lui et s'incliner avec une expression souriante et respectueuse ; 2° pour que la population s'habitue à ce salut et pour que la présente ordonnance soit bien exécutée, j'ordonne que mon képi de commandant soit porté dans toutes les rues au bout d'un bâton et salué par tous de la manière indiquée.

Signé par le commandant de la garnison de Jedinetz,

Capitaine Dimitriou.
Le commandant de police, Jeseftirescou.
Pour le maire, Voulen. »

Il n'y a rien d'étonnant à ce que la population tout entière, sans aucune exception de nationalité, soit exaspérée d'un régime pareil et souhaite un retour à l'Ukraine. Les témoins oculaires assurent qu'il suffirait d'une toute petite troupe envoyée par la République pour soulever tous les paysans de Bessarabie contre la domination roumaine.

LE COMITÉ NATIONAL de Galicie

et le coup d'Etat de Kiev.

Après avoir envisagé les circonstances qui ont causé les différents événements de Kiev et la crise parlementaire en Autriche, le comité central du parti national démocrate ukrainien de Galicie a pris les résolutions suivantes

1. Considérant les seules bases fondamentales des relations entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne d'une part et la République ukrainienne de l'autre, et en particulier le traité de paix conclu à Brest le 9 février 1918, par lequel les Empires centraux ont reconnu la pleine souveraineté de l'Ukraine comme Etat ; considérant ensuite que les Empires centraux ont pénétré sur le sol de la République ukrainienne à la demande du gouvernement de celle-ci pour l'aider à rétablir l'ordre dans le pays ; considérant enfin que le gouvernement ukrainien n'a fourni de son côté aucun prétexte à la violation du traité de Brest, le comité national estime que l'Allemagne est intervenue d'une manière abominable dans les affaires intérieures de la République en employant la force armée et qu'elle a violé ainsi ses engagements solennels en attentant à la souveraineté politique de l'Ukraine, et en offensant gravement le peuple ukrainien. (Suivent quelques lignes censurees en Autriche.)

Au nom du peuple ukrainien de Galicie, le comité national proteste énergiquement contre une conduite pareille.

2. Estimant que l'organisation de l'Etat ukrainien et la conclusion de la première paix dans la guerre mondiale sont les mérites historiques de la Rada centrale, établie par la volonté populaire, le Comité national déclare de toute nécessité que la constitution du pouvoir gouvernemental dans la République demeure exclusivement dans les mains de la nation et de ses organismes politiques et sociaux.

3. Le Comité national estime que, du moment où les Empires centraux exigent de la République l'exécution du traité de Brest et des conventions supplémentaires, ils ont le devoir juridique et moral de remplir de leur côté tous les engagements publics et secrets qu'ils ont pris envers la République et son peuple.

4. D'après le traité du 9 février le Comité national exige que le pays de Cholm et la Podlachie soient réunis à la République.

5. Ensuite du projet de réorganisation de l'Etat autrichien, le Comité national demande à l'unanimité, au nom de tout le peuple qu'il représente, que le gouvernement impérial tienne son engagement de partager la Galicie en deux, et d'organiser un Etat autonome composé de la Galicie orientale et de la Bukovine, à l'intérieur des frontières autrichiennes.

Une rectification.

Dans notre cinquantième numéro nous avons dit que notre organe avait compté successivement parmi ses rédacteurs: MM. le Comte Michel Tyszkiewicz, Alexandre Kowalenko et Eugène Batchinsky aux côtés de son fondateur M. W. Stepankowski. Le Comte Michel Tyszkiewicz nous prie d'indiquer que c'est par erreur qu'il a été cité comme un des « rédacteurs » de notre journal. C'est bien volontiers que nous préciserons ici son rôle, qui n'a jamais été en effet celui d'un rédacteur responsable, mais pendant deux ans celui d'un collaborateur qui a prêté à la publication de l' « Ukraine » l'appui de sa plume avec un talent et une bonne grâce auxquels nous tenions à rendre hommage en fêtant notre cinquantième anniveraire.

DERNIÈRE HEURE

Kiev, 20 mai. — Le portefeuille de ministre de l'Instruction publique a été offert à M. Lototzki qui l'a refusé. On s'est alors adressé à l'ex-inspecteur du district de Kiev prof. Naumenko.

Le nouveau candidat au portefeuille des affaires étrangères est M. Kistiakowsky.

MM. Darowsky, Tchernyhin, Bodnarenko, gouverneurs d'Odessa, ont été destitués de leur charge.

La famine règne dans le territoire du Donetz. 25 000 mineurs se sont mis en grève à Kharkow.

Le conseil municipal d'Imerinka a été arrêté à cause de son opposition à l'autorité de l'hetman.

Le *Vidrojenia* communique qu'après la libération de la Crimée, le rétablissement de l'ordre et l'organisation politique et économique du pays ont été confiés à des chefs musulmans.

Le conseiller Kwasnitzky a été nommé représentant de l'Ukraine en Ruthénie Blanche.

Un Congrès de toutes les sociétés professionnelles a été convoqué pour le 30 mai.

Les ministères nationaux en Ukraine ne doivent pas être dissous, mais simplement réformés.

Kiev, 23 mai (B. T. U.) L'hetman a reçu une députation de paysans du district de Putiwl dans le gouvernement de Koursk, qui demandent leur réunion à l'Ukraine. Ils ont reçu une réponse favorable de l'hetman.

Les négociations de paix russo-ukrainiennes qui ont commencé le 22, sont présidées par l'ex-ministre Chelouchine. Tous les partis y sont représentés.

Dans un article paru dans la *Nowa Rada* M. Donzow démontre que l'union de la Crimée et du pays de Cholm à l'Ukraine est indispensable. Ce serait une occasion pour les empires centraux d'acquérir l'amitié des Ukrainiens.

Le ministre de l'intérieur a formé une commission sous la présidence de Diakow pour l'élaboration d'une loi électorale. La presse d'opposition lui reproche sa partialité envers les cadets et les octobristes.

Le conseil des ministres a délibéré le 20 mai au sujet de la régularisation du cours du Dnieper et de l'utilisation des forces motrices de ce fleuve. Il a décidé d'inviter les empires centraux à prendre part à ces travaux.

Le ministre du commerce a dissous la commission pour l'échange des marchandises et a créé un département spécial pour les traités de commerce, dépendant du ministère.

Conformément à la décision prise par le parti social-fédéraliste dans son dernier congrès, M. Dorochenko a cessé d'être membre du parti en acceptant le portefeuille de ministre des Affaires étrangères.

Le Conseil des Ministres a décidé, pour résoudre les questions réclamant l'assentiment de plusieurs ministres, de former un Conseil réduit des représentants de tous les ressorts. Le président sera le représentant du Ministère de la Justice, Zawadsky et son remplaçant Hawryliw.

Le Ministère du ravitaillement a décrété que le bétail ne pourrait être exporté qu'avec l'assentiment des fondés de pouvoir du ministère.

Vienne, 21 mai. — Le ministre de l'Agriculture élabore un projet de loi concernant les commissions agraires. Dans chaque district on nommera une commission composée des représentants des propriétaires fonciers, des paysans, des magistrats, ainsi que des membres des autorités politiques et économiques.

L'accord entre les nouveaux Etats de l'Est

Nous publions ici une partie du très intéressant rapport présenté par le Dr Viscont à la réunion privée chez M. Privat:

« Comme nous le savons, les peuples habitant entre la Mer Baltique et la Mer Noire tendent à se constituer en Etats indépendants. Une franche et sincère reconnaissance des droits de ces peuples à une pleine et entière indépendance, ainsi qu'un respect absolu de leurs droits souverains de disposer de leur sort, doivent être considérés comme base inébranlable dans une étude entreprise en vue de régler leurs intérêts d'une manière équitable.

Ceci étant admis, le but de notre œuvre pourrait se réaliser en trois étapes successives. La première étape comporterait une étude des données sur lesquelles se basent les véritables droits de ces peuples. Dans la seconde étape on devrait s'occuper de faire accepter les résultats de l'étude par les organes représentatifs légitimes de ces peuples. Ceci est indispensable, étant donné que nous n'avons pas de mandats nécessaires. Enfin, comme troisième étape serait l'acceptation des « desiderata » de ces peuples au Congrès futur de la Paix.

Pour réaliser ce projet il faudrait organiser une société, constituée comme toute autre selon la formule contenue dans l'art. 61 du Code civil suisse, avec des modifications que comporte la nature des choses. Composée d'un nombre plus ou moins considérable de membres représentant les peuples intéressés, elle devrait avoir comme organes une assemblée générale des membres et un comité de direction ou conseil exécutif, choisi par l'assemblée générale et devant comprendre deux membres pour chaque peuple dont s'occupe la société.

Il va de soi qu'une telle œuvre demande des ressources intellectuelles et morales considérables. Je suppose volontiers que nous les trouverons sans trop de difficultés, d'autant plus que les étrangers de marque eux-mêmes ont déjà donné des preuves d'une grande sympathie en contribuant effectivement à la réalisation de ce projet. Il va sans dire que nous devrions profiter de leurs aimables dispositions. Il serait aussi de première importance d'avoir un comité de patronage composé de représentants, éventuellement de présidents des différentes associations des neutres ayant pour but la défense des droits des nationalités et le bienfait de la paix internationale, ainsi que d'éminentes personnalités ayant des mérites bien appréciables dans ce domaine. La Suisse surtout pourrait jouer un rôle qui lui revient, en tant que pays traditionnel des institutions d'ordre international. Le comité de patronage pourrait aider le comité de direction dans ses travaux et c'est le président du comité de patronage qui devrait diriger les séances des assemblées générales de la société. Il pourrait rendre de très précieux services en ce qui concerne nos rapports vis-à-vis des pouvoirs publics, tant à l'étranger que dans nos pays respectifs. »

* * *

Le journal *Polonia* du 11 mai 1918 publie en éditorial un article de M. Georges Bienaimé qui commence ainsi:

« Malgré les graves préoccupations de la guerre et de la politique intérieure, la presse allemande suit attentivement les événements de Pologne et de Lithuanie.

En Pologne, la politique allemande est simple. Elle consiste:

1° A réduire le plus possible le territoire national de la Pologne, en refusant à celle-ci la restitution des territoires polonais de Prusse et même de la Pologne autrichienne.

2° *A empêcher la Pologne de s'entendre amicalement avec ses voisins de Lithuanie, de Russie-Blanche et d'Ukraine.*

3° *A tourner contre la Pologne la défiance, la jalousie et même la haine de ces peuples voisins, en excitant leur rivalité et leurs compétitions au sujet de territoires contestés comme Suwalki, Wilno, Cholm, la Galicie orientale, etc.*

Plus les peuples de l'ancienne Pologne se disputeront entre eux, et moins ils seront redoutables pour l'Allemagne. Le jour, au contraire, où se reformerait, sur des bases démocratiques et amicales, une union entre les Polonais, la nouvelle alliance ainsi constituée, bien plus consciente de son rôle historique que l'Etat moscovite, serait un rempart solide contre les persistantes ambitions allemandes en Europe orientale. »

Le journal *Polonia* est l'organe des amis de MM. Pilz, Dmowski et de l'Agence polonaise centrale de Lausanne. S'il exprime leur point de vue sur la nécessité d'une entente entre la Pologne et ses voisins, on peut se demander pourquoi ces Messieurs ont jugé utile de prendre une offensive hostile contre la Société d'études proposée par le Dr Viscont et par M. Privat, qui est un des amis les plus fidèles de la cause polonaise. La note hostile qu'ils ont communiquée à la presse de Lausanne le 11 mai dernier accusait les efforts d'entente entre ces peuples d'être une tentative germanophile, destinée à régler « des intérêts austro-allemands ».

Leur propre organe donne aujourd'hui à ces Messieurs un démenti formel qui se passe de tout commentaire.

* * *

Nous espérons que l'assemblée constituante de la Société d'Etudes aura lieu très prochainement et que la Commission d'initiative invitera tous les groupements susceptibles de collaborer à l'œuvre qu'elle se propose d'accomplir. Si la malveillance de certains Polonais impérialistes est due au simple fait qu'ils n'avaient pas été invités à la réunion privée du 12 mai, cette impatience aura eu le temps de se calmer. Il faut pourtant reconnaître qu'il était assez naturel de ne réunir au début que les personnalités connues pour leurs opinions modérées et conciliantes.

Il nous aurait été difficile à nous autres Ukrainiens de nous rencontrer avec des hommes qui déclarent que notre pays n'existe pas et qui désirent par contre en annexer une partie au profit du leur. En nous évitant cet affront aux uns et aux autres et en invitant des Polonais, des Lithuaniens et des Ukrainiens sympathiques à l'indépendance de leurs voisins, notre hôte a fait preuve de tact et de prudence délicate. Nous ne pouvons que lui en savoir gré; mais si les Polonais nationalistes abandonnent leurs prétentions injustes et sont disposés à discuter pacifiquement avec nous, il serait fort utile qu'ils vinssent prendre part aux travaux de la Société et nous serions les premiers à nous féliciter de leur changement d'attitude. Une fois les principes et les statuts de la Société publiés, chacun sera bien à même de juger s'il peut y entrer en toute liberté de conscience.

* * *

Une dépêche de Kiev nous apprend que le parti socialiste-fédéraliste ukrainien réuni en Congrès précisément le 12 Mai a pris la résolution suivante: le parti exclut pour le moment toute possibilité de fédération avec la Grande-Russie, *mais non avec d'autres peuples qui ont formé leur propre Etat.*

Tout le monde comprendra l'importance d'une pareille décision et l'encouragement qu'elle donne aux idées que nous avons toujours défendues jusqu'ici.

Politique étrangère.

Kiev, 24 mai (B. T. U.) — Le Conseil des Ministres, au cours des délibérations sur la paix ukraino-russe, a discuté la question blanc-ruthène. Il a décidé d'appuyer la création d'une République blanc ruthène selon le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Vu le manque de gouvernement établi, la participation des Blancs-Ruthènes aux conférences de paix avec la Russie est difficilement réalisable, mais le gouvernement ukrainien tiendra compte des intérêts vitaux de la Ruthénie Blanche.

* * *

Le *Kievskaïa Mysl* publie une protestation roumaine contre la résolution adoptée par la Rada le 13 avril au sujet de l'annexion de la Bessarabie. La Roumanie n'a pas annexé cette province, celle-ci a demandé à l'unanimité son union à la Roumanie. Il n'existe pas de territoire ukrainien en Bessarabie. Avec tout autant de droits, la Roumanie pourrait élever des prétentions sur les parties de l'Ukraine au nord du Dniestr.

D'après la « Nova Rada », des délégations arrivent journellement de Bessarabie pour protester contre l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie.

* * *

Kiev, 26 mai (B. T. U.). — A la demande officielle du ministère de la Guerre ukrainien, le commandement suprême ukrainien a répondu qu'il n'avait rien contre la réunion de la Crimée à l'Ukraine. Un gouvernement ukrainien bien établi, qui jusqu'à présent faisait défaut, en serait naturellement la condition principale.

On mande de Kamenetz-Podolsk que de la cavalerie roumaine ayant tenté de franchir le Dniestr, un combat acharné s'en est suivi avec les paysans du village de Kijanka.

Kiev, 24 mai (B. T. U.). — Par suite de l'accord conclu entre les empires centraux et l'Ukraine pour l'échange des marchandises, 50 vagons de machines agricoles et de produits chimiques viennent d'arriver d'Allemagne et d'Autriche et ont été déchargés en Podolie. 70 autres vagons sont encore attendus. Désormais 200 vagons de marchandises diverses arriveront régulièrement chaque semaine en Ukraine.

La vie à Kiev.

Vienne, 21 mai. — L'ancien évêque de Krasnojarsk, Nikon (Nicolas Bezssonow) connu de tout temps pour ses sympathies ukrainophiles, déclare dans la *Nova Rada* être partisan de l'indépendance complète de l'Ukraine, qui cependant ne sera possible qu'avec l'indépendance de l'Eglise ukrainienne, les évêques russophiles faisant de l'agitation en faveur de la Russie. La seule solution possible serait l'autocéphalie de l'Eglise nationale ukrainienne.

On annonce la mort de Mme Ludmilla Dragomanow, veuve de Michael Dragomanow; elle est décédée à Kiev le 16 mai. Une couronne a été déposée sur sa tombe au nom de l'hetman Skoropadsky.

Dimanche 19 mai a eu lieu, à Kiev, dans la cathédrale de Sainte-Sophie, l'élection du métropolite. L'évêque de Charkov, Antoine, a été élu par 160 voix. Un autre candidat, l'évêque d'Ouman, Démetrius, grand patriote ukrainien, a obtenu 117 voix. L'évêque Antoine est un russophile acharné. Les élections sont dirigées par l'évêque Euloge qui n'a obtenu qu'une seule voix. La *Nova Rada*, dans son article de fond du 21, attaque violemment le nouveau métropolite et ses partisans russophiles.

Dimanche a eu lieu à Kiev l'ouverture solennelle du Club ukrainien. L'hetman Skoropadsky, l'ambassadeur von Mumm, un délégué autrichien, von Herwaldt, ainsi que l'ambassadeur de Bulgarie, Chichmanoff, le commandant de Kiev, Cycowycz, Mme Starytzka-Tcherniachiwska étaient présents. Mme Starytzka-Tcherniachiwska a ouvert la séance par une allocution sur l'importance culturelle et politique du Club et sur la nécessité d'appuyer le nouveau gouvernement. L'hetman a pris la parole à deux reprises et a insisté sur la nécessité d'une politique démocratique. Il a donné l'assurance qu'il travaillerait de toutes ses forces pour l'indépendance de l'Ukraine. L'ambassadeur von Mumm a parlé en faveur de la libération de l'Ukraine et a porté un toast en l'honneur du peuple ukrainien.

Les congrès.

Kiev, 23 mai (B. T. U.).

Le deuxième *Congrès des paysans ukrainiens*, bien qu'il ait été dissous par ordre des autorités, a continué à siéger en secret pendant quatre jours à Kiev. Un pamphlet répandu dans le pays donne les résolutions prises par le Congrès:

Le Congrès réuni de toutes les parties de l'Ukraine et qui représente 25 millions de paysans proteste énergiquement contre l'immixtion dans les affaires politiques de l'Ukraine qui a eu lieu lors du coup d'Etat. Il déclare à tous les citoyens de la République populaire: 1° Les paysans ne reconnaissent pas l'hetman élu par les grands propriétaires fonciers. 2° L'Ukraine reste une République populaire avec toutes les conquêtes de la Révolution. 3° La terre ne sera nullement rendue aux grands propriétaires comme l'ordonne le manifeste de l'hetman. 4° Les paysans font appel au peuple et au gouvernement allemand pour qu'ils n'entreprennent rien qui soit contraire aux désirs du peuple ukrainien. 5° Le pouvoir suprême en Ukraine reconnu par les paysans est la Constituante qui doit être convoquée incessamment. Pour défendre la Constituante et les conquêtes de la Révolution, le Congrès a résolu d'organiser des bataillons de combat dans les divers districts, qui ne marcheront que sur l'ordre de la Rada. Le Congrès invite tous les ouvriers et organisations démocratiques à la lutte pour la défense de la Révolution et des droits acquis.

Kiev, 23 mai (B. T. U.).

Le Congrès du commerce, des finances et de l'industrie a adopté à l'unanimité une résolution en faveur du rétablissement de la propriété privée, indispensable pour le développement économique de l'Ukraine.

Les bases de la politique nationale agraire doivent être la mobilisation des terres, la liberté d'achat et de vente. La propriété foncière moyenne doit être assurée et les grandes propriétés graduellement diminuées. Pour le rétablissement de l'ordre, l'Etat devra nommer des commissaires chargés de restituer les inventaires dérobés ou d'indemniser les propriétaires. De plus pour pouvoir faire face à la pénurie de moyens de paiements, le Congrès réclame la vente d'objets manufacturés et d'esprit-de-vin afin de remettre en circulation l'argent des agriculteurs. Les dépôts d'argent autrichien et allemand se trouvant dans la Banque d'Etat doivent être mis en vente. Il faut s'assurer des moyens de paiement des Etats, émettre de nouveaux billets de banque et fonder une banque d'émission.

„Tavannes Watch Co" & „Cyma"
Годинники з прецізіон
Звістних на всю Україну фабрик
„Таванн Вач та Спілка" і „Сіма"
Годинники знаменит своєю точністю хода та елеганцією
На продажі скрізь у всіх годинникарів
ШО-де-ФОН у Швайцарії
LA CHAUX-de-FONDS

Комісия :: Експорт :: Фабрика годинників
BELECO WATCH
М. БРАЙЛОВСЬКИЙ
Швайцария; LA CHAUX-de-FONDS, Paix 87
:-: Спеціяльність на Україну :-:
Надзвичайні мужеськи і жіночи з добрим ходом від 10''' до 22''' годинники кулясті і продовгасті золоті, срібні, сталеві і металеві. Годинники браслетнові від 8''' до 15''' круглі всіляких можливих форм, золоті, срібні, сталеві, ніклеві. Торговельний дім постарчає шабльоні якій згодно кількости від 11½''' до 22''' анкерові і ціліндрові з частинами від Ад. Шільда з Гранжу як і від иньших відомих фірм. Заміна і зполучення окремих частин гварантоване.

Editeur: W. Stepankowski.
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS **20 centimes.**

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 53 Lausanne, 6 Juin 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 4 juin 1918.

De nouveaux renseignements de source privée qui nous parviennent de Kiev nous confirment que plusieurs des partis les plus influents de la République avaient déjà décidé depuis des mois de renverser le Cabinet Holoubovitch à cause de sa faiblesse. La Rada était prête à proclamer Skoropadsky hetman, à condition qu'il forme un Cabinet de concentration nationale. On se demande encore pourquoi les militaires allemands incorrigibles ont compromis cette œuvre de renforcement par leur geste indélicat.

Tout ce qu'ils ont réussi à obtenir, c'est de faire des héros de politiciens qui étaient devenus impopulaires et de provoquer dans la population un sentiment de mécontentement dont ils sont les premiers à se plaindre.

* * *

A quelque chose malheur est bon, dit un vieux proverbe. La maladresse militaire des lieutenants de von Eichhorn a réuni d'un seul coup tous les partis par l'indignation qu'elle a soulevée. L'unité s'est faite dans l'opposition. Nous avons déjà déclaré ici que l'opposition n'était pas une politique suffisante, aujourd'hui où chaque minute doit compter pour nous. Protester est bien, mais agir est mieux. C'est pourquoi nous sommes heureux de voir que le comité central qui vient de se former entre tous les partis ukrainiens (social-fédéralistes, socialistes indépendantistes, parti du travail, social-démocrates et socialistes-révolutionnaires) a décidé de réclamer dix sièges au gouvernement et de participer ainsi au ministère en proposant comme président du conseil M. Dorochenko, M. Cheloukhin ou M. Mikhnowsky. Nous souhaitons ardemment que ce projet aboutisse et que les autorités militaires allemandes cessent définitivement de se mêler de nos affaires intérieures. Le piteux résultat qu'elles ont atteint devrait leur servir de leçon. A quoi ont-elles abouti en aliénant à l'hetman toute la sympathie populaire ?

* * *

Si le général Skoropadsky veut gouverner en ayant la nation derrière lui, ce ne sera possible qu'avec un Cabinet de concentration. L'entrée de M. Dorochenko au ministère et son acceptation du portefeuille des affaires étrangères est un premier pas accompli et dont nous nous réjouissons fort. Nous attendons le second avec anxiété.

Si la politique à faire est compliquée encore dans les moyens, elle est parfaitement simple dans son but. A l'intérieur, il faut organiser l'Ukraine dans un sens nettement national. A l'extérieur, il faut faire reconnaître son indépendance, non seulement par les neutres, mais encore par les puissances de l'Entente.

* * *

Répondant à la délégation ukrainienne du Parlement autrichien qui était allée le voir pour lui parler des affaires de la République, M. de Kühlmann a déclaré que l'Allemagne conservait pleine et entière son intention de maintenir l'indépendance de l'Ukraine et de respecter les clauses du traité de Brest. Dans ces conditions, on ne voit pas très bien pourquoi le chancelier de l'empire n'a pas osé condamner énergiquement devant le Reichstag la conduite des militaires à Kiev. En somme l'Allemagne est toujours divisée, comme jadis, entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire. Le malheur veut que, si le premier nous témoigne une ardente sympathie à Berlin, c'est au contraire avec le second que nous avons constamment à faire à Kiev.

Aux Allemands qui se plaignent de l'hostilité des paysans contre eux, nous répondrons que la question se pose en Ukraine comme devant le monde entier. La majorité des gens raisonnables serait prête à s'entendre avec des civils respectueux du droit des autres, mais un certain cliquetis de sabres arrive toujours à point pour rappeler au monde l'existence d'une caste qui a peut-être bien apporté à l'Allemagne des victoires militaires, mais qui ne lui apportera jamais la paix tant qu'elle ne cédera pas définitivement la place à la volonté populaire et démocratique.

L'UKRAINE ET LES NEUTRES

Il est fort regrettable que les derniers événements aient retardé pour quelque temps l'envoi d'une mission diplomatique ukrainienne auprès du Conseil fédéral suisse. La sympathie des neutres nous est très nécessaire à l'heure où nous tâchons de construire un Etat au milieu du bouleversement de la guerre, qui nous rend la tâche si difficile. Nous avons déjà souvent parlé de cette question, mais il est un point pratique sur lequel il nous paraît opportun d'insister tout particulièrement. C'est celui de la collaboration active des neutres à notre travail d'organisation pacifique.

Tout le monde sait bien que notre peuple est en grande majorité formé de paysans. Les régimes polonais et russe ont forcé, pendant des générations, toute la jeunesse intellectuelle à déserter en masse la vie nationale, et les étrangers de ces deux nationalités ont d'ailleurs accaparé pendant longtemps toutes les hautes fonctions publiques et les grandes activités économiques de notre pays, ou à peu de chose près.

Aujourd'hui qu'il nous faut bâtir un Etat moderne et démocratique, ce ne sont ni les Polonais ni les Russes qui peuvent nous apporter l'expérience et le désintéressement dont nous avons besoin dans notre administration. Jusqu'à présent, la Russie n'a guère représenté pour nous autre chose que le désordre et la corruption. Quant aux Polonais, ils ont déjà fort à faire pour mettre sur pied leur propre Etat. Sauf ceux qui sont décidés à faire une politique nettement loyaliste à notre égard, il est assez naturel qu'une certaine méfiance entoure les Polonais, et les empêche de participer chez nous, en toute liberté, à la direction des affaires publiques et sociales.

Des hommes intelligents, des hommes instruits et compétents, nous en avons certes en nombre assez considérable, mais ils sont encore trop peu pour répondre à tous nos besoins et, d'ailleurs, où auraient-ils puisé l'expérience nécessaire et les résultats solidement éprouvés qu'il faut apporter à notre jeune Etat ?

Sans doute, nous avons à l'étranger des compatriotes émigrés ou exilés qui se sont distingués dans différents domaines et qu'il nous faudra savoir rappeler au pays le plus tôt possible, tant leur concours sera précieux pour nous. Mais cela encore ne suffira pas et le temps presse.

Des Allemands? Nous en voyons déjà quelques-uns en Ukraine, mais leur patriotisme leur enlève ce caractère de désintéressement qui est indispensable pour accomplir les tâches qui s'imposent. Par la force des choses, ils seront toujours entraînés à travailler avant tout pour l'Allemagne et ensuite pour l'Ukraine. Ils auraient pu cependant nous apprendre une foule de choses utiles, mais ils semblent être préoccupés uniquement du présent immédiat et du ravitaillement de leur patrie, sans s'inquiéter trop de savoir si l'Ukraine pourra s'établir solidement chez elle. En outre, les puissances centrales n'ont plus tellement d'hommes disponibles. Elles ont besoin de concentrer toutes leurs forces pour la fin de la guerre.

Des Français et des Anglais ? Il n'y en a plus beaucoup chez nous et ceux qui restent sont tentés aussi d'intriguer plus ou moins activement pour servir les intérêts ou ce qu'ils croient être les intérêts de leur patrie respective. Plusieurs d'entre eux ont malheureusement encouragé le désordre chez nous, croyant faire œuvre patriotique en faveur des Alliés.

Non. C'est vers les neutres qu'il nous faut tourner nos regards aujourd'hui. Les petits pays démocratiques comme la Suisse, avec sa vieille expérience six fois séculaire, sont plus à même de nous fournir des hommes qui joignent à la compétence le désintéressement qui puisse donner à leur activité cette garantie si importante de sécurité absolue. Si nous ne faisons pas erreur, la Suisse a déjà fourni à l'Europe et à l'Amérique une quantité d'hommes d'Etat, de financiers et d'administrateurs qui ont joué un rôle considérable dans la vie des autres pays. N'étaient-ce pas des Suisses que M. Ilg, le grand organisateur de l'Abyssinie, Galatin, le fameux diplomate des Etats-Unis, Necker, le ministre des finances en France en 1789, Le Fort, La Harpe, qui ont introduit les réformes en Russie, et tant d'autres parmi lesquels le président actuel d'une des républiques de l'Amérique du Sud.

Il nous semble qu'un des premiers soucis de notre gouvernement devrait être de s'adresser à la Suisse et à la Suède pour leur demander de nous envoyer des ingénieurs, des administrateurs, des éducateurs, des hommes d'action dans tous les domaines. Il serait facile de faire, dans ces pays, un peu de propagande pour l'Ukraine et d'y établir un bureau permanent avec une commission spéciale qui choisirait des candidats et qui examinerait leurs titres après avoir fait des enquêtes sur leur personnalité. Il ne manquerait certainement pas de jeunes hommes de talent prêts à faire une carrière intéressante dans un pays où ils pourraient employer en grand leur énergie et leurs facultés avec le sentiment d'y faire une œuvre abondamment utile.

Pour éviter les aventuriers, dont le seul but est de faire fortune, on pourrait offrir de brillants salaires fixes aux personnalités très intelligentes, en leur demandant en échange de signer un engagement par lequel ils renonceraient à faire des affaires pour leur compte pendant leur séjour en Ukraine.

D'autre part, il serait tout indiqué aussi d'envoyer en Suisse, comme en Suède, des missions de jeunes gens ukrainiens pour étudier l'organisation de ces pays. Nous savons que le gouvernement fédéral à Berne, qui est très bien disposé envers l'Ukraine, permettrait volontiers à des missions de ce genre d'étudier de près les Postes, les écoles, l'armée et l'administration civile de la Confédération suisse, dont le système fédéraliste et démocratique pourrait nous servir de modèle sur bien des points.

Nous soumettons ces idées à nos concitoyens du pays en espérant qu'elles feront leur chemin et qu'on ne tardera pas à faire appel au concours des neutres qui peuvent être nos vrais amis à l'heure actuelle.

RUSSOPHILIE ALLEMANDE

S'il fallait de nouvelles preuves de l'incapacité du peuple allemand en général, constatée aussi par des écrivains allemands de valeur, à s'habituer à une population et civilisation étrangère, à la comprendre et à la traiter d'une manière conforme, les nombreux correspondants allemands en Ukraine le prouveraient surabondamment.

La chose serait risible si elle n'était pas aussi triste.

Les premiers symptômes en ont été de naïfs exposés sur le nouvel Etat ukrainien. Certain de ces correspondants croyait même fermement qu'il trouverait en Ukraine un Etat solidement établi, tout prêt à mettre avec enthousiasme ses forces au service de l'Allemagne.

L'idée ne lui serait même pas venue qu'un aussi grand Etat ne peut surgir en quelques mois, surtout au cours d'une révolution permanente, qu'il faut non des mois, mais *des années* d'un travail assidu d'hommes compétents pour y parvenir et qu'enfin l'Etat ukrainien, dans la première phase de sa formation, a bien d'autres tâches à remplir que de se mettre, sans plus, au service de l'Allemagne.

Qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'un homme nanti d'aussi peu d'expérience politique et sociale soit, en arrivant à Kiev, bouleversé par la réalité des choses, et qu'il tombe dans l'excès contraire : de l'enthousiasme au désappointement, de l'ukrainophilisme à l'ukrainophobie, de l'« orientation » ukrainienne à l'orientation pan-russe !

Ce changement de vues a trouvé son expression dans des brochures et dans les journaux allemands. Ce que des quotidiens comme le *Berliner Tageblatt* et la *Vossische Zeitung* font lire à leurs lecteurs depuis quelques semaines, pourrait faire désespérer du sérieux et des connaissances approfondies de la nation allemande, passées à l'état de légende.

Le Dr Lederer entre autres affirme sérieusement aux lecteurs du *Berliner Tageblatt* qu'il n'y a pas en Ukraine une seule personne qui pense à l'indépendance du pays, que le peuple n'espère rien de mieux que de retomber à nouveau sous la domination des Grands-Russes. M. Rothein, déclare dans la *Vossische Zeitung* qu'en somme il n'y a pas de langue ukrainienne, qu'en Ukraine on ne parle que russe, et que la soi-disant « langue ukrainienne » a été « inventée » en Galicie ; donc une espèce d'esperanto, et même par-dessus le marché « une intrigue autrichienne » !

Ni M. Lederer, ni M. Rothein ne savent un mot de russe ou d'ukrainien et ce dernier ne se doute pas que l'Académie Impériale des Sciences de Pétrograd elle-même a présenté en 1905 au gouvernement russe un mémorandum, rédigé par les plus grands savants de l'empire et qui prouve que l'ukrainien et le russe sont deux langues absolument distinctes. Qu'est-ce que cela peut bien faire à un correspondant allemand ? Un nationaliste russe quelconque lui aura fait avaler la fable ridicule de l'« invention » de la langue ukrainienne et il la reproduit consciencieusement dans son journal, afin de « renseigner » l'opinion publique sur l'Ukraine.

Mais ce n'est pas tout. Selon toute apparence, ces fruits de l'ignorance générale ont encore un autre but. Lequel? Les politiciens du genre de la *Vossische Zeitung* n'ont rien de moindre en vue que la reconstitution de l'ancien Empire russe, auquel l'Ukraine serait rendue. Tout porte à croire que certains milieux politiques influents d'Allemagne ont adopté ce plan « grandiose ». Une grande propagande est faite en Allemagne pour préparer l'opinion à cette idée et elle ne reste pas sans résultat. La preuve en est la notice suivante parue dernièrement dans la presse neutre et dans celle de l'Entente :

« On mande de Stockholm, le 27 avril : On apprend ici qu'il s'est tenu le 18 avril, une réunion du groupe politique des industriels et propriétaires, dirigés par MM. Gourko (beau-frère du général), Krivochéine et Féodorof, ancien ministre du gouvernement du comte Witte; il a été décidé d'entrer en contact avec l'Allemagne. Les bases des négociations seraient : défense d'une immixtion allemande dans les affaires intérieures de Russie, *l'Ukraine rattachée à la Grande-Russie* et revision du traité de Brest-Litovsk. L'Allemagne serait disposée à accepter ces conditions. »

Inutile de dire à nos lecteurs ce que les Ukrainiens pensent de telles idées et de tels plans.

Vienne, 31 mai (B.T.U.) — Le 24 mai une délégation de l'Union parlementaire ukrainienne, composée de son président, Dr Petruschevytch et du Dr Eugène Levitzky, s'est présentée chez le secrétaire d'Etat von Kühlmann pour obtenir des éclaircissements sur l'attitude qu'adoptera maintenant l'Allemagne, vu le nouvel état de choses en Ukraine, les adversaires de l'indépendance ukrainienne faisant courir toutes sortes de bruits alarmants à ce sujet. M. de Kühlmann a repoussé avec énergie tous les soupçons sur ce point et a déclaré que l'Allemagne s'en tiendrait toujours au traité de Brest et était absolument en faveur de l'indépendance complète de l'Ukraine.

Kiev, 31 mai (B.T.U.) — D'après les journaux de Kiev, les milieux allemands de cette ville ont envoyé un mémorandum à Berlin, déclarant que le gouvernement actuel est incapable d'organiser le pays et que le seul résultat de la crise ministérielle a été d'accroître l'animosité de la population à l'égard de l'Allemagne et de l'Autriche.

DRANG NACH OSTEN POLONAIS

La terreur polono-autrichienne au pays de Cholm.

Depuis le commencement de la guerre mondiale, les partis politiques polonais ont poursuivi un but précis : avancer le plus possible l'influence polonaise vers l'orient aux dépens du peuple ukrainien. En Galicie ils cherchent à discréditer le peuple ukrainien en le faisant passer pour déloyal envers l'Autriche et son gouvernement, afin de pouvoir prendre toute l'influence politique entre leurs mains. Pendant l'occupation du pays de Cholm et de la Volhynie occidentale, ce « Drang nach Osten » polonais s'est précisé encore davantage. Après les armées d'occupation autrichiennes, une administration militaire, composée presque exclusivement de Polonais galiciens, s'est installée dans le pays. Les officiers ukrainiens, venus en même temps en petit nombre et qui occupaient des postes dans l'administration ont été peu à peu évincés. Etant ainsi les seuls maîtres, les Polonais ont pu entreprendre activement la polonisation du pays. Il faut ajouter que le pays de Cholm et la Volhynie ont eu énormément à souffrir aussi de la conduite des autorités russes qui ont fait évacuer presque toute la population locale devant les troupes en retraite, et l'ont envoyée au fond de la Russie. En même temps ces troupes dévastaient entièrement toutes les villes et les villages se trouvant sur leur passage, pour diminuer les éléments locaux ukrainiens.

Il est intéressant de remarquer que ce système de dévastation n'a été employé, pendant la retraite de 1915, que dans les frontières ethnographiques de l'Ukraine; le territoire polonais est resté intact. Les autorités polonaises arrivant sur le territoire ukrainien pour l'administrer au nom du gouvernement autrichien, ont trouvé une quantité de villages entièrement vides et des terres cultivées, abandonnées par les habitants. Les Polonais ont alors organisé sur une grande échelle la colonisation du pays avec l'aide de paysans mazoures.

Les Autrichiens, de leur côté, ont agi de même, pendant l'évacuation forcée, « pour cause stratégique », de la population ukrainienne, envoyée au fond de la Pologne. A différentes reprises, ils ont évacué du pays de Cholm plus de cent mille Ukrainiens. Maintenant encore ces malheureux vont pieds nus, les habits déchirés, mourant de faim ; ils errent en Pologne et en Ruthénie-Blanche, se réfugient dans les forêts ou dans des baraques humides et froides. Les épidémies en font périr des milliers. Personne ne s'intéresse à eux et bien que la paix soit déjà signée, les autorités ne permettent pas à ces pauvres gens de retourner dans leur pays. La raison en est qu'il ne faut pas renforcer l'élément ukrainien dans le pays de Cholm, pour éviter toute élection ou plébiscite qui prouverait clairement la nationalité de la population et ses sympathies. Les fermes, restées intactes après le passage des Russes et des Autrichiens, sont données aux colons polonais par l'administration militaire, composée en grande partie, comme nous l'avons dit plus haut, de Polonais chauvins. Actuellement, certains évacués réussissent à retourner dans leur pays, mais les nouveaux propriétaires ne veulent pas les laisser rentrer chez eux, déclarant qu'ils ont reçu tous ces biens de la main des autorités polonaises, et que si les réfugiés veulent des terres, ils doivent s'en aller plus loin. Evidemment, l'administration ne prête aucun secours à ces malheureux lorsqu'ils reviennent chercher leurs biens.

* * *

A part la colonisation des terres, les Polonais cherchent à pénétrer dans l'école et dans l'Eglise, en un mot, dans tout le domaine culturel et national. Dès le début de l'occupation autrichienne, l'administration a fondé des écoles polonaises, réquisitionnant souvent pour cela les maisons des prêtres orthodoxes. Dans chaque école, on trouve cet écriteau : « Ecole polonaise » avec l'aigle blanc. L'emploi de la langue ukrainienne dans l'administration est interdit. Jusqu'à présent, *il n'y a pas, dans tout le pays de Cholm, une seule école ukrainienne.* Toutes les démarches faites pour en ouvrir une à Cholm même, à Hroubechiv, à Cosmiv (district de Hroubechiv), ou à Tomachiv, ont échoué. Qui plus est, l'administration autrichienne qui, cependant, avait approuvé la clause du traité rattachant le pays de Cholm à la République ukrainienne, a répondu qu'il fallait s'adresser au Conseil de Régence à Varsovie ! En outre, la signature de cette demande rencontre de tels obstacles, qu'il est peu de personnes qui consentiraient à la signer.

Dans tous les villages, les autorités ont élu des maires polonais, souvent étrangers au pays. Tous les efforts des Polonais se concentrent sur ce pays de Cholm qu'ils veulent coûte que coûte poloniser. Les partis impérialistes et socialistes polonais sans exception fondent des centaines d'organisations dans ce but. On ramasse de partout des millions de couronnes pour poloniser le pays et pour rejeter les éléments ukrainiens de l'autre côté du Boug. Le pays a été inondé d'un millier de ces organisations, secondées par l'administration, qui fait tout son possible pour leur faciliter la tâche. Par contre, les Ukrainiens n'ont pas l'autorisation de fonder une seule société économique ou éducatrice. Les sociétés polonaises nationales « Piechur », « Polska organizacya », « Straz kresowa », « Wydzial narodowy » (avec des succursales à Lublin, Cholm, Zamoste et Krasnostaw), « Kolo polskiego stronnicta ludowego », « Polska macirz szkolna », « Universitat Ludowy », et autres, sont entre les mains de chauvins nationalistes qui ne pensent qu'à la lutte contre les Ukrainiens. Les sociétés économiques telles que : « Kolka rolnicze », « Polski zwiazek handlowy ziemi Chelmskiej », « Liga kobiet », etc., ont dans chaque bourgade, un comité destiné à venir en aide à leurs membres et à empêcher que les Ukrainiens n'organisent quelque chose d'analogue. Dans les villes et même les villages, ces organisations exigent que les Polonais mettent tous sur leur porte un écriteau portant ces mots : « Ici habite une famille polonaise ». Les habitants qui ne peuvent mettre cette inscription ont à souffrir de perquisitions et autres désagréments. D'après la « Nova Rada », les Polonais avaient préparé pour les 10 et 12 mars, dans tout le pays de Cholm, une nuit de la St-Barthélemy, c'est-à-dire le massacre des principaux patriotes ukrainiens, dont les maisons ne porteraient pas l'inscription mentionnée plus haut. Heureusement le commandant militaire allemand, général Linsingen a mis obstacle à ce projet en arrêtant plusieurs des chefs de l'entreprise, qui a, par conséquent, échoué.

Au point de vue ecclésiastique, les choses ne vont guère mieux. Les prêtres orthodoxes, la plupart russificateurs, sont partis avec les armées russes et ceux qui avaient des sympathies pour les Ukrainiens et qui étaient restés dans le pays, ont été internés par les Autrichiens en Hongrie. La population vit depuis quatre ans sans prêtres, sans églises, celles-ci étant en grande partie dévastées ou fermées. Les enfants ne reçoivent pas le baptême et les mariages religieux n'ont pas lieu. La population qui n'a pas oublié l'ancienne religion uniate (annulée par le gouvernement russe de 1875) a demandé à plusieurs reprises qu'on fasse venir des prêtres uniates de Galicie, mais l'administration a refusé, et au lieu de cela lui a envoyé onze popes orthodoxes, de nationalité roumaine, avec lesquels la population ne peut rien avoir de commun. Le métropolite de Léopol, Mgr Szepticky, a fait beaucoup de démarches pour faciliter la propagande uniate parmi les paysans, mais en vain. L'archevêque Botzian, de Léopol, s'est rendu à Lublin en automne 1917 pour demander que plusieurs prêtres ukrainiens puissent célébrer la messe dans le pays, mais les autorités polonaises s'y sont opposées. Le général Liposziak, gouverneur autrichien, a défendu aux prêtres uniates militaires en mars 1918, de célébrer n'importe quel service religieux devant la population civile ukrainienne. Les autorités militaires également ont défendu à l'archevêque ukrainien de s'installer dans la ville de Cholm. Cette politique, à première vue incompréhensible pour les catholiques, est pourtant bien simple. Les autorités polonaises veulent à tout prix que la population orthodoxe ukrainienne de Cholm devienne catholique romaine et en même temps polonaise, car depuis des siècles dans ces contrées, être catholique, c'est être Polonais.

Dans leurs efforts pour la polonisation, les Polonais emploient exactement les mêmes moyens contre lesquels ils ont protesté lorsqu'ils venaient des Russes. Ainsi la grande bibliothèque du séminaire ecclésiastique de Cholm, contenant plus de 60 mille volumes et qui était la propriété des moines basiliens ukrainiens, a été transportée à Lublin et à Varsovie, malgré les protestations de l'archevêque uniate Botzian, de sorte que Cholm est restée sans cette importante institution culturelle. Le curé polonais de son côté a défendu aux Ukrainiens catholiques d'employer leur langue natale dans la famille, menaçant la population ignorante de tous les supplices du purgatoire et de l'enfer, si elle restait quand même ukrainienne.

De son côté, le Conseil de Régence de Varsovie a ordonné, bien que d'après la paix de Brest le pays de Cholm appartienne à l'Ukraine, de procéder aux élections et d'introduire les tribunaux polonais.

Mais ce n'est pas seulement de cela que souffre le peuple ukrainien. Il existe encore un fait qui n'a pas été publié. Dans les journaux ukrainiens de Galicie la censure autrichienne, dirigée par des Polonais, supprime tous les articles qui veulent dire la vérité sur la terreur exercée par les Polonais à Cholm. Ainsi, à part l'administration polonaise et différentes organisations nationales, il existe dans tout le pays une série de sociétés secrètes ayant pour but de terroriser littéralement la population, de détruire par le fer et par le feu tous les éléments ukrainiens restés intacts. La terreur y règne sans merci, la nuit et en secret. Des centaines de patriotes ukrainiens, surtout dans les villages, ont déjà été victimes de la vengeance polonaise. Leur seul crime était d'avoir demandé des écoles ukrainiennes ou un clergé uniate. Le plus triste est que les meurtriers ne sont pas poursuivis par la justice. L'administration et les organisations polonaises cachent les traces de leur activité criminelle. Les « mafias » polonaises ne veulent à aucun prix que ces coupables moyenageux soient punis parce qu'ils travaillent « pro publico bono » et « ad majorem Poloniæ gloriam ».

En Suisse, ce pays de la liberté, personne ne peut croire à des accusations aussi terribles. Cependant nous ne faisons que dire la vérité. Nos correspondants ont eu sous les yeux de nombreuses preuves de ce que nous avançons.

Les Polonais font l'impossible pour prouver que le pays de Cholm est purement polonais, et pour préparer le terrain en vue d'un « libre » plébiscite. Mais leur tactique produira sûrement un effet diamétralement opposé. Ils ne réussiront qu'à s'attirer la haine de tous les Ukrainiens. L'heure du châtiment sonnera un jour et le peuple polonais lui même maudira la conduite honteuse de ces fous, qui en plein vingtième siècle, veulent employer des méthodes du temps de l'Inquisition.

LES FEMMES UKRAINIENNES

L'Union des femmes ukrainiennes de Galicie vient de publier un appel pour convoquer le 20 mai à Léopol un grand congrès féminin. « Voilà quatre ans que la guerre dure, dit cet appel, et que les femmes ukrainiennes font leur devoir envers notre peuple. Nous avons fait tout notre possible en dépit du manque d'organisation. Maintenant que le canon se tait sur notre front et que l'œuvre de destruction est terminée en notre pays, un travail immense va s'imposer à notre activité pour rétablir et renouveler de fond en comble la vie sociale et culturelle de notre malheureux peuple. Il nous faut nous organiser et dresser un plan général de travail, afin de pouvoir accomplir notre tâche commune avec fruits sur tous les points de notre terre nationale. »

Le Congrès comprendra des déléguées de toutes les communes et de toutes les sociétés d'économie sociale et d'éducation, ainsi que les femmes de nos prêtres qui se dévouent pour le bien des paysans. On attend aussi des délégations des différents cercles féminins des villes et des bourgs sans distinction de classe. Nous nous réjouissons d'avoir des nouvelles de cette imposante assemblée qui peut faire beaucoup pour le bien du pays.

Au moment où plusieurs cantons suisses discutent la question du suffrage féminin, il nous est particulièrement agréable de rappeler que la République populaire de l'Ukraine a fait triompher ce principe chez elle et que, même en Galicie, où nous ne possédons pas encore de gouvernement national, nos femmes jouent un rôle de premier plan dans l'organisation de la vie sociale.

Les séances du Congrès ont été tenues dans le casino de « Bessida », sous la présidence de Mme Makarouchko, présidente de l'« Union des Ukrainiennes ». Les rapports de Mme Baran, sur les organisations féminines en Ukraine, de Mme Blajkevitch, sur l'organisation économique des femmes, et de M. Tselevitch sur le rôle des intellectuelles dans les villages pendant la guerre, ont introduit des discussions très nourries.

Parmi les résolutions qui ont été prises, citons celle qui demande aux femmes de prendre une part plus active dans les cours organisés par le Syndicat économique « Silski-Hospodar » et qui auront lieu du 10 au 15 juin, une autre pour l'organisation de leçons pour les élèves de lycées, séminaires et universités dans le but de consolider leur travail parmi les paysans, une autre en faveur d'une propagande féministe énergique dans la presse et par l'envoi de déléguées de l'Union dans les provinces pour donner un nouvel essor aux comités locaux. Les résolutions du Congrès au sujet des derniers événements en Ukraine ont été entièrement supprimées par la censure autrichienne dans les journaux de Léopol, d'où nous extrayons ces informations.

DERNIÈRES NOUVELLES

Politique étrangère.

Kiev, 27 mai (B.T.U.) — Le baron Steingel, ardent patriote ukrainien, ancien membre de la « Hromada » ukrainienne et de la deuxième Douma, a été proposé comme représentant de l'Ukraine à Berlin, en remplacement de M. Sewriuk qui a été rappelé. En attendant l'arrivée du nouveau ministre, les affaires de la légation sont dirigées par le secrétaire, M. Kossak.

Les consuls de Suisse, d'Italie, d'Espagne, du Danemark, de Grèce, de Suède, de Belgique, de Norvège, ont rendu une visite officielle le 22 mai au directeur du ministère des Affaires étrangères d'Ukraine, M. Dorochenko.

Kiev, 28 mai. — Le chef du ministère des Affaires étrangères, Dorochenko, a déclaré au représentant de l'Agence télégraphique ukrainienne que le Conseil des ministres a délibéré en détail sur la question de la Bessarabie et répondra très prochainement à la dernière déclaration du gouvernement roumain. La Bessarabie doit appartenir à l'Ukraine pour des raisons d'ordre historique, ethnographique et stratégique. Le gouvernement ukrainien ne pourra jamais accepter l'annexion de cette province à la Roumanie, pas plus que celle de la Crimée à la Turquie. Il tiendra naturellement compte des revendications des minorités nationales non-ukrainiennes. Dorochenko espère que les empires du centre partageront pleinement sa manière de voir.

Kiev, 29 mai (B.T.U.) — Le gouvernement des soviets a envoyé de Moscou un radiotélégramme à la délégation russe en Ukraine pour que celle-ci conclue la paix à tout prix. Le Conseil des ministres ukrainien a décidé d'employer le terme d'« Etat » pour désigner l'Ukraine et de n'employer que la langue ukrainienne pour les négociations. Le gouvernement allemand y est représenté par le comte Berchen et le major Brinkmann.

Kiev, 30 mai (B.T.U.). — Le nouveau représentant ukrainien à Berlin, baron Steingel, s'est retiré du parti cadet, après sa nomination à son nouveau poste.

Le « Kievskaïa Mysl » rapporte que l'arrestation des consuls grec et espagnol qui a eu lieu à Kiev le 25 mai, a été effectuée à cause d'intrigues contre le gouvernement de l'hetman. Les puissances centrales ont fait perquisitionner les bureaux des consulats, et le consul espagnol a déjà été remis en liberté.

L'accord conclu entre les empires centraux et l'Ukraine au sujet de l'emprunt vient d'être signé par le ministre des finances ukrainien, Rjepetsky, le fondé de pouvoir autrichien et l'ambassadeur d'Allemagne von Mumm. Les paiements pourront être effectués en monnaie de chaque Etat. Le karbowanetz, unité monétaire ukrainienne, vaut 2 couronnes ou 1 mark 1/2.

M. Alexandre Choulguine, socialiste-fédéraliste et ancien ministre des Affaires étrangères dans le Cabinet Vinnitchenko, vient d'être nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères. On s'attend à ce qu'il reçoive un poste important à l'étranger. M. Choulguine est la troisième personnalité importante du parti social-fédéraliste qui apporte son appui à l'hetman.

M. de Wassilko, député au Reichsrat et l'un des principaux leaders des Ukrainiens d'Autriche, vient d'arriver à Kiev. On espère qu'il pourra informer Vienne et Berlin sur le véritable état de choses en Ukraine, ce qui pourrait amener un changement de ministère en Ukraine.

Kiev, 1er juin (B.T.U.) — M. Choulguine se rendra prochainement à la tête d'une mission en Suisse et dans d'autres Etats pour notifier aux gouvernements l'indépendance de l'Etat ukrainien.

Politique intérieure.

Berlin, 27 mai. — La situation devient de plus en plus stable en Ukraine. Les partis ont cessé de faire de l'opposition et mènent maintenant une politique de coalition. Le rétablissement de l'ordre est le but principal du gouvernement.

Vienne, 27 mai. — Dans la première séance des délégués scolaires, le ministre de l'instruction publique, Wasilenko, a déclaré que le gouvernement préparait la fondation d'une Académie des sciences ukrainienne, d'une Bibliothèque et d'un Musée national. Une commission spéciale, sous la présidence du prof. Bernadsky, délibère à ce sujet.

A Kiev aura lieu ces jours-ci une réunion des représentants de toutes les banques privées de l'Ukraine pour leur séparation d'avec les banques centrales de Russie et pour la création d'un syndicat ukrainien de ces anciennes succursales.

Kiev, 28 mai (B.T.U.). — Des économistes allemands ont présenté au ministre de l'agriculture un projet de réforme agraire, d'après lequel les paysans devront payer un prix modéré à la Caisse de l'Etat pour l'achat de terres. Les grands propriétaires de leur côté recevront une indemnité de l'Etat, en partie en argent comptant, en partie en obligations.

L'argent pour lequel on émettra des obligations, sera utilisé par l'Etat pour le règlement des finances.

Kiev, 28 mai (B.T.U.). Les partis ukrainiens de l'indépendance, des cadets, des social-fédéralistes et des social démocrates, ainsi que les sociétés d'employés de chemins de fer et les organisations de paysans, ont envoyé une députation à l'hetman pour lui remettre un mémorandum demandant la reconstitution du Cabinet sur une base nationale.

Les social-fédéralistes ont élu pour chef de leur parti l'ex-ministre du commerce et professeur à l'Ecole polytechnique de Kiev, Festchenko-Tchopivsky.

Kiev, 31 mai (B.T.U.). — Un Comité central des partis ukrainiens vient d'être fondé à Kiev. Les socialistes fédéralistes et indépendants ainsi que le parti ouvrier et les radicaux y ont droit de vote, tandis que les social-démocrates et social-révolutionnaires n'y ont qu'une voix consultative.

Une délégation de ce Comité s'est présentée le 24 mai chez l'hetman Skoropadsky et lui a remis un mémorandum contenant les revendications suivantes : le ministère actuel n'étant pas un Cabinet d'affaires, mais un cabinet purement politique à tendance réactionnaire et russophile, il est incapable de travailler à l'organisation de l'Etat. Par ses mesures contre les masses du peuple, par la russification des institutions de l'Etat, il a créé la désorganisation et excité la population. Le Comité central demande qu'il soit remplacé par un Cabinet d'affaires.

L'hetman a répondu qu'il était prêt à remplacer certains membres du ministère par des personnalités ukrainiennes compétentes, mais non à transformer tout le ministère. Il ne faut donc pas s'attendre pour le moment à de grands changements.

Kiev, 31 mai (B.T.U.) — La « Kievskaïa Mysl » communique qu'une Banque d'Etat avec droits illimités d'achat de terres sera formée à Kiev par la fusion de la banque agraire des nobles et de la banque des paysans. Les terres achetées constitueront un fonds de l'Etat.

Kiev, 1er juin (B.T.U.) — Au sujet des arrestations opérées dernièrement à Kiev, on communique que 100 personnes en tout ont été arrêtées, parmi lesquelles le général français Naugier. Le corps consulaire à Kiev a protesté auprès de Lysohoub, président du Conseil, de Dorochenko, chef du ministère des Affaires étrangères, et de l'ambassadeur d'Allemagne, von Mumm.

Le Congrès des propriétaires fonciers a commencé le 29 mai à Kiev ; 500 délégués y ont pris part. Il a formé une commission pour examiner le projet de réforme agraire et une autre pour chercher les moyens de combattre l'anarchie. La première commission s'est prononcée contre les restrictions quantitatives apportées à l'achat ou à la vente des terres.

Les délégations de paix russo-ukrainienne ne sont pas encore parvenues à un accord au sujet de la ligne de démarcation entre les deux Etats. Les Ukrainiens persistent à demander qu'elle soit reculée au delà des limites ethnographiques pour des raisons stratégiques.

DERNIÈRE HEURE

Kiev, 3 juin (B.T.U.). — La nomination de M. Viatcheslav Lipinsky, historien et publiciste, comme ambassadeur ukrainien à Vienne est imminente, de même que celle de M. Alexandre Choulguine, ex-ministre des Affaires étrangères au cabinet Vinnitchenko, pour la Suisse, et du prof. Hanycky, social-fédéraliste, pour la Bulgarie.

Professeur de Kiev connaissant français, polonais et russe donne

leçons d'ukrainien

grammaire, traduction, corrections.

S'adresser le matin, Rédaction de l'**Ukraine**.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 54 Lausanne, 13 Juin 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, 12 juin 1918.

Des négociations sont engagées à Vienne entre les délégations parlementaires polonaise et ukrainienne de la Galicie. Nous souhaitons qu'elles aboutissent à une entente, non seulement sur les questions d'ordre intérieur, mais aussi sur celles de la grande politique étrangère. A l'heure où les puissances centrales ont de nouveau l'intention de résoudre la question polonaise, il importe que nous ayons au moins l'occasion de traiter directement avec nos voisins immédiats. Comme nous l'avons toujours proclamé ici, nous n'avons aucune raison de nous opposer à la restauration d'un Etat polonais, au contraire ; mais ce que nous devons exiger absolument, c'est que ce nouvel Etat ne soit pas fondé à nos dépens.

Les Polonais doivent bien comprendre qu'il n'est pas dans leur intérêt de se créer à l'orient des irrédentismes qui empoisonneraient leur frontière alors qu'ils auront déjà bien à faire pour se défendre à l'ouest contre des prétentions d'ailleurs aussi peu justifiées que puissamment appuyées.

Nous publions plus loin une lettre de M. Ligocki, attaché à la Mission polonaise de Berne, pour expliquer le point de vue du Conseil de Régence polonais. Ce dernier vient d'envoyer à Cracovie et à Vienne une délégation présidée par M. Jean Kucharzewski. Nous apprenons d'une autre source que les instructions qui lui ont été données par le Conseil de Régence sont d'un caractère plutôt conciliant à l'égard des revendications ukrainiennes. Nous souhaitons que cette nouvelle soit confirmée par les faits et nous serions heureux de voir les gouvernants actuels de la Pologne abandonner le point de vue des impérialistes. En attendant plus ample information, nous ne nous laisserons pas bercer pourtant par aucune illusion.

* * *

Le gouvernement de l'Ukraine a reconnu l'indépendance de la République populaire blanc-ruthène et celle-ci a envoyé auprès de la délégation de paix russe qui séjourne à Kiev une députation présidée par MM. Owitkiewicz et prof. Downar Zaposlky pour lui communiquer la proclamation du nouvel Etat. Il y a longtemps que nous avions préconisé ici la reconnaissance de cette indépendance. L'Ukraine a tout intérêt à favoriser les efforts des Blancs-Ruthènes pour établir un Etat qui leur soit propre. La tâche ne sera pas facile pour les hommes qui devront travailler à Minsk avec très peu d'éléments politiques développés. Nous comprenons qu'ils aient besoin de garder au pays toutes les forces disponibles et cependant il serait absolument indispensable qu'ils pussent envoyer en Suisse quelques représentants choisis parmi les intellectuels de la Ruthénie-Blanche.

La présence d'une délégation semblable est nécessaire pour faire connaître à l'Europe occidentale les aspirations d'une nation trop souvent oubliée et pour participer à des travaux d'études aussi utiles que ceux de la *Commission de l'Est* qui s'est fondée récemment à Lausanne sur l'initiative du *Comité suisse du droit des peuples*.

* * *

M. Petliura, l'ancien ministre de la Guerre du cabinet Vinnitchenko et le président de l'union actuelle des zemstvos, s'est plaint aux autorités austro-allemandes des nombreuses arrestations de paysans et d'intellectuels qui ont été opérées par les militaires après le coup d'Etat, et a attiré l'attention des puissances centrales sur les troubles que de pareilles mesures d'arbitraire peuvent amener, non seulement dans la vie politique ou économique de l'Ukraine, mais aussi dans ses rapports avec les puissances centrales.

Il paraît bien que le seul moyen de rétablir le calme et la collaboration de tous à l'œuvre de restauration nationale, serait la formation immédiate d'un nouveau ministère composé de membres des différents partis ukrainiens. Le comité central (Union Nationale) qui s'est formé le mois dernier est appelé à jouer un grand rôle dans ce sens et nous souhaitons qu'on ne tarde pas trop à faire appel à lui pour rendre à la République un gouvernement qui puisse donner confiance à tous.

* * *

Dans le même ordre d'idées on reparle de la convocation de l'assemblée constituante et de négociations qui sont entamées dans ce but entre les partis ukrainiens et les représentants des empires centraux à Kiev. Il serait urgent, en effet, de rétablir un corps parlementaire qui puisse faire autorité non seulement devant nos concitoyens, mais devant l'Europe entière: Ce qui n'est pas admissible, c'est qu'il faille demander la permission de Vienne et de Berlin pour accomplir la volonté nationale, qui n'est pas douteuse et qui réclame depuis longtemps la convocation d'une Constituante.

Le régime d'arbitraire ne semble pas avoir apporté aux Austro-Allemands les profits économiques sur lesquels ils comptaient. Nous espérons que l'expérience faite les engagera à revenir au strict respect de la parole donnée, à savoir la non-intervention dans les affaires intérieures de la République. Quant à l'hetman, il doit connaître assez la mentalité de ses compatriotes pour comprendre qu'il ne lui serait pas possible de les gouverner bien longtemps s'il s'opposait d'une manière systématique au fonctionnement des institutions légales.

LA SUISSE ET L'EUROPE ORIENTALE

L'Assemblée constituante de la Commission de l'Est a eu lieu samedi 8 juin dans la salle des banquiers de la Bourse de Lausanne, sous la présidence de M. Edmond Privat, privat-docent à l'Université de Genève. MM. René Claparède, président du Comité suisse du Droit des peuples, et J.-El. David, rédacteur à la *Gazette de Lausanne*, assistaient à la réunion. Nous publierons les statuts qui ont été adoptés après une longue discussion. Le bureau qui a été nommé par la Commission est composé de MM. Batchinsky, Juriewicz, Privat et Viscont, secrétaire général. Au sujet des articles souvent fantaisistes qui ont paru dans la presse, le Bureau a été chargé de déclarer que la Commission entend garder une stricte neutralité dans la guerre et se borner à poursuivre son travail d'études sans faire aucune espèce de propagande en faveur de l'un ou l'autre des belligérants. La Commission décline toute responsabilité pour les assertions des personnes qui prennent part à des polémiques, aussi bien pour la défendre que pour la critiquer. Elle n'a publié aucune autre déclaration que celle qui est contenue dans l'article 2 des statuts.

Maintenant que la Commission est définitivement organisée, nous souhaitons qu'elle passe le plus tôt possible au travail pratique et qu'elle entreprenne sans plus tarder les études qu'elle se propose pour aplanir les difficultés et les malentendus qui séparent nos différents peuples. Il va sans dire que la Commission devra borner son activité à ces études et qu'il n'est pas question pour elle de prendre parti pour tel ou tel système de fédération. Avant de pouvoir penser à des groupements quelconques de peuples, il faut d'abord commencer par supprimer les causes de dissensions entre eux. A notre avis, la seule fédération dont il puisse être question dans les études de la Commission doit être la Société des nations ou la Ligue des peuples d'Europe et d'Amérique, telle qu'elle est préconisée dans les messages du président Wilson.

Chronique économique et financière.

Une des principales raisons pour lesquelles l'Allemagne et les grands industriels de l'Ukraine (Russes ou Polonais) soutiennent le gouvernement du dictateur Skoropadsky est l'espoir que celui-ci rétablira l'ordre et surtout la culture en grand des betteraves, qui est indispensable à l'industrie du sucre. La politique agraire de l'ancienne Rada tendant à la nationalisation des terres et à leur partage entre les paysans rendait cette culture impossible avec les procédés habituels.

Quoi qu'il en soit, l'hetman Skoropadsky a rendu leurs propriétés aux fabricants, et ceux-ci réorganisent pour le moment leur activité sur la base du statu quo.

Quelques chiffres montreront l'importance de cette industrie dans notre pays. Avant la guerre, il y avait en Ukraine 205 fabriques de sucre et 624 000 hectares de terrain consacrés à la culture des betteraves. Notre pays fournissait le 74,1 % de la production totale de l'empire russe. La Russie actuelle, séparée de l'Ukraine et de la Pologne, ne possède plus que 42 fabriques et sa production ne s'élève plus qu'à 17,5 % de ce qu'elle était avant la guerre.

Dans ces circonstances, la Grande Russie est obligée d'acheter du sucre en Ukraine et le monopole qui existait avant la séparation n'a plus sa raison d'être. Il existe encore aujourd'hui en Ukraine un énorme dépôt de sucre qui peut exercer une influence considérable sur le cours du karbowanetz, puisque le monopole du sucre est toujours à la base du système financier, de même que ceux de l'alcool et du blé. A la fin mars 1917, il y avait 80 millions de kilogrammes de sucre en réserve, rien que dans le district de Kharkow. Pendant le règne des bolcheviks dans le Donetz, le commissaire du soviet russe a fait transporter de ce district en Moscovie plus de trente millions de kilogrammes de sucre.

Le département du ministère de l'agriculture pour le ravitaillement de l'Ukraine en sucre annonce que la production totale pour 1917-1918 en Ukraine s'élève à 48 864 720 pouds de sucre, soit plus de 760 millions de kilogrammes.

* * *

D'après l'accord conclu entre les empires centraux et l'Ukraine, la commission financière a fixé la valeur de l'argent national comme suit, à partir du 15 juin 1918 :

Une couronne = 1 grivna, soit 50 kopecks.
Un mark = 1 ½ grivna — 75 kopecks.
Un grivna = mark 0,65.
Ce cours officiel doit servir :
1° Pour le paiement des armées austro-allemandes en Ukraine,
2° Pour les postes, télégraphes et chemins de fer,
3° Pour l'échange des marchandises entre les Etats en question,
4° Pour les conventions commerciales entre les organisations économiques officielles.

En dehors de ces cas prévus par l'accord entre les deux parties, le cours pourra subir des fluctuations.

On signale de tous les côtés les spéculations énormes des agioteurs à Kiev. Le cours du mark allemand est très élevé et monte jusqu'à 88 kopecks. Les spéculateurs achètent le rouble en Pologne, où il n'y a plus de cours russe, et le font passer en Ukraine pour l'échanger contre le mark. En Russie, ils achètent aussi le rouble, dont le cours est plus bas que celui du karbowanetz en Ukraine et s'en servent pour acheter chez nous des produits alimentaires qu'ils exportent ensuite en Autriche-Hongrie et en Allemagne. Le cours du mark à la Bourse de Moscou, le 10 avril, était de 1 rouble 60. La plupart de ces spéculateurs sont des Juifs qui s'enrichissent en quelques semaines, à tel point qu'on se montre dans les rues de Kiev des nouveaux millionnaires qui étaient l'année dernière encore de pauvres petits trafiquants.

LETTRE DE LÉOPOL

A la recherche d'une majorité

Léopol, 25 mai 1918.

Le 30 juin prochain, le budget provisoire arrive à échéance, et le Cabinet Seidler se trouve devant cette alternative : soit convoquer la Chambre des Députés, soit adopter le régime absolutiste, basé sur l'article 14 de la Constitution autrichienne, concernant l'Assemblée représentative.

Pour convoquer la Chambre des Députés il faudrait obtenir une majorité, cette Chambre ayant été ajournée justement parce que le Gouvernement ne la possédait pas. Comment l'obtenir ? M. de Seidler n'a pour lui que les partis bourgeois allemands et contre lui tous les autres groupes. Pour acquérir la sympathie de ces partis bourgeois, M. de Seidler a publié un décret sur la division de la Bohême en districts. Mais par cet acte, il s'est attiré l'hostilité de tous les partis tchèques, qui menacent la Chambre des Députés ; de plus les Yougo-Slaves se sont solidarisés aveç les Tchèques. M. de Seidler n'a donc rien à espérer de ce côté.

Il devra par conséquent s'adresser aux Polonais qui, comme l'on sait, ont retiré leur appui au Gouvernement depuis la conclusion du traité de Brest avec l'Ukraine. On pourrait, il est vrai, leur faire faire volte face mais à condition de faire droit à ce qu'ils revendiquent pour la création de l'Etat polonais, soit :

1° Rectification de la ligne frontière entre la Pologne et l'Ukraine, de sorte que le territoire polonais s'étende au moins jusqu'au Boug et même plus à l'est si possible ; le pays de Cholm serait ainsi arraché à l'Ukraine pour être donné à la Pologne.

2° Garantie que la Galicie ne sera pas partagée, mais qu'elle continuera à former un seul territoire administré par les Polonais et si possible qu'elle sera incorporée au futur Royaume de Pologne (solution austro-polonaise).

3° Assurance que l'Allemagne n'entreprendra pas de changements de frontières aux dépens de la Pologne.

Bien que les deux premières revendications polonaises soient contraires au traité de Brest et portent atteinte aux intérêts les plus justes et les mieux fondés du peuple ukrainien, le Cabinet Seidler n'hésiterait pas à aller au devant des désirs des Polonais afin d'obtenir une majorité. Le gouvernement autrichien a bien livré déjà les Ukrainiens aux Polonais pour que ceux-ci soutiennent le gouvernement.

Les partis bourgeois allemands et les Polonais ne suffisent cependant pas encore à former la majorité tant désirée. C'est pourquoi on prévoit que M. de Seidler s'adressera aussi aux Ukrainiens. Tout son art devra consister à accorder d'un côté aux Polonais ce qu'ils demandent et de l'autre à gagner les Ukrainiens à sa cause. Comment y parviendra-t-il ? Cela, c'est son secret. Tout ce qu'on sait jusqu'à présent, c'est que les Ukrainiens persistent dans leur point de vue que rien ne doit être changé aux frontières établies par la paix de Brest et que la Galicie orientale doit former avec la Bukovine une province spéciale dans le cadre de l'Autriche (et non de la Pologne !). Les députés ukrainiens ne peuvent absolument rien changer à leur manière de voir. Si donc M. de Seidler veut obtenir l'appui des ukrainiens, il faut qu'il leur garantisse la réalisation de leurs désirs.

Mais dans ce dernier cas, les Polonais combattraient énergiquement le gouvernement, ce qu'ils ont déjà commencé à faire en réponse au traité de Brest.

L'obstacle infranchissable qui existe entre les Allemands et les Tchèques et Yougo-Slaves d'une part, entre les Polonais et les Ukrainiens de l'autre, montre quelle tâche difficile s'offre à l'Autriche, si elle veut subsister en tant qu'Etat de nationalités.

MICHEL LOZYNSKY.

L'UKRAINE ET L'ESPERANTO

La langue internationale

Nous recevons la lettre suivante :

Genève, le 10 juin.

« Monsieur le rédacteur,

» Dans votre dernier numéro, vous faites allusion à la langue auxiliaire internationale esperanto à propos du préjugé qui voudrait faire de l'ukrainien une langue inventée. L'occasion me paraît bonne d'attirer sérieusement votre attention sur l'utilité qu'il y aurait pour votre pays à introduire l'enseignement obligatoire de l'esperanto dans toutes les écoles de la République.

» En effet, la langue ukrainienne, persécutée pendant un siècle, a besoin de toutes vos forces pour reprendre dans les villes et dans l'activité intellectuelle la place qui lui revient de droit comme langue maternelle et désormais officielle de votre grande nation. Si votre jeunesse doit passer une grande partie de son temps à étudier les langues de vos voisins pour pouvoir se faire comprendre à l'étranger, il va de soi que vous aurez beaucoup plus de peine à libérer la vôtre des influences extérieures qui menacent de part et d'autre son caractère propre.

» D'autre part, comme les autres peuples d'Europe ne sont pas encore tous prêts à apprendre l'ukrainien, quoique l'appât du commerce les y engage de plus en plus, il est bien nécessaire que vos enfants étudient un idiome qui leur permette d'entrer en contact avec le reste du monde et de participer plus tard au patrimoine commun de l'humanité. Sans doute, ceux qui se voueront aux études littéraires auront avantage à étudier le français, l'anglais et l'allemand, à côté du grec et du latin, afin de pouvoir jouir des chefs-d'œuvre poétiques dans l'original ; mais cette élite-là ne constitue qu'une minorité. La grande masse n'a ni le temps ni les moyens de se livrer à ces études compliquées et nous sommes pourtant à l'époque où même les ouvriers et les paysans revendiquent avec raison leur droit de prendre part à la vie internationale et aux congrès de toute espèce qui vont se multiplier plus que jamais après la guerre.

» C'est pour répondre à ce but que je considère l'enseignement de l'esperanto dans les écoles comme un excellent moyen de gagner du temps et de faciliter la tâche à tout le monde. L'Europe du moyen âge se servait du latin pour sa vie commune. C'est grand dommage que nous en ayons perdu l'habitude. Il nous faudrait un « latin de la démocratie » qui soit débarrassé de toutes les difficultés et des archaïsmes gênants de l'autre. C'est bien cela qu'est l'esperanto et c'est pourquoi le Dr Zamenhof, qui en a été l'initiateur, me paraît avoir compris d'une manière géniale exactement ce dont nous avions besoin.

» Au lieu d'inventer de toutes pièces un système artificiel comme le volapuk, il a simplement publié en 1887 une liste des huit ou neuf cents racines de mots qui sont restées communes à nos principales langues européennes, en procédant à une sorte de suffrage universel du vocabulaire et en ajoutant quelques brèves règles de grammaire, logiques et sans exceptions, comme les enfants en établissent eux-mêmes instinctivement. Sur ce matériel provisoire, toute une langue s'est formée au cours de ces trente dernières années par la collaboration journalière de nouveaux adeptes toujours plus nombreux. L'usage a enrichi la langue. Des milliers de volumes et des centaines de revues se sont multipliés un peu partout dans les cinq continents et j'ai même eu l'occasion de prendre part à des congrès internationaux où des orateurs de tous pays discutaient en esperanto avec autant d'aisance que d'éloquence.

» Je n'oublie pas non plus que c'est en esperanto que j'ai lu pour la première fois des fragments de littérature ukrainienne, des traductions de Dragomanoff et de Chevtchenko et des renseignements sur vos aspirations nationales. Tous ces trésors nouveaux m'étaient révélés par une petite revue paraissant à Tarnopol, sous le titre *Ukrajna Stelo*. Ce qui m'a toujours paru profondément injuste dans les autres congrès scientifiques ou politiques auxquels j'ai assisté, c'est la prépondérance inévitable des orateurs appartenant à l'un des grands Etats dont la langue est plus connue, comme l'Angleterre, la France ou l'Allemagne. Ces délégués-là pouvaient seuls parler leur langue maternelle et impressionner leur auditoire. Rien d'étonnant à ce qu'ils aient toujours remporté des succès, tandis que les représentants des autres peuples étaient laissés dans l'ombre parce qu'il leur fallait choisir entre le danger de n'être pas compris s'ils parlaient leur langue ou de s'exprimer mal s'ils employaient l'une des trois langues étrangères « officielles ».

» Au moins, dans les congrès d'esperanto, les Flamands, les Portugais, les Japonais ou les Ukrainiens étaient sur le même pied que les autres et pouvaient rivaliser d'éloquence en toute égalité.

» Si jamais la Société des Nations peut s'établir, le meilleur moyen d'éviter l'hégémonie des grandes puissances sera sans aucun doute l'adoption de l'esperanto comme langue auxiliaire neutre que chacun apprendra à côté de la sienne, pour les relations internationales et les rapports de peuple à peuple. Il me semble que les nouveaux Etats qui se créent ou qui renaissent entre la mer Noire et la mer Baltique devraient donner l'exemple en adoptant sans retard une mesure qui peut avoir des conséquences incalculables et rendre un service immense à l'Europe tout entière.

EDMOND PRIVAT. »

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

L'ATTITUDE POLONAISE

Nous recevons la lettre suivante :

Davos Platz, le 6 juin 1918.

« Monsieur le Directeur,

» Dans le nº 51 de votre revue (23 mai 1918) vous dites que vous seriez le premier à parler du rapprochement polono-ukrainien, si les Polonais prenaient envers vous une attitude pareille à celle qu'ils ont vis-à-vis des Lithuaniens. Or, j'attire votre attention sur le fait que nul acte du Conseil de Régence ne pourrait justifier la supposition que celui-ci est guidé par d'autres intentions envers la Lithuanie qu'à l'égard de l'Ukraine.

» Le point de vue du Conseil de Régence de Pologne relativement aux questions des nationalités repose uniquement sur le *principe du droit des peuples*, universellement reconnu. Nous, Polonais, nous l'avons proclamé bien avant qu'il soit le mot d'ordre d'aujourd'hui, et nous avons versé notre sang sur tous les champs de bataille, depuis Washington, Kosciuszko et Lafayette. C'est *pour notre liberté et pour la vôtre* que nous avons lutté, et nous voyons dans le Conseil de Régence d'aujourd'hui le champion de cette même idée.

» Le gouvernement polonais est toujours disposé à soutenir les justes revendications des peuples habitant le territoire du Grand-Duché de Lithuanie et celui de l'Ukraine. Les déclarations du Conseil d'Etat de Pologne et des partis politiques réunis, pour *l'indépendance du Grand Duché de Lithuanie et pour son intégrité* (mai 1917) ainsi que le message du Conseil de Régence à la Rada de Kieff (février 1918), le prouvent d'une façon indubitable.

» La question des rapports polono-lithuaniens et ukraino-polonais est aussi bien difficile pour nous, comme pour vous. Cependant j'affirme, contrairement à ce que vous paraissez croire, que du point de vue polonais il existe nombre d'analogies entre la question lithuanienne et celle d'Ukraine. Tout en souhaitant que justice soit faite et que les aspirations nationales de nos plus proches voisins de l'Est soient réalisées, nous avons à veiller sur nos intérêts nationaux et sur ceux de nos frères, qui sont citoyens de la Lithuanie et de l'Ukraine tout en étant polonais. Parallèlement à la question de Cholm, nous avons celle de Wilno. D'un côté, et de l'autre, nous avons des enclaves et des minorités. Le problème des frontières est particulièrement épineux et difficile à résoudre, etc.

» On dirait que tout semble indiquer la nécessité des mesures provisoires en vue d'un plébiscite, qui pourrait trancher les différends trop opposés, si nos gouvernements n'en venaient pas à bout. Et encore, ne serait-il pas désirable de placer certains territoires sous le régime neutre, pour quelques années même, afin que la population puisse se prononcer en pleine conscience ?

» L'étude de ces problèmes demanderait des volumes. Je ne veux pas abuser de l'hospitalité de votre revue, et je finis en exprimant le désir que les malheurs communs nous apprennent à nous connaître mieux, et à comprendre nos idées nationales, sans que nous suivions l'exemple fâcheux de la Galicie orientale dans nos relations mutuelles.

» *C'est alors que nous pourrons parler de fédéralisme*, qui n'est possible qu'entre peuples mûrs, capables de se gouverner par eux-mêmes et dignes d'indépendance.

» Agréez, etc.

EDOUARD DE LIGOCKI, »
attaché de la Mission polonaise à Berne.

L'UKRAINE ET LES ETATS-UNIS

Le Conseil national ukrainien en Amérique vient de publier le premier numéro de son organe *The Ukraine* en anglais, une belle revue de quarante-huit pages illustrée d'une carte ethnographique de l'Europe orientale. Nous saluons avec une grande sympathie notre nouveau confrère et nous espérons qu'il pourra exercer là-bas et même en Europe une influence légitime.

Le journal quotidien *Svoboda*, qui paraît à New-York en langue ukrainienne et qui défend le point de vue de l'association nationale aux Etats-Unis, vient d'éditer une nouvelle carte générale de notre pays imprimée en sept couleurs par Rand Mac Nally & Cº, sous la direction de M. Diatschychyn.

Nous sommes très heureux de constater ce développement réjouissant de l'activité de nos compatriotes en Amérique. C'est avec une grande satisfaction que nous avions relevé, l'autre jour, l'allusion du président Wilson à notre nation qu'il avait citée parmi les grands peuples de l'Europe orientale. A l'heure où nous devons nous défier de tant d'intrigues qui menacent notre indépendance de part et d'autre, il est naturel que notre peuple tourne ses regards plus volontiers vers une grande puissance entièrement désintéressée dans les affaires de l'Est européen et qui peut défendre nos droits avec impartialité, si ses alliés ne l'influencent pas dans un sens contraire.

Nos compatriotes d'outre-mer ont une tâche grandiose à remplir pour convaincre le président Wilson et le gouvernement américain de la nécessité qu'il y a pour la paix du monde à mettre l'indépendance de l'Ukraine au premier rang des questions à régler d'une manière positive.

COMMISSION DE L'EST

L'*Ukrainske Slovo*, de Léopol, dans une notice intitulée : « L'idée de Jagellon rediviva ? » écrit ce qui suit :

« La *Gazela Codzienna*, dans un article de fond intitulé : « Conférence des nationalités de l'ancienne République polonaise » raconte que le 13 mai a eu lieu à Lausanne une conférence des nationalités de l'ancienne République polonaise « Rzeczypospolitej ». Cette conférence a été organisée sur l'initiative d'un certain Lithuanien, M. l'abbé Viscont. Elle était présidée par M. Edmond Privat. La Pologne y était représentée par MM. Ligocki, Juriewitch et Baranowski ; les Lithuaniens par le Dr Viscont ; l'Ukraine par M. Batchinsky (remplaçant M. Stepankowski), Dr Panejko, rédacteur au *Dilo* et M. Romanowski ; la Lettonie, par M. Jan Klawin. Après de longs discours une commission a été élue pour élaborer les statuts et préparer une assemblée constituante » (de quoi ? Remarque de la *Réd.*).

» Nous extrayons ces renseignements d'un communiqué polonais. Il faut en conclure qu'une action commune lithuano-ukraino-polonaise est organisée, action que l'article de la *Gazela Codzienna* représente comme devant aboutir à la reconstitution de l'ancienne République polonaise de Jagellon. Nous ignorons quel rôle ont joué dans cette conférence les Ukrainiens mentionnés plus haut, dans tous les cas nous pensons qu'ils sont tombés dans les filets polonais et attendons des explications à ce sujet de la part de M. Panejko et de ses deux autres compatriotes. Nous croyons que les Ukrainiens ont grand tort de soutenir le principe d'une action commune pour la restauration de l'ancienne République polonaise. Les Polonais ont déjà tiré parti de cette entreprise.

Ukrainske Slovo, 1er juin 1918. »

Nous ne savons pas où notre confrère a trouvé les renseignements qu'il commente avec tant d'indignation. Si certains journaux polonais font passer la conférence en question pour une œuvre de restauration de l'acienne République sérénissime, ils se trompent complètement et font en outre le plus grand tort à la nouvelle organisation en la faisant passer aux yeux des Ukrainiens et des Lithuaniens pour une vulgaire intrigue polonaise. Nous protestons énergiquement contre une telle interprétation des faits.

Jamais les Ukrainiens qui ont pris part à ces réunions ne pourraient accepter de participer en aucune mesure à une manœuvre louche en faveur d'un Etat voisin et c'est leur faire une injure gratuite que de pouvoir insinuer quelque chose de pareil. Il est malheureux que la maladresse ou la malveillance de certains Polonais ait contribué à faire répandre des bruits aussi nuisibles sur une œuvre urgente et nécessaire d'explication franche entre les différents peuples en Europe orientale. Cette œuvre ne peut s'accomplir que si chacun reste loyalement sur le pied d'égalité et ne cherche pas à tirer parti de chaque occasion pour faire de la réclame à son pays aux dépens des autres. Nous sommes persuadés que MM. Ligocki, Juriewitch et Baranowski qui représentaient la Pologne aux premières réunions sont étrangers au communiqué de presse auquel fait allusion l'*Ukrainske Slovo*. Nous espérons qu'ils voudront bien faire immédiatement le nécessaire pour remettre les choses au point.

Quant à la presse ukrainienne, nous ne saurions trop l'engager à faire preuve de plus de prudence avant d'échafauder des théories et des jugements sur des nouvelles incertaines.

La commission d'études qui s'est constituée sur l'initiative du Comité Suisse du droit des peuples est destinée, non pas à exercer une activité politique ou à jeter les bases d'une fédération quelconque, mais à élucider les malentendus qui règnent entre nos différentes nationalités de l'Europe orientale et à discuter en toute franchise des questions en litige, en tâchant de laisser de côté la polémique pour examiner tranquillement les revendications et les arguments de chacun, ce qui est la seule manière d'arriver une fois à nous comprendre. Quand ce travail d'études aura donné des résultats précis et intéressants, il sera temps de présenter les rapports aux autorités légitimes de nos différents pays et d'exercer notre influence pour tâcher de faire accepter des solutions conciliantes sur les points contestés. Voilà à quoi se réduit le but de la commission d'études. Sa tâche est déjà bien assez grande et utile, même dans ces limites.

DERNIÈRES NOUVELLES

La vie à Kiev.

Vienne, 6 juin 1918. — Le ministre de l'Instruction publique a organisé pour le 10 juin, à Kiev, Kharkov et Odessa, et pour le 15 juillet à Poltava, Jitomir, Ekaterinoslaw, des cours de quatre semaines pour les élèves des écoles secondaires sur la littérature, la langue, l'histoire, la géographie de l'Ukraine, les mathématiques, etc. Les professeurs seront payés par l'Etat.

Vienne, 6 juin 1918. — Le professeur Vladimir Bernadsky, membre de l'académie de Pétrograd, a fait des démarches à Kiev pour la fondation d'une Académie des Sciences ukrainienne.

Le Congrès de toute la presse ukrainienne a commencé à Kiev le 3 juin, sous la présidence de M. Eichiskin, du *Kievskaïa Mysl*.

M. Donzow, directeur du département de la presse au ministère de l'Intérieur, a salué l'assemblée au nom du gouvernement.

L'hetman Skoropadsky a chargé le ministre de la Guerre de former un comité de Cosaques pour élaborer les statuts d'une organisation générale des Cosaques. Un manifeste spécial traitera des lois s'appliquant à cette organisation militaire, de ses droits et privilèges, qui seront conformes à la tradition.

Politique étrangère.

Vienne, 6 juin. — Une députation du gouvernement du Kouban, dirigée par M. Riabowol et par M. Chachimigerei s'est rendue auprès de l'hetman pour implorer son aide contre les bolcheviki. Elle demande spécialement qu'on lui fournisse de l'artillerie. L'hetman a accepté.

Vienne, 3 juin 1918. — M. Dorochenko a reçu des délégations de plusieurs districts des gouvernements de Koursk, du pays de Cholm et de Bessarabie qui demandent leur union à l'Ukraine.

La délégation de Bessarabie réclame l'éloignement des troupes roumaines et leur remplacement par des troupes ukrainiennes et austro-allemandes.

Une délégation du *Zeleny Klyn*, contrée comprenant les provinces de l'Oussoury, du littoral de l'Amour, de la Transbaïkalie et du territoire du chemin de fer mandchourien, s'est rendue à Kiev pour demander leur union à l'Ukraine. Cette délégation était dirigée par M. Twardowski, président de la Rada mandchourienne. Les Ukrainiens forment le 80 % de la population du « Zeleny ».

Kiev, 10 juin (B.T.U.). — L'hetman Skoropadsky a reçu des représentants du district d'Akkermann (Bessarabie) qui ont porté plainte contre les persécutions exercées contre les Ukrainiens par les Roumains.

M. Dorochenko a reçu une délégation des Ukrainiens de Sibérie et du pays d'Amour, venus de Tomsk, Nikolajewsk, Khabarowsk, etc. Les Ukrainiens habitent dans ces contrées en masses compactes au nombre d'environ 800 000. Cette délégation s'est plainte des persécutions exercées contre eux par les Bolcheviks, elle demande qu'on leur obtienne l'autorisation de retourner dans leur patrie et qu'on crée des consulats ukrainiens en Sibérie.

Exposition d'un artiste ukrainien à Lausanne

Nous recommandons à nos lecteurs suisses de visiter l'exposition d'iconographie, de peinture, de broderie et de sculpture de M. Vladimir Polissadiw qui est installée chez M. Boleslas Berger, au Lausanne-Palace. Notre compatriote, qui est membre de la Société des artistes catholiques de St-Jean, à Paris, est originaire de la province de Kherson. Il a étudié à l'académie de Médicis, à Florence, et s'est imprégné de l'esprit des primitifs italo-byzantins. Il est un des champions du mouvement qui se fait jour en France pour la régénération de l'art religieux dans sa pureté primitive.

Parmi les œuvres que M. Vladimir Polissadiw expose à Lausanne, on remarque une Sainte Vierge, dite « de la guerre mondiale » et dédiée au pape Benoît XV. Le symbolisme du tableau est à la fois simple et émouvant : en rouge couleur de sang pour symboliser notre époque, la Sainte Vierge se dresse au-dessus du globe terrestre ensanglanté. Triste et grave, elle sert sur son sein l'Eglise de son fils et la protège afin qu'elle ne périsse pas dans ce déluge de sang et qu'elle reste pure et candide au milieu de tant d'épreuves.

Notons encore le bas-relief de Notre-Dame de Lausanne reconstitué par l'artiste d'après d'anciennes gravures qui datent d'avant 1536, époque à laquelle il fut détruit dans la fureur populaire de la Réformation, une grande image du Christ consacrant son corps et son sang, un petit bas-relief de Sainte-Catherine de Sienne, des cadres brodés d'après les dessins de l'artiste, et un coussin d'une grande originalité.

Фабрика годинників

Ф. ОБРІ-ШАЛЬТЕНБРАНД

у ШО-де-ФОН (Швайцария)

Фабрика постарчає всілякого роду годинники золоті, срібні, метелеві, сталеві і фантезі. Від 8-24 ліній розміру

Годинники анкрові і цилїндрові. Браслеткові годинники всіляких гатунків.

Годинники вироблені в цілому і шабльоні для годинників

Fabrique d'horlogerie F. Aubry-Schaltenbrand, La Chaux-de-Fonds

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS **20 centimes.**

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 55 Lausanne, 20 Juin 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 18 juin 1918.

Nous consacrons la plus grande partie de ce numéro à la situation politique intérieure de notre pays. Le fait qui la domine aujourd'hui constitue une nouvelle de la plus haute importance, c'est l'adhésion du parti cadet au programme de l'indépendance ukrainienne et la volonté exprimée par les partis bourgeois de travailler loyalement avec les autres à la construction de l'Etat.

Sans doute, cette décision de la classe riche du pays est dictée avant tout par des motifs d'intérêt. Nos grands industriels et nos commerçants comprennent la ruine financière qui les attendrait s'ils devaient rentrer demain sous le giron de la Russie et supporter l'incroyable déficit où elle s'est laissée entraîner. Mais quelles que soient d'ailleurs les raisons qui ont déterminé cette adhésion des libéraux à notre programme national, il faut tout de même nous en féliciter, puisqu'il va nous permettre un travail actif et général dans un sens purement constructif.

* * *

Ce changement de situation va faire tomber en grande partie la méfiance qui entourait le gouvernement institué par le nouvel hetman Skoropadsky, auquel on reprochait surtout de s'entourer d'éléments plus russes qu'ukrainiens. La dépêche qui nous annonce que l'hetman menace de révocation tous les fonctionnaires qui n'emploient pas couramment la langue ukrainienne fera la meilleure impression sur nos compatriotes à l'étranger. Nous recommandons à nos lecteurs de lire également le compte rendu du Congrès des cadets qui vient de se tenir à Kiev. Ils y trouveront entre autres les discours et les aveux très francs de plusieurs de nos ministres qui expliquent en toute sincérité leur attitude et leurs appréhensions.

Nous trouvons seulement que ce nom de cadet, souvenir de la politique russe, n'a plus grand sens à l'intérieur de notre république et que le parti libéral ferait mieux de choisir une autre appellation qui soit plus conforme à la réalité présente.

* * *

S'il faut se féliciter, du point de vue national, de l'adhésion des partis bourgeois à la politique générale de la nation, représentée jusqu'ici surtout par le peuple et par les intellectuels qui sympathisaient avec lui, il ne faudrait pas cependant que les socialistes se résignassent à subir complètement l'autorité des hommes d'affaires et des capitalistes. Il est sans doute excellent de songer avant tout à construire un Etat, mais il n'est pas absolument indispensable de le construire exactement à l'image des ploutocraties étrangères et de prendre pour modèle des Etats qui n'ont pas encore passé par la secousse terrible, mais salutaire, de la Révolution sociale.

Les hommes d'affaires se vantent surtout d'être pratiques et se méfient des théories utopiques des intellectuels socialistes. En se plaçant à leur point de vue, il n'est pas paradoxal de prétendre que ce serait pourtant une pure utopie que de vouloir ignorer la révolution et de ne pas tenir compte des idées qu'elle représentait et qui exprimaient les besoins incontestables de la population ouvrière et paysanne.

* * *

Il est juste de dire que la Révolution a bien assez duré et qu'il s'agit maintenant de se mettre au travail; mais cela n'est juste qu'à la condition de réaliser en tout cas une bonne partie de ce que la révolution a proclamé nécessaire. Vouloir l'arrêter pour rétablir exactement l'état social antérieur, ce serait s'acharner à une tâche vaine et risquer de nouveau les pires catastrophes. Nous sommes tous d'accord qu'il faut rétablir l'ordre, mais non pas le même ordre qui a enfanté les effroyables événements d'hier. Il faut autre chose et les techniciens ne devront pas faire les dédaigneux à l'égard des hommes nouveaux qui représentent les aspirations populaires. Ils devront au contraire faire appel à la collaboration des socialistes et s'efforcer de mettre en pratique autant que possible les grandes réformes qu'ils proposent. Concilier les théories justes avec les exigences de la réalité présente, voilà quelle doit être aujourd'hui leur tâche.

Rétablir une Ukraine indépendante de la Russie, c'est là une œuvre déjà digne des plus grands sacrifices, mais elle serait insuffisante, si elle n'était doublée de ce complément nécessaire: établir une République sociale et démocratique, basée sur la volonté des classes populaires en suivant les meilleures traditions de notre histoire, qui a toujours été contraire au régime de noblesse et de classe privilégiée.

SITUATION POLITIQUE

L'Union nationale ukrainienne, qui s'est formée pour opposer le bloc des partis nationaux aux influences étrangères dans la politique intérieure du pays, comprend les groupements suivants:

1. Parti social-démocrate. 2. Parti socialiste-révolutionnaire. 3. Parti du travail. 4. Parti des cultivateurs démocrates. 5. Parti social-fédéraliste (radical-social). 6. Organisations fédérales des employés de chemins de fer. 7. Union des employés des postes et télégraphes. 8. Parti socialiste Samostiniki (national).

A l'exception du parti social-fédéraliste qui groupe les éléments intellectuels radicaux, il faut noter que ni les conservateurs, ni la bourgeoisie en général ne sont organisés en partis nationaux ukrainiens. C'est là un état de choses très anormal pour la République et il est heureux que cela commence à changer depuis le coup d'Etat de l'hetman Skoropadsky. En effet, il vient de se fonder un parti cadet ukrainien et un groupement des industriels, des commerçants et des propriétaires fonciers. C'est là une innovation qui va permettre à la démocratie de lutter pour son idéal social, non plus contre des organisations conservatrices étrangères, mais contre des partis fondés au moins dans les limites et sur la base de l'Etat indépendant. Toute la politique du pays y gagnera.

Depuis l'invasion des Bolchéviks en Ukraine et la ruine économique et financière de la Russie, l'indépendance de notre Etat devient de plus en plus nécessaire, non seulement pour les milieux démocratiques, mais pour toutes les autres couches de la population nationale. Les courants libéraux ou conservateurs qui avaient mis jusqu'ici leur espoir dans la restauration d'une grande Russie, une et indivisible, comprennent que leur intérêt doit les pousser désormais à chercher une autre chance de salut et à se tourner vers un Etat qui leur donne les garanties économiques dont ils ont besoin.

Les éléments bourgeois ou conservateurs ont vu le moment où la République allait passer entièrement entre les mains des partis socialistes, seuls organisés. Ils ont compris l'urgence qu'il y avait pour eux à participer au mouvement national ukrainien pour se réserver une place dans les affaires publiques et défendre le point de vue de leur classe. C'est certainement la tendance de la plupart des ministres du Cabinet actuel.

De leur côté, les partis radicaux et socialistes n'entendent pas abdiquer en faveur des autres et laisser la République perdre ainsi le fruit social de la grande révolution. Ils exercent aujourd'hui une énergique pression pour obliger le ministère à partager le pouvoir avec eux. Nous sommes sur la voie d'un Cabinet de coalition. Autant nous devons nous réjouir de voir toutes les classes de la population se rallier au programme national, autant nous devons souhaiter que les partis bourgeois comprennent la nécessité de l'heure et se résignent aux sacrifices nécessaires et aux concessions inévitables qui permettront à tous les éléments travailleurs de collaborer à la construction de l'Etat sur la base des réformes sociales indispensables après le régime d'injustice qui a trop longtemps duré. C'est la condition *sine qua non* de l'ordre, qui ne pourra jamais s'établir dans la réaction.

CONGRÈS DU PARTI CADET A KIEV

Du 8 au 11 mai a eu lieu à Kiev un Congrès des délégués du parti cadet de toute l'Ukraine. C'est le premier depuis la Révolution qui comprenne tous les comités et groupements de ce parti existant sur le territoire de l'Ukraine.

Fait intéressant, le Congrès réuni après la révolution en Russie refusait même d'accorder l'autonomie territoriale et nationale à l'Ukraine. Les membres de ce parti réunis en Ukraine défendent actuellement l'indépendance de notre pays. 118 délégués sont arrivés de différentes provinces. Les nouveaux ministres, Wasylenko, Hutnyk et Rjepetski, ont pris part au Congrès, ainsi que les anciens membres de la Douma, Gorchkow, Davidov, Kovalevsky, Masslenkov, Steingel et Jasnopolski.

L'ordre du jour comprenait les points suivants: 1. Organisation du comité central en Ukraine. 2. Tactique à adopter par le parti dans la situation actuelle. 3. Discours des ministres ukrainiens. 4. Question religieuse. 5. Informations.

Le Congrès a été présidé par l'avocat bien connu de Kiev, M. Grigorovitch-Barsky. Il a duré quatre jours et différentes commissions se sont occupées des travaux spéciaux. Les délégués se demandant s'ils devaient participer au cabinet actuel, ont voté pour l'affirmative par 70 voix contre 13 et 6 abstentions.

Nous ne pouvons pas donner ici tout le détail des résolutions prises, mais nous relèverons simplement l'impression qui ressort de ce Congrès; à savoir qu'il était favorable à l'indépendance de l'Ukraine et forme le premier pas vers l'organisation des éléments libéraux et démocratiques des sociétés ukrainiennes en un parti national.

Nous donnerons à nos lecteurs un extrait des principaux discours du président et des ministres ukrainiens. M. *Grigorovitch-Barsky* a ouvert la séance et dit ce qui suit: « Les derniers événements révolutionnaires sont d'une grande importance historique. Nous sommes placés devant le fait de l'indépendance de l'Etat ukrainien qui possède les pouvoirs gouvernementaux les plus élevés. Nous devons juger ces événements avec gravité dans l'intérêt du pays et être prêts à toute éventualité pour pouvoir contribuer au développement de la nouvelle forme de l'Etat et l'organiser selon notre désir. Sans cela nous serons mis en dehors de la vie et de la formation gouvernementale du nouvel Etat. »

Le ministre du commerce, M. *Hulnyk*, dans un grand discours, a dit entre autres: « Le coup d'Etat a été fait par d'autres personnes que nous et dans d'autres intentions. L'autorité actuelle n'entre pas exactement dans les limites de l'organisation d'Etat ordinaire. Les lois publiées par l'hetman ont un caractère temporaire jusqu'à la convocation de l'assemblée constituante, qui organisera la structure de l'Etat et l'existence de l'Ukraine elle-même. Il n'existe pas encore de tendances vers la réaction, mais les bandes noires ont déjà commencé leur travail. Elles cherchent à miner l'ordre actuel par des dénonciations dans les capitales étrangères.

» Le terrain est brûlant dans bien des questions. Le ministère est décidé à entrer dans la voie des prescriptions. Il sait bien qu'il pourra risquer de devenir impopulaire, mais cela ne nous arrêtera pas. Une longue expérience nous prouve que les gouvernements les plus populaires ne sont pas les meilleurs. On nous dit que nous nous appuyons sur les baïonnettes étrangères et que nous travaillons avec leur aide. Nous reconnaissons la justesse de cette affirmation, car ces forces étrangères seront toujours placées devant n'importe quel gouvernement. Je voudrais pouvoir travailler seulement au nom de l'idéal que je porte dans l'âme. Si vous comprenez la tragédie qui pèse sur chaque membre du gouvernement, vous ne nous repousserez pas, mais au contraire nous soutiendrez par tous les moyens.

» Nous considérons l'hetman comme la tête du gouvernement qui amènera le pays à la Constituante. En ce qui concerne le ministère, j'ajouterai seulement que sa tâche est énorme. Notre premier devoir est d'organiser le système administratif, puis l'industrie. Nous respecterons le traité de paix avec l'Allemagne pour ne pas aller à l'encontre des intérêts de l'Etat. »

Le ministre de l'Instruction publique, *Wasylenko*, a prononcé dans la soirée un grand discours: « J'ai accepté la charge de ministre, considérant que c'était mon devoir. Je ne me départis pas de l'attitude nécessaire au bien de mon pays, malgré tout. Il faut mettre un terme à l'état de révolution, parce qu'il mène à la ruine. L'idée nationale, profondément enracinée en Ukraine, a facilité l'organisation d'un Etat indépendant. Elle a toujours été forte et la République ukrainienne a commencé à s'organiser sur une base nationale.

» *La culture ukrainienne devra entrer en lutte avec la culture russe, ce qui facilitera le développement de la première. L'Ukraine peut et doit être organisée en Etat indépendant.* Je ne vois rien là de dangereux ou d'anormal. Le fait que nous nous appuyons sur les baïonnettes étrangères ne prouve rien, comme nous le montre l'exemple de la Bulgarie, qui s'est organisée sous la protection de l'armée russe. Si ces forces étrangères quittaient actuellement l'Ukraine, ce seraient les bolchevikis qui reviendraient et continueraient à apporter la destruction et le trouble parmi la population. Avec eux, aucune organisation de l'Etat n'est possible.

» Il est vrai que nous sommes liés à l'extérieur avec ces puissances étrangères, mais à l'intérieur elles peuvent contribuer à la formation d'un Etat moderne fort et créateur. Je suis persuadé que nos intérêts économiques dépendent beaucoup des Allemands et il est clair que les intérêts de l'Etat doivent être basés sur une politique réelle, et non sur des considérations sentimentales.

Le ministre des finances, M. *A. Rjepelski*, a prononcé les paroles suivantes: « Je monte à la tribune avec une grande inquiétude. Je ne veux pas regretter la création de l'hetmanat ni le rapprochement avec nos nouveaux alliés, étant persuadé qu'il n'y avait pas d'autre issue pour notre peuple de 40 millions d'âmes. Il faut avoir le courage de ses convictions et de sa conscience. Vous connaissez la situation financière de notre pays. Partout la ruine. Les finances de l'Etat sont liées avec l'état du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Le premier de mes devoirs est d'organiser un système monétaire spécial.

Je suis entré au ministère après *avoir mûrement réfléchi, car je suis persuadé que nous ne pourrons subsister qu'en nous séparant complètement de la Russie.* On nous dit que deux personnes de relations très rapprochées ne peuvent pas se séparer, mais au contraire périr ensemble. Mais tel n'est pas le cas pour un peuple de 40 millions d'habitants. La Russie a émis pour *40 milliards* de papier-monnaie et si elle les paie, elle périra. Nous n'avons émis que 150 millions et pourrions encore émettre pour 1 ou 2 milliards sans grands risques. Mais si nous n'organisons pas notre système monétaire à part, ce déluge d'argent russe nous engloutira. C'est pourquoi nous devons transformer complètement le système monétaire, et avoir une unité monétaire ainsi que nos propres assurances. Nous devons créer une Banque d'émission et ne pas retirer des billets de la Banque d'Etat. Cet argent sera assuré par des capitaux, le gouvernement contrôlera l'activité de cette Banque et en prendra peut-être la direction lui-même. Cette tâche est très compliquée, mais cependant le nouveau système devra être organisé le plus vite possible pour qu'avant la signature de la paix nous ayons notre propre monnaie. Ce n'est qu'une fois ce travail accompli que nous pourrons penser à un emprunt extérieur. En entrant dans l'arène internationale, nous devons organiser le commerce, l'industrie et l'agriculture, pour qu'ils ne soient pas inférieurs à ceux des autres Etats.

Nous devrons prêter une grande attention aux impôts de l'Etat. Il faudra créer de nouveaux monopoles, entre autres celui du sucre, de l'alcool et du tabac. Nous devrons veiller aux douanes, indispensables à l'évolution économique du pays. La Crimée doit faire partie de l'Ukraine, car elle nous fournit du vin, des fruits, des ports, des docks et des stations balnéaires. Notre Etat ne peut exister sans elle. Nous accorderons l'autonomie à différentes contrées ou zemstvos. La tâche principale est d'organiser le budget de l'Etat. »

M. *le prof. Kronpnov*, leader de la fraction cadet à l'ancienne Rada centrale, prononce un grand discours sur le problème du pouvoir et dit entre autres: « Notre parti a maintenant décidé de participer au gouvernement ukrainien pour qu'il devienne national. C'est la tâche qui incombe à tous les partis qui veulent vivre. Les autorités d'occupation les mieux organisées sont toujours plus mauvaises que n'importe quel gouvernement, parce qu'elles peuvent commettre des fautes difficiles à réparer. Il ne faut pas oublier l'expérience acquise pendant ces dernières années de révolution. Au Congrès de la paix, seuls les Etats indépendants seront représentés et non ceux qui sont occupés.

Si nous n'entrons pas au gouvernement, le pouvoir pourra tomber entre les mains des réactionnaires ou des socialistes. Dans le premier cas nous aurons le bolchevisme au pouvoir, tandis que dans le second cas nous aurons un régime socialiste également indésirable, ainsi que nous le prouvent toutes les années de révolution. »

NOS MINISTRES

Le Ministère Lysohoub qui gouverne actuellement la République sous la forme d'un Cabinet d'affaires est composé de personnalités dont plusieurs étaient restées jusqu'ici tout à fait étrangères au mouvement national, mais qui s'étaient fait connaître avant tout par leur compétence technique dans différents domaines.

Nous donnerons ici quelques notes biographiques sur chacun d'eux.

Le Président du Conseil.

M. Khwédir Lysohoub est né le 6 novembre 1862 dans les propriétés de sa famille à Snidnev dans le district de Tchernigov. De 1888 à 1897 il était « marchalok » (président de l'Assemblée des nobles) de Tchernigov, puis il a travaillé quinze ans comme conseiller aux zemstvos de la même province. En 1901, il a été élu président de l' « Ouprava Zemska » de la province de Poltava et en 1915 il a été nommé par le vice-roi du Caucase, grand-duc Nicolas Nicolaievitch, membre du conseil du vice-roi et conseiller pour l'introduction dans le Caucase d'institutions de zemstvos. Après la Révolution, il a fait partie du ministère des Affaires intérieures dans le Cabinet du prince Lvov et s'est occupé des sujets étrangers en séjour en Russie. Lorsqu'il était président des zemstvos il a montré une grande largeur de vues.

Il descend d'une ancienne famille noble de Cosaques ukrainiens.

Le Ministre des Affaires étrangères.

M. Dorochenko est un homme d'action et grand patriote, appartenant au parti social-radical (social-fédéraliste) ukrainien.

Nos lecteurs pourront trouver sa biographie dans le N° 49 du 19 mai. Nous ajouterons seulement qu'il est né en 1882 d'une noble famille de Cosaques ukrainiens.

Membre actif de la presse ukrainienne. De 1909 à 1913, professeur d'histoire à l'Académie de commerce à Ekaterinoslaw. A publié pendant trois ans un journal ukrainien. A été nommé en 1913 directeur de la bibliothèque populaire de Kiev, mais cette nomination n'a pas été ratifiée par le gouvernement russe, à cause des tendances ukrainiennes de Dorochenko. En 1917, il a été gouverneur de Kiev et de la province de Tchernigov. Plus tard, il a défendu les Ukrainiens comme gouverneur dans les territoires d'Autriche occupés par les Russes. La population du district de Tchernigov lui garde une grande reconnaissance.

C'est un esprit clair, énergique, pouvant jouer un grand rôle pour la création d'un Etat ukrainien indépendant.

Toutes les sociétés intellectuelles fondent de grands espoirs sur son activité comme membre d'un ministère de coalition.

Le Ministre de l'Agriculture.

M. Wassil Grigorovitch Kolokoltsev, qui fait partie du gouvernement comme ministre de l'Agriculture, appartient politiquement au parti cadet. Il possède une forte instruction et une grande puissance de travail.

M. Kolokoltsew est âgé d'environ 45 ans. Il est né dans la province de Kharkow. C'est un des membres les plus actifs des zemstvos du district de Vovtchansk (dans la même province). Il a été président de l' « Ouprava » des zemstvos et après la Révolution, président de tous les zemstvos de Kharkow. C'est un ukrainophile et bienfaiteur de son pays. Il a fait ses études à l'Académie agricole à Moscou et depuis la mort de son père il s'est installé dans les propriétés familiales de Pyssarivka, du district de Vovtchansk. Il a épousé une paysanne ukrainienne très patriote qui a continué à porter le costume national et exerce une grande influence patriotique sur son mari.

Sur le désir de sa femme, il a donné, lorsqu'il était âgé de 25 ans, 500 desiatines de terres cultivables aux paysans pour réparer le mal causé par son père pendant le servage. Il n'a gardé pour lui que 1000 desiatines de forêts qu'il entretient d'après les derniers procédés de la culture moderne avec l'aide des paysans des environs. Dans son village natal, Pyssarivka, il a bâti une école normale pour les paysans à ses frais et pendant le cours de son activité dans les zemstvos il a organisé le district de telle sorte que celui ci est devenu le premier pour l'instruction dans toute l'Ukraine. Ainsi dans presque chaque village il y a des ambulances, des crèches, des écoles. M. Kolokoltsew a organisé un grand réseau de communications téléphoniques, des routes en si grand nombre que ce pays n'a presque rien de commun avec ses voisins et ressemble plutôt à un arrondissement de l'Europe occidentale. Il a entrepris de nombreuses démarches à Pétrograd pour obtenir l'autorisation d'ouvrir des écoles et il a dû littéralement baiser la main de nombreuses favorites de la cour avant d'obtenir cette autorisation.

Pendant le règne des maximalistes dans la province de Kharkow, M. Kolokoltsew a été à plusieurs reprises chassé par eux et c'est à grand' peine qu'une fois il a pu échapper à la mort en automobile. Ses propriétés ont été dévastées et brûlées par les Bolchéviks.

Il est connu pour son activité comme chef de l'institution de la Croix-Rouge pendant la guerre russo-japonaise (après avoir échoué aux élections des zemstvos en 1898 à cause de ses tendances trop libérales).

Le Ministre de la Santé publique.

M. le Dr W. Liubinsky descend d'une ancienne famille ukrainienne de Galicie qui s'est rendue il y a très longtemps en Podolie. C'est un bactériologue connu qui était directeur de l'institut bactériologique municipal, à Kiev.

Il s'est rendu à Berlin en 1909 pour y faire des études scientifiques.

Le Ministre des Finances.

M. A. Rjepetsky est membre du comité central du parti cadet en Ukraine. Il a été pendant 18 ans conseiller de la municipalité à Kiev et directeur d'une grande banque hypothécaire et a développé une grande activité dans le mouvement social. Il est président du conseil d'une grande banque industrielle.

Le Ministre de l'Instruction publique.

M. V. Wasylenko est membre du comité central russe des cadets et vice-président du comité du parti cadet en Ukraine. Il fut adjoint au ministère de l'Instruction publique dans le cabinet de Kerensky. C'est un savant et un historien ukrainien, privat-docent à l'université de Kiev, un politicien libéral démocratique très connu à Kiev et un membre du Tribunal général ukrainien. C'est un ardent partisan du ministère de coalition et d'affaires, qui appulera le principe de l'indépendauce de l'Ukraine. Il a fait à Dorpat des études de médecine, d'histoire et de philosophie. En 1904 il a été professeur d'une université de jeunes filles et du corps des cadets à Kiev. En 1905 il a fondé le journal *Kievskoïé Echo* — supprimé plus tard par la réaction. Il a été condamné à un an de forteresse pour ses tendances ukrainophiles et libérales. Son patriotisme l'a empêché d'obtenir une chaire à l'université.

Le Ministre des Communications.

M. V. Boutenko est un ingénieur, ancien directeur des chemins de fer de Podolie. Il est membre du parti cadet et d'origine ukrainienne.

Le Ministre de la Guerre.

Le général Rogosa a passé 27 ans comme officier dans les rangs de l'armée russe sur territoire ukrainien. Il est de famille noble et grand propriétaire dans la province de Kiev. Dans la guerre mondiale il était commandant de la 4me armée. En 1917 il a organisé les partis ukrainiens de l'armée sur le front roumain.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

M. S. Hutnyk appartient au parti cadet. Il est depuis 1917 président de la Bourse d'Odessa et membre du Comité central K.-D. du district d'Odessa. Il est très connu à Odessa surtout parmi les Juifs au mouvement desquels il a pris une part active. Sa candidature a été posée à la Constituante russe par le parti cadet de Bessarabie. C'est un homme très énergique et de grande culture. Il a fait ses études à Odessa. Il est licencié en droit, avocat à la cour d'appel d'Odessa. En 1901 il fut jurisconsulte de la Bourse d'Odessa. Il a dirigé la Banque de Sibérie, a fondé en 1914 une banque privée à Odessa, et a été élu conseiller municipal. C'est un connaisseur distingué des questions du commerce du blé, des questions ferroviaires de la politique économique ukrainienne. Il est membre des commissions internationales chargées de résoudre les questions litigieuses du commerce du blé. Il est âgé de 50 ans.

Le Ministre de l'Approvisionnement.

M. S. Sokolowsky est né à Poltava d'une pauvre famille et a travaillé aux commissions dans les sociétés économiques de Poltava. Il est âgé de cinquante ans.

Il est président de l'association des industriels d'Odessa, membre et fondateur de l'association des industriels et commerçants du sud de la Russie, directeur de la société des assurances ouvrières, membre de la société industrielle de la guerre, représentant-délégué permanent du commerce et de l'industrie du sud de la Russie au congrès des industriels panrussiens, fondateur de la société « Orient » pour l'expansion économique, et auteur des annuaires sur la situation de l'industrie et le commerce ukrainien.

Il a été rédacteur en chef de journaux à Nicolaïev et Odessa. C'est un des fondateurs de l'exposition de marchandises russes en Orient. Il appartient au parti progressiste du groupe industriel, mais il a été socialiste en sa jeunesse et a fait de grands voyages en Amérique et en Orient.

Le Ministre de la Justice.

M. M. Tchoubinsky a fait ses études à Berlin, Leipzig, Paris et Vienne. Il a enseigné le droit pénal à l'Université de Pétersbourg et a même été sénateur à la cour de cassation. Il est fils de l'ethnographe ukrainien bien connu qui a exploité les richesses culturelles de l'Ukraine en 1860. Il est membre du parti cadet. C'est un savant criminaliste et l'auteur de nombreux ouvrages. Il est âgé de 50 ans.

Le Ministre du Travail.

M. J. Wagner est un ancien professeur de l'Ecole polytechnique de Kiev et directeur du département du travail dans le Comité de l'industrie de guerre. Il est fils de l'écrivain bien connu sous le nom de « Kot Mourlika ». Il est âgé de 45 ans.

Le Contrôleur d'Etat

Le professeur Afanasiew est un ancien directeur de la succursale de la Banque d'Etat à Kiev. Il est membre du parti cadet. Ancien professeur à l'Université de Kiev et d'Odessa. Auteur d'ouvrages historiques remarquables sur la « Politique de Turgot » et sur l'histoire de la Révolution française. Ancien fondateur et président de la première Banque mutuelle à Odessa, il fut nommé par le ministre Witte au poste de directeur de la Banque d'Etat à Kiev. Il a beaucoup contribué au développement de l'industrie sucrière de l'Ukraine. Il est d'origine ukrainienne et âgé de 65 ans.

Le Secrétaire d'Etat.

M. Kistiakowski est né en 1876, c'est le fils d'un homme politique et juriste ukrainien bien connu. Il a fait ses études de droit à Halle, Heidelberg et Leipzig et a été professeur à l'Institut commercial de Moscou. Il a pris part à la publication d'une revue ukrainienne *Ukrainskaïa Jizn* et a déployé une telle activité à Moscou pour le mouvement ukrainien qu'il s'est rendu suspect aux autorités russes. C'est un sociologue très réputé, ses ouvrages sur les problèmes sociologiques sont traduits en français et en allemand.

REVUE DE LA PRESSE

Le journal quotidien *Ukrainske Slovo* de Léopol, dans son numéro du 8 juin écrit, dans un article de fond sur le programme Skoropadsky ce qui suit :

« Notre journal et les sociétés ukrainiennes de Galicie restent dans l'expectative au sujet de l'activité de l'hetman et de son cabinet. L'hetman lui-même et ses aides nous fourniront les données d'après lesquelles nous pourrons juger. S'il réussit à conclure un accord avec les partis et les intellectuels ukrainiens, il aura ainsi établi les bases solides de l'Etat ukrainien et son nom restera gravé en lettres d'or dans l'histoire de l'Ukraine. Si au contraire il s'entoure d'éléments réactionnaires et antinationaux, il entraînera par ce fait l'Ukraine dans des luttes intestines très violentes et recevra la malédiction des patriotes ukrainiens. Toutes les déclarations faites jusqu'ici par l'hetman sont plutôt sympathiques à tout Ukrainien qui désire voir son pays organisé en un Etat fort et national, et ont produit l'impression de la sincérité. Son entourage par contre ne nous inspire que peu de confiance. Toutes les arrestations opérées par les Allemands avec l'approbation de différents partisans du régime réactionnaire et autocrate à la Czartorijski ne contribueront certainement pas à inspirer confiance et à rapprocher du gouvernement les partis ukrainiens nationaux.

Nous, Ukrainiens de Galicie, demandons respectueusement à l'hetman qu'il éclaircisse la situation et nous expose la politique de l'Etat ukrainien. Il faut vous appuyer sur les couches populaires et avoir confiance dans les intellectuels ukrainiens d'Ukraine et de Galicie. Débarrassez-vous de toutes les personnes qui peuvent compromettre votre pouvoir et élargir les précipices qui existent déjà entre vous et le peuple. Vous avez en vos mains le sort de l'Etat ukrainien. »

* * *

Sous le titre L' « Ukraine ou Petite-Russie » notre compatriote anarchiste-tolstoïen N. Gay publie dans le *Journal de Genève* une série d'articles très intéressants sur notre patrie et son histoire. L'auteur y analyse très finement les différents éléments du mouvement national et la position de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie. Malheureusement la conclusion de son deuxième article peut laisser aux lecteurs une impression inexacte de la situation :

« En temps de paix, l'action des séparatistes ukrainiens proscrits par le gouvernement impérial et méconnus par la population était insignifiante, mais, lorsque la débâcle arriva, ils en profitèrent et arrivèrent à jouer un rôle en vue, dont l'importance réelle dépendra de l'intérêt que leur porteront les seigneurs terriens qui sont vraisemblablement plus puissants qu'eux et plus intéressants à l'étranger, pour lequel le ravitaillement a une importance prédominante.

» Les séparatistes révolutionnaires, aussi bien que les seigneurs réactionnaires, sont soutenus en effet par le même étranger, flattant les sentiments nationalistes des premiers et promettant aux seconds la défense de leurs propriétés. Ils sont donc forcés de s'entendre entre eux, car leur discorde les ruinerait tous deux. »

Il convient de faire remarquer que les grands propriétaires fonciers de l'Ukraine sont presque tous Polonais à l'ouest et Russes à l'est. En ce qui concerne les seconds, il est possible qu'ils finissent par se rallier à la politique ukrainienne par intérêt, mais il est difficile d'admettre qu'ils soient les soutiens du mouvement séparatiste et anti-russe. Une des principales choses qu'on a reprochées à l'hetman Skoropadsky, c'est précisément d'avoir trop longtemps flirté avec ces gros propriétaires moscovites, au point d'être soupçonné de vouloir travailler à la restauration du tsar.

La vérité, c'est que le mouvement indépendantiste ukrainien est intimement lié au mouvement national agricole pour la suppression des grandes propriétés et l'établissement d'un régime plus favorable aux paysans. Il est également injuste de représenter les aspirations à l'indépendance comme une « inclinaison vers l'Autriche et l'Allemagne ». La fameuse proclamation de l'indépendance de la République en novembre 1917 montrait clairement que notre Etat n'avait aucune hostilité contre la Russie. S'il a été obligé de faire appel aux troupes austro-allemandes, la faute en est uniquement aux attaques des bolchéviks et à la politique des Alliés qui ont soutenu le désordre à Kiev.

M. N. Gay annonce encore de nouveaux articles qui permettront « d'évaluer à sa juste mesure la force du mouvement populaire qui pourrait rétablir l'union de la Petite à la Grande Russie ».

C'est une chose assez remarquable que la facilité avec laquelle les théoriciens anarchistes ou juifs soutiennent toujours si volontiers les tendances unitaires et centralisatrices en Russie. Les émigrés à l'étranger ne doivent pas oublier d'ailleurs que les idées ont fait du chemin depuis quatre ans et surtout depuis la Révolution russe. A l'heure qu'il est, nous doutons qu'on puisse soulever les masses en Ukraine avec l'idée de la restauration russe. Que les Allemands aient commis assez de maladresses pour faciliter une réconciliation avec les voisins du Nord, quand ceux-ci seront revenus au bon sens, rien de plus certain, mais quant à souhaiter une nouvelle union politique avec tous les dangers qu'elle comporterait, nous ne pensons pas qu'il puisse en être question.

DERNIÈRES NOUVELLES

Kiev, 10 juin (B.T.U.) — La commission du ministère du Commerce ukrainien chargée des travaux préparatoires à la conférence de paix avec la Russie s'est déclarée contre une union douanière avec la Russie et en faveur d'un état provisoire jusqu'au 1er janvier 1920. Les représentants des ministères pour les minorités nationales, faisant partie de la délégation de paix ukrainienne, ont été rappelés, l'existence future de ces ministères étant problématique.

Un Congrès ecclésiastique ukrainien se réunira à Kiev le 21 juin pour délibérer au sujet de l'autocéphalie de l'Eglise ukrainienne.

Les funérailles des victimes de la catastrophe de Zwirynetz ont eu lieu le 16 juin en présence des représentants du gouvernement. Le secrétaire de la délégation de paix russe Granovsky a remis au maire de Kiev, Riabtzov, 3000 roubles pour les victimes de l'explosion.

Vienne, 11 juin. (B.T.U.) — Le Zemstwo du gouvernement de Poltava a fait une collecte pour reconstruire le monument funéraire de Chevtchenko détruit par les Bolcheviks.

M. Joachim Voloszynowski préconise dans le « Dziennik Kijowski » des relations amicales entre Polonais et Ukrainiens.

Kiev, 13 juin. (B.T.U.) — Le ministre des Affaires étrangères, Dorochenko, a adressé des remerciements à l'ambassadeur d'Allemagne von Mumm au nom des organisations ukrainiennes du pays de *Cholm (partie nord)* pour l'attitude de sympathie adoptée par les autorités allemandes au sujet de la question des écoles, dans les territoires d'occupation allemande.

Vienne, 16 juin (B.T.U.) — Vu la crise parlementaire en Autriche occasionnée par les Polonais qui en tirent parti pour faire valoir leurs revendications sur le pays de Cholm, la Podlachie et la Galicie orientale, forçant le gouvernement autrichien à violer le traité conclu avec l'Ukraine, l'Union parlementaire ukrainienne a pris le 14 juin la résolution suivante : Les Ukrainiens ne soutiendront le gouvernement qu'à deux conditions : 1° le traité de Brest sera exécuté dans toute son étendue ; 2° les parties ukrainiennes de la Galicie et de la Bukovine seront réunies en une province spéciale.

Kiev, 16 juin (B.T.U.)— M. Sventzitzky, membre de l'ambassade ukrainienne à Berlin, a remis au ministre des Affaires étrangères Dorochenko, la ratification du traité de paix avec l'Allemagne, signée par l'empereur Guillaume.

Le musée Tarnowski à Tchernigov avec la galerie Chevtchenko qui a échappé à la destruction pendant l'invasion des Bolchevikis doit être réuni au musée de Tchernigov.

Le Ministère de l'Instruction publique a invité la société des sciences de Lemberg (Chevtchenko) à envoyer un de ses membres à la Commission chargée d'élaborer un projet de loi concernant la fondation d'une académie ukrainienne des sciences.

M. Dmitrioukow a été nommé commissaire du pays de Cholm et de la Podlachie.

Le Ministère du travail publiera prochainement un *Moniteur officiel*.

Le Ministère de l'Instruction publique a élaboré un projet de loi concernant la suppression de l'octroi pour les livres ukrainiens venant de l'étranger.

L'hetman a déclaré aux délégués des employés de ministères qu'une loi serait prochainement publiée d'après laquelle tous les fonctionnaires qui n'apprendraient pas l'ukrainien d'ici quatre mois seraient révoqués.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 56 Lausanne, 27 Juin 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 25 juin 1918.

Nous publions plus loin un compte rendu du Congrès des industriels, des propriétaires et des négociants de l'Ukraine qui vient de se réunir à Kiev. Nous ne pouvons pas donner ici toutes les résolutions votées par le Congrès, mais il nous faut constater d'emblée qu'il s'est montré beaucoup moins libéral que celui des Cadets, dont nous avions parlé dans notre dernier numéro. Ce dernier, par exemple, avait reconnu la nécessité d'accorder à la classe ouvrière la journée de huit heures, tandis que les industriels demandent qu'on en revienne aux anciennes conditions de travail.

Au point de vue agraire, le Congrès demande que les paysans paient la terre et l'achètent et que les propriétés privées soient garanties intactes. Il demande encore que l'Etat dédommage les propriétaires de tous les dégâts causés par la révolution, les grèves et les pillages des paysans. Il propose au gouvernement d'échanger les quinze millions de pouds de sucre qui se trouvent en dépôt dans le pays contre les produits manufacturés que la Grande Russie peut nous fournir. Il réclame enfin que le gouvernement fasse tout son possible pour empêcher la circulation en Ukraine de milliards en papier russe.

Si, au point de vue social, le Congrès s'est montré beaucoup plus réactionnaire que celui des Cadets, par contre au point de vue national il s'est prononcé d'une manière plus énergique encore en faveur d'une Ukraine indépendante, comme le seul moyen de sauver le pays de la ruine qui attend le reste de l'ancien empire russe.

Nous avons déjà dit qu'il nous paraissait opportun de faire aux industriels et aux financiers quelques concessions pour les attirer à la cause nationale et supprimer ainsi la plus forte opposition intérieure à l'indépendance ukrainienne, mais il ne faut pas que ces concessions deviennent la base même d'un régime, et il appartiendra à l'hetman Skoropadsky de trouver la formule qui tienne compte des revendications populaires absolument justifiées. Il faudra faire comprendre aux capitalistes que l'état de choses antérieur est impossible à ressusciter et que c'est leur intérêt même que de participer non seulement à la renaissance nationale, mais aussi à la transformation sociale qui est inévitable à l'heure qu'il est. Ils auront à choisir entre une Grande Russie maximaliste qui les balaiera ou une Ukraine démocratique, qui leur fera leur place dans sa reconstruction et saura mettre leur talent et leur expérience à son service en leur laissant des possibilités de gain légitime qui seront la meilleure garantie de leur collaboration.

* * *

On annonce que la Roumanie serait disposée à rendre à l'Ukraine les districts d'Ackermann et de Khotin. Le *Poslednia Vovosty* fait prévoir même un départ très prochain des troupes roumaines qui séjournaient dans ces régions. Si la nouvelle est confirmée, elle viendra répondre exactement aux vœux que nous avions toujours formés ici dans l'intérêt de la bonne entente avec nos voisins balkaniques. Ces deux districts contiennent une grande majorité d'Ukrainiens et leur retour à la mère patrie constitue une solution équitable qui permettrait au gouvernement de la République de renoncer aux autres revendications en Bessarabie.

C'est aussi bien l'intérêt de la Roumanie que le nôtre de résoudre un conflit d'une manière aussi pacifique en tenant compte de ces deux grands principes, souvent exposés par le président Wilson : l'effort de conciliation et le respect du droit des peuples.

* * *

Tandis que les autorités militaires autrichiennes soutiennent la politique polonaise contre nous dans les parties du pays de Cholm qu'elles occupent, il nous faut constater qu'il en est autrement dans les districts de Podlachie occupés par les Allemands. Notre ministre des Affaires étrangères, Dorochenko, a eu raison de témoigner à l'ambassadeur d'Allemagne, le baron Mum, la satisfaction du gouvernement de la République pour la protection que les autorités militaires ont accordée à nos fonctionnaires dans ces régions en leur permettant ainsi de défendre nos écoles ukrainiennes et nos institutions nationales contre les menées des polonisateurs.

Il règne à ce propos dans l'émigration polonaise des illusions extraordinaires. Beaucoup de Polonais, patriotes et sincères, ne peuvent pas croire qu'il y ait là-bas une terreur et des actes de violence organisés pour intimider les paysans et leur faire abandonner leur nationalité ruthène. Nous sommes bien navrés d'avoir à les détromper et nous souhaiterions que notre gouvernement ne tardât pas à publier un livre rouge de tous les documents qu'il possède pour nous permettre de convaincre les plus sceptiques.

Nous ne doutons pas que, placés devant les faits et les preuves, beaucoup de Polonais ne désapprouvent catégoriquement l'activité néfaste de leurs compatriotes, qui sont d'ailleurs loin de faire avancer la cause polonaise avec de tels moyens.

* * *

Comme notre correspondant de Léopol nous le faisait prévoir, le cabinet Seidler vient de tomber, renversé à la fois par les Ukrainiens et par les Polonais. Cette nouvelle coïncide avec la visite du prince Lubomirski à Budapest, en vue de s'assurer le concours des Hongrois pour le règlement de la question polonaise, sans doute dans le sens d'un royaume uni à la couronne des Habsbourg.

Il appartiendra aux successeurs de M. Seidler, que ce soient les Andrassy ou d'autres, de montrer s'ils sont capables de satisfaire les Polonais sans violer le droit des Ukrainiens. La Galicie orientale et la Bukovine du nord peuvent et doivent être laissées en dehors de l'Etat polonais et leur administration doit passer entre les mains des Ukrainiens, qui les habitent en grande majorité. Notre délégation au Reichsrat est en mesure de donner aux Polonais les garanties les plus formelles que le droit des minorités nationales sera mieux respecté sous notre régime que sous le leur, car nous y tenons essentiellement comme une des bases de la bonne entente que nous avons tous besoin de voir s'établir entre les deux nations, envers et contre tous ceux qui voudraient nous diviser pour l'éternité.

* * *

Au moment où les armées allemandes menaçaient la route de Paris, le Conseil interallié de Versailles a proclamé la nécessité d'une Pologne unie et indépendante avec libre accès à la mer. Il y avait trois ans que l'on attendait ce geste et l'Entente, aux heures où ses victoires lui permettaient de parler avec d'autant plus d'autorité, avait négligé jusqu'ici de dire cette parole qui aurait pu réveiller des échos singulièrement plus forts hier et avant-hier. Les Alliés ont ajouté à cette déclaration un témoignage de sympathie pour les aspirations nationales des Tchéco-Slovaques et des Yougo-Slaves.

Ce que nous pouvons nous demander, c'est pourquoi ils ont gardé le silence à l'égard de l'Ukraine. Puisqu'ils promettent la libération des nationalités d'Autriche-Hongrie, pourquoi laisser de côté les Ukrainiens qui habitent par millions la Galicie orientale, la Bukovine et la Hongrie septentrionale ? Le journal *Polonia* commente la déclaration des Alliés d'une manière certes édifiante : « La Pologne, c'est aujourd'hui l'hégémonie slave. » Nous espérons que ce n'est pas là ce qu'ont voulu dire les Alliés, surtout quand on pense que le président Wilson était représenté à cette conférence. Nous voulons croire qu'à défaut des autres, le gouvernement américain n'est pas revenu en arrière sur son intention de considérer l'Ukraine comme un peuple aussi digne d'attention que ses voisins, surtout quand on songe aux centaines de milliers de nos compatriotes qui sont enrôlés dans l'armée des Etats-Unis.

* * *

M. Balfour, le ministre anglais des Affaires étrangères, vient de prononcer un discours en faveur de l'unité russe. Si c'est un complément à la déclaration de Versailles, il nous faudra comprendre que les Alliés prennent carrément position contre notre indépendance. C'est là une question qu'il s'agirait de bien préciser. Nous avons toujours défendu ici la nécessité pour notre pays de faire une politique absolument neutre et sympathique à toutes les grandes puissances.

Nous sommes bien décidés à persévérer dans cette voie et à prêcher à nos compatriotes le devoir de rétablir le plus tôt possible des relations d'amitié avec la France et l'Angleterre, mais il va sans dire que des discours pareils ne facilitent pas notre tâche et que les Ukrainiens du pays auraient le droit de nous taxer de dupes si nous ne devions avoir de la part des puissances occidentales aucune autre preuve de justice et de bonne volonté que les deux affronts qui viennent de nous être faits.

Nous connaissons beaucoup d'Anglais et de Français qui pensent que ce serait pour leur pays une des plus lourdes fautes de la guerre que de laisser l'Ukraine absolument à la merci des puissances centrales. C'est pourtant bien de ce côté-là que nous serons obligés de chercher tout l'appui dont nous avons besoin, si les dirigeants de l'Europe occidentale persistent dans une attitude aussi aveugle et injuste à notre égard.

LA CATASTROPHE DE KIEV

Le 6 juin, à 10 h. du matin, une explosion épouvantable a désolé l'un des faubourgs de Kiev, appelé Zvirinetz et où se trouvaient de grands dépôts de poudre, de munitions et d'explosifs appartenant au Ministère de la Guerre. Il n'est pas encore possible de discerner les causes du sinistre, la place n'étant pas assez déblayée pour permettre une enquête.

Le territoire qui est dévasté tout à l'entour a un diamètre de 12 kilomètres, ce qui permet de juger de l'importance d'une telle catastrophe. Sur toute cette étendue, les bâtiments sont démolis ou incendiés, les jardins et les parcs sont remués et couverts de débris. Il semblerait qu'un volcan a déversé sa lave sur tous ces quartiers. Seules les traces des rues sont à peu près visibles et l'on voit partout des cadavres carbonisés.

Cet immense désert de ruines fumantes est entouré d'un cordon de troupes ukrainiennes et allemandes et personne n'a la permission d'y pénétrer. Plusieurs milliers de personnes ont trouvé la mort dans les flammes et plus de dix mille habitants se trouvent aujourd'hui sans demeure et complètement ruinés. Beaucoup de monastères et d'églises ont été détruits et entre autres les célèbres couvents historiques de Vidoubitzky et Troïtzky. Il ne reste plus que les quatre murs et les fondations de ce dernier. Deux cents moines ont péri dans l'incendie. Deux grands hôtels ont été détruits juste à côté. Il y a eu des centaines de voyageurs et de pèlerins tués et de magnifiques collections d'anciennes icônes, d'ustensiles et de broderies complètement perdues.

A quelque distance de là se trouvait un cimetière qui contenait les restes des victimes de la terreur bolchévique. Les tombes ont été retournées et tous les monuments renversés. Ainsi tout le rayon du Dnieper à la ligne de chemin de fer Kiev-Voronij a été balayé comme par un ouragan. A Kiev même, la panique s'empara de la population pendant toute la journée et les jours qui suivirent. Des munitions et des fusées étaient lancées sur la ville et faisaient explosion dans les rues en blessant beaucoup de personnes. Dans les quartiers voisins de Zvirinetz, comme la Nové Stroïnia, toutes les vitres sont cassées et les toits défoncés. Les magasins, les écoles et les autres établissements publics sont fermés.

LETTRE DE LÉOPOL

Léopol, le 5 juin 1918.

La politique ukrainienne en Autriche subit actuellement un temps d'arrêt. Depuis plusieurs semaines, le bruit court que M. de Seidler veut tenter d'amener un rapprochement entre les Polonais et les Ukrainiens, mais jusqu'ici aucun essai n'a été fait dans ce sens. Inutile d'ajouter que les milieux politiques ukrainiens restent méfiants. Tant que les Polonais persisteront à déclarer que non seulement la Galicie ukrainienne doit être incorporée au futur Etat polonais, mais encore que les frontières de celui-ci doivent s'étendre le plus loin possible vers l'est et englober des territoires appartenant à l'Etat ukrainien actuel, tout accord entre les Polonais et Ukrainiens restera impossible.

L'opinion publique ukrainienne d'Autriche consacre toute son attention aux événements d'Ukraine, car elle sait que du sort de l'Etat ukrainien dépend celui des Ruthènes habitant en dehors de ses frontières, c'est-à-dire en Autriche-Hongrie. Le président de l'Union parlementaire ukrainienne de Galicie, Eugène Petruchewytch, et son collègue, M. E. Levitzky, se sont rendus spécialement à Berlin pour se mettre en rapport avec le gouvernement et obtenir un exposé authentique de la politique que veut désormais poursuivre l'Allemagne en Ukraine.

Avec l'assentiment de M. de Kühlmann, ils ont publié un rapport de leur entretien avec celui-ci. Le secrétaire d'Etat leur a assuré que le gouvernement allemand respecterait toujours le traité de Brest, et que par conséquent les Ukrainiens n'ont rien à craindre pour leur indépendance de la part des puissances centrales. Le secrétaire d'Etat leur a également assuré qu'un changement de ministère aurait lieu très prochainement à Kiev et que le nouveau Cabinet serait composé de chefs des partis ukrainiens.

La chute du gouvernement actuel, dont la politique devient de plus en plus anti-ukrainienne et anti-démocratique, de même que russificatrice et réactionnaire, sera un des événements les plus importants de la vie politique actuelle d'Ukraine.

Tous les partis ukrainiens ont entrepris une violente campagne pour y parvenir. Nous donnerons dans un prochain article un exposé détaillé de cette campagne.

MICHEL LOZYNSKY.

L'autre Skoropadsky

Une certaine presse ukrainienne de Galicie montre une attitude incompréhensible à l'égard de l'hetman et de son gouvernement. Ainsi le plus grand journal quotidien de Léopol, dans son numéro du 11 juin, publie un article tiré d'une Revue, daté de 1913 et relatant le discours d'un certain Skoropadsky dans la quatrième Douma d'Empire. La rédaction, n'ayant pas de renseignements précis, publie ce document en se demandant si ce député Skoropadsky est vraiment notre hetman actuel.

Nous avons consulté le rapport officiel de l'activité de la Douma et nous pouvons assurer notre honorable confrère que l'hetman actuel n'a jamais fait partie de la Douma et n'aurait d'ailleurs pas pu en faire partie puisque aucun des officiers de l'armée russe ne pouvait être élu d'après les règlements militaires. Le corps d'officiers de l'ancienne Russie n'avait aucun droit électoral dans un sens ou dans l'autre. L'auteur du discours en question est M. Georges Wassilivitch Skoropadsky, grand propriétaire et député de la province de Tchernigov, russificateur octobriste, élu le 27 octobre 1912.

CONGRÈS INDUSTRIEL A KIEV

Un grand congrès d'industriels, de commerçants, de propriétaires fonciers et de financiers des différentes parties de l'Ukraine s'est réuni à Kiev du 15 au 18 mai. Un millier de délégués y ont participé. Le gouvernement s'y est fait représenter par le Président du Conseil Lysohoub, le Ministre des Finances Rjepetski, le Ministre des Chemins de fer Boutenko et le Ministre de l'Industrie et du Commerce Hutnik.

Le Congrès fut ouvert par M. Chtcheniovski, président de l'Union provisoire des financiers, industriels et commerçants. M. Ditmar fut élu à la présidence, et le premier Ministre prit la parole aussitôt après pour saluer les nombreux assistants qui représentaient la force économique et créatrice de l'Ukraine. Il rappela les circonstances qui entourèrent le développement de l'idée nationale et de la culture ukrainienne. Il souligna le fait que malgré tous les obstacles et toutes les difficultés, la République s'est organisée et que son existence est devenue un fait pour tout le monde. Le plus grand danger qui a menacé le jeune Etat, au moment où il se formait, ce fut l'anarchie provoquée à l'intérieur du pays par des influences étrangères.

« Nous sommes maintenant au seuil d'une nouvelle vie, s'est écrié M. Lysohoub, c'est notre patriotisme et l'aide militaire des Empires Centraux qui nous ont permis de nous débarrasser du régime bolchévique. Nous espérons que nous pourrons bientôt surmonter toutes les difficultés extérieures et que nous trouverons dans le pays l'ordre indispensable au grand travail de création qu'il nous faut entreprendre. La force de l'Ukraine doit être basée sur l'union étroite de tous les éléments créateurs. C'est pourquoi en nous adressant à vous nous exprimons l'espoir que la patrie pourra compter sur votre travail, en commun avec tous ceux qui aiment l'Ukraine et qui veulent la voir se développer. » (Applaudissements.)

M. Hutnik, Ministre du Commerce et de l'Industrie, déclara que le gouvernement doit défendre l'État tout entier sans distinction de classes. Il n'est ni défenseur, ni représentant des grands propriétaires fonciers, mais il sent la nécessité de résoudre la question agraire, sans que cette réforme ruine les fondements de l'Etat. L'orateur est d'avis que la République ne peut se mettre sur pied qu'avec l'aide des bourgeois.

« Il faut, dit-il, qu'ils nous soutiennent pour franchir la période actuelle d'anarchie et de brigandage et pour réussir dans notre immense tâche qui est d'établir un véritable Etat indépendant. Nous devons mobiliser toutes les forces disponibles et prendre l'initiative privée comme base normale de construction économique. »

Le Président du Congrès, M. Ditmar, exprime aux Ministres la satisfaction des auditeurs à l'ouïe de leurs déclarations et proposa d'envoyer à l'hetman Skoropadsky une délégation spéciale chargée de le saluer au nom du Congrès et de lui porter les meilleurs vœux pour la prospérité du pays. Cette proposition fut acceptée par acclamations.

M. Dinowski fit ensuite un rapport sur les relations financières privées entre l'Ukraine et la Moscovie. Il proposa qu'une frontière exacte soit tracée entre la Russie et l'Ukraine afin qu'on puisse organiser un Etat indépendant sans contestations et entrer le plus tôt possible dans la voie des échanges réguliers entre les deux Etats.

M. Boutenko, Ministre des Communications, exposa d'une manière très claire la situation des chemins de fer en Ukraine. « Cette situation, dit-il, est terrible encore aujourd'hui. Il faut d'abord lutter contre la démoralisation des masses ouvrières et trouver le moyen d'augmenter la production dans les différentes industries qui sont nécessaires au fonctionnement des chemins de fer. Un gros effort est nécessaire pour pouvoir rétablir le trafic normal sur les voies ferrées et rendre au pays son importance d'avant la guerre. Il faudra supprimer le chômage et faire exploiter de nouvelles lignes afin d'occuper tout le monde. Seule une union étroite de tous les éléments intellectuels et créateurs de notre peuple, pourra réparer les conséquences désastreuses de l'anarchie et permettre un renouvellement de vie pratique et laborieuse. »

Dans la presse suisse

Le *Journal de Genève* semble inaugurer une véritable campagne en faveur de la restauration de l'unité russe. On ne voit pas très bien pourquoi son nouveau directeur, qui est un champion courageux de l'indépendance tchèque, trouverait juste de refuser aux Ukrainiens les droits de souveraineté politique qu'ils réclament en faveur de leurs frères slaves de la Bohême.

Nous devons relever l'erreur de son collaborateur politique W. M. qui se base sur les déceptions de M. Paul Rohrbach à Kiev, pour répéter avec complaisance les propos de quelques Russes de notre capitale qui lui ont déclaré qu'il n'y a pas d'Ukrainiens. Un Suisse devrait être le premier à comprendre que ce n'est pas la population cosmopolite d'une ville, surtout après deux siècles de régime russe, qui peut donner la meilleure impression de caractère national. Nous l'engageons vivement à se méfier des articles tendancieux de la presse allemande que nous signalions l'autre jour, et à lire les comptes rendus des deux derniers congrès qui se sont tenus à Kiev, pour voir si vraiment la base du mouvement ukrainien est aussi exclusivement sociale qu'il le pense.

D'autre part, cette occasion nous permet d'attirer l'attention des journalistes allemands sur le tort qu'ils font à la cause ukrainienne par leurs articles inconsidérés. Cela nous fournit la meilleure réponse à faire à l'un d'eux qui nous écrit pour se plaindre de notre dernier article sur la « Russophilie allemande ».

L'ASSEMBLÉE DES JURISTES

L'assemblée générale des sociétés de juristes en Ukraine s'est réunie à Kiev le 9 mai et a envoyé à l'hetman une délégation qui lui a présenté le mémorandum suivant sur le droit à établir dans les lois de la République :

Pour l'organisation de l'Etat il faut avant tout s'appuyer sur le droit national populaire et le développer par tous les moyens malgré les difficultés qui peuvent surgir ou malgré la nécessité d'emprunter certaines idées à des codes étrangers. L'Etat moscovite avait d'abord fondé sa jurisprudence en prenant pour base l'ancien droit ukrainien de la « Russka Pravda » (La Vérité Ruthène) — recueil du grand-duc de Kiev Jaroslaw le Sage — et les « Décrets judiciaires » de Pskof et de Novgorod. C'est ainsi qu'on établit en 1497 le Code des lois du tsar Ivan III. En 1550, l'Etat moscovite adopta le Code d'Ivan IV basé sur les statuts ukrainiens et sur la législation antérieure. La même base et les mêmes emprunts servent encore pour la rédaction du Code du tsar Alexis Mikaïlovitch en 1649.

Les véritables créateurs de la législation russe furent Pierre le Grand, Catherine II et Alexandre Ier. Nicolas Ier et Alexandre II firent encore rédiger de nouveaux codes, dont le dernier date de 1864.

La faiblesse et l'état primitif de la législation russe peuvent aisément s'expliquer par la faiblesse générale et la privation de vie politique et sociale de la Société russe. On a bien vu dernièrement le résultat fatal qu'on pouvait attendre. L'Etat russe n'ayant aucune loi fixe et solide qui corresponde à la vie nationale de son peuple, a sombré avec le gouvernement tsariste.

Le droit ne doit pas s'arrêter et rester fixe en certaines étapes. Il doit évoluer normalement en accord perpétuel avec le progrès de la vie publique. La législation de l'Etat romain était excellente, mais celui-ci a disparu tout de même quand son droit s'est arrêté et s'est cristallisé au lieu de se développer.

On peut trouver un autre exemple assez frappant dans l'histoire de la Pologne, dont la mort politique est due aussi au fait qu'on n'a pas suffisamment favorisé le développement de son droit national. Il est permis de penser qu'en introduisant dans sa vie le Code Napoléon, œuvre admirable, mais étrangère à son peuple, la Pologne a retardé pour longtemps le développement de sa vie comme Etat indépendant. C'est peut-être à cause de cette faute que la Pologne n'a pas réussi à retrouver son ancienne souveraineté politique.

Quant à l'Ukraine, elle a commencé à se créer un droit particulier à l'époque où elle existait encore comme Etat de Kiev. Nous avons mentionné plus haut le premier résultat de ce mouvement législatif, c'est le fameux Code « Russka Pravda » du XIe siècle.

L'Ukraine se joint ensuite à la Lithuanie pour former un nouvel Etat. C'est alors qu'on rédige un autre Code qui témoigne assez de l'influence ukrainienne qui dominait sur les deux pays : ce fut le fameux « Statut lithuanien », corrigé plus tard en 1566 et 1588. A côté de cette loi fondamentale, on employait encore dans les tribunaux le droit communal des villages connu dans l'histoire sous le nom de *Kopny Soudy*. Dans les villes c'était le droit de Magdebourg et des Saxons qui servait le plus souvent à rendre la justice et qui ruinait ainsi le caractère national des communautés urbaines.

Quand l'Ukraine fut réunie à la Moscovie, les magistrats des villes comprirent la nécessité d'employer un droit national ukrainien pour assurer l'indépendance juridique et l'autonomie nationale de l'Etat. Ce fut à cette époque un grand sujet de discussion. Quand la souveraineté du peuple ukrainien dut céder peu à peu à la pression russe, les patriotes parvinrent encore à obtenir en 1734 un ukase du gouvernement central ordonnant la rédaction d'un « Code ukrainien » spécial qui fut élaboré par une commission de juristes à Gloukhov la même année.

La politique du tsar, qui était opposée à l'indépendance juridique de l'Ukraine, fut cause que ce Code ne put pas même être imprimé.

Au temps de Nicolas Ier, quand on travailla à la revision du Code russe, les Speransky, qui étaient d'origine ukrainienne, obtinrent la nomination d'une commission spéciale présidée par le professeur Danilovitch et chargée de rédiger un code particulier pour l'Ukraine et la Ruthénie Blanche. Ce gros travail fut accompli, mais les mêmes tendances de russification qui contribuaient à détruire à tout prix toutes les particularités de la vie nationale de l'Ukraine et de la Ruthénie Blanche pour les assimiler à celles de la Moscovie, poussèrent Nicolas Ier à suspendre l'exécution et la publication de ce Code en 1837 et même à en ordonner la destruction complète quelques années plus tard.

C'est en 1907 seulement, qu'on en a retrouvé dans les archives russes un seul exemplaire resté intact par miracle et dû à la collaboration des professeurs Nolde et Pergamine. Speransky réussit à peine à obtenir du tsar la permission de laisser quelques éléments de ce Code ukrainien servir pour les tribunaux des Cosaques dans les provinces de Poltava et de Tchernigov.

C'est ainsi qu'on détruisait en même temps la vie politique de l'Ukraine et son droit particulier, car le développement de l'un garantit toujours le développement de l'autre.

Maintenant que l'Ukraine renaît à la vie comme Etat indépendant, il faut attacher une grande importance à l'établissement de son droit national, car nul Etat ne peut subsister sans posséder son droit propre et conforme à ses besoins. Il appartient aux législateurs et aux spécialistes qui partagent le sentiment national profond et qui connaissent l'histoire du droit populaire ukrainien de travailler au perfectionnement du droit nouveau qui convient à l'Etat nouveau.

Toute l'histoire antérieure de notre peuple et toute la vie actuelle de l'Ukraine, surtout dans ces heures si graves, exigent la collaboration de spécialistes en cette matière dans le cabinet de coalition nationale. La condition essentielle ne doit pas être d'appartenir à tel ou tel parti politique, mais d'avoir une conscience et un fort amour de la patrie.

Par contre, ce qui est absolument indésirable, c'est la participation des représentants des partis politiques russes comme les cadets, les octobristes ou les conservateurs d'extrême droite, qui ont pris jadis une position nettement hostile au développement de notre vie politique et de notre jurisprudence en s'efforçant de détruire complètement notre caractère national. La participation au Cabinet de ces éléments russes hostiles à notre indépendance offensera le sentiment populaire et empêchera le gouvernement de mener l'Ukraine sur la voie de la paix intérieure et de l'organisation pratique.

Les juristes soulignent la nécessité absolue que la langue officielle de la République soit l'ukrainien et que le droit d'employer d'autres langues soit garanti par la loi. Ils proclament enfin la nécessité de convoquer la Constituante ukrainienne pour décider des lois fondamentales de l'Etat et demandent en outre que les tribunaux appuient leurs jugements sur le droit national du pays et fonctionnent entièrement en langue ukrainienne.

Les signataires du mémorandum sont MM. Oreste Levitzky, Voïtkevitch-Povlovitch, R. Lachenko et G. Vovkochevsky.

PETITES NOUVELLES

M. Raymond Mizer, le nouveau consul de Hollande, est arrivé à Kiev.

Au port de Marioupol se trouvent actuellement 26 navires de commerce battant pavillon ukrainien.

Le Congrès des Instituteurs du district de Kiev a eu lieu au commencement du mois de juin, sous la présidence de M. A. Tcherednitchenko. 105 membres y ont pris part.

L'hetman a nommé le général V. Dachkevitch-Horbatzky, chef des Etats-Majors ukrainiens.

Le nouveau journal quotidien *Molodaïa Ukraina* vient de paraître à Odessa en langue russe, sous la direction de M. V. Pisniatchevsky.

Le 20 mai a eu lieu à Kiev une assemblée constituante du comité de secours aux anciens prisonniers ukrainiens de retour d'Allemagne. Le président de ce comité est M. Pierre Tchikalenko.

Le professeur Rohrbach, président de la société ukraino-allemande à Berlin, est arrivé à Kiev.

Parmi la population de Kiev il est question d'organiser une collecte en vue de construire un monument en mémoire des victimes du bolchévisme et surtout des jeunes étudiants massacrés par les gardes rouges russes à la station de Kouty et de Bachmatch.

Le ministre de l'Instruction publique a envoyé le professeur Iwan Ohienko et le professeur M. Boutchinsky à Kamenietz-Podolsk pour s'occuper de la fondation d'une université dans cette ville.

Le Ministère des Affaires étrangères autrichien, dans une lettre datée du 25 mai, numéro 43789, avise le Dr Jakovliv, ministre ukrainien à Vienne, qu'il a déjà ordonné que tous les anciens internés et prisonniers ukrainiens soient rapatriés en Ukraine, s'ils pouvaient payer leur voyage. Quant aux autres, le Ministère a déjà fait le nécessaire pour qu'ils puissent rentrer dans leurs foyers.

Le prof. Hruchewski a été nommé membre honoraire de l'Université de Kiev.

Le Ministère de la Guerre a déjà élaboré un projet de loi concernant la réintroduction dans l'armée ukrainienne des grades pour officiers.

Le premier numéro de la *Revue scientifique et militaire*, organe de l'Etat-Major Général de Kiev, a paru au commencement de juin.

A Wladimir Volhinsky, la première division de Cosaques, composée d'anciens prisonniers ukrainiens en Autriche, est déjà formée. Le commandant de cette division, nommé par l'hetman, est le colonel Sokira-Jakhontov.

Le commissaire ukrainien de Kichinev, en Bessarabie, reçoit chaque jour des centaines de lettres des habitants du district qui désirent faire partie de l'Etat ukrainien.

Le Conseil des Ministres a envoyé sa réponse au gouvernement roumain au sujet de la Bessarabie, rédigée par le prof. Eichelmann, le ministre Lysohoub et Dorochenko, qui l'ont signée.

A Vienne vient de paraître un nouveau Journal *Ukrainische Blätter* rédigé en allemand, sous la direction du Dr Kalinovitch. Ce nouveau journal paraîtra deux fois par semaine à 8 ou 10000 exemplaires.

Un nouveau quotidien paraîtra bientôt à Kiev sous le nom de *Vilnyi Holos* (La parole libre).

Le colonel de l'Etat-Major roumain, M. Toditchenkou, est arrivé à Kiev et a rendu visite au ministre des Affaires étrangères, M. Dorochenko.

M. Kovalevski, ex-ministre de l'Agriculture dans le cabinet Holoubovitch, vient d'être arrêté.

Les partis politiques ukrainiens sont entrés en pourparlers pour la convocation d'un congrès national auquel participeront tous les partis et organisations nationales ukrainiennes, et qui délibérera sur la situation politique actuelle et établira les bases d'une politique nationale.

Le Conseil des ministres a assigné une somme de 2 millions de karbowanetz pour les secours à porter aux invalides de retour de captivité.

Le congrès général des sociétés coopératives a commencé le 7 juin à Jitomir. 100 délégués y ont pris part.

Les experts militaires de la délégation de la République russe des Soviets se sont rendus sur le front russo-ukrainien pour y mettre les conditions de l'armistice à exécution.

Une délégation d'industriels des mines a remis à l'hetman, le 14 juin, la somme de 100 mille roubles pour les victimes de la terrible explosion de Kiev. Ces représentants ont déclaré qu'ils étaient prêts à soutenir le gouvernement ukrainien de toutes leurs forces pour organiser l'Ukraine en Etat indépendant.

Le 1er août aura lieu à Kiev le premier Congrès de tous les naturalistes ukrainiens.

Une députation des colons ukrainiens des provinces de Samara, de Saratov et de Pensa s'est rendue à Kiev pour demander l'aide matérielle et morale de l'hetman et du ministre des Affaires étrangères.

Le ministre des Affaires étrangères a remis à l'ambassadeur allemand et à l'ambassadeur autrichien une note déclarant que l'incorporation de la Crimée à l'Ukraine est indispensable pour des raisons d'ordre économique, politique, ethnographique et stratégique. Sans la Crimée, l'Ukraine ne peut se développer normalement.

Le Conseil des ministres s'est occupé, le 14 juin, de la rédaction définitive de la loi agraire provisoire. D'après cette loi, les particuliers ne pourront acheter que 25 desiatines de terre. La banque d'Etat agraire pourra en acheter une surface illimitée afin de la revendre aux paysans. Prochainement le Conseil des ministres délibérera au sujet d'une loi agraire définitive.

L'ex-ministre du Commerce, dans le cabinet Holoubovitch, M. Festchenko-Tchopivsky a été arrêté. Les commentaires de la presse ont été supprimés par la censure.

Une commission composée des ministres Lysohoub, Wassilenko, Dorochenko, du juge suprême Chelouchine, du recteur de l'Université Spektorski, des professeurs Kistiakowski et Sliwinski, va terminer prochainement un projet de loi relatif aux droits des citoyens.

Le Conseil des ministres a décidé d'accorder une subvention de 165 mille karbovanetz au théâtre national ukrainien.

Au sujet de la polonisation fiévreuse du pays de Cholm, la *Nova Rada* a interpellé le ministre des Affaires étrangères pour avoir des explications sur la situation et sur la non-ratification du traité de paix avec l'Autriche-Hongrie.

M. Stepankowski à Kiev

On lit dans la *Nova Rada* du 16 juin la nouvelle suivante :

« M. Wladimir Stepankowski, l'émigré politique bien connu a rendu visite au Ministre des Affaires Etrangères, M. Dorochenko. M. Stepankowski, qui a fondé des bureaux de presse à Lausanne, Léopol, Berlin, Vienne, Stockholm et dans d'autres capitales européennes, repart ces jours prochains pour l'étranger afin de s'occuper de ses différents bureaux. »

Nous avons reçu d'autre part une dépêche du Bureau de presse ukrainien de Berlin qui dément les rapports que le *Bund* lui prête avec le Baron de Ropp et déclare ne dépendre de personne d'autre que de son fondateur M. Stepankowski.

Petite correspondance de la rédaction.

Mme A. M., à Genève. — Merci pour votre très intéressant article sur la Crimée. Il est malheureusement un peu trop long pour notre journal. Nous tâcherons de le faire insérer dans une revue française quelconque.

M. V. P-iv, à Paudex. — Nous avons bien reçu votre étude sur « la religion en Ukraine ». Merci. Nous l'utiliserons dans nos prochains numéros lorsque nous traiterons du protestantisme, de l'uniatisme, et des sectes religieuses parmi notre peuple.

M. B...i, à Genève. — Il nous est impossible d'insérer au complet vos remarques sur Cholm et les Polonais. Nous vous avons écrit à ce sujet. De nombreux témoignages nous sont parvenus, prouvant que la terreur polono-autrichienne existe réellement dans ce pays.

Dr Burbela, à Berlin. — Nous attendons la suite de vos articles.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 57 Lausanne, 4 Juillet 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 2 juillet 1918.

Les nouvelles toutes fraîches que nous recevons d'Ukraine par différents voyageurs qui en sont revenus ces jours-ci nous montrent que l'ordre est rétabli en général et que le nouveau gouvernement s'est mis très activement au travail. Ceux des Ministres et des fonctionnaires qui avaient jusqu'à présent fait toutes leurs études et toute leur carrière dans les cadres de l'ancien Etat russe se sont mis très courageusement et très loyalement à l'étude approfondie de la langue ukrainienne et désormais toutes les publications officielles se font dans cette langue.

A distance on pouvait, à bon droit, se demander si cette adhésion des partis bourgeois à la politique nationale était bien sincère et si elle ne constituait pas simplement une tactique provisoire pour sauver la situation financière des grands industriels et des propriétaires devant l'engloutissement bolchévique. D'après tous les rapports que nous recevons de source impartiale et indépendante, il semble décidément que les cadets et les libéraux de l'Ukraine ont compris, non seulement la nécessité de l'indépendance nationale, mais encore la force et la puissance du mouvement populaire qui l'exige.

Au lieu qu'une minorité de capitalistes et de fonctionnaires continue, comme par le passé, à imposer sa langue et son régime à l'immense majorité du peuple, cette fois c'est la minorité qui se met au pas et qui se résigne à rentrer dans la discipline populaire en espérant, bien entendu, se faire payer son sacrifice par la conquête du pouvoir et par l'influence politique. Ces hommes d'affaires aiment décidément mieux être les premiers en Ukraine que les derniers en Russie.

* * *

Nous avions des appréhensions au point de vue national. Elles sont calmées par les nouvelles que nous venons de recevoir et tout semble bien prouver que le nouveau gouvernement s'engage à fond et sans arrière-pensée dans une politique ukrainienne. Nous avions aussi des craintes au point de vue social, et non sans raison. Nous avons souvent rappelé ici qu'il est impossible de revenir au statu quo d'avant la révolution et qu'aucun gouvernement ne pourrait tenir, s'il ne faisait son profit de la grande leçon que le peuple a donnée aux dirigeants du précédent régime. Nos informateurs et les journaux de Kiev, qui nous parviennent désormais en quelques jours, nous indiquent toutefois que les hommes qui ont pris le pouvoir en mains sont assez intelligents pour comprendre cette leçon des fait et qu'ils sont résolus à faire des concessions pour calmer l'agitation des paysans prolétaires, naturellement très déçus par le rétablissement intégral de l'ancien régime de propriété.

Le gouvernement va encourager la vente et l'achat du terrain en édictant d'une part certains décrets d'expropriation pour forcer les grands propriétaires à vendre une partie de leurs domaines et en promulguant d'autre part une loi qui fixera une limite d'achat pour empêcher de nouveaux accaparements. Le résultat en sera un plus grand morcellement de la terre et l'augmentation de la petite bourgeoisie paysanne à la manière suisse.

* * *

On s'est posé beaucoup de questions à l'étranger au sujet du nouvel hetman Skoropadsky. C'est un homme encore jeune, qui parle le français aussi bien que l'ukrainien et qui semble avoir compris très clairement la situation générale et les besoins du pays. Son ambition de conserver le pouvoir est la garantie même de sa fidélité au programme national. Il est bien évident que son intérêt le porte à soutenir énergiquement l'indépendance de la République, dont il souhaite évidemment devenir le président légal.

C'est là une ambition qui peut être parfaitement légitime et qui peut être même exaucée par le suffrage populaire si l'hetman se montre bien l'homme de la situation et si la manière qu'il a choisie donne de bons résultats. Notre peuple ne demande qu'une chose : qu'on établisse le plus tôt possible un Etat stable et bien organisé. Si le général Skoropadsky a le même talent que Louis XIV de savoir choisir et grouper autour de lui les meilleures intelligences et les talents les plus actifs du pays, en un mot, s'il sait mettre la République sur pied, la nation lui en témoignera certainement sa reconnaissance.

Le plus grand danger qui puisse menacer l'avenir de l'hetman, c'est la tentation monarchique. Nos traditions nationales nous ont habitués dans les siècles passés à faire confiance à un homme énergique pour nous commander, comme les Américains sont habitués à leur président, qui concentre en ses mains un pouvoir très étendu. Mais ces mêmes traditions nous ont habitués aussi à redouter la monarchie héréditaire et nous sommes certains que l'hetman aura tout à gagner à rester absolument en dehors du choix de la forme du gouvernement et à laisser l'assemblée constituante entièrement libre de se prononcer à ce sujet.

Nous espérons que cette assemblée sera convoquée le plus tôt possible.

M. POINCARÉ ET L'UKRAINE

Le 30 juin pour la première fois le Président de la République française a mentionné l'Ukraine en faisant un discours officiel. C'était au cours de la cérémonie dans laquelle M. Poincaré a remis un drapeau à l'armée tchéco-slovaque en présence du Comité Massaryk et des grandes Commissions du Parlement.

« La jeune armée qui se développe chaque jour, s'est écrié le Président, et que viennent rejoindre sans cesse des recrues enthousiastes, puisse-t-elle bientôt s'augmenter des héroïques légions tchèques qui, après avoir accompli de merveilleux faits d'armes dans les plaines ukrainiennes, se sont frayé un chemin à travers la Sibérie... »

Les merveilleux faits d'armes auxquels fait allusion l'éminent chef d'Etat, personne mieux que les Ukrainiens n'a été à même de les suivre de près et d'en subir les conséquences. Ces héroïques tchéco-slovaques qui combattent aujourd'hui les Bolchéviks faisaient hier cause commune avec eux pour lutter contre l'Ukraine et c'est eux qui portent la plus grande part de responsabilité dans les crimes épouvantables commis sur notre territoire national. Partout où les bandes tchéco-slovaques ont passé, elles ont semé la ruine et le carnage, laissant derrière elles les villages incendiés, les paysans massacrés, les femmes violées et faisant emballer sur des chars l'argenterie et les cassettes d'épargne des malheureuses familles ukrainiennes.

Voilà les « merveilleux faits d'armes » qui sont présents à toutes les mémoires de nos compatriotes et sur le détail desquels nous voulons croire que M. Poincaré n'a pas été scrupuleusement renseigné avant de prononcer son discours. Néanmoins, s'il n'est pas un lecteur trop assidu de *l'Ukraine*, que nous nous faisons pourtant un plaisir de lui adresser par service spécial, et s'il est naturel qu'il ait ignoré la brutalité inouïe des Tchéco-slovaques dans notre patrie, il y a une chose que le Président ne peut pas ignorer, puisqu'il en parle en termes assez clairs : c'est que les Tchèques ont fait la guerre à l'Ukraine en compagnie des Bolchévikis. Ce discours est donc une apologie officielle de la guerre injuste et sanglante qui a dévasté notre pays l'hiver dernier et qui nous a obligés à demander des secours aux Empires Centraux et à signer avec eux le traité de Brest.

Voilà donc la confirmation officielle de l'appui que l'Entente a donné à cette invasion barbare et de la politique maladroite qui a ruiné pour des années le crédit des Alliés et leur influence chez nous en faisant du même coup le jeu de leurs adversaires qui profitent aujourd'hui de la situation si favorable que l'Entente a créée pour eux.

Nous connaissons beaucoup de Français qui regretteront amèrement que leur Président ait cru devoir souscrire à une faute aussi grave à une heure où la France a besoin de garder des amis et non d'en perdre. Nous ne doutons pas que M. Clémenceau lui-même ne regrette les paroles présidentielles quand les parlementaires mieux informés et en particulier les députés socialistes lui en auront fait mesurer toute la portée.

Situation diplomatique

M. Dorochenko, ministre des Affaires étrangères, a nommé comme secrétaire de l'Ambassade ukrainienne à Constantinople M. Pierre Tchikalenko, et comme secrétaire de notre ambassade à Berlin M. Victor Lanine.

Le 21 juin, il a reçu M. Pantchenko, délégué des Cosaques du pays de Térek. Cette région du Caucase septentrional est habitée en majorité par les Ukrainiens, qui demandent à notre gouvernement de nommer un consul de la République dans leur pays.

Le même jour, M. Dorochenko a reçu à son ministère le président du Conseil lithuanien, M. Itchas, ancien membre de la Douma russe. La conversation a roulé sur l'établissement des relations diplomatiques et économiques entre les deux Etats.

Notre ministre des Affaires étrangères a reçu également M. Amene, président du Comité central de l'Esthonie et de la Livonie, M. Skirmount, envoyé extraordinaire de la Ruthenie-Blanche et une délégation du pays de Cholm qui demande que notre gouvernement intervienne pour que les réfugiés ukrainiens de cette région puissent retourner dans leur patrie.

NOS MINISTÈRES

Justice

Le Ministre de la Justice, prof. Tchoubinsky a déclaré au correspondant des *Dernières nouvelles* de Kiev :

« Je suis Ukrainien et fils d'un savant ukrainien et ces deux faits expliquent clairement mon point de vue sur la construction de l'Etat. Dans mon activité pratique, je m'efforce d'ukrainiser graduellement les Tribunaux, sans toutefois laisser immédiatement de côté tous les juristes compétents qui ne sont pas encore prêts à accomplir leur tâche en langue ukrainienne. Il est évident que la langue officielle de l'Etat doit être l'ukrainien, mais comme la terminologie juridique et législative n'est pas encore bien définie, il faut nous baser encore pendant quelque temps sur les lois éditées en langue russe et prendre en considération que les avocats ne sont pas encore tous prêts à travailler dans une autre langue.

» D'autre part, j'ai l'intention d'introduire des formes spéciales de procédés judiciaires pour donner aux juges et aux avocats la possibilité de se préparer à la transformation nationale des Tribunaux. J'ai déjà organisé plusieurs commissions chargées d'étudier la terminologie juridique et de traduire en ukrainien les lois et les règlements de police.

» Tous les changements dans la justice seront opérés sur la base des réformes de 1864. »

Communications

Le Ministre des Communications, M. Boutenko, a donné l'ordre suivant daté du 17 mai 1918 :

« Le Ministère a reçu de nombreuses plaintes au sujet de certains employés supérieurs qui parlaient en russe avec leurs subordonnés et au sujet d'autres fonctionnaires qui se dispensaient tout simplement d'apprendre la langue officielle.

» Par la présente ordonnance, je rappelle à tous les employés du Ministère que la langue ukrainienne est la langue officielle de l'Etat et qu'on doit l'employer pour répondre à toutes les lettres qui sont adressées dans cette même langue. Les relations avec les autres institutions peuvent être continuées encore provisoirement en russe dans les cas nécessaires, mais l'introduction de la langue nationale doit être hâtée dans tous les départements.

» Tous les avis et tous les arrêtés destinés au public doivent être publiés en ukrainien. J'ordonne à tous les employés d'apprendre au plus vite la langue officielle de l'Etat et en particulier dans le service télégraphique. Un correcteur spécial a été placé dans toutes les stations de quelque importance. Les employés seront responsables des fautes de transmission dans les télégrammes.

» Toutes les imprimeries doivent se procurer au plus vite les caractères ukrainiens qui manquent à l'alphabet russe. J'ordonne aussi que tous les cachets et les timbres soient traduits en ukrainien et que tous les organes officiels ou officieux soient désormais publiés dans cette langue. »

Cultes

Le Ministre des Cultes, M. Zinkivsky a déclaré dans une interview avec un représentant de la *Kievskaïa Mysl* :

« L'organisation du Ministère n'a pas encore pris sa forme définitive. Nous devons encore organiser par exemple une commission destinée à régler toutes les questions qui touchent à la renaissance de la vie religieuse dans le pays. Il a été impossible de fixer encore la compétence du Ministère des Cultes vis-à-vis de l'Eglise orthodoxe, car il manque encore à la République les organes qui doivent représenter l'autorité suprême en matière ecclésiastique, comme les synodes, etc.

La tâche principale du Ministère des Cultes est d'aider à la réorganisation de l'Eglise en Ukraine sur la base de l'autocéphalie. Le gouvernement maintient cette base nationale, persuadé que la force créatrice du peuple ukrainien si longtemps opprimé se manifestera d'une manière aussi brillante dans ce domaine-là que dans les autres. »

Le Ministre des Cultes a déclaré que le gouvernement témoignait un respect tout particulier à l'Eglise uniate, mais que l'Eglise nationale de l'Etat restait l'Eglise orthodoxe.

LE JAPON ET NOS COLONIES

On discute beaucoup de la possibilité d'une intervention japonaise en Sibérie. On espère d'un certain côté que le Japon donnera bientôt un sérieux coup de main à l'Entente et aux libéraux russes pour les soutenir dans leur lutte contre l'influence allemande en Russie et contre le régime des Bolchévikis.

Au Quai d'Orsay on espère surtout de cette intervention un changement complet du gouvernement de Petrograd et c'est le point de vue qui peut seul intéresser la France et l'Angleterre avec la reprise des hostilités sur le front oriental. Les Etats-Unis voient plutôt dans une éventualité pareille une séparation probable entre la Moscovie et les colonies russes en Asie au profit du Japon, qui sera puissamment renforcé de ce fait et pourra poursuivre sa politique anti-américaine en Extrême-Orient avec d'autant plus de succès.

Jusqu'ici le gouvernement japonais n'a pris encore aucune résolution définitive, mais si le courant franco-tsarien devait prendre le dessus chez les Alliés, la descente des troupes japonaises en Sibérie ne pourrait s'effectuer que par deux ports ; Vladivostok et Nikolaïevsk sur l'Amour. Cette dernière ville en effet possède un port naturel de 8 à 19 mètres de profondeur, situé en face de l'île Sakaline qui appartient au Japon. Il y a longtemps que les impérialistes de ce pays convoitent cette position.

Ces deux ports sont d'une importance énorme au point de vue stratégique et peuvent rivaliser avec Sébastopol et Odessa en Ukraine. Ce qu'on sait moins en Europe occidentale, c'est que les territoires qui s'étendent entre ces deux ports et surtout le littoral de l'Océan Pacifique (bassin de l'Amour et de l'Oussouri jusqu'au lac Baïkal) ont été colonisés par des paysans ukrainiens des provinces dites de la Terre Noire. Il ne faut pas oublier que, de 1895 à 1898, c'est l'Ukraine qui a envoyé le plus grand nombre de colons en Sibérie, soit près de 200 mille âmes, dont 67 mille de la province de Tchernigov et 66 mille de Poltava.

Notre peuple a une tendance naturelle à s'établir au bord de la mer. Voyez les Ukrainiens de Galicie qui ont colonisé le Saskatchevan et l'Albert au Canada, deux Etats qui sont situés sur le littoral de l'Océan. Leurs frères ont donc choisi le littoral du même océan, juste en face pour établir leurs colonies asiatiques. Le climat et la configuration du pays leur rappelaient leur patrie natale. Il n'est pas jusqu'à l'Amour, ce fleuve si grandiose et si large (sur une longueur de 1000 kilomètres) qui ne fasse penser au majestueux Dnieper avec les immenses steppes et les vastes forêts auxquelles nos paysans sont habitués.

Depuis 25 ans tout le surplus du prolétariat agricole ukrainien a été dirigé sur cette région par une commission spéciale ayant son siège à Petrograd. Laborieux et civilisés, nos agriculteurs s'établirent dans leur nouvelle Ukraine et couvrirent la vallée de l'Amour et celles de ses affluents de jolis villages à maisons blanches entourées de beaux jardins pareils à ceux de leur patrie. Ainsi dans ce pays si lointain ils ont créé une merveilleuse copie de leur chère Ukraine et leur patriotisme s'y est développé d'une manière touchante. De pauvres ouvriers sont devenus de riches fermiers, assez forts et indépendants économiquement pour pouvoir se mettre à implanter la culture ukrainienne dans ce pays naturellement si riche, mais jusqu'alors si désert et si pauvre en forces intellectuelles.

« Les territoires colonisés par les Ukrainiens en Extrême-Orient, écrit le journal *Vidrodjenia* de Kiev, sont beaucoup plus vastes que notre patrie, leur métropole, mais les colons n'ont pas perdu leur attachement à celle-ci. Au contraire, ils prennent part à toutes les manifestations de la vie politique en Ukraine. Depuis la Révolution, ils ont organisé leur presse, leurs écoles nationales et même des troupes spéciales, composées de soldats ukrainiens de l'ancienne armée russe. Le général Khorvat, mis à la tête de ces organisations militaires, chassa les Bolchévikis du pays de l'Amour et prit en mains les intérêts ukrainiens de ce pays. Ils ont organisé dernièrement un Parlement sous le nom de « Rada Mandchourienne ». Son organe officiel est un journal qui parait sous le titre de *Wistnik*. Le mouvement patriotique est profondément enraciné dans cette population et s'y développe avec une grande force depuis quelques années. »

* * *

Nous publierons la semaine prochaine des statistiques précises sur la répartition des colons ukrainiens dans les différentes provinces du littoral sibéro-pacifique, ainsi qu'une carte du pays. Les Ukrainiens qui habitent ces régions sont au nombre d'un million 300 000 âmes et forment plus du 80 % de la population totale. Nous pouvons donc considérer à bon droit ce pays comme une colonie nationale, d'autant plus qu'au cours de ces dix dernières années la population s'est toujours considérée comme faisant partie de l'Ukraine et que depuis la Révolution elle a exprimé le désir de faire partie de la République. Nous avons déjà parlé de l'activité du général Khorvat, qui reste à la tête de ces provinces autonomes *de facto*. Les trois Congrès ukrainiens des colons de Sibérie ont élu une Rada pour les pays d'Oussouri, de l'Amour, du Baïkal et de la Mandchourie. Au cours du troisième qui se réunit le 7 avril dernier à Khabarovsk, une résolution fut votée pour demander au gouvernement ukrainien de Kiev de proclamer l'incorporation de cette ancienne province de l'Etat russe et de la considérer comme une colonie ukrainienne. Le Congrès a même envoyé des télégrammes dans ce sens à Smolensk, où l'on pensait que la conférence de paix russo-ukrainienne avait lieu. Malheureusement ces messages furent perdus en route. Le Congrès a décidé également d'envoyer une délégation spéciale à Kiev pour entrer en pourparlers avec notre Ministère. Pendant ce temps, il y eût aussi des pourparlers à Pékin pour l'organisation d'un gouvernement sibérien qu'on s'efforcerait de faire reconnaître par les anciens alliés de la Russie.

Lorsque le Congrès ukrainien de Sibérie eut terminé ses travaux le 14 avril, la nouvelle arriva que les Japonais s'apprêtaient à occuper cette partie de l'Asie. C'est alors que les délégués présentèrent la résolution du Congrès au général Khorvat qui l'approuva et déclara qu'il travaillerait avec eux pour le bien de leur chère Ukraine.

A propos de l'intervention japonaise, le général Khorvat déclara que l'organisation nationale du pays en colonie ukrainienne ne concerne en aucune manière le Japon et qu'il y a possibilité de s'entendre avec ce gouvernement. Le général chargea les délégués qui partaient pour Kiev de déclarer au gouvernement de la République qu'il était tout à fait disposé à travailler en accord avec ce dernier et sous ses indications. Il ajouta que le prince Koudachef, ancien ambassadeur russe à Pékin, était prêt à faire la même déclaration.

La Rada du Zeleni Klyn (Parlement sibéro-ukrainien) projetait avec le général Khorvat et l'armée qui était placée sous ses ordres de chasser complètement les Bolchéviks de tous ces territoires et de les repousser jusqu'au delà du lac Baïkal.

Cependant cette entreprise n'était pas encore commencée au mois d'avril à cause de forts détachements de bolchéviks organisés à Vladivostok.

Ce n'est qu'à fin mai que la délégation de la Rada de la colonie ukrainienne en Asie est arrivée à Kiev ; elle était dirigée par M. Pierre Twardowsky. Le 30 mai cette délégation était reçue par M. Dorochenko, ministre des affaires étrangères et lui présentait un mémorandum détaillé sur la situation de ces contrées colonisées par les Ukrainiens, d'où nous extrayons les détails ci-dessus mentionnés. La délégation demandait au gouvernement ukrainien, au nom de la Rada de « l'Ukraine verte » les revendications suivantes :

1° Le gouvernement ukrainien doit demander au gouvernement russe que le Zeleni Klyn en Extrême-Orient fasse partie de l'Ukraine comme colonie asiatique. 2° Le gouvernement russe doit rappeler de ces contrées toutes les troupes russes qui s'y trouvent et donner les munitions au gouvernement provisoire de cette colonie. 3° Le gouvernement ukrainien nommera des starostes pour ces contrées et les territoires situés des deux côtés du chemin de fer de Mandchourie. 4° Il nommera un gouverneur général pour ces pays à l'exception de la Mandchourie. Pour celle-ci et le chemin de fer mandchourien le gouvernement ukrainien confirmera le commandant déjà établi. 5° Il laissera provisoirement toutes les autorités existant déjà avant les bolchéviks jusqu'au jour où le gouvernement ukrainien organisera le pays sur de nouvelles bases nationales. 6° Il organisera dans le cabinet des ministres à Kiev une division spéciale pour les affaires coloniales qui réglera toutes les questions concernant le Zeleni Klyn. 7° Il donnera l'autorisation d'organiser là-bas une armée nationale ukrainienne. 8° A Kharbin, ville internationale, il nommera un consul ukrainien.

Le ministre a répondu qu'il prenait leur demande en considération et qu'il ferait le nécessaire pour le bien du peuple ukrainien, aussi bien dans la mère-patrie qu'en Asie.

L'importance de la question des colonies asiatiques pour l'Ukraine est bien évidente. Nous ne parlons pas des bénéfices économiques que peut rapporter à l'Ukraine l'exploitation de ces riches contrées, ni de l'importance politique que peut acquérir l'Etat ukrainien par la possession aux bords du Pacifique de bases navales telles que Vladivostock et Nikolaïevsk. C'est le devoir du gouvernement ukrainien de prendre sous sa tutelle et d'organiser nos nombreux colons d'Extrême-Orient, qui ont prouvé leur conscience nationale et fait preuve d'une si grande énergie politique. Malgré la distance de 10 000 km., les Ukrainiens de ces contrées se considèrent comme le point avancé de notre civilisation et avec l'aide de la mère-patrie pourront organiser là-bas une colonie puissante et riche qui permettra à l'Ukraine de se développer normalement au point de vue économique et militaire. Le journal *Vidrodjenia* a raison lorsqu'il demande que les délégations de paix russo-ukrainiennes tiennent compte de cette question très importante dans leurs résolutions. Notre délégation, dit ce journal, doit poser à la Russie comme condition *sine qua non*, avant la signature du protocole de la paix, que le *Zelena Ukraina* doit appartenir à l'Etat ukrainien. Ce ne sont pas des projets impérialistes que nous développons ici, ce sont les justes demandes de la population de ce pays, d'après le principe des peuples à disposer d'eux-mêmes. Enfin, en ce qui concerne la solution de la question agraire en Ukraine, ce pays est indispensable pour le surplus de la population agricole qui peut émigrer dans ces colonies.

A part ce pays, où le peuple ukrainien habite en masse compacte, il existe encore, dans tout le territoire sibérien et surtout dans le district de Barnaoul (province de Tomsk) et dans le Turkestan, de fortes colonies ukrainiennes, dont nous parlerons dans un prochain article. Les délégués des colons ukrainiens de ces différentes contrées se sont rendus à plusieurs reprises à Kiev pour se plaindre des cruautés du régime bolchevik, pour demander des consuls ukrainiens dans les différentes villes de Sibérie et du Turkestan et pour que ceux qui désirent retourner dans leur pays puissent le faire librement en emportant ce qui leur appartient.

Le ministre des Affaires étrangères a promis à ces délégations d'envoyer une note spéciale au gouvernement des soviets à Moscou pour lui demander d'organiser un service consulaire en Sibérie et de nommer à ces postes des personnes éminentes choisies par la population ukrainienne elle-même.

La Crimée à l'Ukraine.

Note du ministère des Affaires étrangères à l'ambassadeur d'Allemagne à Kiev :

Excellence,

Nous avons l'honneur de vous informer que le gouvernement de l'Etat ukrainien considère comme indispensable l'incorporation de la presqu'île de Crimée dans les limites de l'Etat ukrainien. La Crimée est étroitement liée à la vie du peuple ukrainien au point de vue économique, politique et ethnographique. L'Etat ukrainien ne peut se développer normalement sans la possession de la Crimée. Il est vrai que dans le 3me universal de la République populaire de l'Ukraine, l'incorporation seule de la Tauride nord sans la Crimée à l'Ukraine est mentionnée. Mais avant tout cet universal désignait d'une manière générale les parties principales du territoire de l'Ukraine, laissant pour plus tard la question des territoires où les Ukrainiens ne forment pas jusqu'à présent une majorité absolue. C'est pourquoi ni le pays de Cholm, ni les parties nord de la province de Koursk et de Voronij, ni le pays du Don, ni la Bessarabie ne sont mentionnés dans ce manifeste, et pourtant il était déjà entendu à cette époque que ces contrées seraient nécessairement jointes à l'Ukraine. Les mêmes considérations se rapportent aussi à la Crimée. Cette façon de tracer les frontières seulement dans les limites générales s'explique par le fait qu'à ce moment-là l'Ukraine se considérait encore comme faisant partie d'une manière autonome de la Russie fédérative. La Crimée, dans ces conditions, se serait jointe volontairement à l'Ukraine, faisant en même temps partie de la fédération russe. Ainsi, grâce au troisième universal, on considérait que la liaison de la Crimée à l'Ukraine, au point de vue stratégique et économique, ne serait pas rompue.

Maintenant que l'Ukraine a abordé définitivement la voie de l'indépendance politique complète, la liaison à la Crimée comme partie autonome d'une fédération générale qui ne s'est pas formée, peut complètement se rompre. A l'heure actuelle, l'armée ukrainienne, avec l'aide des troupes allemandes, a occupé la Crimée et la question de l'annexion de celle-ci à l'Ukraine a surgi à nouveau. Se basant sur le principe de l'autonomie des peuples et ne voulant pas aller contre la volonté de la population, mais considérant les différences sociales et nationales qui existent entre la Crimée et l'Ukraine, le gouvernement ukrainien est d'avis que la jonction de la Crimée doit être faite sur une base autonome. C'est dans ce sens qu'on élaborera le projet de cette union. Connaissant les sentiments et les intérêts de la majorité de la population de Crimée et son ancienne liaison avec le peuple ukrainien, il ne peut y avoir de doute que les habitants de la Crimée s'exprimeront toujours en faveur d'une incorporation à l'Etat ukrainien. Agréez, Excellence, etc.

Kiev, 11 juin 1918.

Signé : Dmytro Dorochenko,
ministre des Affaires étrangères.
Losky, Directeur du Département politique.

Une copie de cette note a été transmise au comte Forgach, ambassadeur d'Autriche à Kiev.

L'UKRAINE ET LA PAIX DURABLE

L'erreur fatale qui domine tous les traités de paix qui furent jamais conclus réside dans le fait même de l'absence d'une garantie efficace pour le cas d'une inobservation des articles savamment stipulés par une des parties contractantes. En effet, le monde tout entier s'est aperçu presque soudainement en août 1914 que tous les traités internationaux ne sont que des *chiffons de papier* et que celui qui veut les violer n'a qu'à invoquer le proverbe : « Not kennt kein Gebot » et dire qu'il ne fait que se défendre contre une « aggression absolument certaine de la part de l'adversaire qui se préparait, lui aussi, à violer ce même traité.... » Pourtant non seulement les diplomates de carrière, mais aussi chaque enfant savait — déjà à cette époque-là — que la meilleure loi ne peut se maintenir sans l'huissier ou le gendarme qui la garantit et qui l'applique, et que du moment même où les malfaiteurs sauront qu'ils n'ont point à craindre la « main forte », ils trouveront toujours l'occasion d'attaquer le peuple paisible et tranquille.

Devons-nous assister à une répétition d'une erreur qui a coûté des millions de vies humaines, qui a détruit autant de biens et qui a reconduit l'humanité tout entière aux temps barbares et primitifs ? Devons-nous nous appuyer dans l'avenir sur des traités non garantis par des moyens propres à punir et à retenir celui qui voudrait les violer ou devons-nous chercher à établir une force exécutive, une force brutale qui serait à même de ligoter le fou qui tenterait de déchaîner une guerre « fraîche et joyeuse, » comme les junkers prussiens la proclamaient depuis des années ? Poser cette question c'est y répondre.

Au point de vue international, c'est-à-dire traitant pour l'Univers tout entier, nous avons développé cette question en détail dans les *Documents du progrès* (juillet 1915) où nous avons proposé un traité de *Paix universelle*. Maintenant, quand notre chère patrie — l'Ukraine — vient de s'affranchir d'un coup aussi bien du tsarisme oppresseur que du sanglant maximalisme, quand elle se trouve devant la nécessité impérieuse de garder coûte que coûte son indépendance territoriale et politique, nous sommes obligés de chercher des moyens sus-mentionnés de *garantie efficace* pour tous les traités que nous allons signer afin que personne ne puisse les violer quand bon lui semblera par la force brutale des armes, des alliances dites de défense, etc. Malgré toutes les phrases (aussi belles et bien tournées que creuses) nous ne pourrons jamais rien changer au fait qu'à la menace d'un forfait ou d'un coup de force il faut absolument opposer la possibilité matérielle d'une réaction encore plus brutale que l'action et qu'aucun aggresseur ne saurait être retenu par un traité quelconque sans l'ombre du « gendarme » par derrière.... Il s'agit donc de créer ce gendarme et, après, de stipuler dans le traité même qu'en cas d'infraction aux articles du traité, ce gendarme entrera en scène, dégainera et frappera dur et implacablement.

L'Ukraine se trouve momentanément dans un état tel qu'il semble à première vue impossible de créer une force pareille. Or, en regardant de près, on ne saurait guère désespérer, car on pourrait bien y arriver si l'on voulait agir *ouvertement*, sagement et d'une manière que le monde entier puisse se rendre compte de ce que l'Ukraine et son peuple *veulent*. Alors, nous pourrons bien compter sur l'appui moral et matériel du monde entier ou au moins des peuples libres et qui n'aspirent point à dominer les autres.

Le programme doit être arrêté ainsi :

1. Le peuple ukrainien doit par la voix — seule autorisée — de la Constituante s'adresser aux peuples qui l'entourent avec la proposition de signer un « Traité de paix éternelle » basé sur les principes suivants :

ART. 1er. — Nul ne doit aspirer à quoi que ce soit qui appartienne à l'autre.

ART. 2. — Les parties contractantes démobilisent jusqu'à la concurrence de 10 % du chiffre de militaires mobilisables du 1er janvier 1914.

ART. 3. — Les parties contractantes introduisent le système de milice suisse.

ART. 4. — Aucune convention secrète ne doit être conclue dans un domaine quelconque par une partie contractante et tous les traités, soit économiques, soit politiques, doivent être ratifiés par le Parlement et ensuite par le Comité de l'Association de Paix (« C. A. P. », voir article ci-après).

ART. 5. — Chacune des parties contractantes doit édicter et promulguer une loi interdisant :

a) Toute propagande de chauvinisme, de haine, de caractère guerrier, etc., en punissant l'infraction de bannissement et de peine pécuniaire ;

b) toute agression contre le C. A. P. et le Traité à sa base ainsi que contre une des parties signataires.

ART. 6. — Toutes les parties promulguent une loi uniforme prescrivant :

a) L'assermentation générale de tous les membres des Parlements respectifs et de tous les fonctionnaires ainsi que de tous les chefs d'Etats, conçue dans le sens de l'observation absolue des obligations du Traité de Paix et de la lutte contre tout ce qui pourrait l'entraver. Chaque ministre, monarque, député, fonctionnaire, entrant en service ou montant sur le trône devra signer le Certificat de serment, qu'il s'engage à respecter le dit traité et de lutter contre chaque tentative dirigée contre lui ;

b) L'appui *général* des délégués du C. A. P. sans distinction de leur mission ;

c) L'abolition de l'enseignement de l'histoire des guerres, surtout la glorification de ces guerres ;

d) l'introduction de l'enseignement obligatoire des obligations découlant du Contrat de *Paix* dans les écoles secondaires et dans les universités ;

e) de fêter le jour de la Signature du Traité de Paix dans tous les pays qui y ont adhéré.

ART. 7. — Les 10 % de recrues (du contingent du 1er janvier 1914) doivent être enseignés dans le sens du Traité et mis sous l'ordre suprême du C. A. P. L'assermentation se fait dans le même sens de l'obligation de respecter avant tout le dit Traité et d'obéir aux officiers du C. A. P.

ART. 8. — Les parties contractantes mettent tout leur matériel de guerre à la disposition du C. A. P. qui peut le soustraire à bien plaire au pouvoir des pays et le mettre où bon lui semblera. De même elles consentent à subir tout contrôle que le C. A. P. jugera nécessaire pour établir l'exécution de ses ordres.

ART. 9. — Les contractants s'engagent formellement à soumettre tous les litiges entre eux — à quelque domaine qu'ils appartiennent — au C. A. P. dans le terme de 48 heures. Celui-ci fixe alors le jour de comparution (après convocation préalable des juristes professionnels dont traite l'article 16) et, après avoir entendu les représentants des litigeants, dûment autorisés par les Parlements respectifs, rend le jugement qui devient immédiatement obligatoire de droit. Les débats sont publics et oraux.

(*A suivre.*)

S. Mexin, Docteur en droit.

Комісія :: Експорт :: Фабрика годинників
BELECO WATCH
М. БРАЙЛОВСЬКИЙ
Швайцария; LA CHAUX-de-FONDS, Paix 87
:-: Спеціальність на Україну :-:
Надзвичайні мужеськи і жіночи з добрим ходом від 10‴ до 22″ годинники кулясті і продовгасті золоті, срібні, сталеві і металеві. Годинники браслєткові від 8‴ до 15‴ круглі всіляких можливих форм, золоті, срібні, сталеві, ніклеві. Торговельний дім постарчає шабльоні якій вгодно кількости від 11½‴ до 22‴ анкерові і ціліндрові з частинами від Лд. Шільда з Гранжу як і від иньших відомих фірм. Заміна і зполучення окремих частин гварантоване.

Editeur : W. Stepankowski.
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 58 Lausanne, 11 Juillet 1918 IVme Année.

BULLETIN

L'Ukraine et les Alliés.

Lausanne, le 10 juillet 1918.

Nous avons toujours soutenu jusqu'ici le point de vue que l'Ukraine doit rester neutre, c'est-à-dire qu'elle devra rétablir le plus tôt possible des relations amicales avec les Puissances de l'Entente aussi bien qu'avec les autres, mais la condition évidente à une politique pareille, c'est que tout le monde reconnaisse notre indépendance nationale. On ne peut pourtant pas nous demander de tendre indéfiniment la main à ceux qui nous refusent la leur. La question se pose aujourd'hui d'une manière très sérieuse à l'égard des Alliés, puisqu'ils préparent une intervention politique et militaire en Russie.

Pour rétablir un front de guerre entre l'Allemagne et la Russie, il faut d'abord passer sur le ventre de la Lithuanie et de l'Ukraine. Il s'agit de savoir dans quelles dispositions les Alliés entendent approcher de notre territoire national. Nous n'en sommes plus au temps où l'on pouvait piétiner n'importe quelle nation et choisir n'importe quel pays comme champ de bataille sans s'inquiéter de savoir quel était son sentiment. Les Alliés ont assez reproché à l'Allemagne d'avoir ainsi traité la Belgique. En outre, ils proclament toujours leur volonté d'établir en Europe le règne du droit des peuples.

Nous sommes donc en droit de leur demander solennellement quelles sont leurs intentions à l'égard de l'Ukraine, et si nous devons les considérer comme des amis ou comme des ennemis. Il n'y a pas trois réponses à faire à cette question. Il n'y en a que deux et le silence équivaudrait à la négative. Nous avons fait la paix avec les Puissances centrales parce qu'elles avaient reconnu notre existence. Nous sommes prêts à signer de même un second traité avec les Alliés s'ils la reconnaissent aussi. Notre pays se trouverait ainsi dans sa position normale à l'égard des deux belligérants et, sitôt l'ordre complètement rétabli, l'équilibre des deux influences ne pourrait que renforcer notre indépendance et notre neutralité.

Si, au contraire, les Alliés devaient persister à ne pas nous reconnaître les mêmes droits qu'aux autres peuples et à violer leur principe pour nous sacrifier à la Grande-Russie, alors ce serait notre devoir patriotique de concentrer toute notre énergie nationale pour leur résister. Nous prendrions place de ce fait comme belligérants aux côtés des Puissances centrales et nous lutterions jusqu'à la mort pour défendre notre patrie contre toute invasion étrangère. Ce ne serait certes pas de gaîté de cœur que nous nous verrions obligés de verser encore une fois notre sang dans une guerre pareille et de nous lier à cette organisation militaire allemande qui est si peu conforme à nos traditions démocratiques.

L'Entente, qui a déjà commis de si grosses fautes à notre égard, voudra-t-elle encore nous jeter plus profondément dans les bras de ses ennemis et compromettre à tout jamais cette neutralité que nous désirons tous et qui aurait pu assurer à la France et à l'Angleterre la part légitime d'influence dont elles auraient pu jouir chez nous après la guerre?

Nous ne pouvons pas croire que le président Wilson puisse jamais souscrire à une politique pareille. Quelles raisons aurait-il de refuser à l'Ukraine ce qu'il accorde à la Pologne?

Jusqu'à présent tous les peuples du monde ont considéré les Etats-Unis comme le seul gouvernement belligérant qui soit prêt à marcher droit au but et à tenir intégralement la parole donnée. Si leur espoir était déçu de ce côté-là, ce serait pour l'humanité tout entière un effondrement moral et en même temps le triomphe éclatant de ce militarisme prussien qu'on cherche à détruire.

Notre nation de quarante millions d'âmes attend une parole rassurante de Washington. L'heure est solennelle. Les Alliés, qui ont déjà livré à l'Allemagne tant de nations les unes après les autres doivent se prononcer aujourd'hui à l'égard de l'Ukraine.

Veulent-ils la voir indépendante et neutre, ou soumise à l'Allemagne? Il n'y a pas d'autre solution. En voulant la vendre à la Russie, c'est pour Berlin qu'ils travailleraient.

* * *

Il semble décidément que la défaite développe l'impérialisme au moins autant que la victoire. Voilà M. Kerensky, arrivé à Paris, qui parle de l'Ukraine comme d'une simple province russe. Nous ne sommes certes pas suspects ici de nourrir des sympathies exagérées pour les Bolcheviki, mais le dernier discours de M. Kerensky serait propre à nous les faire apprécier par comparaison. Ils nous ont fait une guerre atroce, mais notre résistance les a rendus un peu plus sages et leurs délégués aux dernières négociations viennent de signer au moins une paix qui reconnaît notre indépendance, tandis que M. Kerensky nous avertit d'avoir à considérer la Russie comme un véritable ennemi pour demain.

Les Ukrainiens n'oublient pas qu'il a déjà traité notre pays de Judas et de traître en août 1917. Si un socialiste révolutionnaire comprend si mal le droit des peuples à l'indépendance, que doit-on penser du point de vue des autres partis qui s'échelonnent jusqu'à l'extrême-droite? Si c'est avec ceux-là que l'Entente prépare son intervention en Russie, nous sommes fixés d'avance sur l'attitude qu'elle adoptera envers nous.

Mais pourquoi donc s'adresse-t-on à des Russes pour se renseigner sur l'Ukraine?

Quand le Quai d'Orsay s'occupe des Tchèques ou des Yougo-Slaves, choisit-il des Allemands d'Autriche pour les convoquer au Quai d'Orsay?

La Société des Nations.

Nous avons publié l'autre jour un projet de traité d'arbitrage entre l'Ukraine et tous ses voisins. Ces jours derniers, deux chefs d'Etat ont prononcé d'importants discours sur cette question de la paix durable et de la Société des Nations. Ce sont d'une part le président de la Confédération suisse, M. Calonder, et le président des Etats-Unis, M. Wilson. Nous souscrivons pleinement aux idées qui ont été émises par les deux orateurs. Nous avons salué avec une joie particulière le remarquable historique et les déclarations si généreuses du président de la Confédération suisse, dont le discours exprime des sentiments qui sont partagés par l'immense majorité du peuple ukrainien.

Trouver un *modus vivendi* qui garantisse à toutes les nations leur liberté de développement et les mette à l'abri de toute attaque extérieure, voilà l'effort le plus utile auquel les hommes d'Etat puissent se consacrer dès aujourd'hui.

Sœur aînée de l'Amérique au point de vue des libertés politiques, la Suisse a sur les Etats-Unis cet immense avantage qu'elle se trouve encore neutre et que son activité charitable dans les œuvres de la Croix-Rouge lui assure l'amitié profonde et même officielle de tous les Etats belligérants des deux camps aussi bien que des pays neutres. Aussitôt que nous aurons pu établir les relations diplomatiques avec le gouvernement fédéral à Berne, nous demanderons à notre ministre des Affaires étrangères d'insister auprès de la Suisse pour prendre une initiative énergique en faveur d'une Société des Nations. Partant d'un pays neutre, le projet pourra recueillir des adhésions d'un côté et de l'autre et servir de base à l'organisation de l'Europe future.

Il faut noter aussi avec une grande satisfaction la fondation d'une ligue créée dans un but identique en Angleterre avec des représentants éminents des partis libéraux et socialistes. Il serait grand temps qu'une Ligue semblable soit instituée en Allemagne afin de montrer à l'opinion publique mondiale qu'on peut trouver aussi à Berlin des hommes influents prêts à travailler dans ce sens. Aucune idée n'est plus populaire aujourd'hui dans le monde entier que celle d'une Société des Nations, destinée à éviter les guerres futures. Si la Suisse pouvait la faire aboutir aussi bien qu'elle a mis sur pied la Croix-Rouge, l'humanité tout entière lui en garderait une éternelle reconnaissance.

Nouveau Ministère.

L'hetman s'est décidé à reconstituer le Cabinet dans un sens plus national en faisant appel aux candidats social-fédéralistes qui gravitent autour de M. Dorochenko. En attendant la liste définitive, nous ne pouvons que témoigner notre profonde satisfaction d'une décision aussi propre à rendre au pays son unité morale.

SITUATION DIPLOMATIQUE

Le gouvernement de la République a nommé le baron Fedor Steingel comme ambassadeur ukrainien à Berlin. Bien qu'il connaisse mal la langue ukrainienne, c'est un chaud partisan de notre indépendance, qui a même fait partie du Bureau de notre groupe parlementaire à la première Douma russe. Il est âgé de plus de 50 ans et sa famille est d'origine allemande, mais établie depuis des siècles dans notre pays.

Après la dissolution de la Douma il est parti avec d'autres membres à Wiborg en Finlande pour signer le fameux manifeste anti-gouvernemental. C'est un ancien membre de gauche du parti cadet. Pourtant lors des élections de la municipalité de Kiev au mois de juin 1917 il a figuré dans la liste des candidats du parti socialiste fédéraliste ukrainien, mais il n'a pas été élu. Pendant la guerre il a été nommé président de la section kievienne de l'Union des villes de Russie. Il a pris part au dernier Congrès du parti cadet ukrainien à Kiev, mais par suite de sa nomination au poste d'ambassadeur ukrainien à Berlin, il se retira de ce parti. C'est un grand propriétaire du district de Rovno en Volhynie, où longtemps avant la guerre il avait fondé un très riche musée ukrainien ainsi qu'une superbe bibliothèque.

Le gouvernement de la République a nommé le Dr Viatichlav de Lipinsky ambassadeur à Vienne en remplacement de M. le Dr Jakowliv. Le nouvel ambassadeur a rejoint son poste au commencement de juillet avec tout le personnel de la légation.

M. de Lipinsky est âgé d'une quarantaine d'années et appartient à la religion catholique romaine. Sa famille est originaire de la Volhynie et comptait jadis parmi cette noblesse polonisée au temps de la Rietch Pospolita. Le nouvel ambassadeur est retourné dès sa jeunesse à la nationalité oubliée par ses ancêtres. Il y a bientôt quinze ans qu'il travaille activement au mouvement politique et scientifique ukrainien.

En 1909 il a fondé à Kiev un journal en polonais *Przeglad Krajowy*, destiné à prêcher le retour à la nationalité ukrainienne parmi les anciennes familles polonisées comme la sienne. Sa popularité est grande à Kiev, en Volhynie et en Podolie. Ses articles ont paru en recueil en 1912 et il a publié l'année suivante un ouvrage intitulé: *La noblesse ukrainienne*. Il fait partie de l'Académie des Sciences de Léopol et de Kiev.

Officier de hussards, il a été blessé pendant la guerre et soigné dans un hôpital de Crimée. L'année dernière il a encore publié une brochure pour rappeler à ses coreligionnaires catholiques leur devoir de travailler à l'organisation d'une Ukraine indépendante.

Dans les Congrès militaires qui ont eu lieu en 1917 il s'est proclamé partisan d'une armée nationale qui serve de base à l'indépendance de notre Etat.

Chronique économique et financière.

La spéculation sur le change a pris des proportions grandioses ces derniers temps. Les agioteurs créent une hausse artificielle du change étranger en achetant en Ukraine de grandes quantités de billets de banque allemands pour les exporter en Russie. Le cours du mark allemand a ainsi atteint un rouble 20 kopeks, ce qui nuit sérieusement à la valeur du karbovanietz ukrainien. Pour couper court à ces spéculations effrénées, le ministre des Finances a proposé au Conseil des Ministres un projet de loi qui a été approuvé le 22 juin et qui va entrer en vigueur immédiatement.

La nouvelle loi interdit toute espèce de transaction commerciale sur l'achat et la vente de valeurs étrangères dont la somme dépasse 1000 karbovanietz, en dehors des endroits spécialement indiqués par le Ministère des finances. Elle punit les coupables de la confiscation des sommes et d'un emprisonnement de 8 à 16 mois.

* * *

Un ordre du jour du 26 mai du haut commandement de l'armée autrichienne en Ukraine fixe comme suit le cours des différentes valeurs monétaires en circulation:
1 rouble Romanoff ou Tsarsky = 2 couronnes.
1 rouble Kerensky = 1 couronne 33 heller.
Sous le nom de «rouble Kerensky» il faut compter aussi les roubles d'émission des différentes Doumas, y compris les billets de banque de 1000 et de 250. Ceux de 40 et de 20 roubles sont mis hors de la circulation, car ils sont trop facilement falsifiés.

* * *

Pendant le règne des Bolchéviki à Kiev, tout ce qu'il a été possible d'exporter d'Ukraine a été envoyé en Moscovie, aussi bien l'argent que le blé et le sucre. Les Bolchéviki ont expédié 5195 wagons, rien que des provinces de Kiev, de Volhynie et de Podolie. Lors des pourparlers de paix entre l'Ukraine et la Grande Russie, on a soulevé la question de réexpédier ces wagons chez nous, mais les Bolchéviki ne consentent à en renvoyer que la moitié, c'est-à-dire 2569.

LES CONGRÈS

Congrès des Zemstvos.

Le Congrès national des représentants des Zemstvos ukrainiens s'est ouvert à Kiev le 18 juin dernier. Cent trente délégués y ont pris part sous la présidence de M. Simon Petliura, ancien ministre du Cabinet Vinnitchenko. Voici les principales résolutions prises après quatre jours de discussion:

1. Tous les biens de l'Union des Zemstvos russes qui se trouvent sur le territoire de la République, doivent être rendus à l'Union des Zemstvos ukrainiens.

2. Il faudra fonder une banque spéciale pour tous les Zemstvos de l'Ukraine.

3. Il faudra créer des fabriques et des industries pour faciliter, d'une part, la situation financière très difficile des Zemstvos et pour encourager, d'autre part, le développement de la force productrice de l'Etat.

4. Il faudra fonder un organe central médico-sanitaire et des institutions analogues sous le contrôle de l'Union.

Le succès du Congrès a montré qu'il existe encore en Ukraine un grand nombre de forces créatrices dans le sens national et que la masse populaire, malgré la révolution et les préoccupations sociales, reste profondément attachée à son idéal d'indépendance démocratique. Malheureusement la situation financière est affligeante. Les impôts pour 1917 rentrent bien lentement et pour 1918 pas du tout. M. Krasnow, qui rapportait sur cette question, a proposé de demander au gouvernement une avance de 80 millions de karbovanietz et d'élaborer un mémoire détaillé sur les mesures nécessaires pour fortifier l'organisation des Zemstvos.

Le Congrès a envoyé au Président du Conseil Lysohoub une délégation composée des prof. Fomine, Svitchine, et de MM. Jabovenko et

Novak. Le premier ministre a examiné favorablement leur mémorandum et a promis de prendre en considération la plupart de leurs desiderata.

Dans sa séance du 20 juin, le Congrès a entendu un rapport de M. Siropolko sur l'instruction publique et a exprimé le vœu que toutes les écoles ecclésiastiques du pays soient immédiatement transformées en écoles municipales placées sous la direction des Zemstvos. Le Congrès, après avoir discuté exclusivement de questions économiques et sociales, a tenu le dernier jour une séance à huis clos et a pris quelques résolutions politiques destinées à être présentées à l'hetman. La tendance en était la suivante : Les Zemstvos sont prêts à soutenir le gouvernement du dictateur à condition que son cabinet se complète d'éléments nationaux.

Le nouveau Bureau de l'Union des Zemstvos ukrainiens est désormais composé de MM. Simon Petliura, président, M. Prokopovitch, Salikovski, Matziewitch et Savtchenko-Bilsky.

Congrès des artistes.

Le Congrès des artistes, architectes et sculpteurs ukrainiens s'est tenu, à Kiev, les 15 et 16 juin dernier, sous la présidence du prof. G.-B. Pavloutzki. Le discours d'ouverture a été prononcé par M. Antonovitch, président de la Société des artistes, en présence de l'hetman, de l'archevêque Alexis et des ministres Wassilenko et Zinkiwsky. Notons parmi les rapports présentés au Congrès, celui du président sur l'art décoratif national et celui de M. Kouljenko sur la situation actuelle de la production artistique en Ukraine.

Le Congrès a élu un comité chargé d'organiser une deuxième assemblée à Noël, de préparer les statuts d'une association des peintres et des sculpteurs et d'élaborer un projet de loi sur les droits d'auteur.

Le Congrès avait organisé, dans les salles de l'Académie des Beaux-Arts, une exposition de maquettes architecturales et décoratives, ainsi que des galeries de peintures, de photographies et d'arts graphiques. Un public très nombreux y a fait honneur.

Le Congrès a élu un comité formé de : M. le prof. Pavloutzki, président, MM. Mikhaïlov, Sereda, Ischenko, Kosik et Mme Sosinska.

Congrès coopératif.

Le troisième Congrès coopératif a eu lieu à Kiev les 26, 27 et 28 mai, avec 200 participants, dont plusieurs représentants des coopérations de Galicie et de Bulgarie. M. Tougan Baranovsky, professeur, ex-ministre des Finances, a été élu président du Congrès. M. Martos a présenté un premier rapport sur l'organisation du mouvement coopératif en Ukraine. Jusqu'à présent, notre pays n'avait pas de plan général pour l'organisation de ce mouvement dans tous les districts. Déjà depuis longtemps on discute ce plan, mais rien n'est encore définitif.

Pendant les discussions, on a pu remarquer que les délégués étaient partagés en deux camps : Le plus grand groupe était partisan d'une organisation coopérative nationale ayant son siège à Kiev comme capitale de l'Etat ukrainien indépendant. Par contre, l'autre groupe était partisan de l'organisation de plusieurs centres coopératifs d'après l'importance économique de certaines parties de l'Ukraine, comme Kharkov et Ekaterinoslav.

M. Pavlovski a fait l'exposé de l'activité centrale de toutes les coopératives de l'Ukraine depuis le deuxième Congrès.

Dans la séance de la section économico-politique, M. Boukhanowsky a fait un discours très documenté sur la politique financière et coopérative. Nous ne pouvons donner que quelques extraits de ce remarquable exposé, faute de place :

« La guerre et la révolution ont amené l'Ukraine à une indépendance complète. Aujourd'hui, c'est la bourgeoisie qui commence à organiser l'Etat ukrainien. Notre vie économique n'est pas dans une situation brillante. L'industrie est presque arrêtée, les transports sont bien malades, le commerce accaparé par la spéculation, la campagne réduite à l'anarchie à cause de la réforme agraire. Les coopératives ont une grande tâche à accomplir pour améliorer la situation. Celle-ci est d'autant plus difficile que nous devons créer nos organisations nationales et de nombreux centres. Il faut mobiliser toutes les forces créatrices des coopérations. »

Le rapporteur a critiqué ensuite les résolutions du Congrès industriel et des grands propriétaires en proposant au gouvernement ukrainien une politique tout à fait autre. Il faut immédiatement rompre avec le cours financier et le système monétaire de la Russie pour organiser notre propre système monétaire. Egalement il faut faire bien attention au crédit d'Etat. Jusqu'à présent, il existe seulement onze banques ukrainiennes, sans compter les sociétés de crédit et coopératives analogues. Le reste sont des banques étrangères.

L'Ukraine est très mal servie par les établissements de crédit. Le commerce seulement peut donner de grands bénéfices. La vie industrielle est presque nulle, mais dans le commerce c'est une vraie bacchanale de spéculations. Trois cent seize sociétés de crédit mutuel, 11 banques d'actions et 150 succursales de banques étrangères font des spéculations sur le crédit. Le seul moyen d'arrêter cet état de choses, c'est de monopoliser le crédit.

Il faut centraliser toutes les opérations sur une banque d'Etat, ouvrir toute une série de nouvelles succursales et d'établissements d'Etat au lieu des établissements privés qui existaient jusqu'à présent. Les coopérations devront avoir la primeur du crédit. Les banques d'Etat doivent être transformées en banques d'émission. Le commerce libre doit être limité et le commerce en gros pour l'étranger monopolisé par l'Etat. Le commerce en détail doit être concentré peu à peu dans les différentes coopérations.

Tandis que les Empires centraux ont organisé de puissants syndicats spéciaux pour le commerce avec l'Ukraine, notre gouvernement a déclaré le commerce libre. Cet état anormal doit être changé. Il faut au contraire organiser toute une série de monopoles du blé, du sucre, de l'alcool, du vin, du fer, du charbon, du bois, des sociétés d'assurance, etc., la coopération entrera dans ces syndicats comme commanditaire.

L'Etat doit être développé par l'organisation intensive d'entreprises gouvernementales et par de nouveaux chemins de fer. Nous devrons demander un changement de la politique actuelle, qui n'est pas dans l'intérêt de la démocratie et qui est un obstacle au développement des coopératives. Cet exposé a été très applaudi.

Au cours de la discussion, le professeur Tougan Baranovsky était, au point de vue purement économique, pour la rupture avec le système monétaire russe, le plus vite possible. La valeur du rouble russe s'approche de zéro. Le krach est imminent. Nous devrons organiser notre propre change et l'appuyer sur le système de change allemand.

A propos du blé, le professeur est d'avis que ni le monopole, ni le commerce libre ne peuvent régulariser la situation. Il faut que le commerce du blé soit sous le contrôle du gouvernement et réponde aux intérêts de l'Etat.

Ensuite, l'ex-ministre des communications, M. Sokovitch, a fait un discours à propos de la part qu'ont prise les coopérations dans l'établissement des chemins de fer. Pour améliorer les transports, l'Etat ukrainien doit commencer par la construction de plusieurs lignes. Vu le manque de fonds, l'Etat sera obligé ou de donner ses concessions privées, ou de laisser cette construction aux mains des coopératives. Jusqu'à présent le Ministère des communications a déjà fait des projets pour la construction de treize nouvelles voies ferrées. La construction de ces lignes donnera sans doute du travail à plusieurs centaines de mille ouvriers.

La section juridique a élaboré ensuite un projet de loi pour les coopérations.

Faute de place, nous ne pouvons insérer les résolutions très intéressantes adoptées dans le sens du socialisme d'Etat. Après la clôture du Congrès, les délégués chantèrent l'hymne national et se séparèrent très encouragés.

DERNIÈRES NOUVELLES

Léopol, 8 juillet (B. T. U). — Les journaux polonais de Cracovie publient des dépêches de Vienne communiquant que le ministère de l'intérieur autrichien travaille activement à élaborer les bases de la création d'une nouvelle province de Galicie orientale et de Bukovine, conformément au traité de Brest.

Léopol, 8 juillet (B. T. U.). — On mande de Kichinev que des révoltes sanglantes ont eu lieu parmi les nouveaux soldats bessarabiens contre les officiers roumains. Un régiment bessarabien s'est enfui en Ukraine.

Léopol, 8 juillet 1918.

— L'ancien premier ministre Vinnitchenko vient d'écrire une nouvelle tragédie sur la période de domination des maximalistes en Ukraine. La publication de cette œuvre est attendue avec impatience.

— L'ex-rédacteur du journal russophile *Kievlanin*, et le général Dragomirov viennent d'être arrêtés sous l'inculpation d'avoir organisé une conspiration contre le gouvernement ukrainien et l'Allemagne et pour la restauration de la Russie.

— L'hetman Skoropadsky a prononcé un discours-programme devant les représentants des instituteurs ukrainiens. Il a dit entre autres que les 250 ans de vie commune entre l'Ukraine et la Grande Russie ont été une période de dure oppression abolie par la Révolution. Le pouvoir ayant été pris en Ukraine par des gens qui étaient incapables d'organiser l'Etat ukrainien, il s'est décidé à prendre tout le pouvoir pour le bien du peuple. Les instituteurs ukrainiens ont une grande tâche à remplir. Ils doivent élever le niveau intellectuel du peuple et lui montrer que les éléments perturbateurs travaillent contre ses intérêts.

— L'agence Wolff dément la nouvelle du débarquement des troupes japonaises à Vladivostok. Nos lecteurs pourront se reporter à la *Svenska Dagbladet* d'Helsingfors qui écrit que l'ambassadeur japonais à Moscou a déclaré que le débarquement des troupes japonaises à Vladivostok avait simplement pour but de protéger les Alliés.

— Le Conseil des ministres a résolu d'envoyer en Russie deux consuls généraux à Moscou et à Pétrograd, et de créer trente autres consulats. Il a nommé pour Moscou M. Krywcow, économiste national, ex-directeur du département du ministère de l'Agriculture.

— Une seconde émission de la banque d'Etat aura lieu très prochainement pour une somme de 2 millions. On délibère sur la nécessité d'une autre émission de 7 millions.

— Les Turcs ont occupé les côtes de la Mer Noire jusqu'à Tuapse et ont rétabli les communications avec Batoum.

Les Bolchevikis ont fait couler 36 vaisseaux de commerce à Noworossisk.

Kiev, 7 juillet 1018

— L'anthropologiste ukrainien, prof. Théodore Wowk, chevalier de la Légion d'honneur de Paris, qui se rendait de Pétrograd à Kiev pour collaborer à l'organisation d'une académie des sciences, vient de mourir en route.

— D'après la *Vidrodjenia*, on projette de fonder à Kiev un institut pour les relations littéraires entre l'Ukraine et la France.

— D'après l'*Odesskaïa Mysl*, les Cadets Milioukov et Nabokov sont actuellement à Kiev. Le premier projette d'y convoquer une assemblée constituante pan-russe et de diriger de Kiev le mouvement pour la reconstitution de l'empire russe.

LETTRES DE LÉOPOL

Au Reichsrat

Léopol, 17 juin 1918.

Comme je l'ai rapporté précédemment, le président du Conseil autrichien espérait obtenir une majorité à la Chambre des députés en se conciliant, — avec l'aide des Allemands qui devaient former le fond de cette majorité, — aussi bien les Polonais que les Ukrainiens. Dès aujourd'hui on peut considérer que ce plan a échoué, car le Club polonais a adopté une attitude hostile, non seulement envers les Ukrainiens, mais aussi envers le Président du Conseil.

La Commission parlementaire du Club polonais, qui a siégé les 10 et 11 juin à Cracovie pour délibérer sur la tactique à adopter, a décidé de n'entrer en négociations, pour la formation d'une majorité, qu'avec les groupes qui se porteraient garants que la Galicie ne serait pas partagée et que le royaume de Pologne continuerait à subsister, au moins dans ses frontières du Congrès de Vienne. En d'autres termes, que les revendications ukrainiennes concernant la création d'une province ukrainienne en Autriche et l'incorporation du pays de Cholm à l'Ukraine ne seraient pas réalisées.

La Commission parlementaire du Club polonais a déclaré en outre que dans l'intérêt de l'Etat, elle demandait la démission du Cabinet Seidler, parce que celui-ci en acceptant le traité de paix avec l'Ukraine et en s'engageant au partage de la Galicie, avait commis un crime envers les Polonais.

Si les revendications polonaises étaient réalisées, les Ukrainiens ne pourraient naturellement pas continuer à faire partie de la majorité. En conséquence, l'assemblée générale de l'Union parlementaire ukrainienne a pris, à l'unanimité, le 14 juin, la résolution suivante :

« Vu la crise parlementaire causée par les Polonais, qui veulent l'utiliser pour leur politique impérialiste d'annexion à l'égard du pays de Cholm, de la Podlachie et de la Galicie orientale, et qui veulent forcer le gouvernement autrichien à rompre les clauses du traité conclu avec l'Etat ukrainien, l'assemblée générale de l'Union parlementaire ukrainienne a résolu de poser les conditions suivantes à sa collaboration positive à la Chambre des députés autrichienne. Les milieux compétents devront garantir : 1° que le traité de Brest-Litovsk, conclu avec l'Etat ukrainien, sera exécuté dans son entier ; 2° que les revendications du peuple ukrainien d'Autriche concernant la création d'une province ukrainienne spéciale, formée de la partie orientale de la Galicie et de la Bukovine, seront réalisées.

L'Union parlementaire ukrainienne est favorable à la convocation du Parlement. Mais si celle-ci ne devait avoir lieu qu'au prix d'un acquiescement aux désirs des Polonais, l'Union parlementaire se verrait forcée de commencer une vive opposition et d'employer les moyens les plus énergiques pour défendre au Parlement comme ailleurs, ses droits nationaux menacés. »

Les deux résolutions, celle des Polonais et celle des Ukrainiens, prouvent une fois de plus que les deux partis restent irréconciliables. Le 21 juin aura lieu l'assemblée générale du Club polonais. Les partis bourgeois allemands espèrent que les Polonais changeront d'attitude, au moins à l'égard du président du Conseil, rendant ainsi de nouvelles négociations possibles. Mais pour que ces négociations aboutissent à un résultat, il faudrait que M. de Seidler accepte les conditions des Polonais, ce qui non seulement serait contraire aux revendications ukrainiennes, mais aussi au traité conclu avec l'Ukraine.

De nouvelles difficultés s'ajoutant à celles-ci, vu l'attitude des Tchèques et des Yougo-Slaves, la Chambre des députés ne pourra, selon toute probabilité, tenir sa session d'été.

Dr MICHEL LOZYNSKY.

Hongrie et Pologne

Léopol, le 24 juin.

Les Polonais de Galicie viennent d'obtenir l'appui des Magyars dans leurs désirs d'annuler le traité de Brest, d'arracher le pays de Cholm à la République, d'empêcher le partage de la Galicie et la création d'une province spéciale composée de la Galicie orientale et de la Bukovine, et par contre de réunir le royaume de Pologne et la Galicie en un Etat polonais sous le sceptre des Habsbourg ; en un mot d'obtenir une solution austro-polonaise de la question.

Le député Bathiany du parti Karolyi a déposé une interpellation au Parlement hongrois, demandant non seulement l'incorporation du pays de Cholm à la Pologne, mais aussi protestant contre le partage de la Galicie, car il craint que la création d'une province ukrainienne autonome en Autriche n'exerce sur la population ukrainienne de Hongrie une influence nuisible à la nation et à l'Etat hongrois. Enfin le député Bathiany s'est déclaré pour la solution austro-polonaise.

A la même époque, les leaders du parti conservateur polonais, soit le prince Lubomirski, le conseiller secret Jendrzejowicz et l'ancien chef du Comité national suprême, professeur Jaworski, se sont rendus à Budapest ; la presse polonaise a rapporté ce qui suit sur le but et le résultat de leur voyage : « Les politiciens polonais d'Autriche sont depuis longtemps en contact avec les milieux politiques hongrois. Cette fois, la visite des Polonais à Budapest avait en premier lieu pour but de rendre les hommes d'Etat hongrois favorables à la solution austro-polonaise. La délégation a eu l'impression que cette solution pouvait compter absolument sur l'appui des Hongrois. De même le partage administratif de la Galicie a été discuté et les parlementaires polonais peuvent être certains désormais, d'après les affirmations qu'ils ont reçues, que le gouvernement hongrois et les milieux parlementaires partagent pleinement la manière de voir des Polonais d'Autriche. »

Quant à la Galicie, c'est une question intérieure d'Autriche à laquelle la Hongrie ne doit pas se mêler. C'est pourquoi le bureau de l'Union Parlementaire ukrainienne de Galicie s'est rendu chez le Président du Conseil et a protesté contre l'immixtion du gouvernement hongrois dans les affaires de Galicie.

En ce qui concerne l'appui donné par les Hongrois à la solution austro-polonaise, celui-ci est en rapport avec les aspirations hongroises tendant à incorporer la Dalmatie à la Croatie-Slavonie, la Bosnie et l'Herzégovine à la Hongrie et par ce moyen à obtenir un agrandissement considérable de territoire. En compensation, la solution austro-polonaise serait adoptée pour l'Autriche.

Mais en fait, cette compensation n'en serait pas une. L'Autriche perdrait non seulement la province de Dalmatie et son condominium sur la Bosnie et l'Herzégovine, mais devrait aussi céder sa plus grande province, la Galicie, à l'Etat polonais. Par contre, la Pologne serait rattachée à l'Autriche par une union personnelle. L'Autriche ne pourrait que perdre en acceptant cette solution, car son territoire en serait considérablement diminué.

Les milieux austro-allemands commencent du reste à s'en rendre compte. Ainsi, la *Reichspost*, organe chrétien-social, proteste énergiquement contre cette solution. « Un royaume de Pologne, écrit-elle, comprenant aussi la Galicie, n'enrichirait pas l'Autriche ; son centre de gravité économique serait à Varsovie et non à Cracovie ou à Lemberg. Il aurait une longue ligne de frontières communes avec la Prusse et la Hongrie, mais une très courte avec l'Autriche. Si nous ne dominons pas complètement ce territoire au point de vue politique, les intérêts économiques allemands et hongrois, une fois d'accord, deviendront d'une importance décisive, et la solution austro-polonaise sera transformée en une solution *hongro-polonaise*. »

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Фабрика годинників

Ф. ОБРІ - ШАЛЬТЕНБРАНД

у ШО-де-ФОН (Швайцария)

Фабрика постачає всілякого роду годинники золоті, срібні, метелеві, сталеві і фантезі. Від 8 - 24 ліній розміру

Годинники анкрові і циліндрові. Браслеткові годинники всілякихгатунків.

Годинники вироблені в цілому і шабльоні для годинників

Fabrique d'horlogerie F. Aubry-Schaltenbrand, La Chaux-de-Fonds

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS **20 centimes.**

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 59 Lausanne, 18 Juillet 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 16 juillet 1918.

Nous consacrons la plus grande partie de notre numéro à la question du pays de Cholm et de la Podlachie, qui est à nouveau soulevée par la politique intense de polonisation qui est organisée là-bas avec la complicité des autorités austro-hongroises. Les émigrés polonais d'Occident ne se rendent vraiment pas compte de ce qui se passe et c'est en grande partie à leur intention que nous publions aujourd'hui des documents qui pourront leur ouvrir les yeux.

Nous ne doutons pas qu'ils ne ressentent profondément la honte qu'il y aurait pour leur patrie à laisser mourir de faim sur le seuil de leur terre natale les centaines de milliers d'évacués ukrainiens que les armées russes avaient chassés au cours de leur retraite. Refuser à tous ces malheureux la rentrée dans leurs foyers et installer des colons polonais sur leurs terres, voilà un moyen d'influencer les statistiques trop scandaleusement contraire au droit des peuples pour qu'il ne se trouve pas au moins quelques voix polonaises prêtes à protester avec nous.

Nous attendons ces voix avec impatience.

* * *

Les dépêches de Kiev nous annoncent l'arrivée en masse de monarchistes russes, qui débarquent chez nous par trains entiers. M. Milioukoff et ses amis établissent dans notre capitale un véritable quartier-général de restauration russe et nous demandons à notre gouvernement jusques à quand il a l'intention de tolérer ces menées sur notre sol natal.

Puisque nous sommes en train de signer la paix avec le gouvernement russe actuel, nous commettrions un acte de déloyauté à son égard si nous permettions que notre pays serve de base à un mouvement dirigé contre lui. Du moment où nous demandons aux Bolchéviki de renoncer absolument à s'immiscer dans nos affaires et à ne plus favoriser chez eux des campagnes révolutionnaires dirigées contre nous, il n'est que juste de leur accorder la pleine réciprocité dans ce domaine.

Nous devons donc considérer comme indésirable la présence à Kiev de personnages qui ont d'ailleurs témoigné ouvertement leur hostilité contre notre indépendance nationale. A moins qu'ils ne s'engagent à se retirer de la politique active pour aller villégiaturer au bord de la mer Noire, leur expulsion s'impose immédiatement.

* * *

L'Autriche-Hongrie n'a pas encore ratifié le traité de Brest et cependant elle organise déjà toute une série de syndicats de transport pour exploiter les richesses économiques de notre pays. Nous attendons de notre gouvernement qu'il s'oppose absolument au départ d'un seul wagon dans la direction des Carpathes tant que cette ratification n'aura pas eu lieu. Il s'agit de jouer franc jeu et d'établir nos relations de bonne entente sur des bases solides et réciproques.

* * *

Du moment que la paix de Brest est signée — et depuis longtemps — nous nous demandons pourquoi les puissances centrales continuent à considérer une partie de notre pays comme territoire occupé. Non seulement au pays de Cholm et en Podlachie, mais en Volhynie aussi, les autorités militaires détiennent tout le pouvoir et organisent un régime spécial en fixant par exemple la valeur de l'argent à un autre cours que celui qui est établi à Kiev et en maintenant une juridiction militaire particulière.

Il est grand temps que cet état de choses prenne fin et le gouvernement de la République devrait insister dans ce but à Vienne et à Berlin.

* * *

La campagne polonaise contre le partage de la Galicie et la formation d'une province ukrainienne avec la Bukowine a trouvé un appui enthousiaste en Hongrie, où l'on craint sans doute de réveiller l'irrédentisme des populations ruthènes du versant méridional des Carpathes.

Il y a là aussi motif de préoccupation sérieuse pour nos représentants à Léopol et nous espérons qu'ils n'auront pas négligé d'aller s'entendre à Budapest avec les éléments hongrois raisonnables qui comprennent la nécessité de faire justice aux voisins pour assurer l'accord futur.

Revue industrielle et commerciale.

Nos consuls à l'étranger.

L'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis sont les pays qui ont le mieux compris que les consuls à l'étranger doivent être autre chose que de simples fonctionnaires chargés de viser les passeports et de légaliser les signatures. La bureaucratie consulaire avait complètement négligé les intérêts commerciaux des pays qu'elle représentait. C'est pourquoi les trois Etats que nous venons de nommer avaient renoncé à nommer consuls des fils à papa et des protégés aristocrates pour y envoyer désormais à leur place des hommes parfaitement au courant des besoins de l'industrie et du commerce.

La République populaire ukrainienne fera bien de marcher résolument dans cette voie et de ne suivre aucune des traditions routinières du régime tsariste. Nos consuls démocratiques devront être les serviteurs de notre peuple à l'étranger et se pénétrer de la conviction qu'ils travaillent pour leur patrie à chaque minute.

Dans les pays qui exportent leurs produits chez nous, le consul ukrainien devra connaître à fond les différentes branches de l'industrie et les conditions d'exportation. Là où il n'y a pas de Chambre de commerce, il devra la remplacer lui-même par son activité constante, en donnant tous les renseignements nécessaires.

Dans les pays qui importent nos matières premières, il faudra nommer des consuls bien informés des besoins du marché qu'ils auront sous les yeux. S'il existe une Chambre de commerce ukrainienne, le représentant de la République devra la soutenir et l'encourager de toutes ses forces. Il devra se garder comme du feu des tendances bureaucratiques et se mettre au service de son peuple avec une ardeur qui lui soit facilitée par des crédits suffisants.

Comme serviteur responsable devant sa patrie, il devra toujours être prêt à lui rendre les comptes et devra même être tenu de publier chaque année un rapport sur le trafic entre l'Ukraine et le pays où il la représente. Il faudra désigner pour ces postes, non seulement des hommes de science pure, mais avant tout des intelligences dirigées vers la vie pratique et bien informées de ses conditions. C'est ainsi qu'ils pourront défendre amicalement et victorieusement les intérêts vitaux de la République à l'étranger.

Au Pays de Cholm.

Le ministre des Affaires étrangères, Dorochenko, a reçu une délégation de paysans ukrainiens du pays de Cholm, venus se plaindre des persécutions exercées contre eux par les autorités polonaises. Les réfugiés ukrainiens n'obtiennent pas l'autorisation de rentrer dans leurs foyers. Leurs maisons et leurs champs ont été donnés à des colons polonais. Des organisations secrètes terrorisent les intellectuels ukrainiens, afin d'arriver à poloniser tout le pays de Cholm.

Vienne, 1er juillet (B. T. U.) On nous communique de Léopol que le terrorisme polono-autrichien dans le pays de Cholm a atteint son apogée. Aux frontières du pays plus de 100 000 réfugiés de ces contrées campent en pleins champs dans une situation désespérée. Le gouvernement autrichien s'oppose à ce qu'ils rentrent dans leurs foyers, leurs biens ayant déjà été donnés par les Polonais aux colons masoures, contre toutes les règles du droit international.

LA QUESTION DE CHOLM

Un document officiel.

Le 12 juin 1918, le Ministère des Affaires étrangères ukrainien a adressé au Ministère des Affaires étrangères austro-hongrois la note suivante :

Au Ministère Impérial et Royal des Affaires étrangères.

La question de l'attribution future du pays de Kholm et de la Podlachie a été résolue en principe par le traité de Brest et les articles complémentaires signés par les représentants de l'Ukraine et de l'Autriche-Hongrie, dans le sens de l'attribution de ces territoires à l'Ukraine. Seules les frontières définitives dans le pays de Kholm n'ont pas été fixées. Ces frontières doivent être établies par la commission mixte prévue dans les articles du 4 mars, sur la base des données ethnographiques et du désir de la population. Avant la conclusion de la paix, le pays de Kholm était occupé en partie par les troupes allemandes et en partie par l'armée austro-hongroise. Après la conclusion de la paix, le gouvernement ukrainien a nommé un commissaire dans le pays de Kholm et de Podlachie, commissaire qui fut admis par l'Allemagne à accomplir ses fonctions dans le territoire occupé. Quant au territoire occupé par l'Autriche-Hongrie, la situation y est tout autre. Non seulement les autorités civiles et militaires n'ont pas laissé le commissaire ukrainien remplir ses fonctions, mais encore elles ont modifié le *statu quo ante* dans le pays de Kholm au profit de la Pologne.

Le Ministère impérial et royal des Affaires étrangères ne pouvait ignorer qu'au commencement du mois d'avril de l'année courante des élections au Conseil d'Etat polonais avaient été faites dans les districts de Zamostié, Krasnostav, Bilgoraï, Tomaschiv et Hroubeschiv et que les Polonais Chodakowski, Jablonski et Moliszewski avaient été élus. Dans ce même mois d'avril, le Conseil de Régence a approuvé l'institution d'un tribunal et l'attribution à ce tribunal des districts de Zomostié, Bilgoraï, Tomaschiv et Hroubeschiv. En outre, nous avons appris que les passeports délivrés par les autorités militaires austro-hongroises aux habitants du pays de Kholm portent la mention de leur nationalité polonaise. Enfin, les habitants du pays de Kholm qui ont été évacués pendant la guerre n'ont pas encore été rapatriés, et à leur place, les fonctionnaires polonais installent des colons polonais. Tous ces faits montrent que le *statu quo* du pays de Kholm n'a pas été modifié dans le sens indiqué dans le traité de paix. Ce qui se passe actuellement dans le pays ne peut en aucun cas favoriser une solution meilleure de la question de Kholm entre l'Ukraine, l'Autriche et la Pologne.

En se plaçant au point de vue du traité de paix et en considérant les assurances données par les représentants du gouvernement impérial et royal austro-hongrois dans d'autres accords, le soussigné a l'honneur de porter, au nom du gouvernement de l'Etat ukrainien, à la connaissance du Ministère impérial et royal des Affaires étrangères, les faits mentionnés ci-dessus et attend du gouvernement impérial et royal austro-hongrois qu'il prenne les mesures nécessaires pour que tout ce qui a été introduit par la Pologne dans le territoire de Kholm soit annulé, pour que tous les habitants soient rapatriés sans retard pendant la guerre et que l'immigration des Polonais dans le pays de Kholm soit arrêtée.

Kiev, 12 juin 1918.

Signé : Dmytro Dorochenko, chef du Ministère des Affaires étrangères. Lossky, chef du Département, et Nadia Sourowtsowa, chargée de la division politique.

Des copies de cette note ont été transmises aux représentants des autres gouvernements étrangers.

La censure polonaise et la protestation de Cholm.

Nous publions ci-dessous la protestation du Comité exécutif du pays de Cholm en soulignant les passages supprimés par la censure autrichienne dans les journaux ukrainiens de Galicie et que nous avons pu reconstituer d'après le texte paru dans la presse de Kiev et dans les publications ukrainiennes de Vienne.

Cette différence prouve assez que la censure de Léopol est dirigée ou influencée par des Polonais et se montre absolument hostile aux Ukrainiens en favorisant les appétits impérialistes polonais en violation formelle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes :

Protestation du comité exécutif du Pays de Cholm.

Le traité de Brest attribue le pays de Cholm et la Podlachie à l'Ukraine. La base de cet acte international était la ferme volonté de la population de réunir son pays et sa vie politique à celle de la République, volonté déjà exprimée au Congrès des délégués du pays de Cholm assemblés à Kiev les 25 et 27 août 1917 et prouvée par les données statistiques officielles.

Le traité de Brest a fixé les points principaux de la frontière occidentale entre l'Ukraine et la Pologne, mais cette solution n'a pas plu aux chauvins polonais. Ils ont employé tous les moyens possibles pour obtenir une extension de la frontière orientale de la Pologne en faisant ainsi violence à la majorité de la population du pays et en faisant perdre à l'Ukraine une partie de son territoire.

Sous la pression de ces protestations polonaises impérialistes on a conclu le traité complémentaire du 5 mars 1918 d'après lequel la frontière occidentale de l'Ukraine pourra être déplacée et reculée plus à l'est que le tracé indiqué à Brest, en tenant compte des circonstances locales. Le défaut de cet arrangement supplémentaire consiste dans le fait qu'il ne prévoit qu'un recul de frontière à l'est, tandis que les conditions ethnographiques exigent un déplacement de la ligne à l'est en certains points et à l'ouest en d'autres endroits comme par exemple dans les districts de Bilgoraï, de Konstantiniv, de Sokoliv, où se trouve Dorogotchine et où fut couronné jadis Danylo, roi de Galicie et de Volhynie.

Quoi qu'il en soit, la population ukrainienne du pays de Cholm et de Podlachie a considéré cet arrangement (avec la correction indiquée) comme le meilleur moyen d'arriver à un accord de bon voisinage entre les deux peuples et elle était prête à subir les conséquences de cet arrangement complémentaire. Quant à la Pologne, quoique pas encore formée en Etat, elle a pris une tout autre attitude et a déjà commencé à forger des fers pour enchaîner son voisin et son frère. Rêvant d'une Grande Pologne indépendante qui s'étende d'une mer à l'autre, les chauvins font tous leurs efforts pour obtenir de Vienne et de Berlin la permission d'annexer le pays de Cholm et la Podlachie.

Pour fournir une base à ces prétentions, les Polonais ont commencé dès 1915 à dénationaliser la population du pays de Cholm, activité dans laquelle ils sont malheureusement aidés par les autorités austro-hongroises. Ainsi ils ont installé des colons polonais du centre du Royaume sur les terres des évacués ukrainiens. Ils ont fermé les écoles ukrainiennes et renvoyé les fonctionnaires. Ils ont forcé les enfants ukrainiens à fréquenter les écoles polonaises. Ils ont totalement interdit l'accès du pays aux Ukrainiens cultivés de Galicie et au clergé en particulier.

Pour satisfaire aux besoins religieux de la population, ils ont fait venir un prêtre roumain qui sait un peu de polonais et pas d'ukrainien. Ils ont installé des dépôts d'intendance dans plusieurs églises orthodoxes.

Ils ont plusieurs fois menacé la population d'organiser une nuit de la St-Barthélemy pour la forcer à s'appeler polonaise. Il y a eu plusieurs exemples de persécutions par d'autres moyens encore. Cette honteuse activité des « patriotes polonais »

a commencé à se propager déjà dans la Podlachie où, par exemple, on a condamné à mort, à Dreliv, le prêtre uniate Kit pour sa propagande ukrainophile. Toutefois ces menées ont été arrêtées par les autorités allemandes qui ont défendu les intérêts de la population locale ukrainienne.

Toujours sous l'influence des chauvins polonais, l'Autriche-Hongrie a retardé jusqu'ici la ratification du traité de Brest. Le pouvoir des autorités ukrainiennes, qui est reconnu en Podlachie, ne l'est pas encore au pays de Cholm. Les réfugiés n'ont pas le droit de rentrer dans leurs villages. Des centaines de milliers de ces malheureux attendent sur le seuil de leur pays natal et meurent de froid, de faim et d'épidémies contagieuses.

Les Polonais ont l'air de se moquer d'eux et se réjouissent à la pensée que cela les forcera d'accepter cette nationalité. Ils voient avec cynisme que c'est le premier pas vers la création d'une grande Pologne impérialiste.

Le dernier écho des menées chauvines des politiciens polonais a été la déclaration du ministre Burian en visite à Berlin. Il était partisan de joindre la Pologne avec le pays de Cholm et la Podlachie à la monarchie austro-hongroise. Que signifie une telle déclaration après la conclusion du traité de Brest et surtout après la conclusion d'arrangements additionnels ajoutés sur la demande de l'Autriche et signés par le plénipotentiaire austro-hongrois ?

C'est une offense et une injure, non seulement pour la population ukrainienne du pays de Cholm, mais pour la nation tout entière.

Avec le ferme espoir que son appel sera entendu, le Comité exécutif du pays de Cholm, qui a pour mission de défendre les intérêts de cette région et de la Podlachie (mission qui lui a été confiée par le Congrès des délégués mentionné plus haut), s'adresse au monde entier et attire l'attention de tous sur les actions et les menées polonaises qui ont pour but la destruction du mouvement ukrainien au pays de Cholm, et qui ne sauraient avoir d'autre résultat que de causer de nouveaux malheurs à la population ukrainienne déjà si éprouvée par la guerre et par l'exil forcé. Il proteste énergiquement contre la politique tendancieuse de l'Autriche-Hongrie en cette affaire et invite tous les citoyens libres à prononcer un juste jugement. En même temps, le Comité s'adresse aux autorités ukrainiennes, allemandes et autres, qui sympathisent aux justes revendications de la majorité des habitants et leur demande instamment :

1. qu'on résolve le plus tôt possible la question du pays de Cholm et de la Podlachie, conformément aux principes du traité de Brest,

2. que la population de ces pays, qui a déjà tant souffert, obtienne la possibilité de rentrer dans ses foyers, de reprendre possession de ses propriétés et de se remettre paisiblement au travail, en repoussant de ce fait et une fois pour toutes les injustes prétentions des Polonais sur ces contrées ukrainiennes.

Kiev, le 15 juin 1918.

Les Galiciens et Skoropadsky

Le *Dilo*, principal organe des Ukrainiens d'Autriche, qui avait jusqu'ici violemment attaqué le gouvernement de l'hetman, publie un article de fond dans lequel il déclare que la suppression du système socialiste révolutionnaire désespéré adopté par l'ancien gouvernement et par suite la création du régime Skoropadsky sont dans l'intérêt de l'Etat ukrainien ; il invite les Ukrainiens d'Autriche qui se trouvent actuellement en Ukraine à soutenir l'hetman dans la pacification du pays. Ce changement d'attitude du *Dilo* équivaut à une volte-face définitive de l'opinion publique ukrainienne en Autriche en faveur du nouvel état de choses en Ukraine.

Colonie ukrainienne en Suisse.

Depuis le commencement de juillet séjourne à Lausanne un de nos compatriotes, personnalité ukrainienne, M. Alexandre Sevriuk, président de la délégation ukrainienne de paix à Brest-Litovsk et ex-ambassadeur de la République à Berlin.

* * *

Nous avisons nos compatriotes que le Dr Loukachevitch, envoyé spécial de l'Etat ukrainien en Suisse, est parti de Kiev ces jours derniers à destination de Berne. Son arrivée peut être attendue d'un jour à l'autre.

* * *

On nous informe qu'un nouveau train de rapatriés ukrainiens en Suisse va prochainement être organisé. Nous attirons l'attention du gouvernement sur le fait qu'un vice-consulat ukrainien en Suisse est absolument indispensable.

LA POLONISATION DU PAYS DE CHOLM

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu de M. Baranowski, directeur du bureau d'informations « Polonia » à Genève une lettre en réponse à notre article du 6 juin * dernier sur la polonisation du pays de Cholm. Nous la publions bien volontiers par souci d'impartialité et nous nous bornons à faire observer que M. Baranowski n'a pas démenti les plus graves accusations que nous avions portées. Voici les arguments de notre distingué confrère polonais :

Genève, 29 juin 1918.

« Mon cher confrère...

1. Il ne peut être question de Drang nach Osten polonais au pays de Cholm et de Podlachie, vu que ces contrées appartenaient jusqu'à l'époque actuelle au Royaume de Pologne, pas plus que de polonisation, les Ukrainiens eux-mêmes ne pouvant contester l'évidence du fort pourcentage polonais dans ces provinces.

2. Il est naturel que les Polonais tâchent d'y organiser la vie nationale menacée par le traité de Brest. Le grand nombre d'écoles fondées en majeure partie avec des fonds publics polonais ; le développement des diverses sociétés nationales ne donnent qu'une preuve éclatante du nombre et de la vitalité de l'élément polonais dans ces régions.

3. Toutes les organisations énumérées par votre article et soi-disant instituées dans le but de poloniser les Ukrainiens existent de longue date dans toute la Pologne et, connues pour leurs idées radicales et socialistes, sont à l'abri de toute accusation de chauvinisme et de nationalisme. Loin de plaire aux occupants qui en ont dissous bon nombre et persécutèrent et arrêtèrent leurs adhérents, elles ne sauraient être soupçonnées de collaboration avec les autorités autrichiennes. Celles-ci du reste dès leur entrée dans ce pays appuyèrent la propagande des Ukrainiens de Galicie, fort indifférents — ce que vous ne pouvez nier — au sort de leurs compatriotes d'aujourd'hui, alors qu'ils subissaient un long martyre sous le néfaste régime tsariste.

4. Vous vous plaignez enfin de ce que toute voix ukrainienne soit étouffée et nulle propagande admise par les autorités austro-polonaises (?). Pourtant votre organe nationaliste *Dilo* se félicitait dans un de ses derniers numéros des progrès remarquables obtenus actuellement par les agitateurs ukrainiens venus exprès de Galicie. Ce journal fait encore appel aux prêtres ukrainiens les engageant à se transférer au pays de Cholm et de Podlachie, ce qui dément votre affirmation comme quoi tout établissement de prêtres uniates y était interdit.

5. Renseigné aussi bien qu'il est possible de l'être sur les affaires de mon pays, suivant avec une assiduité toute particulière la situation au pays de Cholm, il serait peu probable que j'ignore complètement l'état de choses et la terreur qui y règnerait telle que vous la dépeignez. »

Réponse de la Rédaction.

1. Rien ne prouve mieux qu'il existe un Drang nach Osten polonais sur des territoires ethnographiques ukrainiens que les prétentions historiques, d'ailleurs injustes, élevées par les Polonais. Si le pays de Cholm a été réuni au royaume de Pologne par le Congrès de Vienne, c'est qu'il faisait partie du duché de Varsovie et que d'ailleurs le tsar Alexandre se réservait le droit d'adjoindre encore au royaume toute la Lithuanie et les anciennes terres ukrainiennes de la République Sérénissime. Les Polonais n'ont pas plus droit à ces territoires qu'à la Volhynie ou à la Podolie.

Le pourcentage de la population polonaise, assez grand au pays de Cholm, ne donne pas aux Polonais d'autre droit que de réclamer de l'Etat ukrainien une autonomie qui permette à cette minorité nationale de développer sa culture, mais non pas d'opprimer la majorité de la population ni de profiter du favoritisme extérieur comme l'occupation autrichienne provisoire ou de l'inégalité économique ou encore de la propagande religieuse pour obliger cette majorité à confondre les mots Catholique et Polonais.

2. La vitalité des éléments polonais dans cette contrée s'explique uniquement par le soutien des autorités du royaume et par la force de l'administration étrangère hostile à la population ukrainienne. Ces autorités favorisent les Polonais et ne permettent pas le développement du mouvement ukrainien. En outre, il faut rappeler aussi les sommes énormes ramassées par les agents polonais dans la haute société de Varsovie et de l'émigration pour renforcer l'œuvre de polonisation à l'est. Il ne faut pas oublier non plus les résultats de la politique de russification tsariste qui a poussé les Ukrainiens uniates et catholiques vers la Pologne dont ils préféraient la culture et la religion à celles de la Russie.

Enfin, il est clair que la possession de la ligne du Boug qui sépare le pays de Cholm de la Volhynie donne aux impérialistes polonais un motif de revendiquer la partie centrale de la Galicie ukrainienne avec Léopol.

Nous comprenons très bien que les Polonais organisent là-bas comme ailleurs leur vie nationale. A Kiev, en Podolie et en Volhynie, le gouvernement ukrainien non seulement permet le développement de la culture polonaise, mais il le protège même. Aussi personne ne peut comprendre pourquoi les Polonais se croient obligés de lutter avec tant d'acharnement contre la culture ukrainienne au lieu de la protéger au contraire, comme la meilleure digue à opposer à l'envahissement russe. Il faut se rappeler la terreur organisée en Galicie contre les étudiants ukrainiens qui réclamaient à Léopol une Université nationale. On vit des sortes de pogromes organisés contre les intellectuels ukrainiens de cette ville et illustrés par l'assassinat de l'étudiant Adam Kotsko en 1910.

3. Nous n'avons pas affirmé que toutes les sociétés polonaises du pays aient été créées spécialement pour lutter contre les Ukrainiens, mais nous avons dit que ces sociétés organisaient leur activité actuelle dans ce but et travaillent activement à l'œuvre de polonisation. Nous pourrions pourtant en citer qui ont été créées dans ce but. Ce sont la *Straż Kresowi* (Sentinelle de la frontière) fondée à Lublin en avril 1918, le secrétariat des *Zjednoczenie Narodowe*, publication périodique impérialiste, la *Kolka Rolniczą*, société de morcellement agricole qui distribue la terre des paysans ukrainiens évacués aux colons polonais, et enfin une organisation secrète dont nous ne connaissons pas le nom et qui a été fondée au mois de mars de cette année.

M. Baranowski nous assure que ces organisations et d'autres encore, connues pour leurs idées socialistes et démocratiques, sont à l'abri de toute accusation de nationalisme chauvin. La population ukrainienne du pays de Cholm ne peut entrer dans les détails des étiquettes et doit juger d'après les faits et non d'après les titres. Or toutes ces organisations sans exception sont hostiles aux Ukrainiens et travaillent à la polonisation du pays. Nos compatriotes de Galicie ont déjà vu aux élections que les socialistes et démocrates polonais, sauf quelques personnalités exceptionnelles, sont complices de la politique chauviné des conservateurs.

Le fait que les autorités autrichiennes centrales aient dissous une société polonaise au pays de Cholm (« Piechor », sauf erreur) ne prouve rien, car nous avons reçu la nouvelle qu'elle continue à exister sous un autre nom et bénéficie même de l'auréole du martyre qui facilite son activité. C'est un fait remarquable que la majorité des Polonais du Royaume et de l'étranger ne soit pas informée de l'activité de ces groupements, ce qui leur permet de travailler plus tranquillement dans l'obscurité et ce qui enlève aux Ukrainiens l'occasion de recueillir des preuves documentaires.

4. Le *Dilo*, à l'instar de toute la presse ukrainienne de Kiev et de Léopol, attire l'attention du monde entier sur cette agitation impérialiste et s'il parle une fois des progrès de la propagande ukrainienne, ce n'est pas de Cholm qu'il s'agit mais de la Podlachie occupée par les Allemands, auxquels nous devons ce témoignage que leur conduite à notre égard a été parfaitement objective et juste lorsqu'ils ont empêché l'intimidation polonaise et permis aux Ukrainiens orthodoxes ainsi que catholiques de montrer leur amour de leur culture et de leur langue maternelle.

5. Tous les faits dont nous avons parlé ont été rapportés avant nous par la presse ukrainienne démocrate et socialiste (*Robitnitcha Gazetta, Nova Rada, Narodna Vola, Vidrodjenia*, etc.) Les accusations mentionnées ont été déjà transmises depuis longtemps avec les détails de noms, de dates et de lieux, aux Ministères autrichien de la Guerre et des Affaires étrangères.

D'autre part, notre Ministère des Affaires étrangères à Kiev a reçu dernièrement tout un dossier qui tire au clair toutes ces questions et dont le résultat est la note officielle que nous imprimons dans ce numéro.

Non seulement la presse ukrainienne, mais la presse polonaise de Galicie reproduit ces accusations sans les démentir. N'ose-t-on pas ou ne veut-on pas, est-on fier de cette revanche du traité de Brest?

M. Baranowski habite l'étranger depuis de nombreuses années et nous comprenons qu'il ne puisse pas croire à la fièvre impérialiste de ses compatriotes du pays qui ne veulent pas perdre la terre de Cholm et qui cherchent à justifier à tout prix leurs aspirations injustes. Rien ne fait mieux l'éloge du généreux caractère de notre correspondant que son refus de croire à une conduite aussi honteuse et que l'idéal très haut qu'il se fait de la politique polonaise. Au lieu de protester contre notre article, nous voudrions qu'il s'adresse à Varsovie, à Cracovie et à Lublin et que les citoyens vraiment sincères et démocrates comme lui élèvent la voix pour blâmer les menées des chauvins au nom de l'antique libéralisme de la nation polonaise, qui a connu aussi la souffrance.

* Voir *L'Ukraine*, n° 53.

NOUVELLES DE KIEV

Vienne, 4 juillet 1918. — L'UTA télégraphie le 3 juillet que la nouvelle d'un changement probable de ministère est dénuée de tout fondement.

Vienne 4 juillet. — La commission de recrutement a élaboré un projet de recrutement, d'après lequel la classe 1920 sera appelée en novembre. Les privilèges spéciaux ou délais accordés aux élèves des écoles supérieures sont abolis. Les officiers nommés sont pour la plupart des anciens officiers de l'armée russe.

Le ministre de la Guerre, général Rogosa, a publié une ordonnance datée du 7 juin interdisant de porter sur le territoire de l'Ukraine l'uniforme des anciens officiers russes.

Il existe en Ukraine 7 grandes propriétés appartenant à l'ancienne famille impériale des Romanoff, d'une surface totale de 46000 desiatines de terre cultivable et d'environ 100000 desiatines de forêts. Elle possède également deux fabriques de sucre et plusieurs moulins. En 1916, ces propriétés rapportaient une somme totale de 4 millions de karbowanetz.

Le Ministère de la Marine a ordonné la démobilisation de toute la flotte marchande ukrainienne de la Mer Noire.

Le représentant des colonies ukrainiennes à Batoum, qui comptent plus de 2000 familles, s'est rendu à Kiev pour demander au ministère des Affaires étrangères de nommer un consul dans cette ville.

Le 25 juin, une commission pour le Congrès sur la question des tarifs des chemins de fer s'est rendue à Vienne de Kiev ; elle est présidée par l'ex-ministre des communications, M. Sokovitch, l'inspecteur Korkouchko et le directeur du chemin de fer sud-ouest, l'ingénieur Kirilovitch.

Kiev, 4 juillet. (B. T. U.) On communique officiellement que l'ex-ministre des Affaires étrangères, Choulguine, a été nommé représentant de l'Ukraine en Bulgarie.

Vienne, 4 juillet (B. T. U.) — Le nouvel ambassadeur ukrainien, Wiaczeslaw de Lipinsky vient d'arriver à Vienne le 1er juillet et échangera les ratifications de paix avec l'Autriche.

Les journaux ukrainiens de Kiev constatent dans le discours du secrétaire d'Etat von Kühlmann l'absence d'explications au sujet de la politique de l'Allemagne en Ukraine et en concluent que cette politique est en train de subir certaines transformations.

La ville de Taganrog a été déclarée port libre.

A Rostov-sur-le-Don ont lieu, le 23 juin, les délibérations des deux délégations du pays de Kouban ; celle d'Ekaterinodar est présidée par le ministre des cosaques du Kouban, Bitch et celle de Kiev, venue pour délibérer sur les conditions d'un accord entre l'Ukraine et le Kouban dans les questions économiques et militaires.

Dans le district d'Elisabethgrad, les paysans rendent aux propriétaires les biens confisqués ; dans le village de Pantchevo, trois paysans ont été fusillés.

A Odessa, les autorités ukrainiennes ont enregistré tous les sujets de l'Entente restés à Odessa, sous la menace d'internement. Un changement de lieu de résidence est défendu sans autorisation spéciale. Un poud de farine coûte à Odessa cent karbowanetz, soit 6 roubles le kilo.

A Akkermann, les autorités roumaines ont arrêté et expulsé le 21 juin le représentant de l'Etat ukrainien, colonel Tcherepanow et le lieutenant Zabolotsky.

Le ministère de l'Instruction publique a ouvert un concours pour professeurs et privat-docents à l'université de Kamenetz-Podolsk pour les facultés de philosophie et de sciences naturelles.

Sur l'initiative du directeur du Département de l'instruction dans les lycées, M. Siniawsky, un congrès de tous les professeurs et organisateurs aura lieu le 1er août à Kiev.

A Kiev, on parle d'établir un panthéon national sous le nom de Nécropole ukrainienne pour y enterrer tous les fils de la Patrie qui sont morts en luttant pour son indépendance.

M. Alexandre Hrouchewski, professeur à l'Université de Kiev, vient de publier à la date du 23 juin le premier numéro d'une revue académique intitulée : *Universitetsky Visty*.

Lemberg, 2 juillet. — Une ordonnance du ministre de la Guerre prescrit un nouvel uniforme, différent de l'ancien uniforme russe, pour les officiers de l'armée ukrainienne.

Un groupe de juristes décident de fonder un journal consacré aux questions de droit ukrainien.

La Commission d'enquête sur les atrocités commises par les Soviets à Odessa a bientôt terminé ses travaux après avoir constaté plus de 8 millions de karbovanietz de dommages.

L'hetman a déclaré à une délégation de paysans du district de Slaviansk que d'après la nouvelle loi agraires il n'existait plus de grandes propriétés foncières et que tous les paysans sans biens recevraient une portion de terre à cultiver.

D'après les chiffres officiels du Département de réfugiés au Ministère de l'Intérieur, le nombre de ceux qui ont passé par la station de Kovel a atteint 85 000 en date du 20 juin.

Le Musée des Postes et Télégraphes à Kiev s'est enrichi dernièrement de plusieurs documents inédits du temps de l'hetman Mazeppa.

On compte en Turquie 6000 soldats et 82 officiers ukrainiens internés comme prisonniers. Le Ministère de la Guerre enverra prochainement une délégation spéciale à Constantinople pour obtenir leur retour au pays.

La souscription nationale en faveur des victimes de la catastrophe de Zvirinetz a produit jusqu'au 12 juin 191 000 karbovanietz.

Dans la province de Jitomir, la tranquillité est à peu près rétablie. Il n'y a plus, depuis longtemps, d'excès anarchiques. Le désarmement de la population est presque achevé. Les travaux des institutions gouvernementales suivent leur cours normal.

Dans la province d'Ekaterinoslav, l'ordre est rétabli. Parmi les ouvriers des fabriques et des mines on remarque une agitation bolchevik, organisée sur un plan bien établi et avec beaucoup de fonds d'argent.

Le 21 juin, un grand nombre de réfugiés de Bessarabie sont arrivés à Kamenetz-Podolsk, fuyant en masse devant la terreur roumaine. Dans la province de Kherson, les troupes ukrainiennes et allemandes continuent le désarmement des paysans.

Le staroste de Kharkov a supprimé la gazette des zemstvos, *Narodu Ï'ilo*.

Dans le district de Gomel, la vie reprend peu à peu son cours normal. Dans la commune de Telestchivsk seulement, des troubles règnent encore à cause de l'agitation faite par les agents de l'ancien président du soviet de Gomel, M. Bakhtine. Des détachements d'officiers ont battu les bandes bolcheviks et les ont fait reculer.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 60 Lausanne, 25 Juillet 1918 IVme Année.

BULLETIN

Les Bolchéviki ukrainiens.

Lausanne, le 23 juillet 1918.

Le Bureau d'information russe, à Paris, publie, d'après le journal *Izviestia*, une déclaration du Comité exécutif central ukrainien des députés et délégués ouvriers, paysans et soldats au quatrième congrès des Soviets à Moscou, le 16 mars 1918. Cette déclaration qu'on répand le 29 juin 1918, date donc de trois mois et demi en arrière et de l'époque où les Bolcheviki furent battus et chassés de Kiev par les troupes ukrainiennes et allemandes. Elle est une apologie de la guerre criminelle qui nous a été faite et provient de ces mêmes agitateurs qui ont oublié leur patrie pour faire le jeu des impérialistes russes en croyant servir la cause de la révolution universelle.

Il est remarquable de constater que les mêmes ententistes qui n'ont pas assez de blâmes sévères et d'accusations calomnieuses à l'égard des Bolchéviki russes prônent avec insistance les Bolchéviki ukrainiens dont les erreurs peuvent servir l'unité russe et la restauration tsariste.

La déclaration de cette minorité d'émigrés qui a trahi sa patrie et qui doit s'en repentir aujourd'hui, se terminait par ces mots : « Les conditions du traité de paix nous forcent de nous détacher de la fédération commune des Soviets. Nous devons nous séparer de vous, provisoirement espérons-le. L'heure sonnera où la lutte opiniâtre amènera la victoire finale du prolétariat ukrainien, russe et mondial et où nous deviendrons de nouveau membres de l'unique fédération sociale. Au revoir camarades! Nous nous reverrons au prochain congrès des Soviets pan-russe ou peut-être même mondial. »

In cauda veritas, pourrait-on dire, et nous n'avons rien à reprocher aux derniers mots de cette conclusion. Si les Bolcheviki ukrainiens travaillaient pour une fédération mondiale et non pas pour l'hégémonie « pan-russe », nous serions les premiers à les soutenir ici et nos lecteurs savent assez avec quelle ardeur nous défendons l'idée d'une ligue des peuples et d'une Société des nations. Mais le meilleur moyen de réaliser ce projet grandiose est tout d'abord de laisser chaque nation s'organiser elle-même à son idée. La fédération mondiale doit être une libre association de peuples indépendants et non pas un arrangement arbitraire entre quelques puissances qui disposent des autres nations sans le consentement de celles-ci.

D'ailleurs nous croyons savoir que les Bolcheviki ukrainiens ont compris la rude leçon des événements et qu'ils sont revenus, au moins en partie, de leurs illusions du mois de mars. Toute l'Ukraine était sympathique à la Russie en 1917 et ne demandait pas mieux que de réaliser en commençant par elle le rêve d'une Société des Nations. Mais les événements actuels nous ont ouvert les yeux; ils nous ont montré à tous que nous devions d'abord compter sur nous-mêmes et faire notre politique étrangère directement et sans passer par une Russie complètement désorganisée et démoralisée. Quand ce voisin aura définitivement reconnu notre droit d'exister, comme les commissaires du peuple sont en train de le décider aujourd'hui, nous serons les premiers à souhaiter et même à proposer que notre République vive en bons termes avec lui, sur pied d'égalité dans l'Europe nouvelle, au même titre qu'avec la Pologne, la Hongrie, le Caucase et tous nos voisins, à condition qu'ils respectent l'intégrité de notre territoire.

Ces idées sont devenues de plus en plus populaires parmi notre prolétariat et nous voyons que ses chefs, restés au pays, comprennent qu'il faut appuyer sur l'indépendance ukrainienne les revendications légitimes de notre prolétariat. Il appartiendra au nouveau gouvernement de céder dans une large mesure à ces revendications en se rappelant ce que nous avons toujours déclaré ici, à savoir que la République ne saurait vivre sans tenir compte de la grande révolution et sans faire une large place aux représentants du peuple ouvrier dans le gouvernement de l'Etat.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur les résolutions prises par le cinquième Congrès du parti social-démocrate ukrainien, que nous publions dans ce numéro-ci.

* * *

La *Kievskaïa Mysl* du 9 juillet nous apprend que le gouvernement de la République a ordonné la fermeture de la frontière ukraino-russe depuis le 8 juillet. Les autorités militaires allemandes se conforment à cette ordonnance et la font transmettre à leurs troupes. Les personnes qui la violeront seront punies militairement.

Nous sommes heureux de cette décision qui va mettre fin, au moins pour un temps, aux intrigues tsaristes qui sont nouées entre Kiev et Moscou par M. Milioukoff et ses amis, réfugiés en masse à Kiev et sur le territoire de l'Ukraine sous couvert de germanophilie. Notre gouvernement a fort bien fait d'empêcher ces machinations et de dégager ainsi sa responsabilité envers la Russie et son gouvernement actuel, qui aurait pu se plaindre à bon droit que nous permettions à ses réactionnaires de se servir de notre pays comme base de contre-révolution.

NOS CONGRÈS

Aumôniers militaires.

Le Congrès des aumôniers militaires ukrainiens a eu lieu à Kiev les 18 et 19 juin dernier. 63 délégués des différentes garnisons et régiments militaires de l'ancienne armée et de la nouvelle en formation y ont pris part ainsi que les représentants des unités de la flotte. Le Congrès a élu 25 délégués pour participer au synode ecclésiastique de l'Ukraine, puis il a fixé d'avance leur ligne de conduite.

La haute administration du clergé militaire et maritime doit être nommée par un collège ayant à sa tête un archi-prêtre aumônier. Cet archi-prêtre peut appartenir à n'importe quelle nationalité, à condition qu'il soit un ardent patriote partisan de l'indépendance de l'Ukraine, et décidé à travailler dans ce sens. Il doit être choisi parmi le clergé blanc et doit avoir fait ses études universitaires et posséder un diplôme. Les représentants des soldats prendront part à l'élection avec le clergé.

Voici la résolution la plus importante du Congrès : L'Eglise ukrainienne doit être basée sur l'autocéphalie. Au cas où la majorité du synode s'opposerait à cette idée, les délégués du corps des aumôniers devront demander une large autonomie sur la base d'une administration entièrement nationale de l'Eglise ukrainienne.

Parti social-démocrate.

Le cinquième congrès du parti social-démocrate a eu lieu à Kiev le 15 mai dernier au milieu d'une grande affluence. Nous regrettons de ne pouvoir donner plus de détails sur cette importante assemblée, car la censure a interdit aux journaux ukrainiens d'en parler, décision contre laquelle nous protestons au nom de la liberté de la Presse, qui devrait avoir le droit de publier même des critiques sévères contre le gouvernement, condition *sine qua non* d'une saine vie politique.

Voici d'après le journal *Vistnik* de Vienne la résolution finale du Congrès au point de vue de la politique extérieure :

1. Considérant que les intérêts du développement économique de l'Ukraine et les aspirations de son prolétariat sont toujours en flagrant antagonisme avec la tendance impérialiste de la bourgeoisie russe;

2. que la lutte des Bolchéviki russes contre la démocratie ukrainienne nous a bien montré que le prolétariat russe n'est pas encore libéré de cette influence impérialiste de la bourgeoisie et qu'il s'est fait dans cette campagne l'instrument aveugle de cette bourgeoisie;

3. que dans la Russie actuelle il n'y a pas une seule classe de la société sur laquelle la démocratie ukrainienne et son prolétariat puissent compter pour les appuyer dans leur lutte pour la liberté nationale;

4. que dans ces conditions l'idée d'une fédération n'est qu'un premier pas vers la restauration d'une Russie une et indivisible, reconstituée en faveur des bourgeois et des propriétaires fonciers :

Le cinquième congrès du parti social-démocrate ouvrier ukrainien considère que dans ces circonstances, seule la lutte pour l'indépendance de l'Ukraine pourra donner au pays tout entier et à son prolétariat la garantie maximale de libre développement national et de progrès social.

Le Congrès trouve indispensable que le parti social-démocrate ukrainien mène en Russie, aussi bien qu'en Ukraine, une campagne énergique pour s'opposer à toute idée de fédération avec la Moscovie, et à tous les mouvements dirigés contre la révolution ukrainienne et contre les intérêts du prolétariat ukrainien.

Le Congrès a pris d'autres résolutions en faveur du développement de l'instruction publique et de la fondation d'organisations de lutte pour défendre les intérêts du prolétariat. Il a également insisté sur le fait que les grèves ne doivent être déclarées que dans des cas tout à faits exceptionnels.

Union des instituteurs.

Le Congrès des comités des différentes Unions du personnel enseignant de toute l'Ukraine a eu lieu à Kiev au commencement du mois dernier avec 93 délégués qui représentaient 56 unions et 12 848 membres.

Le Congrès a d'abord discuté différentes questions professionnelles et a élaboré un plan d'activité des Unions en province avec un centre à Kiev. Il a décidé de fonder une société d'édition qui fasse paraître un journal intituté *Vilna Ukrainska Schkola*. Ensuite il s'est occupé de la situation politique et il s'est vu dissoudre le second jour pour cause d'agitation anti-gouvernementale. Ce sont là encore des procédés qui nous paraissent peu propres à rendre le gouvernement populaire dans le pays.

Avant de se séparer, le Congrès a décidé d'établir un tribunal professionnel et une caisse de secours mutuel. Les instituteurs accepteront une retenue de 10 % pour venir en aide à leurs camarades malades.

Divers.

Un Congrès de cultivateurs s'est ouvert à Kiev le 28 juin pour s'occuper des graines nécessaires aux semailles des céréales et des légumes. Il a discuté l'organisation de l'achat et de la vente des semences ainsi que la formation d'une Commission de spécialistes chargée d'étudier les progrès à apporter au choix des graines. Les différents ministères, les sociétés agricoles, les Zemstvos, les industriels des sucreries étaient représentés au Congrès.

M. Brunst a salué les délégués au nom du Ministère de l'Agriculture, dont il est sous-secrétaire d'Etat.

* * *

Les délégués de l'Union Coopérative « Dnipro » se sont réunis les 26 et 27 juin à Kiev et ont résolu de transformer cette société en une association nationale ukrainienne de toutes les unions productives. Le Congrès a élaboré un plan détaillé de publications coopératives et scientifiques à éditer en langue nationale. Il a décidé d'allouer dix mille karbovanetz à la restauration du tombeau de Chevtchenko.

* * *

Le Congrès des fabricants ukrainiens qui s'est réuni à Kharkov au commencement de juillet a voté une résolution demandant l'établissement d'un bureau de douane à la frontière ukraino-russe. Il a également proposé que la Russie paie le blé en marchandises plutôt qu'en argent.

LETTRE DE LÉOPOL

Léopol, 1er juillet.

La crise politique qui avait éclaté en Autriche par suite de l'attitude hostile du Club polonais à l'égard du Cabinet Seidler, a été résolue de telle sorte par l'empereur que M. de Seidler reste à son poste, et que le Reichsrat sera convoqué le 16 juillet prochain[1].

Lorsque le Club polonais annonça qu'il entrait dans l'opposition et qu'il attaquerait le Cabinet Seidler et en particulier le président du Conseil, M. de Seidler demanda sa démission au nom de tout le Ministère. L'empereur réserva d'abord sa décision et après être entré en contact avec les chefs de tous les groupes de la Chambre des députés, il résolut la crise dans le sens mentionné plus haut.

Cette solution ne peut être évidemment considérée que comme provisoire. Ce n'est que lorsque la Chambre des députés sera réunie que l'on pourra se rendre compte si le Cabinet Seidler réussit à obtenir une majorité ou bien si d'autres mesures doivent être prises, soit à l'égard du Ministère, soit à l'égard de la Chambre des députés.

Comme l'on sait, la cause principale de la crise était le fait que les Polonais posaient comme condition *sine qua non* la retraite du président du Conseil, qu'ils combattaient parce qu'il s'était engagé secrètement par le traité de paix avec l'Ukraine à partager la Galicie et à faire de la Galicie orientale et de la Bukovine une province autonome ukrainienne. S'il avait déclaré ne pas avoir pris un tel engagement, les Polonais se seraient montrés plus conciliants. Mais le président du Conseil a refusé nettement de faire cette déclaration. Lorsque les Polonais sont entrés dans l'opposition, les Ukrainiens au contraire ont pris parti pour lui. Ils ont déclaré qu'ils le soutiendraient parce qu'il était absolument inadmissible que le gouvernement se soumit à la dictature polonaise.

La presse polonaise a déjà publié le texte des engagements pris par M. de Seidler au sujet du partage de la Galicie. Ce texte est-il authentique? Je l'ignore; il est probable cependant que la version polonaise diffère de l'original sur certains points importants. Dans tous les cas, ce texte apprend à l'opinion publique que M. de Seidler s'est engagé à élaborer d'ici au 31 juillet 1918 un projet de loi sur la création d'une province ukrainienne en Autriche et à le soumettre au Reichsrat. Ce projet devrait bientôt être publié.

Une intéressante discussion s'est élevée sous la forme de communiqués, entre le Club polonais et le Club ukrainien au sujet du partage de la Galicie. La presse viennoise a d'abord écrit que le bruit courait que le Club polonais avait l'intention de négocier avec les Ukrainiens à ce sujet. Ce bruit a été immédiatement démenti par les Polonais qui ont ajouté que les facteurs compétents étaient comme auparavant prêts à entrer en négociations avec les Ruthènes, mais sur la base de *l'unité de la Galicie*. A cette déclaration, l'Union parlementaire ukrainienne a répondu qu'elle considérait ces négociations comme inutiles. « Les Ukrainiens ne partagent nullement le point de vue des Polonais qui voudraient entrer en rapport avec eux sur la base de l'unité de la Galicie et déclarent de leur côté que seule une proposition sérieuse d'un partage de la Galicie d'après les frontières ethnographiques, pourra être prise en considération. Dans ce dernier cas les Ukrainiens seront également prêts à entrer en négociations au sujet de la protection et des droits des minorités nationales sur territoire ukrainien. »

Dr MICHEL LOZYNSKI.

[1] La retraite de M. de Seidler survenue depuis l'envoi de cette lettre est défavorable aux intérêts ukrainiens.

LA QUESTION DE LA BESSARABIE

La note du gouvernement ukrainien au ministère des Affaires étrangères roumain

Kiev, le 5 juin 1918.

Le gouvernement de l'Etat ukrainien a reçu votre note diplomatique du 20 avril 1918 N° 2527 et estime nécessaire de porter à votre connaissance les faits sur lesquels il se base pour réfuter les arguments que vous employez afin de justifier la suppression de l'autonomie politique de la Bessarabie et son incorporation au royaume de Roumanie. Le gouvernement de l'Etat ukrainien ne doute pas que le gouvernement roumain soit absolument convaincu du bien-fondé de ces arguments. Mais cependant il ne peut se dispenser d'examiner objectivement les raisonnements généraux formant la base de votre note et surtout l'activité qui s'est terminée *de facto* par l'incorporation de la Bessarabie au royaume roumain.

Les autorités responsables du royaume roumain qui ont fait connaître cette incorporation n'étaient probablement pas bien au courant des faits suivants :

1° Que l'organe représentatif provisoire de la République Moldave a été formé dans des circonstances extraordinaires et qu'à cause de cela il n'a pu l'être dans les règles suivies en pareil cas en temps normal. Il est évident que la faute en est imputable aux politiciens et aux représentants fortuits de la population qui ont travaillé dans ce sens, bien qu'ils aient voulu atteindre des buts très patriotiques.

2° Que le Parlement de la République Moldave a toujours repoussé de la manière la plus énergique, par une série de décrets, toute sujétion de la Bessarabie aux autorités roumaines.

3° Que le même Parlement, le « Sfatoul Tseria » a posé comme principe que seule une assemblée de représentants du peuple librement élus et travaillant en toute liberté aura le droit de fixer définitivement l'organisation politique de la Bessarabie.

4° Que les représentants des Etats centraux ont donné au gouvernement de la République Moldave des garanties écrites sur l'indépendance politique de la Bessarabie.

5° Que les mêmes assurances ont été données également par le gouvernement roumain.

6° Que lorsqu'un général roumain est entré en Bessarabie avec son armée, il a affirmé d'une manière catégorique que l'arrivée des troupes roumaines n'avait pour but que de veiller sur le matériel de guerre se trouvant en Bessarabie et appartenant à l'armée roumaine et d'aider la République moldave à s'organiser. Enfin il a ajouté que cette armée ne resterait en Bessarabie que jusqu'au moment où elle aurait des forces militaires suffisantes, et que même alors les troupes en question seraient mises à la disposition du gouvernement de la République moldave.

7° Que l'entretien qui a eu lieu le 15 janvier 1918 entre le gouvernement et le général Kohanda a été transmis à votre gouvernement d'une manière inexacte.

Le gouvernement de l'Etat ukrainien n'a pas besoin de prouver au Ministère des Affaires étrangères roumain, toujours si bien informé, que la décision du Sfatoul Tseria réuni à Kichineff, ville en état de guerre, lui a été imposée par la force et ne peut par conséquent être considérée comme exprimant la volonté de la population. Citons la présence de troupes roumaines et leur contrôle du vote public et obligatoire. En outre le gouvernement de l'Etat ukrainien se voit obligé d'attirer l'attention du Ministère roumain sur ce qui suit :

Avant le vote de Sfatoul Tseria sur la réunion de la Bessarabie à la Roumanie, un représentant officiel du gouvernement roumain a donné à cette proposition la forme d'un ultimatum : la Bessarabie devait se réunir volontairement à la Roumanie, sinon elle serait simplement annexée. Le représentant a refusé de donner à la République moldave la garantie que son autonomie serait respectée, de même que d'éloigner les troupes roumaines et de faire cesser l'état de guerre en Bessarabie pour donner plus de liberté à la décision du Sfatoul Tseria.

Ce représentant n'a donné que trois à quatre heures au Sfatoul Tseria pour délibérer et prendre une décision dans une question aussi importante que la réunion de la Bessarabie à la Roumanie. Il a cependant fini par consentir à prolonger ce terme de 24 heures. Le gouvernement ukrainien attire l'attention du gouvernement roumain qu'une telle manière d'agir ne peut être admise qu'en cas de nécessité militaire absolue en pays ennemi ou en cas de répression d'une révolte. Il est évident que ni l'un ni l'autre de ces deux cas ne s'est présenté et que par la violence un pays ne pourra jamais s'organiser.

La Bessarabie a fait partie pendant plus de cent ans de l'empire russe et s'est trouvée par suite en rapports économiques et politiques très étroits avec l'Ukraine. Lorsque, en octobre 1917, la République populaire ukrainienne a été créée, son gouvernement qui considérait comme un fait certain l'existence future d'une fédération de toutes les parties de l'ancien empire russe, n'a pas même envisagé la possibilité d'une rupture entre la Bessarabie et l'Ukraine. Après s'être séparé complètement de la Russie, le gouvernement ukrainien, connaissant les aspirations de la majorité de la population de Bessarabie, pensait se lier encore davantage à la République moldave en donnant à cette dernière une large autonomie.

Ici il faut remarquer que si le gouvernement a insisté sur l'établissement de rapports plus étroits avec la République moldave, c'est parce qu'il savait que les Moldaves n'y sont pas en majorité en Bessarabie et que celle-ci est formée par plusieurs nationalités, parmi lesquelles les Ukrainiens sont en nombre très élevé. En niant les droits de la Roumanie et en faisant valoir les siens sur la Bessarabie, le gouvernement de l'Etat ukrainien tient à déclarer qu'il ne veut porter aucune atteinte aux droits de la Bessarabie à une juste autonomie.

Le gouvernement ukrainien a exprimé clairement à différentes reprises la ferme intention de lui accorder cette autonomie qui garantirait son développement politique et culturel. Pour des motifs d'ordre économique et stratégique, le gouvernement de l'Etat ukrainien demande qu'on lui attribue la Bessarabie à laquelle il a tous les droits, et conformément aux vœux de la majorité population bessarabienne.

Le gouvernement de l'Etat ukrainien espère parvenir à une entente avec le gouvernement roumain, pour éclaircir ce fâcheux malentendu et à le soumettre éventuellément à un arbitrage international,

Nous soussignés, représentants du gouvernement de l'Etat ukrainien prions le gouvernement roumain de croire à la loyauté complète de nos sentiments, et à notre amitié sincère.

Le président du Conseil des ministres,
LYSOHOUB.

Le ministre des Affaires étrangères,
DOROCHENKO.

ÉCHOS

La censure autrichienne et M. Poincaré.

Le *Dilo* du 13 juillet ayant publié comme article éditorial la traduction de notre note du N° 57 de notre journal sur « M. Poincaré et l'Ukraine », la censure de Léopol l'a complètement échoppé. Il est assez remarquable que sur territoire autrichien des censeurs polono-autrichien puissent défendre ainsi, non pas tant les paroles malheureuses d'un président peu renseigné, mais surtout l'activité anti-révolutionnaire et anarchiste des bandes tchéco-slovaques. Il paraît donc que ceux-ci sont devenus les grands alliés des impérialistes polonais de Galicie. Qui l'eût cru ?

Dans la presse suisse.

A Lausanne paraît un organe bi-mensuel intitulé la *Libre Fédération* et rédigé par un M. Wintsch.

Dans son numéro 27 du 15 juillet dernier, il reproche à l'*Ukraine* d'avoir été « tout miel pour les les Bolcheviki en décembre dernier » et d'avoir « cogné » sur eux ensuite. Nous sommons la *Libre Fédération* de nous citer les passages de notre numéro de décembre où nous avons fait l'éloge des Bolchevikis. Nous l'avons relu en entier et nous n'avons pas trouvé une seule phrase qui approche de loin d'une louange pareille. Au contraire, dès le mois de novembre notre journal publiait les protestations de nos compatriotes contre les tendances impérialistes qui se manifestaient dans la presse russe la plus avancée.

Ce que nous aurions certes pu dire, c'est que les Bolcheviki étaient le seul parti russe qui reconnût aux nationalités de l'ancien Empire le droit de *disposer de leur sort* jusqu'à séparation. Ce que nous n'avons pas manqué de dire, c'est que ces Bolchevikis ont renié ces principes en faisant la guerre à l'Ukraine pour lui imposer un régime étranger.

Nous voulons espérer que si des bandes dévastatrices avaient la prétention d'envahir la Suisse pour détruire son organisation et lui imposer par la violence son rattachement à un pays étranger, le rédacteur de la *Libre Fédération* serait le premier à défendre son sol national contre une attaque pareille et qu'il approuverait même le gouvernement suisse de faire appel à l'aide d'une puissance voisine pour le défendre contre l'autre.

Alors pourquoi reprocher à l'Ukraine ce que la Suisse ferait en pareil cas ?

Ensuite la même feuille reproche à notre journal d'avoir soutenu la Rada. « Vous trouverez cette note dans les numéros de l'*Ukraine* de Mars-Avril, si l'administration du journal veut bien nous les montrer, ce dont je doute ». Non seulement nous voulons bien montrer ces numéros, mais encore nous en avons envoyé récemment de nombreux exemplaires à des lecteurs qui nous les demandaient et nous sommes fiers d'avoir soutenu la Rada Nationale qui a été le premier gouvernement régulier de la République. Nous avons critiqué très ouvertement ses fautes et laissé prévoir le péril qui la menaçait par l'incapacité des ministres trop jeunes qu'elle avait placé au pouvoir.

La « Libre Fédération » nous reproche ensuite de soutenir le gouvernement du Général Skoropatsky. Nos lecteurs n'ont qu'à se reporter à tous nos numéros de mai et de juin pour voir avec quelle réserve nous avons accueilli le nouveau régime. Beaucoup de nos compatriotes nous en ont fait le reproche, estimant qu'une dictature était indispensable. Ce n'est que lorsque l'Hetman Skoropatsky a fait appel aux partis socialistes ukrainiens et à M. Dorochenko pour transformer son Cabinet dans un sens plus national que nous avons parlé plus favorablement du gouvernement de la République.

Plus ce gouvernement s'engagera sur la voie de l'indépendance absolue et de la politique uniquement nationale et plus il trouvera chez nous un appui qui ne peut pas avoir une grande influence sur le pays, puisque les autorités allemandes n'y laissent pas pénétrer notre journal, mais qui a au moins cette valeur d'être absolument indépendant.

Il faut être un étrange Suisse pour ne pas comprendre qu'un patriote ukrainien puisse baser toute sa ligne politique sur un seul point, à savoir l'indépendance de son pays. Il est vrai qu'on ne pourrait pas en dire autant de la *Libre Fédération* qui semble défendre plus volontiers les intérêts du jusqu'auboutisme bourgeois de l'Entente que ceux de la Suisse ou même que les idées « socialistes, syndicalistes et fédéralistes » qu'elle proclame pompeusement au-dessous de son titre.

Nous croyons que la *Libre Fédération* ferait bien de ne pas trop insister, car si nous voulions être méchants, nous pourrions lui poser quelques questions embarrassantes au sujet de sa conversion subite au projet de restauration plus ou moins tsariste de la Ligue pour la Libération de la Russie et de l'espace considérable qu'elle consacre à ces idées qui n'ont certes rien de suisse, ni de syndicaliste. Le rédacteur ferait bien de commencer par balayer devant sa maison. Nous n'en dirons pas plus pour aujourd'hui.

NOUVELLES DU PAYS

*** Le Ministère de l'approvisionnement a publié un décret sur les céréales, d'après lequel personne n'a le droit d'acheter des grains à l'exception du Bureau officiel du pain et de ses agents.

*** Le professeur Hruchewski, ex président de la Rada centrale, souffre d'un violent ébranlement des nerfs.

*** L'ex-premier ministre Vinnitchenko a été arrêté à Kaniv sous l'inculpation d'avoir pris part à une conspiration contre le régime actuel et transporté à Kiev, mais l'hetman l'a fait immédiatement remettre en liberté.

*** Le secrétaire d'Etat ukrainien a publié un décret, qu'il a transmis à tous les ministères, défendant aux fonctionnaires d'employer la langue russe à l'intérieur du pays et les invitant à se servir exclusivement de la langue officielle ukrainienne dans leurs rapports avec la Chancellerie d'Etat.

*** Le ministère du Travail ukrainien dément officiellement la nouvelle de l'abolition de la journée de huit heures.

*** L'organe polonais officiel du pays de Cholm et de la Podlachie communique que les ecclésiastiques orthodoxes ukrainiens qui avaient été évacués retournent maintenant dans leurs paroisses. Le journal polonais invite à une lutte sans merci contre ces ecclésiastiques qui pourraient mettre obstacle à la polonisation du pays. Il écrit textuellement : « Nous ne leur permettrons même pas de se reposer sur le sol de ce pays. Il faut leur rendre la vie impossible. Il ne faut pas leur vendre une seule goutte de lait, un seul morceau de pain. Celui qui leur viendra en aide de n'importe quelle manière sera considéré comme traître. »

*** Le 11 juillet a eu lieu à Kiev le Congrès des anciens soldats ukrainiens blessés pendant la guerre.

*** Le 29 juin a eu lieu l'ouverture de la première séance des tribunaux militaires pour toute l'Ukraine organisés par l'état-major, sous la présidence du général Balasny. Le premier verdict a été rendu en langue ukrainienne et russe à propos d'un certain assassin Khopgouachvili. Ce dernier a été condamné aux travaux forcés à perpétuité.

*** Les représentants du parti socialiste fédéraliste et populiste à Katerinoslav ont décidé de continuer leur activité en commun, ont élu un comité de 4 membres et ont décidé d'éditer un journal.

*** Dans la localité Otrada, près d'Odessa, le 28 juin, un grand espace de terrain s'est abaissé vers le niveau de la mer, avec les bâtiments et jardins. Toute une station climatérique, le théâtre, un établissement de bains et plusieurs villas particulières se sont écroulés. Il n'y a pas de victimes humaines, mais la population s'est enfuie en panique à Odessa.

*** Les voyageurs qui arrivent à Kharkov d'Oboïan, dans la province de Koursk, racontent qu'il est extrêmement difficile de passer la frontière de l'Ukraine. La Garde-Rouge prend presque tout aux voyageurs, même des habits neufs qu'elle remplace par des haillons.

*** Le ministère des Cultes a organisé une commission spéciale pour le partage des biens ecclésiastiques dans les travaux de la Conférence de la paix russo-ukrainienne.

*** Le nouveau Métropolite Antony a élaboré une nouvelle forme de prières pour l'Etat ukrainien et pour son hetman.

*** Le 27 juin l'hetman a reçu les douze représentants des Zemstvos de l'Ukraine, ayant à leur tête M. Petliura. Ils parlèrent d'affaires très importantes et l'audience dura trois heures.

*** Dans les milieux sportifs de la capitale, il est question d'organiser au printemps prochain la première Olympiade ukrainienne, et de la nécessité de convoquer un congrès pour réunir toutes les personnes s'occupant de culture physique.

On parle beaucoup en Ukraine de l'organisation de sports et de gymnastique. Une société de culture sportive sous le nom de « Sitch » a déjà commencé son activité à Odessa et à Elisabethgrad.

*** Le consul danois s'est rendu chez le président de l'Union des zemstvos ukrainiens, M. Petliura, et a conféré avec lui au sujet de l'échange des marchandises entre l'Ukraine et le Danemark.

*** Le ministre des Affaires étrangères a envoyé, le 12 juillet, à Bucarest un courrier spécial porteur d'une note demandant la reprise des relations diplomatiques entre l'Ukraine et la Roumanie.

*** A l'occasion de la fête de Mazeppa, le Conseil national ukrainien de Kiev a envoyé la dépêche suivante au président du Conseil des ministres suédois à Stockholm : « Les partis ukrainiens, en l'honneur de l'anniversaire de la bataille de Poltawa, se sont réunis en un Conseil national ; ils envoient à leurs anciens alliés et compagnons de lutte leurs salutations amicales et espèrent que la Suède et l'Ukraine, nations libres et égales, continueront à combattre en commun pour un avenir meilleur de leur peuple.»

Les communications télégraphiques entre Kiew et Stockholm manquant, le Conseil national prie les bureaux ukrainiens à l'étranger de transmettre ces salutations à Stockholm.

*** Le Cabinet des ministres a adopté, le 28 juin dernier, le projet de loi suivant :

Concernant l'activité des comités pour la surveillance des bois et forêts ;

Concernant l'assignation d'une somme pour une commission spéciale qui doit élaborer le type de l'école militaire ;

Concernant les rentes pour les veuves des commandants tués par les Bolchevikis ;

Concernant le prêt sans intérêts à l'Union kievienne des Sœurs de charité ;

Concernant les fonds pour la station sanitaire hygiénique de Batourine ;

Concernant les fonds pour l'organisation de différents points d'évacuation sanitaire pour les anciens prisonniers de guerre revenant d'Allemagne et d'Autriche ;

Concernant les fonds pour le personnel ecclésiastique orthodoxe du pays de Cholm et de la Podlachie.

*** Une conférence pour l'organisation des radio-télégraphes a eu lieu au ministère des Postes et Télégraphes le 26 juin dernier, avec le concours des représentants des ministères de la Guerre, de la Marine et du Commerce.

*** La Commission pour les affaires d'anciens prisonniers a élaboré un projet de loi d'après lequel tous les anciens soldats citoyens de l'Etat ukrainien ont le droit de recevoir leur salaire durant toute leur captivité. Les officiers de tous rangs ainsi que les employés militaires recevront encore une indemnité pour leurs équipements perdus.

*** La population à Kiev a triplé et compte près d'un million actuellement. A Kiev, on fait une chasse effrénée aux appartements. Aux bureaux de la Municipalité, on a enregistré plusieurs faits selon lesquels, pour remettre un appartement, l'ancien propriétaire reçoit une indemnité de 20 à 50 mille karbovanetz.

*** Dans le port de Sébastopol se trouvent en ce moment, sous le pavillon ukrainien, huit vaisseaux de guerre, soit le dreadnought *Vola*, le navire *Impérator Traian*, les contre-torpilleurs *Pylkyi*, *Bespokoïni*, *Jarki et Jyvyi*. Le dreadnought *Svobodnaïa Rossia* a été coulé dans le port de Novorossisk par les Bolchevikis ainsi que 8 contre-torpilleurs et 12 chaloupes. Le contre-torpilleur *Gromki* a été coulé dans le port même et le dixième contre-torpilleur a sauté en vue de Sébastopol. La plupart des équipages ont péri.

*** Le Conseil des ministres a accordé au ministre de l'Agriculture 462 mille karbovanetz pour l'entretien des forêts.

*** Une commission spéciale de douane du ministère du Commerce a commencé ses travaux le 28 juin dernier dans le but de reviser les statuts des tarifs des douanes de 1903 qui serviront de base de commerce entre l'Ukraine et la Russie.

*** A cause de la révolution et du régime d'anarchie les chemins de fer ukrainiens se trouvent dans une grande pénurie de locomotives. Le 50 % de celles qui fonctionnent sont détériorées.

CAUCASE

Toute la Transcaucasie est partagée actuellement en trois républiques indépendantes :

1. La République de Géorgie qui est composée des provinces de Soukhoum, de Koutaïs et de Tiflis. Le président du Cabinet des Ministres est M. Ralichvili. La capitale est Tiflis.

2. La République de l'Arménie qui est composée d'une seule province, Erivan. Le président du Cabinet des Ministres est M. Aharanian appartenant au parti Dachnaktzutun. La capitale est Erivan.

3. La République d'Aïzeberedjan composée des provinces Elisabethpol, Bakou et une partie d'Erivan. Le président des Ministres est M. Chanchaïsky. La capitale est Bakou.

* * *

Le journal *Borotba* de Kiev nous a rapporté jadis qu'à Tiflis s'était réuni un Congrès des Ukrainiens habitant le Caucase.

Sur la proposition de M. Chramtchenko, le Congrès avait envoyé un appel télégraphique à la Rada pour que le Conseil des Ministres établit au Caucase un Consulat ukrainien pour défendre les intérêts des citoyens de la République. Le Congrès proposait au Ministère comme candidat à ce poste M. Petro Kutziak, commissaire pour les affaires ukrainiennes au Caucase et président de la Rada locale ukrainienne. En outre le Congrès demandait à la Rada que tous les employés de postes et télégraphes de nationalité ukrainienne pussent retourner dans leur pays pour prendre part à l'organisation de l'Ukraine. Les colons paysans ukrainiens demandaient aussi que le gouvernement leur donne des terres dans leur pays natal. Où en est la question aujourd'hui ?

Nécrologie.

En revenant de Pétrograd, le célèbre savant Prof. Khvedir Kindratovitch Vovk (Volkov) est mort de fatigue à Homel, à la frontière de l'Ukraine, le 1er juillet dernier. Il était né en 1846 aux environs de Nijin dans la province de Tchernigov. Il termina ses études à la Faculté des Sciences de l'Université de Kiev en 1870, et se spécialisa dans les travaux d'ethnographie, d'archéologie et d'histoire de la civilisation.

Son activité politique ukrainienne l'obligea à quitter Kiev en 1879 et à s'exiler ensuite de l'empire russe comme son collègue et ami Dragomanoff. A l'étranger, il continua ses recherches scientifiques, d'abord à Bucarest, puis à Genève et à Paris, où il resta jusqu'à l'amnistie de 1905.

Il a séjourné à Lausanne à plusieurs reprises et a passé quelque temps chez son compatriote, le Dr Jourieff. A Paris, il a été professeur à l'Ecole Russe des Hautes Etudes fondée par Kowalewski et Milioukoff, ainsi qu'à l'Ecole des Sciences Sociales. Il a collaboré également à de nombreuses revues scientifiques et tout particulièrement à *L'Anthropologie*. Il a pris part à plusieurs congrès et publié de nombreux écrits, dont on connaît surtout les deux fameuses études sur la « Variation suppélétique du pied » et les « Rites et Usages nuptiaux en Ukraine ». Il fut le premier des écrivains de l'Ukraine actuelle qui fût décoré de la Légion d'honneur.

Depuis 1900 il voyageait en Galicie où il recueillait des matériaux ethnologiques et archéologiques pour le Musée Alexandre III, à St-Petersbourg. De retour en Russie, il fut nommé en 1906 directeur du Département ethnographique de ce Musée et professeur à l'Université qui lui décerna le doctorat *honoris causa*.

La science ukrainienne et européenne perd dans sa personne un savant érudit, qui était aussi un patriote. Membre de plusieurs Académies de Sciences, il est mort pauvre, mais toujours optimiste et plein d'espoir dans le progrès de l'humanité et dans l'avenir de sa chère patrie ukrainienne.

Nous présentons à sa veuve et à ses deux fils l'expression de notre respectueuse sympathie.

Editeur : W. Stépankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 61 Lausanne, 1er Août 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 30 juillet 1918.

Il semble que M. Milioukoff et ses amis n'aient pas réussi à convaincre les Allemands de la sincérité de leur nouvelle orientation. Et c'est sans doute ce qui aura permis à M. Dorochenko de faire accepter à ses collègues du Cabinet l'idée d'expulser ces agitateurs monarchistes comme nous l'avions demandé ici même il y a quinze jours. Cette décision n'aura pas été prise sans de très vifs débats au Conseil des ministres. Il serait tout de même un peu fort que la population ukrainienne se voie interdire un meeting et un cortège à l'anniversaire de Mazeppa tandis que les monarchistes russes pourraient tranquillement tenir leur congrès à Kiev.

Ces derniers ont même organisé une messe en mémoire de Nicolas II à la cathédrale Sainte-Sophie et se sont mis à chanter l'hymne impérial russe après le service solennel, célébré par l'évêque russificateur Euloge. La foule des curieux ukrainiens qui assistaient à la cérémonie a protesté contre ce chant en quittant la cathédrale en masse d'une manière démonstrative et en entonnant *L'Ukraine n'est pas encore morte.*

Il paraît que les Allemands ont été vivement impressionnés par cette manifestation spontanée du sentiment populaire. Nous espérons que la leçon servira à tout le monde.

* * *

Si nous n'avons pas de raison de soutenir la monarchie à l'extérieur, nous en avons bien moins encore de la soutenir à l'intérieur, et nous considérons comme une manœuvre de la presse polonaise de Cracovie les bruits selon lesquels l'hetman Skoropadsky aurait l'intention de renoncer au pouvoir en faveur de l'archiduc Guillaume d'Autriche. La personnalité même de ce jeune prince, fils de Charles-Etienne, est naturellement sympathique aux Ukraniens de Galicie puisqu'il a étudié notre langue et notre histoire nationale et a même servi dans un régiment ukrainien de Kolomea, mais les traditions républicaines et démocratiques sont trop enracinées chez nous pour que nous puissions accepter de renoncer au régime politique institué par la révolution. Nous sommes persuadés que toute assemblée constituante se prononcerait pour la République avec une écrasante majorité.

La popularité de l'archiduc Guillaume et l'accueil sympathique qui lui a été fait par certains politiciens austrophiles et par la population des endroits qu'il a traversés avec les tirailleurs de Galicie devraient toutefois servir d'avertissement au gouvernement actuel et aux autorités militaires allemandes. Ce qu'on espérait de lui, c'était la formation d'un gouvernement complètement national. Si l'Allemagne redoute un mouvement austrophile en Ukraine, elle n'a qu'à faire cesser le mécontentement qui règne dans les campagnes et qui cherche à s'appuyer d'un côté ou de l'autre. Il suffit pour cela de renoncer à la politique réactionnaire qui consiste à soutenir uniquement les gros propriétaires et à s'opposer à l'entrée des socialistes nationalistes au gouvernement. N'oublions pas que nous sommes au lendemain de la plus grande révolution sociale des temps modernes!

* * *

L'intervention alliée en Russie qui vient d'être décidée, va poser à nouveau la question du front oriental. La presse ukrainienne commence à s'en préoccuper à Kiev et insiste sur le fait que la République entend rester strictement neutre. Il s'agira donc pour notre gouvernement de faire reconnaître cette neutralité par les puissances de l'Entente. Au cas où elles refuseraient de nous considérer comme un Etat souverain, nous serions obligés de défendre notre indépendance les armes à la main aux côtés des puissances centrales, ce que nous sommes très loin de souhaiter. A l'heure actuelle notre pays désire avant tout la paix et la possibilité de s'organiser sur la base de bons rapports d'amitié avec tout le monde.

En tout cas les puissances de l'Entente feraient bien de se préoccuper dès aujourd'hui de la question si elles ne veulent pas jeter une nation de plus dans le camp opposé. Il nous semble que, puisque le général Khorvat, chef du gouvernement ukrainien de Mandchourie, est en bonnes relations avec les Japonais, il y aurait lieu pour M. Dorochenko de le charger d'entrer en rapport avec Tokio pour tâcher d'obtenir par ce canal une déclaration des Alliés garantissant notre neutralité.

* * *

Notre ministre des Affaires étrangères à Kiev a reçu un rapport du président de la colonie ukrainienne à Minsk, en Ruthénie-Blanche, sur la situation terrible de nos réfugiés dans ce pays. Il paraît que plus de 20 000 de nos compatriotes en sont réduits à camper dans les forêts. Nous publions d'autre part des nouvelles de la colonie ukrainiennne de Kazan, qui ne sont pas réjouissantes non plus.

Cette question des réfugiés est l'une des plus angoissantes qui se pose à l'heure actuelle. Notre gouvernement doit faire tout son possible pour la résoudre le plus rapidement qu'il pourra. Grandis par la souffrance et par les expériences de leur exil forcé, tous ces réfugiés attendent avec impatience l'heure de rentrer au pays et de reprendre leur paisible travail. Ils seront un élément très dévoué et très patriote de notre Etat en construction et nous leur devons notre secours immédiat pour faciliter leur retour en Ukraine et pour rebâtir leurs foyers détruits.

Chronique économique et financière.

La Bourse d'Odessa.

Les journaux d'Odessa du commencement de juillet nous apportent des nouvelles assez intéressantes sur la situation financière vue de la Bourse. Les dispositions des valeurs foncières et obligations restent assez stables et leur circulation est assez vive, mais le cours des papiers d'Etat est très faible et presque désespéré.

Le 28 juin, les banquiers locaux cotaient les lettres de crédit à 4 1/2 % de la Banque de Cherson à 84 1/2 roubles (achat) et les vendaient à 87. Celles de la Banque de Bessarabie étaient cotées à 91 et 93. Les obligations à 5 % des sociétés de crédit de la ville s'achetaient à 99 1/2 et se vendaient à 100 1/2. Les obligations des mêmes sociétés à 4 1/2 s'achetaient à 93 et se vendaient à 95 1/2.

L'emprunt de l'Etat russe, dit de la Liberté, de 1000 roubles est coté à 670 et celui de 100 à 85. Le 4 juillet, le premier était monté à 680 et le second avait baissé à 83. Les papiers à 4 1/2 % de la banque de la noblesse et des paysans s'achetaient, le 28 juin, 76 et se vendaient 77, la rente 73 et 77.

L'emprunt de guerre à 5 1/2 % est coté à 75 et 77, l'emprunt des chemins de fer d'Etat (première émission) est coté à 73 et la deuxième émission à 70. La valeur du dividende est très faible et sans proposition. Les actions de la Banque de Bessarabie restent dans les 560 — 570. Quant aux billets à lots il n'y a pas d'espoir et l'on reste dans l'expectative.

Le cours du change était le suivant au commencement de juillet:

	3 Juil.	4 Juil.	3 Juil.	4 Juil.
	ACHAT		VENTE	
1 couronne autr.	= 50 3/4	50 1/2	51 3/4	51 1/2
1 mark (gr. som.)	= 89	88	93	92
1 mark (p. som.)	= 86	84	90	88
1 lei roumain	= 53	52 1/2	53	53 1/4

Banque Coopérative.

Les journaux de Kiev nous donnent des détails officiels sur la Banque populaire coopérative, anciennement Banque coopérative du Midi, qui a commencé ses opérations le 20 octobre 1917. Cette banque est dirigée par MM. V. Baranowsky, ancien ministre des Finances sous Vinnitchenko, M. Ololivsky et V. Melnikoff. Du 20 octobre 1917 au 1er juillet 1918 les opérations de banque se sont élevées à 270 598 178 karbovanetz. Parmi les actionnaires de l'établissement nous remarquons 28 Unions de crédit, 34 Unions productives, 2 Unions agricoles, 29 Unions mixtes et une banque.

La Banque coopérative nationale a reçu de toutes ces Unions 62 362 506 karbovanetz pour l'achat de machines agricoles et d'autres marchandises. La balance au 1er juillet atteint le chiffre de 25 641 307 karbovanetz.

SITUATION DIPLOMATIQUE

Le ministère des Affaires étrangères à Kiev est en pleine voie de réorganisation. La Chancellerie sera désormais dirigée par M. Mirny. Un Département politique et un Département de Presse viennent d'être institués. M. Losky prendra la direction du premier et M. Donzov celle du second. Enfin M. Jakovliv dirigera la section des relations internationales.

Des consulats ukrainiens vont être créés dans les principales villes d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, et en premier lieu à Léopol et à Tchernowitz. En Russie c'est M. Krivtsov qui occupera le poste de consul de la République à Moscou. En Sibérie notre consul à Kharbine est désormais M. Tvardovsky, président de la Rada mandchourienne.

Les quatre grandes ambassades ukrainiennes à Vienne, Berlin, Constantinople et Sofia sont organisées avec un personnel complet et même des attachés militaires. MM. Lipinsky, Steingel, Kistiakovsky et Choulgin se trouvent désormais à la tête de véritables missions diplomatiques et sont entourés de collaborateurs spécialistes dans les différents domaines politiques et militaires.

Le ministre des Affaires étrangères M. Dorochenko a reçu en audience le vice-consul du Danemark M. Carl Nielsen qui lui a fait part du désir formel du gouvernement danois d'établir de bonnes relations commerciales et politiques avec l'Etat ukrainien.

Les représentants de l'Entente qui ont quitté l'Ukraine étaient accrédités auprès du gouvernement tsariste et non auprès du gouvernement ukrainien. Celui-ci étant neutre, les puissances alliées devront accréditer de nouveaux personnages auprès de lui. En attendant, l'Italie a confié ses intérêts au Consul suisse, la Grèce au consul hollandais, la France au consul danois.

Une interview sur la crise.

Le journal d'Odessa *Vilne Jitia* publie dans son numéro du 26 juin une interview, malheureusement très censurée, avec le leader du parti samostinik, M. Mykola Michnowsky. C'est à lui que l'hetman avait proposé de former un ministère, comme au représentant le plus éminent de la fraction démocratique du Congrès des agriculteurs qui a causé la chute du Cabinet Holoubovitch. M. Michnowsky n'a pas voulu accepter cette mission, et voici l'opinion qu'il émet sur la situation politique actuelle:

« Il faut que les hommes politiques ukrainiens prennent une part active au gouvernement et entrent dans le Cabinet. Il faut que les Ukrainiens nationalistes y aient la majorité et y détiennent par conséquent six ou sept portefeuilles. Un ou deux représentants ne sont pas suffisants pour changer la situation et leur influence risque d'être perdue.

» Nous n'avons pas trop d'hommes politiques nationaux qui aient un nom, et l'avenir de l'Ukraine exige que nous conservions au pouvoir ceux que nous avons. Il me semble que les Ukrainiens doivent avoir les portefeuilles de l'intérieur, de l'agriculture, de l'instruction publique, de la guerre, de la justice, des finances et du commerce. Quant au portefeuille des Affaires étrangères, il est évident qu'il doit rester aussi dans des mains ukrainiennes. Si un changement survient, ce ne pourrait être qu'une modification personnelle et non pas nationale.

» Je ne voudrais pas nommer ici les candidats possibles, mais il y en aurait certainement...

(27 lignes censurées).

» La crise de l'approvisionnement, aussi bien en province qu'à Kiev, a été cause du mécontentement profond qui règne chez les paysans à l'égard de la direction politique du gouvernement actuel. Je suis d'avis qu'il faut y remédier immédiatement après la réorganisation du ministère...

(11 lignes censurées.)

» Il est certain que les paysans empêcheront l'utilisation des nouvelles récoltes pour protester contre la politique souvent incompréhensible et antidémocratique du gouvernement qui n'a pas la pleine confiance des grandes masses du peuple ukrainien. J'ai non seulement l'espoir, mais la conviction intime que les autorités gouvernementales comprendront la situation particulièrement difficile de l'heure actuelle et feront tout leur possible pour trouver une solution satisfaisante. Il me semble que tous nos amis et nos adversaires également doivent être assez convaincus que le gouvernement présent ne convient pas pour accomplir la tâche énorme qui lui incombe, s'il veut créer un Etat indépendant et fort. »

LA FÊTE NATIONALE SUISSE

Notre journal paraît aujourd'hui 1er août, le jour même de l'anniversaire de la fondation de la Confédération suisse, dont nous sommes les hôtes reconnaissants. Nous saisissons cette occasion de présenter au gouvernement fédéral et aux libres citoyens suisses nos sincères félicitations et nos sentiments de gratitude et de sympathie à l'égard de leur noble patrie, qui est devenue à l'heure qu'il est le pays le plus populaire dans toute l'Europe orientale en formation.

Nous espérons que l'arrivée prochaine du délégué du conseil des ministres d'Ukraine à Berne va permettre à nos deux gouvernements d'entrer bientôt en relations officielles et d'établir des rapports solides d'amitié qui correspondent aux vœux unanimes de notre peuple. En effet, dans cette Europe agitée, où nous sommes obligés de nous méfier de la politique des grandes puissances qui ne s'occupent jamais de nous que d'une manière intéressée, la figure de la Suisse, parfaitement neutre et désintéressée, nous apparaît comme une lumière sur la montagne et nos compatriotes voudraient être moins éloignés d'elle pour lui dire tout l'espoir qu'ils mettent en son exemple.

Nous, qui allons fêter bientôt l'anniversaire tout récent de la proclamation de notre indépendance nationale, nous comprenons avec quelle émotion les Suisses peuvent se reporter aux souvenirs de 1291, alors que les délégués des trois cantons d'Uri, de Schwytz et d'Unterwald se réunirent de nuit sur le plateau du Grütli pour proclamer la souveraineté et l'alliance perpétuelle de leur trois petits Etats. Dix-neuf autres cantons se sont joints à eux au cours des siècles en apportant chacun leurs coutumes, leur langue, leur culture et leurs traditions souvent très différentes, mais toujours démocratiques et républicaines. Tous ces éléments divers ont conservé jusqu'à cette heure leur originalité et leur personnalité bien marquées tout en sachant resserrer les liens de leur fédération suivant les besoins de la communauté.

Au moment où nous organisons notre grand Etat, nos pensées se tournent de plus en plus vers l'expérience de la Suisse et vers ses institutions populaires modèles. Nous voudrions qu'elle organise une véritable propagande helvétique à l'étranger et répande ainsi les idées et les méthodes qui ont assuré sa vie et sa liberté. Il y aurait là une véritable œuvre d'éducation politique à entreprendre et une mission sacrée ouverte à l'activité de la jeunesse énergique des universités suisses.

En souhaitant que ce vœu se réalise, nous transmettons au peuple souverain de la Confédération suisse le salut cordial de la République ukrainienne.

LES SOCIALISTES EN UKRAINE

Quand la Rada centrale a été dissoute et que le coup d'Etat du 29 avril a fait passer le pouvoir aux mains de l'hetman, tous les partis de l'extrême-gauche socialiste ont été obligés de se retirer ou de changer de tactique. Beaucoup de journaux ont été interdits tout d'abord, mais ont repris peu à peu leur activité sous le contrôle de la censure.

Les Bolchéviki ukrainiens et l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires ont passé la frontière pour établir leur quartier général dans la République des Soviets russes. C'est au dernier congrès des Soviets à Moscou que M. Alexandrovitch et ses amis ont exposé leur programme d'opposition au gouvernement actuel de l'Ukraine. Il va sans dire que c'est pour réaliser ses projets de communisme mondial que Lénine a autorisé ces réfugiés ukrainiens à faire de la propagande antigouvernementale à la ligne de démarcation fixée par la paix russo-ukrainienne.

C'est ainsi que dans le district frontière de la province de Koursk et de Tchernigov on voit un grand nombre de ces agitateurs exciter la population et l'embrigader au nom de la soi-disant Rada centrale de Charkov. Il vont même jusqu'à promettre aux paysans ukrainiens des secours de Russie pour défendre leurs intérêts de prolétaires et régler leur compte avec la bourgeoisie.

Le centre du parti socialiste-révolutionnaire a profité de la situation incertaine du pays et de l'agitation qui règne parmi les paysans pour tenter, à plusieurs reprises, d'organiser des insurrections contre le gouvernement de Kiev. C'est ainsi que les journaux nous ont parlé d'une armée fabuleuse de 75 000 paysans qui marchait contre la capitale avec des canons et des mitrailleuses.

Tout en restant très sceptiques, — et pour cause, — à l'égard de bruits pareils qui passent par Moscou, Pétrograd, Stockholm, Londres et Paris, nous pouvons certifier toutefois que, dans plusieurs endroits, les paysans se sont révoltés à cause du renchérissement de la vie et des réquisitions forcées. Dans le district de Svenigorodka le gouvernement a même été obligé d'envoyer un fort détachement de troupes pour rétablir l'ordre. Les insurgés avaient réussi à occuper la ville et il a fallu lui faire subir un siège de deux jours et même employer l'artillerie pour la reprendre.

En d'autres endroits, les paysans révoltés ont formé des bandes armées et se sont cachés dans les forêts. Dans les provinces de Tchernigov et de Poltava on signalait récemment des bandes qui pillaient les propriétés et terrorisaient la population paisible. Les dernières nouvelles qui nous arrivent indiquent toutefois que ce mouvement de mécontentement est en baisse et que le calme se rétablit à peu près partout.

Nous ne doutons pas que l'ordre et la justice finiront par prévaloir partout dans le pays et que la propagande révolutionnaire tombera d'elle-même ou se heurtera à l'indifférence des paysans, si le gouvernement se décide à décréter une radicale réforme agraire, favorable aux intérêts des petits propriétaires paysans. On signale déjà que le parti socialiste-révolutionnaire s'est vu obligé de dissoudre la plupart de ses comités et de ses organisations locales.

En résumé, le parti socialiste-révolutionnaire est partagé en deux fractions principales : la gauche, qui considère la révolution comme pas encore terminée et qui voudrait faire une insurrection pour établir une République populaire sans hetman et même sans président ; la droite, qui comprend la nécessité absolue d'organiser l'Ukraine immédiatement en Etat indépendant et qui travaille pour l'union des éléments démocratiques et socialistes tout en marquant nettement son opposition envers le gouvernement actuel.

Quant au parti social-démocrate, il a fait une évolution analogue. Les éléments les plus modérés et les Marxistes avec M. Petlioura en tête travaillent dans le sens d'un Etat ukrainien tout à fait indépendant, à base républicaine et socialiste. L'autre moitié a des sympathies pour le mouvement bolchéviste et souhaite la continuation de la révolution sociale. Ce groupe édite un journal sous le nom de *Tchervony Prapor* (Le drapeau rouge).

Cette aile gauche accuse le comité central d'être opportuniste et d'oublier la révolution. Elle est soutenue par la grande quantité des sans-travail, que les statistiques du Ministère du travail évaluent à 40 000 hommes dans une dizaine de villes, et à 200 000 dans l'Ukraine entière.

Ce comité central a décidé, le 25 juin, de profiter de toutes les occasions possibles pour organiser un mouvement en masse tout en restant dans les bornes de la légalité. Il a recommandé aux ouvriers de ne faire grève que dans des cas exceptionnels et a autorisé les membres du parti à s'adresser au gouvernement en cas de nécessité pour obtenir la permission de tenir des réunions.

Outre ces deux partis révolutionnaires les plus considérables, il y a encore un parti populiste, composé surtout de paysans et qui travaille depuis bientôt quinze ans en Ukraine sous le nom de « Selanska Spilka ». Ce parti reste également opposé au gouvernement actuel, et son activité démocratique et nationale s'exerce avant tout au sein de la petite bourgeoisie agricole. Son comité central exécutif a lancé, le 28 juin, un appel à ses organisations locales pour les inviter à ne pas se mêler aux révoltes sporadiques. Nous regrettons que la censure en ait défiguré le texte complet.

« Ces révoltes, dit la proclamation, sont en général mal organisées et dirigées par des personnes exaltées qui ne veulent pas reconnaître la discipline et la direction des organes dirigeants du parti. Le comité exécutif de toutes les Unions de paysans invite celles-ci à travailler à l'organisation professionnelle et à développer chez elles une solide discipline nationale. »

Il faut encore mentionner les puissantes organisations des employés de chemins de fer, des postes et des télégraphes qui sont également en opposition avec le gouvernement actuel. Elles font partie de l'Union nationale ukrainienne, dont nous avons parlé dans notre numéro 55, destinée à lutter contre la politique antinationale de certains hauts fonctionnaires, et à mettre fin aux manœuvres antisociales ou russificatrices au cas ou le gouvernement leur permettrait de se faire jour.

LA FÊTE DE MAZEPPA

La Société militaire « Batkivtchina », si populaire à Kiev, avait organisé le 10 juillet dernier à la Cathédrale de Sainte-Sophie, une messe solennelle en mémoire de l'hetman Mazeppa et des Cosaques morts à la bataille de Poltava, quand l'Ukraine était alliée à la Suède contre la Russie. La cathédrale et la place de Sainte-Sophie étaient trop petites pour contenir le nombreux public qui se pressait pour manifester son attachement à l'idée d'indépendance ukrainienne, au nom de laquelle l'hetman Mazeppa et ses braves Zaporogues se soulevèrent contre le tsar Pierre Ier.

Plus de 10 000 personnes ont pris part à cette manifestation nationale de protestation solennelle contre l'attitude hostile adoptée depuis deux siècles par le gouvernement et le clergé russes envers la mémoire du grand hetman. Ce fut la seconde fois que l'Ukraine a pu prier pour son fameux chef, maudit par la société russe et son clergé dans toutes les églises de l'ancien Empire. La première fois ce fut dans un petit village de Galicie, Rossokiwtsy, que la messe fut célébrée l'an dernier sur l'initiative du colonel Kapkan, qui commandait le régiment Bohdan Chmelnitzky.

La foule compacte couvrait toute la place et, malgré la défense du gouvernement et l'intervention de la police, organisa bientôt un immense cortège à travers les rues de la capitale.

Devant le drapeau national la messe a été célébrée par Mgr Nazarius, archevêque de Tcherkassy et par les prêtres Kramarenko et Matiuk, qui ont prononcé des allocutions patriotiques. Un chœur a chanté la messe et l'hymne national sous la direction du compositeur Stetzenko et accompagné de tous les assistants. Deux jeunes filles, parées du riche costume ukrainien, tenaient le portrait de l'hetman Mazeppa décoré de broderies et enguirlandé de fleurs rouges.

Les manifestants ont passé outre à la nouvelle défense du gouvernement et ont tenu un grand meeting, qui a voté une résolution proposée par M. Ottomanowsky et malheureusement entièrement échoppée par la censure sauf le premier paragraphe que voici :

« Les assistants demandent qu'à l'occasion du deux cent neuvième anniversaire de la bataille de Poltava, les restes de l'hetman Ivan Mazeppa, de son successeur Pilip Orlik et de l'hetman Petro Dorochenko soient transportés à Kiev et déposés en la cathédrale de Sainte-Sophie à côté de la tombe du Grand-Duc Jaroslav le Sage. »

APPEL AUX AMES CHARITABLES

Nous ouvrons ici une souscription pour aider une compatriote aveugle à retourner en Ukraine. Prière de nous envoyer les dons.

NOUVELLES DU PAYS

*** Avec l'initiative du gouvernement bulgare, des communications régulières fluviales par bateaux à vapeur ont été établies entre Odessa et Varna. Le 28 juin, les premiers bateaux, *Boris* et *Ferdinand*, sont partis à destination de la Bulgarie chargés de vivres.

*** Les administrations de chemins de fer zaporogues ont décidé de changer le nom de la plupart des stations dans le sens historique ukrainien, d'après le projet d'une commission composée des savants Javornitzky, Bidnov et Kaschtchenko.

*** La Municipalité de Nikolaïeff a alloué 100 000 karbovanetz en vue de l'organisation des travaux publics pour les sans-travail.

*** Le ministre de l'Instruction publique, dans un décret du 27 juin dernier, a ordonné que dans toutes les écoles commerciales, lycées, instituts, ainsi que dans les séminaires de langue russe, polonaise ou juive, les cours de littérature et de langue ukrainienne, de la géographie et de l'histoire de l'Ukraine soient obligatoires.

*** Le 29 juin, l'hetman a reçu plus de cent instituteurs ukrainiens qui suivent les cours à Kiev et leur adressa un discours très patriotique. « Je ne m'inquiète pas de mon sort, pourvu que l'Ukraine soit libre et indépendante », dit-il entre autres.

« Je ne suis pas de ceux qui promettent beaucoup et ne donnent rien, mais je travaille en silence, ayant seulement pour but le bonheur et la prospérité du peuple ukrainien. Vive l'Ukraine indépendante ! » L'hetman promit que ce jour le Conseil des ministres adopterait une loi pour l'amélioration de la situation matérielle des instituteurs des écoles ukrainiennes.

*** Le 3 juillet, une séance solennelle du Conseil des ministres a eu lieu, dans laquelle ces derniers et les sous-secrétaires d'Etat ont juré fidélité à l'Etat ukrainien avec l'hetman en tête.

*** Le Conseil des ministres a alloué, le 29 juin dernier, 3 millions 595 mille karbovanetz aux Zemstvos et aux municipalités pour la lutte contre l'épidémie et pour l'organisation de différents établissements sanitaires.

*** Le journal quotidien du parti socialiste révolutionnaire *Narodna Volia*, qui a été interdit le 29 avril pendant le coup d'Etat à Kiev, a repris son activité temporairement deux fois par semaine avec les mêmes collaborateurs.

*** La société scientifique ukrainienne à Kiev s'est réunie le 30 juin pour discuter de la question de la fondation d'une académie scientifique.

*** Le journal *Ukrainske Slovo* de Léopol donne la nouvelle que 2000 anciens prisonniers, devenus fous, ont été rapatriés ces jours dernier en Ukraine.

*** A l'occasion de l'arrivée du représentant ukrainien à Constantinople, le *Tanin*, principal organe jeune-turc, expose les relations turco-ukrainiennes concernant les questions de la Mer Noire. Le *Tanin* constate que l'énergique défense des détroits par l'armée turque a contribué à la chute de la Russie et à la résurrection de l'Ukraine.

La position des détroits reste une question vitale pour l'impérialisme ottoman et cette clef de la Mer Noire ne doit pas tomber en des mains étrangères. La Mer Noire est une mer intérieure qui appartient exclusivement aux peuples qui l'entourent.

*** D'après la *Kievskaia Mysl*, le gouvernement est très mécontent des starostes de provinces et de districts à cause de leur russophilisme. On s'attend à de prochains changements dans ces postes. Le staroste du gouvernement de Kharkov a déjà été déposé.

*** L'Union des instituteurs ouvrira à Odessa, au commencement du mois de septembre prochain, un gymnase ukrainien et des cours du soir.

*** Le professeur M. Hrouchevsky, ex-président de la Rada centrale, a été élu premier recteur de l'Université nationale ukrainienne de Kiev.

*** Le gouvernement ukrainien organise un corps spécial pour garder les frontières.

*** Le Conseil des Ministres a adopté une loi que l'hetman a confirmée concernant les appointements des membres du gouvernement. Ainsi le président du Conseil recevra 30 000 karbovanetz, les ministres 24 000, le sous-secrétaire d'Etat 18 000, les directeurs de départements 15 000 et les spécialistes 12 000.

*** Dans le district de Hadiatch, province de Poltava, la grêle a dévasté 2 000 desiatines de blé.

*** La première société de chasse sera bientôt organisée à Kiev sous le patronage de l'hetman.

*** Un tournoi d'échecs entre les champions de Kiev et ceux d'Odessa, a eu lieu à la fin du mois de juin.

*** 23 bateaux marchands ukrainiens sont arrivés à Feodosia le 7 juillet.

RÉFUGIÉS DE CHOLM EN RUSSIE

On salt que l'armée russe en retraite a évacué en 1915 la plus grande partie de la population orthodoxe et ukrainienne du Pays de Cholm. Après un long et pénible voyage, et après avoir semé des morts tout le long de la route, ces malheureux ont été internés dans le fond de la Russie, sur les bords de la Volga, au pied de l'Oural ou même en Sibérie. Dans la province de Kazan se trouve une grande colonie de ces réfugiés, qui a réussi à s'organiser pendant la révolution en attendant son rapatriement au pays.

Le représentant et jurisconsulte de cette colonie, M. Botschilo, est arrivé à Kiev à la fin du mois dernier et a été reçu en audience par M. Dorochenko, ministre des Affaires étrangères, auquel il a présenté un mémorandum, analysé par la *Robitnitcha Gazeta*, à laquelle nous empruntons certains détails.

M. Botschilo a commencé par remercier le gouvernement au nom de la colonie pour avoir défendu les intérêts ukrainiens au Pays de Cholm et l'a supplié de continuer à faire tout son possible pour que cette contrée soit réunie à l'Ukraine et puisse échapper à la polonisation forcée. Ensuite, le délégué a expliqué au ministre comment ses compatriotes avaient été évacués avec toutes leurs institutions et leur fortune se montant à plusieurs millions. Ces malheureux habitants demandent que le gouvernement ukrainien fasse le nécessaire auprès du gouvernement des Soviets russes pour que cette fortune nationale retourne en Ukraine, mais jusqu'à présent les autorités russes s'y opposent sous prétexte que le commissaire polonais de Kazan, qui reconnait le gouvernement des Soviets, revendique cette fortune pour la Pologne. Les Soviets ont fini même par la lui accorder.

La colonie ukrainienne du Pays de Cholm réfugiée à Kazan demande donc :

1. que le gouvernement ukrainien intervienne auprès du gouvernement des Soviets pour que cette fortune soit transmise au représentant ukrainien du Pays de Cholm ;

2. que l'ordonnance attribuant cette fortune aux Polonais soit annulée ;

3. que le gouvernement ukrainien fasse le nécessaire au plus vite pour que les 56 institutions ukrainiennes du Pays de Cholm soient réintégrées au pays natal avec leurs biens, et qu'on leur accorde des wagons pour transporter leurs bibliothèques et leurs archives cachées dans 4000 énormes caisses ;

4. que le gouvernement ukrainien donne au représentant de la colonie de Kazan l'autorité consulaire.

M. Botschilo a raconté en outre que les Russes sont très hostiles aux réfugiés ukrainiens et qu'au printemps dernier les paysans des districts de Tchehotsari et de Kosmiansk ont forcé ces malheureux à camper sur la rive basse de la Volga, sachant parfaitement bien que leur campement serait détruit à la première inondation. Les réfugiés n'échappèrent à cette mort terrible que grâce à un bateau à vapeur qui passait par là heureusement et qui les prit à bord.

Comme conséquence de cette intervention, le président de la délégation de paix M. Chelouchine a adressé le 3 juillet une lettre au président de la délégation russe en soutenant ses revendications et demandant au gouvernement des soviets que toute la fortune des institutions du Pays de Cholm évacués ne soit pas transmise aux commissaires polonais parce qu'elle appartient à l'Etat ukrainien et qu'elle soit libre de toute réquisition.

LES DOUANES A LA FRONTIÈRE DE L'UKRAINE

D'après les télégrammes envoyés par le Ministère des Communications à toutes les directions des lignes de chemins de fer, les douanes à la frontière de l'Etat ukrainien sont réparties comme suit :

Du côté de la Bessarabie : 1. A Tiraspol, sur la ligne Odessa-Bendery-Jassy ; 2. à Ribnitsa, sur la ligne de Balta-Novoselitsa.

Du côté de l'Autriche : 3. A Kamenetz-Podolsk ; 4. à Hussatin ; 5. à Volotchisk, sur la ligne Proskourov-Tarnopol ; 6. à Vichgorod ; 7. à Radzivilov, sur la ligne Zdolbounovo-Léopol ; 8. à Djirki.

Du côté de la Pologne : 9. A Travinka (ligne tracée par le traité de paix), sur la ligne Kovel-Cholm-Lublin ; 10. à Brest-Litovsk.

Du côté de la Ruthénie-Blanche : 11. A Vissoké-Litovské, sur la ligne de Brest-Bilostok ; 12. à Hantsevitchy, sur la ligne Sarny-Louninetz-Baranovitchy ; 13. à Jlobin, sur la ligne Jitomir-Mosir-Mohilev ; 14. à Homel, sur la ligne Bachmatch-Minsk.

Du côté de la Moscovie : 15. A Potchep (province de Tchernigov), sur la ligne Homel-Novozibkov-Briansk ; 16. à Zernowo, sur la ligne Konotop-Janpol-Altoukovo ; 17. à Korenievo, sur la ligne Vorojba-Lougov ; 18. à Soudja, sur la ligne Kharkov-Briansk ; 19. à Bilitsa ; 20. à Kleinmichilevo (province de Koursk), sur la ligne Bilgorod-Koursk ; 21. à Okouny, sur la ligne Volouïky-Jeletz ; 22. à Lisky (province de Voronij), sur la ligne Konstantiniv-Voronij ; 23. à Titovaïa (province de Voronij).

Du côté du Pays du Don : 24. A Doljenkovo ; 25. à Rostov-sur-le-Don.

Nous voyons d'après les villes susnommées que les frontières avec le pays du Don et le Caucase septentrional ne sont pas encore fixées en détail, ni définitivement.

D'ailleurs ces lignes passent exclusivement sur le territoire ethnographique ukrainien et en même temps correspondent à peu près aux lignes stratégiques. Nos lecteurs connaissent notre point de vue ; ils savent que nous continuons à rester dans l'opposition au sujet de la Bessarabie, du Caucase septentrional avec le pays du Kouban et Stavropol qui sont peuplés en grande majorité par des Ukrainiens et s'avancent presque jusqu'à la mer Caspienne, de Soukoum (dans la province de la mer Noire) à travers la chaîne des Monts du Caucase jusqu'à Bakou.

Комисия :: Експорт :: Фабрика годинників
BELECO WATCH
М. БРАЙЛОВСЬКИЙ
Швайцария; **LA CHAUX-de-FONDS**, Paix 87
:-: **Спеціяльність на Україну** :-:
Надзвичайні мужеськи і жіночи з добрим ходом від 10‴ до 22″ годинники кулясті і продовгасті золоті, срібні, сталеві і металеві. Годинники браслєткові від 8‴ до 15‴ круглі всіляких можливих форм, золоті, срібні, сталеві, ніклеві. Торговельний дім постарчає шабльоні в якій вгодно кількости від 11½‴ до 22‴ анкерові і цілїндрові з частинами від Ад. Шільда з Гранжу як і від иньших відомих фірм. Заміна і заполучення окремих частин гварантоване.

Editeur : W. Stepankowski.
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 62 Lausanne, 8 Août 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 6 août 1918.

Un socialiste-révolutionnaire russe est venu à Kiev avec 500 roubles et une bombe pour assassiner le maréchal von Eichhorn et faire le plus grand plaisir à l'Entente en essayant de brouiller ainsi l'Ukraine et les Puissances Centrales. Ce crime abominable a révolté l'opinion publique de notre pays qui entend certes défendre son indépendance contre toute intervention étrangère, mais qui considère celle de cet agent russe comme l'une des plus perfides et des plus répugnantes qui soit.

Il n'y a rien de plus artificiel que cette manière de vouloir imposer du dehors à la nation ukrainienne des opinions et des méthodes qui ne sont pas les siennes. A ce propos nous signalons à nos lecteurs la campagne absurde entreprise dans la presse suisse et française depuis quelques jours pour faire croire que l'Ukraine souhaite éperdument retourner sous le joug moscovite. Il n'y a pas jusqu'au *Journal de Genève* qui, dans son numéro du 4 août dernier, ne fasse de Hrouchesky, de Vinnitchenko et de Holoubovitch des Galiciens agents de l'Autriche-Hongrie et ne déclare sans rire que le peuple ukrainien ignore généralement sa langue maternelle. Il est navrant de penser qu'on puisse encore publier des canards pareils et nous nous demandons pourquoi les grands journaux n'envoient pas des reporters en Ukraine pour juger *de visu* et apprendre à connaître les choses avant d'en parler.

En attendant, nous nous proposons de commencer dès notre prochain numéro la publication des impressions de voyage de personnalités compétentes qui reviennent de notre patrie et qui sont mieux placées pour nous en donner des nouvelles que les journalistes qui n'y ont jamais mis les pieds et qui sans doute ignoraient encore jusqu'au nom même de notre peuple il y a une année ou deux.

* * *

M. Albert Thomas, député socialiste et ancien ministre des munitions, a présenté au ministre français des Affaires étrangères Pichon les délégués du comité d'entente entre les nationalités des confins russes, à savoir les Polonais, Lettons, Esthoniens, Arméniens et Géorgiens. M. Pichon a exprimé sa sympathie pour leurs aspirations nationales et leur a renouvelé l'assurance que la France vise à donner à ces peuples la libre disposition d'eux-mêmes. Il a invité chaque délégué à lui remettre une note résumant ses revendications.

Il est fort intéressant de remarquer que M. Albert Thomas a constitué à Paris un groupe semblable à la Commission de l'Est, fondée à Lausanne ce printemps et à laquelle l'ancien ministre français avait témoigné un très vif intérêt. Par contre, nous avons le droit de nous étonner de ne pas voir figurer l'Ukraine parmi les nationalités nommées et nous aimerions savoir si cette absence est due aux opinions personnelles de M. Albert Thomas et à son choix volontaire ou bien si c'est le Quai d'Orsay qui a imposé cette exclusion pour bien montrer qu'il ne reconnaît pas le droit de l'Ukraine à l'indépendance.

* * *

Nous apprenons d'autre part que la Commission des Affaires extérieures de la Chambre française des députés a entendu un rapport de M. Pélissier sur les différentes phases du mouvement ukrainien et qu'elle a chargé son président de faire connaître à M. Clémenceau « les conclusions unanimes auxquelles elle est arrivée afin de réaliser en Russie une politique conforme aux intérêts des deux nations alliées et aux buts généraux de l'Entente. »

Nous aimerions beaucoup savoir aussi quelles sont ces conclusions et comment la Commission comprend la politique extérieure de la France à l'égard de l'Ukraine. Les buts généraux de l'Entente, s'ils sont conformes aux déclarations du président Wilson, comportent la libre disposition des peuples et leur droit souverain de décider eux-mêmes de leur sort. Dans ces conditions, il semblerait que l'Ukraine devrait avoir les mêmes droits que la Pologne ou la Géorgie, à moins que les principes des Alliés ne soient bons que pour une certaine catégorie de nations et que l'intérêt — d'ailleurs mal compris — de l'Entente ne lui fasse faire exception au détriment de l'Irlande et de l'Ukraine.

Il serait en tout cas grand temps pour les Alliés d'oser proclamer une fois pour toutes leurs intentions à l'égard d'un grand pays de quarante millions d'âmes qui désire vivre en bons rapports avec eux comme avec tous les autres pays d'Europe et d'Amérique.

NOTRE ARMÉE

L'agence officielle de l'Etat ukrainien nous a communiqué le 1er juillet que la commission chargée d'élaborer des statuts pour l'armée nationale a fini ses travaux sous la présidence du général Savelieff. Elle a décidé que la première levée de troupes sera celle de la classe 1920, dont le recrutement aura lieu avant novembre 1918.

Tous les articles de la loi militaire de l'ancien gouvernement russe seront modifiés et la plupart complètement abrogés. Outre la classe 1920, les personnes qui n'ont pas encore fait de service militaire en Russie et qui sont établies actuellement en Ukraine seront également appelées. On prendra aussi les internés civils et militaires qui sont en Autriche, en Allemagne, en Bulgarie et en Turquie et qui vont être rapatriés en Ukraine. Toutefois les personnes réformées jadis pour cause d'infirmité physique seront dispensées de se présenter.

Les cadres seront composés des anciens officiers et sous-officiers ukrainiens de l'armée russe. On travaille activement au ministère de la Guerre à l'organisation de la nouvelle armée nationale, et plusieurs commissions spéciales fonctionnent depuis quelques mois. Le général Rohosa, ministre de la guerre, a fait les déclarations suivantes à un collaborateur du journal *Vidrodjenia :*

« L'armée ukrainienne s'organisera sur une base démocratique et les grades seront accessibles à tous les citoyens indépendamment de leur situation matérielle ou de leur nationalité d'origine. Tous ceux qui sont honnêtes et qui possèdent assez de talent et d'instruction pourront s'élever jusqu'au plus haut grade en suivant les degrés de la hiérarchie. L'organisation de l'armée et de la flotte demande toute notre attention et notre prudence. Là il n'y a pas de place pour les expériences fâcheuses. Il s'agit de rester absolument en dehors de tous les partis politiques.

L'armée doit être formée d'après les principes territoriaux et basée sur la discipline et la subordination. La discipline sévère est indispensable ; sans cela nous n'aurons jamais une forte armée, quel que soit le gouvernement.

Le ministère de la Guerre s'occupe tout spécialement de l'instruction des cosaques ; nous avons l'intention d'ouvrir toute une série d'écoles militaires et de fonder des sociétés musicales et culturelles. Une commission spéciale étudie l'organisation des académies d'officiers pour l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie. Nous fonderons aussi toute une série de corps de cadets pour permettre aux enfants des officiers et des soldats de développer leur instruction.

Il n'y aura aucune différence de classes. Dans les principaux districts militaires on organise déjà les états-majors des corps d'armée et les cadres des divisions et des régiments. Nous avons déjà choisi l'uniforme des officiers avec des épaulettes aux couleurs nationales et les insignes des anciens cosaques zaporogues.

Nous espérons que notre Etat possédera bientôt une armée forte et bien organisée qui ait profité de l'expérience de la guerre et des méthodes européennes. J'ai eu le plus grand plaisir à visiter les corps de l'armée en formation et tout particulièrement la division des cosaques, commandée par le général Natiïv, qui s'est distingué dans sa lutte contre les Bolcheviki. »

IL NOUS FAUT DES CONSULS

Une des tâches les plus urgentes qui s'impose à notre ministère des Affaires étrangères, c'est la nomination de consuls ukrainiens à l'étranger. Nous voudrions qu'on comprît mieux à Kiev la situation impossible des émigrés de notre pays qui se trouvent aujourd'hui en Occident. Si notre gouvernement ne peut pas encore accréditer des envoyés diplomatiques à Paris et à Londres, puisque la France et l'Angleterre ne sont pas encore disposées à reconnaître l'Ukraine, il devrait se hâter par contre de le faire dans les pays neutres, comme la Suisse par exemple, où rien ne peut s'opposer sérieusement à l'établissement de relations officielles, quand cela ne serait que sur la base d'un état de fait provisoire.

A l'heure qu'il est, les Ukrainiens qui habitent la Suisse n'ont personne pour défendre leurs intérêts, personne à qui s'adresser pour demander des passeports ou pour faire signer leurs papiers. Nous connaissons certains de nos compatriotes qui se trouvent dans une situation extrêmement difficile vis-à-vis de la police par le simple fait que leurs passeports sont échus et qu'ils ne peuvent pas faire renouveler leur permis de séjour. Pour se mettre en règle, il leur faudrait s'adresser à la Légation bolchévique russe à Berne ou au Consulat tsariste à Genève. On comprend que des libres citoyens de la République ukrainienne répugnent à aller s'adresser ainsi à leurs pires ennemis.

Notre gouvernement ne saurait les laisser plus longtemps dans une situation pareille. Ils sont menacés à chaque heure de tomber sous le coup des lois et de se trouver obligés de fournir une caution comme les vagabonds sans papiers. Il n'est pas admissible qu'on nous impose plus longtemps de Kiev la nécessité de prolonger un état de choses aussi humiliant. Nous adressons un pressant appel à M. Dorochenko pour qu'il se préoccupe immédiatement de la question et charge le Dr Lukassevitch de mettre ce point au tout premier rang des questions qu'il vient discuter à Berne avec le gouvernement suisse. La tranquillité et l'honneur de nos compatriotes émigrés va dépendre en grande partie de ces négociations.

Il est naturel que les autorités cantonales suisses ne puissent pas reconnaître jusqu'à présent la nationalité ukrainienne puisqu'elles n'ont pas reçu d'ordre officiel à ce sujet et il est tout aussi naturel que nous nous refusions énergiquement à être enregistrés comme Russes. Il y a là une situation intolérable qui doit prendre fin sans tarder. Le gouvernement suisse lui-même doit le souhaiter, car il n'a cessé de nous témoigner la plus grande bienveillance et nous savons qu'il est le premier à regretter l'ambiguïté de notre situation légale. Avant que la paix générale soit signée, il est certain qu'il lui sera très difficile d'adopter des mesures définitives. La Suisse a été l'une des premières à reconnaître la Finlande ; de nombreuses difficultés lui sont nées de ce geste généreux. L'expérience a rendu le Conseil fédéral très prudent en ces matières et il est probable qu'il ne s'engagera pas une seconde fois dans une voie aussi décisive.

Mais, étant donné l'état de fait qui existe en Ukraine et le gouvernement institué là-bas d'une manière prolongée et indépendante de la Russie, il y a possibilité pour le gouvernement suisse de choisir une attitude pareille à celle qu'il a adoptée vis-à-vis des Bolcheviki russes, à savoir de ne pas se prononcer officiellement par une reconnaissance solennelle et définitive de leur régime, mais d'entrer en rapports immédiats avec leur gouvernement pour régler les questions de consulat et de rapatriement. Comme le gouvernement des Soviets reconnaît lui-même l'existence de l'Etat ukrainien indépendant et qu'il est en train de signer un traité avec nous pour délimiter nos frontières communes, plus rien ne s'oppose à ce que la Suisse entre en rapports officiels avec nous.

LA GRÈVE DES CHEMINOTS

L'agitation qui régnait depuis deux mois parmi le personnel des chemins de fer a fini par aboutir à une grève générale qui a commencé le 16 juillet dernier dans la soirée. Le 17, presque tout le trafic était arrêté sur les principales lignes du pays ainsi que le travail des usines et des ateliers mécaniques de Kiev et d'Odessa. D'ailleurs la situation générale des chemins de fer chez nous est très mauvaise; un pourcentage énorme de matériel roulant est en mauvais état et les ateliers mécaniques sont insuffisants pour les réparations nécessaires. Chacune des lignes boucle son budget par un déficit énorme qui atteint jusqu'à 800 millions de kaborvanetz par année.

Par suite de la situation financière difficile où se trouve l'Etat, le gouvernement ukrainien n'a pas pu payer régulièrement les salaires. D'après les informations de Kiev le gouvernement n'a pas même pu payer la somme de 108.300.000 karbovanetz sur 146.412.910 qui devait couvrir les salaires des cheminots pour les trois mois de l'automne dernier. Au mois de juin il s'est vu obligé de diminuer de 50 karbovanetz le salaire mensuel des employés, salaire qui ne tenait déjà pas compte du renchérissement considérable de la vie. Les employés recevaient 260 karbovanetz par mois pour commencer et montaient graduellement jusqu'à 310, 380 et 425, chiffre maximum.

Il ne faut pas oublier non plus que le personnel des chemins de fer comprenait un grand nombre de Russes et de Polonais mécontents du mouvement national ukrainien et en général fortement atteints par la propagande maximaliste russe.

Ainsi le 20 juillet le commissaire des chemins de fer de Pollissié a présenté un rapport au Ministre des Communications en faisant remarquer qu'une partie des employés de la ligne Homel-Rovno n'ont pas déclaré la grève parce que les employés appartiennent presque tous à des partis nationaux ukrainiens. Par contre, ceux qui travaillaient entre Homel et Luninetz continuent la grève, car la majorité d'entre eux sont de nationalité russe.

Voici quelles étaient les causes politiques directes de la grève :

Le 16 juillet le Ministre des Communications avait dissous l'association professionnelle des employés de chemins de fer et avait ordonné l'évacuation immédiate des locaux où travaillaient les comités du Syndicat. Ensuite le gouvernement retarde par tous les moyens possibles l'introduction « du statut des chemins de fer », pourtant autorisé par le Tribunal du district de Kiev et par le Conseil des Ministres. Ce statut devait permettre au Syndicat des employés, des ouvriers et des journaliers de se réunir en une seule et unique association.

Les grévistes demandent la réalisation de cette mesure et présentent au Ministère les revendications suivantes :

1° annulation de la diminution de salaire de 50 karb.

2° rétablissement du salaire fixé par le gouvernement du Soviet le 11 décembre 1917.

3° distribution des produits alimentaires.

4° paiement immédiat aux ouvriers de tout ce qu'on leur doit et de la différence des salaires de septembre à novembre 1917.

Sitôt la grève commencée, le Ministre des Communications a ordonné au Commissaire général d'aviser les grévistes qu'il était prêt à satisfaire aux revendications économiques et que les journaliers recevraient dans les trois jours les salaires du mois de mai et les employés le salaire du mois de juin. Des mesures seraient prises pour faciliter le ravitaillement des ouvriers, mais le Ministre déclarait qu'il ne pouvait satisfaire aux autres exigences qui touchaient à des questions d'ordre législatif.

La circulaire ministérielle a invité les cheminots à reprendre le travail le 18 juillet en avertissant ceux qui s'y refuseraient

qu'ils seraient congédiés. Elle annonçait également que, si la grève continuait, le commandement militaire allemand prendrait les chemins de fer en mains. Le même jour le Ministre a fait congédier les ouvriers des ateliers de Kiev.

La grève a néanmoins continué dans toutes les provinces de la rive droite du Dnieper. Le 18 juillet un seul train est parti de Kiev. Le 19, la ligne d'Ouman s'est mise en grève avec les autres. Le 20 juillet le commandement allemand a demandé le fonctionnement quotidien de quatre trains sur les principaux réseaux, et de deux sur les lignes secondaires pour assurer la liaison entre les troupes allemandes. Toute tentative contraire serait considérée comme hostile et jugée par les tribunaux militaires allemands.

Malgré tout la grève continue et, depuis le 23 juillet, les cheminots allemands assurent la circulation des trains nécessaires aux troupes. On espère néanmoins que le conflit entre les grévistes et le gouvernement finira par une solution pacifique. Une commission d'Etat a été instituée pour étudier la situation matérielle des fonctionnaires.

Statistique significative.

La *Nova Rada* du 26 juin nous raconte l'enquête faite par le Zemstvo d'Ekaterinoslav sur le choix de la langue préférée par les lecteurs pour l'édition du journal *La Vie populaire*.

A la date du 20 juin, la Commission d'enquête avait reçu 1079 listes de particuliers et 44 listes d'institutions publiques qui demandaient à recevoir le journal exclusivement rédigé en langue ukrainienne. Quatre lecteurs seulement proposaient l'édition en deux langues et trois en russe uniquement.

NOUVELLES DU PAYS

*** Le ministère de la Santé publique a décidé de donner la permission d'ouvrir à Kiev 15 nouvelles pharmacies, ainsi que de fonder aussitôt que possible une faculté de pharmacie dans chaque université de l'Ukraine.

*** 492 employés des postes et télégraphes viennent de terminer le 30 juin le premier cours gouvernemental de langue ukrainienne et ont obtenu leur diplôme. La deuxième série de ces cours a commencé le 9 juillet. Autres semblables pour l'enseignement de la langue, de la littérature et de l'histoire ukrainiennes sont organisés dans chaque ville, pour préparer des cadres d'employés connaissant à fond la langue d'Etat. Il ne faut pas oublier que jusqu'à la Révolution, tout enseignement de la langue nationale était défendu en Ukraine.

*** Le haut commandement de l'armée austro-allemande en Ukraine a donné ordre aux officiers allemands et autrichiens de saluer les officiers ukrainiens, quel que soit leur grade.

*** A Kamenetz-Podolski, le 9 juillet, a eu lieu un congrès des coopératives de Podolie du district de Kamenetz. Les représentants de 40 coopératives y prirent part. Le Congrès a décidé de faire partie de l'Union coopérative « Dnipro ».

*** Le directeur du département du ministère de l'Intérieur à Kiev s'est rendu en province pour reviser l'activité des organes de gouvernements et de districts. On espère que de nombreux changements auront lieu dans les statuts du personnel de ces organes.

*** La *Nova Rada* écrit que dans le territoire du Don les sympathies vont croissant en faveur d'une incorporation à l'Ukraine.

*** Le 16 juillet l'hetman a approuvé le modèle de drapeau pour la marine ukrainienne qui lui a été présenté : sur champ blanc, croix bleue verticale. Dans le coin supérieur gauche, petit drapeau national avec le cachet d'or de Saint Vladimir.

*** Le « Vidrodjenia », journal officieux écrit que si le front oriental est rétabli, le gouvernement ukrainien devra exiger de l'Entente qu'elle reconnaisse la neutralité de l'Ukraine, et au besoin il devra la défendre par les armes.

*** Le Congrès des instituteurs, au nombre de 300, s'est terminé à Elisabethgrad le 3 juillet. Il a discuté la question de l'organisation des écoles nationales, ainsi que la situation matérielle du personnel enseignant. Après plusieurs journées de débats, le Congrès a pris entre autres la résolution que l'Ukraine se développera en Etat tout à fait indépendant, et que les écoles devront être exclusivement ukrainiennes. Les instituteurs d'Elisabethgrad ont décidé de faire partie de l'Union du personnel enseignant de toute l'Ukraine.

*** Vers la fin de juillet, une banque coopérative sud-est s'ouvrira à Rostov, sur le Don, pour desservir les différentes coopératives du Pays du Don, du Kouban et du Caucase septentrional. MM. Perepelitsia, ex-ministre des Finances au Cabinet Holoubovitch, M. Romantchenko et M. Rening sont à la tête de cette entreprise.

*** Le représentant de la République de Géorgie est arrivé à Odessa le 4 juillet. Il a proposé que l'Ukraine échange son blé contre des peaux. La Géorgie possède pour plus de 20 millions de cette marchandise en dépôt.

*** A Soumy, dans la province de Kharkov, le Congrès des instituteurs a commencé le 4 juillet.

*** Le ministère du Travail ukrainien dément officiellement la nouvelle de l'abolition de la journée de huit heures.

*** A la station de Sinelnikovo on a arrêté un wagon plombé parti de Sébastopol à destination de Koursk. Dans ce wagon se trouvaient 10 matelots bolchéviks armés et possédant un million et demi d'or et d'argent qui avait été volé en Crimée. Ces matelots ont été enfermés dans la prison d'Ekaterinoslav.

*** Le Conseil des Ministres a résolu de faire une nouvelle émission de 500 millions de karbovanetz.

*** Les journaux de Kiev rapportent que vu les tendances russophiles du haut clergé orthodoxe, l'idée d'une union de l'Eglise ukrainienne avec Rome gagne de plus en plus de terrain parmi les intellectuels ukrainiens. Un comité d'initiative vient d'être formé dans ce sens.

*** Le ministère du Commerce a interdit l'exportation d'Ukraine de tous les matériaux pour l'industrie du bouchon.

*** Le premier numéro de la revue « Sport » a paru à Ekaterinoslav ; son rédacteur en chef est M. Olexandrovitch. Notre nouveau confrère nous apprend qu'un match de football doit avoir lieu entre Charkov et Ekaterinoslav le 23 juillet.

*** La Société des architectes ouvrira à Kiev le 8 septembre 1918 une haute école d'architecture. Le programme de cet institut se basera sur celui de l'institut d'ingénieurs civils et de l'académie des Beaux-Arts à Pétrograde et comptera 5 ans d'études.

*** On mande de Kiev que Milioukov a échoué dans son entreprise. Il n'a pu réussir à convaincre les Allemands de la sincérité de sa nouvelle orientation. Le parti cadet ukrainien est tout près d'une rupture définitive avec la branche du même parti russe.

*** Le correspondant de Kiev du « Wilné Jytia », journal d'Odessa qui faisait jusqu'ici partie de l'opposition contre l'hetman, déclare que la situation politique à Kiev s'est beaucoup améliorée ; malgré toutes les difficultés, l'ukrainisation de la vie publique fait de rapides progrès. Le journal attaque énergiquement le pessimisme et la passivité de certains groupes ukrainiens ; tous deux sont dénués de fondement et par conséquent nuisibles.

*** Le gouvernement roumain a défendu le trajet entre Odessa et Ackermann, en Bessarabie. A Bendery, le préfet a ordonné la confiscation de tous les journaux ukrainiens, mais la police n'en a pas trouvé un seul numéro, parce que la population les avait tous achetés et cachés.

*** Le gouvernement de l'hetman s'étant convaincu que la loi publiée dernièrement ne peut satisfaire les paysans, il travaille à l'élaboration de lois beaucoup plus radicales. L'opposition des grands propriétaires fonciers russes et polonais est à prévoir.

*** La Société littéraire et artistique forme le projet d'ouvrir cet automne à Kiev un opéra national.

*** Quatre bateaux à vapeur font le service entre Odessa et Kertch, dans la mer d'Azov.

*** Les Zemstwos de Krementchouk ont assigné une somme de 65 000 karbowanetz pour ouvrir des cours pour instituteurs et employés des Zemstwos ayant pour but l'ukrainisation de l'instruction publique.

LE SOBOR ECCLESIASTIQUE ET L'EGLISE AUTOCEPHALE

Le 21 juin, le Sobor ecclésiastique orthodoxe de toute l'Ukraine, ayant à sa tête le Collège des évêques, le clergé et les délégués laïques, s'est réuni à Kiev et a terminé ses travaux le 11 juillet.

Ce Congrès s'est déjà réuni au mois de janvier, mais il a été obligé d'interrompre ses séances à cause de l'invasion des bolcheviks. Près de 400 personnes y ont pris part, et le gouvernement a alloué une somme de plus de 2 000 000 karbowanetz pour les dépenses de cette importante assemblée.

Le protocole a été rédigé dans la langue adoptée par les divers orateurs.

Une année de vie nationale et libre ne peut naturellement pas annuler toutes les conséquences de la politique tsarienne néfaste et de celle des russificateurs du Saint Synode de Petersbourg, qui ont donné, depuis Pierre Ier, tous les postes élevés tenus par de hauts dignitaires, à des moscovites purs. Même pour les simples prêtres de village et les diacres le gouvernement russe a toujours trouvé des candidats d'origine grand-russienne qui avaient suivi les cours spéciaux fondés à Moscou et dirigés par différents fonctionnaires de confiance, tels que le prêtre Vostorgoff et autres.

Nos lecteurs occidentaux connaissent la politique scandaleuse faite par l'évêque Euloge pendant l'invasion russe en 1915, en Galicie. Le résultat de cette politique est que dans la province de Tchernigov, par exemple, les administrateurs du Saint Synode n'ont pas laissé un seul prêtre d'origine ukrainienne dans les paroisses. Tous les membres instruits du clergé ont été envoyés au fond de la Russie ou même en Sibérie pour remplacer ceux qui sont venus de ces régions en Ukraine. Citons entre autres l'évêque Parthène de Podolie (voir l'*Ukraine* n° 7, 10. XII. 15) qui a été exilé à Toula, l'évêque Nikon qui a été envoyé à Krasnoïarsk en Sibérie. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le Sobor de l'Ukraine réuni actuellement, se soit déclaré en majorité pour le maintien des relations avec le clergé russe, son patriarche Tikhon, et contre l'autocéphalie de l'Eglise nationale ukrainienne.

Le Congrès a été ouvert par l'archevêque Pimen, devant les délégués et le personnel du ministère des cultes avec le ministre Zinkivsky. On a nommé président d'honneur le métropolite Antonius. Le ministre des cultes a pris la parole et a dit entre autres que le gouvernement, considérant que le Sobor est le seul organe compétent dans les questions ecclésiastiques, n'a pas voulu, par un décret spécial, déclarer auparavant l'autocéphalie de l'Eglise ukrainienne. Le gouvernement ne veut pas insister pour que cette question soit résolue dans cette session du Sobor, mais il désire contribuer de toutes ses forces à ce que toutes les questions concernant l'Eglise ukrainienne soient résolues en Ukraine et non à Moscou. Dans l'Ukraine indépendante toute l'administration ecclésiastique doit être également indépendante. Le ministre a ensuite lu un télégramme envoyé par le président du Conseil, Lysohoub, au patriarche de Moscou, le priant de ne pas confirmer l'élection du métropolite ukrainien Antonius avant que cette question ait été discutée par le Sobor. Le patriarche a cependant envoyé une réponse négative et a confirmé l'élection. Le ministre a déclaré que cette réponse n'avait aucune valeur juridique et qu'elle était une offense au gouvernement.

Le Sobor a délibéré longuement sur le discours du ministre dans une séance à huis clos et a résolu de prier l'hetman et le gouvernement ukrainien de ratifier l'élection du métropolite faite au Congrès local, à la cathédrale de Sainte-Sophie, le 19 juin. Après cette résolution, une partie importante du Sobor a protesté.

Pendant la deuxième séance, l'Assemblée a élu six commissions : la première, pour l'organisation de la haute administration de l'Eglise orthodoxe en Ukraine, pour délibérer sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat ; la deuxième, pour les affaires de paroisses et des évêchés ; la troisième, pour l'ukrainisation de l'Eglise (le président de cette commission est le célèbre archevêque Euloge !) ; la quatrième, pour l'instruction religieuse, académies, missions religieuses, séminaires, éditions et pour l'instruction religieuse des laïques ; la cinquième, pour les affaires concernant l'organisation des monastères ; la sixième, pour les questions économiques, qui délibérera pour améliorer la situation matérielle du clergé ainsi que sur les propriétés ecclésiastiques.

Ce Congrès, en comparaison avec celui de janvier, est composé de beaucoup plus d'éléments russificateurs, sous l'influence de la politique générale qui a tourné vers la droite. Dès le début s'est formée une majorité composée d'éléments russificateurs, ennemis par principe de l'autocéphalie de l'Eglise ukrainienne. C'est ce groupe qui a élu le métropolite Antonius, leader de leur orientation moscophile, pour remplacer le métropolite Vladimir, tué par les bolcheviki. Ce groupe est inspiré par le fameux archi-prêtre Titoff, que le gouvernement Holoubovitch voulait arrêter avant le coup d'Etat. Cette majorité, par 198 voix contre 108, a résolu d'exclure du Congrès toute une série de personnes et même de groupes, partisans de l'autocéphalie, sous prétexte de l'insuffisance de leurs mandats. Elle a exclu entre autres le prêtre et publiciste Masukievitch, de la *Nova Rada*, à cause de ses révélations.

Dans la séance du 27 juin, le président du Congrès a lu une lettre du président de la délégation de paix ukrainienne qui a proposé au Sobor d'élire une commission ecclésiastique spéciale, qui devrait répartir les biens ecclésiastiques communs entre la Russie et l'Ukraine. Cette lettre commençait ainsi : « Par la grâce de Dieu, l'Ukraine est libérée du joug moscovite dans toutes ses formes et s'est organisée en Etat indépendant. Il est évident qu'aucun pouvoir russe n'a le droit de gouverner en Ukraine, car ce serait contraire aux nécessités d'Etat et au droit international. Le Synode russe ou son remplaçant ne doit avoir aucun pouvoir sur l'Eglise ukrainienne, cette institution étant nationale russe et composée de membres également russes et par conséquent étrangers. C'est pourquoi le patriarche qui remplace actuellement le Synode n'a pas le droit de se mêler des affaires ecclésiastiques de l'Ukraine. »

Le Sobor a élu la commission demandée mais a résolu de ne pas délibérer sur la première partie de la lettre que nous avons reproduite ci-dessus.

Le ministre des Cultes, qui assistait aux séances, a soutenu la proposition du président de la délégation de paix et s'est prononcé contre la résolution adoptée par le Sobor.

Tout en excluant une trentaine de délégués sous prétexte de vérification des mandats, la majorité du Sobor n'était cependant pas encore tranquille. Elle a résolu de dissoudre le Comité exécutif de la première session composé en majorité de partisans de l'autocéphalie et de le remplacer par de nouveaux membres pour la plupart russophiles.

Dans la séance du 8 juillet, le représentant de cet ancien Comité, l'archi-prêtre Maritchiv, a déclaré au nom du Comité qu'ils refusaient tous de faire partie du Congrès et protestaient solennellement devant le présidium.

A propos du projet adopté par le Sobor sur la haute direction de l'Eglise, le ministre des Cultes a déclaré que le Conseil des Ministres délibérerait sur cette question. Le gouvernement défendra toujours l'autonomie de l'Eglise ukrainienne, par conséquent la résolution du Sobor ne peut le satisfaire. Le métropolite de Kiev doit être élu par le Sobor de toute l'Ukraine et non par un Congrès ecclésiastique local. Le gouvernement est également opposé à ce que la hiérarchie de l'Eglise soit divisée en trois parties, comme se le proposait le Congrès : conseil des évêques, clergé et laïques. Cette division n'est pas dans la tradition ukrainienne, mais moscovite ou papiste. Tous les membres du Sobor doivent être égaux, et le ministère des Cultes sera son organe représentatif. Le patriarche peut bénir les évêques, mais non les nommer. A la fin de son discours, le ministre invite la majorité à ne pas adopter une résolution qui pourrait amener le désaccord et à ne pas travailler en dehors de l'Etat ukrainien. S'adressant à la minorité, le ministre l'invite à ne pas manquer de courage.

Pendant la séance du 7 juillet, l'hetman est arrivé avec sa suite et a prononcé un discours significatif que nous reproduirons plus loin. Ce discours a été très applaudi et le métropolite Platon a répondu aussi au nom de tout le Congrès en langue ukrainienne soulignant le fait que le peuple orthodoxe sera reconnaissant à l'hetman pour ses efforts pour le bien de l'Eglise et de l'Ukraine.

Dans la séance du 9 juillet, le Sobor a adopté le projet d'une commission économique sur les appointements du clergé en Ukraine. Ainsi l'Etat alloue annuellement à un évêque 9 000 karbowanetz, à chaque prêtre de village 3 600 karb., à un diacre 2 700 karb. et au lecteur des psaumes 2 400 karb. Le Sobor a également adopté un projet de réforme dans les écoles et séminaires ecclésiastiques, dans un sens plus démocratique et ukrainien. Les institutions qui sont aux frais de l'Etat seront soumises au ministère des Cultes et celles qui sont entretenues par l'Eglise seront dirigées par le clergé.

On a élu pour le haut conseil ecclésiastique, outre le métropolite Antonius, les évêques Platon, Euloge et Pachomius ; parmi le clergé les archi-prêtres et professeurs Gross, Titoff, Loboff et le lecteur des psaumes Zouïman ; parmi les laïques MM. Martchenko, Tulpanov et le professeur Tcherniavsky.

Le lendemain et le surlendemain, le Sobor a adopté les statuts pour la haute direction de l'Eglise orthodoxe ukrainienne. Au commencement de ces 18 paragraphes, le Sobor a rejeté à la majorité l'autocéphalie de l'Eglise ukrainienne, mais a reconnu la nécessité d'une autonomie de l'administration, qui resterait liée au patriarche de Moscou. Ce principe cardinal a été adopté par une majorité de 264 voix contre 111 partisans de l'autocéphalie qui après le vote ont déposé au présidium une protestation signée et ont quitté la salle. Ils refusent toute responsabilité dans les résolutions adoptées par le Sobor.

Ainsi l'indépendance de l'Eglise orthodoxe ukrainienne est pour le moment enterrée. L'indignation et la colère de la société ukrainienne est très grande. Pour sortir de cette situation, les patriotes nationalistes se sont partagés en deux camps : les uns comprenant les vrais démocrates comme les instituteurs ont protesté dans le journal *Vidrodjenia* du 11 juillet et ont résolu de lutter jusqu'au dernier contre la résolution du Sobor anti-nationale et anti-religieuse. Les autres comme les étudiants et une partie des intellectuels, ont décidé de passer à la religion catholique grecque, tandis que les couches du peuple restent partagées comme auparavant entre l'influence des grecs orthodoxes et de différentes sectes protestantes.

La troisième session du Sobor commencera le 28 octobre.

Note de la Rédaction. — Dans un prochain numéro nous donnerons à nos lecteurs deux articles sur l'origine de la question religieuse en Ukraine.

L'HETMAN ET L'ÉGLISE

Discours prononcé par l'hetman au Congrès du clergé ukrainien à Kiev, le 7 juillet 1918.

Avec mes sincères salutations et une grande reconnaissance, je me tourne vers vous, prêtres et laïques, pour vous remercier de votre travail infatigable pour le bien de l'Eglise orthodoxe ukrainienne. Comme fils fidèle de cette Eglise, je voudrais vous adresser mes vœux et mes souhaits.

Comme un phare au milieu d'une mer bruyante, notre sainte Eglise orthodoxe reste debout, toujours inébranlable et souveraine. Que de moqueries et de malheurs n'a-t-elle pas eu à supporter surtout en Ukraine, où elle était harcelée par ses ennemis comme par une bande de corbeaux ? Rappelons le temps des Cosaques, alors que toute l'Ukraine s'est élevée comme un géant, la croix et le sabre en mains pour lutter contre les ennemis de la religion ! On martyrisait ses défenseurs, et ils mouraient héroïquement pour leur religion et pour leur chère Ukraine.

Avec une grande fierté je porte dans mon cœur l'image du chevalier Skoropadsky, mort en martyr à la bataille de Jowty Wody lors de l'insurrection de Chmelnitsky. Elle évoque les jours de cette lutte titanique menée par les Cosaques pour leur chère Ukraine et pour la religion orthodoxe. En effet, à cette époque, tout le monde a combattu : le Cosaque s'est levé, brandissant son sabre. Le clergé, la croix à la main et la foi au cœur, élevait les jeunes défenseurs de la religion et de la patrie. En se rappelant tout cela, j'espère que notre Eglise orthodoxe, qui, en même temps que l'Etat ukrainien, a commencé à suivre la voie de la vie libre et indépendante, saura se tenir tout près du peuple et le conduire sur la voie de la vérité, où le conduisaient jadis de si fameux maitres comme Petro Mohila et d'autres.

Nous savons tous très bien que le peuple est encore peu développé, et qu'il nous faudra encore beaucoup d'efforts pour travailler à le faire avancer dans ce domaine. Mais je suis sûr que le clergé aura à cœur de développer chez lui l'instruction, la civilisation et l'amour de la patrie avec celui de la religion. J'espère que l'épanouissement de la religion orthodoxe en Ukraine marchera à grands pas, car chacun de nous comprend que le progrès de l'Eglise nationale signifie le développement du libre Etat ukrainien qui s'appuie sur toutes les forces spirituelles comme l'amour de la religion et de notre chère patrie ukrainienne.

En souhaitant à la religion orthodoxe et au clergé un développement libre et complet, *je veux que toutes les affaires de l'Eglise ukrainienne se décident ici, chez nous, en Ukraine*, car dans ce cas seulement les résultats de votre travail seront vraiment conformes aux aspirations du peuple et à la prospérité de l'Etat.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 63 Lausanne, 15 Août 1918 IVme Année.

AVIS A NOS LECTEURS

En raison de la situation sanitaire et pour permettre à tous nos collaborateurs de prendre un repos nécessaire, notre journal ne paraîtra pas pendant la seconde quinzaine d'août. Notre prochain numéro sera donc celui du 5 septembre 1918.

BULLETIN

Lausanne, le 12 août 1918.

Les puissances alliées de l'Entente ont institué à Arkhangel un gouvernement du nord de la Russie qui vient de lancer une proclamation. Il définit ainsi son but : 1° la régénération de la Russie ; 2° la défense du pays du Nord et de toute la nation contre les violences territoriales de l'Allemagne et de la Finlande ; 3° *la réunion à la Russie des peuples qui lui furent enlevés ;* 4° le rétablissement de l'ordre légal, etc.

Il importerait de savoir si les puissances alliées approuvent officiellement ce programme, auquel cas ce serait de leur part une déclaration de guerre pure et simple à l'Ukraine, à la Géorgie, à la Lithuanie, à l'Esthonie, aux Lettons et même à la Pologne, dont elles ont pourtant proclamé d'autre part le droit à l'indépendance. Tous les documents et tous les manifestes de ce genre ne peuvent qu'impressionner profondément l'opinion publique en Ukraine et la remplir d'inquiétude et de méfiance à l'égard d'une politique destinée à la replacer sous le joug russe.

Si les Alliés désirent vraiment trouver devant eux des amis et non des ennemis, ils devraient interdire des proclamations pareilles et faire au contraire des déclarations qui puissent leur gagner la confiance des différents peuples de l'ancienne Russie.

* * *

M. Balfour, ministre anglais des Affaires étrangères, a fait par deux fois allusion à l'Ukraine en répondant aux discours des députés pacifistes à la Chambre des communes. Il a d'abord déclaré que l'Allemagne s'efforce aujourd'hui d'amener par tous les moyens le peuple ukrainien sous sa domination militaire et économique, de façon à en faire son sous-ordre en matière commerciale et à en tirer des troupes pour la guerre. Il a ajouté ensuite que l'armée allemande avait fait le désert et laissé le désert chez nous comme en Belgique et en Pologne.

Nous ne discuterons pas ici les idées de M. Balfour sur les intentions de certains militaires allemands et nous pouvons assurer l'honorable gentleman que les tendances pangermanistes sont encore plus détestées à Kiev qu'elles ne peuvent l'être à Londres ; mais il s'agit de ne pas confondre les désirs et les réalités.

Les Ukrainiens ne permettront jamais à l'Allemagne de faire de leur pays un sous-ordre et nos paysans sont partout bien assez armés pour tenir en respect le demi-million de troupes allemandes qui sont disséminées dans la vaste Ukraine, qui s'étend de la frontière polonaise à celle du Caucase. Il leur en faudrait trois fois autant pour pouvoir nous imposer un régime pareil.

Notre peuple veut la paix et ne se laissera jamais enrôler pour aller combattre l'Angleterre. Il faudrait que celle-ci vint nous attaquer en Orient en luttant contre notre indépendance pour qu'elle rencontrât des Ukrainiens armés devant elle.

Quant au « désert », la presse anglaise elle-même a fait justice de cette légende en relevant avec ironie le peu de denrées que les Allemands ont réussi à tirer de l'Ukraine. Les voyageurs qui reviennent de chez nous sont unanimes à raconter que notre pays est sans contredit le plus riche de l'Europe à l'heure actuelle et le seul où la population ne connaisse aucune restriction alimentaire.

Que M. Balfour se rassure donc. Nous ne sommes pas encore un désert, sauf dans les régions dévastées par les bolcheviks et surtout par les Tchéco-Slovaques. Au lieu de soutenir ces derniers contre nous, si l'Entente voulait bien nous garantir notre indépendance et notre neutralité, nous ne pourrions que témoigner au ministre anglais notre profonde reconnaissance de l'intérêt qu'il veut bien porter à notre patrie. Nous souhaitons vivement pouvoir bientôt rétablir avec l'Angleterre de bonnes relations de commerce et d'amitié. Son appui nous sera précieux pour nous défendre en effet contre toute menace d'impérialisme à nos dépens, mais nous ne voudrions pas que notre sort soit un obstacle à la paix, au contraire. Nous pensons que rien ne saurait mieux nous protéger contre une mainmise allemande que la conclusion prochaine d'une paix générale, au lieu que la continuation de la guerre ne peut avoir d'autre résultat que de renforcer l'influence austro-allemande chez nous.

* * *

Le fameux émigré politique russe Bourtzeff, spécialiste des archives policières, se trouve aujourd'hui à Paris et donne des interviews aux journalistes français. Il a déclaré aux rédacteurs du *Temps* qu'il souhaitait l'intervention alliée en Russie « pour rétablir une Grande-Russie comprenant l'Ukraine et la Finlande et en union étroite avec la Pologne. » Nous nous demandons au nom de quel idéal *démocratique* ou *socialiste* on peut vouloir ainsi la domination d'un peuple sur les autres.

A l'heure qu'il est, les buts de guerre du président Wilson (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et Société générale des nations) sont populaires dans le monde entier, même chez ses adversaires ; mais comment peut-on se réclamer de sa politique et le proclamer chef moral de la coalition ententiste si l'on commence par violer tous ses principes ?

L'intervention alliée en Russie pose tous les jours d'une manière plus pressante le problème ukrainien devant les puissances de l'Entente. Il s'agit pour elles de se prononcer catégoriquement dans un sens ou dans un autre. Nous souhaitons ardemment qu'elles choisissent le bon sens.

* * *

Rien ne serait plus comique, si ce n'était pas avant tout profondément triste, que la nomination faite par l'assemblée du clergé orthodoxe d'Ukraine d'un président de la Commission d'ukrainisation de notre Eglise. En donnant à deviner le nom de l'élu, qui penserait jamais qu'il s'agit de... Mgr Euloge, le fameux russificateur du pays de Cholm et de la Galicie orientale ? C'est pourtant bien l'une des surprises navrantes que nous a réservée le Sobor ecclésiastique où les anti-ukrainiens formaient la majorité.

Cette nomination fut un véritable scandale et le sentiment populaire a protesté avec tant d'indignation contre une pareille insulte à la nationalité ukrainienne que le trop fameux évêque s'est vu contraint de donner sa démission. Notre gouvernement, qui a alloué une subvention de deux millions au Sobor, devrait exiger de ce dernier une attitude plus intelligente et plus loyale à l'égard de l'Etat. Le peuple ukrainien ne tolérera pas plus longtemps que le clergé qu'il paie se permette de se moquer de lui. Le seul résultat de provocations pareilles sera d'amener de l'eau en abondance au moulin de l'Union avec Rome. Nul doute que la propagande uniate ne sache profiter de faits pareils pour alimenter son activité. Il faut pourtant reconnaître qu'entre un Euloge et un Szeptycki les patriotes ukrainiens ne peuvent guère hésiter.

" PRIMUM VIVERE "

On peut constater dans la presse de langue française une campagne systématique destinée à représenter l'Ukraine comme en état d'anarchie complète et en proie aux révoltes et aux désordres de toute espèce. L'assassinat du maréchal von Eichhorn a été abondamment exploité dans ce sens et l'attentat commis contre Stechenko a servi également à mieux alimenter cette campagne de presse.

Or les récits des voyageurs qui reviennent du pays sont absolument contraires à cette opinion. De jour en jour l'ordre et la tranquillité se rétablissent de plus en plus définitivement dans les différentes régions de l'Ukraine et l'on a pu voir que même la grève des cheminots s'est terminée en peu de jours par un compromis satisfaisant. Ce qui est vrai, c'est que les paysans sont abondamment armés et que tous les petits villages les plus éloignés possèdent une quantité de mitrailleuses, de fusils et même de canons cachés dans les granges depuis la démobilisation de l'armée russe, qui a disséminé des millions de soldats avec leurs munitions dans toutes les parties de la République.

S'il y avait vraiment une révolte, ce serait tout autre chose que ce que les journaux racontent et l'on serait surpris de voir la force actuelle du peuple ukrainien. Mais c'est tout le contraire qui est la vérité. L'immense majorité de la population est décidée à travailler en paix à la construction de l'Etat et à la rénovation graduelle du régime social en se basant sur les nouvelles institutions de la République. Depuis le coup d'Etat du 30 avril, l'administration s'organise rapidement dans les villes et dans les campagnes. Les congrès de toute espèce se multiplient à Kiev et à Kharkov pour rétablir la vie économique, artistique, intellectuelle et sociale dans tous les domaines de l'activité nationale.

C'est bien cette œuvre positive qui intéresse aujourd'hui le peuple ukrainien. C'est pourquoi il a d'autant plus regretté l'intervention scandaleuse des officiers allemands qui ont compromis l'avènement de l'hetman Skoropadsky et qui l'ont privé d'une partie de la popularité dont il jouissait. Cette popularité, il semble l'avoir peu à peu reconquise par son patriotisme loyal et par ses tendances agraires sympathiques aux paysans. Il est absolument faux de parler d'un régime instauré par l'Allemagne.

Il est prouvé aujourd'hui que le coup d'Etat de Skoropadsky était préparé depuis longtemps par le parti agraire national. En réalité, les Ukrainiens s'occupent très peu des Allemands, qui sont disséminés dans le pays et qui ont de plus en plus peur de se compromettre. L'impression qu'on rapporte de Kiev est celle d'une capitale prospère en pleine activité pacifique et laborieuse.

Il faudrait qu'on comprenne bien en Occident que c'est avant tout cette activité pacifique et ce travail d'organisation intérieure qui intéressent aujourd'hui l'Ukraine et que c'est naturellement sous cette lumière qu'elle juge les événements de la politique européenne. Ce n'est pas qu'elle se désintéresse de l'issue de la guerre : il n'y a pas jusqu'aux paysans qui ne comprennent parfaitement bien le danger qu'il y aurait dans une victoire de l'impérialisme militaire sur les idées démocratiques, mais, avant de pouvoir songer à philosopher, l'Ukraine doit s'occuper de vivre tout d'abord. C'est à quoi elle travaille aujourd'hui. Ensuite, il lui faudra s'occuper d'assurer sa vie pour demain.

Ces deux préoccupations, qui peuvent se résumer dans ces mots : *Primum vivere,* sont évidemment l'angle sous lequel les Alliés auront à considérer la question ukrainienne s'ils veulent tenir compte de la volonté de notre peuple et respecter ainsi leur juste principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Jusqu'ici, quand les hommes d'Etat de l'Entente font allusion à l'Ukraine, c'est uniquement pour exprimer leur crainte de voir l'Allemagne s'établir en maîtresse chez nous. C'est là un point sur lequel notre peuple n'a pas de raison de se trouver en opposition avec les gouvernements de Paris et de Londres, au contraire, puisqu'il entend conserver son indépendance à l'égard de tout le monde et surtout des grandes puissances impérialistes. Là où il y aurait plus facilement divergence, c'est sur la question des moyens à employer pour éviter cette mainmise. Pour le moment l'Entente ne nous propose qu'une seule politique, celle de la désorganisation et du sabotage de notre Etat par tous les moyens possibles en croyant ainsi nuire aux Allemands. Nulle erreur n'est plus dangereuse que celle-là.

Préoccupé avant tout d'organiser son Etat dans la paix, notre peuple ne peut avoir qu'une horreur violente pour une telle politique et pour les attentats qu'elle provoque dans le pays. La seule raison qu'il aurait d'apprécier les Allemands, c'est précisément le grand service qu'ils nous rendent en nous aidant à rétablir l'ordre chez nous. En voulant les combattre justement sur le seul point où ils ont gagné la reconnaissance de la population, l'Entente ne peut qu'échouer et jeter au contraire la population dans leurs bras.

Au contraire, avec une politique positive tenant compte de l'intérêt et du zèle actuels de notre peuple pour son Etat, l'Entente serait beaucoup plus sûre de réveiller chez nous les nombreuses amitiés qu'y comptent l'Amérique et la France en particulier.

Elle a deux chemins à suivre, qui sont bien distincts, l'un c'est celui du désordre, abominé par notre peuple à l'heure qu'il est ; l'autre, c'est celui de l'ordre, où les Allemands ont su remporter quelques succès. Les puissances Alliées ne peuvent pas douter elles-mêmes de leur capacité de défier leurs adversaires sur ce terrain-là, si elles voulaient bien le choisir. Pourquoi donc ont-elles choisi l'autre jusqu'à présent ?

Les troupes anglaises débarquent à Arkhangel « pour aider la Russie à retrouver l'ordre légal et la stabilité ». Pourquoi faudrait-il qu'elles débarquent en même temps pour aller enlever à l'Ukraine ce même ordre et cette même stabilité qu'elles veulent rendre à la Russie ? Il n'est pas un témoin impartial — et nous en appelons à la colonie française de Kiev — qui ne déclare hautement qu'entre l'Ukraine et la Russie à l'heure qu'il est, la différence est aussi grande qu'entre le jour et la nuit et que notre patrie est un vrai paradis à côté d'un voisin réduit à la situation la plus misérable.

Quel peuple accepterait jamais de se replonger volontairement dans un enfer pareil ? En tout cas pas le nôtre. C'est pourtant ce qui arriverait si la politique actuelle de l'Entente fleurissait chez nous. Aux gouvernements de Paris, de Londres, et de Washington nous pouvons dire en toute franchise : voyez les faits comme ils sont, et si vous voulez creuser le sillon, commencez par mettre les bœufs devant la charrue au lieu de faire le contraire.

La semaine il y a une année...

Dans la Rada centrale, discussions très vives sur la fameuse Instruction du gouvernement russe pour le Secrétariat Général de l'Ukraine signée par Kerensky et Zarouduy.

Dans la séance du gouvernement provisoire de Pétrograd, M. Dorochenko fait son rapport comme ancien commissaire de Galicie et de Bukovine depuis la révolution.

Conférence du parti social-démocrate à Kiev sur l'élection des Zemstvos.

Congrès pédagogique à Kiev avec 500 délégués.

La Rada centrale a adopté à l'unanimité la résolution contre la participation aux conférence démocratique russe à Moscou.

Congrès des députés et des paysans de la province de Kiev.

Crise dans le Secrétariat Général de Kiev. Démission de Vinnitchenko. Formation d'un nouveau Cabinet.

LETTRE DE LÉOPOL

Fédéralisme autrichien.

Léopol, 20 juillet 1918.

Sous le titre de: « Régénération de l'Autriche. Projet d'une réforme de la Constitution » *Austriacus Observator* a publié un ouvrage (imprimé comme manuscrit) qui mérite d'attirer notre attention aussi bien à cause de la personnalité de l'auteur que par les remarques qu'il renferme. Ce livre contient en effet un programme de transformation radicale de l'Autriche. L'auteur étant, à ce que l'on dit, une personnalité tenant de près à la Cour, ce fait rend son œuvre d'autant plus intéressante. Au point de vue ukrainien, elle mérite également qu'on l'étudie parce qu'elle propose une solution de la question ukrainienne en Autriche.

Le système politique actuel de la monarchie des Habsbourg, le dualisme, doit d'après l'auteur être maintenu. Il veut simplement le réformer dans ce sens que la Dalmatie, de même que la Bosnie-Herzégovine, devront appartenir à la Hongrie en tant que partie du royaume de Croatie-Slavonie-Dalmatie, ce qui résoudrait la question yougo-slave dans la monarchie. Une indépendance politique en rapport avec sa grandeur devrait être accordée au nouveau royaume dans le cadre de la Hongrie.

Exception faite de cette solution yougo-slave, le projet de l'auteur se rapporte uniquement à l'Autriche. Les royaumes et provinces qui en font actuellement partie doivent être transformés de la manière suivante :

L'empire d'Autriche se compose tout d'abord de deux confédérations : l' « Autriche occidentale » et l' « Autriche orientale ». Ces deux confédérations formeront l'Empire, elles auront un gouvernement et un Parlement communs.

La confédération de l' « Autriche occidentale » (Erz-Oesterreich) se composera du « Grand-duché du Sud-Ouest » et du « Royaume de Bohême » ou « Nord-Ouest ». Cette confédération aura un gouvernement et une Diète commune.

Le « Grand duché du Sud-Ouest » comprendra des territoires montagneux purement allemands ou ayant une forte majorité allemande ; la Basse-Autriche, la Haute-Autriche, Salzburg, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le Tyrol, Goritz, Gradiska et Trieste. Tous ces territoires conserveront leur ancienne autonomie. Ils formeront un seul Etat ayant un gouvernement et une Diète générale, comme corps législatif pour toutes les affaires de cet Etat.

Le royaume de Bohême ou du « Nord-Ouest » se composera des provinces actuelles de Bohême, de Moravie et de Silésie, chacune d'elles conservera son autonomie locale, mais toutes trois formeront un Etat ayant également son propre gouvernement et sa propre Diète.

Nous arrivons maintenant à la deuxième confédération, celle de l'Autriche orientale. Elle sera formée par le partage de la Galicie actuelle en une Galicie occidentale *polonaise* et une Galicie orientale *ukrainienne*.

La Galicie occidentale formera un Etat polonais portant le nom de « Royaume de Galicie » ou « Nord-Est de l'Autriche ». Au cas où la Pologne du Congrès devrait faire partie de l'Autriche, la Galicie occidentale se réunirait avec elle en un « Royaume de Pologne ». La Galicie orientale avec la Bukovine formerait aussi un Etat oriental sous le nom de « Royaume de Vladimirie » ou « Sud-Est de l'Autriche ». Ces deux Etats, aussi bien polonais qu'ukrainien, auraient leur gouvernement et leur Parlement locaux ; mais ils devraient former en commun une confédération avec un gouvernement et une Diète commune.

Dans l'ensemble, l'Empire d'Autriche se composerait de quatre Etats : 1° un allemand (Erz-Oesterreich), 2° un bohême (royaume de Bohême), 3° un polonais (Galicie occidentale et éventuellement la Pologne du Congrès) et 4° un ukrainien (Galicie orientale et Bukovine). De plus l'Autriche occidentale et la Bohême entreraient en union étroite, de même que l'Etat polonais et ukrainien. Enfin ces deux confédérations réunies formeraient l'Empire.

Sans entrer dans les détails de ce projet nous devons cependant protester au point de vue ukrainien contre deux faits. Tout d'abord, en ce qui concerne le partage de la Galicie, l'auteur veut donner les districts ukrainiens de Sianok, Peremychl, Jaroslaw, Dobromil et Tchesaniw qui confinent à la Galicie occidentale, à cette dernière, comme compensation de ce que des minorités polonaises restent en Galicie orientale. Les Ukrainiens protesteront naturellement avec énergie contre une telle répartition de leur territoire. Secondement les Ukrainiens ne veulent à aucun prix faire entrer la Galicie orientale et la Bukovine en rapports étroits avec l'Etat polonais et ils refusent absolument de former une confédération avec celui-ci.

Les Ukrainiens d'Autriche sont disposés à former un membre autonome de l'Empire, mais à condition qu'ils soient en rapports directs avec l'ensemble de l'Empire. Tout ce qui rappelle une union étroite avec la Pologne est considéré par eux comme un rétablissement de la Pologne historique et ils le combattront comme tel.

Dr Michel LOZINSKY.

NOUVELLES DU PAYS

*** Le syndicat allemand organise en Ukraine une fabrique pour la préparation de conserves de viande.

*** Le ministre des Communications a reçu 8 600 375 karb. pour la construction d'un nouveau chemin de fer de Méréfa à Cherson.

*** Le Conseil des ministres a établi le 15 juillet les statuts en 43 paragraphes de la Commission agraire pour la liquidation des grandes propriétés.

*** La municipalité de Cherson a alloué 30 000 karb. pour la fondation d'un nouveau polytechnicum en ville.

*** Le Conseil des ministres a assigné 1 214 234 karb. au département d'artillerie pour arranger les matériaux explosifs qui sont restés en Ukraine en grande quantité après la démobilisation.

*** Depuis le 22 juillet, entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et l'Ukraine a commencé régulièrement le trafic postal. L'Ukraine a adopté le tarif international de Berne.

*** Vu le manque de papier, les journaux en langue russe de Kiev *Kievskaïa Mysl* et *Poslednié Novosti* depuis le 16 juillet ne paraissent plus.

*** Dans les provinces d'Ekaterinoslav les récoltes donnent plus de 128 millions de pouds, soit pour 40 millions de moins du chiffre moyen dans les périodes de 1909-1913. D'après les chiffres de cette récolte, reste pour l'exportation 5 millions de pouds de céréales et 13 millions pouds de fourrages.

*** Le 1er septembre 1918 s'est ouvert à Kiev un institut oriental pour l'étude du rapprochement économique avec les Balkans et l'Orient pour préparer en même temps des agents diplomatiques et commerciaux, des consuls, etc, compétents pour ces pays. Le directeur de l'institut est le professeur Bogaïewsky. Le cours est de deux ans.

*** Le 21 juillet, dans le théâtre de l'Opéra, à Kiev, a eu lieu une grande fête en mémoire de l'anniversaire de la mort d'un grand poète galicien et patriote ukrainien Ivan Franko.

*** Dans le district de Poltava fonctionne à présent cent cours différents pour éducation agronomique.

*** Vers le commencement du mois de juillet, le fonds agraire de l'Etat ukrainien comptait 150 000 desiatines de terre. Ce fonds s'est agrandi chaque jour par le moyen d'achats par la Banque d'Etat des propriétés privées pour les paysans.

*** Le 31 juillet a commencé le recrutement des jeunes gens nés en 1899 pour la formation d'une division pour la garde personnelle de l'hetman, appelée « Serduky ».

*** M. Dzersynsky, écrivain de talent, a été nommé consul général de Russie en Ukraine.

*** L'hetman Skoropadsky a reçu une délégation de représentants du parti démocratique des paysans agriculteurs, composée de MM. Shemet, Michnowsky et autres. L'hetman s'est entretenu longtemps sur le programme et l'activité du parti et lui souhaite un heureux développement.

*** Plusieurs monarchistes et nationalistes russes ont été arrêtés à Kiev, ainsi que plusieurs officiers russes. L'agence télégraphique ukrainienne U.T.A. écrit dans une déclaration officieuse que l'Ukraine est bien un Etat de liberté, mais que ces libertés ne doivent pas servir à des menées directement hostiles à l'Ukraine. Le gouvernement ukrainien est décidé à les combattre aussi énergiquement que l'agitation bolchévique.

*** Les signes d'une réaction nationale contre les tendances russophiles de la majorité du clergé s'accentuent de plus en plus. Le chef du clergé a envoyé une lettre au gouvernement pour lui annoncer que les instituteurs ukrainiens se convertissaient en masse à la religion grecque-catholique et au protestantisme et pour lui demander de les démettre de leurs fonctions. On annonce de différentes localités de la province que les paysans chassent les ecclésiastiques russophiles de leurs villages. De même parmi le clergé ukrainien une forte réaction se fait sentir. Ainsi le Concile de la province de Podolie a déposé l'évêque Pimen et a élu à sa place l'évêque ukrainien Tikhon.

*** La *Robinitcha Gazetta*, journal social-démocrate, traite le meurtre d'Eichhorn d'un acte de folie commis par un provocateur russe, dans lequel aucun parti ukrainien n'est mêlé.

*** Les légions de tirailleurs ukrainiens de Galicie, dissoutes à l'occasion du coup d'Etat, ont conclu un accord avec l'hetman et stationneront prochainement comme régiment spécial à Kiev. Leur commandant a été reçu très amicalement par l'hetman et le ministre de la guerre. Les milieux ukrainiens espèrent beaucoup de cette volte-face des légionnaires. Ils s'attendent surtout à ce que les anciens officiers russes soient bientôt éloignés de Kiev.

*** Le gouvernement ukrainien a acheté à Leipzig toute une installation pour la frappe des pièces de monnaie. L'office ukrainien de la Monnaie en frappera provisoirement pour une somme de sept millons de marks.

*** Le nouveau Consul de Ruthénie Blanche à Kiev, M. Trempowicz, vient d'entrer en fonctions.

*** La nouvelle lancée par certains journaux d'après laquelle Burian aurait promis aux Polonais de ne pas ratifier la paix de Brest avec l'Ukraine est démentie par les milieux politiques se rattachant au Ballplatz.

*** Le Conseil des Ministres a publié une loi sur la fondation d'une Bibliothèque nationale pour l'Etat ukrainien, d'après le modèle de celle de Paris.

*** On prépare à Kiev la publication d'un grand quotidien dans le genre du *Times*. Il paraitra en deux éditions sous le nom de *Ranok*, sous la direction du Dr Biski, émigré ukrainien qui a séjourné de longues années en Angleterre, en France et en Amérique.

*** Selon un décret du ministère de l'Instruction publique, l'enseignement des écoles primaires ne sera fait qu'en ukrainien.

*** Le gouvernement finlandais a envoyé une délégation en Ukraine pour faciliter le transport du blé ukrainien en Finlande.

*** A Vienne on imprime une quantité considérable de livres pour les écoles primaires et secondaires. Au mois de septembre 30 vagons pleins de ces livres d'école arriveront à Kiev.

UNE PRÉDICTION POLITIQUE

Un de nos rédacteurs a reçu l'autre jour une lettre de Kiev datée du 27 avril 1918, c'est-à-dire trois jours avant le coup d'Etat du 1er mai. Elle a mis trois mois pour lui parvenir par un long détour dans la poche d'un voyageur, mais elle contient certains passages qui sont particulièrement intéressants au point de vue politique et qui montrent bien qu'on s'attendait aux événements qui se sont déroulés et qui ont renversé la Rada. Nous en citerons quelques lignes :

« Kiev est une ville magnifique. Elle contient aujourd'hui 1 125 000 habitants et le mouvement dans les rues est pareil à celui de Londres et de Paris. C'est une capitale mondiale et pacifique.

» Il reste à espérer que l'administration ukrainienne saura bientôt mettre plus d'ordre et plus de propreté dans les rues, qui ne sont pas encore assez bien tenues. On ne saurait guère espérer un progrès de ce genre aussi longtemps que les socialistes ne seront pas chassés du pouvoir. C'est d'ailleurs ce qui va arriver sans doute d'ici très peu de temps et peut-être même dans quelques jours.

» Les éléments conservateurs se mobilisent rapidement. Si le ministère et la Rada — tous les deux socialistes, ce qui ne correspond nullement aux sentiments actuels du pays — ne cèdent pas de bon gré, un coup d'Etat peut être considéré comme inévitable. On aura alors un hetman ou un dictateur. Les paysans se sont partagés en deux camps, l'un propriétaire et l'autre demi-prolétarien qui soutient plutôt les bolcheviks que la Rada. Un parti très important s'est formé qui gagne chaque jour du terrain, c'est le parti qu'on nomme démocratique agraire. Les frères Chemet, Michnowsky, Lipinsky, Kotchoubey, Skoropadsky, candidat pour le poste d'hetman, et un grand nombre d'autres personnages bien connus appartenant à la classe des grands propriétaires se joignent aux millions de paysans-petits bourgeois et vont grossir les rangs de ce parti pour la défense commune du principe de propriété.

» Vous voyez combien nous avions raison de considérer l'Ukraine comme un pays de conservatisme raisonnable. Le professeur Hrouchevsky, malgré tous ses mérites, est aujourd'hui l'homme le plus impopulaire en Ukraine ! Partout on discute le moyen de se débarrasser de son gouvernement. Ce qui l'a fini, c'est d'avoir fait cause commune avec les socialistes d'un type extrême... »

LA PRESSE DE KIEV ET LA QUESTION RELIGIEUSE

La presse ukrainienne, de même que toutes les classes de la société, a suivi avec beaucoup d'intérêt les travaux du Sobor[1], espérant que le clergé amènerait l'Eglise sur la voie de l'indépendance complète de la hiérarchie moscovite et établirait les bases solides de l'autocéphalie. Malheureusement toutes ces espérances ont été déçues, devant les tendances moscalophiles du clergé, dans la personne des évêques trop russifiés, comme Mgr Euloge ou Mgr Antoine. Les socialistes demandent que l'Eglise soit séparée de l'Etat et que chacun soit libre de choisir ses croyances.

D'un autre côté, les nationalistes orthodoxes demandent que l'Eglise ukrainienne soit à tout prix éloignée de l'influence de la hiérarchie orthodoxe russe et placée comme d'autres Eglises nationales grecques orthodoxes, telles que bulgare, roumaine, serbe, sous le régime de l'autocéphalie orientale, par exemple sous la surveillance du patriarche de Jérusalem ou d'Antioche.

Le parti socialiste-fédéraliste, par la bouche de l'éditorial de son organe la *Nova Rada*, écrit : « La majorité moscophile... (censure) ...a fini par soumettre complètement l'Eglise ukrainienne au patriarche russe local, en lui accordant une fiction d'autonomie nationale. Cette « autonomie » place complètement l'Eglise nationale sous le joug moscovite. Les représentants du gouvernement ont montré une faiblesse impardonnable. La lutte pour l'autocéphalie n'est pas encore finie, elle vient seulement de commencer, et il est encore trop tôt pour les Cent-Noirs de triompher. Notre clergé n'est pas encore assez cultivé et assez développé dans le sens national, mais bientôt il comprendra mieux ses intérêts, et nous sommes certains que pour finir ses aspirations à une vie indépendante prendront le dessus. »

Parlant de la situation après la clôture du Congrès, le prêtre Pavlo Masukievitch, un de ceux qui avaient été expulsés du Sobor à cause de son programme national, écrit le 12 juillet et dans le même journal un magnifique article intitulé : « Entre deux Unions ». « L'orthodoxie officielle, dans la personne de la majorité du Sobor, travaille seulement pour le compte de nos concurrents énergiques de l'Eglise catholique-grecque. Notre clergé prépare idéologiquement la voie pour les missionnaires uniates, catholiques ou protestants en Ukraine. Nous sommes maintenant au seuil de deux possibilités religieuses, deux Unions : occidentale et septentrionale, culturelle et barbare. Nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à organiser notre Eglise nationale indépendante, et nous courons le danger de tomber dans les bras de l'une ou de l'autre. »

Pour localiser ce danger, nos sociétés intellectuelles ont organisé, dans le genre des anciennes confréries du seizième siècle, une société « Brastvo » de Saint-Cyrille et Méthode, pour une réforme de l'Eglise dans un sens vraiment national et indépendant.

Le 17 juillet, plusieurs centaines de ces patriotes chrétiens se sont réunis à Kiev et ont fondé cette société sous la présidence de MM. Lototzky, Levitzky et Marytchiv. Beaucoup de prêtres et laïques étaient présents, mais pas un évêque. Les membres les plus élevés de la hiérarchie ecclésiastique sont partisans d'un schisme césaro-papiste russe, et les autres sont pour la renaissance d'une Eglise ukrainienne, apostolique et autocéphalique. L'Eglise orthodoxe ukrainienne, de même qu'au début du dix-septième siècle, est obligée d'appeler à son secours les confréries nationales pour faire face à l'uniatisme d'un côté et à l'influence moscovite ou papo-césarisme de l'autre.

« Nous croyons, écrit M. S. Chelouchine, que ces « brastvas » sauveront comme autrefois notre Eglise de ces deux dangers. Les moscophiles espèrent qu'avec la soumission de l'Eglise ukrainienne au patriarche de Moscou, l'influence de la Grande-Russie se répandra ainsi dans toute l'Ukraine. Mais ils se trompent. En 1620, lorsque les évêques ukrainiens trahirent l'orthodoxie nationale pour la religion catholique-uniate, l'hetman des Cosaques, Petro Sahaïdatchny, intervint auprès du patriarche de Jérusalem, Phéophane, pour que celui-ci fît l'ordination d'un métropolite et d'évêques pour l'Eglise ukrainienne. Pourquoi n'utiliserions-nous pas maintenant les leçons du passé pour nous sauver également de ces deux Unions ? »

La presse de Galicie a réussi à élever les intérêts de la majorité du peuple ukrainien dans les hauteurs nationales, et analysant la situation, a blâmé aussi à plusieurs reprises la conduite antidémocratique et antipatriotique du Sobor. Elle demande l'intervention du gouvernement de Kiev en faveur de la séparation d'avec Moscou. Le *Dilo* écrit dans son numéro du 17 juillet : « Pas une puissance au monde ne voudrait maintenir à ses frais au gouvernement des personnes qui lui sont hostiles. La majorité du Sobor, avec ses évêques et son métropolite, a montré une antipathie plus qu'évidente pour l'intérêt de l'Etat et du peuple ukrainien. Nous attendons du gouvernement qu'il agisse énergiquement contre ces usurpateurs russophiles. Une seule issue est possible : les ennemis de l'indépendance de l'Eglise ukrainienne doivent être rappelés et remplacés par d'autres. Même l'Eglise catholique, si conservatrice, ne s'arrête pas à de telles conditions pour révoquer un haut dignitaire s'il n'est pas favorable à ses principes. Nous espérons que le gouvernement de l'hetman, pour la sécurité et le bien de son pays, trouvera le moyen de sortir de la situation anormale dans laquelle est tombée l'Eglise après la clôture du Sobor. Sans cela, si le gouvernement s'incline devant ces résolutions, il prouvera à tous sa faiblesse et son incapacité. »

Le journal *Vidrodjenia*, dans son éditorial du 19 juillet, constate « que parmi la société ukrainienne un mouvement a commencé contre l'orthodoxie officielle, mais pour l'Eglise ukrainocatholique, appelée dernièrement l'Eglise uniate.

La propagande du protestantisme et du sectantisme est de plus en plus répandue et renforcée. Beaucoup d'Ukrainiens orthodoxes grecs ne se marient pas et ne baptisent pas leurs enfants à l'Eglise orthodoxe seulement parce que celle ci n'est pas ukrainienne, mais russe. Si ce mouvement continuait et se propageait, le moment serait arrivé que les évêques russophiles restent sans fidèles et que toute l'Ukraine se couvre de milliers de différentes sectes et croyances diverses.

Devant cette perspective, l'autocéphalie de l'Eglise ukrainienne est absolument indispensable, parce que dans ces conditions seules elle peut avoir l'autorité morale pour arrêter ce mouvement vers les différentes sectes, la religion catholique grecque ou protestante et en tout cas pour les neutraliser ».

Nous qui sommes à l'étranger, nous sommes du même avis que l'indépendance de l'Etat ukrainien ne pourra être assurée que par l'autocéphalie de l'Eglise nationale, avec le concours des nombreuses confréries qui naîtront parmi notre peuple de croyance gréco-orthodoxe. Notre gouvernement doit agir de même dans ce domaine que ce qui a été fait dans le quatrième universal pour l'indépendance politique de la République ukrainienne.

[1] Voir *L'Ukraine* No 62.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

Nos 64-65 Lausanne, 5 Septembre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 3 septembre 1918.

Le gouvernement de la République a envoyé en Suisse un représentant officiel chargé de demander au gouvernement fédéral l'établissement de relations diplomatiques entre l'Ukraine et la Confédération helvétique. Le Dr Lukassewitch est arrivé à Berne ces jours derniers et s'est entretenu avec le Président Calonder et plusieurs de ses collègues.

Il semble difficile que la Suisse soit en mesure de reconnaître l'indépendance de l'Ukraine avant la réunion de notre Constituante, mais l'on espère de part et d'autre qu'il sera possible d'établir des relations directes entre les deux gouvernements sur la base de l'état de fait. Nous pouvons dès aujourd'hui livrer à la Suisse des quantités considérables de sucre et de blé. Plus que toute autre compensation matérielle en machines, soies ou montres, nous souhaiterions obtenir une reconnaissance politique venant d'un pays neutre, à l'amitié duquel nous attachons la plus haute importance.

Nous souhaitons plein succès aux démarches de notre éminent compatriote et nous formons les meilleurs vœux pour son séjour auprès de nous.

* * *

La presse ukrainienne à Kiev a protesté avec indignation contre les déclarations prêtées par l'agence Wolff au premier ministre Lysohoub et qui faisaient dire à celui-ci qu'une réunion de l'Ukraine et de la Russie pourrait être envisagée quelque jour. Si M. Lysohoub avait reconnu de pareils propos, l'opinion publique lui aurait imposé une démission immédiate, mais il les a heureusement démentis et la responsabilité de cette étrange manœuvre semble appartenir aux cercles juifs-allemands qui font à Berlin une intense propagande russophile.

Nous avons déjà eu l'occasion de mentionner ici cette tendance assez répandue en Allemagne et, quand M. Pierre Albin ose intituler l'un de ses articles de *l'Eclair* : « l'Ukraine est plus russe que ne le croit l'Allemagne », c'est le contraire qu'il devrait dire pour être plus près de la vérité.

Nous sommes heureux de constater que l'hetman et notre ministre des Affaires étrangères M. Dorochenko n'ont pas hésité à intervenir énergiquement à Berlin au sujet de cette prétendue interview. Nous nous demandons jusqu'à quand cette campagne russophile va se poursuivre. Il serait grand temps d'y mettre fin une fois pour toutes.

* * *

C'est encore en Autriche d'ailleurs que l'on entend le plus couramment déclarer que l'Ukraine et la Russie sont fatalement destinées à se recoller un jour et c'est peut-être pourquoi notre excellent ambassadeur à Vienne, M. de Lipinsky, n'a pas encore obtenu, malgré tous ses efforts, la ratification du traité de Brest par l'Autriche-Hongrie, alors que les chartes signées par l'empereur Guillaume et le tsar Ferdinand de Bulgarie sont déjà déposées à Kiev depuis longtemps.

A l'heure qu'il est, la politique autrichienne est dominée par l'influence polonaise et par une coquetterie prolongée à l'égard de certaines puissances de l'Entente. Il s'agit de faire croire que l'Ukraine n'existe pas pour pouvoir en annexer une partie sous la forme d'un royaume austro-polonais réuni à la Galicie. Sur la base d'un arrangement pareil les plus vieux ennemis peuvent se réconcilier et l'on voit les agents russes et autrichiens travailler de pair, car si l'Autriche obtient la Podolie et la Volhynie, tout le reste pourra naturellement rentrer dans le giron de la Sainte Russie.

Le peuple ukrainien commence à comprendre l'intrigue louche et ténébreuse qui se trame à sa frontière occidentale et son indignation est d'autant plus grande qu'il a déjà livré à l'Autriche des milliers de wagons de céréales et qu'il nourrit encore sur son propre territoire un demi-million de troupes austro hongroises affamées. Depuis qu'on a trouvé d'étranges feuilles volantes et de curieuses révélations sur la grève des cheminots et sur la propagande monarchiste austrophile, notre peuple a perdu les sympathies qu'il pouvait avoir pour la voisine danubienne et sa méfiance commence à se manifester très clairement.

L'Ukraine entend défendre énergiquement son indépendance contre toutes les manœuvres et toutes les convoitises, et la déception qu'elle a subie du côté de l'Autriche est une des raisons qui provoque l'activité de nos compatriotes en Amérique et leur enrôlement dans les armées alliées. Nous publions plus loin le texte original des appels pressants qui sont adressés au Président Wilson par les Ukrainiens d'Amérique en faveur de leurs frères de Galicie et de Bukovine.

* * *

Dans le même ordre d'idées, nos compatriotes de Paris viennent de constituer un Conseil National Ukrainien, présidé par le professeur Savtchenko et destiné à obtenir de l'Entente une reconnaissance de notre indépendance. Lorsqu'on répète assez volontiers à Paris et à Londres que l'Ukraine est une « invention allemande », on oublie que la France et l'Angleterre ont reconnu notre gouvernement et se sont adressées à lui l'automne dernier, bien avant que nous ayons été forcés de faire appel aux Puissances Centrales pour nous défendre contre les bandes maximalistes et tchéquo-slovaques.

Les Alliés pensaient à ce moment pouvoir utiliser l'Ukraine pour reprendre la guerre contre l'Allemagne. Déçus dans leur attente et maladroits dans leur politique, ils se sont retournés contre nous dans un moment d'humeur, mais l'humeur n'est pas une tactique et les événements actuels les engagent à ne pas se trouver en opposition avec les Ukrainiens, qu'ils rencontrent aujourd'hui sur leur chemin de Vladivostok à la Mer Noire.

Il est impossible de demander à notre peuple de se remettre en guerre contre l'Allemagne, mais il est tout aussi impossible de le voir se dresser contre l'Entente, à moins que celle-ci ne veuille lui ravir son indépendance, qu'il saura toujours défendre au prix de son sang. Les Alliés ont tout intérêt à reconnaître une fois pour toutes cette indépendance et à se concilier l'opinion ukrainienne en consacrant officiellement la neutralité de notre pays, qui souhaite avant tout de vivre et de vivre en paix avec tout le monde.

* * *

Un pas dans ce sens a été fait en Sibérie, où le gouvernement provisoire avait décrété la mobilisation générale. Les Ukrainiens qui habitent le pays et qui sont organisés en Radas locales ont délégué leurs présidents à Omsk pour formuler une déclaration collective de neutralité. Ces présidents sont tous en rapports avec le gouvernement de la République à Kiev et remplissent déjà des fonctions de consuls ukrainiens en Sibérie. Ils ont demandé aux Alliés et aux puissances neutres de reconnaître tous leurs compatriotes comme citoyens de l'Etat ukrainien indépendant et neutre et ont déposé leur communication entre les mains du consul danois. Celui-ci a convoqué tous les consuls étrangers, et les représentants des Etats-Unis, de la France et de la Suède se sont réunis avec lui pour discuter la question. La réunion consulaire a décidé de reconnaître la neutralité des Ukrainiens. Les représentants de l'Amérique, de la Suède et du Danemark ont voté pour cette décision, tandis que le consul de France s'est abstenu.

Le gouvernement provisoire de Sibérie a protesté en déclarant que l'Ukraine devait faire partie de la Fédération russe, mais la décision du corps diplomatique a été néanmoins communiquée officiellement au consul général ukrainien à Omsk et aux représentants de tous les Etats neutres et alliés en Sibérie.

Il est fort intéressant de noter que le consul des Etats-Unis s'est prononcé d'une manière tout à fait catégorique en faveur de nos concitoyens, tandis que l'agent diplomatique du gouvernement français a préféré se tenir encore sur la réserve. Nous savons d'autre part que le président Wilson est tout disposé à reconnaître l'indépendance de tous les peuples qui réclament aujourd'hui leur liberté et à considérer par conséquent l'Ukraine comme un Etat souverain. Nous espérons vivement qu'il osera se dégager nettement des influences politico-financières de certains cercles franco-russes et qu'il ne tardera pas à proclamer solennellement le droit de notre pays à décider lui-même de son sort. Nous n'attendons pas moins de sa grande clairvoyance et de sa loyauté politique incontestable.

LE Dr LUKASSEWITCH

Voir gravure, page 2.

L'envoyé du gouvernement ukrainien qui vient d'arriver en Suisse avec une mission spéciale auprès du Conseil fédéral est membre du parti radical ukrainien (connu aussi sous le nom de parti socialiste-fédéraliste). C'est un patriote bien connu qui a travaillé durant de longues années à la cause de la libération de l'Ukraine. Il est vice-président de la « Proswita » (société culturelle des paysans), membre de la société scientifique de Kiew, un des directeurs de la maison d'édition « Tchass », qui est la plus grande de son genre en Ukraine, membre du club ukrainien de Kiew, auteur de plusieurs ouvrages scientifiques importants, etc. Son activité féconde lui a valu de nombreuses persécutions de la part du tsarisme. En même temps qu'on voulait l'enfermer à vie et l'envoyer en Sibérie, la presse tsariste demandait qu'on lui confisquât sa petite maison de Kiew, mais la guerre étant survenue, le Dr Lukassewitch fut mobilisé. Il a fait toute la campagne au front en qualité de médecin. Il a fait ses études à Lemberg et à Zurich où il a obtenu le doctorat en 1901. Aussitôt la révolution éclatée, le Dr Lukassewitch avec ses compatriotes travaillèrent à l'organisation de la représentation nationale ukrainienne, qui a abouti à la formation de la Rada Centrale. L'avènement des partis socialistes qui ont petit à petit obtenu la majorité écrasante dans la Rada avait forcé pour un certain temps les radicaux (comme aussi les partis se trouvant plus à droite) de se retirer presque complètement de la vie politique de l'Ukraine, mais le régime qui a succédé leur a ouvert une nouvelle ère d'activité.

Le 12 août, l'envoyé ukrainien a quitté Kiew pour se rendre en Suisse où il est arrivé le 24. Il s'est arrêté pour quelques jours à Berlin et a eu plusieurs conférences avec M. Lysohoub, premier ministre de la République, qui se trouve actuellement dans cette ville.

Comme il a été annoncé dans les journaux, M. Lukassewitch s'est entretenu avec les conseillers fédéraux à Berne et a été reçu en audience par M. Calonder, le président de la Confédération.

Le Dr Lukassewitch a déclaré entre autres au correspondant du bureau ukrainien de presse à Lausanne, que la grève des cheminots en Ukraine est terminée, et que la circulation normale des trains est complètement rétablie. L'ordre règne dans le pays et l'organisation de l'Etat fait de rapides progrès dans tous les domaines. La récolte de cette année a donné de meilleurs résultats qu'on avait espéré, car l'Ukraine a fourni 150 millions de pouds de blé pour l'exportation. La quantité exportable de sucre s'élève momentanément à 30 millions de pouds. Il y a également de grandes réserves d'esprit-de-vin.

LETTRE DE PARIS

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 18 juillet 1918.

Voilà déjà deux mois que ne nous arrive aucune nouvelle de votre bureau ; pourtant *L'Ukraine* a paru et les journaux français donnent de plus en plus les télégrammes de nos correspondants de Kiev et de Léopol. Que signifie ce silence ? Si c'est la censure, alors elle fait un mauvais jeu avec l'Ukraine, qui est depuis une année organisée comme Etat libre et neutre.

Notre Société « Hromada » se développe rapidement. Nous sommes pleins de projets et, s'ils se réalisent, nos hommes politiques d'ici peuvent jouer un rôle éminemment important dans la politique internationale des nouveaux Etats de l'Est, surtout d'après ces derniers événements en Sibérie, au pays d'Amour et d'Oussouri et dans nos colonies asiatiques.

M. E. Savtchenko, président de notre Société et privat-docent de philologie avec M. Exemplarski et d'autres travaillent activement depuis plusieurs mois dans la presse parisienne. Nous remarquons seulement de très intéressants et documentaires articles parus dans *L'Europe nouvelle, Le Monde slave, L'Action nationale, L'Information, Le Temps*, etc. Bientôt paraîtra une brochure sur la question ukrainienne par les soins de MM. Savtchenko, Dorochewsky et Exemplarski. Ce dernier a traduit dernièrement pour la revue du *Monde slave* quelques poésies de Taras Chevtchenko, le plus grand poète national.

Outre nos réunions du Club « Hromada », où nous lisons les périodiques du pays, nous organisons de temps en temps pour notre colonie différentes conférences et concerts.

Le 16 juin, anniversaire de la mort du grand citoyen galicien et patriote ukrainien Ivan Franko, la « Hromada » a organisé une belle soirée-concert en sa mémoire avec le concours de MM. T. Iakymtchouk, P. Tchortoproud, F. Papiï, H. Saïenko et d'autres. M. Savtchenko a fait un discours sur l'importance de l'œuvre de Franko dans la littérature nationale. Un chœur a chanté une très jolie poésie de M. Iakymtchouk intitulée *Rosirvalis Kaïdany Vajki* sur le réveil national du peuple ukrainien. M. Kochovy-Mytarewsky a déclamé plusieurs chansons historiques et M. Papiï dit ses impressions sur la Galicie et la Bukovine pendant la guerre.

Les autorités françaises ne sont pas hostiles à notre activité et n'ignorent pas l'importance de la question ukrainienne en Europe orientale. Bien souvent « dans les salons et dans les caves » on parle de l'Ukraine et de sa valeur politique et économique pendant et surtout après la guerre.

Conseil national ukrainien à Paris.

Un Conseil national ukrainien s'est constitué à Paris sous la présidence de M. Savtchenko, ancien professeur d'Université russe, assisté de M. Jakymtchouk et de plusieurs autres patriotes. Les membres de ce conseil ont été présentés à M. Pichon, ministre des Affaires étrangères par M. Albert Thomas, ancien ministre, et M. Ernest Denis, professeur à la Sorbonne.

Nous avons reçu d'autre part une brochure publiée par le Conseil national et intitulée : « L'Ukraine et la question ukrainienne ! ». On y consacre un chapitre à un exposé sommaire de l'histoire et de la géographie de l'Ukraine, à son importance économique et commerciale ainsi qu'aux questions actuelles. On y discute la question du pays de Cholm et celle des Ukrainiens de Galicie en s'opposant, chiffres en mains à l'argumentation polonaise. Ensuite on y expose le programme des partis politiques ukrainiens et on y donne une esquisse fort intéressante d'une bibliographie de la question ukrainienne.

L'UKRAINE ET LA PAIX DURABLE

(Suite.)

(Voir nº 57 du 4 juillet)

Art. 10. — Chacun des contractants fait un paiement à la *Caisse de la Paix* soumise au *C. A. P.*, munie de toutes les garanties nécessaires pour son intégrité et placée dans un ou plusieurs pays neutres (Suisse, Hollande, etc.). Le montant de ce paiement doit être porté à 20 % de la quote-part de leur budget militaire du 31 décembre 1913.

Les versements s'effectuent d'une manière fixée par le *C. A. P.* d'accord avec les représentants des finances de tous les signataires. On arrêtera en même temps sur la manière de placement des capitaux en question pour les avoir toujours disponibles. Ces versements servent comme garantie de l'observation consciencieuse de toutes les obligations du *Traité* et en même temps comme fonds-capital de réserve à employer, le cas échéant, pour une défense collective contre un violateur du contrat (*Chiffons de papier*), contre un ennemi extérieur, etc.

Art. 11. — Les dépenses d'entretien de l'armée et de la flotte de protection et du *C. A. P.* seront couvertes par tous les contractants suivant le chiffre de leur population qui devra être fixé tous les cinq ans.

Art. 12. — Si un des Etats contractants montrait une tendance à se soustraire à ses devoirs et obligations pendant la durée du traité, le *C. A. P.* assisté d'au moins trois juristes professionnels (neutres) et compétents en droit international, le somme tout d'abord à présenter une explication dans un terme fixe. Ces juristes seront choisis par le *C. A. P.* comme conseillers juridiques, etc. et sont toujours révocables. Si cette explication n'est pas suffisante ou qu'elle manque complètement, le contrevenant est aussitôt déclaré déchu de ses droits : Toutes les relations diplomatiques et économiques avec l'infidèle doivent être rompues. Tout commerce avec lui et ses citoyens doit cesser immédiatement. On le somme publiquement encore une fois de changer sa manière d'agir et de tâcher de se conformer en tous les points au traité dans un délai de 48 heures. Si après ce terme il n'y a aucune satisfaction, ses paiements seront confisqués, le boycott général renforcé et le *C. A. P.* doit tout de suite prendre toutes les mesures nécessaires pour *forcer* l'observation du traité *manu militari*. Dans de tels cas, tous les contractants doivent mettre à la disposition du *C. A. P.* leurs armées et toutes leurs réserves en hommes et matériel, etc. bref : tous les moyens propres pour renverser aussi vite que possible le ou les malfaiteurs. Après cela le gouvernement de l'Etat coupable doit être en tout cas destitué comme parjure et traduit en justice. La somme payée par cet Etat à la caisse commune de la Paix est irrévocablement confisquée et employée à couvrir les dommages causés et à payer des rentes aux guerriers blessés de l'armée ou de la flotte de Protection ainsi qu'aux orphelins des soldats ou marins tués. Le *C. A. P.* a en outre le droit d'imposer au contrevenant d'autres contributions et de prolonger éventuellement à un certain terme son boycottage, comme punition supplémentaire. Les attachés de l'Etat coupable ne prennent pas part à ces débats.

Art. 13. — Toute aide, etc. que des citoyens des autres Etats apporteront à l'Etat coupable ou à ses habitants pendant la durée de la procédure, ainsi que toute rupture du boycottage décidé par le *C. A. P.* sera sévèrement punie comme trahison vers les autres Etats.

Art. 14. — La durée du Traité de la *Paix* devrait être fixée d'abord à 99 ans. Si la majorité des contractants ne le dénoncent pas au moins trois ans avant son expiration, il devrait être considéré comme prolongé pour une nouvelle durée de 99 ans et ainsi de suite.

La dénonciation du traité doit se faire par la majorité absolue des membres du parlement du peuple dénonciateur et doit être signée par les ministres responsables, autrement elle est considérée comme nulle et non avenue. Après un dénoncement, — fait en tout ordre par la majorité des contractants après l'expiration du traité — le montant de la Caisse de la Paix sera rendu aux Etats signataires proportionnellement à leurs versements. Durant les trois années de dénonciation le traité conserve sa vigueur légale dans toutes ses parties et doit être strictement observé de tous les contractants. Chaque tentative secrète d'un armement au-dessus du permis et chaque intrigue, etc. constitue une contravention et reste punissable.

* * *

Pour celui qui n'est aveuglé ni par l'idée d'un militarisme à la Treitschke, Bernhardi, Frobenius et consorts croyant tout oser et pouvoir par la force, ni par l'idée vague et incertaine d'un idéal pacifiste à outrance, pensant que cette guerre sera la dernière à cause de ses horreurs, enfin pour tout observateur impartial (s'il y en a de tels) et libre de tout parti-pris, il doit être clair et prouvé qu'aucun traité, si bien soit-il conçu, n'est garanti contre une conception criminelle d'un gouvernement se croyant assez fort pour le proclamer d'être un chiffon de papier, et qu'il est absolument nécessaire de constituer une garantie suffisante pour son observation intégrale.

Or les Etats qui furent malgré eux entraînés dans ce conflit sanglant ne sauraient et ne pourraient jamais — chacun pour soi — entretenir une armée assez forte pour inspirer de la crainte aux velléités des voisins belliqueux. Unis, ces Etats seront plus que forts, ils seront invincibles non seulement par le nombre de leurs populations réunies, mais aussi par l'influence d'ordre économique qu'ils pourront exercer sur le contrevenant. Au point de vue financier, ils ne dépenseront que 10 à 15 % de ce qu'ils ont dépensé au 31 décembre 1913 et se constitueront par leurs versements à la Caisse de garantie une économie très précieuse pour les finances et le crédit. L'étatisation des industries dites de guerre et la punition sévère des instigateurs à la guerre mettra bien des entraves à tous les partisans de guerre intéressés ou « principiels ».

Le sentiment de sécurité influencera bien favorablement aussi notre chère patrie — l'Ukraine — et facilitera la stabilisation politique et le développement économique et social. Le glaive de Damoclès disparaîtra de notre vie nationale et quiconque voudrait s'attaquer à nos libertés trouvera devant lui un peuple libre et bien résolu à défendre son indépendance.

Dr S. MEXIN.



Le Dr Lukassewitch

Envoyé extraordinaire du gouvernement ukrainien en Suisse.

L'Ukraine et la Russie

Nous donnons ici la traduction d'un document historique important, le protocole de la séance du 30 mai des négociations russo-ukrainiennes, au cours de laquelle la délégation russe, après de longs débats, a reconnu l'indépendance complète de l'Ukraine.

Protocole de la séance du 30 mai 1918, à Kiev.

Exécutant la volonté de leurs gouvernements quant au traité de paix et à la signature des actes de négociations entre l'Etat ukrainien d'une part et la République fédérative des soviets d'autre part, les représentants des deux Etats souverains et indépendants se sont rassemblés à Kiev, soit : pour le gouvernement ukrainien, M. Serge Chelouchine, juge suprême et plénipotentiaire d'une part et pour le gouvernement de la République socialiste fédéraliste des soviets M. Christian Rakowsky, avec M. Dmytro Manouilsky, d'autre part. A l'appui de leurs plénipotences, les représentants sus-nommés ont échangé les décrets de leurs gouvernements respectifs leur accordant les pleins pouvoirs : le plénipotentiaire Rakowsky au plénipotentiaire Chelouchine et vice versa. Ayant examiné les décrets, MM. Chelouchine et Rakowsky ont déclaré que les plénipotences qu'ils ont échangées correspondent à leur juste destination.

Signé :

Le bureau de la délégation de paix ukrainienne :
S. Chelouchine, juge suprême,
Secrétaire d'Etat I. Kistiakowsky.
Prof. O. Eichelmann ; A. Slivinsky ; A. Switsyn ; Prof. Linitchenko ; X. Baranowsky.

Le bureau de la délégation de paix russe :
X. Rakowsky et D. Manouilsky.

LA QUESTION DE CHOLM

La presse ukrainienne de la République se préoccupe de la question de Cholm et de la frontière occidentale de l'Etat. Nous publions ici deux extraits des journaux de Kiev *Vidrodjenia* et *Nova Rada*.

I

Par suite de la guerre et de l'évacuation forcée ordonnée par le commandement de l'armée impériale russe, la population du pays de Cholm et de la Podlachie s'est vue obligée de quitter ses villages et de se disséminer à travers la Russie et l'Ukraine. Après la proclamation du 5 novembre relative à l'indépendance de la Pologne, tous ces réfugiés furent très inquiets du sort de leurs pays natal et ils craignirent qu'il ne vînt à tomber définitivement aux mains des Polonais.

Différents groupes représentant les communes des réfugiés dépêchèrent à Kiev et à Moscou, où siégeaient leurs comités centraux, des délégations et de nombreuses protestations pour déclarer qu'ils étaient ukrainiens, tant par la langue que par les mœurs, pour demander que leur pays fît partie de la République, sur la base du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Plus de trois cents déclarations semblables ont été envoyées depuis la Révolution russe.

Un Congrès de représentants de tous les réfugiés du pays de Cholm qui vivaient en Ukraine, en Russie ou en Sibérie, se réunit à Kiev les 25 et 27 août 1917.

296 délégués y prirent part dont 250 paysans et agriculteurs. Le Congrès représentait environ 240 mille réfugiés organisés et il adopta à l'unanimité la résolution suivante :

« Le peuple du pays de Cholm se considère comme appartenant à la nationalité ukrainienne : son sort doit être lié à celui de toute la nation. Le pays de Cholm et de Podlachie ne peut en aucun cas être incorporé dans les limites du royaume polonais ; il doit faire partie de l'Ukraine. »

Cette volonté tenace de la population du pays de Cholm s'explique par le fait qu'elle a toujours lutté avec acharnement pour rentrer en possession de ses terres et pour défendre sa culture nationale à laquelle elle est attachée depuis des siècles. C'est un long combat contre la polonisation.

L'histoire nous montre que du XIVe siècle à nos jours, le pays de Cholm est resté ukrainien dans tous les domaines. La preuve s'en trouve aisément dans les dernières données statistiques du 1er janvier 1914, d'après lesquelles la population de Cholm et de Podlachie comptait 932 094 âmes, dont 466 839 Ukrainiens, soit le 50,1 %, 284 136 Polonais, soit le 30,5 %, 147 219 Juifs, soit le 15,8 %, 33 901 Allemands et autres, soit le 3,6 %. Les Ukrainiens formaient donc la majorité et dépassaient considérablement en nombre les habitants polonais.

C'est pourquoi la population du pays de Cholm attendait avec angoisse la fin des pourparlers de paix de Brest et c'est pourquoi elle continue à faire des démarches auprès de son comité exécutif à Kiev. Elle a très bien compris qu'une ère de libre développement national et économique s'ouvrirait pour elle au cas où son pays ferait partie de l'Ukraine, tandis que ce serait le contraire, si elle était incorporée à la Pologne, et qu'elle devrait souffrir dans ce cas d'une oppression économique fatalement destinée à tuer peu à peu toute la vie nationale. La force de ce malheureux peuple, usée par quatre ans de terribles souffrances, est à bout. Deux alternatives s'offraient au pays de Cholm, ou la vie avec l'Ukraine ou la mort avec la Pologne. La paix de Brest est signée. Il est heureux que les Empires centraux aient compris les intérêts vitaux de la majorité du pays et que celui-ci ait été justement incorporé à la République ukrainienne.

A la suite des intrigues fomentées par les milieux hostiles aux Ukrainiens, un traité supplémentaire a été signé pour charger une commission internationale spéciale de tracer la frontière occidentale de l'Etat ukrainien et pour la reculer éventuellement à l'est de la ligne indiquée par le traité de Brest. Il serait juste que la commission ait aussi bien le droit de la reculer à l'ouest au cas où elle laisserait les villages ukrainiens derrière elle. En tout cas, il nous semble que ce traité supplémentaire aurait pu mettre d'accord les deux parties.

Il n'en est rien et les impérialistes polonais sont fort mécontents. Ils ont immédiatement commencé à faire des démarches à Vienne et à Berlin pour qu'on incorpore le pays de Cholm tout entier à la Pologne. Sous l'influence des chauvins polonais le gouvernement autrichien retarda la ratification du traité de Brest et ne permit pas à l'administration ukrainienne de s'installer dans la partie du pays de Cholm occupée par les armées austro-hongroises. Il ne permit pas non plus aux habitants ukrainiens chassés de leurs foyers de rentrer dans leurs villages.

La situation de ces malheureux évacués est lamentable.

En Moscovie ils meurent de faim et de maladies contagieuses, ou bien ils sont poussés de village en village dans la direction de l'Ukraine sans aucun secours d'hygiène ou de ravitaillement.

Nous demandons à notre gouvernement de s'occuper au plus vite du rapatriement de ces milliers de malheureux. Nos compatriotes du pays de Cholm sont des fils ardents de l'Ukraine, une véritable avant-garde qui défend notre indépendance à l'ouest. Ils sont presque tous instruits et très patriotes. Il faut les sauver de la misère et de la faim et leur faciliter leur retour aux pays natal.

A. PAVLOUK.

Vidrodjenia, 19 juin 1918.

II

Il faut d'abord constater que la frontière ethnographique et historique du pays de Cholm et de la Podlachie se prolonge beaucoup plus à l'ouest que la ligne tracée par le traité de Brest. Au XVIIe siècle, elle passait aux environs de la ville de Lublin qui était entièrement ukrainienne à cette époque. Au temps des rois ukrainiens de Galicie Roman et Danilo elle passait encore plus à l'ouest si nous en croyons les documents de l'époque. A Brest lorsqu'il s'est agi de tracer la frontière, les politiciens ukrainiens n'ont pris en considération que les chiffres actuels de la population nationale du pays et non des parties historiques du pays de Cholm déjà polonisées à l'heure qu'il est, comme celles qui se trouvent sur la ligne Janif, Lublin, Siedletz, Lukiv et Mordi. C'était déjà une véritable concession faite aux Polonais et qui laissait des enclaves et des villages ukrainiens derrière la frontière et par conséquent livrés à la polonisation comme par exemple ceux qui se trouvent dans le district de Radine, de Konstantiniv, etc.

Quand les nationalistes russes ont créé le gouvernement de Cholm en 1913, la démarcation était plutôt basée sur la statistique religieuse que sur le principe des nationalités. En effet cette base adoptée par le gouvernement russe favorisait la réannexion polonaise du pays de Cholm en permettant aux Polonais de prendre la défense des importantes minorités catholiques ukrainiennes et de les considérer comme faisant partie de la nation polonaise.

Les données de la statistique religieuse n'étaient pas du tout les mêmes que celles de la statistique nationale et nos lecteurs peuvent s'en rendre compte d'après les chiffres cités par un patriote polonais, M. Dymsza, ancien membre de la Douma, dans sa brochure *La question du pays de Cholm*, publiée en russe en 1910 et opposée à la propagande ukrainienne dans ce pays.

Nous citons les données publiées dans cette brochure et datées du 24 avril 1909 et du 1er janvier 1910. Mais nous comptons le pourcentage uniquement d'après le nombre d'Ukrainiens et de Polonais, tandis que M. Dymsza le calcule d'après la population tout entière du pays de Cholm, soit avec les Juifs, les Allemands et autres.

Districts	% d'Ukrainiens en comparaison avec % de Polonais.	% d'orthodoxes en comparaison avec % de catholiques.
Volodava	75,5	57,5
Radine (partie de Cholm)	80	21,5
Konstantiniv (part. de Cholm)	89	23
Bilsk	80	42
Cholm	63	59
Hrubrechiv	69	60
Zamosté	40	24,5
Krasnostav	75	58,75
Bilgoraï (partie de Cholm)	47	41
Lubartiv (partie de Cholm)	83	79,5
Tomachiv	52	54,3

D'après ces statistiques de source polonaise, nous voyons bien qu'il existe au pays de Cholm un pourcentage assez élevé d'Ukrainiens de religion catholique-romaine, 58,5 % par exemple dans le district de Radine, et 66 % dans le district de Konstantiniv. On voit bien que les statisticiens en se basant sur des données religieuses et non nationales ont commis une grave erreur. Ce principe a déjà perdu son objectivité scientifique.

E. PERFETSKY.

(*Nova Rada*, nº 103)

L'UKRAINE EN 1859

On entend souvent dire que l'idée de l'indépendance ukrainienne est une «invention allemande» et en tous cas une chose tout à fait nouvelle. Pour détromper les lecteurs qui pourraient partager ce point de vue erroné, nous publions ci-dessous des fragments d'articles du grand patriote russe Alexandre Herzen et de notre écrivain national Nicolas Kostomaroff.

Voici, d'après le texte donné par le Monde Slave, *le passage essentiel d'un article de Herzen paru en 1859 dans le n° 34 de son journal* La Cloche :

« Et si l'Ukraine ne veut appartenir ni à la Pologne ni à la Russie ? A mon avis, la question se résout très simplement : il faut reconnaître à l'Ukraine la liberté et l'indépendance... La Petite-Russie est habitée par un peuple qu'opprime l'esclavage, mais que le gouvernement et les seigneurs n'ont pas abattu au point de lui faire perdre le sentiment de sa nationalité. Au contraire, cette conscience chez lui est très développée.

» Délions-lui donc les mains, délions sa langue ! Que sa parole soit tout à fait libre, et qu'alors il puisse dire sa pensée, Qu'il tende, s'il est intelligent, ses mains vers nous, en oubliant le fouet russe, et vers les Polonais, en oubliant la papauté, pour l'union fraternelle et pour son indépendance ».

La Cloche *publia le 15 janvier 1860 dans son n° 61 une longue lettre de remerciements de Kostomaroff dont nous extrayons les lignes suivantes :*

« La plus grande partie du public grand-russe et polonais est habituée à ne pas nous considérer comme un peuple indépendant, à ne pas reconnaître chez nous les éléments particuliers nécessaires pour une vie autonome et qui furent élaborés dans le passé. Elle doute de l'existence chez nous d'une langue particulière et de la possibilité de son évolution littéraire. En général, on met nos particularités au rang des nuances provinciales, nuances tantôt de la nationalité russe, tantôt de la nationalité polonaise. Si cette fausse opinion a pu naître, c'est, — et le fait est tout à l'honneur de notre société méridionale, — que tout ce qui portait le sceau de l'esprit aristocratique ou du privilège se détachait d'elle, et que cette société elle-même le frappait d'anathème. Il n'y a pas de noblesse petite-russienne, à l'exception d'une très petite minorité qui, dans ces derniers temps, ayant conscience du manque de vitalité de l'institution nobiliaire, s'adresse à la pure source du peuple...

» Dans la future Confédération slave, en laquelle nous croyons et que nous appelons de tous nos vœux, notre Russie méridionale (c'est-à-dire l'espace où le peuple parle notre langue ukrainienne) devra représenter un ensemble indépendant, une unité, qui sera fondée non sur une centralisation pernicieuse et mortelle, mais sur une connaissance claire de l'égalité et de ses propres intérêts. Pour que nos futurs descendants puissent voir ce qu'il ne nous sera probablement pas donné de voir à nous-mêmes (sauf peut-être de très rares exceptions), il faut que les Slaves se débarrassent de leurs vieux préjugés !

» Il ne faut pas que les Russes et les Polonais disent que les terres habitées par notre peuple leur appartiennent ! »

NOUVELLES DIVERSES

*** Les représentants diplomatiques de la Géorgie se sont rendus auprès de M. Dorochenko, ministre des Affaires étrangères, et lui ont présenté leurs lettres de créance.

*** Le Secrétariat populaire de la Ruthénie-Blanche a adressé à tous les Etats une note dans laquelle il expose l'histoire récente de la formation de l'Etat blanc-ruthène et prie de reconnaître son indépendance.

*** Hier, le 22 août, a eu lieu entre le chargé d'affaires de l'Ukraine, M. Jean de Tokarewski, et l'ambassadeur de Turquie Hussein Hilmi Pacha, l'échange des chartes de ratification du traité de paix ukraino-turque.

*** Dans un entretien avec un collaborateur du *Proskurow Izwiestia*, M. Manouilsy, membre de la délégation de paix russe, a déclaré entre autres que l'Ukraine était devenue le centre de toutes les tendances séparatistes des peuples frontières de Russie. Le gouvernement bolchévique considère ce fait comme inacceptable.

*** Muktar Bey, ex-ambassadeur à Athènes, a été nommé ambassadeur de Turquie en Ukraine.

*** Les séances du Comité chargé de l'élaboration d'un traité de commerce avec la République du Don ont commencé sous la présidence de Gutnik.

Chronique économique et financière.

Culture du blé.

D'après le rapport de M. B. Dzinkewitch au Congrès d'approvisionnement des 22 à 25 octobre 1917 à Kiev, publié dans la Revue agronome et coopérative, *nous donnons ci-dessous quelques détails intéressants et bien documentés sur la production et la répartition des différentes céréales en Ukraine pendant les années d'avant la la guerre. Tous ces chiffres sont tirés de source officielle, pour la période de 1909 à 1913. Ces données peuvent servir dans la question de la réforme agraire si importante chez nous.*

L'auteur n'a pris en considération que les données générales pour les neuf principales provinces de l'Ukraine, sans compter le Kouban, Cholm, la Bessarabie et les districts nationaux des provinces mixtes comme Grodno, Mohilev, Koursk, Voronej, le pays du Don, Stavropol, Novorossisk qui naturellement augmenteraient l'importance de ces chiffres et assureraient la supériorité de l'Etat ukrainien dans la production mondiale des céréales.

La culture du froment, du seigle, de l'orge, de l'avoine, du millet et du sarrasin, occupe en Ukraine ces 9 principales provinces — d'après le recensement agricole officiel fait en 1916.

Provinces	*Desiatines*[1]
Cherson	3.294.839
Tauride	2.565.600
Ekaterinoslav	2.548.948
Poltava	2.031.776
Charkov	1.773.809
Kiev	1.653.060
Tchernigov	1.173.706
Podolie	1.353.475
Volhynie	950.023
	17.345.196

ou 19 079 715 hectares ; soit surface cultivée :

Froment	5.753.966	*desiatines*	33,1 %
Orge	4.492.585	»	26,0 %
Seigle	3.783.288	»	21,8 %
Avoine	2.294.702	»	13,2 %
Sarrasin	705.155	»	4,0 %
Millet	315.539	»	1,9 %

Le froment est surtout cultivé dans la province d'Ekaterinoslav — 806.000 desiatines.

L'orge dans les provinces de Kherson, Tauride et Ekaterinoslav — 3.310.000 desiatines.

L'avoine à Kiev — 352.000 desiatines.

Le tableau suivant montre le nombre de désiatines cultivées chez les paysans et chez les propriétaires privés.

Provinces	*Propr. fonciers*	*Paysans*
Cherson	681.877 des.	2.612.962 des.
Podolie	387.936 »	965 539 »
Ekaterinoslav	383.376 »	2.165.572 »
Kiev	373.383 »	1.279.674 »
Tauride	366.491 »	2.199.109 »
Poltava	334.466 »	1.697.210 »
Charkov	212.885 »	1.560.924 »
Volhynie	136.187 »	803.836 »
Tchernigov	62.188 »	1.111.518 »
	2.948.792 des.	14.396.344 des.

soit sur 17.345.236 des. 17 % pour les propriétés privées et 83 % pour les paysans, réparties comme suit :

Froment	4.534.120	*des.*	32 %
Orge	3.905.051	»	27 %
Seigle	3.389.648	»	24 %
Avoine	1.463.209	»	10 %
Sarrasin	710.905	»	5 %
Millet	393.511	»	2 %

Pour les propriétés foncières :

Froment 45 % (la plupart l'hiver)
seigle 13 % (393.640 desiatines)
l'orge et l'avoine 40 % et 2 % seulement de sarrasin et millet.

Voyons maintenant quelle a été la moisson de ces six principales céréales pendant 5 ans (1909-1913).

Provinces	*Froment et seigle Pouds**	*Avoine et orge Pouds*	*Millet et sarrasin Pouds*
Cherson	99 497 400	77 668 000	2 459 600
Ekaterinoslav	99 426 000	74 532 100	1 832 500
Poltava	81 371 100	43 895 100	12 236 100
Kiev	71 201 600	41 178 300	15 758 800
Charkov	73 110 900	44 518 000	6 844 900
Tauride	72 640 400	49 935 100	476 300
Podolie	66 354 300	37 590 900	4 873 500
Volhynie	54 305 600	31 891 200	8 111 200
Tchernigov	31 276 300	15 937 400	8 136 600
	652 181 800	419 146 400	60 429 600
Moyenne pour une année	58 %	37 %	5 %

* *1 poud = 16 kg 38.*

[1] *1 desiatine = 1,1 hectares.*

Si nous comparons la récolte de l'Ukraine avec celle de toute la Russie pendant la même période, nous voyons que l'Ukraine seule a fourni plus des 32 % de toute la récolte en froment, en seigle, orge et avoine, soit :

pour toute la Russie . 3 347 795 800 pouds
» » l'Ukraine . 1 071 331 200 »

Analysons maintenant, d'après les données du Comité central statistique, ce que cette récolte assure à la population de l'Ukraine :

Provinces	*Habitants*	*Par personne (% équivant 1 pd. de blé.)*
Tauride	1 965 800 *âmes.*	37,0 %
Ekaterinoslav	3 232 000 »	30,8 %
Cherson	3 569 000 »	28,0 %
Poltava	3 677 600 »	22,9 %
Charkov	3 327 700 »	22,0 %
Podolie	3 890 200 »	17,0 %
Kiev	4 650 400 »	15,3 %
Volhynie	4 004 400 »	13,6 %
Tchernigov	3 066 100 »	10,1 %
	31 385 200 en moyenne	20,8 %

La récolte moyenne annuelle en céréales pendant la période sus-nommée est de 1 131 760 800 pouds dans les neuf principales provinces ukrainiennes.

L'Ukraine en exporte annuellement plus du 1/3 (32 %) soit :

Froment et seigle	137 956 900 *pouds*	
Orge et avoine	123 623 300 »	
	261 580 200 *c.-à-d.*	77 %

de toute l'exportation.

La Russie proprement dite n'exporte que le 23 % de la récolte totale. — Parmi les provinces ukrainiennes la quantité de céréales exportée se répartit comme suit :

Ekaterinoslav	52 288 500 p.	28 257 400 p.
Cherson	50 702 800 »	56 545 500 »
Tauride	49 829 300 »	24 201 400 »
Poltava	25 366 000 »	8 594 600 »
Charkov	15 843 200 »	5 199 800 »
Podolie	9 372 000 »	1 975 600 »
Kiev	7 588 600 »	1 748 200 »
Tchernigov	3 291 080 »	4 288 300 »
Volhynie	1 893 800 »	499 200 »
	209 593 200 p.	130 322 100 p.

Donc les provinces du sud et de la rive gauche du Dniepr produisent les 83 % de l'exportation totale de l'Ukraine. La Volhynie et Tchernigov, provinces les plus pauvres, sont mêmes obligées quelque fois d'acheter du blé pour leur population.

Les 44 % de l'exportation des premières quatre céréales au delà des frontières de l'Etat russe, sont fournis par ces neuf provinces ukrainiennes.

Exportation moyenne de toute la Russie 588 453 200 *pouds*

Exportation de l'Ukraine 261 580 200 «

Le reste du blé est réservé pour la population ukrainienne.

Chaque habitant, en Ukraine, a besoin pour sa nourriture et pour les semailles de 13,97 pouds en moyenne de froment et de seigle.

DOCUMENTS AMÉRICAINS

Le mouvement national ukrainien s'affirme de plus en plus aux Etats-Unis. Nous donnons ci-dessous le texte original de deux messages adressés au Président Wilson, par nos compatriotes d'Amérique, dont l'activité redouble en faveur d'une reconnaissance formelle de notre Etat par le gouvernement américain.

We, the Ukrainians of Chicago, assembled to commemorate the One Hundred Forty-Second Anniversary of American Independence, manifest our loyalty to the United States and declare that during the present world's war we are supporting most enthusiastically the Government and the President of the United States. We heartily agree with Your Excellency's statement as to self determination of nations and therefore we understand same to be based on universal suffrage of the population, without any reference to any historical claims.

With reference to the endeavor of the Ukrainian people in Europe, we declare ourselves in favor of a National Republic. Ukrainians strongly object to the peace forced by German and Austro-Hungarian autocracy by mailed fist upon Ukrainian nation and strongly resent and shall protest against the interference with Ukrainian government by central powers. We believe that real independence of all the nations can be obtained only by complete victory of the allies.

To that end we pledge ourselves at the command of this Government to do what may be required of us in order that America may win the war.

DR. W. J. SIEMINOWICZ, Chairman,
S. YANOWICZ, Attorney-at-law, Secretary.

President Woodrow Wilson,
Washington, D. C.

Sir :

More than seven hundred thousand Ukrainians (known also as Ruthenians) in this country and a quarter of a million Ruthenian farmers in Canada are expecting with great eagerness that you will endorse the endeavors of their Mother Countries for national unity and constitutional freedom for which they have been struggling for centuries against the autocratic, unscrupulous, unjust and incompetent rule of the Romanoff and Hapsburg dynasties, and against an aristocracy of feudal origin which is polish in speech and prussian in methods.

It is generally recognized that the thirty million Ukrainians are sharply distinguished from both the Russians and the Poles, but not even American statesmen recognize the fact that the Ruthenians of Eastern Galicia are a part of the Ukrainian people, and so far as I am aware, you have not yourself named the Ruthenians in any of your public utterances concerning the subject nationalities of Austria.

The interest of the Ruthenians in this matter is especially aroused at this time by the fact that among those aristocratic Poles who are working for a kingdom of Poland, it is assumed that Galicia and with it the Ruthenian population will fall to Poland in the final settlement after the war. Nothing could be more unfortunate than this. Galicia is itself a purely administrative, artificial and recent product, including two predominant ethnic groups, the Ruthenians in the East and the Poles in the West. I beg to draw your attention to the enclosed ethnographic map.

While it is the fate of the Ruthenians to be incorporated in the Austro-Hungarian Empire and to be governed by a Polish aristocracy in Galicia, Magyars in Northern Hungary, and the German bureaucracy in Bukovina, they are and have always been in bitter fight against these forces, and it is their ardent wish to be united with the Ukrainians, to whom they belong by blood, language and tradition.

It has been alleged against the Ruthenians that they are pro-Germans in their sympathies. And it is true that the Germans have succedeed in corrupting small groups of politicians in all nationalities, not excepting the Ruthenians, even in America. And it is also true that, oppressed by the Poles and in fear of denationalization and destruction by the Russians at one point during the present war, they compromised with Austria and looked upon Germany as the enemy of their more proximate and formidable enemies. But as a result of the subsequent conduct of Germany and Austria-Hungary, in Galicia, northern Hungary, Bukovina and in the Ukrainian Republic, the Ruthenians and Ukrainians at present are opposed to the Prussians most of all, and only after them to the Austrians and the Poles.

Without the exception of a simple group or party, it is the primary wish of the five million Ruthenians te be united with the Ukrainians, in any eventuality. And there is no doubt that when given the opportunity to act as a free and self-determined nationality, the Ukrainian Republic will desire to enter into a federal union with the nationalities of the former Russian empire. It is historically true that the Ukrainian people, while tenaciously preserving their national character, have shown the greatest aptitude for federalism of all the Slavic nationalities, and that they have a material basis and a spiritual inclination which would fit them to become the nucleus for the creation of a democratic United States in Eastern Europe. You are aware that half a century ago an Ukrainian deputation visited the United States for the purpose of studying the relation between the federal and state governments, with reference to putting such a plan in action at home.

It is also evident that only a voluntary federation of the nationalities of Russia will be strong enough to withstand the pressure of Germany after the war, and that cannot be accomplished by the incorporation of recalcitrant nationalities in either a great Poland or a great Russia.

I take the liberty of enclosing a number of extracts from authoritative works dealing with Ukrainians.

Very respectfully yours.
MIROSLAV SICHINSKY,
Secretary of The Ukrainian
Federation of the U. S.

Bureau d'informations ukrainien à Washington.

Le journal *Norodna Wola*, de Scraton, PA, du 11 juillet, nous apporte la nouvelle que la fédération des Ukrainiens d'Amérique a fondé un « Bureau of Public Information » à Washington pour développer la propagande des Ukrainiens en Amérique par différentes publications et par l'organisation de conférences publiques.

L'idée de la fondation d'un bureau de presse avait été suggérée à un Congrès de représentants des organisations des émigrés Ukrainiens de Philadelphie, de New-York, de Boston, de Buffalo, Detroit, Scraton, Trenton, Binganton et Heliok, qui a eu lieu à New-York le 15 septembre 1917.

NOUVELLES DU PAYS

*** Suivant un communiqué semi-officiel publié à Kiev, des pourparlers importants ont eu lieu ces derniers jours entre le premier ministre M. Lysohoub et le ministre von Hintze, au sujet de la Crimée, de la Bessarabie, du Don, du pays de Cholm et des questions financières.

*** La légation de l'Etat finlandais est arrivée à Kiev le 22, sous la présidence du Dr Hermann Gummerus.

*** Le ministre de l'Intérieur a envoyé aux peintres Riepin et Makowsky une invitation au nom de l'hetman, leur offrant un refuge de tranquillité pour leurs travaux artistiques.

*** On communique à Kiev l'arrivée de M. Kriwoschein, l'ancien ministre russe de l'agriculture, qui s'était enfui de la Russie sous l'uniforme de soldat.

*** La « Ronitnitcha Gazeta » (social-démocrate) consacre un article intéressant à la nouvelle apportée par notre bureau télégraphique suivant laquelle la neutralité des ressortissants ukrainiens en Sibérie a été reconnue par les gouvernements des pays neutres et alliés. Ce journal demande au gouvernement d'entreprendre sans tarder d'énergiques mesures ayant pour but la reconnaissance de la neutralité de la République ukrainienne par les Etats neutres et alliés. Le peuple ukrainien sera hostile à toutes tentatives pour l'entraînement de l'Ukraine en état de guerre, mais il le sera encore plus spécialement contre l'intention des Alliés de soumettre à nouveau l'Ukraine sous le joug russe.

*** Un consulat général de Russie est établi à Kiev. Le poste de consul est occupé par M. Grünbaum.

*** Le comte Forgach, ambassadeur d'Autriche à Kiev, a quitté la ville pour un congé de quelques semaines. Il sera remplacé, durant son absence, par le prince Fuerstenberg.

*** On communique de Kiev que, dans la récente entrevue des empereurs, l'Allemagne s'est décidée pour une politique bien définie à l'egard de l'Ukraine et qu'elle a réussi à la faire accepter par ses alliés.

*** Les déclarations prêtées à Lysohoub par l'Agence Wolff, dans lesquelles le premier ministre ukrainien se serait exprimé en faveur d'une réunion avec la Russie ont provoqué, dans les cercles ukrainiens, la plus grande indignation. Tous les journaux sans exception ont publié des articles énergiques niant l'existence d'un mouvement vers la fédération avec la Moscovie.

L'entrevue a produit également une grande consternation dans les cercles gouvernementaux, car, avant son départ, M. Lysohoub a reçu des instructions d'un genre différent. Vu cela, ainsi que le fait que l'agence Wolff contient plusieurs détails tout à fait faux au sujet de la personne de M. Lysohoub et de M. Paltow, on croit qu'il s'agit d'une faute grossière ou d'une mystification fabriquée intentionnellement par l'agence allemande. On se demande de tous côtés quel a pu être son but. Sur le désir express de l'hetman, M. Dorochenko, ministre des Affaires étrangères, a télégraphié à Berlin pour demander des explications.

On est généralement d'avis à Kiev que si M. Lysohoub a fait les déclarations qui ont été publiées et s'il ne s'agit pas tout simplement d'un cas de mauvaise foi de l'agence Wolff, M. Lysohoub sera obligé de donner sa démission.

*** Pour protéger le territoire de l'Ukraine des banknotes russes dévaluées, le ministère des Finances a élaboré un projet de loi réduisant l'importation de ces dernières au strict nécessaire.

*** Le ministre des Finances a déclaré aux représentants des organisations agricoles que la tâche de la nouvelle Banque d'Etat agraire qui va être fondée prochainement est de créer un fonds agraire, ce qui facilitera le parcellement des grandes propriétés aux paysans moyens.

*** Le gouvernement ukrainien a décidé de renouveler le monopole d'Etat pour l'eau-de-vie. Chaque personne qui continuera d'exploiter la boisson alcoolique du blé sera punie de trois ans de prison ou d'une amende jusqu'à 20 000 karb.

*** Le ministre des Affaires intérieures a nommé une commission pour la revision de l'activité de la municipalité de Kiev.

*** Le ministère des Affaires étrangères a demandé au conseil des ministres 343 000 karb. depuis le 1er juillet jusqu'à la fin de l'année pour entretenir deux Consulats généraux à Pétrograd et à Moscou, dix consuls de premier ordre et vingt consuls de deuxième ordre dans les différentes villes de la République des Soviets russes.

*** Le 14 juillet s'est ouvert à Kiev un Congrès des dentistes de l'Ukraine, où assistaient 62 délégués.

*** D'après le *Dzienik Kijowsky*, le comte Roman Bnitski a nommé le représentant du gouvernement polonais pour les révacuations des réfugiés polonais.

*** Le colonel Davidov a nommé le « Starosta » de Taganrok, où il est arrivé le 11 juillet.

*** Le gouvernement de l'hetman a commencé l'élaboration d'une nouvelle loi agraire plus radicale aux profits des petits agriculteurs démocrates.

*** Par l'ordre du ministre des Communications circule chaque jour depuis le 27 juillet, entre Kiev et Pétrograd, dans la direction de Orcha-Homel, un train express avec wagons de Pulmann munis d'un infirmier avec pharmacie.

*** Dans la Conférence de la paix ont été adoptés les statuts pour les relations postales et télégraphiques entre l'Ukraine et la Russie. Le train postal va à Moscou par les stations Korenevo, dans la province de Koursk, et le télégraphe est rétabli dans les lignes de Moscou-Konotop-Kiev, Moscou-Nowosylpkov-Kiev, Moscou-Koursk-Kiev, Moscou-Koursk-Kharkov. Les télégrammes peuvent être envoyés en langue ukrainienne, russe, polonaise, française, allemande et anglaise.

*** Pour régulariser les achats et importations du produit du pétrole en Ukraine, le ministère du Commerce et de l'Industrie a fondé un bureau spécial qui a, lui seul, le droit d'évaluer le prix et les règles pour le commerce, ainsi que les punitions des spéculants dans ce commerce.

*** Le Congrès des médecins, qui devait avoir lieu le 28 juillet, à cause des grèves des cheminots, est ajourné à la moitié du mois de septembre.

*** Le ministère du culte a ordonné à tous les consistoires orthodoxes que toute la correspondance officielle soit rédigée exclusivement en langue ukrainienne.

*** Au commencement du mois de septembre doit avoir lieu à Kiev un Congrès des représentants de toutes les bibliothèques des municipalités des Zemstvos et des différentes sociétés.

*** Les journaux d'Odessa communiquent que le gouvernement austro-hongrois, dans la province de Kherson, s'est adressé aux autorités ukrainiennes, les priant d'inviter la population de maintenir l'ordre, car une agitation ayant pour but de provoquer une révolte contre les armées austro-hongroises se fait sentir dans la province.

*** *Widrodjenia*, organe officieux, publie un article énergique à l'adresse des Polonais, dans lequel il avertit que les menées impérialistes polonaises dans les questions du pays de Cholm et de la Galicie préparent dès aujourd'hui un conflit sanglant avec l'armée ukrainienne.

*** Le 15 juillet s'est terminé à Kiev le cours consulaire de trois mois, organisé par la société des économistes ukrainiens.

*** Le Ministère du Culte est en train d'organiser plusieurs éditions périodiques en ukrainien et en russe, concernant l'Eglise et les questions religieuses.

*** Les journaux de Kiev du 16 août communiquent d'une source autorisée que la nouvelle répandue dans la presse suivant laquelle l'hetman aurait renoncé, sur la base d'un certain traité, de soutenir le projet du partage de la Galicie et qu'il aurait donné une déclaration écrite sur ce sujet ne correspond pas à la vérité. La question du partage n'est pas encore décidée et il serait prématuré d'en parler en termes définitifs.

*** L'ex-directeur du « Kiewlanin », Choulgin, a été nommé administrateur de la division politique de l'armée du Don.

*** L'ex-commandant en chef du front russe du sud-ouest, Ivanow, a été nommé commandant de l'armée des volontaires cosaques dans le territoire du Don.

*** Le Comité pour la création d'une bibliothèque nationale à Kiev a commencé son activité. MM. Bernadsky, Kopdt et Jefremow ont pris part à la première séance. Perfetzky a été nommé secrétaire.

*** L'Ukraine veut prendre à sa charge 20 % de l'actif et du passif de l'Etat russe. L'indépendance financière de l'Ukraine commencera le 7 novembre 1918.

*** D'après la *Kievskaïa Mysl* la grève des chemins de fer est presque terminée. Un grand nombre d'ouvriers se sont volontairement offerts et 54 trains ont pu quitter Kiev le 31 juillet.

*** L'ex ministre des affaires étrangères Choulguine publie sous le titre *la politique* un ouvrage contenant le récit des événement politiques et une série de documents diplomatiques de l'époque où il faisait partie du Ministère. Il s'y trouve entre autre des lettres adressées par le gouvernement français et anglais au gouvernement ukrainien de Vinnitchenko.

*** On annonce l'arrestation de l'ex-commandant de la ville de Kiev, Kowenko.

*** Fedir Bey, ex-député de Kutachia en Asie Mineure, a été nommé ambassadeur de Turquie à Kiev.

*** Un courrier diplomatique roumain est arrivé le 3 août à Kiev, porteur d'une réponse à la note du gouvernement ukrainien.

*** Des petites divisions maximalistes attaquent journellement les postes ukraino-allemands dans le territoire de Tchernigov, Koursk et Kharkow.

*** La *Nowa Rada* communique que le Ministère du Commerce a offert à l'ex-ministre de l'agriculture russe, Koutler, une haute position dans le Ministère ukrainien.

*** Le nouveau Ministre de Justice, Alexandre Romanow, remplaçant M. Tchonbinsky, est le fils de la femme de lettres bien connue, Madame Odarka Romanowa. Il est très réputé comme juriste et organisateur des tribunaux.

*** On mande au *Vidrodjenia* le 3 août, que l'on a trouvé à Kiev une liste de proscription, portant les noms de plusieurs personnalités allemandes et ukrainiennes. Le meurtre de Stechenko est en rapport avec cette liste. Ce terrorisme est dirigé par les nationalites russes contre l'Etat ukrainien et la paix de Brest.

*** Au milieu du mois de juillet s'est fondée une société « Ukrainophilme » d'action d'un capital de 200 000 karb. pour exploiter l'industrie du cinéma.

*** Le ministre du Commerce et de l'Industrie a organisé un bureau gouvernemental pour l'importation de papier de l'étranger.

*** Tous les citoyens des pays de l'Entente vivant à Kiev doivent s'inscrire à la commandature jusqu'au 25 juillet, sous menace d'être internés dans les camps de concentration.

*** A cause de la répression roumaine en Bessarabie, plus de 3000 personnes ont émigré de Kichinev pendant ces cinq dernières semaines.

*** Après bien des efforts les Ukrainiens de Bukovine ont obtenu un important succès dans le domaine ecclésiastique. Le Métropolite orthodoxe de Tchernowitz, Repte, hostile aux ukrainiens, a dû se retirer avec tout son consistoire. Deux archimandrites ont été nommés à sa place : un Ukrainien M. Tyminsky et un Roumain.

*** Le Congrès des naturalistes ukrainiens a ouvert ses séances le 3 août, à l'université de Kiev.

*** Le commandant de la ville de Kiev a publié un décret défendant à nouveau aux officiers russes de porter des insignes militaires russes. Ceux qui n'obéiront pas à cet ordre seront arrêtés et expulsés de l'Ukraine.

*** La presse ukrainienne d'Odessa, vu le débarquement de troupes japonaises à Vladivostok, demande au gouvernement de maintenir sa neutralité, même au cas ou l'Ukraine deviendrait le théâtre de la guerre. C'est ainsi qu'il est arrivé précédemment que la guerre russo-japonaise a eu lieu sur territoire de la Chine neutre.

*** On annonce la nomination prochaine de consulats ukrainiens dans le pays du Don.

*** Le ministère des approvisionnements fait savoir que, jusqu'au 15 août, l'Ukraine a délivré aux empires centraux 15 327 vagons ou 15 300 000 pouds de céréales.

*** Plusieurs réunions très importantes des industriels et des banquiers ont eu lieu ces jours derniers à Kiev, et ont abouti à la formation de plusieurs trusts et syndicats.

On s'attend généralement à un grand essor de la vie économique en Ukraine. On s'intéresse tout particulièrement à l'exploitation des mines et à l'industrie du sucre et du miel.

*** Le Comité central du parti socialiste fédéraliste convoque pour le 25 septembre le Congrès du parti. A l'ordre du jour est le changement de certains points du programme, ainsi que les diverses questions de l'organisation.

*** La presse de Kiev critique très sévèrement le projet de loi électorale des communes qui vient d'être élaboré par le ministère. Cette loi étant basée sur le recensement des fortunes, la presse la traite de trop peu démocratique.

*** A Kiev, une ligue ukrainienne de chevaliers de la Croix de St-Georges a été formée. Seuls les officiers de nationalité ukrainienne peuvent en faire partie. La formation de la Ligue a été provoquée par les menées russophiles des Unions des chevaliers de St-Georges, composées d'ex officiers de l'armée russe qui se sont réfugiés en masse en Ukraine depuis l'avènement des Bolcheviks.

*** Le ministre de l'Intérieur, M. Kistiakowsky, s'est entretenu avec les gouverneurs des provinces et des districts qui ont été convoqués à Kiev par le gouvernement, et il a défini de la manière suivante la tâche de l'administration : l'extension ou perfectionnement de l'organisation de l'Ukraine hetmanale, placée sur une base nationale solide. Tous les éléments ukrainiens qui ont prouvé leur dévouement à l'idée de l'indépendance politique du pays doivent être plus que jamais attirés à cette cause. Chaque parti doit jouir de la liberté de propagande pacifique de ses vues, y compris les partis socialistes, aussi longtemps qu'ils resteront sur la base d'une politique loyale. Par contre, la propagande révolutionnaire doit être supprimée sans merci par tous les moyens à la disposition du gouvernement.

*** Le gouvernement a autorisé la permission de sortir de l'Ukraine pour Moscovie, mais il en a défendu rigoureusement toutes les entrées.

*** Le Congrès du commissaire pour l'instruction publique en Ukraine a décidé, en attendant d'ukrainiser pour l'année scolaire 1918-1919, 75 % de tous les lycées et écoles normales pour arrêter la fondation des écoles allogènes jusqu'à ce que les écoles ukrainiennes soient équivalentes au nombre de la population de langue nationale et pour cesser complètement d'enseigner l'histoire et la géographie de la Russie.

*** Le Ministère du Commerce et de l'Industrie a alloué 284 169 karb. pour le bureau du Comité pour les travaux préparatoires pour l'exposition économique et industrielle à Kiev.

*** Avec l'autorisation du gouvernement, la banque ukrainienne coopérative a partagé, parmi ses succursales pour les besoins de la population, 160 vagons arrivés des pays centraux et contenant des machines agricoles.

*** En automne de cette année commencera la construction de plusieurs bâtiments pour le besoin du gouvernement et du ministère en style ukrainien.

*** Le Ministère de l'Instruction publique a fait un concours pour la date du 1er janvier 1919 pour les éditions scolaires en langue ukrainienne : l'histoire de l'Ukraine, cours élémentaires, systématiques et supérieurs, histoire de la littérature ukrainienne et générale, géographie et géographie économique de l'Ukraine.

*** Le 26 juillet est partie en Allemagne une commission agricole ayant à sa tête le sous-secrétaire d'Etat M. Brounst, composée de plusieurs agronomes, agriculteurs et ingénieurs. Le but de ce voyage est de faire connaître l'organisation des fabriques et machines agricoles et en général l'état de l'agriculture.

*** Les buts de la nouvelle ligue nationale ukrainienne sont : création d'un Etat ukrainien indépendant et puissant ; lutte pour le droit électoral ; défense des droits du peuple et de l'Etat Ukrainien sur territoire international. La commission de cette ligue est composée de représentants de tous les partis ukrainiens, union des paysans et sociétés scientifiques et industrielles.

*** Une délégation du territoire de la mer Noire a offert à l'ex-commissaire de PoJolie, Dr Stepura, le poste de commandant des gouvernements de la mer Noire et du Kouban. Stepura a accepté à condition que l'on crée un service administratif ukrainien.

*** Une conférence des socialistes fédéralistes ukrainiens aura lieu à la fin d'août. L'ordre du jour sera la réorganisation et l'extension du parti.

*** La Croix-Rouge ukrainienne vient d'être organisée.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Фабрика годинників

Ф. ОБРІ - ШАЛЬТЕНБРАНД

у ШО-де-ФОН (Швайцария)

Фабрика постачає всілякого роду годинники золоті, срібні, метелеві, сталеві і фантезі. Від 8 - 24 ліній розміру

Годинники анкрові і ціліндрові. Браслетькові годинники всіляких ґатунків.

Годинники вироблені в цілому і шабльоні для годинників

Fabrique d'horlogerie F. Aubry-Schaltenbrand, La Chaux-de-Fonds

Комисия :: Експорт :: Фабрика годинників

BELECO WATCH

М. БРАЇЛОВСЬКИЙ

Швайцария; **LA CHAUX-de-FONDS, Paix 87**

:-: Спеціяльність на Україну :-:

Надзвичайні мужеськи і жіночи з добрим ходом від 10‴ до 22″ годинники кулясті і продовгасті золоті, срібні, сталеві і металеві. Годинники браслеткові від 8‴ до 15‴ круглі всіляких можливих форм, золоті, срібні, сталеві, ніклеві. Торговельний дім постарчає шабльоні в якій вгодно кількости від 11½‴ до 22‴ анкерові і ціліндрові з частинами від Ад. Шільда з Гранжу як і від иньших відомих фірм. Заміна і зполучення окремих частин гварантоване.

AVIS

Par jugement du 4 mai 1918, le Tribunal Cantonal de Neuchâtel a admis les conclusions que nous avions prises contre un industriel qui s'était rendu coupable d'usurpation de la mention 111 pour désigner un calibre 11‴ cylindre qui n'était pas de notre fabrication. Le condamné n'a pas recouru au Tribunal Fédéral, en sorte que le jugement est devenu définitif.

Nous portons ce fait à la connaissance des intéressés et déclarons que tous actes de concurrence déloyale commis à notre préjudice seront impitoyablement déférés aux tribunaux compétents.

Fabrique d'ébauches et de finissages

A. SCHILD S. A., Granges.

(P 22889 C)

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 66 Lausanne, 12 Septembre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, 10 septembre 1918.

La campagne de presse continue dans les journaux de l'Entente pour faire croire que l'anarchie règne en Ukraine. Toutes ces nouvelles de prétendues révoltes sont de pure invention et sont en grande partie originaires d'Autriche-Hongrie en passant par l'intermédiaire de différents pays neutres. Nous savons qu'il existe par exemple en Suisse une véritable organisation autrichienne destinée à lancer des nouvelles de ce genre.

L'ambassade bolchévique en Suisse collabore de son côté à cette œuvre de dénigrement systématique en lançant des communiqués fantaisistes et en annonçant des attentats et des soulèvements imaginaires en Ukraine.

Or tous les voyageurs qui sont revenus d'Ukraine depuis le mois de juin sont unanimes à déclarer que la vie est redevenue partout normale au pays, que la grève des cheminots est terminée depuis longtemps, que l'Etat s'organise rapidement et qu'on ne signale plus de désordre parmi les paysans. Les agences étrangères qui lancent de fausses nouvelles contre notre patrie poursuivent des buts différents : les bolchéviki russes veulent compromettre l'Etat ukrainien pour empêcher les nouvelles Républiques du Don et du Kouban de s'appuyer sur nous. Quant à l'Autriche, elle espère toujours démembrer l'Ukraine avec l'aide des grands propriétaires polonais pour sauver sa possession de la Galicie orientale en y joignant encore la Volhynie et la Podolie.

Ce qui est navrant, c'est de penser que l'opinion publique des nations de l'Entente soit ainsi trompée par une manœuvre qui ne provient pas de leurs amis. Au moment où les Alliés interviennent en Russie, il importe plus que jamais pour eux d'être bien renseignés sur les questions de l'Europe orientale.

* * *

C'est par exemple une grande erreur que de compter d'avance sur une révolte ukrainienne à l'approche des Tchéco-Slovaques.

Les Ukrainiens défendront leur territoire et leur indépendance contre n'importe qui et, pour se concilier la neutralité de notre patrie, il faudrait que l'Entente commence par reconnaître notre indépendance. Notre peuple est profondément las du désordre qu'on a essayé de provoquer chez nous. Il demande avant tout de pouvoir s'organiser en paix. Ce n'est pas en envoyant des bandes tchéco-slovaques ou bolchéviques pour fomenter l'agitation ni en soudoyant des meurtriers ou des incendiaires qu'on pourra gagner les sympathies de l'Ukraine.

A l'influence de l'Allemagne il faudrait que les Alliés sachent opposer une politique positive et sympathique, basée sur une pleine et entière compréhension de nos droits et de notre volonté nationale. Nous espérons sincèrement que ces idées prévaudront chez les gouvernants de l'Entente et que nous pourrons bientôt reprendre avec tout le monde des relations amicales et bienveillantes.

* * *

Si la presse de l'Entente est inondée de fausses nouvelles de révoltes en Ukraine, par contre la presse allemande est remplie de fausses dissertations sur l'Ukraine et les Ukrainiens, et les journaux comme le « Berliner Tagblatt » et la « Vossische Zeitung » entreprennent une véritable campagne pour la russification de l'Ukraine. A l'heure même où l'hetman rend visite à l'Empereur d'Allemagne, on voit le député au Reichstag Georg Gothein écrire dans le « Tagblatt » qu'on ne peut pas parler d'un peuple ukrainien et que tout notre mouvement national n'est « qu'un effort romantique de quelques intellectuels basés sur certaines petites différences linguistiques sans importance et sur des souvenirs historiques d'ancienne tendance séparatiste».

Les cercles juifs-allemands où l'on organise cette propagande se recrutent parmi les vétérans de la russophilie tsariste. Le professeur Hœtzsche y joue un rôle prépondérant et son ami le Dr Helfferich n'est allé en Russie que pour étudier les chances d'une restauration de l'ancien empire.

On a fait venir à Berlin quelques faux Ukrainiens pour les faire parler contre notre indépendance, et l'on nous envoie en échange toute une bande de journalistes allemands-russophiles qui font tout simplement haïr leur pays partout où ils passent. Au retour, ils inondent leurs journaux de nouvelles sur le prétendu désir de l'Ukraine de se réunir à la Moscovie. Alors que chez nous plus personne ne veut entendre parler d'une telle perspective, à Berlin tout le monde est convaincu que nous ne rêvons que cela.

A Kiev, deux bureaux de presse allemands nous honorent de leur activité, l'un attaché à l'ambassade et l'autre auprès des militaires. Une seule chose manque à ces deux bureaux, c'est de compter parmi leur personnel un seul ami de l'Ukraine. Si l'Allemagne perd chez nous une partie du crédit dont elle jouissait l'hiver dernier, elle saura donc à qui s'en prendre.

A l'heure où les Alliés interviennent en Russie pour réagir contre l'influence allemande il y a donc à Berlin toute une clique de gens qui ne trouvent rien de plus pressé que de mettre cuire sur le feu une sécotine artificielle pour recoller l'Ukraine à la Russie et les placer toutes les deux sous l'influence exclusive de la Prusse. « Qui trop embrasse mal étreint », dit un vieux proverbe. Les Allemands, qui lisent volontiers le spirituel auteur irlandais Bernard Shaw, feraient bien de méditer l'histoire du malheureux valet qui laissa choir la dinde et le saumon pour avoir voulu porter l'une et l'autre sous son bras.

* * *

Le bruit a couru que le gouvernement ukrainien aurait dû céder le pays de Cholm à la Pologne et que cette décision aurait été prise à la suite de la récente entrevue des deux empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. Il est certain que si la nouvelle était confirmée et que notre gouvernement ait dû renoncer à ce territoire, il n'aurait pu le faire que sous la pression violente des Puissances centrales.

Les Ukrainiens ont toujours été prêts à reconnaître les droits des Polonais qui habitent à côté d'eux dans cette province et nous avons souvent proposé un plébiscite sous contrôle neutre. Nous ne réclamons pas un seul village polonais, mais nous estimons que cette question de frontière ne concerne absolument que notre voisine et nous-mêmes, et que toute intervention d'un tiers intéressé ne peut être que néfaste.

Si l'on a profité de la visite de M. Lysohoub à Berlin pour lui imposer ce violent retour sur le traité de Brest, c'est là un acte de pression qui ne pourra rien changer aux sentiments de notre peuple et qui n'aura qu'une répercussion déplorable sur nos relations futures avec la Pologne.

Nous devons tout faire pour ne pas nous laisser brouiller à nos dépens et aux bénéfices de ceux qui veulent pratiquer le système « divide et impera ». C'est pourquoi nous saluons avec une grande satisfaction la visite à Kiev de M. Pulawski, président du Conseil d'Etat polonais qui a été reçu le 31 août dernier par l'hetman. Nous sommes heureux que des relations directes s'établissent entre l'Ukraine et la Pologne et nous espérons qu'elles se développeront assez rapidement pour que nous soyons bientôt en mesure de résoudre à nous deux seuls les questions qui nous divisent.

* * *

Le gouvernement britannique se plaint amèrement à M. Tchitchérine de l'invasion de son ambassade à Pétrograd par les troupes bolchéviques. Nous n'avons pas à juger s'il est vrai que le personnel de cette ambassade ait été compromis dans un complot contre Lénine; nous nous permettrons simplement de profiter de cette triste occasion pour rappeler au gouvernement anglais les terribles violences dont nous avons été les victimes à Kiev l'hiver dernier et pour lui demander de comprendre avec sympathie pourquoi nous avons dû nous défendre et même faire appel aux Puissances centrales pour sauver notre pays de toutes ces horreurs.

Nous estimerions indiscret d'insister davantage, mais nous ne devons cependant pas négliger cette juste occasion d'attirer l'attention du gouvernement britannique sur le côté tragique de certaines situations qu'il est difficile d'apprécier du dehors. Seule l'expérience douloureuse nous apprend malheureusement à nos dépens certaines leçons brûlantes qui nous permettent de sympathiser aujourd'hui avec les incompris d'hier.

* * *

L'intrigue pangermaniste en Crimée se poursuit avec insistance. L'armée ukrainienne qui a délivré la Crimée de la terreur bolchévique et qui a été reçue là-bas avec un enthousiasme indescriptible par la population de toutes races a trouvé devant elle une armée allemande prête à la chasser du pays. Aujourd'hui le comte Tatischew fait de la propagande contre l'Ukraine à Berlin et veut persuader l'opinion publique allemande que la Crimée s'oppose absolument à toute union avec l'Ukraine.

Nous sommes en mesure d'opposer un démenti formel à ces affirmations. L'un de nos collaborateurs, qui revient précisément de Crimée, a constaté le contraire et nous rapporte l'impression d'un désir unanime de la part de la population de s'entendre avec l'Ukraine sur la base d'une autonomie et d'une union qui peut seule garantir les intérêts économiques de la presqu'île.

Il faut se méfier des hommes de paille comme le comte Tatischew et ses amis qui sont poussés par l'étranger et qui travaillent contre la réunion de la Crimée à l'Ukraine parce que cette solution mettrait fin à leurs ambitions personnelles et au rôle qu'ils voudraient jouer dans une colonie pangermaniste. Nous espérons que les hommes avisés qui combattent l'impérialisme en Allemagne sauront déjouer cette manœuvre cousue de fil blanc.

LE CONSEIL NATIONAL DE PARIS

Il s'est formé à Paris au commencement du mois d'août un « Conseil national ukrainien » avec M. Savtchenko comme président et M. Jakymtchouk comme secrétaire.

Ce Conseil a pour but de « lutter contre les influences germaniques en Ukraine et de préparer la réorganisation du pays. Il agira en étroite entente avec les Alliés. » (*Le Temps* du 18 août 1918.)

D'après les informations du Bureau ukrainien en Suisse, l'idée de former ce conseil a été suggérée aux Ukrainiens habitant Paris par le gouvernement français. MM. Albert Thomas et Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, s'y intéressent tout particulièrement. Le 20 août, les représentants du Conseil ukrainien ont été reçus en audience par le ministre des Affaires étrangères, M. Pichon. La presse française et celle de la Suisse romande ont donné un appui considérable à cette nouvelle organisation.

Le Conseil a déjà commencé son activité ; M. Savtchenko a notamment publié une brochure intitulée *L'Ukraine et la question ukrainienne* (72 pages, édition du Cercle d'études franco-ukrainien, 10, avenue Constant Coquelin). Voici quelques extraits de cette brochure :

« Le traité de Brest et la paix acceptée par la Rada causent une cruelle déception aux Ukrainiens amis de la France et de l'Entente, plus dure encore pour les Ukrainiens patriotes que pour qui que ce soit... L'opinion publique de la France fut dure pour l'Ukraine ; les journaux parlaient ouvertement d'une trahison... Mais de quel côté cette trahison est-elle venue? Une réponse est possible ; c'est la conduite de la délégation russe au Congrès de Brest qui a amené les délégués ukrainiens à interrompre les pourparlers et à revenir en toute hâte à Kiev, où la question d'une paix séparée a été tranchée dans le sens de l'affirmative par la Rada à une très faible majorité, avec un chiffre énorme d'abstentions. Il est absolument clair et certain que la question de la paix séparée était déjà résolue par les délégués russes au moment où les délégués ukrainiens venaient seulement d'arriver à Brest. Encore que les Russes aient fait tout leur possible pour cacher cette décision aux puissances de l'Entente. C'est du côté de la délégation russe que vient la trahison, et c'est la situation cruelle dans laquelle s'est trouvé alors l'Etat à peine né de l'Ukraine qui a forcé ses représentants à accepter une paix immédiate... Les propagandistes maximalistes envoyés à Kharkov par leurs collègues de Pétrograd, après avoir attiré tous les éléments internationalistes et anarchistes du pays, commencèrent une lutte sans merci contre le gouvernement ukrainien d'alors, qui tâchait de mettre un peu d'ordre dans les affaires du nouvel Etat... La guerre s'annonçait terrible et cruelle... Se trouver en face d'un ennemi inexorable et simultanément être menacé de l'autre côté par les troupes maximalistes, quelle situation plus tragique pourrait on imaginer encore après trois ans et demi d'une âpre lutte pleine de déboires et de revers, d'une tension à peine supportable pour un peuple mal nourri et dans la ruine économique presque complète du pays? D'après les dernières nouvelles de l'Ukraine, le soulèvement des paysans contre l'envahisseur est devenu général... Ce mouvement s'étendrait sûrement davantage si ses chefs pouvaient compter sur une aide efficace de la part des peuples qui, seuls, peuvent faire quelque chose pour que le peuple ukrainien réussisse à chasser de chez lui l'ennemi et à reconquérir la liberté. Il faut que l'Ukraine soit convaincue que ses amis peuvent et veulent agir... »

* * *

Tous les membres du Conseil national ukrainien à Paris sont d'ardents patriotes, dont le dévouement ne peut faire aucun doute. La sympathie témoignée par le gouvernement français à la formation d'un comité semblable prouve qu'au quai d'Orsay on commence à se rendre compte que la France ne peut continuer à se désintéresser du sort de l'Ukraine. D'autre part, les renseignements qui y parviennent sur l'état de choses dans notre pays laissent beaucoup à désirer et il est assez naturel qu'on ait fondé cette organisation nouvelle sur le modèle du Conseil national tchéco-slovaque ou des comités yougo-slave et polonais qui se sont constitués récemment à Paris. Nous sommes persuadés que nos compatriotes sauront désormais donner au gouvernement français de bonnes et utiles informations.

Il est bien possible que certains milieux de l'Entente songent à produire une impression en Ukraine par la formation à Paris d'une sorte de gouvernement provisoire ukrainien, qui pourrait un jour être reconnu pour encourager une révolution anti-allemande, mais nous pensons que nos compatriotes du Conseil national seront trop sages et trop loyaux pour laisser le gouvernement français se bercer de trop d'illusions dans ce domaine. D'autre part, les membres du Comité savent bien le ridicule qui s'attacherait à leur action s'ils acceptaient de vouloir dicter au pays sa politique du dehors et s'arroger un pouvoir gouvernemental.

Nous sommes persuadés que le Conseil national ukrainien saura remplir une tâche plus précise et plus utile en réagissant contre la campagne de fausses informations que l'Autriche a entreprise pour nous compromettre dans les pays de l'Entente. Le moment est aussi fort bien choisi pour défendre énergiquement les droits nationaux des Ukrainiens de Galicie et de Bukovine. Enfin le Conseil national de Paris pourra préparer admirablement le terrain à la reprise des relations diplomatiques entre l'Ukraine et la France. Nous souhaiterions seulement qu'on puisse fonder des organisations pareilles dans tous les grands pays.

UKRAINE ET LITUANIE

Le Bureau lituanien d'informations à Lausanne a lancé le communiqué suivant, qui est une pure invention :

Lausanne, le 29. — *Une entrevue vient d'avoir lieu à Brest-Litowsk entre les délégués de la « Taryba » et les représentants de l'Ukraine qui ont élaboré le projet d'une étroite alliance offensive et défensive entre la Lituanie et l'Ukraine. Cette alliance serait dirigée en premier lieu contre l'impérialisme polonais pour sauvegarder les intérêts mutuels de la Lituanie et de l'Ukraine, les Polonais adoptant une attitude intransigeante sur la question de Cholm, ainsi que sur celle de la Galicie orientale, et cherchant en outre à s'étendre à l'est au détriment de la Lituanie (gouvernement de Gardinas).*

Les deux Etats alliés formeront ainsi une barrière allant de la mer Baltique à la mer Noire, comptant une population de 60 millions d'habitants et qui pourrait mettre, cas échéant, six millions d'hommes sur pied. (Bureau lituanien.)

Le contenu de ce communiqué nous paraît tout à fait fantaisiste, car il n'y a eu aucune conversation jusqu'ici entre la mission officielle du gouvernement ukrainien et les représentants de la « Taryba » ni en Suisse ni ailleurs. En ce qui concerne la politique ukrainienne au pays même, nous sommes également autorisés à déclarer qu'aucune alliance n'a été signée entre l'Ukraine et la Lituanie. Il y a de bonnes raisons à cela.

Que le peuple lituanien souhaite ardemment son indépendance, c'est un fait et même un vœu qui lui fait grand honneur, mais jusqu'à présent cette indépendance est restée encore à l'état d'aspiration et la convention que l'Allemagne a imposée à la Lituanie a fait d'elle un Etat incorporé à l'empire allemand au point de vue de la politique étrangère, de l'armée, de la monnaie, des chemins de fer, des postes et des télégraphes. N'ayant pas de politique étrangère autonome, la Taryba ne peut pas entrer en libres pourparlers avec d'autres Etats, ni signer des alliances.

Il est encore très difficile de dire si la nomination d'un roi changera la position de la Lituanie ou si elle l'assimilera par exemple au Wurtemberg ou à la Bavière. L'opinion publique ukrainienne s'intéresse très vivement au sort des Lituaniens et suit avec une profonde sympathie leurs efforts pour reconquérir leur indépendance. Le sort de tous les peuples des confins de la Russie est d'une grande importance pour l'Ukraine, mais la question d'une alliance est d'une tout autre envergure.

D'abord l'Ukraine entend rester neutre et ne pourrait accepter de conclure avec la Taryba actuelle un traité qui serait une alliance déguisée avec l'Allemagne et qui l'empêcherait ainsi de renouer des rapports d'amitié avec les autres puissances, comme elle le souhaite ardemment. Ensuite, nous entendons régler directement et pacifiquement nos litiges avec la Pologne et nous ne croyons pas qu'il faille reconstruire l'Europe orientale sur la base de nouvelles coalitions militaires contre un Etat voisin. Nous pensons qu'il est beaucoup plus raisonnable d'encourager les partis polonais anti-impérialistes à sortir de l'ombre et de nous entendre avec eux au lieu de fonder l'avenir sur la division des forces.

L'intérêt de l'Ukraine est bien plutôt de se tourner vers le sud et vers l'est et de participer à une fédération de la mer Noire avec les nouvelles républiques qui se constituent dans ces régions. Nous reviendrons sur ce sujet.

NOUVELLES DU PAYS

*** Le général Bobrowsky, ex-chef d'Etat major général de la République ukrainienne a été nommé attaché d'ambassade en Bulgarie.

*** Le général Odinzow, membre de la délégation maximaliste revenant de pourparlers de paix en Ukraine, a été arrêté à Moscou pour avoir pris part au service religieux célébré pour le tsar Nicolas.

*** La *Nova Rada* annonce l'arrivée à Kiev de tous les collaborateurs de M. Souvorin, éditeur du *Novoie Vremia*, pour la fondation d'un grand journal russe à Kiev.

*** L'ex-chef de la police secrète de Moscou a été nommé administrateur de toute la police de l'Ukraine.

*** Le président du gouvernement du Kouban a déclaré que les rapports entre ce pays et l'Ukraine étaient excellents. Le Kouban a déjà reçu une aide réelle considérable de l'Ukraine.

*** Le ministre du Commerce s'est adressé au ministre des Affaires Etrangères pour lui proposer de fonder une commission internationale spéciale dans le sens du traité de paix avec les Empires Centraux, dans le but de rendre aux ressortissants de ces derniers Etats les biens et les entreprises qui avaient été liquidés par l'ex-gouvernement russe.

*** Le professeur de l'Université de Kiev Ivan Loutchitzky vient de mourir. Il était spécialiste dans l'histoire de la révolution française. Sans prendre une part active dans la vie de l'Ukraine il s'est toujours efforcé de rendre justice aux revendications ukrainiennes.

*** Le ministre de l'Instruction publique a reçu une députation des professeurs des écoles primaires du pays de Cholm qui travaillent dans le territoire d'occupation allemande. Le ministre leur a promis son plein appui pour le rétablissement du système scolaire dans le pays de Cholm.

MM. Chelougine et Stebnytzky se sont rendus chez l'hetman de la part de la délégation de paix ukrainienne afin d'obtenir des explications au sujet des déclarations fédéralistes prêtées par l'Agence Wolff au premier ministre M. Lysohoub. L'hetman a déclaré que l'Agence Wolff s'est basée sur une invention du *Berliner Tageblatt* et qu'il se plaçait comme auparavant sur la base de l'indépendance complète de l'Etat ukrainien, sans égard aux changements qui peuvent avoir lieu dans la constitution de la Moscovie. L'hetman a demandé que cette déclaration soit transmise officiellement à la délégation de paix.

*** A l'instigation de la société des économistes ukrainiens présidée par le professeur Tougan Baranowsky, le premier Congrès des économistes ukrainiens sera convoqué vers la fin novembre avec le programme suivant : réforme financière en Ukraine ; question des monopoles, spécialement celui du blé ; réforme agraire en Ukraine ; traités commerciaux ; organisation des statistiques ; projet d'une conscription générale de toutes les entreprises industrielles et économiques de l'Ukraine ; fondation d'une Union des économistes et statisticiens ukrainiens ; réforme de l'enseignement économique dans les écoles supérieures.

*** Le ministre des Cultes a autorisé la convocation du Synode de la communauté protestante ukrainienne. Le Conseil aura lieu à Kiev du 1er au 8 octobre. Comme on le sait les protestants sont très nombreux en Ukraine où leur chiffre s'élève à quelques millions.

*** La caractéristique principale de la vie de province en Ukraine est que la perception des contributions dans les villages atteint plusieurs centaines de milliers de roubles pour les dommages réels ou fictifs subis par les grands propriétaires fonciers. Le journal polonais de Kiev demande que les paysans polonais soient libérés de ces contributions, les paysans ukrainiens seuls ayant pris part au mouvement social contre les grandes propriétés. Les milieux nationaux ukrainiens craignent que ces réquisitions impitoyables pour lesquelles on emploie souvent la brutalité, n'amènent les paysans à un revirement subit contre les idées démocratiques nationales.

*** La société Espérantiste ukrainienne de Kharkov organise un Congrès de tous les espérantistes ukrainiens.

*** Le Congrès des organisations ukrainiennes de Crimée a commencé à Simféropol le 28 août. Son but est de créer une organisation centrale ukrainienne pour la Crimée

*** A l'assemblée générale de l'union des fabricants de la province de Kharkov, M. Monert a prononcé un discours sur l'avenir brillant qui attend l'industrie textile ukrainienne.

*** Le commissaire ukrainien en Roumanie Tchebotarenko proteste dans la presse roumaine contre l'affirmation selon laquelle l'Ukraine aurait autorisé la Roumanie à annexer les territoires ukrainiens de Bessarabie.

*** Rien n'est connu ici au sujet de la prétendue alliance lituano-ukrainienne, annoncée par certains journaux suisses et étrangers.

*** Les journaux de Kiev communiquent qu'en Moscovie les Cadets ont adopté complètement le programme de la restauration de la monarchie.

UN DÉMENTI

Le B. C. V. communique à la date du 31 août la déclaration suivante : Les nouvelles répandues dans la presse étrangère au sujet d'un prétendu traité secret entre l'Autriche-Hongrie et l'Ukraine ne répondent pas à la réalité et ne sont que des combinaisons arbitraires et tendancieuses.

Le Bureau de la presse ukrainienne à Lausanne est à même d'affirmer, au sujet de cette déclaration, de la manière la plus catégorique, que le traité soi-disant « secret » dont parle le B. C. V. et qui, par l'indiscrétion de quelques Autrichiens, est devenu public, n'est ni une chose « prétendue » ni le résultat de quelques combinaisons « arbitraires ou tendancieuses », comme veut le prétendre le B. C. V. En effet, il s'agit de clauses secrètes ajoutées au traité de Brest-Litowsk, lesquelles l'Autriche-Hongrie s'est engagée, de la manière la plus formelle, à garder inviolablement. Le fait que le gouvernement de Vienne a entrepris toutes sortes de démarches pour les annuler ne change rien à l'état de choses, car l'Ukraine reste ferme dans sa résolution de garder tous les avantages que ce « traité secret » lui a conférés et elle ne songe nullement à y renoncer.

En faisant circuler une déclaration aussi étrange, le B.C.V. poursuit un but trop évident pour qu'il y ai besoin d'explications de notre côté.

POUR ÊTRE CITOYEN DE L'UKRAINE

Loi promulguée par le Conseil des Ministres et confirmée par l'hetman le 4 juillet 1918.

Article premier.

La qualité de citoyen de l'Etat ukrainien donne à une personne des droits et des devoirs envers l'Etat ukrainien.

Art. 2.

Un citoyen ukrainien ne peut pas être en même temps sujet ou citoyen d'un autre Etat.

Art. 3.

Les droits politiques à l'intérieur de l'Etat ukrainien, soit la participation aux élections, l'éligibilité et le droit d'être au service de l'Etat, n'appartiennent qu'aux citoyens de l'Etat ukrainien. Quant à leurs devoirs, ils consistent à contribuer de toutes leurs forces à la prospérité de l'Etat et même à lui offrir éventuellement leur vie.

Art. 4.

Tous les sujets russes habitant l'Ukraine à l'époque de la promulgation de la présente loi sont admis comme citoyens de l'Etat ukrainien. Ceux qui ne voudront pas se soumettre à cette admission devront faire une déclaration dans ce sens aux autorités locales dans l'espace d'un mois à partir de la date de sa publication, afin d'être enregistrés sur la liste des sujets ou citoyens de l'Etat étranger [1].

Art. 5.

Toute personne née sur le territoire de l'Ukraine, même si elle habite à l'étranger, a droit à la qualité de citoyen ukrainien à condition de faire une déclaration dans ce sens au cours de l'année qui suit sa majorité. Les personnes majeures qui se trouvent dans ce cas à l'époque de la publication de la présente loi doivent faire une déclaration pareille pendant l'année qui suit cette publication.

Art. 6.

Les personnes qui ont habité constamment l'Ukraine, mais qui se trouvent à l'étranger au moment de la promulgation de la présente loi, ont une année pour réclamer leur droit d'être admis comme citoyens de l'Etat ukrainien (eux-mêmes ou leurs parents).

Art. 7.

Les personnes dont le cas est prévu par les articles 5 et 6 de la présente loi doivent s'adresser aux représentants de l'Etat ukrainien à l'étranger qui sont les plus proches de l'endroit où ils habitent et ceux-ci pourront leur délivrer, après examen de leurs titres, le certificat de nationalité ukrainienne en avertissant le gouvernement ukrainien et celui de l'Etat auprès duquel ils sont accrédités. Les personnes qui n'auront pas eu la possibilité de s'adresser à de tels représentants pourront présenter leur demande au département administratif du Tribunal dès leur arrivée en Ukraine.

Art. 8.

La qualité de citoyen ukrainien peut s'acquérir : *a*) par la naissance de parents citoyens ukrainiens ; *b*) par le mariage avec un citoyen ukrainien ; *c*) par l'adoption jusqu'à l'âge de 17 ans par un citoyen ukrainien ; *d*) par la naturalisation.

Art. 9.

La qualité de citoyen ukrainien peut s'acquérir par naturalisation aux conditions suivantes : *a*) le candidat doit être reconnu digne de se voir accorder les droits prévus par la loi et doit faire preuve de ses capacités au travail et d'activité utile ; *b*) le candidat doit avoir habité l'Ukraine depuis huit ans ; *c*) le candidat doit faire la preuve qu'il a les moyens d'entretenir sa famille et lui-même.

Art. 10.

Peuvent acquérir aussi la qualité de citoyen de l'Etat ukrainien (§ 7) les personnes suivantes :

a) Une citoyenne ukrainienne mariée avec un étranger et qui aurait divorcé ;

b) Les enfants nés du mariage d'une citoyenne ukrainienne avec un étranger, si après le divorce, ces enfants restent auprès de la mère.

c) Les étrangers qui ont fini une école supérieure ou secondaire en Ukraine et qui dans le délai de 2 ans présentent la démande d'être considérés comme citoyens ukrainiens.

d) Les étrangers qui ont rendu à l'Etat ukrainien de grands services.

Les personnes énumérées dans cet article seront admises comme citoyens ukrainiens si elles s'établissent en Ukraine et si elles expriment le désir d'être admises comme citoyens ukrainiens.

Art. 11.

La qualité de citoyen acquise conformément aux articles 8 et 9 confère la nationalité ukrainienne aux enfants dont l'âge ne dépasse pas 17 ans.

Art. 12.

Le droit d'être citoyen ukrainien peut être refusé aux personnes qui ont commis des actions honteuses, qui s'occupent de professions infâmes ou qui pourraient nuire à l'Etat ukrainien.

Art. 13.

Les demandes des personnes mentionnées dans les articles 5 et 6 doivent être adressées au département politique du tribunal local où se trouvent les solliciteurs. Un étranger qui d'après la loi de sa patrie est astreint au service militaire doit joindre à cette demande un certificat prouvant qu'il a accompli son service militaire ou en a été libéré. Le tribunal discute cette demande au point de vue de toutes les conditions mentionnées plus haut, donne l'ordre d'accorder la nationalité au solliciteur, lui annonce cet ordre et envoie une copie au gouverneur de province.

Art. 14.

Le solliciteur ou le gouverneur de province peut recourir dans un délai de deux semaines devant le tribunal général contre l'arrêt du tribunal ; ce terme se compte pour le solliciteur à partir du jour où il a reçu l'ordre du tribunal dans sa forme définitive, et pour le gouverneur de province, du jour où il a reçu la copie de l'ordre du tribunal. Les plaintes doivent être adressées au même tribunal qui a donné l'ordre contre lequel est portée la plainte.

Art. 15.

Si dans le délai indiqué le gouverneur de province n'envoie pas la plainte contre l'arrêt du tribunal, ce dernier délivre le certificat de nationalité ukrainienne à la personne intéressée.

Art. 16.

Chaque personne devenue citoyen ukrainien conformément aux §§ 7 et 13 doit prêter serment de fidélité à l'Etat d'après le texte ci-dessous.

Art. 17.

Tout citoyen ukrainien devenu un citoyen ou un sujet d'un autre Etat cesse d'être citoyen ukrainien.

Art. 18.

Toute personne peut cesser d'être citoyen ukrainien ; une déclaration dans ce sens ne peut être formulée qu'après trois ans à partir du jour où cette personne a commencé d'être considérée comme un citoyen ukrainien.

Art. 19.

Celui qui sans une autorisation légale, devient citoyen ou sujet d'autre Etat sera puni suivant la première partie de l'article 325 du code pénal. Il perd le droit d'entrée et de séjour en Ukraine.

Art. 20.

Les personnes qui désirent ne pas être considérées comme citoyens ukrainiens doivent adresser les déclarations convenables au département administratif du tribunal local. Dans cette déclaration le solliciteur doit indiquer l'Etat auquel il veut appartenir. Quand un citoyen de l'Etat ukrainien est astreint au service militaire et s'il désire n'être plus considéré comme citoyen ukrainien, il doit prouver qu'il a fait son service militaire ou qu'il en est libéré par la loi.

En outre, il doit montrer qu'il a déjà payé tous ses impôts personnels.

Art. 21.

Celui qui a cessé d'être un citoyen ukrainien n'a le droit de le devenir de nouveau qu'après 5 nouvelles années.

Des exceptions ne peuvent être faites que par une autorisation du conseil des ministres.

Art. 22.

La loi sur la nationalité ukrainienne de la Rada Centrale du 2 et 4 mars 1918 est annulée.

[1] Les personnes qui n'auront pas échangé la qualité de sujet russe contre celle de citoyen ukrainien devront obtenir de leur gouvernement des papiers de légitimation. Ils devront en outre demander aux autorités locales ukrainiennes un permis de séjour qui ne sera valable que pour six mois.

AVIS

Par jugement du 4 mai 1918, le Tribunal Cantonal de Neuchâtel a admis les conclusions que nous avions prises contre un industriel qui s'était rendu coupable d'usurpation de la mention 111 pour désigner un calibre 11'' cylindre qui n'était pas de notre fabrication. Le condamné n'a pas recouru au Tribunal Fédéral, en sorte que le jugement est devenu définitif.

Nous portons ce fait à la connaissance des intéressés et déclarons que tous actes de concurrence déloyale commis à notre préjudice seront impitoyablement déférés aux tribunaux compétents.

Fabrique d'ébauches et de finissages
A. SCHILD S. A., Granges.

(P 22889 C)

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 67 Lausanne, 19 Septembre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Le discours Buchanan.

Lausanne, le 17 septembre 1918.

Sir Georges Buchanan, ancien ambassadeur anglais à Petrograd, parlant à un dîner du Club russo-britannique, a prononcé un discours en faveur du rétablissement d'une Grande Russie : « Les Alliés, a-t-il dit, doivent trouver une base pour le rétablissement de la Russie dans son ensemble avec toutes ses classes, ses partis et ses nationalités. » Ce sont là des paroles inopportunes qui feront certainement une mauvaise impression chez toutes les nations qui se sont libérées du joug russe et qui ne souhaitent pas le retrouver.

Il ne faut pas se faire d'illusions en Occident. L'effondrement et le démembrement de l'empire russe sont des événements que tous les peuples allogènes de la Russie ont désiré depuis des siècles. Qu'ils puissent compter demain sur les Alliés pour les délivrer du péril pangermanique et qu'ils se rapprochent un jour de l'Entente dans ce but, cela n'aurait certes rien de surprenant ; mais en attendant, chacun d'entre eux se félicite que l'Allemagne ait détruit l'empire russe et si quelqu'un voulait le rétablir, il retrouverait tous ces peuples unis contre lui.

Heureusement que les paroles de sir Georges Buchanan ne peuvent pas être prises comme représentant le point de vue officiel anglais. Sa personnalité est bien connue comme celle d'un russophile outrancier, qui s'est souvent montré plus russe que les Russes et qui a déjà froissé plus d'une fois les démocrates moscovites par le culte exagéré qu'il témoignait à l'empire au temps du tsar. On se rappelle son fameux discours sur l'icône.

Les cercles politiques qu'il représente font un tort considérable à la cause anglaise en Orient. Nous souhaiterions que le gouvernement britannique trouvât l'occasion de corriger la maladresse de son ancien ambassadeur par quelque témoignage plus conforme au point de vue du Foreign Office.

Si nous sommes bien renseignés, l'Angleterre ne songe plus à reconstituer une Grande Russie aux dépens des nationalités et l'on suit au contraire à Londres avec un intérêt toujours grandissant les efforts des nations allogènes pour organiser leurs Etats indépendants.

Le silence des hommes d'Etat anglais sur ces questions pouvait s'expliquer à condition d'être partagé par leur presse et leurs anciens serviteurs ; mais du moment où un personnage aussi en vue que sir Georges Buchanan se prononce d'une manière aussi inquiétante, il nous semble que le silence du gouvernement britannique aurait trop l'air d'une adhésion tacite à un programme qui n'est plus le sien.

L'Angleterre a témoigné la plus grande sympathie à l'Ukraine au commencement de l'hiver dernier. Depuis lors les circonstances nous ont séparés provisoirement, mais il importe qu'on sache bien à Londres que si l'Allemagne nous a rendu un important service en nous débarrassant du désordre anarchique importé de Russie et si nous sommes prêts à lui en payer le prix loyalement en compensation économique immédiate, nous n'entendons pas pour cela lui accorder un monopole sur notre pays et nous attendons avec espoir l'heure prochaine de reprendre aussi avec l'Angleterre des relations économiques et politiques. Nous n'avons aucune raison de vouloir l'exclure de nos amis, au contraire, et nous souhaiterions entendre une voix anglaise autorisée nous confirmer publiquement la réciprocité de ces sentiments.

* * *

Le discours von Payer.

Le vice-chancelier de l'empire allemand vient de prononcer un discours sur la paix et nous sommes heureux de constater qu'il a fermé la bouche à ceux de ses compatriotes qui songent à rétablir une Grande-Russie et à « réunir à nouveau les parties qui se sont séparées de l'ancien Empire conformément à leur nature et au droit », mais le ton du discours donne un peu trop l'impression que l'Allemagne entend se réserver le monopole exclusif du règlement des affaires orientales. C'est là un principe que nous ne saurions accepter sans renoncer à une partie de notre indépendance, qui nous est précieuse avant tout.

Nous n'entendons pas rester définitivement séparés du reste de l'Europe par une muraille de Chine allemande. Nous ne voyons pas d'ailleurs que l'Allemagne ait besoin de recourir à ce système pour se garantir ses possibilités de libre expansion économique. La concurrence loyale et l'activité intelligente de ses ressortissants nous paraissent être des garanties beaucoup plus sûres et beaucoup moins dangereuses pour elle.

Nous pensons qu'en excluant d'avance les puissances occidentales du règlement des affaires d'Orient, le vice-chancelier, qui n'est pas homme à vendre la peau de l'ours, a tout simplement voulu répondre aux menaces de l'Entente en constituant des sortes de gages pour la conclusion de la paix. C'est là encore un autre procédé que nous ne saurions pas approuver non plus. L'Ukraine a été reconnue l'année dernière par la France et par l'Angleterre et notre existence comme Etat indépendant est une question internationale qui n'appartient à aucune puissance en particulier. On ne peut donc pas se servir de notre patrie comme d'une monnaie d'échange.

* * *

Le discours impérial.

Dans sa réponse au discours de bienvenue que lui a adressé l'empereur Guillaume au château de Wilhelmshöhe, l'hetman Skoropadsky a insisté surtout sur la phrase de son hôte relative à l'établissement de l'Ukraine devant le monde sur une *base internationale*. L'hetman a parfaitement bien répondu au sentiment populaire ukrainien en relevant précisément ce passage et en développant cette idée, qui est fondamentale pour nous.

En effet, s'il était juste que notre chef d'Etat témoignât sa reconnaissance à l'Allemagne, c'était surtout pour avoir continué et développé l'initiative franco-anglaise et contribué ainsi à donner à la question ukrainienne le caractère international qui lui appartient. On a longtemps considéré notre sort comme une affaire intérieure russe. Les victoires allemandes à l'Est et le secours des armées impériales pendant les événements de cette guerre ont porté un coup mortel à cette conception. Notre peuple ne l'oubliera pas.

Mais si le sort de l'Ukraine n'est plus une question russe, il est bien entendu qu'il ne doit pas devenir une question allemande et que toutes les puissances européennes ont un égal intérêt à s'en préoccuper. C'est pourquoi nous tenons beaucoup à cette expression de *base internationale*. Le 4 janvier de cette année le Conseil des Ministres ukrainien a reçu officiellement le représentant de la République française accrédité auprès de lui, le général Tabouis, dont nous publions plus loin la déclaration solennelle. Le 8 janvier il a reçu le représentant britannique. Le 12 février l'invasion anarchiste, malheureusement soutenue par quelques agents français, obligea ce même gouvernement à faire appel au secours militaire des puissances centrales. Ces actes étaient bien ceux d'un Etat indépendant souverain.

La base internationale doit demeurer. Aujourd'hui comme hier nous conservons le droit de traiter d'égal à égal avec toutes les puissances étrangères, et quand M. de Payer refuse à l'Angleterre le droit de « s'immiscer » et de ratifier ou de modifier nos traités avec l'Allemagne, il devrait ajouter que l'Allemagne donnera l'exemple en évitant de s'immiscer à son tour en intervenant d'une manière quelconque dans les rapports de l'Ukraine avec les autres Etats.

Comme l'hetman l'a fort bien dit, nous sommes reconnaissants à l'Allemagne d'avoir consolidé notre base internationale, mais à condition qu'elle la respecte fidèlement jusqu'au bout et qu'en travaillant pour soi, comme c'est légitime et naturel, elle se rappelle qu'il y a de la place pour tout le monde et que notre pays entend faire librement partie de la société générale des Nations en restant complètement neutre à l'égard des coalitions ennemies.

* * *

Sympathie américaine.

Nous avons déjà indiqué à plusieurs reprises que l'opinion publique américaine et la politique du gouvernement des Etats-Unis étaient nettement favorables à l'indépendance de l'Ukraine. La nouvelle que nous avons lancée à ce sujet a produit une très grande impression à Kiev. Toute la presse de notre pays l'a reproduite en témoignant un très vif intérêt à cette question.

Nos grands journaux nationaux demandent aux émigrés ukrainiens en Occident de faire des démarches pressantes auprès du président Wilson pour qu'il se décide à publier une déclaration précise et à reconnaître officiellement notre indépendance. Nous avons déjà donné dans notre avant-dernier numéro le texte des messages adressés au président par nos compatriotes habitant les Etats-Unis. Il serait bon que le Conseil national ukrainien qui vient de se former à Paris fît aussi une démarche directe dans ce sens.

Les Américains, aussi bien que les Anglais, se rendent parfaitement compte des égards que nous devons aux puissances qui nous ont secourus militairement contre les bolchévikis russes, et ils ne peuvent nous en vouloir de tenir loyalement nos engagements envers ceux que nous avons appelés pour nous rendre un service indispensable. Mais ils se rendent compte aussi du danger qu'il y aurait pour eux à se désintéresser complètement de notre sort et à nous abandonner à l'influence de leurs adversaires.

Ceux-ci de leur côté ont reconnu notre neutralité politique et ne peuvent par conséquent pas s'offusquer de notre désir légitime de voir notre indépendance reconnue par tout le monde et basée sur de bons rapports d'amitié avec toutes les puissances.

L'UKRAINE ET LA SUISSE

Le Dr Lukassewitch, envoyé extraordinaire du gouvernement ukrainien auprès du Conseil fédéral, continue ses démarches à Berne. Il a été reçu en audience successivement par le président de la Confédération, les conseillers fédéraux Schulthess, Decoppet, Muller et Motta, par M. Paravitchini et le Dr Lardy, chef des divisions étrangère et diplomatique au Département politique suisse. Il est probable que le Conseil fédéral lui répondra d'ici à quelques jours d'une manière officielle au sujet des propositions qu'il a apportées à Berne. La maladie et l'absence du Dr Calonder, président de la Confédération suisse, ont retardé quelque peu les pourparlers, mais le Dr Lukassewitch se déclare enchanté de l'accueil sympathique et cordial qui lui a été fait partout.

Il apparaît bien clairement que si la situation de la Suisse est particulièrement délicate, comme placée au centre de l'Europe entre les deux groupes de puissances belligérantes et si elle est obligée en conséquence de se tenir sur une grande réserve, sa sympathie est acquise aux nations qui cherchent à rétablir leur indépendance sur des bases solides. En outre, les Suisses qui ont de gros intérêts dans les différentes parties de l'ancien empire russe voient aujourd'hui leur gouvernement se préoccuper très activement de leur sort et les relations à établir entre le gouvernement fédéral et notre Etat sont un élément important de cette question.

C'est pourquoi nous avons tout lieu d'espérer que le Dr Lukassewitch ne reviendra pas à Kiev les mains vides et qu'il aura obtenu, sinon une reconnaissance officielle de notre indépendance, au moins l'établissement de relations diplomatiques basées sur l'état de fait. A vrai dire une reconnaissance officielle et solennelle ne pourrait en rien desservir les intérêts de la Confédération suisse ; au contraire, d'après tous les échos que nous avons pu recueillir à Berne, il ne semble pas que les puissances de l'Entente soient opposées à un acte de ce genre. La mission du Dr Lukassewitch a produit une grande impression à Berne dans les milieux diplomatiques et journalistiques. Des conversations et des propos que nous avons pu recueillir il se dégage l'impression que les Alliés ne verraient pas d'un mauvais œil les neutres appuyer l'indépendance de l'Ukraine et marquer ainsi son caractère international.

Les allusions peu favorables ou hostiles semblent plutôt venir des autres milieux. On pourrait croire que ceux qui jouissent aujourd'hui d'une situation exceptionnelle en Ukraine redoutent de voir les neutres entrer en relations avec nous et diminuer ainsi leur influence à Kiev. C'est ce qui expliquerait la sourde hostilité témoignée à la mission du Dr Lukassewitch par certains agents, parmi lesquels quelques Viennois semblent se distinguer tout particulièrement. Cela donnerait à croire aussi que l'Autriche craint le voisinage de l'Ukraine pour ses sujets ruthènes de Galicie orientale et de Bukovine.

Nous voulons espérer que les rumeurs qui courent à Berne à ce sujet ne sont pas l'expression fidèle de la vérité.

Nous ne pouvons pas croire que l'Allemagne et l'Autriche iraient compromettre ainsi leur situation chez nous en cherchant à nous encercler et à nous mettre des œillères. Elles doivent bien savoir au contraire que, plus elles respecteront notre neutralité et la base internationale de notre indépendance, plus leur situation grandira et mieux leurs intérêts seront garantis en Ukraine.

La presse suisse, et en particulier la *Neue Zürcher Zeitung* ont témoigné jusqu'à présent une sympathie courtoise à l'égard du Dr Lukassewitch et de sa mission. Le *Bund* seul a cru devoir faire ombre au tableau en publiant deux articles qui n'étaient pas destinés à faciliter la tâche de notre ambassadeur. L'un était une lettre d'un patriote ukrainien contre le ministère actuel à propos d'un poste qui ne lui a pas été offert, et l'autre était un article de M. W. Ell—sky représentant l'hetman comme étant allé demander à Berlin la permission de faire des concessions aux partis démocratiques. Inutile de dire qu'il s'agit là d'une pure invention et que le discours de l'hetman montre au contraire qu'il n'entend pas mêler l'Allemagne à notre politique intérieure.

Le *Temps* l'a beaucoup mieux compris que le collaborateur du *Bund* et nous aurons l'occasion de revenir sur un excellent article qu'il a publié le 11 septembre.

PENSIONS DE L'ÉTAT

Le Conseil militaire ukrainien a élaboré et adopté un statut provisoire concernant la pension et l'aide matérielle à allouer à ceux qui sont au service de l'armée ou du clergé militaire de l'ancienne armée russe qui sont maintenant citoyens de l'Etat ukrainien.

Les bases de ce statut sont les suivantes : N'auront le droit de recevoir une pension que les citoyens ukrainiens, ceux qui ont fait leur service militaire dans l'ancienne armée russe et qui n'entreront pas dans l'armée ukrainienne, ainsi que leurs familles. La recevront également ceux qui y avaient droit dans l'ancienne armée russe et ceux qui ont été mis à la retraite avant et pendant la dernière guerre. Les familles des personnes qui ont été tuées pendant la guerre de 1914, avant la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine toucheront la pension aussi bien que les familles des citoyens ukrainiens tués pendant cette guerre.

L'UKRAINE RECONNUE PAR LA FRANCE

Le 21 décembre vieux style (3 janvier 1918) l'attaché militaire français Danse a transmis au ministre des Affaires Etrangères M. Choulguine une lettre du représentant de la République Française, le général Tabouis. La lettre annonçait que le général Tabouis avait été nommé représentant officiel de la France auprès du gouvernement de la République de l'Ukraine. La lettre était conçue en ces termes :

« A Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de la République de l'Ukraine,

» J'ai l'honneur de vous prier d'annoncer au gouvernement de la République de l'Ukraine, que le gouvernement de la République Française m'a nommé comme représentant de la République auprès du gouvernement de la République de l'Ukraine. Je vous prie de vouloir bien me communiquer le jour et l'heure où je pourrai faire la visite formelle pour me présenter officiellement.

» Veuillez agréer... »

Le 22 décembre vieux style (4 janvier 1918) a eu lieu chez le président du Conseil des ministres (Institutskaïa 40) la réception officielle du représentant de la République française accrédité auprès du gouvernement de la République de l'Ukraine.

Le général Tabouis, représentant de la France, est arrivé en compagnie du consul général français nouvellement nommé à Kiev, de M. Arques et des attachés militaires suivants : les colonels Maréchal, Vannier et Danse. Les délégués français ont été reçus par le président du Conseil. Etaient présents : le ministre des Affaires étrangères, A. Choulguine, et d'autres membres du ministère.

Le général Tabouis s'est adressé au chef du gouvernement ukrainien et a prononcé le discours suivant :

« Monsieur le président du Conseil,

» Désirant confirmer ses intentions amicales envers la République de l'Ukraine, le gouvernement de la République française m'a fait savoir par télégraphe (le seul moyen de communication existant actuellement) qu'il me nommait représentant de la République française auprès du gouvernement de la République de l'Ukraine.

» Voici bientôt un an que je me trouve sur le territoire de l'Ukraine. Pendant ce temps, j'ai eu l'occasion d'étudier l'histoire de l'ancienne Ukraine, j'ai suivi avec attention le développement de son mouvement national et j'ai pu constater les efforts accomplis par la République de l'Ukraine dans le but de créer et d'établir les forces morales et physiques nécessaires à l'organisation d'un Etat. Tout cela, je l'ai suivi avec un intérêt toujours croissant et je suis heureux et fier, monsieur le président, de voir qu'aujourd'hui cet intérêt n'est pas seulement personnel, car en me nommant son représentant, le gouvernement de la République Française approuve ma manière d'agir et m'autorise à poursuivre officiellement les excellentes relations qui se sont déjà établies entre nous. Je vous apporte l'assurance formelle que la France, qui est la première à faire ce geste décisif, soutiendra de toutes ses forces morales et matérielles la République de l'Ukraine dans les efforts qu'elle accomplira pour continuer à marcher dans la voie que se sont tracée les Alliés et qu'ils poursuivront sans hésitation à l'avenir en pleine connaissance de leurs droits et de leurs devoirs, devant la démocratie du monde entier et de l'humanité.

» Personnellement je me consacrerai à cette tâche avec toute l'énergie d'un soldat et avec le cœur d'un Français. »

Dans sa réponse, prononcée en français, le président du Conseil des ministres, M. Vinnitchenko, a exprimé toute la satisfaction avec laquelle le gouvernement de l'Ukraine a reçu la nouvelle de la nomination d'un représentant officiel de la France auprès de lui. M. Vinnitchenko a déclaré que le peuple ukrainien apprécierait à sa juste valeur la sympathie que sa libération du joug séculaire et sa volonté de se créer une vie nouvelle sur son propre sol ont rencontrée dans la libre France. « Dans nos cœurs, a ajouté M. Vinnitchenko, l'amitié pour la France républicaine a toujours été très vive et les idéals pour la réalisation desquels la démocratie française a lutté ont toujours été vivants dans la tradition du peuple ukrainien. Le chemin historique parcouru par le peuple français dans ses aspirations constantes vers les principes de liberté a toujours servi d'exemple aux peuples dans leurs propres efforts vers la libération. » En terminant, M. Vinnitchenko a salué le général Tabouis comme premier représentant officiel d'un Etat étranger sur le territoire de la République de l'Ukraine, sur le sol même du peuple ukrainien libéré.

Après l'échange de salutations entre le représentant de la République Française, général Tabouis, le président du Conseil des ministres, M. Vinnitchenko, et le ministre des Affaires étrangères, M. Choulguine, un entretien a eu lieu entre eux sur les affaires politiques, au cours duquel la question de la paix a été abordée. Le ministre des Affaires étrangères, M. Choulguine, a fait remarquer que l'Ukraine désirait sincèrement la paix, mais une paix qui répondrait aux intérêts, non seulement de l'Ukraine, mais de la démocratie en général. La reconnaissance officielle de l'Ukraine et de son gouvernement par la République Française donne à l'Ukraine l'appui moral qui lui est si nécessaire et qui l'aidera à défendre ses intérêts nationaux au Congrès de la paix.

Le général Tabouis a répondu que la France, comme ses Alliés, désirait la paix, mais une paix qui fournirait une garantie de sa durabilité.

MOTS POUR RIRE

Certains journaux français continuent à se laisser prendre aux filets de l'araignée austro-juivo-bolchévique et des nouvelles imaginaires que ses agents répandent à tort et à travers pour ruiner le crédit de l'Ukraine à l'étranger.

C'est sans doute en pince-sans-rire que *L'Homme libre* du 6 septembre annonce solennellement une grande révolution en Ukraine, et la fuite des autorités ukrainiennes devant une armée révolutionnaire de 30 000 hommes qui s'est emparée « de plusieurs villes importantes, notamment de Nijni-Novgorod ! »

Quant à la *France libre*, elle annonce sans sourciller dans son numéro du 31 août dernier que des combats acharnés se livrent autour de Kiev et que « la population de la capitale meurt de faim ». Cela n'est pas l'avis des voyageurs qui en reviennent avec l'impression que c'est encore la seule ville d'Europe où l'on mange abondamment et sans cartes d'aucune espèce.

On se demande pourquoi les journaux français font venir de Copenhague, de Vienne ou de Petrograd leurs nouvelles sur notre pays alors qu'il serait beaucoup plus simple de publier directement celles qui nous viennent de Kiev. Ils peuvent être assurés que la censure autrichienne ne caviardera aucune dépêche racontant des révoltes ou des incidents qui pourraient donner l'impression du désordre en Ukraine.

L'HETMAN A BERLIN

A titre documentaire nous donnons ici le texte des discours échangés au château de Wilhelmshöhe, le 7 septembre dernier.

L'empereur Guillaume a adressé à l'hetman Skoropadsky les paroles suivantes :

« Je suis heureux de pouvoir souhaiter la bienvenue à Votre Altesse, représentant attitré du peuple ukrainien et de son gouvernement. Je désire exprimer ma vive satisfaction de ce que les relations amicales entre l'Ukraine et l'empire allemand reçoivent une confirmation visible par votre visite. La guerre sanglante amenée dans le monde par les machinations de l'Entente et continuée d'une manière criminelle par les puissances occidentales malgré l'impossibilité reconnue d'atteindre leurs buts, a aussi causé de graves dommages à l'Ukraine. Lorsqu'après la libération des peuples liés à l'empire des tsars, l'Ukraine, conformément à son histoire glorieuse, s'est proclamée indépendante et a prié l'empire allemand de lui venir en aide dans la constitution de son Etat, j'ai consenti avec joie à ce que cette aide lui soit accordée. Mon gouvernement et mes alliés se sont donné pour tâche de créer une base internationale au nouvel Etat et nos armées ont contribué à ramener le calme dans ce pays bouleversé par des masses anarchistes ; grâce à elles la constitution de l'Etat a pu être entreprise.

» Soutenu et encouragé par la grande masse du peuple ukrainien et la bourgeoisie amie de l'ordre, Votre Altesse a commencé l'organisation de l'Etat avec prudence et énergie et en établissant de nouvelles lois et la justice dans le pays, elle a posé les bases de la liberté et de l'ordre. Les citoyens peuvent désormais vaquer tranquillement à leurs occupations, les paysans cultiver leurs champs en toute sécurité et jouir des fruits de leur travail. Beaucoup reste encore à faire, mais grâce à votre énergie, l'Ukraine a déjà parcouru la longue voie de la consolidation intérieure et s'est ainsi assuré son développement futur. Je suis heureux de constater que par le travail commun des troupes et des fonctionnaires allemands séjournant en Ukraine avec les autorités ukrainiennes, des rapports de confiance réciproque s'établissent de plus en plus entre les deux peuples. Croyez, Altesse, que les relations politiques et économiques entre l'Allemagne et l'Ukraine, qui paraissent devoir se compléter mutuellement, deviendront de plus en plus solides et étroites. Hourra pour Son Altesse, l'hetman de l'Ukraine ! »

L'hetman a répondu en langue ukrainienne :

« Majesté impériale et royale ! C'est avec les sentiments de la plus profonde reconnaissance que j'ai écouté les nobles paroles que Votre Majesté vient de m'adresser. Elles auront une profonde répercussion dans toute l'Ukraine. Parmi les souffrances terribles causées par la guerre, les sentiments nationaux des peuples jusque-là non encore libérés se sont éveillés tels de brillantes étoiles de la paix future. Grâce à l'aide puissante de l'empire allemand et de ses alliés le peuple ukrainien a acquis les bases internationales de son Etat et de son indépendance. L'établissement de ce nouvel Etat réclame de moi et de mes collaborateurs les plus grands efforts. L'accueil si gracieux que Votre Majesté a daigné me faire sera considéré par tout le peuple ukrainien comme un signe de la bienveillance de Votre Majesté envers la jeune Ukraine et il lui prêtera la force nécessaire pour accomplir les tâches difficiles qui restent encore à faire. J'exprime avec V. M. l'espoir de voir les relations politiques et économiques déjà si heureusement entamées entre le puissant empire allemand et l'Ukraine, se consolider de plus en plus pour le bien des peuples. Au nom du peuple ukrainien reconnaissant et comme hetman de l'Ukraine je porte un toast à la santé de Votre Majesté impériale et royale et à l'avenir glorieux du courageux et fidèle peuple allemand. »

NOS CONGRÈS

Congrès des naturalistes.

Du 3 au 7 août a eu lieu à Kiev le congrès des naturalistes ukrainiens, organisé par une section de la Société scientifique.

Le congrès a commencé le 3 août dans la grande salle de l'Université de St-Wladimir en présence de M. Wasilenko, ministre de l'Instruction publique, professeur Spektorsky, recteur de l'Université, l'académicien Vernadsky, professeur P. Toutkovsky, professeur V. Loutchitsky, professeur P. Armachevsky et d'autres.

Le congrès a lieu dans les buts suivants :

1° Organisation et réunion de tous les savants naturalistes de l'Ukraine en une asosciation.

2° Protection et sauvegarde de toutes les richesses naturelles du territoire de l'Ukraine.

3° Elaboration du plan systématique pour la recherche scientifique.

4° Popularisation de la science naturelle.

5° Question des musées provinciaux.

6° Aide scientifique aux universités et aux hautes écoles.

Le congrès a organisé neuf sections différentes pour ces travaux et entre autres pour l'élaboration de la terminologie scientifique en langue ukrainienne dans les sciences naturelles.

Après le rapport du secrétaire du comité d'organisation M. Janata, et du président du comité professeur Toutkovsky, l'académicien Vernadsky a prononcé un grand discours en faveur de la réunion de tous les naturalistes et institutions scientifiques en Ukraine.

Le congrès prit des résolutions très importantes pour le développement des sciences et des différentes branches naturelles, dans les hautes-écoles et parmi les sociétés. Il a décidé entre autres la formation de l'Académie des Sciences à Kiev et la popularisation des sciences naturelles parmi le peuple avec l'aide de nombreux musées provinciaux et différents cours publics en langue ukrainienne.

NOUVELLES DU PAYS

*** La Bourse d'Ekaterinoslav a décidé d'ouvrir une banque de commerce et d'industrie avec un capital de 10 millions de karbovanietz pour desservir le bassin du Donetz et celui de Krivoï-Rog.

*** Le 9 août dernier l'hetman a promulgué une loi d'après laquelle les lycées et écoles de l'Ukraine fonderont 350 bourses en faveur de pauvres écoliers de nationalité ukrainienne en mémoire des plus célèbres écrivains et poètes ukrainiens. Le Ministère de l'Instruction publique a assigné dans ce but une somme de 77 500 karbovanetz.

*** La société « Prosvita » a ouvert le 21 juillet à Tcherkassy, dans la province de Kiev, un musée historique et pédagogique.

*** Le Ministère des Postes et Télégraphes a fondé des stations de télégraphie sans fil à Kiev, à Odessa et à Jmerinka. En même temps, le ministère a décidé d'ouvrir une faculté électro-technique à l'Université polytechnique de Kiev.

*** Le Ministère de l'Instruction publique a présenté au Conseil des ministres un projet de loi concernant la fondation à Kiev d'un cours de régisseurs et directeurs de théâtre et demande pour cela 46 000 karbovanietz par an. Jusqu'à présent, la commission théâtrale au ministère a enregistré la fondation de 850 théâtres dans la province. En même temps, le ministère projette la fondation d'une école dramatique d'Etat pour les artistes des deux sexes.

*** Le dimanche 4 août, des funérailles solennelles ont été faites au ministre de l'Instruction publique dans le Cabinet de Vinnitchenko, Ivan Stechenko, tué par des bandits à Poltava.

*** La Municipalité de Cherson a assigné pour le Polytechnicum de la ville un million de karbovanetz et 300 désiatines de terre.

*** L'hetman a ratifié les lois concernant une assignation de 200 000 karbovanetz pour les travaux préparatifs en vue de la fondation d'une académie des sciences ukrainiennes à Kiev, pour la construction d'une maison devant contenir la bibliothèque de l'Université un demi-million de karbovanetz, pour la lutte contre le choléra 100 000 karbovanetz, pour la construction de la chancellerie de marine marchande 2 400 000 karbovanetz.

*** Le Conseil des ministres a assigné pour le Ministère de la marine 3 823 500 karbovanetz pour l'agrandissement des ports d'Odessa, de Nicolaïev et Marioupol, et 10 millions de karbovanetz pour la réparation des bateaux et la démobilisation de la flotte et des ports.

*** Le 31 juillet, l'hetman a signé un règlement pour le contrôle des habitants de l'Etat ukrainien dans les villes et dans les bourgs.

*** A Kharkov, une nouvelle banque a été fondée avec un capital de 8 millions de karbovanietz pour l'organisation de l'industrie textile.

*** Au Ministère des Postes et Télégraphes on a formé une commission pour l'élaboration des conditions de fonctionnement de la poste pneumatique à Kiev.

*** La *Widrodjenia* du 11 août communique que dans la station de Korenevo, province de Kursk, à la frontière de la Moscovie, se trouvent actuellement plus de 20 000 anciens réfugiés du Pays de Cholm et de Volhynie.

*** Le Conseil des ministres a assigné au Ministère des communications 600 000 karbovanetz pour les travaux préparatifs du canal entre le Dnieper et le Donetz du Nord.

*** Dans le district de Logvitsa, dans la province de Poltava, les paysans coupent les tresses aux prêtres et les chassent en Moscovie s'ils font des prières lithurgiques pour les patriarches de Moscou et s'ils sont contre l'autocéphalie de l'Eglise ukrainienne.

*** La situation financière des Zemstvos s'est considérablement améliorée, la population paie les impôts et les Ouprava peuvent payer les salaires et faire tous les travaux culturels très régulièrement et d'après les nécessités du moment.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

AVIS

Par jugement du 4 mai 1918, le Tribunal Cantonal de Neuchâtel a admis les conclusions que nous avions prises contre un industriel qui s'était rendu coupable d'usurpation de la mention 111 pour désigner un calibre 11" cylindre qui n'était pas de notre fabrication. Le condamné n'a pas recouru au Tribunal Fédéral, en sorte que le jugement est devenu définitif.

Nous portons ce fait à la connaissance des intéressés et déclarons que tous actes de concurrence déloyale commis à notre préjudice seront impitoyablement déférés aux tribunaux compétents.

Fabrique d'ébauches et de finissages
A. SCHILD S. A., Granges.

(P 22889 C)

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 68 Lausanne, 26 Septembre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 23 septembre 1918.

L'Autriche et la paix.

L'Autriche a fait transmettre au gouvernement ukrainien sa note en faveur de la paix. Nous devons constater qu'elle n'a pas rencontré beaucoup de succès dans les pays de l'Entente, et il semble bien que les horreurs de la guerre doivent se prolonger encore pendant un certain temps. Il faut avouer qu'il était assez difficile aux Alliés d'accepter une offre semblable venant précisément d'un pays qu'ils ont l'intention de démembrer pour rendre aux nationalités slaves d'Autriche-Hongrie leur indépendance économique et politique.

Avant d'adresser sa note à un gouvernement comme celui des Etats-Unis, par exemple, l'Autriche aurait dû montrer tout d'abord qu'elle était prête à satisfaire aux revendications de ses peuples en réorganisant toute son administration sur une base fédérative large et tolérante, comme celle de la Suisse. Tant qu'elle en sera restée aux phrases et aux discours sans passer aux actes, il sera difficile pour un homme comme le président Wilson de prendre en considération ses offres de paix.

En dépit des souffrances terribles que la prolongation de la guerre impose au peuple ukrainien de Galicie et de Bukovine, il sera difficile aussi à ce dernier d'éprouver un grand enthousiasme pour les manifestations internationales du Cabinet de Vienne, qui n'a pas encore trouvé moyen de faire justice aux Ukrainiens et de tenir loyalement sa parole à leur égard, ni à l'intérieur ni à l'extérieur de la monarchie.

En effet, si le gouvernement autrichien s'est empressé d'organiser tout un service de ravitaillement aux dépens de l'Ukraine et s'il ne néglige aucune occasion de se plaindre de l'arrêt des envois, par contre il paraît disposé à ignorer comme un chiffon de papier le traité secret additionnel de Brest-Litowsk.

Quant au traité de paix avec la République d'Ukraine, il ne l'a même pas encore ratifié officiellement. Quelle confiance peuvent avoir les autres puissances en un gouvernement qui ne signe les traités qu'à moitié et qui présente des notes aux autres avant d'avoir payé les siennes ?

La République du Don.

Nous publions plus loin le message de l'hetman à l'assemblée des représentants du pays du Don. C'est là un document qui exprime bien les sentiments du peuple ukrainien, toujours sympathique à l'indépendance d'une république avec laquelle nous avons entretenu depuis des siècles les meilleures relations d'alliance ou d'amitié. L'Ukraine a consenti à d'importants sacrifices territoriaux pour permettre aux Cosaques du Don d'établir leur république sur la mer d'Azov.

Nous sommes heureux de voir se développer de plus en plus les tendances unionistes entre les territoires du Don, du Kouban, du Térek et des autres parties de la Russie du sud-est, car les colonies ukrainiennes sont nombreuses dans tous ces pays et nous avons le plus grand intérêt à conserver les meilleurs rapports avec eux.

L'assemblée du 13 septembre a donné son approbation à la politique extérieure de l'ataman Krasnov, qui a proclamé la neutralité de la République du Don et son refus d'engager le pays dans la guerre pour ou contre les puissances centrales. Comme c'est aussi la base que nous avons adoptée pour l'Ukraine, nous pensons que l'idée d'un accord entre les Etats de la mer Noire pourra faire son chemin sans retard pour le plus grand bénéfice de toutes les parties.

Le *Temps* du 11 septembre a signalé avec beaucoup de perspicacité l'appui que l'Allemagne a donné aux bolchéviki contre l'indépendance du Don et du Kouban, appuyée par l'Ukraine. En effet, les traités complémentaires que l'amiral Hintze a signés le 29 août avec l'ambassadeur des Soviets russes abandonnaient ces régions à l'influence bolchéviste au lieu de garantir leur indépendance.

Ce que le *Temps* n'a pas dit, ce sont les raisons qui peuvent avoir poussé la diplomatie allemande à favoriser là-bas l'influence russe contre l'Ukraine et contre l'indépendance des peuples. Nous pensons qu'elle trouve plus de complaisance à Moscou qu'à Kiev et qu'elle tâche d'en profiter. Or, à notre avis, rien ne sera plus propre à éloigner d'elle nos voisins orientaux que l'appui qu'elle donne aux tardives prétentions impérialistes des bolchéviki russes, qui s'étaient pourtant engagés devant le monde à respecter le droit de toutes les nationalités de l'ancien empire.

Géorgie et Finlande.

L'hetman et la presse de Kiev ont fait un accueil très chaleureux au ministre de Géorgie qui est venu représenter son Etat auprès du gouvernement de l'Ukraine. L'opinion publique de notre pays suit avec un intérêt toujours grandissant les événements du Caucase et se réjouit de voir les nouveaux Etats formés là-bas s'acheminer peu à peu vers une entente durable que nous avons toujours souhaitée ici comme le meilleur moyen d'organiser leur vie économique autour de la mer Noire.

C'est avec une très grande sympathie aussi que la population de Kiev a salué l'arrivée du représentant officiel de la Finlande, M. Gummerus, un ancien ami de la cause ukrainienne, dont le nom est bien connu chez nous. De son côté, notre gouvernement a nommé M. Losky ministre d'Ukraine à Helsingfors.

La Finlande a été l'un des pays qui ont le plus souffert de l'oppression russe, et toute son histoire, au cours des quarante dernières années, est un long et sanglant martyre. Bien que la Finlande soit éloignée de nous et située en dehors du cercle de nos intérêts immédiats, l'Ukraine devra toujours considérer comme un devoir sacré de solidarité internationale de soutenir énergiquement les droits de ce pays à l'indépendance contre toutes les intrigues qui pourraient lui être opposées. A l'heure qu'il est, nous souhaitons qu'elle puisse bientôt retrouver non seulement l'ordre chez elle, mais encore la pleine liberté de décider elle-même de son sort et du régime qu'elle entend choisir.

Le retour de l'hetman.

L'hetman est rentré à Kiev. Son voyage aura servi à dissiper bien des malentendus. Le fait qu'il a prononcé son discours à l'empereur en langue ukrainienne aura donné une juste leçon à ceux des Allemands qui n'ont rien appris de l'histoire contemporaine, ni de l'ancienne, et qui n'ont cessé de faire le jeu de nos ennemis en répandant des faux bruits sur notre soi-disant identité nationale avec les Russes et notre désir ardent de nous réunir à eux.

Il est heureux que l'Allemagne compte parmi ses savants des intellectuels mieux renseignés qui ne partagent pas ces illusions-là et qui rendent mieux justice à notre histoire et à notre culture. C'est le cas des professeurs Alfred Weber, Sehring, Eckardt et autres, qui sont venus visiter l'Ukraine il y a quelques jours.

Aux salutations de bienvenue que leur adressa notre savant compatriote, le professeur Tugan Baranowsky, ces hommes de science ont répondu par des paroles qui ont produit chez nous une excellente impression. Le professeur Alfred Weber, en particulier, a rendu un éclatant témoignage à l'unité nationale et au caractère indépendant du peuple ukrainien, qu'il considère comme une nation d'ancienne et riche culture et pourtant jeune et pleine de force au même titre que le peuple allemand.

Ces voyages et ces témoignages étaient particulièrement opportuns à l'heure actuelle et nous espérons qu'ils contribueront à mettre fin à la campagne russophile que nous avons déjà stigmatisée ici.

Bulgarie et Turquie.

Le ministre plénipotentiaire de Turquie auprès du gouvernement ukrainien, Muktar Bey, vient d'arriver à Kiev. A cette occasion la presse de notre pays a consacré de longs articles aux antiques relations qui ont existé entre les deux Etats. Pour établir un jour l'accord entre les pays riverains de la mer Noire, l'appui de la Turquie nous sera nécessaire, et c'est notre vœu sincère que des relations de plus en plus étroites s'établissent entre elle et nous. Nous espérons que la présence à Kiev d'un diplomate avisé nous permettra de régler directement toutes les questions qui restent en suspens.

Nous avons à Constantinople de fidèles et d'excellents amis, mais il y existe aussi un parti remuant dont l'activité risque toujours de nuire au bon accord entre les nations de la mer Noire, c'est le groupe des impérialistes pantouraniens, qui voudraient à tout prix étendre la domination ottomane au Turkestan en soumettant d'abord à l'influence turque la Crimée et la Transcaucasie. Cette politique-là ne peut avoir d'autre résultat que de servir de prétexte à l'étranger pour se mêler des affaires turques et nuire au développement pacifique du peuple ottoman, qui jouirait si facilement de l'amitié générale que lui gagnent ses excellentes qualités.

Nous n'avions pas encore commenté ici la réception très solennelle de l'ambassadeur bulgare Chichmanoff par l'hetman. Le représentant du gouvernement de Sofia est bien connu chez nous par ses publications sur l'Ukraine et la sympathie active qu'il a toujours témoignée à notre mouvement national avant l'heure du succès.

La lettre autographe du roi Ferdinand à l'hetman exprime les vœux du roi pour la gloire et le bonheur de l'Ukraine et rappelle la bonne amitié qui règne déjà depuis longtemps entre les deux nations.

Il est de fait que la politique bulgare ne s'oppose à la nôtre sur presque aucun point en ce qui concerne les questions de la mer Noire et que nous pouvons compter sur son appui pour les régler. C'est bien ce qu'a constaté notre ministre à Sofia, M. Chulgin, dans un long entretien qu'il a eu le 8 septembre avec le président du Conseil des ministres Malinoff.

Nous sommes très heureux de constater ce complet accord et nous espérons qu'il sera bientôt confirmé par une activité diplomatique utile aux deux pays.

L'attitude anglaise.

Nous avions exprimé notre surprise douloureuse de la proclamation du gouvernement provisoire de Mourmanie et de la Russie du nord installé par les Alliés dans la ville d'Arkhangel. Elle annonçait, en effet, la lutte non seulement pour le rétablissement de l'ordre en Moscovie, mais encore pour la reconstitution d'une grande Russie comprenant « tous les peuples qui lui ont été arrachés. »

Une nouvelle très intéressante vient de faire sensation dans la presse de Kiev. Il paraîtrait que les représentants de l'Angleterre en Mourmanie ont refusé nettement de souscrire au second terme de la proclamation d'Arkhangel et qu'ils en ont laissé toute la responsabilité au gouvernement provisoire russe, estimant qu'il ne convenait pas aux forces britanniques de lutter contre l'indépendance de la Finlande ou de l'Ukraine, qui se sont constituées en Etats indépendants.

Si cette nouvelle était confirmée, nous aurions donc un signe particulièrement réjouissant de la clairvoyance du gouvernement britannique et nous souhaitons sincèrement qu'il en soit ainsi. Le 8 janvier de cette année, l'Angleterre avait d'ailleurs officiellement reconnu le gouvernement de la Rada et nous publions plus loin la déclaration de son représentant diplomatique à Kiev.

L'UKRAINE ET LA PAIX

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que, sur l'invitation des Puissances Centrales, le Conseil des Ministres d'Ukraine aurait décidé d'appuyer, auprès des Neutres et des Puissances de l'Entente, la note du baron Burian en faveur de pourparlers de paix. Si cette nouvelle de l'Agence Wolff était vraiment confirmée, ce dont nous doutons encore, nous devrions exprimer ici notre regret de ce que le gouvernement ukrainien ait cru devoir s'associer à une manifestation aussi mal accueillie en Occident.

Tout en rendant hommage aux motifs généreux qui peuvent engager notre gouvernement à souhaiter pour les autres la fin des horreurs de la guerre dont nous sommes déjà sortis nous-mêmes, et tout en reconnaissant les raisons qu'il peut avoir de souhaiter l'évacuation prochaine de notre pays par les troupes étrangères et la participation d'une délégation ukrainienne aux pourparlers de paix générale, nous pensons que le gouvernement de l'hetman n'a pas calculé assez justement les conséquences d'une telle adhésion. Séparé de l'Occident par une barrière presque infranchissable, il ne pouvait prévoir comme nous l'échec de la tentative et il a sans doute cru opportun de saisir l'occasion de faire un geste international et de se mettre en rapports directs avec tous les gouvernements européens.

Sa désillusion doit être grande à l'heure qu'il est, si le télégraphe des Centraux lui laisse connaître les réponses des Alliés à l'Autriche. Désireux que nous sommes d'obtenir la reconnaissance des Puissances occidentales, aussi bien que des autres, pour établir notre neutralité sur une base internationale, il ne nous appartient pas de leur donner des leçons sur l'heure de la paix, et nous pensons qu'il est préférable pour l'Ukraine de réserver son intervention pour un moment plus favorable.

LÉGATION D'UKRAINE EN SUISSE

Le Dr Lukassevitch vient de rentrer à Kiev, porteur d'une lettre du Gouvernement suisse. Nous sommes heureux de constater le succès de sa mission, qu'il a accomplie avec tact et célérité.

Le résultat est tel que nous l'avions laissé prévoir. Sans pouvoir encore reconnaître officiellement le gouvernement de l'Ukraine pour le moment, le Haut Conseil Fédéral de la Confédération suisse, en témoignant la sympathie du gouvernement et du peuple suisse pour toutes les manifestations d'indépendance et de liberté de la part des peuples, remercie notre Ministre des Affaires étrangères de sa démarche courtoise par l'intermédiaire du Dr Lukassevitch et lui exprime le plaisir qu'il aura de même à recevoir la visite de toute autre personne envoyée en Suisse par le gouvernement ukrainien, et de réserver le meilleur accueil aux communications que celui-ci voudra bien lui faire parvenir par son intermédiaire.

Notre Conseil des Ministres va donc nommer un Ministre d'Ukraine en Suisse, qui viendra occuper son poste à Berne le plus tôt possible. Placée au centre de l'Europe et au point extrême de la sensibilité internationale entre les deux camps belligérants, la Suisse se trouve dans une position d'autant plus difficile qu'elle est entièrement dépendante de l'étranger au point de vue économique. Nous comprenons donc très bien les raisons qui engagent son gouvernement à faire preuve de prudence en matière d'innovation diplomatique et nous exprimons notre sincère gratitude au Conseil Fédéral de nous avoir déjà donné un témoignage aussi cordial de sympathie en faisant un accueil aussi favorable à la première mission de l'Etat ukrainien en Suisse.

Cet accueil aura un grand retentissement dans l'Ukraine tout entière et contribuera certainement à grandir encore la popularité de la Suisse chez nous. Maintenant que des relations vont être nouées d'une manière plus régulière par l'établissement d'une Légation d'Ukraine à Berne, nous espérons que notre pays pourra faciliter pour sa part la situation économique de la Confédération Suisse par des importations de sucre et de céréales. Nous faisons ici les meilleurs voeux pour le développement heureux de l'amitié ukraino-suisse.

PAS DE MONARCHIE

Nous publions plus loin quelques remarques sur la fonction de l'hetman et la différence qu'il y a entre ce mot et celui d'ataman. Nous donnons également à titre documentaire l'article 6 du pacte de Bender, que nous recommandons à la lecture attentive de tous ceux qui s'intéressent au régime politique de l'ancienne et de la nouvelle Ukraine.

Certaines influences étrangères voudraient faire prévaloir chez nous les tendances monarchistes en contradiction formelle avec les meilleures traditions du peuple ukrainien, qui fut toujours essentiellement démocrate. Nous savons parfaitement bien quels sont les désavantages de la forme républicaine au point de vue de la stabilité gouvernementale et de l'autorité du pouvoir, mais l'élection d'un hetman à vie évite précisément tous ces inconvénients sans nous embarrasser d'un monarque et d'une dynastie. Si l'Ukraine devenait une monarchie, ce serait la concurrence ouverte entre les princes étrangers et le trône livré à toutes les intrigues des candidats ambitieux et des puissances qui les appuieraient. Avec le système que nous avons pratiqué jusqu'ici, c'est au moins à un citoyen du pays que nous confions la direction suprême de nos affaires nationales.

Nous savons bien aussi qu'on souffle à l'oreille de notre hetman actuel qu'il pourrait s'assurer l'hérédité du pouvoir pour ses enfants et fonder ainsi une dynastie nationale. Nous devons nous élever aussi contre ces idées d'importation étrangère. Un pays gagne à se renouveler périodiquement et nous n'avons aucune raison de permettre à une famille le monopole du trône, en échange de garanties que l'étranger l'obligerait à donner. D'ailleurs, comme le disent fort bien les Américains, l'heure n'est plus aux rois.

Ce qui rend précisément la personnalité de Skoropadsky sympathique à notre peuple, c'est la sincérité et la franchise avec laquelle il a pris le pouvoir suivant les anciennes traditions de notre pays. Nous savons qu'il est un homme loyal qui n'a jamais caché ses intentions et nous pensons que ce serait lui faire un tort moral énorme et parfaitement injustifié que de le mêler malgré lui à une propagande monarchique inévitablement stérile. Au contraire, plus il suivra les traditions démocratiques et libérales de l'Ukraine, et plus il aura de chance de voir l'assemblée constituante le confirmer dans ses fonctions. La consécration du suffrage universel sera pour lui le témoignage le plus précieux qu'il puisse désirer.

HETMAN ET ATAMAN

Dans la presse franco-anglaise on confond souvent le titre d'hetman avec celui d'ataman. Il existe pourtant une très grande différence entre les deux. *Ataman* signifie *général* et, dans l'Ukraine actuelle comme dans celle du passé, il existe un grand nombre d'atamans. Il en est de même pour le Pays du Don. A côté des atamans de l'armée, il faut en citer deux autres en particulier : l'ataman des Cosaques Zaporogues, qui se soumettait à l'hetman, et l'ataman des Cosaques du Don, qui s'est soumis au XVIe siècle au tsar de Moscovie.

Il n'y a jamais eu d'hetman dans le Pays du Don. En Pologne on donnait le titre d'hetman à certains dignitaires de la République, mais c'est en Ukraine que ce titre a pris sa signification principale puisqu'il est celui du chef suprême de l'Etat.

L'hetman de l'Ukraine correspond au doge de Venise. C'est moins un monarque électif et constitutionnel qu'un président de République élu à vie et possédant des pouvoirs qui rappellent ceux qui sont attribués au président des Etats-Unis.

Vu la situation anormale où se trouve l'Ukraine, l'hetman actuel, Pawlo Skoropadsky a été élu, non par la Rada générale comme c'était l'habitude jadis, mais par les Congrès réunis des grands et petits propriétaires fonciers qui représentent le 80 % de la population totale. Le titre d'Altesse Sérénissime qu'il porte était en usage au XVIIe et au XVIIIe siècle avant que la Russie ait supprimé la dignité hetmanale. Il est lui-même descendant d'une noble famille ukrainienne qui nous a déjà donné l'hetman Iwan Skoropadsky, mort en 1732 et successeur de Mazeppa.

Le dernier hetman de l'Ukraine avant l'actuel fut le comte Cyrille Razoumowsky, mort en 1803.

NOS TRADITIONS RÉPUBLICAINES

Nous publions ici l'article VI du Pacte de Bender signé en 1710 :

Si dans les Etats absolus un ordre louable et salutaire est observé dans l'intérêt commun, d'après lequel des conseils privés et publics discutent le bien commun de la patrie, tant en guerre qu'en paix, et les monarques absolus eux-mêmes ne refusent point de soumettre leurs décisions à l'arbitrage du conseil de leurs Ministres et Conseillers en présence de leurs Majestés, pourquoi, dans une nation libre n'observerait-on pas un ordre si salutaire ?

Bien qu'il ait existé antérieurement, en face de la dignité des Hetmans de l'armée Zaporogue, de par l'ancienne constitution, et ait continué à exister, cependant certains Hetmans de l'armée Zaporogue, ayant usurpé illégalement et injustement le pouvoir absolu ont proclamé de leur propre autorité la loi suivante : *Sic volo, sic jubeo !*

Ensuite de cette autorité despotique, qui n'incombait pas à la dignité d'Hetman, de multiples désordres, des violations des lois et libertés ont été introduits dans la patrie et dans l'armée Zaporogue, de lourdes charges publiques, des actes violents et injustes des autorités militaires, le manque de respect dû aux Anciens, aux colonels et aux officiers distingués.

Et pour cela nous : Anciens, l'Ataman Prétorien et toute l'armée Zaporogue, nous concluons le pacte suivant avec l'Illustrissime Hetman dans l'acte de l'élection de Son Excellence, constitution qui doit être conservée à perpétuité dans l'armée Zaporogue : les Anciens seront les Conseillers suprêmes dans notre patrie, tant par respect pour leur dignité qu'à cause de leur résidence continuelle aux côtés de l'Hetman ; après eux, selon la hiérarchie, les colonels civils seront pourvus du même caractère de conseillers publics ; ensuite chaque Chiliarchat élira une personne distinguée, âgée et sage au Conseil public, avec le consentement hetmanal.

L'Illustrissime Hetman actuel et ses successeurs devront soumettre aux Anciens, colonels et conseillers généraux toutes les questions touchant l'intégrité de la patrie, le bien national et toutes les affaires publiques, et ne rien décider ni effectuer de son autorité privée sans leur conseil et consentement. Pour cela, maintenant au moment de l'élection hetmanale, nous décidons par un vote unanime que trois sessions du Conseil général auront lieu chaque année à la résidence hetmanale : la première à la fête de Noël, la deuxième pendant les fêtes de Pâques, la troisième à la fête de l'Assomption de la bienheureuse mère de Dieu.

Devront y assister, non seulement MM. les colonels avec leurs collègues et Centurions, non seulement les Conseillers généraux de tous les Chiliarchats, mais aussi les députés de l'armée Zaporogue du bas Dnieper pour entendre et discuter, après en avoir reçu l'ordre hetmanal, sans manquer au terme fixé, où tout ce qui sera proposé par l'Illustrissime Hetman à la discussion devra être débattu consciencieusement sans égards à leurs intérêts privés et à l'avantage d'autrui, sans haine néfaste et sans malignité ; ces droits seront exercés de façon que rien ne soit contraire à l'honneur hetmanal, et ne se produise au détriment public de la patrie ou sa ruine et, à Dieu ne veuille, à sa perdition.

Et si, en dehors de ces sessions, il se trouvait des affaires publiques, exigeant une prompte solution et expédition, alors l'Illustrissime Hetman aura le droit et sera libre, avec le conseil des Anciens, de décider et d'exécuter ces affaires de sa propre autorité.

De même les lettres destinées à l'Illustrissime Hetman et venant de royaumes et de pays étrangers devront être communiquées aux Anciens par Son Excellence, ainsi que les réponses qui y seront faites, sans cacher aucune correspondance, étrangère surtout et celles qui pourraient nuire à l'intégrité de la patrie et au bien public. Et pour que cette intimité de l'Hetman avec les Anciens, les colonels et les conseillers généraux soit plus efficace, chacun de ces derniers devra, en entrant en office, jurer fidélité à la patrie, loyauté à son Hetman, l'accomplissement des devoirs qui incomberont à son Ministère, par un serment solennel selon le texte du serment rédigé publiquement.

Et s'il était observé quelque acte contraire à l'équité, aux droits et libertés de l'armée, et de nuisible et inutile à la patrie de la part de l'Illustrissime Hetman, ces mêmes Anciens, colonels et conseillers généraux auront le droit, soit d'une manière privée, soit dans le cas d'extrême nécessité, publiquement, d'interpeller librement Son Excellence au Conseil, sur la violation des lois et de la constitution sans offenser ni enfreindre d'aucune façon la suprême dignité hetmanale ; l'Illustrissime Hetman ne devra ni s'indigner de ces interpellations ni s'en venger, mais au contraire corriger le mal.

Les conseillers généraux, spécialement, chacun dans le Chiliarchat dont il est élu en comices publics, seront libres avec M. le colonel civil de défendre l'ordre et de gouverner en Conseil commun, en s'opposant fermement à toute intention de faire du mal au peuple ou d'aggraver ses charges. Et comme les Anciens, les colonels et les conseillers seront tenus d'observer envers l'Illustrissime Hetman le respect et la déférence qui lui sont dus, la fidélité et l'obéissance, de même l'Illustrissime Hetman devra les respecter et les considérer comme ses collègues et non comme des serviteurs et des courtisans, sans les forcer exprès, pour les humilier, à rester publiquement debout, devant lui, ce qui est inconvenant et indigne, excepté dans le cas où l'occasion ou la nécessité l'exigerait.

L'UKRAINE RECONNUE PAR L'ANGLETERRE

(*A titre documentaire.*)

Pendant les premiers jours du mois de janvier, M. John Picton Barker est arrivé à Kiev pour représenter le gouvernement britannique auprès de la République de l'Ukraine. Il a rendu visite le 8 janvier 1918 au Présidnt du Conseil des Ministres et lui a présenté la note que voici :

Le représentant de la Grande-Bretagne à son Excellence, le président du Conseil des Ministres de la République de l'Ukraine.

Votre Excellence,

J'ai l'honneur de vous communiquer que le gouvernement de sa Majesté britannique m'a nommé télégraphiquement représentant de la Grande-Bretagne en Ukraine. Mon gouvernement m'autorise à vous assurer de sa bienveillance. Il appuiera de toutes ses forces le gouvernement de l'Ukraine dans sa tâche d'administration, du maintien de l'ordre et dans sa lutte avec les Empires Centraux, qui sont les ennemis de la démocratie et de l'humanité.

Quant à moi, personnellement, Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous assurer de mes désirs sincères de collaborer dans l'œuvre de la réalisation de nos buts communs.

Le représentant de la Grande-Bretagne en Ukraine,

(Signé) JOHN PICTON BARKER.

Après cela, le président du Conseil, M. Vinnitchenko, a salué l'ambassadeur anglais en son nom et en celui de ses collègues et a exprimé sa satisfaction du fait que le gouvernement anglais a nommé en Ukraine un diplomate qui a passé de longues années en Ukraine.

EST-IL VRAI ?

qu'une conférence de différentes organisations polonaises à l'étranger ait eu lieu ces derniers temps en Suisse allemande et que l'Autriche ait demandé aux Polonais de Paris, par l'intermédiaire de ceux de Vienne, de l'appuyer dans sa demande pacifique auprès du gouvernement français ? Est-il vrai qu'elle ait offert, en échange de cet appui, une compensation pour la Pologne aux dépens de l'Ukraine, qui devait être demembrée et partagée entre la Russie d'une part et un royaume austro-polonais de l'autre. Quelle a été la décision finale de la conférence, nous serions très reconnaissants aux amis démocrates que nous comptons parmi nos lecteurs polonais de nous renseigner sur ces différents points.

L'UKRAINE ET LE DON

La reconnaissance de l'indépendance du Don par le gouvernement ukrainien a soulevé, comme on le sait, des protestations énergiques de la part du gouvernement russe et de ses amis.

Néanmoins, les relations entre les deux Etats continuent à se développer tout en devenant de plus en plus amicales. Ci-dessous nous reproduisons à titre documentaire les textes des messages importants échangés entre les deux gouvernements.

Dans l'assemblée des représentants du Pays du Don qui a eu lieu à Novotcherkask, le représentant de l'Etat ukrainien, le général Seredin, a lu un message de l'hetman conçu comme suit :

« Je m'adresse à vous, Cosaques et Atamans de l'armée sérénissime du Don, pour vous transmettre les saluts fraternels de vos amis ukrainiens. Les aigles de l'Ukraine et du Don ont déployé leurs ailes et se sont *élevés presque jusqu'au soleil*. Ils volent en regardant au-dessous d'eux le sol dévasté et ruiné, tout en fixant leur attention sur l'ennemi qui sème l'anarchie et la guerre fratricide. Ayant remarqué la forte volonté des Cosaques de l'Ukraine et du Don au cours des derniers graves événements, nous sommes persuadés que nous avons beaucoup de force. La mauvaise période passera pour faire place aux beaux jours et alors la calme vallée du Don se joindra à l'Ukraine, ce qui consolidera pour toujours les sentiments fraternels de deux peuples luttant avec l'ennemi. Une amitié constante régnera entre les deux Etats.

» Que Dieu nous soutienne et nous aide à consolider cette alliance fraternelle pour la gloire de l'Ukraine et du Don. »

Ce message a provoqué un vif enthousiasme dans l'assemblée.

En réponse, l'ataman du Don a remercié l'Ukraine en des termes chaleureux pour son salut fraternel. « L'Ukraine, a-t-il dit, nous est maintenant d'autant plus chère qu'elle n'a pas hésité à reconnaître la première le Pays de l'Armée sérénissime du Don comme Etat autonome et indépendant de la Russie bolchevique. »

Les journaux ukrainiens reproduisent le texte du télégramme envoyé à l'hetman par la Grande Assemblée du Don.

« La Grande Assemblée de l'armée du Don qui s'est réunie avant la fin de la lutte héroïque, en vue de chasser de son pays les bandes de brigands, a entendu avec une profonde satisfaction le message de son Altesse sérénissime l'hetman de l'Ukraine et de son peuple. De son côté, elle envoie les salutations les plus fraternelles à l'Etat ukrainien, son ami depuis des siècles, et exprime son ferme espoir que l'accord réciproque qui règne maintenant entre le Don et l'Ukraine contribuera à éviter tout malentendu à l'avenir, resserrera les liens unissant deux peuples frères et garantira le développement certain des forces de nos deux Etats. »

Le gouvernement ukrainien a nommé M. Slavinsky ministre plénipotentiaire de l'Ukraine dans le Pays du Don. Le gouvernement du Don est représenté en Ukraine par M. Charlamow.

NOUVELLES DU PAYS

*** Le Conseil des ministres a approuvé la loi que l'hetman a ratifiée, sur l'assignation de 1 435 087 karbowanetz pour les besoins de l'armée ukrainienne.

*** Les organisations d'étudiants ukrainiens ont décidé, dans une de leurs assemblées, de se joindre à l'Union nationale ukrainienne et d'envoyer un représentant comme délégué.

*** Dernièrement, suivant une décision du gouvernement ukrainien, l'Université populaire ukrainienne s'est transformée en une Université d'Etat. Il est question, dans les milieux ukrainiens, de fonder une nouvelle université populaire à côté de l'Université d'Etat.

*** La *Nowa Rada* communique que le consul général de Suède arrivera prochainement à Kiev.

*** La *Nowa Rada* mande que les autorités roumaines exigent que l'enseignement public dans les écoles primaires situées dans les localités ukrainiennes en Bessarabie, soit fait en langue roumaine. On ne trouve pas de maître roumain connaissant la langue ukrainienne. La situation est très grave.

*** Dans une assemblée de la Commission géographique du ministère de l'instruction publique, il a été décidé d'organiser une édition cartographique en Ukraine.

*** Les opéras suivants ont été traduits en langue ukrainienne : Halka, Faust, La Traviata, Carmen, Eugène Oniegin, Les contes d'Hoffmann, La Bohême, Mme Butterfly, La Juive, Roussalka, La fiancée vendue, L'honneur campagnard.

*** Le 26 août, le Conseil des ministres a ratifié la loi sur les hautes écoles ukrainiennes, soit :

1° les anciennes universités russes de Kiev, de Kharkov, d'Odessa deviennent dès aujourd'hui des universités de l'Etat ukrainien ;

2° les anciennes hautes écoles techniques russes, soit : l'Institut des mines de Jekaterinoslav, l'Institut technologique de Kharkov, l'Institut vétérinaire de Kharkov, l'Institut polytechnique de Kiev deviennent également de hautes écoles techniques ukrainiennes et elles auront les mêmes noms qu'auparavant.

*** Le gouvernement austro-hongrois a ordonné aux sujets de l'Autriche-Hongrie habitant l'Ukraine et remplissant des fonctions officielles, de rentrer dans leur pays le 31 décembre 1918 au plus tard.

*** D'après les données officielles du gouvernement bulgare, 1700 prisonniers ukrainiens se trouvent actuellement en Bulgarie. Le ministre de la guerre fait tout son possible concernant le rapatriement de ces soldats.

*** La Commission de l'académicien Vernadsky continue ses travaux en vue de la fondation d'une académie des sciences ukrainiennes. Elle a décidé que cette académie compterait 72 membres.

*** On a nommé 40 juges d'instruction spéciaux pour combattre la spéculation en Ukraine. Quatorze seront répartis dans le district d'Odessa, quatre dans la ville même et les autres dans diverses villes ukrainiennes.

*** Le département des douanes de l'Ukraine a terminé ses travaux en vue de l'organisation d'un système de douanes ukrainiennes. Celles-ci seront créées dans les villes suivantes : Kiev, Kharkov, Odessa, Marioupol, Berdiansk, Nikolaïev, Kherson, Tiraspol, Ribnitsa, Mohilev, Jvanetz, Rusiatin, Volotchisk, Lanovtsi, Radzivilov, Holoby, Povoursk, Luninetz, Taganrog, Lutsk et Homel.

*** Le ministre de l'Instruction publique a déjà nommé les professeurs suivants à la nouvelle université qui vient d'être fondée à Kamenetz Podolsk : MM. Chirotsky, professeur extraordinaire pour les arts, Draï, privat-docent à la chaire de philosophie slave, Biletsky aura la chaire de littérature ukrainienne, Boutchinsky sera professeur de zoologie et doyen de la faculté de physique et de mathématiques.

*** La société ukrainienne *Prosvita* ouvrira, dès le commencement de l'année scolaire, une faculté d'histoire et de philologie à Poltava. L'Union des Zemstvos a assigné une somme importante en vue de la fondation d'une faculté de médecine dans la même université.

*** Le directeur du département général du Ministère des affaires étrangères, M. Lossky, a été nommé provisoirement fondé de pouvoir de l'Ukraine en Finlande.

*** Le prince Wassyl Kotchoubey, président de la Commission du commerce et de l'industrie, qui s'est rendu à Berlin pour assister à une conférence économique, a rendu visite à Varsovie au maréchal du Conseil d'Etat, M. Poulawsky.

*** L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Turquie auprès du gouvernement ukrainien, Muktar Bey, est arrivé à Kiev le 13 septembre. Il a été salué à la gare par les représentants du Ministère des affaires étrangères et de l'état-major ukrainien. A cette occasion, la presse ukrainienne a publié des articles sur les relations historiques qui ont existé entre la Turquie et l'Ukraine.

*** Conformément à une décision du Conseil des ministres, une commission spéciale commence ses travaux auprès du Ministère de la justice en vue de la revision des lois civiles et capitales de l'ancienne Russie qui sont employées actuellement en Ukraine. Le sénateur Tchoubinsky, président du département capital du Sénat d'Etat, a été nommé président de cette commission.

*** Les timbres-poste russes n'auront le droit de circuler en Ukraine que jusqu'au 15 septembre. A partir de cette date, tous les signes postaux russes n'auront aucune valeur.

*** Le gouvernement blanc-ruthène a l'intention d'envoyer M. Nekrachewitch à Odessa, comme consul de la Russie-Blanche.

*** A Kiev s'est formée la première compagnie de boys-scouts ukrainiens. L'instructeur est M. Eugène Slabtchenko.

*** Les journaux ukrainiens de Galicie ont annoncé dernièrement que le Métropolite Szepticky a publié un décret en vertu duquel la moitié des élèves dans les séminaires doivent s'engager à rester dans le célibat. Ce décret a provoqué une forte opposition dans les milieux ecclésiastiques et laïques de la Galicie. Le Métropolite a déclaré que si cette opposition continuait, il se verrait obligé de se retirer de son poste.

Dans un article de fond, le *Dilo* écrit que le décret est très inopportun en ce moment, car il divise les milieux intellectuels ukrainiens de Galicie précisément à l'époque où un accord complet doit régner.

*** Le 1er septembre, l'hetman a passé en revue la première division ukrainienne.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
23, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 69 Lausanne, 3 Octobre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, 30 septembre.

Le discours von Hintze.

Avant leur démission, dont la nouvelle nous arrive, le chancelier, le vice-chancelier et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ont prononcé à la grande Commission du Reichstag des discours sur la situation actuelle de l'Allemagne et ses relations avec les nouveaux Etats de l'Est. Nous avons constaté avec plaisir que M. von Hintze a rendu hommage à l'activité nationale des Ukrainiens et aux intentions positives de notre gouvernement.

« L'Ukraine, a-t-il dit, avance d'une manière réjouissante dans son œuvre de consolidation. L'hetman est venu à Berlin avec ses principaux ministres et a pris contact avec le gouvernement. Nous avons constaté à cette occasion que ses intentions étaient loyales. Il a en vue le bien de l'Ukraine et il s'efforce de résoudre le plus tôt possible les problèmes posés dans son pays. Nous avons constaté également que ses intentions à notre égard sont nettes et loyales.

» L'Ukraine travaille à devenir un Etat indépendant, viable et fort. Nous pouvons faire bon accueil à ses intentions... Quant à la Crimée, elle ne peut pas se suffire à elle-même. Elle doit importer des céréales; elle produit du tabac et des fruits. »

Les déclarations de M. von Hintze ont rassuré quelque peu l'opinion ukrainienne qui avait été inquiétée par certaines campagnes de presse inaugurées en Allemagne. Il reste donc entendu que l'Ukraine est reconnue comme Etat souverain et indépendant et qu'elle est seule juge et maîtresse de fixer l'objet et l'étendue de ses rapports avec l'Allemagne d'une part et la Russie de l'autre.

Crimée.

Le passage du discours von Hintze relatif à la Crimée produira aussi une excellente impression en Ukraine, où l'on saura gré à l'Allemagne de ne plus s'opposer à l'union de la presqu'île avec notre Etat pour le plus grand profit des deux parties, qui ont manifestement besoin l'une de l'autre. De nombreuses manifestations ont eu lieu ces derniers temps en Crimée pour témoigner de la volonté nationale de la population ukrainienne, qui ne comprend pas le retard qu'on apporte à sa réunion avec la mère-patrie.

La démission de l'ancien gouvernement et l'offre de médiation de l'Allemagne vont lever bien des difficultés et nous espérons qu'une solution favorable à nos vœux interviendra très prochainement, afin qu'on puisse organiser bientôt l'administration du pays et supprimer les douanes. Il est navrant de penser qu'ensuite de la lutte douanière artificiellement créée entre les deux pays, des trains entiers de fruits sont restés en gare à pourrir, tandis que les Criméens devaient se passer de pain, aux portes de l'Ukraine, où nous avons des céréales en surabondance à leur envoyer.

Le nouveau ministère polonais.

Le Conseil de régence a chargé M. Jean Kucharzewski de constituer le nouveau ministère à Varsovie. Bien qu'il ait démissionné l'année dernière pour protester contre la cession de Cholm à l'Ukraine et que nous ne puissions pas souscrire à son point de vue dans cette affaire, nous devons saluer néanmoins son retour au pouvoir comme un signe favorable de meilleure entente entre les Polonais et nous.

Si M. Kucharzewski a protesté contre la signature du traité de Brest-Litowsk, c'est avant tout contre le procédé qui consistait à décider des frontières de la Pologne sans le consentement de celle-ci. Nous sommes parfaitement d'accord avec lui que toutes les parties intéressées doivent être entendues et que nos frontières ne sauraient nous donner la sécurité nécessaire tant que nous ne les aurons pas fixées d'un commun accord avec nos voisins. Nous ne revendiquons pas un seul village polonais et nous serons les premiers prêts à nous entendre avec le Conseil de régence et le nouveau Ministère pour accepter un plébiscite sous le contrôle d'une commission neutre.

Nous avons eu l'occasion de connaître de près M. Kucharzewski à Lausanne pendant les années qu'il y a passées au début de la guerre et nous savons qu'il est, non seulement un démocrate convaincu, mais un patriote loyal et raisonnable, opposé à toutes les tendances impérialistes des partis chauvins à la Dmowski et consorts. Il nous a maintes fois déclaré qu'il ne devait plus être question de soumettre à la Pologne les territoires ukrainiens de Volhynie et de Podolie, qui faisaient autrefois partie de la République Sérénissime et nous savons qu'il est un partisan convaincu de l'indépendance ukrainienne et de la dislocation de l'ancien empire russe.

Nous espérons que son nouveau passage au pouvoir facilitera l'établissement de rapports directs entre nos deux nations, qui ont trop à faire chacune de leur côté pour avoir le temps de se disputer sans dommages. La visite à l'hetman de M. Poulawski, maréchal du Conseil d'Etat, et la visite à Varsovie de la délégation d'économistes ukrainiens qui revenaient de Berlin ont inauguré une ère de conversations que nous voudrions voir se prolonger amicalement. Nous souhaitons que M. Kucharzewski réussisse à fonder la grandeur future de sa patrie non plus sur la domination, mais sur le respect des nations voisines qui semble être une des caractéristiques de ses tendances personnelles.

La Pologne et l'Ukraine.

Il y a vraiment pour M. Kucharzewski une tâche magnifique à entreprendre pour réconcilier la Pologne avec ses voisins, qui sont tous méfiants à son égard. Toutefois les meilleures intentions personnelles n'y suffiront pas si le gouvernement ne cherche pas à guider l'opinion publique polonaise dans une autre direction que celle qu'elle a suivie jusqu'ici. A quoi servent les plus beaux discours et même la politique la plus honnête en faveur d'un rapprochement avec l'Ukraine, si le 99 % des Polonais continuent à mépriser notre existence nationale et à répéter partout qu'il n'y a pas d'Ukrainiens. Le *Journal des Débats* du 20 septembre contient à cet égard un article édifiant qui rapporte une conférence de M. Stanislas Grabski au Comité national polonais de Paris.

« En étudiant la question de l'Ukraine, M. Grabski ne croit pas qu'une tendance séparatiste guide actuellement les Ukrainiens. Au contraire, il constate la faible vitalité du mouvement national ukrainien et, au fond, il n'a trouvé en Ukraine que des Russes ou des Polonais. Quant aux rares Ukrainiens de bien fraîche date, leur sincérité nationale reste douteuse. M. Grabski constate que l'influence civilisatrice de la Pologne exerce là-bas un attrait sérieux, etc. »

C'est un impérialiste polonais qui parle, mais interrogez n'importe lequel de ses compatriotes, même démocrates, et vous entendrez à peu de chose près la même ritournelle avec peut-être plus de courtoisie et moins de cynique ambition territoriale.

Tant que durera cette mentalité si dangereuse, notre peuple aura toujours de la méfiance pour un voisin qu'il soupçonnera de vouloir partager l'Ukraine avec la Russie. Nous considérons à bon droit comme un acte d'hostilité directe à notre égard ce colportage de calomnies contre l'Ukraine, dont les Polonais se chargent à Paris pour le compte de l'Autriche ou de la Russie réactionnaire.

En Galicie.

Pour un peuple qui n'existe pas, comme les Polonais ont si souvent coutume de dire en parlant de nous, il est vraiment étrange que les Ukrainiens donnent tant de mal à leurs oppresseurs en Galicie orientale. Il est de fait que les manifestations se multiplient à Léopol et dans toutes les villes et les villages du pays pour réclamer à grands cris l'application du traité de Brest. Nous publions plus loin le texte d'un appel du Comité national ukrainien de Galicie et des dépêches sur les résolutions prises par les principales assemblées populaires qui ont eu lieu ces jours derniers.

Nos compatriotes qui sont sujets du gouvernement autrichien ont reçu de ce dernier des engagements solennels, qui doivent être tenus. Au même titre que les autres nationalités de la monarchie, ils ont droit à leur autonomie et si celle-ci leur était refusée et si leur pays devait servir de prix à des marchandages avec les Polonais, ils seraient tous poussés à chercher des appuis extérieurs ou intérieurs pour défendre plus énergiquement leurs droits nationaux.

L'Allemagne et ses voisins.

Devant la grande commission du Reichstag, le vice-chancelier a prononcé un long discours sur les nouveaux Etats de l'ancienne Russie qui sont en train de se constituer aux frontières orientales de l'Allemagne.

Ce discours n'a pas caché les grandes difficultés et les nombreuses questions qui se posent dans tous ces pays, mais il a eu l'avantage de bien faire ressortir aux yeux du monde la différence considérable qu'il y a entre l'état actuel de l'Ukraine et celui de tous ses voisins du nord. En effet, si nous avons encore chez nous des troupes allemandes avec un chef d'état-major, que l'ancienne Rada avait appelés pour chasser les Bolcheviki, notre gouvernement fonctionne d'une manière indépendante et les contingents allemands ne sont pas assez nombreux pour qu'on puisse parler d'une occupation militaire.

Il en est tout autrement de la Pologne ou de la Lithuanie. Tandis qu'à Kiev nous n'avons qu'un ambassadeur d'Allemagne, au même titre qu'un ambassadeur turc ou autrichien, à Varsovie et à Vilna sont installés des gouverneurs généraux, sans l'assentiment desquels aucune décision des autorités nationales provisoires ne peut être prise. Ce sont là des points sur lesquels il serait bon que la presse de l'Entente insistât davantage en faisant bien la différence.

La presse alliée en général considère en bloc tous les territoires de l'ancienne Russie où se trouvent des troupes allemandes comme purement et simplement annexés par suite du traité de Brest-Litowsk, qu'il s'agit donc pour l'Entente d'annuler à tout prix.

C'est là un point de vue un peu trop simpliste et qui ne facilite pas l'activité des Alliés en Orient. Comme le disait fort bien le *Journal de Genève* dans son bulletin du 4 août dernier, toutes ces nations sont reconnaissantes à l'Allemagne de les avoir délivrées du joug russe. « Les arracher aux mains de l'Allemagne, disait-il encore, ce sera très bien et aucun de ces peuples ne s'en plaindra. Mais vouloir les rendre à la Russie, ce serait une folie. » Quelle que puisse être l'issue de la guerre, l'histoire rendra aux puissances centrales le témoignage d'avoir servi la cause des peuples en démembrant l'empire russe.

L'Allemagne aurait pu continuer cette politique et se faire véritablement la protectrice appréciée des nations de l'Est en appliquant le traité de Brest d'une manière large et désintéressée, car c'était moins le traité que son application qui était discutable. Elle aurait pu montrer aux Alliés que tandis qu'ils parlaient d'indépendance des peuples et de justice internationale, elle mettait ces mêmes principes en pratique et les réalisait sur une échelle encore beaucoup plus vaste qu'eux-mêmes ne seraient jamais en mesure de le faire.

Malheureusement les pangermanistes sont intervenus constamment pour empêcher une politique pareille et le dernier discours de M. von Payer montre que leurs menaces font encore impression sur le gouvernement allemand. Déclarer que ces Etats sont trop petits pour rester indépendants ou rappeler le vieux dicton populaire: « garde ce que tu as », tout cela n'est pas fait pour encourager les sympathies des peuples. On sent que l'Allemagne a perdu la foi dans son œuvre orientale. Les campagnes de presse des Juifs en faveur d'un rétablissement de la Russie ont aussi travaillé dans le même sens.

Nous sommes les premiers à le regretter. A l'heure où les Puissances Centrales essuient des revers militaires au sud et à l'ouest, nous aurions voulu les voir montrer à l'orient qu'elles étaient prêtes à s'entendre avec l'Amérique en faisant la politique même que le Président Wilson a si bien définie dans ses messages sur le droit des peuples à disposer de leur sort. Autant il est naturel que les nationalités allogènes de la Russie aient salué avec reconnaissance l'écrasement de leur oppresseur par l'Allemagne, autant il est naturel qu'elles souhaitent se voir libérer de toute autre influence qui ne saurait pas respecter leurs droits jusqu'au bout.

Les Alliés n'ont pas encore défini clairement leur politique à l'égard des nouveaux Etats de l'est. Tout dépendra de savoir s'ils vont reconnaître ou non leur indépendance. A l'heure qu'il est ces Etats mettront leur espoir du côté où on leur garantira le respect absolu de leur vie autonome et de la neutralité pacifique dont ils ont un si urgent besoin pour organiser leur nouvelle vie. La concurrence est ouverte et l'heure est solennelle.

La démission du chancelier.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la démission du chancelier de l'empire allemand et la volonté de l'empereur de faire appel à un gouvernement parlementaire qui représente toutes les masses profondes du peuple allemand. La paix bulgare et les succès militaires de l'Entente sur les différents fronts ont fait comprendre au souverain de l'empire que M. Kühlmann n'avait pas tort de renoncer à l'espoir d'une paix obtenue par une victoire de la force.

C'est le même point de vue qui est exposé par le gouvernement ukrainien dans sa réponse à la note autrichienne. On nous permettra de constater à ce propos que les dépêches Wolff avaient interprété un peu différemment l'adhésion de notre gouvernement à la proposition de pourparlers de paix. Si ceux-ci pouvaient s'ouvrir sur les bases indiquées dans la réponse que nous publions plus loin, nous n'aurions pas eu de raisons d'exprimer les doutes que nous exposions dans notre dernier numéro. D'ailleurs il faut avouer que le moment était bien mal choisi et que la démarche aurait eu beaucoup moins de chance d'être vouée à l'échec, si elle avait été faite un peu plus tard.

A l'heure qu'il est, la situation s'est déjà bien modifiée en quelques jours et les événements qui viennent de se dérouler nous conduiront peut-être tout seuls à une paix beaucoup plus certaine que les conversations secrètes à l'ancienne mode que proposait le cabinet de Vienne.

Nous n'avons pas à nous mêler ici de la politique intérieure allemande et nous nous garderons bien de le faire, mais il va sans dire que l'Ukraine a tout intérêt à trouver en face d'elle un gouvernement qui représente le peuple allemand tout entier et non pas seulement une minorité d'industriels ou de militaires. Comme nous le disions plus haut les militaires ont fait leur tâche en délivrant l'Europe et les nationalités de Russie du barbare anachronisme que représentait l'immense empire d'oppression russe. Une fois cette tâche accomplie, et l'ordre aussi rétabli après les orgies maximalistes, l'influence des militaires devenait moins sympathique à l'heure où il s'agissait avant tout de construire des Etats et de prévoir l'avenir.

Nous ne voulons pas croire que l'Europe doive s'organiser en vue d'une nouvelle guerre et nous avons maintes fois souhaité que toutes ces questions politiques soient réglées d'un commun accord *entre les peuples* directement. Les relations entre l'Allemagne et ses voisins de l'Est n'étaient plus aussi bonnes que précédemment en raison des craintes qu'elle provoquait pour l'avenir. Rien ne saurait mieux rendre la confiance et rétablir une possibilité d'entente qu'une politique nouvelle inaugurée par l'Allemagne dans le sens de l'égalité des droits et du désintéressement territorial.

Et quand nous parlons d'entente, nous ne voulons pas prévoir uniquement les relations de l'Allemagne avec les nouveaux Etats de l'Est, mais aussi ses rapports avec l'occident et sa réconciliation future avec ses adversaires d'aujourd'hui. Le traité de Brest-Litowsk est considéré par ces derniers comme un obstacle à la paix. Il s'agirait pour l'Allemagne d'en faire une tout autre application et de faire ainsi ressortir ce qu'il y avait de bon dans cette garantie de dislocation de l'empire russe.

Pour pouvoir établir une Société des Nations et pour pouvoir rendre à l'Europe une vie normale, il est indispensable de rétablir la confiance des nations les unes dans les autres. Le nouveau gouvernement allemand aura dans ce domaine un persévérant effort à tenter. Nulle meilleure occasion ne s'offre à lui que sa politique orientale, qui servira d'exemple et de preuve dans un sens ou dans l'autre.

Chronique économique et financière.

Banque agraire.

A la dernière séance des actionnaires de la Banque d'Ukraine, les membres ont résolu de fonder à Kiev une banque coopérative agraire pour laquelle ils ont voté une somme de un million de karbowanetz. Quelque temps auparavant la même décision a été prise par l'assemblée des délégués plénipotentiaires de la Soyousbank de Kiev, qui a alloué de son côté une somme de 500 000 karbowanetz tirée du capital de la Banque elle-même.

La même question a été posée à plusieurs reprises à différents congrès des sociétés coopératives. Enfin une commission de spécialistes travaille depuis déjà un mois auprès de notre « Centrale coopérative » à l'élaboration des statuts de cette nouvelle banque agraire. Ce projet commence à intéresser vivement nos paysans. En général, il faut constater que ceux-ci ont complètement changé ces derniers temps leur manière de voir à l'égard de la question agraire. Six mois auparavant il était tout à fait impossible de persuader à un paysan qu'il devait « acheter » son lopin de terre, car il était convaincu qu'il l'obtiendrait pour rien par la socialisation du sol. Mais aujourd'hui il en est autrement.

Les amères expériences de la révolution ont tout changé. Nous devons maintenant recourir à de tout autres moyens pour faire passer la terre entre les mains des paysans. C'est pourquoi la fondation d'une banque agraire est à notre avis absolument indispensable et le fait que c'est précisément notre coopérative qui se charge à elle seule de la réalisation pratique du projet la rendra encore plus populaire, de même que la banque agraire parmi nos milieux ruraux.

Le fait suivant nous prouve que nos paysans comprennent maintenant la nécessité de fonder une pareille banque : lorsque cette question a été posée à l'assemblée des plénipotentiaires de la Soyousbank, dont les représentants étaient presque exclusivement des paysans, une résolution positive a été volée presque à l'unanimité. Il en a été de même à l'assemblée des actionnaires de la Banque d'Ukraine.

Mais il existe encore des raisons politiques qui nous poussent à fonder le plus vite possible une banque de ce genre, car il est à craindre que la terre devienne peu à peu la propriété des étrangers. Dernièrement nous avons appris qu'en Allemagne on commence à rassembler des capitaux pour la création d'une série de banques commerciales en Ukraine.

Nous savons aussi depuis longtemps qu'on va fonder prochainement en Ukraine une banque agraire allemande et que les Polonais concentrent d'énormes capitaux de leur côté pour fonder une banque analogue polonaise à Kiev. Ceci prouve qu'une campagne systématique est entreprise par les étrangers pour l'achat de la plus grande surface de terre possible en Ukraine.

Il est du devoir de tous les citoyens ukrainiens en général et de notre gouvernement en particulier de prendre des mesures énergiques pour empêcher que cette campagne réussisse et que la terre passe entre les mains des étrangers, car ce fait non seulement nous asservirait économiquement, mais il mettrait aussi en péril notre indépendance internationale.

Le rappel autrichien.

Dans le dernier numéro de notre journal nous avons donné la nouvelle que, sur la demande du ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine, le gouvernement austro-hongrois a permis aux Ukrainiens, sujets de l'Autriche-Hongrie, qui sont au service du gouvernement ukrainien, de rester encore quelque temps en Ukraine. Les fonctionnaires occupant des postes importants ne peuvent rester en Ukraine que jusqu'au 31 décembre 1918 ; tous les autres seulement jusqu'au 10 octobre. Ainsi le gouvernement austro-hongrois est décidé à rappeler en Autriche les Ukrainiens d'Autriche, actuellement fonctionnaires d'Etat en Ukraine. D'après les renseignements qui nous sont parvenus, le gouvernement austro-hongrois, pour permettre aux Ukrainiens d'Autriche de continuer à occuper leur poste dans le gouvernement ukrainien a exigé des compensations matérielles si grandes que le gouvernement ukrainien a refusé de le satisfaire. Cette prolongation même du terme dont nous avons parlé plus haut est le résultat d'une compensation considérable.

Tel est le fait nouveau dans nos relations avec l'Autriche-Hongrie, laquelle a non seulement conclu la paix et a commencé une ère de relations amicales contre des compensations matérielles, mais s'est engagée à nous aider dans la construction et l'organisation de notre Etat.

On peut se demander comment il se fait que les Ukrainiens d'Autriche soient si indispensables au gouvernement austro-hongrois qu'il soit impossible à celui-ci de les laisser en Ukraine. Premièrement il nous semble fort douteux que ces quelques centaines ou ces quelques milliers d'Ukrainiens puissent augmenter d'une façon appréciable la force militaire austro-hongroise, même s'ils sont tous astreints au service militaire. Deuxièmement cela n'est un secret pour personne que les représentants polonais du gouvernement austro-hongrois, sous le regard bienveillant de Vienne, font tout leur possible pour éliminer les Ukrainiens des fonctions d'Etat en Galicie. Donc il serait faux de dire que l'Autriche-Hongrie aimerait bien voir ces Ukrainiens occuper les postes analogues au service de l'Etat autrichien.

Ce rappel des Ukrainiens d'Autriche nous apparaîtra encore plus comme un événement symptomatique lorsque nous rappellerons que le cabinet de Vienne tâche d'envoyer en Pologne le plus grand nombre possible de Polonais, sujets autrichiens, pour occuper non seulement les diverses fonctions officielles, mais n'importe quel poste. Dans ce but le gouvernement autrichien accorde d'une très large main des dispenses militaires. L'Autriche a même fourni au Royaume de Pologne le président du conseil M. Steczkowsky qui, notons-le, a continué à recevoir son traitement comme directeur de la banque de Galicie.

EN GALICIE

Voici l'appel signé par le Dr Levitzky, chef du parti national démocrate ukrainien de Galicie, et M. Ivan Kivielouk, aux Ukrainiens de Galicie :

Avec la démission du Dr Seidler et de l'ancien ministre des affaires étrangères, comte Czernin, qui, dans les questions de l'Etat ukrainien et dans celles de l'Ukraine autrichienne, réglaient leur marche de conduite conformément au traité de Brest, nous remarquons à nouveau, dans la politique intérieure et internationale autrichienne, un revirement vers l'idée d'une Pologne historique contre le peuple ukrainien. Ce revirement menace l'avenir de la nation ukrainienne en Autriche. Le président des ministres autrichiens, Hussarek, est pour l'indivisibilité de la Galicie et il est contre l'existence d'une partie autonome ukrainienne en Galicie. Le ministre des affaires étrangères, comte Burian, mène des pourparlers avec l'Allemagne en vue de la persuader de la nécessité d'une résolution « austro-polonaise », c'est-à-dire d'une adjonction de la Galicie à la Pologne. Un joug polonais menace le peuple ukrainien de Galicie. L'heure est grave et importante. C'est pour cela que le Comité populaire, dans son assemblée du 7 septembre 1918, a pris les résolutions suivantes :

« Le peuple ukrainien de Galicie, en ces moments difficiles, doit élever la voix, défendre ses droits et son avenir. Les leaders de l'Etat autrichien et de la monarchie austro hongroise doivent enfin commencer à comprendre que le peuple ukrainien de Galicie doit être maître sur la terre qu'il habite depuis des siècles et qu'il ne laissera jamais s'abattre sur lui le joug polonais. Dans ce but, le Comité populaire (national) a décidé de convoquer pour la semaine du 15 au 22 septembre des assemblées populaires.

Pendant cette semaine, les jours choisis par les organisations, suivant la situation locale, une assemblée populaire aura lieu dans chaque ville de district, laquelle protestera contre l'incorporation de la Galicie orientale à la Pologne et demandera la création d'une province autonome ukrainienne en Galicie. Les décisions de cette assemblée populaire seront transmises télégraphiquement à la présidence des ministres et à la chancellerie de Vienne, ensuite au Comité national ukrainien à Lemberg et à la présidence de la représentation parlementaire ukrainienne à Vienne.

Les organisations locales et toutes les forces intellectuelles feront tout leur possible pour que cette semaine exprime réellement la volonté du peuple ukrainien et montre que celui-ci est capable d'être maître de la Galicie qu'il habite depuis tant de siècles. »

L'UKRAINE ET LA PAIX

Vienne, le 23 septembre 1918.

La note suivante a été remise à l'ambassadeur austro-hongrois à Kiev, de la part du gouvernement ukrainien :

C'est avec les sentiments de la plus grande satisfaction que le gouvernement ukrainien a appris la nouvelle d'une note officielle de l'Autriche-Hongrie dans laquelle la monarchie déclare que le temps de la paix est venu et propose d'entreprendre des démarches qui aboutiront à des négociations de paix. L'histoire de ces quatre années de lutte sanglante entre les peuples les plus civilisés du monde entier permet aux belligérants de se rappeler tous les événements survenus, depuis les plus grands triomphes jusqu'aux plus grands deuils. La guerre mondiale a non seulement détruit des biens matériels innombrables acquis par le travail de plusieurs générations, mais ce qui est plus grave, l'humanité entière a perdu dans cette guerre les immenses acquisitions culturelles de la civilisation.

Le gouvernement ukrainien est convaincu que les querelles internationales peuvent être beaucoup mieux apaisées par voie diplomatique et par entente commune de tous les peuples plutôt que par la force des armes. Souhaitant la paix générale, le gouvernement de l'Ukraine soutiendra par tous les moyens en son pouvoir la proposition de l'Autriche-Hongrie d'avoir un échange de vues sur les conditions de la paix future désirée par l'humanité entière et dont la nécessité absolue est reconnue par tous.

(*Neue Freie Presse*, 23 septembre 1918.)

UKRAINE ET RUSSIE

La quatrième séance de la conférence de paix a eu lieu à Kiev le 11 septembre. M. le Dr Rakowsky, président de la délégation russe, a demandé à M. Choulguine, président de la délégation ukrainienne, quelles sont les conditions du traité entre l'Ukraine et le Pays du Don et quelles seront les frontières entre ces deux pays. M. Choulguine a répondu qu'un pareil traité n'existait pas, que quelques accords préalables avaient été signés, que la frontière entre l'Ukraine et le Don suivrait l'ancienne frontière administrative, sauf la région de Marioupol où la frontière serait établie par une commission spéciale de façon que le district de Taganrog soit joint à l'Ukraine.

M. Rakowsky a pris connaissance de cette réponse et a fait de la part de la délégation russe une déclaration dont nous extrayons les passages suivants :

« Les frontières qui ne sont pas définies par le traité ukrainien de Brest et qui doivent être déterminées dans les pourparlers directs entre l'Ukraine et la Russie sont les suivantes : une partie de la frontière occidentale, la frontière septentrionale à partir du lac Vygonovsky et toute la frontière orientale et méridionale. La délégation de paix russe n'a pas renoncé et ne renonce pas à discuter la question des frontières entre l'Ukraine et la Bessarabie, sur laquelle les droits souverains de la Russie ont été reconnus par le gouvernement roumain dans le traité de Jassy-Odessa en 1918, en laissant néanmoins en suspens cette question jusqu'à l'éclaircissement complet des rapports entre la Roumanie et la Russie dans d'autres domaines.

» En ce qui concerne les autres frontières, la délégation de paix russe est fermement résolue à ne pas permettre leur limitation sans un consentement formel de la République russe des Soviets.

» La politique antérieure de la délégation ukrainienne se basait sur le fait que la Russie aurait perdu son droit souverain sur la Crimée, ce qui a soulevé des protestations les plus énergiques de la part de la délégation russe. La délégation ukrainienne n'a présenté aucune preuve pouvant justifier cette politique et aucun traité ou acte diplomatique sur lesquels elle pourrait s'appuyer.

» La reconnaissance de la République du Don par l'Ukraine et le refus de la délégation ukrainienne de définir avec la délégation russe la frontière méridionale et la frontière orientale de l'Ukraine peuvent être envisagés comme une tendance à la revision du traité de Brest entre la Russie et les puissances centrales. La délégation de paix ukrainienne se justifie en indiquant l'état de choses réel dans le pays du Don, ce qui ne peut pas être pris en considération, car ce n'est pas à l'Ukraine qu'incombe la tâche de s'occuper des positions internationales des pays de la République russe des Soviets.

» Le principe de la libre disposition des peuples ne peut pas non plus être pris en considération, car ce principe suppose essentiellement une expression organisée de la volonté du peuple et en premier lieu des paysans et des ouvriers, tandis que le gouvernement du Don, comme on le voit clairement au cours de sa courte histoire, n'est qu'une conséquence des événements militaires et n'est pas reconnue par la majorité de la population.

» En se basant sur tout ce qui a été dit, la délégation de paix russe propose, en restant sur le terrain des traités internationaux, de délimiter la frontière d'Etat entre la Russie et le Don au nord comme au sud. » A cette déclaration M. Choulguine a répondu : « Nous considérons la question du Don d'un tout autre point de vue et nous vous remettrons comme réponse une déclaration écrite. » La séance est levée.

LA MISSION UKRAINIENNE EN SUISSE

Le conseiller au Ministère des affaires étrangères, Dr Lukassevitch, qui avait été envoyé en mission extraordinaire en Suisse, est rentré en Ukraine samedi dernier. Le Dr Lukassevitch a déclaré à nos confrères de Kiev qu'il était pleinement satisfait de sa mission.

NOUVELLES DU PAYS

Léopol, le 23 septembre. — Une imposante manifestation des Ukrainiens de Lemberg a eu lieu le 22 à la Maison du Peuple pour protester contre la solution austro-polonaise. Le Dr Kost-Levitzky, président du Comité national ukrainien, a lu son rapport et le secrétaire du comité, Dr Baran, le député Tschelsky et autres ont pris ensuite la parole. L'Ukraine, qui s'intéresse beaucoup à cette question, avait envoyé un représentant à la séance en la personne de l'écrivain Modeste Levitzky, dont le discours a produit une grande impression. L'assemblée a adopté la résolution suivante :

L'Autriche-Hongrie devra respecter les clauses du traité de Brest et créer une province ukrainienne spéciale dans le cadre de la monarchie.

*** Kiev, le 22 septembre. — Dans sa séance du 18 septembre, le Conseil des ministres a décidé d'inviter le gouvernement de Crimée à entrer en négociations avec lui au sujet de l'incorporation de la péninsule à l'Ukraine. Il a été poussé à entreprendre cette démarche par les habitants de Crimée eux-mêmes, des millions de pouds de fruits s'étant gâtés et ayant été perdus par suite de la guerre douanière entre l'Ukraine et la Crimée. Le manque de pain se fait aussi sentir dans la péninsule.

*** Le Conseil national ukrainien en Crimée, réunissant toutes les organisations ukrainiennes de la péninsule, a envoyé une délégation à Kiev qui a présenté au gouvernement une pétition en faveur de l'incorporation de la Crimée à l'Ukraine.

*** Kiev, 24 septembre. — De retour à Kiev, l'hetman a fait le 18 un rapport de trois heures devant le Conseil des ministres sur son voyage en Allemagne. La *Novosti Dnia* écrit qu'elle tient de source autorisée que les résultats du voyage de l'hetman à Berlin sont complètement favorables aux intérêts de l'Ukraine.

*** Les consulats suivants ont été établis par la République de l'Ukraine dans les pays étrangers : M. Krousov a été nommé consul à Moscou, M. Mystchenko, consul à Novotcherkask, dans le Pays du Don ; le Dr Wladimir Kutchnir, ancien directeur de l'*Ukrainische Rundschau* de Vienne, consul général à Budapest.

*** Une délégation blanc-ruthène, à la tête de laquelle se trouve l'académicien Karsky, est arrivée le 20 courant à Kiev, afin d'entrer en pourparlers avec le gouvernement ukrainien au sujet du sort de la Ruthénie-Blanche.

*** L'hetman a donné l'ordre d'organiser une commission spéciale qui s'occupera du projet de l'érection d'un monument sur l'une des places de Kiev, en mémoire des Ukrainiens tombés au cours de la lutte avec les Bolchevikis à Kiev, près de Bakhmatch et de Krouty.

*** Un nouveau journal ukrainien pour la jeunesse, *Volochky*, vient de paraître ces derniers jours à Kiev.

*** Un musée national ukrainien vient de se fonder à Kharkov. Celui-ci sera nommé le musée de Vassylkiwsky, en l'honneur de ce célèbre artiste ukrainien.

*** Pendant la saison d'hiver 1918-1919 fonctionneront à Kiev cinq théâtres ukrainiens, notamment : le Théâtre nouveau (théâtre jeune), le Théâtre dramatique d'Etat ; le Théâtre populaire d'Etat, le Théâtre de M. Sadovsky et enfin le Théâtre pour ouvriers.

*** M. Borowsky est arrivé à Sofia comme attaché militaire auprès de l'ambassade ukrainienne.

*** La commission s'occupant de la création d'écoles militaires en Ukraine a décidé d'ouvrir, le 1er novembre, au plus tard, des écoles militaires d'infanterie à Odessa, Kiev, Tchougouiev ; une Ecole d'artillerie à Odessa, une Ecole de cavalerie à Elisabethgrad, ainsi qu'une Ecole d'ingénieurs, avec des cours géodésiques à Kiev. Dans les écoles d'infanterie les élèves devront suivre les cours généraux ; ceux qui désirent continuer leur enseignement militaire pourront le faire dans les écoles spéciales d'artillerie, de cavalerie, d'ingénieurs, etc. L'inscription à ces cours généraux sera ouverte dès le 1er octobre prochain au plus tard. Les personnes ayant un enseignement secondaire peuvent s'inscrire immédiatement.

*** Une Faculté de théologie vient de s'ouvrir à Kamenetz-Podolsk.

*** Le Conseil des ministres a approuvé le projet d'allouer 327 000 karbovanetz pour les besoins du Théâtre dramatique d'Etat.

*** D'après le statut qui a été confirmé par le ministre de l'instruction publique Wassilenko, l'Union coopérative de crédit en Ukraine a décidé d'ouvrir une école coopérative en l'honneur du cinquantenaire de la coopération ukrainienne.

*** Le colonel Garda Serdakious est arrivé le 10 septembre à Odessa, en qualité de consul de Finlande. Dans une de ses conversations, il a déclaré que le but principal de son activité sera de nouer des rapports économiques entre l'Ukraine et la Finlande. L'échange des marchandises s'effectuera d'abord par la voie maritime de Reval ou celle de Riga, ensuite par chemin de fer à travers le littoral de la Baltique, la Lithuanie et Brest-Litowsk, afin d'éviter la République des Soviets. La Finlande peut fournir à la presse ukrainienne une quantité considérable de papier dont elle possède des stocks importants.

*** Le 13 septembre est arrivée à Kiev une délégation du Conseil économique et industriel de la Ruthénie-Blanche, en vue de nouer des rapports économiques entre l'Ukraine et leur pays. Cette délégation était composée de MM. Sidlarewsky, Weinstein, Kowalenko et Tumia.

Congrès des industriels.

Les 16 et 17 août dernier s'est réuni à Kiev un congrès des représentants des différentes Unions de fabriques et d'industries de l'Ukraine. Le sous-secrétaire d'Etat au ministère du Commerce et de l'Industrie, M. Aerbach, a prononcé à l'ouverture un discours en faveur du développement de l'industrie textile. M. Otsoup, ingénieur, a été élu président du congrès, dont il a déterminé la tâche comme devant être avant tout un effort nécessaire pour organiser une société de tous les industriels et fabricants du pays. Le congrès a entendu des rapports de M. Boukowinsky sur la question ouvrière et les contrats collectifs, de M. Bourof sur l'activité du comité du travail, et de M. Cohan sur la question de l'approvisionnement et des monopoles.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 70 Lausanne, 10 Octobre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne. 7 octobre 1918.

L'Autriche nous en veut.

Mécontent de certains articles de notre journal et de la franchise de notre langage, le gouvernement austro-hongrois vient de faire couper nos communications avec la Galicie et l'Ukraine en manière de répression. Cette mesure n'est pas faite pour produire une bonne impression à Kiev et ne contribuera certes pas à gagner les sympathies de nos compatriotes à l'Autriche.

Si gênante que puisse être pour nous cette rupture de communications avec notre patrie par la voie de Léopol, il nous est impossible de regretter les articles en question. Notre attitude est déterminée uniquement par la volonté d'indépendance de notre pays. Ce n'est pas notre faute si l'Autriche-Hongrie se laisse entraîner dans une politique anti-ukrainienne, contre laquelle nous devons protester énergiquement. Constatons ici les points principaux où le Cabinet de Vienne persiste à ne pas remplir ses engagements envers nous :

1. Il n'a pas encore ratifié le traité de Brest avec l'Etat ukrainien.

2. Il appuie les impérialistes polonais contre nous dans la question de Cholm et dans celle de Galicie, contrairement aux engagements qu'il a signés.

Nous n'avons pas besoin d'en dire plus pour faire comprendre à tous nos lecteurs où se trouvait notre devoir de patriotes ukrainiens.

* * *

Les principes Wilson.

A l'heure-même où les idées du président Wilson triomphent en Europe, à tel point que les adversaires de l'Amérique acceptent ses quatorze points comme bases de la paix qu'ils souhaitent, il nous est particulièrement agréable d'insister encore sur la grande impression produite en Ukraine par l'espoir d'une reconnaissance de notre indépendance à Washington. Notre presse nationale continue à s'occuper ardemment de cette question et l'opinion publique de notre pays tout entier engage vivement les émigrés ukrainiens à faire des démarches pressantes auprès du président Wilson.

Il nous serait d'autant plus précieux que les Etats-Unis fissent bientôt une déclaration solennelle en notre faveur, que personne plus que nous ne souhaite l'application intégrale des principes exposés si admirablement par le président dans les différents discours qu'il a prononcés ces derniers temps. C'est une paix telle que celle qu'il envisage qui peut seule garantir à notre patrie une existence heureuse et tranquille dans une Europe régénérée.

A vrai dire, les paroles du président sont si claires en elles-mêmes que la reconnaissance de l'Ukraine y est contenue par le fait même du droit prévu pour les peuples de disposer souverainement de leur sort. Une allusion explicite et précise, comme celle qui est faite pour la Pologne à titre d'exemple, serait néanmoins désirable et provoquerait en Ukraine un enthousiasme général. Aucun pays plus que le nôtre ne désire adhérer, de toutes ses forces, à la Société des Nations et mettre ses richesses naturelles au service de cette organisation mondiale pour le maintien de la paix future, en échange de la garantie d'indépendance et de sécurité qu'une telle adhésion nous apporterait.

* * *

Encore un Polonais.

A l'heure où l'indépendance de la Pologne était encore une idée mal vue et persécutée par la Russie, nous l'avons souvent défendue ici même par un sentiment de solidarité entre peuples opprimés. Aujourd'hui que cette idée a triomphé, — et nous nous en félicitons, — pourquoi faut-il que les nationaux-démocrates polonais organisent une véritable campagne contre notre indépendance à nous ? Serait-ce qu'ils continuent à servir les intérêts de la Grande-Russie, comme au temps où ils travaillaient encore pour unifier la Pologne sous le sceptre du tsar ?

Après M. Grabski, dont nous avons commenté l'autre jour la scandaleuse conférence à Paris, c'est M. Seyda, président du club polonais au Reichstag allemand, qui s'est permis contre notre pays des paroles d'une perfidie outrée :

« Contre le gré de la population, a-t-il dit, on a détaché l'Ukraine de la Russie ; on a conclu la paix ukrainienne avec des gens nullement autorisés à traiter, que plus tard on a mis en prison, lorsqu'ils sont devenus incommodes, et qu'on a remplacés par un gouvernement qui n'a d'autre appui que les baïonnettes allemandes. »

Il conviendrait de rappeler à l'imprudent orateur que c'est l'Ukraine elle-même qui s'est détachée de la Russie de par sa propre volonté et, qu'en reconnaissant le gouvernement de la Rada en janvier dernier, la France et l'Angleterre n'ont fait que s'incliner devant la volonté manifeste d'un peuple. Quant aux Allemands, ils n'ont fait que suivre l'exemple des Puissances Occidentales et nous apporter un concours militaire que nous aurions certainement demandé à ces dernières, si elles avaient eu des troupes à nous envoyer pour nous défendre contre l'anarchie russe. Quant aux signataires du traité germano-ukrainien de Brest, ils agissaient en plein accord avec la nation et représentaient précisément les partis les plus sympathiques aux démocraties occidentales. Loin d'être en prison, le chef de la délégation de Brest, M. Sewriouk, se trouve aujourd'hui en Suisse, prêt à protester énergiquement contre les propos de M. Seyda. Quant à M. Lewitsky, son collègue, il est aujourd'hui chef de la division politique au ministère des affaires étrangères à Kiev.

Quant au gouvernement ukrainien actuel, nous avons pris vis-à-vis de lui une position assez franche et nous l'avons critiqué assez souvent sur un point ou sur un autre pour n'être pas suspects de partialité en donnant au président du Club polonais un démenti formel. Si les baïonnettes allemandes nous protègent effectivement contre l'anarchie russe, et méritent même à ce sujet nos remerciements, il conviendrait de rappeler à M. Seyda qu'elles protègent aussi de la même manière les propriétaires polonais de Varsovie qui soutiennent sa politique et la presse de son parti. Où seraient donc ces Messieurs, si les Bolchéviki pouvaient pénétrer librement en Ukraine et en Pologne ? M. Seyda et ses amis tiendraient alors un autre langage.

Il répugne aux Ukrainiens de poursuivre une politique à double face qui consiste à s'appuyer d'une part sur les Allemands au point de vue social, comme le font les conservateurs polonais, et à faire d'autre part de beaux discours en faveur de l'Entente pour donner le change à la France et à l'Angleterre, comme le font également ces Messieurs. Nous préférons agir en toute franchise et dire la vérité à tout le monde, en expliquant sans détours les difficultés de notre situation. Que gagneront les chauvins polonais à brouiller leur patrie avec son voisin oriental et à favoriser la restauration d'une Grande Russie hostile à la Pologne au lieu de s'assurer de bons rapports avec une Ukraine qui les garantirait contre le désordre et les prétentions russes ?

Si leur but est de faire admettre aux Alliés l'idée d'un partage de l'Ukraine entre la Pologne et la Russie, nous croyons savoir qu'ils se trompent étrangement en pensant leurrer là-dessus le gouvernement américain, par exemple, et qu'ils se réservent de douloureuses déceptions dans ce domaine. Si le président Wilson a jeté dans le conflit toutes les forces de son pays pour établir une Société des Nations, ce n'est pas pour installer en Orient un foyer d'impérialisme et de nouvelles guerres.

Nous attendons toujours les voix polonaises raisonnables qui flétriront comme elle le mérite cette propagande inqualifiable.

* * *

L'opinion française.

Nous sommes heureux de constater un certain revirement dans les opinions exprimées par la presse française, qui semble avoir beaucoup mieux compris depuis quelque temps quelle devrait être la politique des puissances occidentales à notre égard. Un article du *Radical* montrait l'autre jour que l'intérêt de la France ne peut pas être de soutenir le désordre et l'anarchie en Ukraine, comme l'avait affirmé l'*Echo de Paris*.

Les sympathies pour la France sont très vives au sein du peuple ukrainien. Elles auraient pu prendre une forme beaucoup plus tangible sans la maladresse impardonnable des agents que M. Noulens nous envoya l'hiver dernier. Les erreurs grossières et les provocations dont ils se sont rendus coupables en soutenant le désordre chez nous ont eu des conséquences qui se prolongent encore aujourd'hui, puisqu'elles nous ont obligés à faire appel au secours militaire des puissances centrales, mais il n'est jamais trop tard pour réparer des fautes, même aussi graves.

A l'heure qu'il est, l'Ukraine et la France peuvent trouver bien des points d'entente en attendant le jour où les circonstances leur permettront de renouer leurs relations directes, ce qui est ardemment souhaité chez nous. Nous sommes reconnaissants à M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, du sympathique accueil qu'il a fait au Conseil national ukrainien de Paris. Nous espérons pouvoir compter sur l'appui de la diplomatie française pour défendre nos compatriotes de Galicie orientale et de Bukovine, dont l'Autriche s'obstine à ignorer les droits.

Si la France a renoncé à soutenir nos ennemis anarchistes, il semble aussi qu'elle ait cessé d'appuyer nos ennemis tsaristes, et, si nous sommes bien informés, les monarchistes russes ne rencontrent plus à Paris l'appui dont ils ont si longtemps bénéficié. C'est là un nouveau fait qui produira la meilleure impression en Ukraine et qui contribuera à faciliter la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays.

Sans doute le voyage de l'hetman à Berlin a froissé quelque peu l'opinion française et nous pouvons bien le comprendre, puisque notre grand journal de Léopol, le *Dilo*, en a parlé lui-même avec assez de franchise dans un article que nous citons plus loin. Toutefois il faut rappeler à la presse française que nous avons des obligations envers l'Allemagne en raison même des fautes commises par des agents français à Kiev. L'hetman avait le devoir de témoigner à l'Allemagne la reconnaissance du peuple ukrainien pour le service indéniable qu'elle nous a rendu. De là à nous lier vis-à-vis d'elle autrement que vis-à-vis des autres puissances à l'avenir, il y a un pas considérable que nous n'avons pas l'intention de franchir plus que n'importe lequel des Etats neutres qui désirent participer à la Société générale des Nations.

NOTRE NOUVELLE ADRESSE

Nous attirons l'attention de nos amis et lecteurs sur notre changement d'adresse à partir d'aujourd'hui. Le Bureau ukrainien en Suisse, l'agence télégraphique, la Rédaction et l'administration de notre journal occuperont désormais les locaux plus spacieux de la villa Mont-Riant, 11, Avenue de la Gare, dans le chemin qui mène à l'Hôtel Byron.

LE PEUPLE UKRAINIEN

Nous assistons à une campagne désespérée entreprise contre l'indépendance de l'Ukraine à la fois par les impérialistes polonais, les agents de l'Autriche, les monarchistes et les anarchistes russes. Pour y répondre avec force, il ne suffit pas du témoignage et de l'activité des émigrés les plus dévoués à la cause nationale. Il faut que le monde puisse entendre le témoignage puissant du peuple ukrainien, dont la volonté n'est pas douteuse, mais dont la voix n'est pas assez entendue à l'Occident.

Nous attirons l'attention du gouvernement ukrainien sur l'impérieuse nécessité de faire entendre une fois pour toutes cette voix du peuple au dehors. L'heure du Congrès de la Paix approche à grands pas. Si pressants que puissent être les devoirs d'organisation de l'Etat et d'établissement des différentes administrations du pays, ce serait une faute grave que de leur subordonner, même pour un temps, la politique générale du pays, qui doit être claire et décisive pour l'opinion publique du monde entier.

La dissolution de la Rada et le gouvernement prolongé d'un ministère dictatorial sans contrôle parlementaire donnent prise à la malveillance de nos ennemis, qui vont répétant par le monde qu'il n'y a pas d'Ukrainiens et que le gouvernement de Kiev n'est qu'un instrument dans la main de l'étranger. L'opinion de l'immense majorité de notre peuple, dans ses masses agricoles et dans sa jeunesse intellectuelle, est représentée par l'Union nationale des partis, qui vient d'élire M. Vinnitchenko comme président. Ne l'oublions pas, c'est lui-même qui reçut au nom de l'Ukraine les premiers représentants étrangers accrédités auprès de notre République, ceux de la France et de l'Angleterre.

L'Union nationale est trop peu représentée au sein du gouvernement. Si l'hetman a eu le devoir de s'entendre avec elle, elle a de son côté le devoir de faire un pas plus décidé vers le pouvoir. Il est trop facile de rester toujours dans l'opposition. A l'heure qu'il est, il ne s'agit plus de nuances politiques, il s'agit de l'existence même de notre patrie comme nation libre et indépendante, reconnue par toutes les puissances. L'union sacrée s'impose et chacun doit y faire les concessions nécessaires.

Le plus grand obstacle à cette collaboration de tous les partis — et tout spécialement des socialistes — au gouvernement du pays a été jusqu'à présent la question agraire. Il s'agit donc de la résoudre sans retard et nous voudrions voir le ministère un peu plus pressé de réaliser dans ce domaine la volonté de l'hetman, qui semble avoir mieux compris que certains de ses collaborateurs l'urgence d'une réforme claire et nette. De leur côté les socialistes devront admettre la nécessité de renoncer à leur point de vue extrême pour arriver le plus tôt possible à une solution satisfaisante.

Nous recevons de tous côtés d'éclatants témoignages de la fidélité des paysans ukrainiens à la cause de l'indépendance nationale. Il s'agit d'encourager leur sentiment en leur donnant sans tarder les satisfactions légitimes qu'ils réclament aussi dans le domaine social.

La seconde tâche urgente qui s'impose aujourd'hui, c'est la convocation d'une assemblée constituante, à laquelle l'Union nationale peut servir de base préparatoire au même titre que la Rada jadis. Nous devons nous présenter devant les puissances étrangères avec une représentation nationale qui jouisse d'une autorité incontestable et qui puisse parler au nom de la nation.

Enfin il faut hâter l'organisation de notre jeune armée pour qu'une telle assemblée puisse défendre son droit au travail national contre les invasions de l'anarchie russe sans avoir besoin de faire appel à l'étranger.

Chronique économique et financière.

L'accord économique avec les Centraux.

Les milieux politiques autrichiens et judéo-allemands qui sont hostiles à l'idée nationale ukrainienne profitent de chaque occasion pour faire croire que l'Ukraine a trompé les Puissances Centrales au point de vue économique et que les espérances de celles-ci ont été complètement déçues. On ne s'en douterait guère en lisant les termes du nouvel accord signé entre l'Ukraine et les Centraux pour une durée de onze mois, du 1er août 1918 au 30 juin 1919.

Nous donnons ici les points essentiels de ce nouvel accord qui permettra à nos lecteurs de se rendre compte du profit énorme que les Centraux se sont assuré en Ukraine.

Céréales.

Des institutions spéciales calculeront la quantité nécessaire de céréales que chaque paysan devra conserver pour la consommation de sa famille.

Les villes, les centres industriels, les employés de chemin de fer et les troupes des Puissances Centrales seront approvisionnés par un Bureau d'Etat de céréales. Le 65 % de la quantité totale dont dispose ce Bureau servira à la consommation intérieure de l'Ukraine et le 35 % sera exporté aux Empires Centraux.

Jusqu'au 1er décembre 1918 les Puissances Centrales recevront 40 millions de pouds de céréales et jusqu'au 15 juin 1919 45 millions. Si ce Bureau officiel n'est pas en mesure de livrer cette quantité de céréales à l'Allemagne, il devra mettre à la disposition de celle-ci une quantité équivalente de sucre (8 pouds de céréales pour 1 poud de sucre).

Sucre, bétail, viande, graisse et légumes.

Concernant les autres produits de consommation, l'Ukraine devra livrer aux Empires Centraux : 11 millions de pouds de bétail, 300 000 moutons, 2 millions de volailles, 460 000 pouds de lard, beurre et fromage. Mensuellement 200 000 pouds de viande, de conserves et de charcuterie, 2 500 wagons d'œufs, 2 1/2 millions de pouds de sucre. En outre les Puissances Centrales ont le droit d'exporter et d'acheter librement tous les légumes qu'elles veulent.

Matières premières.

Les Puissances Centrales ont le droit d'exporter de l'Ukraine 11 200 wagons de bois et du lin en quantité indéterminée.

Elles reçoivent maintenant 250 000 pouds de chanvre.

Les chiffons, la laine, les étoffes renfermant le 50 % de laine ainsi que les objets faits avec du chanvre, peuvent être librement exportés d'Ukraine.

Concernant les autres matières premières, dans chaque cas particulier les Puissances Centrales doivent avoir des permissions spéciales pour exporter. Ces permissions seront évidemment toujours délivrées.

Mines.

Les Puissances Centrales ont le droit d'exporter 37 1/2 millions de pouds de fer et 3 millions de produits ferrugineux. Elles pourront exporter le 30 % de métaux achetés en Ukraine, les autres 30 % leur seront donnés en compensation pour les machines importées des Puissances Centrales en Ukraine et elles devront laisser le 40 % au gouvernement ukrainien.

Peaux.

Les Puissances Centrales recevront maintenant 300 000 peaux de gros bétail et 700 mille peaux de petit bétail. En décembre 1918 une commission spéciale s'occupera de plus près de cette question, et pourra augmenter cette quantité.

Tabac.

Le gouvernement ukrainien assure aux Puissances Centrales 250 000 pouds de tabac de l'ancienne récolte.

En ce qui concerne la nouvelle récolte, la quantité à exporter sera fixée le 1er décembre 1918, mais elle ne pourra être moindre que 250 000 pouds.

UNE VOIX ALLEMANDE

Dans la *Vossische Zeitung* du 11 septembre 1918, le Dr Max Osborn écrit de Kiev une lettre pleine de détails intéressants sur la situation de l'Ukraine et sur les impressions des Allemands qui sont là-bas. Nous constatons avec plaisir le soin qu'il a mis à se renseigner d'une manière plus exacte que beaucoup de ses confrères et nous sommes heureux de citer ici les passages les plus intéressants de son article. Pour commencer, le correspondant de la *Vossische Zeitung* déclare que le voyage de l'hetman à Berlin a mis un terme aux bruits qui couraient à Kiev sur une soi-disant tentative des puissances Centrales d'imposer la monarchie en Ukraine :

Tantôt c'était le grand-duc autrichien Guillaume qui devait arriver à Kiev, tantôt le prince prussien Joachim. On savait déjà tout exactement, même l'endroit où les candidats devaient descendre. Maintenant, on reconnaitra enfin l'absurdité de tels bruits.

La personnalité de l'hetman produira sans aucun doute la meilleure impression au grand quartier général. On peut, en politique, adopter un point de vue différent, mais les qualités remarquables de l'homme ne peuvent manquer de plaire à tous. On voit en lui un chef d'une grande clarté de pensée, plein d'un ardent désir d'être utile à sa patrie ; il sait exactement ce qui est arrivé jusqu'ici en Ukraine et cherche activement à établir les lignes d'une politique nationale saine, sans se dissimuler les grandes difficultés à surmonter.

Le Dr Max Osborn constate ensuite qu'on a cru remarquer depuis quelque temps, à Kiev, une tendance de certains milieux allemands à sacrifier l'indépendance de l'Ukraine au rétablissement d'une Grande Russie :

L'attitude du gouvernement allemand à l'égard de la question de l'indépendance du Don a notamment causé un grand mécontentement dans le pays.

Cependant, ce qui a déjà été publié des traités complémentaires laisse reconnaître que rien ne sera changé en ce qui concerne les nationalités séparées de la Russie par le traité de Brest. On a cru, malgré cela, remarquer certaines fluctuations dans le point de vue allemand, au sujet de l'avenir de l'Ukraine, et on ne savait pas au juste de quel côté soufflait le vent.

Les milieux russophiles ont naturellement salué cette variation hypothétique d'une tout autre manière. Il me semble, du reste, que ces milieux semblent se réconcilier de plus en plus avec le fait de l'existence de l'Etat ukrainien. Tout d'abord, parce que la situation en Grande Russie parait actuellement peu réjouissante et n'offrira pas, d'ici longtemps, la garantie d'un état de choses stable. On voit d'ici, dans l'attentat contre Lénine, le signe précurseur d'un nouveau coup d'Etat et l'on tient la fin du régime bolchéviste pour très prochaine. Cependant, lorsqu'il s'agit de dire ce qui lui fera suite, on se trouve de nouveau dans l'incertitude. En second lieu, les partisans de la Grande Russie commencent à se demander si, même au cas où l'on pourrait prévoir un état de choses durable, il faudrait s'efforcer de réunir à nouveau toutes les parties de l'ancienne Russie. Ceux de la gauche craignent que le rétablissement de l'empire soit lié au retour du système tsariste. Les membres de la droite et les monarchistes ont peur que ce rétablissement s'accomplisse sur des bases purement radicales. A côté de ces perspectives incertaines, l'existence et les possibilités de développement de la souveraineté ukrainienne constituent un facteur solide avec lequel on peut compter.

Après avoir constaté le développement de Kiev comme centre de toute l'activité économique et financière, non seulement de l'Ukraine mais de toute la nouvelle Europe orientale, le correspondant de la *Vossische Zeitung* analyse la question de la politique intérieure et montre la nécessité, pour le gouvernement ukrainien, de faire une politique nettement démocratique et sociale :

Ce qui éveille actuellement de la méfiance contre le gouvernement et aussi contre les autorités allemandes au pays, et qui donne lieu à des troubles, est l'idée que ces deux éléments détruiront toutes les « conquêtes de la révolution », aussi bien celles qui sont radicales et dangereuses que celles qui sont utiles et bonnes. Il faut absolument démontrer l'erreur de cette conception. L'hetman est fermement décidé à adopter l'attitude qui s'impose. Il est plein des meilleures intentions pour le bien du pays et est prêt à accomplir des réformes libérales. La politique scolaire, la réforme agraire, les lois ouvrières d'un sens progressiste font partie de son programme. Il faut espérer qu'il a à sa disposition les hommes nécessaires.

Quant à nous, il est absolument indispensable de soutenir et d'encourager une politique fermement démocratique et où la question agraire occupe la première place.

Naturellement, il ne faut pas brusquer les choses ou agir d'après les conceptions de l'Europe occidentale : nous devons tenir compte des particularités du pays et de ses habitants et avancer avec prudence et sagesse, mais cependant avancer. Le rétablissement de l'ordre dans le pays, œuvre de préservation, doit marcher de pair avec la création de quelque chose de nouveau. Les pas préliminaires sont déjà faits ; il ne reste plus qu'à marcher courageusement dans la voie de la liberté. Non seulement le nouvel Etat apprendra ainsi à fonctionner normalement, mais il développera une force qui s'étendra bien au delà de ses frontières. C'est alors qu'il pourra enfin régler définitivement ses rapports avec la Grande Russie résultat qu'il lui est impossible d'obtenir aujourd'hui pendant la crise actuelle. A ce moment, on pourra aussi établir sur une base solide les relations communes avec les puissances centrales et l'Ukraine, ce qui est pour nous de la plus haute importance. Les suites heureuses d'un tel développement ne s'arrêteront pas là. Elles sont infinies. Ce n'est pas l'Amérique, mais bien le territoire de l'ancien empire russe qui est aujourd'hui le pays des possibilités illimitées.

L'IMPRESSION EN GALICIE

La note autrichienne et le voyage de l'hetman.

Voici l'opinion du « Dilo » de Léopol exprimée dans son article de fond du 27 septembre :

« La réponse du gouvernement ukrainien à la note Burian a produit dans les milieux politiques ukrainiens de la Galicie la même impression que dans plusieurs pays neutres, c'est-à-dire qu'il valait mieux pour l'Ukraine, de même que pour les autres pays neutres, ne pas s'engager dans l'entreprise du comte Burian qui n'avait, du commencement, aucune chance de succès.

» Pourquoi le gouvernement ukrainien était-il pressé de faire connaître sa réponse ?

» Pourquoi n'a-t-il pas attendu que les autres Etats se prononcent avant lui ? Et d'ailleurs pourquoi lui fallait-il donner son appui moral au comte Burian qui est un ennemi acharné non seulement de l'existence d'un Etat ukrainien souverain mais de toute idée nationale ukrainienne.

» Telles étaient les premières impressions qu'a produites la note ukrainienne, en Galicie. Et si nous n'avons pas exprimé immédiatement d'une façon ouverte notre opinion sur cette dernière démarche de la diplomatie ukrainienne, c'est qu'il nous a semblé indispensable de garder une certaine réserve envers cet acte du gouvernement ukrainien. »

* * *

« Nous croyons de notre devoir de garder la même réserve en commentant le récent voyage de l'hetman en Allemagne. On a donné à ce dernier le caractère d'un événement politique important. Mais il est évident que l'Ukraine s'est liée encore davantage par là au système politique des Puissances centrales.

» Ce voyage a jeté une ombre sur la neutralité de l'Ukraine, dont la reconnaissance par les Puissances de l'Entente serait si précieuse pour nous. Nous nous demandons si ce voyage était bien nécessaire d'une manière générale et en particulier s'il était bien indiqué à l'heure même où commence une ère aussi nouvelle dans les événements stratégiques...

» Si ce voyage était indispensable, il aurait dû se prolonger également à Londres, Paris et peut-être même à Washington. »

NOUVELLES DU PAYS

*** Le comte Wladimir Bobrinsky, vice-président de la Douma russe, est arrivé à Kiev et s'est chargé de la direction politique de la société « Nascha Rodina ».

*** Le gouvernement roumain a introduit dans toute la Bessarabie l'enseignement en langue roumaine, ce qui a causé un grand mécontentement parmi les Ukrainiens.

Le consul roumain à Odessa a été attaqué dans son bureau et dévalisé.

*** Les social-démocrates ukrainiens de Kiev qui sont relativement le parti le plus avancé dans les questions de la politique nationale, exercent depuis longtemps une pression sur les social-fédéralistes, pour que ceux-ci abandonnent leur tactique négative à l'égard de l'hetman et participent au gouvernement. Finalement, ils les ont menacés d'entrer dans le ministère sans tenir compte des fédéralistes. Sous cette pression, ces derniers se sont décidés à négocier avec l'hetman. Leur délégation a été reçue par lui avant son départ pour Berlin. Le résultat des délibérations est encore inconnu, mais il est probable qu'on arrivera à un compromis.

*** Depuis le 1er septembre, les communications par chemins de fer ont été interrompues entre Wolotchysk et Odessa, probablement à cause du nouveau mouvement qui se manifeste parmi les employés des chemins de fer.

*** Au sujet du refus de la délégation russe de hâter la conclusion de la paix, la « Nowa Rada » écrit : Les Russes poursuivent consciemment cette tactique dans l'espoir de pouvoir profiter de la faiblesse de l'Ukraine. Ils oublient cependant leur propre faiblesse et leur chute qui peut à tout moment interrompre définitivement les négociations.

*** La délégation de paix ukrainienne demande aux Russes de céder une partie des bâtiments où se trouvaient autrefois les ambassades russes à Vienne, Sofia, Constantinople, afin que les ambassades ukrainiennes puissent s'y établir. Les Russes ont refusé.

*** La première division de tirailleurs ukrainiens, composée de prisonniers d'Autriche et qui vient d'arriver de Vladimir Volinsky a fait la parade sur la place Ste-Sophie à Kiev. Les Etats-majors ukrainien, allemand et autrichien étaient présents. L'hetman a prononcé un discours patriotique.

*** L'Agence télégraphique ukrainienne communique que vu le terrorisme exercé par les organes polonais du pays de Cholm sur les Ukrainiens de retour dans leur foyer, une grande partie d'entre eux ont fui de nouveau en Ukraine.

*** Les journaux de Kiev communiquent, au sujet de la situation des Ukrainiens dans les colonies qu'un grand nombre d'entre eux arrivent journellement de l'Extrême Orient à Kiev, de Taschkent ou de Fergan et demandent au gouvernement ukrainien de nommer un consul pour la défense des intérêts des colons ukrainiens.

NOS ÉTUDIANTS EN SUISSE

On nous prie d'insérer dans notre journal la lettre suivante, dont nous supprimons les passages trop violents :

« Dès qu'elle fut arrivée en Suisse, la mission de Lénine fit savoir à tous les étudiants ressortissants de la Russie qu'elle allait les aider pécuniairement, sans distinction d'opinions politiques et de nationalités, au moyen d'un prêt mensuel. Un grand nombre d'étudiants acceptèrent, ... n'ayant rien reçu de chez eux depuis longtemps et n'espérant rien recevoir. D'ailleurs, pour les tenir plus sûrement sous leur influence, les Maximalistes n'autorisent aucun envoi de secours aux étudiants russes en Suisse, donnant pour prétexte que la Légation pourvoit à leurs besoins. Les débiteurs croyaient donc leurs créanciers désintéressés. En cela ils furent bien naïfs. On doit toujours craindre certains présents....

» Mais venons-en à la propagande elle-même. Les étudiants doivent élire un comité qui est en étroits rapports avec la mission de Berne et lui sert de porte-parole. C'est par lui que les étudiants sont travaillés. Ainsi il s'efforce de défendre la politique du gouvernement actuel, de faire ressortir l'honnêteté des dirigeants ; il est soutenu en cela par les étudiants maximalistes. Ceux-ci se chargent d'entamer les relations. Ils parlent du besoin que la Russie a d'intellectuels ; on parle des postes bien rétribués, de considération, de pouvoir.

» Mais ils deviennent de plus en plus pressants. Ils reprochent à leurs camarades d'accepter de l'argent et de ne pas défendre ceux qui leur viennent en aide ; ils essaient de les brouiller avec toutes les associations opposées au gouvernement actuel. Enfin, les Bolchéviki vont plus loin.

» Les étudiants ayant reçu pendant quelques mois 120 francs et croyant leur vie provisoirement assurée, sont menacés brusquement d'avoir les vivres coupés s'ils ne signent pas une déclaration dans laquelle chacun d'eux doit affirmer qu'il est et qu'il restera toujours russe. Ainsi après avoir claironné au monde entier que chacun devait respecter chez les autres la liberté de décider de son propre sort, ils viennent violer ce principe auprès des étudiants russes en Suisse.

» L'on comprend bien ce que signifie cette déclaration. Cela signifie pour un Ukrainien, pour un Polonais, pour un Arménien, pour tous ceux qui sont originaires d'un pays qui s'est détaché volontairement de la Grande-Russie qu'ils doivent désormais renoncer à leurs aspirations et se déclarer partisans d'une Grande-Russie unifiée. Une fois ce papier signé, l'étudiant est définitivement compromis, il se verra abandonné par les siens, qui le considéreront comme un traître à la cause de sa patrie.

» Que les étudiants prennent garde qu'après avoir été enlevé aux parents, cet argent ne serve pas à corrompre les enfants.

» WLADIMIR OSSIPOWITCH. »

NOTE DE LA RÉDACTION

Comme nous n'avons pas à nous mêler de la politique intérieure de la Russie, il va sans dire que notre seule raison d'insérer cette lettre est le passage relatif aux étudiants des nationalités allogènes. La meilleure réponse à faire aux tentatives d'intimidation serait d'établir le plus tôt possible notre Légation à Berne et nos consulats dans différentes villes de Suisse afin de pouvoir protéger nous-mêmes les étudiants ukrainiens. Il est de fait que la mission maximaliste russe à Berne est extrêmement active dans sa propagande contre l'Ukraine et contre notre indépendance nationale. Nous ne manquerons pas de le faire savoir à Kiev pour l'édification de la délégation ukrainienne aux pourparlers de paix avec la Russie. Ce n'est pas en agissant ainsi que nous pourrons établir de bons rapports entre les deux pays, comme les Russes le souhaitent tant.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Фабрика годинників

Ф. ОБРІ-ШАЛЬТЕНБРАНД

у ШО-де-ФОН (Швайцария)

Фабрика постарчає всілякого роду годинники золоті, срібні, метелеві, спалеві і фантезі. Від 8 - 24 ліній розміру

Годинники анкрові і цілиндрові. Браслеткові годинники всіляких гатунків.

Годинники вироблені в цілому і шабльоні для годинників

Fabrique d'horlogerie F. Aubry-Schaltenbrand, La Chaux-de-Fonds

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 71 Lausanne, 17 Octobre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 17 octobre 1918.

Le programme Wilson.

Les événements qui se déroulent aujourd'hui avec une rapidité foudroyante produisent dans le monde entier une agitation bien naturelle. Avant que les pourparlers de paix soient même engagés, chacun met immédiatement en pratique le profit qu'il peut tirer du programme Wilson, qui est accepté par tout le monde comme la base de la paix et qui a ce grand avantage de rendre la situation parfaitement nette, sans qu'on ait besoin d'attendre indéfiniment le résultat de conversations diplomatiques prolongées.

Le Conseil de Régence polonais proclame l'unité et l'indépendance de son pays et décide la convocation immédiate de la Diète. En Bohême, les Tchèques ont déjà tout préparé pour organiser leur nouvel Etat. Les timbres et la monnaie tchèques circulent déjà dans le pays. A Vienne, leurs députés s'abstiennent de paraître au Reichsrat et tiennent leurs séances de leur côté, comme il convient aux représentants d'un peuple indépendant. Les Yougo-Slaves suivent l'exemple et de grands événements se préparent à Zagreb et à Liubiana.

Nos souhaits chaleureux vont à tous les Etats qui retrouvent leur indépendance et qui vont reprendre une vie politique en cette Europe orientale et centrale, si longtemps courbée sous des jougs impérialistes. Quant à nous, personne ne devra s'étonner de nous trouver moins agités que d'autres en cette heure solennelle. En effet l'Ukraine a déjà proclamé l'année dernière par la bouche de ses représentants à la Rada son indépendance nationale et sa volonté de construire immédiatement son Etat. Aujourd'hui cette œuvre se poursuit normalement et l'Ukraine se présente devant le monde comme une puissance en pleine formation, mais déjà régulièrement administrée et consciente de sa force et de ses droits.

Avec ses droits, elle connaît aussi ses devoirs. Le plus urgent consiste à travailler activement pour une Société des Nations et à donner l'exemple en Orient de la bonne volonté pacifique et du goût de l'ordre.

L'Ukraine et les puissances.

Si l'agitation générale nous atteint moins que d'autres, c'est que les événements actuels consacrent tout simplement le triomphe des idées que nous avons défendues ici depuis trois ans. Sans doute il est utile, sans doute il est urgent que notre gouvernement se transforme en une représentation plus large de tous les partis nationaux, sans doute il est bon qu'il se fasse le plus tôt possible représenter auprès de toutes les puissances et qu'il demande à celles-ci de reconnaître officiellement notre indépendance. Toutefois, nous n'avons ni à trembler devant un congrès de la paix, ni à quémander humblement quelques paroles favorables. L'Etat ukrainien est une réalité bien trop évidente et bien trop solide au milieu des ruines de l'ancien empire tsariste pour que personne ose lui proposer de rester derrière la porte d'une conférence générale européenne, comme un petit écolier qui attendrait le jugement de son sort.

En adoptant le programme Wilson comme base de l'Europe nouvelle, les Alliés d'une part et l'Allemagne de l'autre reconnaissent par là solennellement le droit des peuples à disposer souverainement d'eux-mêmes et à participer à la discussion de la charte mondiale.

C'est donc le front haut, comme une des plus grandes nations libres et indépendantes de l'Europe, que l'Ukraine devra faire entendre sa voix au Congrès des puissances sans qu'il soit même question pour elle de revenir en arrière sur son existence autonome, deux fois consacrée par les faits et par sa volonté bien nette.

Les Polonais intelligents.

Les Polonais intelligents et sympathiques à l'Ukraine, ce sont ceux qui habitent le pays et qui viennent de prendre une décision qui fera la meilleure impression chez tous nos compatriotes. Nous publions plus loin l'appel du Comité exécutif polonais de Kiev recommandant à tous les Polonais d'Ukraine d'accepter la nationalité ukrainienne et de devenir ainsi des citoyens loyaux et fidèles d'un Etat auquel ils sont liés par l'histoire et par des intérêts communs.

Avant que la politique impérialiste et provocatrice de M. Dmowski et de ses amis n'ait gâté chez nous la réputation des Polonais et tourné la tête à quelques-uns d'entre eux, ils jouissaient dans notre pays de l'estime et de la considération générales. On aimait à se rappeler qu'ils ont publié dans leur langue toute une littérature ukrainophile et favorable à nos aspirations. Nous espérons sincèrement que leur geste intelligent pourra faire oublier la propagande russophile des nationaux-démocrates et que leur témoignage servira de réponse immédiate aux calomnies insensées, comme celles que nous relevions l'autre jour dans la conférence de M. Grabski, à Paris.

Nous sommes heureux aussi de féliciter les partis démocratiques polonais de la déclaration remise en leur nom par M. Ladislas Baranowski en mains des envoyés diplomatiques des Etats de l'Entente et des neutres auprès de la Confédération suisse.

« D'accord avec le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dit cette déclaration, les partis démocratiques polonais ne songent nullement à contraindre aucune des nationalités qui ont jadis constitué l'ancienne république polonaise à unir leur destinée à celle du futur Etat polonais; ils affirment cependant leur conviction qu'une alliance ou une confédération de ces peuples serait dans leur intérêt réciproque et bien compris.

Quand les partis démocratiques auront pris en mains le pouvoir en Pologne et qu'ils auront réalisé en pratique les principes qui sont proclamés dans la première partie de la phrase, l'opinion publique ukrainienne sera la première à saluer la possibilité de rapports plus étroits entre les deux peuples et à faciliter leur collaboration pacifique au sein d'une Société générale des Nations, où ils auront chacun leur rôle important à jouer.

Sympathie britannique.

L'opinion britannique s'intéresse de plus en plus aux choses de l'Ukraine. C'était le *Times* qui relevait l'autre jour dans son *Histoire documentaire de la guerre* (volume VI) la curieuse protestation des Ukrainiens du Canada en date du 30 juillet 1914 contre la participation de la Grande-Bretagne à une guerre russo-autrichienne en raison du fait que ces deux puissances ont opprimé l'Ukraine.

« A cette époque, remarque le *Spectator*, peu d'Anglais savaient ce que c'était que l'Ukraine, mais la guerre nous a appris bien des choses. » En effet, nous trouvons dans le *Glasgow Herald* un article de fond sur l'Ukraine et son incomparable fertilité. Le grand journal écossais décrit les ressources de notre pays et montre qu'il offre un champ d'actions illimité aux entreprises nationales encouragées par la coopération d'un pays déjà mieux organisé.

« Jusqu'ici, dit-il, les Allemands seuls ont cherché à y exercer une influence.... Il faut espérer que désormais l'Angleterre abandonnera sa politique d'inaction pour contrebalancer l'influence allemande et jouer, elle aussi, un rôle actif dans le pays. » Nous n'avons pas dit autre chose ici pendant des mois et qui se donnera la peine de feuilleter la collection de notre journal y trouvera de constants appels à la clairvoyance anglaise pour ne pas laisser une puissance seule exploiter les ressources de notre pays. L'Ukraine entend rester indépendante et neutre et servir de grenier et de champ de mines à la Société des Nations tout entière en échange de l'appui politique et financier que les différentes puissances nous accorderont.

L'Autriche et la Galicie orientale.

D'immenses manifestations populaires ont eu lieu pendant les derniers jours de septembre sur toute la surface de la Galicie orientale et de la Bukovine. Des centaines de milliers d'hommes et de femmes ont tenu des meetings en plein air dans toutes les villes du pays sous la présidence de nos principaux députés au Parlement. Toutes les résolutions adoptées par ces assemblées protestent contre la prolongation du régime actuel et contre les ambitions d'annexion polonaises.

L'immense majorité de la population réclame la formation immédiate d'une province autonome composée de tous les territoires austro-hongrois habités par les Ukrainiens. Les résolutions recommandent aux députés de faire à Vienne une énergique opposition au gouvernement autrichien. Enfin, elles envoient les salutations enthousiastes des assemblées à l'Etat ukrainien indépendant et souhaitent que tous les territoires habités par les Ukrainiens soient un jour réunis en une seule République.

Comme l'Autriche a tardé jusqu'ici à ratifier son traité avec l'Ukraine et à tenir loyalement sa parole envers la Galicie, nous pensons que l'heure approche où c'est la dernière partie de ces résolutions populaires qui deviendra la seule intéressante. Déjà les conseils nationaux ukrainiens fondés à l'étranger, demandent au président Wilson de proclamer l'unité de l'Ukraine en même temps que son indépendance.

Crimée.

Les pourparlers avec la Crimée avancent d'une manière très satisfaisante et la guerre économique est définitivement terminée. Des délégations des colons allemands et des tartares qui habitent la presqu'île vont arriver pour prendre part aux négociations et nous espérons qu'elles vont aboutir à un résultat durable.

On peut déjà prévoir dans les grandes lignes la forme que prendra l'arrangement définitif. Au point de vue de la politique intérieure, de l'administration civile, de l'instruction publique et des finances, la Crimée conservera sa pleine autonomie, mais au point de vue économique, elle sera incorporée à l'Ukraine. Quant à la politique étrangère, à la direction de l'armée et de la marine, ainsi que de la flotte de commerce, c'est également le gouvernement ukrainien qui sera chargé d'en prendre en mains la défense et la direction.

Nous espérons sincèrement que les lignes de ce programme seront acceptées par les deux parties et nous désirons ici voir se joindre à nous la Crimée, dont les intérêts économiques sont si étroitement liés aux nôtres. C'est la seule base sur laquelle un contrat puisse être établi d'une manière durable.

Un conseil national ukrainien en Suisse.

Il vient de se former en Suisse un Conseil national ukrainien composé de représentants de presque tous les partis politiques de l'Ukraine. La Galicie orientale et la Bukovine y sont également représentées. Le Conseil a pour but de défendre les intérêts de l'Etat ukrainien à l'étranger et il se propose d'entrer en relations étroites avec les organisations semblables existant déjà à Paris, à Rome et aux Etats-Unis. Le Conseil national ukrainien en Suisse se place sur la base du programme Wilson, étant d'avis que ce programme offre au peuple ukrainien les meilleures garanties internationales. Il pense que les Alliés qui luttent pour le triomphe du droit et de la justice apporteront la liberté au peuple ukrainien qui fait des efforts surhumains pour organiser sa vie nationale d'une manière tout à fait indépendante. Ce peuple qui lutte depuis des siècles pour sa liberté ne veut nullement empiéter sur les droits de ses voisins; son but unique étant de devenir un membre libre de la Société des Nations. Le Conseil considère que la Galicie orientale et la Bukovine doivent être réunis à l'Ukraine. Quant aux questions d'ordre intérieur, le Conseil national ukrainien en Suisse se place sur la base de l'Union nationale ukrainienne.

Ces jours derniers il a envoyé le télégramme suivant au président Wilson, à Washington :

« Le Conseil national ukrainien tout récemment fondé en Suisse de représentants de presque tous les partis politiques de l'Ukraine, pour la défense de la cause nationale et démocratique ukrainienne à l'étranger, vous adresse ses meilleurs souhaits, Monsieur le président. Il se place entièrement sur la base de votre programme dans lequel il voit la meilleure garantie de la libre existence de l'Etat ukrainien indépendant. Nous sommes sûrs que le peuple ukrainien tout entier est d'accord avec nous en plaçant sa confiance dans votre défense de notre indépendance. L'Ukraine ne veut pas porter atteinte aux droits des autres peuples, son seul désir est que tout le territoire peuplé par notre race y compris la Galicie orientale et la Bukovine, actuellement opprimées par les Autrichiens, soit réuni sous la direction d'un gouvernement libre et indépendant entrant comme membre dans la Société des Nations.

Le Conseil national a envoyé également un télégramme à M. Vinnitchenko, président de l'Union nationale ukrainienne à Kiev, dont voici la teneur :

« Le Conseil national en Suisse, composé de presque tous les partis politiques de l'Ukraine, et qui a adopté comme base de son programme celui de l'Union nationale de Kiev, salue en l'Union le véritable porte-parole de la volonté et des aspirations du peuple ukrainien. Il lui souhaite un plein succès dans son travail d'organisation et de consolidation de toutes les forces créatrices de l'Ukraine, car il croit qu'un tel élargissement de sa base lui donnera la possibilité dans un avenir déjà prochain de se déclarer la représentation provisoire autorisée du peuple de l'Ukraine. Le temps approche où l'Ukraine sera obligée de renoncer au secours qui lui a été donné jusqu'ici par les forces étrangères qui la défendaient contre l'anarchie extérieure et intérieure. Nous croyons fermement qu'à ce moment critique le peuple ukrainien, organisé par l'Union nationale, subordonnera tout à la cause de l'inviolabilité de l'Etat ukrainien et n'épargnera aucun effort pour que la réorganisation de la forme gouvernementale actuelle sur de larges bases démocratiques ait lieu sans porter préjudice à l'Etat ukrainien et sans replonger le pays dans une nouvelle anarchie. De notre côté, persuadés que le programme du président Wilson et de ses alliés qui se sont tant de fois exprimés en faveur de la liberté des nations et de la démocratisation, offre de meilleures garanties pour la libre existence de la République ukrainienne indépendante, nous ferons tous les efforts nécessaires pour que les forces armées des puissances de l'Entente qui peuvent apparaître dans un avenir prochain devant les côtes de l'Ukraine viennent chez nous, non pas comme des forces ennemies, mais comme des forces amies qui respecteront notre neutralité et l'indépendance de notre Etat. »

L'ARMÉE UKRAINIENNE

La *Kievskaïa Mysl* du 27 septembre donne les détails suivants sur l'organisation de l'armée en Ukraine :

Le service militaire obligatoire sera très prochainement introduit en Ukraine. Les travaux préparatoires considérables sont déjà terminés et les cadres d'officiers et sous-officiers sont déjà prêts pour huit corps d'armée. Il y a quelques jours une conférence des commandants de ces corps d'armée avec l'état-major a eu lieu a Kiev.

D'après leurs rapports la population des provinces s'en tient à une attitude favorable. Pendant la conscription les paysans n'ont manifesté aucun mécontentement, les recrues venues à Kiev pour la formation d'une division de Serdiuk « garde de l'hetman » ne sont pas inférieures à celles de 1913, et au contraire sont beaucoup plus consciencieuses au point de vue militaire.

Le général Rohosa, ministre de la guerre, commencera par appeler au service militaire les jeunes gens de vingt ans qui n'ont pas encore été dans l'armée. On en compte environ 300 000.

Le recrutement commencera les premiers jours de novembre. A cette date l'Ukraine possédera donc 19 divisions d'infanterie et une de cosaques, dirigée par le colonel Natïïev, célèbre dans sa lutte contre les Bolchéviks, enfin une division de tirailleurs ukrainiens de Galicie et de Bukovine; 15 000 hommes seront également appelés sous les drapeaux pour la flotte ukrainienne de la mer Noire, 10 000 pour le corps de garde-frontière et 2000 pour l'infanterie de marine.

L'UNION NATIONALE

Le coup d'Etat de Kiev du 29 avril 1918 a provoqué un changement profond dans la vie politique de l'Ukraine. La grande majorité des éléments politiques qui représentaient la société ukrainienne pendant une année de lutte révolutionnaire et qui étaient considérés comme les leaders des grandes masses de la population se sont vus tout d'un coup rejetés en dehors des sphères gouvernementales. Cependant ce sont eux qui ont lutté pour l'émancipation complète du peuple ukrainien et qui enfin ont créé la République ukrainienne indépendante. Non seulement la démocratie révolutionnaire ukrainienne qui dirigeait la politique de la Rada centrale a été ainsi exclue du pouvoir, mais même les milieux beaucoup plus modérés qui appuyaient aussi la politique de la Rada.

Le gouvernement Skoropadsky, composé en grande partie de patriotes ukrainiens sincères et de spécialistes de premier ordre au point de vue économique et politique, a su entreprendre immédiatement un travail positif. Son activité d'organisation a montré les lourdes fautes qui avaient compromis la stabilité de la Rada et contribué à sa chute.

La présence de certains réactionnaires au nouveau gouvernement, a empêché les éléments fondateurs de la Rada de participer au pouvoir. Afin de reprendre autrement leur ancienne influence sur la vie politique du pays, ils ont commencé à s'unir et ont formé petit à petit un bloc imposant d'opposition loyale, composé de groupes politiques et d'associations professionnelles tout à fait différents. Ce bloc a pris le nom « d'Union nationale ».

Les mérites incontestables du gouvernement Skoropadsky dans l'organisation générale du pays et les fautes de la Rada qu'il a révélées ont donné beaucoup à réfléchir. C'est pourquoi l'opposition ne pouvait être que tout à fait loyale.

Nous pensons utile de donner quelques détails sur la composition de cette Union nationale qui est probablement appelée à jouer bientôt un rôle considérable dans le développement des événements ultérieurs.

Actuellement, l'Union nationale comprend les partis suivants : démocrate-agraire, socialiste-indépendantiste, travailliste, social-fédéraliste, social-démocrate et social-révolutionnaire. En outre, les organisations suivantes font aussi partie de l'Union nationale :

« L'Union agricole », jouissant d'une grande influence parmi les paysans, « L'Union nationale des professeurs », la « Société des juristes », « L'Union professionnelle des cheminots », «L'Union des Postes et Télégraphes », « La Société médicale », « Le Conseil des Ukrainiens de Galicie et de Bukovine », « Le Comité du Pays de Cholm », « La confrérie orthodoxe de Cyrille et Méthode à Kiev ». Doivent y entrer encore prochainement : « Le Comité central coopératif », le « Bureau des Unions professionnelles, la « Société agricole », la « Société culturelle Prosvita centrale », « L'Union des Zemstvos ukrainiens », la « Croix Rouge politique » et autres.

Pour mieux définir l'Union nationale et les buts politiques qu'elle poursuit, il nous suffira de donner ici le premier paragraphe de ses statuts :

L'Union nationale se propose :

a) La création d'un puissant Etat indépendant.

b) La lutte pour l'institution d'un gouvernement responsable devant le parlement.

c) La lutte pour une loi électorale dans tous les domaines.

d) La défense du droit du peuple ukrainien et de l'Etat dans le domaine des relations internationales.

Le programme immédiat de l'Union nationale est de travailler activement, sans employer aucun moyen qui pourrait conduire à la ruine et à l'anarchie du pays, à obtenir la transformation du cabinet actuel en un gouvernement plus national et plus progressif.

Le gouvernement actuel s'appuie sur les grands propriétaires. L'Union nationale pense trouver un soutien chez les petits propriétaires fonciers, les masses rurales moyennes et dans les milieux intellectuels. L'Union a des tendances républicaines très marquées et ne conservera l'hetmanat qu'à la condition que l'hetman ne soit qu'un simple président de la République, ce qui du reste est plus conforme à nos anciennes traditions.

Au point de vue agraire l'Union nationale lutte pour la suppression des grandes propriétés, à la fois par la voie du morcellement et par celle de la nationalisation et du rachat. Conformément à l'article 4 des statuts de l'Union nationale on commence à fonder dans diverses villes de l'Ukraine des sections provinciales. Il y en a déjà à Odessa, Vinnitsa, Krementchoug, Kamenetz-Podolsk et Poltava.

Il nous semble utile de dire quelques mots sur les différents partis qui ont adhéré à l'Union :

Parti démocrate-agraire (Khliborob).

Le parti joue actuellement un rôle de tout premier ordre. C'est le plus conservateur dans l'Union nationale. Ses leaders sont l'avocat Michnowski et les frères Chemet. A ce parti se rattachent M. Lipinsky, ambassadeur ukrainien à Vienne et le publiciste bien connu D. Donzow. Le parti est soutenu par les propriétaires fonciers moyens et par une partie des intellectuels ukrainiens. Son programme est la création d'une forte propriété agricole moyenne et une politique nationale prononcée.

Dernièrement il a évolué à gauche et s'est mis à faire une opposition énergique au gouvernement Skoropadsky, bien qu'il l'ait soutenu lors du coup d'Etat du 29 avril.

Parti soc.-indépendantiste (Samostinik.)

Ce parti est le plus radical, et recrute ses membres en majeure partie parmi les intellectuels et les cercles militaires. Il a une grande influence sur les Unions professionnelles des cheminots et des postes et télégraphes. On voit à sa tête des hommes tels que : MM. Lutsenko, le professeur Timtchenko, Majewski, Grekow, Stepanenko et Makarenko. Dans son organe hebdomadaire *Samostinik* il attaque énergiquement le gouvernement actuel et ses tendances dans le domaine international. Le parti se propose de créer un Etat puissant avec de vastes réformes dans le domaine social.

Parti travailliste.

Ce parti occupe une place moyenne entre le parti socialiste samostinik et le parti social-fédéraliste auquel nous passons maintenant :

Parti social-fédéraliste (radical-socialiste.)

Ce parti a comme organe la *Nowa Rada* et comme leaders MM. Efremow, Nikowski, Schoulguine, Scheloukhine et Kouchnir. Le parti avait adopté jadis le principe d'une fédération avec la Russie, mais il a bientôt changé complètement de politique. A son dernier congrès il a montré qu'il est une force politique considérable et un soutien décidé de l'indépendance complète de l'Ukraine. Le nom de « fédéraliste » est ainsi devenu un pur anachronisme. Le point essentiel de son programme est aussi la formation d'un puissant Etat ukrainien avec une démocratie bourgeoise comme principal élément, comme en Suisse. La nationalisation des grandes propriétés foncières est aussi dans son programme.

Parti socialiste-révolutionnaire.

Ce parti qui jouissait auparavant d'une grande popularité et qui a le mérite historique d'avoir pris le premier comme base de son programme l'indépendance complète de l'Ukraine, se trouve actuellement dans une période de crise intérieure. Il s'est divisé en deux sections : La majorité jouit comme avant d'un prestige énorme sur les masses paysannes et soutient l'indépendance de l'Etat. La minorité donne aux questions sociales la priorité sur le problème national.

Parti social-démocrate.

Ce parti, qui a son organe *Robitnitcha Gazeta*, est un parti assez populaire en Ukraine. Il a un caractère nettement national. En ce qui concerne son programme politique, il se distingue peu des partis analogues dans d'autres pays. Un de ses principaux chefs, M. Vinnintchenko, vient d'être élu président de l'Union nationale.

Après avoir parcouru les programmes des divers partis composant l'Union nationale on a l'impression que les différences entre ces programmes respectifs sont minimes au point de vue national. Tous soutiennent l'idée de l'existence d'un Etat indépendant avec un gouvernement national. C'est cette unanimité qui fait précisément la grande force politique de l'Union nationale. On peut dire sans hésiter que les principaux points de son programme politique peuvent être adoptés par tous les citoyens ukrainiens.

Le fait qu'un si grand nombre de partis politiques et d'associations professionnelles aient trouvé une base commune pour former un bloc est le meilleur signe de la grande solidarité qui règne aujourd'hui dans les milieux ukrainiens. Nous pouvons dire qu'il existe actuellement chez nous un front national unique, d'autant plus précieux que le travail préliminaire d'organisation est presque terminé par le gouvernement Skoropadsky et que le moment est arrivé d'inaugurer une véritable politique ukrainienne.

S. R.

LA BANQUE D'ETAT UKRAINIENNE ET LES BOLCHEVIKI

En fuyant du territoire de l'Ukraine, les Bolchéviki, ayant reçu des ordres spéciaux de leurs commissaires, ont emporté de la Banque d'Etat ukrainienne et de ses succursales de grosses sommes d'argent, des papiers de valeur, ainsi que les dépôts d'argent de personnes privées. Une partie de ces papiers de valeur a même été détruite. De la Banque d'Etat de Kiev les Bolchéviki ont emporté en outre une somme d'argent considérable en billets de banque ukrainiens avec le cliché de ces billets. Il est intéressant de remarquer que ces derniers temps l'argent ukrainien commence à rentrer dans les poches privées. Tout récemment on a arrêté à la station de Korenevo un individu qui avait voulu faire passer de Russie en Ukraine une somme modique de 2 millions karbovanetz en billets ukrainiens de 100 karbovanetz.

D'après le dernier recensement, les Bolcheviki auraient emporté des diverses succursales de la Banque d'Etat ukrainienne à peu près la somme de 405 705 000 karb. En ajoutant 37 873 000 karb. pris dans les trésors ukrainiens, on obtient une somme d'environ un demi-milliard.

La délégation de paix ukrainienne a fait des démarches auprès de la délégation de paix russe afin que le gouvernement des Soviets prenne les mesures nécessaires pour rendre cette somme à l'Etat ukrainien.

En outre, dans le territoire de la Russie se trouvent maintenant les succursales des Banques d'Etat de Rovno et de Kamenetz-Podolsk qui ont été évacuées à l'intérieur de la Russie par le gouvernement russe sur ordre militaire.

La délégation de paix ukrainienne sollicite auprès du gouvernement russe le transfert de ces succursales en Ukraine.

NOUVELLES DU PAYS

*** La commission de l'académicien Vernartsky discute le projet de fonder, à Odessa, une nouvelle école de sciences utilitaires. Cette école aura une section complètement originale appelée section esthétique dans laquelle on étudiera l'art en général et l'art ukrainien.

*** L'Union coopérative de Volhynie a fondé à Jitomir un nouveau journal qui s'appelle *Volhynska Gazetta*.

*** Le Ministère de l'approvisionnement a envoyé M. Djounkiwsky à la tête d'une commission spéciale en Allemagne et en Autriche-Hongrie, afin d'étudier l'organisation et le fonctionnement des usines de machines agricoles.

*** On est en train de fonder à Kiev une bibliothèque nationale. Le comité de cette bibliothèque comprendra comme président l'académicien Vernatrsky et comme membres MM. Efremov, Jitetsky, Korff, prof. Krimsky et comme secrétaire M. Pertertsky.

*** Le Ministère de l'Instruction publique, sur les pressantes instances d'Ukrainiens de Galicie, a prié les universités d'Ukraine d'égaliser en droit les personnes ayant terminé l'Université de Léopol avec celles des universités russes.

*** Le Bureau forestier central fait maintenant des démarches auprès du ministre de l'Instruction publique, afin qu'il ouvre une faculté forestière spéciale à l'Université d'Etat de Kiev.

*** La terreur bolchévique en Moscovie fait que le nombre de Russes fuyant de Russie augmente de plus en plus.

La *Vossische Zeitung* du 7 octobre, fait un exposé des relations futures entre la Crimée et l'Ukraine. La guerre économique étant terminée, une délégation du gouvernement de Crimée s'est rendue à Kiev pour délibérer sur ses rapports futurs avec l'Ukraine. Cette délégation ne comprenant pas de représentants des colons allemands et des Tartares qui habitent la presqu'île, on attend leur arrivée pour que les négociations aboutissent à un résultat durable.

Néanmoins, on peut déjà prévoir les formes du futur arrangement qui sera probablement le suivant : La Crimée sera en quelque sorte incorporée à l'Ukraine en ce sens qu'elle lui confiera la défense de ses intérêts à l'extérieur et la direction de l'armée et de la marine, ainsi que de la flotte de commerce. Au point de vue économique, elle ne formera qu'un avec l'Ukraine. Cependant, elle restera autonome dans toutes les questions d'administration intérieure, pour les écoles et les finances.

*** La Municipalité de la ville a fondé à Kherson un Institut polytechnique comprenant quatre facultés : 1° agronomique : 2° mécanique ; 3° technologique ; 4° des ingénieurs-constructeurs.

*** Un grand nombre de personnes se sont inscrites en qualité d'étudiantes à l'Université de l'Etat ukrainien de Kiev.

Les facultés de physique et de mathématiques, de médecine et de sciences naturelles ont même refusé des entrées.

On a fixé maintenant d'une manière définitive la liste des professeurs et les cours dans diverses facultés.

A la faculté d'histoire et de philologie, les professeurs suivants donneront les cours :

Evêque Alexis, G. Pavloutsky, Zienkiwsky, A. Loboda, A. Lukanienko, Suchitsky, O. Hrouschewsky, L. Pakharevsky, Khrounsky, J. Ohienko.

A la faculté de physique et de mathématique :

M. Gravé, Hanitsky, V. Lutchitsky, S. Kuchnevitch, I. Kosonogive, Plotnikiv, V. Dubiansky, L. Chvets, Kravtchouk, S. Timochenko.

A la faculté de droit :

M. Tugan-Baranowsky, B. Kistiakowsky, Mistchenko, Veselowsky.

A la faculté de médecine :

M. Konstantinovitch, A. Trzetsiesky, Neschtschadiemenko, E. Tchernikhivsky, O. Tchernichivsky, M. Vovkoboï, C. Kortchak.

L'ouverture de l'université est fixée au 7 octobre et sera précédée d'une grande fête solennelle à laquelle prendront part toutes les organisations culturelles et nationales de l'Ukraine.

*** Le 16 septembre, le ministre des finances a approuvé le statut de la Banque commerciale du Sud avec un capital de 10 millions de karbovanetz.

*** La Société allemande d'exportation a informé le gouvernement ukrainien que 500 wagons de machines agricoles sont déjà partis à destination de l'Ukraine.

*** Le Conseil des ministres ukrainien a approuvé la loi sur l'annulation de diverses restrictions concernant l'importation en Ukraine, de l'étranger, de livres, gravures et autres publications.

*** On est en train d'organiser, à côté de l'Université populaire, une Université mobile qui fera une tournée dans les villes d'Ukraine les plus importantes où seront donnés des cours de sciences naturelles et sociales.

*** Le Bureau ukrainien de Berlin communique d'après la *Kievskaïa Mysl* : « La délégation de Crimée qui vient d'arriver à Kiev a rendu visite au prince Reuss, major chargé par le gouvernement allemand de prendre part aux pourparlers entre l'Ukraine et la Crimée en qualité de médiateur officiel politique et diplomatique. Du côté ukrainien, les ministres des affaires étrangères, des finances et du commerce ainsi que de la guerre y prendront part. »

*** L'Agence Wolff communique à ce sujet que les négociations économiques entre l'Ukraine et la Crimée ont commencé le 7 octobre. Les négociateurs se sont communiqué les projets sur les produits à échanger. On croit que la guerre douanière va être terminée ces jours-ci, sur la base de la liberté du commerce. L'exportation, sans droit de douane, des fruits de la Crimée en Ukraine a déjà été autorisée et des quantités considérables sont prêtes à être expédiées à des prix relativement très modérés.

*** La *Deutsche Warschauer Zeitung* apprend de Kiev que des arrestations en masse de spéculateurs ont eu lieu ces jours-ci dans cette ville. Les lieux de rassemblement de « bourses noires » ont été cernés et tous ceux qui s'y trouvaient, 800 personnes, ont été arrêtées. Un certain nombre d'entre elles sont accusées d'usure et de spéculation ; sur d'autres, on a trouvé de la fausse monnaie.

*** Auprès du Ministère des affaires agraires, la Commission spéciale a passé maintenant à la discussion détaillée de toutes les questions se rapportant à la réforme agraire.

*** Au 1er septembre, l'organisation économique appelée « Dnieprosoyous » se composait déjà de 75 organisations avec 7489 sociétés de consommation. « Dnieprosoyous » a maintenant plus de 2 millions 300 000 actionnaires et un capital d'actions de 2 1/4 millions.

*** Le 10 septembre, le chef de l'administration du « Dnieprosoyous », M. Kolioukh, a visité le président de la délégation russe de paix, M. Rakowsky, et lui a soumis la protestation du « Dnieprosoyous » contre l'arrestation à Moscou de quelques membres de la société.

La *Deutsche Warschauer Zeitung* rapporte un article du *Dagens Press* au sujet de la ligue des peuples-frontières de Russie. D'après ce journal, son but serait de former une barrière contre une attaque éventuelle de la Russie à l'ouest, soit pour reconquérir les territoires perdus, soit pour combattre les puissances centrales. Tout en doutant que la Russie soit capable d'entreprendre une nouvelle campagne à l'ouest, le *Dagens Press* trouve que cette ligue est nécessaire pour se garantir contre toute surprise possible ; elle servira en même temps à accroître le sentiment national et politique des nouveaux Etats.

Le 23 septembre a eu lieu à Kiev une conférence du parti radical appelé socialiste-fédéraliste. Parmi les importantes résolutions adoptées, citons celle sur la situation internationale de l'Ukraine proposée par M. A. Jakowliv, ancien ministre provisoire de la République ukrainienne à Vienne.

Il faut faire tout le possible, dit cette résolution, pour que la situation internationale de l'Ukraine comme Etat indépendant soit reconnue en premier lieu par tous les Etats neutres et pour que les relations internationales soient établies avec eux. Les rapports entre l'Ukraine et les Etats organisés de peuples souverains de l'ancienne Russie devront être basés sur la reconnaissance et le respect de l'indépendance complète de l'Ukraine, ainsi que par un accord de leurs divers intérêts économiques.

*** D'après les dernières nouvelles, il reste encore 700 000 prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne et en Autriche-Hongrie, de 5 à 6000 en Turquie et à peu près 2500 en Bulgarie.

Afin de solutionner la question de l'échange des prisonniers de guerre entre l'Autriche-Hongrie et l'Ukraine, une Commission militaire sanitaire ukrainienne s'est réunie à Vienne le 3 octobre. Le commandant Nicolas Czechekowsky et le médecin en chef de l'état-major, Dr Andreas Okopenko, sont à la tête de cette commission assistés du chevalier Serge Bajlew et des lieutenants Demetrius Herbenko et Basile Bajlew.

Un groupe de notables industriels et commerçants de la ville de Kiev, s'intéressant aux relations commerciales entre l'Ukraine et la Pologne, a demandé au Ministère du commerce de fonder une Chambre de commerce ukraino-polonaise.

D'après le *Bukovina* du 3 octobre, les successeurs du Métropolite Repta, Père Tyminsky et Père Worobkewicz, ont reçu la bénédiction épiscopale de la main du Métropolite. Père Tyminsky doit prochainement être élu évêque de Kitzmane et Père Worobkewicz, évêque de Radautz.

*** L'*Iswestia* du 5 octobre donne la nouvelle que le gouvernement ukrainien avait autorisé la livraison de 300 000 pouds de farine et de froment pour Moscou et Petrograd.

La loi sur la nationalité ukrainienne et les Polonais en Ukraine.

Dans les journaux polonais de Kiev, *Dziennik Kiowski* et *Przeglad Polski*, on trouve un appel du « Comité exécutif polonais » en Ukraine adressé aux Polonais en Ukraine. Celui-ci rappelle à la population polonaise que le 11 octobre de l'année courante s'écoule le terme de faire une déclaration de refus d'accepter la nationalité ukrainienne et qu'à partir de cette date toute personne n'ayant pas fait cette déclaration sera considérée comme citoyen ukrainien.

Le comité attire l'attention que l'acceptation ou la non-acceptation de la nationalité ukrainienne n'est pas une affaire personnelle, car la position que prendra dans cette question la population polonaise aura une grande importance générale.

« En qualité de minorité nationale liée historiquement avec l'Ukraine, par une série de problèmes politiques et économiques, nous devons à l'avenir faire tout notre possible pour approfondir ici notre existence en restant en Ukraine non en qualité d'étrangers, mais en qualité de citoyens ayant toute la plénitude des droits civiques. En se basant sur tout ce qui a été dit, le comité exécutif polonais est d'avis que le refus d'accepter la nationalité ukrainienne par des Polonais résidant constamment en Ukraine, n'est pas conforme aux intérêts polonais. Ce refus, qui peut être admis pour quelques personnes comme un fait exceptionnel, ne doit pas en tout cas prendre un caractère général. Le désir tout à fait compréhensible que l'on rencontre parmi les Polonais en Ukraine de devenir des citoyens polonais doit être mis de côté en vue d'une cause commune. » L'appel est signé par le président du comité exécutif polonais T. Michailowski et le secrétaire Beresowski.

C. N. U. DE PARIS

Le Conseil national ukrainien de Paris publie, le 8 octobre, une note préconisant l'enrôlement de milliers de soldats ukrainiens qui se trouvent en France et qui désirent être envoyés à la frontière ukrainienne pour combattre contre les Allemands et les Autrichiens.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 72 Lausanne, 24 Octobre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 22 octobre.

Galicie orientale.

A la veille de l'effondrement final, l'Autriche-Hongrie vient de se décider à l'une des mesures qui auraient pu la sauver si elle l'avait prise deux ans plus tôt. L'empereur a proclamé l'autonomie complète des différentes nationalités et la transformation de la monarchie en une confédération d'Etats.

Les Ukrainiens de Galicie orientale et de Bukovine sont donc en train d'organiser leur gouvernement provisoire. Nous publions plus loin une étude détaillée sur leur situation politique et sur les dernières manifestations populaires qui ont eu lieu là-bas. L'heure est trop tardive pour que nous puissions prendre au tragique la décision du gouvernement de Vienne. L'Autriche est d'ailleurs le pays classique des belles promesses jamais tenues.

N'y a-t-il pas eu déjà un manifeste impérial pour annoncer la création à Léopol d'une université ukrainienne que nous attendons encore ? N'y a-t-il pas eu un traité de Brest ? N'y a-t-il pas eu la clause secrète ? N'y a-t-il pas eu mille autres promesses à nos parlementaires, qui savent déjà depuis longtemps à quoi s'en tenir ?

Tant que la création d'un Etat ukrainien autonome en Autriche-Hongrie n'aura pas été garantie par les Alliés, nous ne pourrons pas compter sur une exécution fidèle de la mesure annoncée. D'ailleurs pourquoi les Alliés s'en tiendraient-ils à une demi-solution ? L'application intégrale des principes Wilson les engagerait à réaliser le vœu national unanime de la population et à réunir les Ukrainiens de la monarchie à leurs frères de la grande république indépendante, sans oublier nos 400 000 compatriotes de Hongrie qui habitent le versant méridional des Carpathes.

L'évacuation militaire.

L'offre de l'Allemagne d'évacuer tous les territoires étrangers qu'elle occupe a produit une certaine inquiétude en Ukraine, où l'armée nationale n'est pas encore assez développée pour remplacer les troupes allemandes qui maintiennent l'ordre. Il ne faut pas oublier que c'est nous-mêmes qui avons appelé ces troupes pour nous défendre contre l'anarchie bolchévique. Le gouvernement allemand s'est engagé à les retirer sitôt que nous n'en aurions plus besoin, et nous ne doutons pas d'ailleurs qu'il souhaiterait pouvoir les employer maintenant sur un autre front. Nous payons à l'Allemagne un prix très élevé pour le maintien de ces troupes chez nous et l'évacuation est une question qui reste à régler directement entre elle et nous.

Si l'Entente souhaite voir immédiatement cesser ce moyen d'influence allemande en Ukraine, il faudra qu'elle songe à nous proposer quelque autre système de défense. Pendant que la Russie a été livrée aux plus sanglants désordres, l'Ukraine est restée comme une grande oasis de vie normale au milieu des territoires de l'ancien empire. Les dernières semailles ont été faites comme en temps de paix, de telle sorte que le printemps et l'été prochains notre pays produira, comme jadis, une quantité énorme de céréales et de vivres qui seront à la disposition de l'Europe. Les Alliés ne peuvent avoir aucun intérêt à ce que toutes ces richesses naturelles soient détruites d'avance en quelques jours par une nouvelle invasion bolchévique. Ils ne peuvent souhaiter non plus que la population paisible se voie de nouveau massacrée et fusillée en masse, comme cela a été le cas à Kiev l'hiver dernier.

Avant donc d'exiger de notre gouvernement qu'il renvoie chez eux les soldats allemands qui nous ont prêté secours, il faudrait que les Alliés missent à notre disposition une force armée suffisante pour maintenir l'ordre en attendant que nous ayons pu achever l'organisation complète de notre armée nationale.

Il ne faut pas oublier que les conditions sont bien différentes en Orient de ce qu'elles sont en Occident, et qu'on ne peut pas régler d'un trait de plume et sans enquête des questions aussi graves dont dépendent la vie et le travail de millions d'hommes.

Témoignages polonais.

Le Bulletin polonais publié par la Mission polonaise de Berne contient dans son dernier éditorial des vœux sincères pour l'indépendance de l'Ukraine et déclare que c'est le point de vue auquel se place le Conseil de Régence. D'autre part, la Fédération politique polonaise qui vient de se constituer en Suisse reconnaît aux nations sœurs le droit de disposer elles-mêmes de leur sort et ne revendique pour la Pologne unifiée que « les territoires indiscutablement polonais ». Enfin le Congrès général des Comités de la Ligue pour l'indépendance de la Pologne a voté au pays des résolutions que nous trouvons rapportées dans le journal *Kultura Polski* de Cracovie et qui demandent que l'établissement des frontières soit basé sur un accord direct avec les voisins en tenant compte de la volonté de la population des territoires contestés, exprimée par la voie du plébiscite. Elle recommande aussi d'appuyer les tendances à l'indépendance des nations voisines, telles que l'Ukraine, par exemple.

Ce sont là autant de témoignages d'un état d'esprit qui coïncide avec la prise du pouvoir par les partis démocratiques en Pologne. Nous sommes très heureux de les signaler ici et de les opposer à la propagande acharnée et ridicule que continuent à mener les incorrigibles impérialistes. L'Agence polonaise centrale de Lausanne et la revue *Przeglad polski* de Fribourg répandent des cartes géographiques tout simplement scandaleuses, où le futur Etat polonais embrasse non seulement les trois quarts de la Prusse, mais encore toute la Lithuanie et la moitié de l'Ukraine.

Il n'est pas rassursnt de penser que M. Roman Dmowski s'en va conférer à la Maison-Blanche avec le président Wilson, tandis qu'il déclare dans un interview de la *Free Poland* que la Pologne doit avoir une grande Russie unie et restaurée comme voisine orientale. Comme on le voit, certains Polonais, toujours les mêmes, continuent à s'intéresser plus aux intérêts du tsarisme qu'à ceux de leur pays, qui aurait pourtant grand besoin de regagner la confiance des peuples voisins.

Bessarabie.

L'heure a sonné pour la Roumanie d'abandonner ses prétentions sur la Bessarabie, dont les districts nord et sud sont entièrement ukrainiens et dont le reste est habité par une population mélangée, avec des villes juives et une forte proportion de paysans bulgares et turcs. A l'heure actuelle, la Roumanie a toutes les chances d'obtenir bientôt la Transylvanie, où la population roumaine est en grande majorité. Quant à l'accès à la mer par Constanza, le nouveau traité bulgaro-roumain va le lui garantir.

Dans ces conditions, ce serait pourtant vouloir un peu trop embrasser à la fois que de disputer encore à l'Ukraine une terre que la géographie lui attribue naturellement et dont toute la vie économique est tournée vers Odessa.

Nous espérons que le gouvernement ukrainien n'hésitera pas à faire valoir énergiquement nos droits à Bucarest, et que d'autre part le gouvernement roumain comprendra qu'il vaut mieux faire une concession à l'Ukraine pour s'assurer de bons rapports avec elle plutôt que de se planter dans le pied une épine qui empoisonnerait pour toujours les relations entre les deux pays.

Ruthénie Blanche.

Les délégués de la Ruthénie Blanche font des démarches à Kiev pour demander l'incorporation de leur pays à l'Ukraine, tant l'annexion par la Lithuanie leur paraît dangereuse et impopulaire. Il est malheureusement impossible au gouvernement de la République de prendre en considération un vœu pareil. L'Ukraine est bien décidée à ne pas se mêler des affaires du nord, et il appartiendrait plutôt à la Pologne de servir de centre et d'appui aux nouveaux Etats de la mer Baltique.

Il nous semble que la Ruthénie Blanche, la Lithuanie et la Lettonie auraient tout intérêt à former avec la Pologne une confédération, dont la place et le rôle sont déjà tout indiqués par leurs conditions historiques et géographiques.

L'Ukraine est tournée tout entière du côté de la mer Noire, et ce sont les nouveaux Etats du Don et des frontières du Caucase qui attirent plus naturellement son attention. Toutefois, quand la question de nos frontières avec la Pologne sera définitivement liquidée d'une manière équitable, les meilleurs rapports d'amitié pourront être assurés à ces deux grandes fédérations de la mer Baltique et de la mer Noire.

Ukraine et Russie.

Les pourparlers russo-ukrainiens ont été brusquement interrompus à cause de la question du Don et les frontières d'Etat. En effet, les Bolcheviki ont continué à se montrer de plus en plus impérialistes, tandis que l'Ukraine a maintenu son point de vue libéral qui consiste à reconnaître aux autres peuples le droit de disposer librement d'eux-mêmes. Quelle raison pourrions-nous bien avoir d'abandonner à la Russie en fureur la jeune république du Don qui a versé son sang pour se libérer d'un joug détesté ? Dans ce conflit entre l'Ukraine et la Russie, on continue à remarquer que cette dernière trouve un appui non dissimulé à Berlin. D'ailleurs, la situation internationale semble rendre au parti russophile allemand une influence croissante. Pourtant le programme Wilson, accepté comme base de paix, est absolument catégorique sur le droit des peuples à l'indépendance et sur la souveraineté de leur volonté nationale.

L'hetman et l'union nationale.

L'événement le plus important de notre politique intérieure est sans contredit l'entrevue qui vient d'avoir lieu à Kiev entre l'hetman et les chefs de l'Union nationale. Nous avions maintes fois souhaité ici même un rapprochement qui s'imposait de plus en plus. Les journaux rapportent que l'hetman Skoropadsky et M. Vinitchenko se sont trouvés d'accord sur presque tous les points. Nous espérons que l'hetman va renouveler complètement le ministère en faisant appel à des représentants de différents groupes de l'Union nationale. Une telle transformation est indispensable pour consolider notre front intérieur. Elle est désormais facile à opérer puisque l'accord est fait sur les grandes questions politiques, à savoir : la réforme agraire d'une part et la politique étrangère de l'autre.

Avec l'Union nationale derrière lui, notre gouvernement peut être sûr d'être appuyé par l'immense majorité de la population et par les meilleures forces du pays que cette Union représente. Sa position vis-à-vis de l'étranger en sera fortifiée à tous les points de vue, et son œuvre diplomatique pourra se poursuivre dans tous les pays avec l'autorité nécessaire.

Nous plaçons donc de grandes espérances dans cette nouvelle collaboration, et nous pensons qu'une ère nouvelle va commencer pour l'Ukraine, consolidée par cette union sacrée que nous avons tant désirée.

Chronique économique et financière.

M. Tougan-Baranovsky, économiste bien connu, ancien professeur ordinaire d'Economie politique à l'Université de Pétrograd, occupant actuellement la même chaire à l'Université de Kiev, a inséré dans la « Nova Rada» un article très intéressant dont nous extrayons quelques passages:

« Dans les milieux ukrainiens, on croit que la cherté des vivres est due principalement aux spéculations commerciales de toutes espèces. Il n'en est pourtant pas ainsi. La cause principale de la hausse des prix est sans contredit la diminution de la valeur du rouble. La spéculation n'est qu'un événement d'ordre secondaire qui provient elle-même de la baisse de la valeur monétaire.

Cette baisse du rouble, de son côté, est due à l'augmentation énorme du papier-monnaie. Avant la guerre, dans l'ancien Etat russe, il y avait à peu près pour un milliard 600 millions de billets de banque, et seulement quelques centaines de millions de roubles en argent et en or. Le chiffre le plus probable de cette monnaie en or et en argent est de 5 à 600 millions. Ainsi nous savons que dans l'ancien empire russe il y avait un peu plus de deux milliards de roubles en papier. On se demande combien il circule maintenant de papier dans tous les Etats qui se sont séparé dernièrement de la Russie. Il est assez difficile de répondre à cette question, car il y a déjà une année que l'on n'a pas publié la balance de la banque d'Etat russe; mais probablement ce chiffre n'atteint pas moins d'une somme de cinquante milliards de roubles.

En prenant en considération que le gouvernement des soviets imprime chaque mois à peu près pour trois milliards de roubles de billets de banque et que pendant le coup d'Etat bolchévique il y avait à peu près 20 milliards de roubles, ce chiffre de 50 milliards nous apparaît de plus en plus probable. Cette quantité considérable de billets de banque augmente de jour en jour, car le gouvernement des soviets, n'ayant pas un revenu régulier d'Etat, ne vit que sur ses émissions. L'unique source de la puissance maximaliste est due à ses émissions.

Il résulte de tout cela que le chiffre du papier-monnaie qui circule aujourd'hui sur le territoire de l'ancienne Russie est 25 fois plus grand. D'après la règle générale, la valeur d'une unité monétaire doit être 25 fois moindre qu'auparavant, ou, ce qui revient au même, le prix moyen d'une marchandise doit être 25 fois plus grand. Mais en réalité il n'est pas encore ainsi. En Ukraine, un rouble ne vaut pas maintenant 4 kopeks comme cela devrait être le cas d'après notre raisonnement, mais beaucoup plus... presque 10 kopeks.

Ainsi, la cherté de la vie, qui paraît si effrayante à tous, est, en vérité, moindre que ce qu'elle devrait être. Il en résulte qu'il est inutile de se faire des illusions en prenant des mesures quelconques contre les spéculations pour la baisse des vivres. On peut prévoir que les prix vont augmenter, car actuellement ils sont encore normaux. A tout cela il faut ajouter l'effet des nouvelles émissions des billets de banque en Russie. A l'heure qu'il est, leur chiffre dépasse celui qui était en France à la veille de la faillite financière de l'Etat au temps de la Grande Révolution.

La Russie se meut avec un mouvement accéléré vers une catastrophe; et si le gouvernement ukrainien ne prend pas immédiatement des mesures énergiques en instituant d'abord son propre change, la Russie, dans sa chute financière, entraînera l'Ukraine.

Dans notre pays circulent actuellement plusieurs milliards de roubles en billets de banque russe. L'émission de chaque nou-

Le derniers événements en Galicie.

Nous commencerons notre esquisse à partir de l'époque où l'Autriche Hongrie a formé le projet de la solution austro-polonaise. La guerre mondiale a profondément ébranlé tous les Etats. Ceux qui étaient composés de nationalités plus ou moins homogènes liés historiquement d'une façon naturelle ont pu survivre jusqu'ici comme unités étatiques. Cela n'a pas été le cas de la Russie, où la liaison entre les nations qui la composaient était faible. L'Autriche est en ce moment au seuil d'une désagrégation complète. Toute l'histoire de celle-ci se présente ces derniers temps comme une suite de combinaisons politiques tendant à « sauver la situation », à maintenir l'unité de cet « ensemble de nationalités » qu'on a convenu d'appeler l'Autriche-Hongrie. A ce point de vue, la solution austro-polonaise du problème galicien en est une. Sous ces traits généraux cette résolution trialistique est très simple : la Pologne renforcée par l'adjonction de la Galicie tout entière, devait entrer comme troisième actionnaire dans la constitution de l'Autriche-Hongrie. Mais pour les Ukrainiens la solution ne promettait qu'une mort nationale lente et pénible. Cette affirmation est hors de doute pour celui qui connait la vie politique de la Galicie pendant ces dernières années. A ce sujet, nous renvoyons le lecteur à l'excellente brochure de M. Michel Lozynsky, *Les « droits » de la Pologne sur la Galicie.*

Le peuple ukrainien de Galicie a compris immédiatement le danger qui le menace. Dans un des numéros antérieurs de notre journal, nous avons publié le texte intégral d'un appel à la population ukrainienne de Galicie signé par l'ancien président du Club parlementaire, le Dr Kost Lewitzky et M. Kivelouk. Ces derniers, en s'appuyant sur la décision adoptée par le Comité national (7 septembre), proposent aux Ukrainiens de cette province de se réunir en assemblées populaires pour protester contre la « solution ». — « Le moment est grave et important, ont-ils dit, le peuple ukrainien de la Galicie est menacé par le joug polonais. Les Ukrainiens doivent faire entendre leur voix et défendre leur avenir. »

Depuis lors, la population ukrainienne de Galicie a effectivement organisé de nombreux meetings dans toutes les communes et districts, malgré la défense des autorités locales. Les journaux galiciens reproduisent ces résolutions adoptées d'une manière presque identique. En premier lieu les manifestants ont protesté contre l'annexion de la Galicie orientale (ainsi que du pays de Cholm et de la Podlachie) à la Pologne et demandé la ratification du traité de Brest avec l'Ukraine. En second lieu ils ont réclamé le partage de la Galicie suivant les principes ethnographiques et la création d'une province autonome composée de tous les territoires austro-hongrois peuplés par des Ukrainiens.

En troisième lieu les manifestants ont demandé à l'Union parlementaire ukrainienne qu'elle fasse une opposition énergique contre le gouvernement autrichien.

A la fin de ces résolutions, les manifestants ont toujours envoyé des salutations à la République de l'Ukraine en souhaitant que finalement tout le territoire habité par les Ukrainiens soit sans aucune exception réuni en un seul Etat.

* * *

Il ne serait pas inutile de citer quelques endroits où ces meetings ont eu lieu pour donner une idée exacte de toute l'immensité de ce mouvement populaire.

A Stryj, le 19 septembre, une assemblée s'est réunie, à laquelle ont participé plusieurs milliers de représentants de toutes les organisations ukrainiennes, sous la présidence du député Longin Cehelsky. Le même jour, à Khodorow, un meeting auquel prirent part un millier de personnes eut lieu en plein air, le local ayant été fermé par les autorités.

Le 21 septembre, à Sniatyn, dans les Carpathes, malgré la défense du Starosta, un grand meeting a eu lieu, également en plein air, sous la présidence des députés Dr Trilowsky, Stefanik et Sandoulak. Trente mille Ukrainiens qui prenaient part à la réunion ont voté une résolution où en premier lieu ils insistaient sur la nécessité absolue de réunir tous les territoires ukrainiens en un seul Etat. Le 23, c'est la capitale de Galicie, Léopol, qui a protesté d'une façon particulièrement solennelle contre la « solution ». La réunion comptait des dizaines de milliers de participants, sous la direction du député Kost Lewitzky, Dr Stepan Baran, Cehelsky et autres.

Les discours des délégués de Kiev, dans lesquels ils ont promis que l'Ukraine n'oublierait jamais ses fils en Galicie, ont produit des émotions indescriptibles.

Les meetings et les protestations ont continué jusqu'à ces derniers jours. Plus de deux millions d'Ukrainiens d'Autriche ont exprimé leur attitude en montrant ainsi une conscience nationale très développée. En parcourant les journaux galiciens se rapportant à ces événements, on acquiert la ferme conviction que si par suite de la malveillance de la diplomatie secrète un seul pouce du territoire peuplé d'Ukrainiens était incorporé au futur Etat polonais, ce dernier ne le gardera pas bien longtemps.

Soutenus ainsi par la voix puissante de tout le peuple, les politiciens ukrainiens de Galicie ont pu continuer leur activité avec beaucoup plus de courage et de fermeté. Ils ont commencé tout d'abord par établir un contact plus étroit avec les milieux politiques de l'Ukraine, surtout avec l'Union nationale. D'autre part, grâce à un affaiblissement général du gouvernement central de Vienne, ils ont pu désormais mener une politique de protestation beaucoup plus énergique qu'auparavant. Le 1er octobre, le représentant du club parlementaire ukrainien au Reichsrat, Dr Longin Cehelsky, est parti pour Kiev afin d'entrer en relations avec le gouvernement ukrainien. Il a accordé à un collaborateur du « Vidrodjenia » une interview dans laquelle il a déclaré que les clubs parlementaires de Galicie et de Bukovine basent toute leur politique actuelle sur l'indépendance de l'Ukraine et sur les clauses du traité de Brest et n'admettront jamais que le gouvernement autrichien considère la question ukrainienne comme une affaire intérieure entre l'Autriche et la future Pologne indépendante.

* * *

Pour illustrer l'attitude adoptée par les politiciens ukrainiens en Autriche, il suffira de lire dans la *Neue Freie Presse* un compte rendu des débats à la Chambre des députés au sujet de la note pacifique du gouvernement. Le Dr Petruchewitch, dans un discours relativement bien modéré, en se référant aux paroles du président du Conseil sur l'autonomie nationale, développa le point de vue que l'Autriche doit être transformée en une confédération dans laquelle chaque peuple devra jouir d'une liberté nationale. Quant à la solution austro-polonaise, l'orateur a déclaré qu'aucune puissance du monde ne pourra forcer les Ukrainiens à devenir sujets du royaume de Pologne. « Plutôt la lutte et la mort que l'union à la Pologne, » a-t-il dit.

Un discours beaucoup plus catégorique a été prononcé à la 99e séance à la même Chambre des députés par le député Kost Lewitzky. Il a dit entre autres : « La question ukrainienne est aujourd'hui une *question internationale*. Quant au moment actuel, le partage de la Galicie est une condition *sine qua non*. Si le gouvernement ne peut ou ne veut pas l'accomplir, les Ukrainiens déclareront solennellement que leur voie se dirigera vers Kiev. Les Ukrainiens convoqueront très prochainement une assemblée nationale des représentants de tous les territoires ukrainiens. Elle délibérera sur la création d'un Etat ukrainien. » Les mêmes idées ont été exprimées par les députés ukrainiens Eugène Lewitzky et Petrouchewitch dans une audience chez l'empereur Charles d'Autriche.

Le même jour, la correspondance *Austria* a apporté la nouvelle que l'Union parlementaire ukrainienne en Autriche a tenu une séance à laquelle ont assisté les membres de la Chambre des seigneurs, le métropolite Szeptyzky et le ministre Horbatchewsky. Il a été décidé à l'unanimité de convoquer le 19 octobre, à Lemberg, une constituante ukrainienne qui doit élire un conseil national appelé Rada générale, composé d'hommes de confiance de tous les partis politiques.

La fissure s'élargit rapidement de jour en jour entre le gouvernement de Vienne et les représentants de la Galicie orientale. Le 14 octobre, pendant les débats sur la déclaration du président du Conseil Hussarek au sujet de la note de paix, M. Petrouchewitch a fait la déclaration suivante :

« Se basant sur le traité de Brest, l'Union parlementaire ukrainienne demande en premier lieu la création immédiate d'une province ukrainienne autonome. Si l'Autriche refuse, les Ukrainiens ne pourront plus s'entendre avec la monarchie et demanderont d'être réunis, selon leur droit, à l'Etat ukrainien. » Le député Wityk (social démocrate) a prononcé à cette même séance des paroles qui ont produit une vraie sensation : « Le peuple ukrainien, a-t-il dit, demande ouvertement le droit de disposer de lui-même suivant le principe Wilson... La condition indispensable du développement normal de la nation ukrainienne au point de vue national et social dans la Société des Nations est la réunion de tous les territoires ukrainiens en une seule République. »

* * *

En même temps, nos politiciens tâchent d'entrer en relations avec les autres nationalités opprimées en Autriche.

Des préparatifs fiévreux se font parallèlement en vue de l'organisation de la Rada générale de la Galicie. Tous les partis politiques, ainsi que diverses institutions culturelles économiques et industrielles, ont déjà donné leur adhésion. La Rada générale doit se constituer comme gouvernement provisoire de la Galicie et de la Bukovine; elle procédera immédiatement à la formation d'une armée nationale et d'une administration. Un projet d'appel aux puissances étrangères a déjà été élaboré.

L'affaiblissement continuel du pouvoir central en Autriche s'est terminé le 18 octobre par la transformation de l'Autriche-Hongrie en une fédération de quatre Etats indépendants, où la Galicie orientale entrera comme une de ces unités fédératives. Il est assez difficile, pour le moment, d'apprécier toute la valeur de cet événement. Notons cependant que ce n'est qu'une promesse encore, et l'Autriche est une grande artiste dans ce domaine : promettre et ne pas tenir.

La réponse du président Wilson, qui nous arrive au moment où nous mettons sous presse, ne manquera pas de produire un enthousiasme général parmi les Ukrainiens de l'ex-Autriche.

---

veau milliard dans la République des soviets baisse la valeur des billets qui circulent en Ukraine, et devient une nouvelle menace pour nos finances. Il n'existe qu'un seul et unique moyen de lutter avec cet état de choses, c'est de rompre immédiatement avec le système monétaire russe, rompre tous les liens entre le rouble russe et le karbowanetz ukrainien si nous désirons ne pas être entraînés dans le précipice où se jette actuellement la Russie soviétiste.



Billet de Banque ukrainienne de 2 grivni (= 1 karbovanetz). Le gouvernement a fait dernièrement une nouvelle émission pour la somme de 7 milliards karb. en billets de 1000, 500, 100, 10 et 2 grivni.

L'ARMÉE UKRAINIENNE

L'organisation et l'instruction de nos huit corps d'armée font de rapides progrès. Tout le territoire de l'Ukraine sera divisé militairement en huit districts. Chaque district d'un corps d'armée comprendra deux districts de division. La préparation des cadres se poursuit activement. On construit les casernes, fournit des armes et des munitions. Les travaux théoriques préparatoires peuvent déjà être considérés comme terminés. Les divisions de garde ukrainienne et des bataillons de volontaires galiciens ont été incorporés à la nouvelle armée ainsi qu'un certain nombre d'anciens régiments russes qui ont adopté la nationalité ukrainienne. On projette aussi la réorganisation de la flotte.

Le Conseil ukrainien des ministres a ratifié le projet de loi sur la restauration de l'organisation des libres cosaques en Ukraine, dans les gouvernements de Tchernigov, de Poltava et dans une partie du gouvernement de Kharkov, où il existe encore des restes de l'ancienne organisation cosaque.

Dans sa réunion du 13 octobre, le Conseil ukrainien des ministres a délibéré sur la situation actuelle et a décidé de proposer au Ministère de la Guerre et de l'Intérieur, d'élaborer un projet pour la formation de gardes nationaux en Ukraine.

Tous les partis politiques, même les plus radicaux, soutiennent vigoureusement le projet de la formation d'une armée. La *Robitnycha Gâzeta* organe de la social démocratie ukrainienne, écrit dans son éditorial du 4 octobre : « L'organisation de l'armée doit être continuée le plus rapidement possible. Nous devons avoir une forte armée bien disciplinée, car nous ignorons ce que nous apportera le lendemain. A des moments critiques comme aujourd'hui, aucun courant démocratique ne peut rester indifférent et doit contribuer à la formation de cette armée qui est dans l'intérêt de tous. Nous, social-démocrates, en tant qu'internationalistes, nous devons reconnaître la nécessité absolue de défendre notre Etat et d'organiser la défense nationale ».

Editeur : W. Stepankowski.
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

NOUVELLES DU PAYS

*** Les négociations entre l'Ukraine et la Roumanie touchent à leur fin. Une délégation ukrainienne dirigée par le général Dachko-Horbatzky se rendra, très prochainement, en Roumanie pour délibérer sur la situation économique de celle-ci et pour instituer une mission diplomatique.

*** Les journaux ukrainiens communiquent qu'une ambassade ukrainienne, dirigée par A. Kistiakowsky, partira au commencement de la semaine prochaine pour Constantinople.

*** Notre correspondant particulier à Vienne nous communique la nouvelle de la mort du professeur Zaloz-etsky, conseiller d'Etat, ex-député à la Diète, président de l'Union des sociétés agricoles à Lvov. C'était un des meilleurs économistes ukrainiens. Il est mort de la grippe espagnole à l'âge de 57 ans, unanimement regretté dans tous les milieux nationaux.

*** Le consul général d'Espagne à Odessa, M. Raphael Mendicouti Hidalgo, a rendu visite au ministère des affaires étrangères à Kiev, où il a eu un long entretien avec le ministre, M. Dorochenko, avec son adjoint, M. Paltov, et le professeur Eichelmann. Dans les milieux diplomatiques ukrainiens on donne une grande importance à cette visite. Le consul espagnol aurait l'intention de s'établir à Kiev où il remplira, auprès du gouvernement ukrainien, ses fonctions diplomatiques.

*** Le 2 octobre, la délégation diplomatique ukrainienne, dirigée par M. Slavinsky, est revenue du Pays du Don où elle a séjourné pendant deux semaines, au cours desquelles elle a pris contact avec tous les milieux gouvernementaux. Le résultat de ce voyage sera la nomination par le gouvernement ukrainien d'une mission diplomatique constante, avec un représentant plénipotentiaire auprès du gouvernement du Pays du Don.

Toute l'Ukraine a célébré solennellement le 40e anniversaire de l'un des premiers coopérateurs ukrainiens, Nicolas Lewitsky, appelé dans le pays : « le père des coopérations ». Le Comité d'organisation de cette fête était représenté par le professeur Tugan-Baranowky. Elle a eu lieu dans la salle du Club « Rodyna », à Kiev. M. Lewitsky a été fêté par un millier de représentants de toutes les sociétés coopératives de l'Ukraine venus à cette occasion de tous les coins de l'Ukraine, et par les discours et les allocutions des représentants de toutes les organisations nationales.

*** *Der neue Orient* communique que le commissaire général de Sibérie, à Odessa, a été rappelé par le gouvernement sibérien pour faire son rapport dans le but d'ouvrir des consulats sibériens en Ukraine. Le premier consul ukrainien pour la Sibérie, Temnitzky, s'est déjà rendu sur les lieux.

*** Le Congrès des chrétiens évangéliques appelés « baptistes » s'est ouvert à Kiev ces jours derniers, sous la présidence de M. Balakhine. 85 délégués venant des diverses parties de l'Ukraine sont déjà arrivés.

*** Le Conseil des ministres et l'hetman ont ratifié le projet de fonder à Odessa une commission qui s'occuperait spécialement du rassemblement et de la systématisation des matériaux et documents se rapportant à la guerre actuelle.

*** Le Congrès ferroviaire de toute l'Ukraine s'est ouvert à Kiev le 1er octobre.

*** L'hetman a ratifié, le 3 octobre, un nouveau statut concernant les élections municipales. La validité des anciens statuts est annulée.

*** Le ministère des cultes a commencé l'édition d'un nouveau journal religieux *Slovo* qui aura comme programme la propagande orthodoxe dans le pays.

*** Les premiers vapeurs autrichiens sont arrivés à Féodosia, en ayant fait le parcours suivant : Roumanie, Odessa, Crimée, Batoum, Anatolie et Constantinople.

*** Le ministère du travail a élaboré le projet de la loi sur les associations professionnelles et l'a présenté à une commission spéciale.

*** Le Comité central coopératif a acheté la célèbre usine de machines agricoles de Guene à Odessa. La somme de 17 millions de karb., indispensable pour cet achat, sera payé par acomptes.

*** A la séance plénière de la Commission de l'académicien Vernatsky, du 3 octobre, le projet de fonder un Institut vétérinaire d'Etat a été entendu et approuvé. Les cours publics commenceront le 15 novembre. Seules les personnes ayant un enseignement secondaire seront admises.

*** Dans un de nos précédents numéros, nous avons mentionné qu'il s'est fondé en Ukraine un « bureau spécial de céréales » qui s'occupera de l'achat et de la vente de différents produits alimentaires et prendra à sa charge l'exécution du dernier traité économique avec les puissances centrales. Les pluies de la fin du mois de juillet ont beaucoup entravé son activité, malgré cela il continue à se développer rapidement. Il a déjà acheté 50 millions 913 597 pouds de céréales, dont 14 millions de pouds sont déjà emmagasinés dans ses dépôts.

*** Le statut d'une nouvelle société appelée l'« Union des ingénieurs ukrainiens » a été ratifié le 11 octobre à Kiev.

*** Les personnes suivantes ont été invitées à faire partie de l'Académie des sciences :

MM. le prof. Tugan-Baranowsky, le prof. Taranowsky, le prof. Malinowsky. En outre, on a envoyé un télégramme au prof. Bagalii, au prof. Soumtsow et aux autres professeurs ukrainiens résidant en Russie, les invitant également à être membres de l'Académie.

*** Le Département du commerce extérieur du ministère de l'industrie et du commerce a élaboré le projet de loi concernant la fondation « d'agences commerciales ukrainiennes à l'étranger ». On prévoit l'ouverture de 3 agences en Allemagne, 2 en Autriche-Hongrie, 4 en Moscovie, une dans le pays de l'armée sérénissime du Don, une en Turquie, une dans les Etats balkaniques, une en Suisse, une en Norvège, une au Danemark, une en Suède et enfin une en Finlande.

*** Le ministère des finances communique que très prochainement l'Etat mettra en circulation de nouveaux billets de banque de 1000, 500, 100, 10 et 2 grivni (2 grivni — 1 karb.).

La description détaillée de ces nouveaux billets sera publiée ultérieurement dans le *Messager d'Etat*.

*** L'ancienne Université de St-Volodimir, à Kiev, compte 1250 étudiants. La nouvelle Université ukrainienne d'Etat, fondée dernièrement, en compte déjà 2800.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 73 Lausanne, 31 Octobre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, 29 octobre 1918.

Les Ukrainiens d'Autriche-Hongrie.

L'Autriche-Hongrie semble avoir subitement disparu de la carte européenne. A peine l'empereur Charles Ier avait-il proclamé l'autonomie des nationalités pour tenter le dernier effort de la poule qui veut rassembler ses poussins sous ses ailes, que les différents peuples de la monarchie ont tous proclamé les uns après les autres leur indépendance et leur volonté de régler directement entre eux leurs relations futures. Nos compatriotes de Galicie orientale, de Bukovine et de Hongrie septentrionale ont déjà choisi leur représentation nationale suprême et leur gouvernement provisoire en proclamant la formation immédiate d'un Etat indépendant composé de tous ces territoires ukrainiens.

Les délégués social-démocrates auraient même voulu aller plus loin immédiatement et proclamer sans délai l'incorporation au grand Etat ukrainien. La majorité des autres délégués a préféré retarder encore ce geste et envoyer directement au Congrès de la Paix des représentants qui témoigneront la volonté de la population, qui n'est certes pas douteuse et qui se prononce partout pour cette réunion des deux parties de la Grande-Ukraine.

Nous n'avons pas à juger ici les motifs de nos compatriotes de l'ancienne Autriche-Hongrie. Nous pensons que, du moment où ils ont déjà fait connaître en public leur intention de demander la réunion à l'Ukraine, il peut être assez utile qu'ils gardent leur indépendance d'action jusque-là, car ils auront, vis-à-vis de l'Entente par exemple, des occasions très spéciales de défendre, non seulement leur cause à eux, mais, aussi celle de la patrie tout entière.

Impérialisme voisin.

Nous avions signalé l'autre jour avec un grand plaisir le ton sympathique et conciliant du Bulletin polonais publié à Berne par la mission du gouvernement de Varsovie. Nous ne savons pas ce qui s'est passé depuis lors, mais le numéro suivant du 16 octobre contient un article sur les Polonais de Volhynie, que la rédaction intitule: « Les marches de la Pologne ». Pourquoi pas, s'il vous plaît, les « Marches de l'Ukraine », alors qu'il s'agit d'un pays où les Polonais ne forment pas le 10 % de la population totale? Et quand même ils en formeraient le 20 % comme le veut absolument l'auteur de l'article, y aurait-il une raison dans ce fait pour vouloir annexer à la Pologne un pays qui a toujours été ukrainien dans son immense majorité et qui a protesté énergiquement en 1569 à la Diète de Lublin contre son annexion forcée au Royaume polonais.

Il y a vraiment chez les Polonais un incorrigible impérialisme qui montre l'oreille sitôt qu'ils obtiennent quelque succès diplomatique. Le manifeste des Polonais de la Galicie orientale en est un exemple frappant ainsi que le discours de M. Bilinsky à la Chambre des Seigneurs. Ce dernier a osé dire que la question d'Ukraine en Galicie orientale était une question intérieure de l'Etat polonais.

Quant au manifeste de ses collègues, il déclare que tous les Polonais de Galicie orientale se considèrent désormais comme des citoyens de la Pologne unifiée. Nous n'avons rien à dire contre une telle déclaration à condition toutefois que ces Messieurs veulent bien aller vivre en Galicie occidentale ou dans le Royaume ou qu'ils acceptent alors de se considérer comme étrangers sur le sol ukrainien.

Mais, s'ils désirent rester en Galicie orientale comme citoyens du pays, il faut qu'ils s'habituent au fait accompli, à savoir que ce pays est un Etat ukrainien et non pas une province polonaise. S'ils désirent devenir de loyaux citoyens de l'Etat, comme leurs compatriotes de Kiev, nous serons heureux de les en féliciter et personne ne songera à persécuter ni leur langue, ni leur culte. Libre aussi à eux d'opter pour la nationalité polonaise et de rester dans le pays comme colons étrangers. Il y a une seule chose à laquelle ils devront renoncer en tout cas, c'est de continuer à vouloir se considérer comme les maîtres d'un pays et d'un peuple qui ne leur appartient pas.

Il est d'ailleurs assez frappant de noter la facilité avec laquelle les Polonais donnent un croc-en-jambe aux principes du président Wilson, auquel ils doivent pourtant le plus grand succès de leur résurrection politique. Tandis que le président n'a jamais parlé que « d'un Etat unifié formé des territoires incontestablement polonais », la plupart de leurs manifestes parlent toujours d'une « reconstruction de la Pologne historique » et le simple « accès à la mer », que leur a promis M. Wilson, devient dans leur bouche « une côte maritime » avec des villes où ils n'ont pas 3 % de population polonaise.

Le « Czas » du 30 septembre criait déjà au secours au nom de la haute société polonaise de Cracovie: « Nous pouvons sortir du Congrès comme Etat ligoté, faible et non viable... Nous pouvons sortir lésés par les exagérations d'une politique doctrinale. Il ne suffit donc pas de nous présenter au Congrès forts uniquement de nos droits historiques et de la légitimité de notre cause ».

C'est donc forts de quoi que ces Messieurs entendent se présenter au Congrès? Entendent-ils imposer leur volonté à leurs voisins par la force et asservir les Ukrainiens de Galicie ou de Volhynie en donnant à l'Europe et au président Wilson le spectacle d'un pays renaissant qui aurait hérité de tous les défauts dont l'Allemagne impérialiste et militaire est en train de se guérir?

Nous posons la question très nettement et nous regrettons qu'à Varsovie des hommes de bonne volonté large et tolérante comme M. Kurcharzewski aient dû céder la place à un ministère national-démocrate composé en grande majorité d'impérialistes de l'école Dmowski, dont l'antisémitisme vient de porter ses fruits sanglants. Heureusement que le retour du chef socialiste Pilsudski et les prochaines élections de la Diète vont probablement remettre les choses au point et rendre plus de place à la raison.

L'évacuation allemande.

La presse française commence à se préoccuper de l'évacuation allemande en Ukraine et des inconvénients que nous signalions ici la semaine dernière. M. Gustave Hervé, dans la « Victoire » attire l'attention du gouvernement français sur le danger qu'il y aurait à laisser les Bolchéviki remettre un grand pays comme l'Ukraine à feu et à sang au moment où le monde entier aspire à l'ordre et à la paix.

D'autre part, le général allemand Gröner a commenté dans une interview l'éventualité qui pourrait se présenter pour les Allemands d'être obligés d'évacuer l'Ukraine pour disposer de leurs troupes ailleurs. Il a parlé de notre pays et de ses efforts en termes très sympathiques et a exprimé l'espoir que notre jeune armée nationale ait le temps de s'organiser d'une manière assez définitive pour pouvoir prendre en mains la garde de la sécurité publique.

Si les Alliés se rendent compte des inconvénients qu'il y aurait à laisser une invasion bolchévique remplacer les troupes allemandes en Ukraine, ils en sont encore à se demander toutefois ce qu'ils pourraient bien faire. L'idée d'envoyer un corps expéditionnaire à Odessa fait son chemin lentement dans les esprits. Sa réalisation va dépendre en grande partie de la tournure que vont prendre les événements militaires autour de Constantinople et des Dardanelles.

Il est bien évident que notre population ferait un excellent accueil à une armée anglaise ou américaine qui viendrait lui prêter son concours pour la défense contre les dangers extérieurs. Toutefois la solution la meilleure et la plus favorable à notre développement national serait sans aucun doute celle qui consisterait à utiliser dans ce but les 250 000 soldats ukrainiens qui se trouvent à l'heure actuelle enrôlés dans les armées américaines et canadiennes. Ce serait pour notre jeune Etat une satisfaction intense et un précieux concours que de voir acclamer dans les rues de Kiev et d'Odessa des troupes ukrainiennes habituées à la vie moderne et démocratique des Etats américains et prêtes, non seulement à défendre leur patrie européenne, mais à former les cadres de sa future milice nationale.

Nous souhaitons vivement que le Conseil national à Paris et le Comité ukrainien aux Etats-Unis multiplient les démarches dans ce sens auprès du président Wilson et de son conseiller, le colonel House, pour aboutir à un résultat positif dans ce sens.

France et Russie.

Si les témoignages d'Amérique, d'Angleterre et d'Italie deviennent de plus en plus nombreux en faveur de l'indépendance ukrainienne, un doute plane encore malheureusement sur les intentions du gouvernement français et sur la politique du Quai d'Orsay à l'égard des Etats de l'ancienne Russie.

D'une part nous savons que la propagande monarchiste russe trouve encore en France ses seuls et derniers appuis. D'autre part, nous avons appris avec une profonde douleur qu'une intervention d'agents et d'argent français n'a pas été étrangère à la terrible catastrophe qui a ensanglanté récemment un faubourg de Kiev.

Il est pourtant navrant de penser que la politique de la grande république française soit encore représentée chez nous par un système d'attentats contre la sécurité publique et de menaces contre la vie de paisibles citoyens. Ce n'est pas en faisant sauter des quartiers de notre capitale que l'on avancera d'un pas la cause de l'évacuation de l'Ukraine, au contraire. Pour lutter contre l'influence allemande chez nous, il faudrait de tout autres moyens que ceux-là et nous avons à cœur d'insister auprès de nos amis français pour qu'ils réclament de leur gouvernement une politique intelligente et positive envers un pays où nulle nation ne peut jouir de plus de sympathie populaire que la France.

Mais la France que nous aimons en Ukraine, c'est celle de la liberté des peuples et des droits de l'homme et non pas telle petite clique d'intrigants et de financiers déçus qui renient l'idéal de leur patrie en travaillant pour on ne sait quelle restauration d'une grande Russie impérialiste et d'un régime pourri. Noblesse oblige.

Le congrès panrusse d'Oufa.

Un grand congrès panrusse des ennemis du gouvernement des Soviets s'est réuni à Oufa avec la participation d'un certain nombre d'anciens membres de l'Assemblée constituante et de différents représentants des zemstvos de Sibérie de l'Oural et de la Volga. Ce congrès a décidé d'établir un nouveau gouvernement provisoire suprême pour la restauration de la Russie. Il a décidé également de convoquer pour le 1er janvier l'Assemblée constituante qui avait été dissoute par les Bolchéviki.

L'art. 2 du programme de ce nouveau gouvernement est ainsi conçu: « Réunion à la Russie des pays annexés, arrachés ou morcelés. »

Ainsi, au moment où les Allemands eux-mêmes acceptent le programme Wilson et l'indépendance des peuples comme base de la paix qui s'approche, il se trouve encore en Russie une assemblée de patriotes bourgeois et socialistes révolutionnaires pour réclamer la soumission à la Russie de pays comme la Pologne, reconnue par tous les Alliés, la Lithuanie, l'Ukraine, la Finlande et la Géorgie qui ont tous proclamé leur indépendance et témoigné de leur volonté bien claire d'organiser leur vie à part.

Au moment même où l'Autriche-Hongrie est démembrée de fond en comble, il faudrait rétablir de l'autre côté des Carpathes un grand Etat impérialiste qui serait un danger constant pour la sécurité de l'Europe! Le rôle de la monarchie danubienne et sa raison d'être étaient précisément de servir de garantie d'équilibre contre le panslavisme russe. Sa dislocation est la conséquence logique de la chute de l'empire russe et l'un ne va pas sans l'autre.

Ce serait une véritable trahison envers l'humanité que de revenir en arrière et nous doutons que le président Wilson accepte de prêter les mains à une faute pareille.

UKRAINE ET ITALIE

Les milieux officiels italiens s'intéressent de plus en plus à l'avenir de l'Ukraine et nous espérons que notre gouvernement ne tardera pas à établir des relations diplomatiques avec l'Italie. Par leur position géographique, les deux pays sont prédestinés à entretenir d'excellents rapports d'amitié. Situés tous les deux aux confins de l'Autriche-Hongrie, ils ont un intérêt commun à s'assurer mutuellement une défense efficace contre les intrigues de cette dernière puissance. Si celle-ci est définitivement disloquée, les Etats qui la remplaceront pourront toutefois maintenir les mêmes raisons et la même base d'amitié politique entre l'Italie et l'Ukraine.

Au point de vue économique, c'est de vieille date que l'Ukraine fournit à l'Italie ses plus gros envois de céréales. Sitôt les Dardanelles ouvertes, ce trafic pourra reprendre et la vaste Ukraine offrira en outre aux exportations industrielles de l'Italie un marché de premier ordre.

Comme étant la grande puissance de la Mer Noire, il est tout naturel que nous nous préoccupions dès aujourd'hui de nos rapports avec la puissance prédominante de la Méditerranée. Outre la voie maritime, il faudra développer nos communications directes avec Rome par terre et c'est pourquoi la construction des chemins de fers transbalkaniques, à laquelle l'Italie porte un si grand intérêt, nous intéresse au même point, en vue d'obtenir un raccourci du trajet Odessa-Brindisi par Valona, Odessa-Milan par Trieste, Odessa-Rome par Antivari.

Nous pourrions remonter loin dans l'histoire et retrouver des traces glorieuses des antiques relations entre l'Ukraine et les différentes parties de l'Italie. Nos ancêtres les Cosaques, ont fait du commerce avec Gênes et Venise pendant toute leur histoire et les relations politiques entre nos hetmans et les doges de la République de Venise ont été souvent très intimes à cause du péril commun, qui était représenté à cette époque-là par la Turquie envahissante. C'est un souvenir très fameux chez nous que la splendide réception de l'ambassade vénitienne chez l'hetman Chmielnicki.

Nous avons d'ailleurs mieux que des souvenirs à rappeler et les nombreuses colonies italiennes qui sont établies dans nos ports de la mer Noire, et à Odessa en particulier, sont un vivant témoignage du passé et un heureux augure de l'avenir que nous souhaitons. Le soleil et la douce mer qui réjouissent le cœur des deux peuples les engagent à se rapprocher de plus en plus. Ce n'est pas pour rien que notre langue nationale est souvent appelée «l'italien du monde slave». En pleine force de renaissance et de nouvelle jeunesse politique, l'Ukraine est naturellement sympathique à un peuple jeune et fort comme la nation italienne, qui est appelée à de grandes destinées dans l'Europe nouvelle. Cette sympathie doit nous mener à l'amitié et à l'accord.

Chronique économique et financière.

La Bourse de Kiev

La proposition de paix des Puissances Centrales a provoqué une grande animation à la Bourse de Kiev. Jusqu'ici toutes les opérations se bornaient aux papiers de valeur qui pouvaient réellement passer aux mains de l'acheteur. Les opérations dans lesquelles on vendait des papiers qui se trouvaient ailleurs, par exemple dans les banques de Petrograd ou de Moscou, ont pour ainsi dire complètement disparu de la Bourse. Le sort des valeurs se trouvant en Russie bolchéviste étant très incertain, peu de personnes consentaient à en acheter. Par contre, celles qu'on a pu faire passer de la Russie en Ukraine se vendaient facilement en quantités considérables.

L'action pacifiste des Puissances Centrales, qui est considérée à la Bourse comme une menace directe à l'adresse des Bolchéviki a produit cet effet qu'on a de nouveau recommencé les opérations avec les valeurs se trouvant en dehors de la Bourse, en Russie.

D'une façon générale le premier effet de la proposition de paix des Empires Centraux, a été que tous les papiers ont subi une hausse de prix. On n'a pas une enregistration officielle, mais on a pu remarquer que plusieurs valeurs courantes ont augmenté de 40 à 50 karbov. La demande de francs est grande mais l'offre est faible quoiqu'on donne pour un franc un karbov. et demi. On fait beaucoup d'opérations avec la livre anglaise au prix de 42 karbov. et demi. L'offre de couronnes et marks est grande, mais il n'y a pas de demandes.

L'avenir de l'Ukraine

La crise du cabinet a fait perdre au gouvernement le concours de M. Hulnyk, Ministre du Commerce et de l'Industrie. Il avait donné il y a quelque temps au journal « Vidrodjenia » de Kiev une interview fort intéressante, dont nous extrayons les passages suivants :

« Indépendamment des relations politiques futures de l'Ukraine avec les Etats voisins, nous avons les perspectives les plus brillantes en vue du développement économique de l'Etat. Il existe peu de pays renfermant de telles richesses naturelles. L'Ukraine peut se ravitailler elle-même, elle possède le sol le plus fertile de l'Europe. Elle a des mines de fer et de charbon excessivement productives. Le développement technique de l'industrie du sucre est très avancé. Enfin, elle a beaucoup de voies naturelles de communications : les fleuves et le grand littoral de la mer Noire. Son voisinage immédiat avec les Etats très développés au point de vue industriel comme par exemple l'Allemagne et l'Autriche lui permettra, sans trop d'efforts ni de capitaux, de se créer une situation brillante dans ce domaine.

Malheureusement, on rencontre beaucoup de scepticisme provenant probablement de la crainte de complications politiques. Je ne suis pas prophète pour pouvoir dire sous quelle forme apparaîtront les faits politiques prochains ; je dirai seulement qu'en tout cas nulle circonstance ne mettra en péril les capitaux engagés dans des entreprises industrielles, comme c'était le cas auparavant. Je ne pense pas qu'il existe aucun obstacle sérieux pour commencer immédiatement la régénération d'une vie économique saine en Ukraine et pour engager dans ce but des capitaux importants. Evidemment, nous vivons dans un temps difficile, et les conditions d'un travail économique ne sont pas normales. Mais, en cas de succès, les profits pourront être très grands.

Ce scepticisme superflu nuit beaucoup aux faits. De mon côté, je n'ai pas peur d'engager des capitaux étrangers au cas où les nôtres manqueraient. Les domaines où l'on pourrait engager ceux-ci seraient les suivants : les mines de fer et de charbon, diverses industries métallurgiques, la reconstruction des chemins de fer, les raffineries de sucre et autres. La naissance de plusieurs sociétés par actions est un événement réconfortant. On voit que cette nouvelle forme d'organisation de capitaux en vue d'une activité industrielle prend, chez nous, des dimensions considérables. »

LES DERNIERS ÉVÉNEMENTS

Une interview de Lysohoub

Le *Golos Kiewa* du 13 octobre publie une interview d'un de ses collaborateurs avec le président du Conseil.

M. Lysohoub a tout d'abord déclaré que les pourparlers de paix russo-ukrainiens ont été interrompus seulement parce que la délégation russe ne voulait pas régler la question des frontières entre les deux Etats. Tous les bruits tendancieux lancés par les Bolchéviki sur les mauvais traitements qu'auraient soi-disant subi les délégués russes en Ukraine sont dénués de fondement. Sur 390 membres de la délégation russe le gouvernement a accordé l'immunité à 61 personnes et au cours des perquisitions dans l'hôtel Marcel habité par les Bolchéviki, la police a arrêté 5 personnes accusées de spéculation et autres crimes de droit commun, mais aucune d'entre elles ne faisait partie des membres possédant l'immunité.

Au sujet des pourparlers entre la Crimée et l'Ukraine, qui ont dû être interrompus, le président du Conseil a déclaré que les délégués de la Crimée ne possédaient pas les mandats suffisants pour que le traité conclu soit valable et que les engagements pris puissent garder leur valeur quel que soit le gouvernement qui arrive au pouvoir en Crimée.

A la fin de l'interview, le collaborateur du *Golos Kiewa* a demandé à M. Lysohoub son avis sur l'application au territoire ukrainien du point 6 du programme Wilson. Le président du Conseil a déclaré que ce point du programme ne se rapporte pas à l'Ukraine, car les troupes allemandes ne s'y trouvent pas comme troupes ennemies, ayant été appelées par le gouvernement ukrainien pour établir l'ordre et la tranquillité dans le pays. En ce qui concerne le congrès de paix, l'Ukraine enverra ses délégués tout à fait indépendamment de ses voisins.

En Galicie.

Le 19 octobre, les *Münchner Neueste Nachrichten*, en discutant les derniers événements d'Autriche, ont inséré le passage suivant : « Le projet de la transformation de la forme de l'Etat en Autriche arrive trop tard. Le courant centrifuge est maintenant trop puissant pour qu'aucune digue puisse l'arrêter. » Le même jour, à l'assemblée de la fraction parlementaire ukrainienne, des députés de la Diète de Galicie et de Bukovine, des membres ukrainiens de la Chambre des seigneurs et de plusieurs notables, a eu lieu la constitution d'un Conseil national ukrainien. Ce dernier a été chargé d'exercer le droit de libre disposition du peuple ukrainien d'Autriche.

A la séance suivante du 20 octobre, ce Conseil national a décidé de revendiquer tous les territoires ethnographiques ukrainiens, en Galicie jusqu'au San, au nord-ouest de la Bukovine jusqu'au Sereth et le nord-est de la Hongrie, en vue de former un Etat ukrainien indépendant.

A cette même séance il a été résolu de convoquer immédiatement à Léopol une assemblée constituante composée des représentants des diverses organisations politiques, assemblée qui pourrait prendre en mains la direction politique suprême des pays intéressés.

La première séance de l'assemblée a eu lieu déjà le 21 octobre. Les représentants ont discuté le programme de ses futurs travaux et ont décidé de fonder à Léopol et à Czernowicz des délégations chargées de transmettre au gouvernement austro-hongrois les décisions prises par l'intermédiaire d'une députation spéciale.

La *Frankfurter Zeitung* du 23 octobre nous rapporte quelques détails sur cette séance extrêmement importante de l'assemblée.

A l'issue des discussions, excessivement agitées, un Etat ukrainien a été proclamé, formé de tous les territoires ukrainiens d'Autriche et de Hongrie, du San en Galicie jusqu'au Séreth en Bukovine. Les social-démocrates se sont retirés de la Constituante en revendiquant la réunion immédiate de ce nouvel Etat à l'Ukraine. Les autres partis étaient d'avis qu'il vaudrait mieux pour la cause ukrainienne en général former immédiatement cet Etat ukrainien de territoires autrichiens puisqu'il se présente aujourd'hui une occasion favorable à la réalisation de ce projet.

Au congrès futur de la paix, on décidera le sort de tous les petits Etats et en particulier de l'Ukraine ; il existera dans ce cas, comme un fait accompli, un fort noyau ukrainien.

La majorité l'a emporté, malgré les protestations des social-démocrates. L'assemblée a proclamé, au milieu des acclamations enthousiastes, l'Etat ukrainien indépendant comprenant les territoires ethnographiquement ukrainiens de l'Autriche et de la Hongrie.

Il a été décidé en outre d'envoyer ses propres représentants au congrès de la paix. La résolution votée est excessivement intéressante et se termine par une phrase historique : « Dès maintenant il n'existe aucune domination polonaise, autrichienne ou magyare, car tous les Ukrainiens sont désormais citoyens du nouvel Etat. »

Les Ukrainiens d'Amérique.

Les pourparlers diplomatiques entre les puissances centrales et le président Wilson préoccupent vivement la nombreuse colonie ukrainienne en Amérique (au Canada seulement on en compte ½ million). Cette colonie comprend beaucoup d'émigrés de la Galicie et de la Bukovine. Les grands événements qui se déroulent actuellement en Autriche et qui sont en train d'affranchir les Ukrainiens d'Autriche du joug polono-magyaro-autrichien touchent directement ces émigrés.

Tout récemment, un des grands journaux ukrainiens d'Amérique, le *Haïdamaki*, paraissant à Binghampton, a organisé un grand meeting pour favoriser l'activité du Bureau ukrainien d'informations à Washington. Un comité spécial a été élu qui a publié un appel intéressant, dont nous extrayons ici les passages suivants :

« Nous ignorons quel sort est réservé à la Galicie orientale et à la Bukovine qui, selon la justice, devraient faire partie de l'Ukraine comme territoires nationaux. Ce n'est cependant pas ainsi que les choses paraissent devoir tourner. Nous sommes menacés par les Polonais et les Magyars, qui veulent à tout prix annexer nos territoires pour être à l'avenir les maîtres et les bourreaux du peuple ukrainien.

La guerre ne continuera pas éternellement et nous fondons nos espérances sur la conférence de la paix à laquelle participera le gouvernement des Etats-Unis et où tous les peuples opprimés demanderont leur libération. »

La *Narodna Wola* (The people's will) de Scranton, nº 112, communique que le président Wilson a reçu en audience parmi d'autres Slaves d'Autriche-Hongrie (Tchèques, Polonais, Yougo-Slaves) le Dr Omelian Reviuk, représentant des Ukrainiens des Etats-Unis, qui a présenté la résolution adoptée dans le grand meeting de victoire organisé par les peuples opprimés de l'Europe centrale à Carnegie Hall à New-York.

Un mouvement religieux intéressant se remarque dernièrement parmi nos compatriotes d'Amérique. L'Eglise gréco-catholique perd de plus en plus son prestige et un revirement marqué vers l'Eglise gréco-orthodoxe se fait sentir.

L'*Ukraïnski Holos* (Voix ukrainienne) de Winnipeg donne le compte rendu d'un important congrès ecclésiastique qui a eu lieu à Saskatyn au Canada. Plus de 150 délégués des provinces de Québec, Ontario, Manitoba, Saskatchouvan et Alberta y ont pris part et ont délibéré sur la nécessité de fonder une nouvelle Eglise ukrainienne au Canada. Depuis longtemps les Ukrainiens gréco-catholiques, en grande majorité émigrés de Galicie, étaient mécontents de l'activité de leur archevêque Mgr Boudka et des missionnaires de l'Ordre du Rédempteur envoyés de Rome pour faire une propagande en faveur du célibat dans le clergé et de la dynastie des Habsbourg. La population ne veut pas non plus que les biens de l'Eglise soient administrés seulement par l'évêque, mais par toute la communauté. Après plusieurs jours de débats agités, le congrès a résolu de sortir de l'Eglise gréco-catholique et de fonder une Eglise ukrainienne gréco-orthodoxe autocéphale au Canada. Dans ce but, le congrès a fondé une confrérie ukrainienne et ouvert un séminaire ecclésiastique à Saskatchouvan.

Interview avec le général Gröner

Kiev, le 24 octobre (B. Ukr.).

La *Kiewskaja Myöl* publie une interview d'un de ses collaborateurs avec le général Gröner, chef de l'état-major allemand en Ukraine.

Le général constate tout d'abord que si la guerre continue, l'Allemagne sera obligée de retirer ses troupes de l'Ukraine. C'est pourquoi le gouvernement allemand a maintenant compris que la formation de l'armée ukrainienne doit être terminée le plus vite possible. Cette armée doit posséder la confiance de tout le pays et la population tout entière devra être résolue à lutter jusqu'au bout pour l'indépendance de l'Ukraine. Selon l'avis du général, la raison principale qui y a mis obstacle jusqu'ici est que les Ukrainiens étaient toujours partisans d'idées très avancées. Le général salue avec joie la fondation de l'Union nationale ukrainienne, dont les membres se sont débarrassés de tout principe doctrinaire et désirent se vouer à un travail pratique et actif. Selon lui, tous les éléments du pays, depuis les nationalistes extrémistes jusqu'aux monarchistes, hier encore russes, doivent travailler à la consolidation de l'Etat ukrainien.

C'est pourquoi il se rallie maintenant à ceux qui ont toujours demandé des réformes démocratiques, en particulier la réforme agraire et la réforme des lois concernant les héritages pour créer une forte classe de petits propriétaires agricoles et pour supprimer le prolétariat des villageois qui trouveront une occupation dans le développement des industries des villes. Tout en ne voulant pas se mêler des affaires intérieures du pays, le général se croit obligé de conseiller au gouvernement d'élaborer le plus vite possible une loi électorale et de convoquer un Parlement représentant tous les partis et toutes les classes. Il souhaite de tout cœur que l'Ukraine, qu'il a appris à aimer sincèrement, devienne un Etat fort, puissant et reconnu de tous.

Il ne cache pas que, vu la situation en Turquie, une partie des troupes allemandes ont dû être envoyées là-bas pour lui venir en aide.

L'Union nationale ukrainienne et le rappel forcé des Ukrainiens d'Autriche par le gouvernement autrichien.

Dans une de ses dernières assemblées, l'Union nationale ukrainienne a adopté la résolution suivante : Le rappel des Ukrainiens de Galicie par les autorités autrichiennes n'est pas du tout conforme aux articles 6 et 13 du traité de Brest entre l'Autriche-Hongrie et l'Ukraine, dans lequel il est dit que tous les prisonniers ukrainiens ont le droit de rester comme fonctionnaires dans l'Etat ukrainien pendant une année après la ratification du traité. Ce point est clair et n'admet aucune interprétation équivoque.

NOUVELLES DU PAYS

Le 7 octobre, la première séance du département du droit civil du Sénat a eu lieu sous la présidence du sénateur Grabar.

*** Le 8 octobre, une fête solennelle a eu lieu à l'occasion de l'ouverture d'une faculté d'histoire et de philologie à la nouvelle université de Poltava, organisée par la société culturelle « Prosvita ». Les représentants de la Municipalité, des zemstvos et de différentes organisations politiques et économiques y ont pris part. Le professeur Tchernovosiw a été nommé doyen de la nouvelle faculté.

*** Le parti social-fédéraliste ukrainien et l'Union nationale ont décidé d'intensifier le service d'informations ukrainiennes à l'étranger. Ces organisations sont en train de publier un grand nombre d'ouvrages en différentes langues européennes sur les questions politiques, financières et économiques du pays.

*** L'organisation du Pays de Cholm, malgré l'opposition des Polonais, fait de rapides progrès. A Brest-Litowsk et à Bila, en Podlachie, paraissent actuellement deux journaux ukrainiens appelés *Myr* et *Ridné Slovo*. Il existe des cours pour les instituteurs des écoles. On organise partout des études d'hommes d'affaires, des coopératives, etc.

*** Cinquante-deux instituteurs du Pays de Cholm sont arrivés de Kiev à Brest-Litowsk pour assister aux cours spéciaux organisés par M. Dmitriouk, commissaire du Ministère de l'Instruction publique.

*** Une délégation du gouvernement du Kouban, qui représente en même temps l'armée des Cosaques du Térek, vient d'arriver à Kiev afin de discuter l'établissement des relations économiques avec l'Ukraine.

*** L'Ukraine a demandé au gouvernement suédois s'il est d'accord de reconnaître son indépendance. Dans le cas affirmatif, elle enverra un représentant diplomatique à Stockholm.

*** Le général Ivanof s'est rendu à Ekaterinoslaw à la demande de l'ataman Krasnow pour entrer en pourparlers avec l'armée de volontaires et afin de fonder une ligue de l'Ukraine, du Don et du Kouban en vue d'une lutte commune contre les Bolchéviki.

*** Le 8 octobre, le consul de Norvège, M. Georges Rosenbelg, a rendu visite au ministre des Affaires étrangères et a eu un entretien avec lui au sujet de l'établissement de relations diplomatiques entre la Norvège et l'Ukraine.

*** Le *Vidrodjenia* mande que le 9 octobre a eu lieu l'ouverture solennelle de la Banque d'Etat, à laquelle ont assisté le ministre des Finances, Rjepetsky, le contrôleur d'Etat, le directeur de la banque, Ignatowitch. Tous les membres et tous les employés étaient au nombre de 400. Beaucoup de discours ont été prononcés, entre autres par le ministre des Finances. D'après lui, la Banque d'Etat doit réunir les banques privées de l'Ukraine et contribuer à une régularisation du système monétaire en Ukraine.

*** L'hetman a reçu, le 8 octobre, une députation de la Rada suprême et de toutes les organisations ukrainiennes de la Galicie, de la Bukovine et de Hongrie. L'hetman leur a fait un accueil très cordial et les a assurés qu'il souhaitait que les Ukrainiens de Galicie travaillent en commun avec leurs frères pour la consolidation et l'indépendance de l'Ukraine.

*** L'hetman a chargé le ministère d'élaborer un projet de lois sur les élections à une Assemblée nationale. Tout le monde a appris cette décision avec une grande satisfaction, car la convocation d'une Diète serait le premier pas vers une politique intérieure démocratique si indispensable actuellement en Ukraine.

*** Une délégation finlandaise est arrivée à Kiev dans le but d'établir les bases d'un échange de marchandises entre la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Ukraine. La délégation offre des machines agricoles et du papier en échange de céréales et de sucre de l'Ukraine.

*** Le cabinet Soulkewitch, en Crimée, s'est retiré. Le nouveau doit s'appuyer sur les larges cercles de la population.

*** Le département pour les inventions, au ministère de l'Industrie et du Commerce, a demandé au ministère des Affaires étrangères de faire une convention avec les gouvernements étrangers pour la défense des droits privés de chaque invention. Le gouvernement prévoit que l'Ukraine fera partie de la convention de Berne dans ce domaine.

*** La commission des statistiques auprès du ministère du Commerce et de l'Industrie est en train de publier les annales statistiques et économiques de l'Ukraine.

*** Les négociations ukraino-roumaines font prévoir un renouvellement partiel de l'échange de marchandises. L'Ukraine est prête à fournir du sucre. En ce qui concerne l'envoi des représentant diplomatiques le gouvernement roumain a donné déjà des assurances formelles à ce sujet.

*** Le représentant du Conseil de régence polonais, M. Vankewitch, a rendu visite au ministre des Affaires étrangères.

*** Une délégation du Conseil central de Sibérie, qui représente 8 millions d'Ukrainiens, est arrivée à Kiev pour entrer en contact avec l'Union nationale. Les sièges principaux du Conseil central se trouvent à Omsk, Krasnoïarsk et Samara.

*** Les journaux de Kiev donnent beaucoup de détails sur l'ouverture de la deuxième université d'Etat, à Kiev. A la fête ont assisté l'hetman, le Conseil des ministres, le Métropolite Antoine avec le clergé, les représentants de l'Union nationale avec M. Vinnitchenko. Les représentants des ambassades étrangères et de nombreux délégués y prirent également part. L'hetman a lu avec solennité une « Hramota » (manifeste) concernant la fondation de l'Université.

Le ministre de l'Instruction publique, M. Vassilenko, et le recteur de l'Université, professeur Suchitsky, ainsi que M. Vinnitchenko ont répondu à l'hetman. L'Université qui a été fondée possède un budget de 1 million 375 000 karbowanetz, 20 différents bâtiments, sa propre station électrique, des puits artésiens et 26 hectares de terre.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 74 Lausanne, 7 Novembre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 4 novembre 1918.

L'ouverture des Dardanelles.

L'Ukraine salue avec joie l'ouverture des Dardanelles, qui est le premier résultat de l'armistice entre la Turquie et les Alliés. Voilà quatre ans que nous sommes bloqués dans la mer Noire et que notre patrie ne peut plus remplir son grand rôle économique mondial, qui est de fournir du blé à tous les pays d'Europe. A partir d'aujourd'hui nous allons pouvoir reprendre notre tâche avec ardeur et faire bénéficier de nos excédents en céréales ceux qui en ont besoin. Nous espérons entre autres que l'Italie et la Suisse pourront bientôt recevoir d'Odessa d'abondantes provisions de blé.

Si nous sommes heureux de songer tout d'abord à notre fonction naturelle et à nos devoirs envers la Société des Nations, nous voulons espérer que, d'autre part, ceux qui en prennent aujourd'hui la direction songeront aussi à nos droits et à la volonté souveraine de notre peuple de maintenir son indépendance et d'organiser son Etat librement. Nous savons qu'une flotte anglaise est déjà partie pour Odessa. L'Ukraine accueillera les forces britanniques avec une grande sympathie et leur facilitera le séjour dans notre pays, où elles vont bientôt prendre la place des troupes austro-allemandes, obligées de se retirer.

L'accueil chaleureux que notre population réserve au premier contingent britannique montrera la confiance que nous plaçons dans la loyauté politique de l'Angleterre. Profiter de cet accueil à bras ouverts et s'installer chez nous avec des arrière-pensées de restauration d'une grande Russie à nos dépens, serait une véritable trahison envers le droit des peuples. Nous savons que le gouvernement anglais n'acceptera jamais de se laisser entraîner dans une intrigue pareille et que les Etats-Unis et l'Italie l'appuieront dans sa politique droite et positive à l'égard de l'Etat ukrainien. C'est avec une grande joie aussi que nous saluerons le débarquement chez nous des soldats de ces deux nations alliées.

La France et nos voisins.

Nous voudrions pouvoir en dire autant de l'éventualité d'un débarquement français. En effet nulle nation, comme telle, n'est plus populaire chez nous que la France avec son grand idéal humain dans tous les domaines de la pensée, mais nous devons dire en toute franchise que l'Ukraine a des raisons de se méfier encore de la politique actuelle du Quai d'Orsay. Ce n'est pas la première fois que l'idéal démocratique du peuple français n'est pas en accord avec les intrigues de certains de ses gouvernants. La France a toujours été plus idéaliste que ses diplomates. A l'heure qu'il est, comment pourrions-nous saluer sans méfiance l'arrivée de troupes françaises à Odessa, quand il est de notoriété publique que les monarchistes et les impérialistes russes comptent encore sur son appui pour supprimer notre indépendance et rétablir une Russie unitaire ?

Pourquoi la France n'obtient-elle pas de son gouvernement une adhésion publique et franche aux principes du président Wilson ? Nous comptons à Paris assez d'amis et d'adeptes sincères du droit des peuples pour pouvoir espérer que leur voix se fera entendre à la Chambre ou au Sénat en faveur de la justice et de l'équité à notre égard.

On ne peut pourtant pas nous demander d'accueillir avec enthousiasme les troupes d'un gouvernement qui attendrait d'avoir occupé notre pays pour se faire une opinion sur nos droits. L'Allemagne elle-même a commencé par reconnaître officiellement notre indépendance et par signer un traité avec nous avant de nous envoyer les troupes que nous lui avions demandées pour nous aider à défendre nos frontières contre l'invasion russe et bolchéviste. Nous ne pouvons pas oublier que ce sont d'ailleurs les intrigues de certains agents français qui nous ont obligés à faire ainsi appel à nos voisins immédiats. Des expériences aussi douloureuses doivent nécessairement nous rendre prudents. Il ne sert à rien de cacher que la France officielle a soutenu jusqu'ici tous nos ennemis: d'une part les impérialistes russes qui veulent nous annexer, d'autre part les anarchistes qui fomentent le désordre chez nous et enfin les impérialistes polonais de l'école Dmowski, dont on connaît le projet de partager l'Ukraine entre la Pologne et la Russie. Le Conseil national ukrainien à Paris n'aura pas de peine à expliquer au gouvernement français les raisons de la méfiance qui règne à Kiev.

Les meilleurs Français nous comprendront et ne nous en voudront pas d'exprimer ici notre pensée en toute franchise au lieu de biaiser comme d'autres l'ont fait en usant d'un langage pour Paris et d'un autre pour Berlin. Il y a dans ce Paris, si plein d'intelligences éveillées, assez de grands esprits politiques prêts à saisir les difficultés de notre situation et à déplorer les erreurs commises à notre égard par des agents trop zélés. Ce sera pour nous le plus beau moment de cette époque agitée que celui où la France osera se libérer de toutes les intrigues russes pour revenir à son idéal naturel et au sentiment juste qui l'animait lorsqu'elle chargea le général Tabouis de reconnaître le gouvernement ukrainien de M. Vinnitchenko l'hiver dernier.

Le but de l'Angleterre.

Si nous avons exprimé ici notre confiance à l'égard de l'Angleterre, c'est que nous connaissons non seulement ses intentions actuelles, mais surtout l'histoire de sa politique étrangère. Elle a toujours été contraire au système des grands empires continentaux et, même à l'heure où le concours de la Russie lui était nécessaire pour faire la guerre à l'Allemagne, on pouvait très bien sentir qu'elle n'était pas non plus enthousiaste de la politique russe et de ses tendances à l'extension des deux côtés de la mer Noire. Avant la guerre, c'est à Londres que la propagande ukrainienne a rencontré les plus chaleureux appuis. Il est vraiment comique d'entendre crier sur certains toits que le séparatisme ukrainien est une « invention allemande » lorsqu'on sait avec quel intérêt et quelle sympathie le Foreign Office suivait notre mouvement national pour nous émanciper de l'oppression russe.

Quel intérêt pourrait bien avoir l'Angleterre à remettre sur pied un grand empire qui a toujours menacé la route des Indes ? Quel intérêt pourrait-elle bien avoir encore à souhaiter l'invasion anarchique russe en Ukraine au lieu de sauver ce grand pays si riche avec toutes les provisions qu'il possède ? Les succès militaires de l'Angleterre en Asie mineure et son influence en Perse lui font un devoir de s'intéresser à tous les problèmes de la mer Noire et de la mer Caspienne et à l'organisation future des Etats qui s'étendent du Caucase aux Balkans et qui devront nécessairement s'appuyer d'un côté sur l'influence anglaise pour établir leur accord futur entre eux.

Toutes ces raisons nous permettent de nous réjouir très sincèrement de l'ouverture des Dardanelles et de souhaiter une prise de contact aussi prochaine que possible entre le gouvernement britannique et le nôtre. Nous ne doutons pas qu'on puisse trouver immédiatement une base d'accord provisoire en attendant le règlement final du congrès de la paix.

Le piège de Crimée.

Quand les Alliés débarqueront à Sébastopol, ils auront à se méfier d'un piège doublement dangereux. Il se trouve là-bas des politiciens habiles, qui sont des agents déguisés du pangermanisme et qui reviennent de Berlin avec des sommes considérables destinées à la propagande en faveur d'une soi-disant restauration russe. Il s'agit en réalité de préparer le terrain à une colonisation allemande et à une main-mise financière de l'Allemagne sur la Russie.

Ces personnages feront miroiter aux yeux des Alliés le projet d'une restauration rapide d'un grand Etat russe et s'empresseront d'offrir leurs services et leurs conseils pour le meilleur emploi à faire des troupes que l'Entente aura fait débarquer. Si nous attirons l'attention des gouvernements alliés sur cette manœuvre, non seulement probable, mais certaine, c'est que nous sommes parfaitement renseignés sur les projets de ces messieurs et que nous savons aussi quelle déception ils procureront aux agents diplomatiques trop zélés qui se laisseraient prendre au piège.

Les Sulkiewicz, Tatischeff et Cie ont perdu tout prestige en Russie même et ont laissé trop bien voir le double jeu qu'ils menaient. A Kiev les Alliés trouveront un tout autre langage. On ne les flattera pas avec de belles paroles et des promesses, impossibles à tenir, sur la restauration d'une unité russe, qui serait d'ailleurs complètement factice. Les Ukrainiens leur exposeront franchement leur volonté d'indépendance et la situation économique et politique de leur pays. Ils ne se mêleront pas de vouloir les engager dans des campagnes chimériques pour des affaires qui concernent d'autres nations. Ils leur demanderont seulement de leur garantir l'ordre et la liberté de continuer leur construction d'Etat.

Quand les Alliés auront constaté que l'Ukraine peut fournir immédiatement les trois quarts de l'ancienne exportation totale de la Russie en céréales et qu'elle est en outre prête à prendre sur elle le tiers de la dette russe, ils comprendront certainement l'intérêt qu'il y a pour eux à signer sans tarder un accord avec notre patrie et à ne pas sacrifier la réalité réjouissante qu'ils trouveront sur leur chemin aux espérances très incertaines des projets faciles à faire sur le papier. Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras.

D'ailleurs, en dehors de toute question d'intérêt, il ne peut y avoir pour un Wilson qu'une seule parole et une seule justice, la même pour tous les peuples qui demandent leur indépendance. Ce qui est équitable pour les Yougo-Slaves ou les Tchèques doit l'être aussi pour les Ukrainiens d'Autriche-Hongrie ou de Petite-Russie.

Juifs et Polonais.

Les partis démocratiques polonais, qui sont représentés en Suisse par M. Ladislas Baranowski et l'agence « Polonia », protestent contre la formation du Cabinet de Varsovie, qui est composé presque uniquement de nationaux-démocrates et qui ne contient pas un seul représentant des groupes de gauche. Leur presse estime douteux que le général Pilsudski accepte sa nomination au Ministère de la Guerre dans un cabinet pareil. Comme il est encore incarcéré en Allemagne, il n'a pas pu répondre à l'appel qui lui a été fait.

Le plus grand parti polonais, qui compte l'immense majorité des paysans et qui se nomme le parti populiste, a refusé nettement de participer à un ministère aussi réactionnaire. En effet, chacun sait que les nationaux-démocrates ont inauguré en Pologne la tactique anti-sémite sous l'impulsion de M. Roman Dmowski, au temps où celui-ci cherchait à se faire appuyer par la Russie.

Le premier résultat de la prise du pouvoir par le nouveau ministère a été une sorte de pogrome dans les quartiers juifs de Varsovie, où de nombreuses boutiques ont été pillées et plusieurs Juifs blessés par les bandes chauvines. Après des manifestations pareilles d'une politique d'ailleurs connue depuis longtemps, les Polonais ne peuvent pourtant guère s'attendre à ce que les Juifs soutiennent leur cause et tressent des couronnes à la Grande-Pologne. Il est fort probable que ceux de Varsovie et de Lodz vont désormais favoriser les éléments bolchéviques et se réserver quelque vengeance terrible pour le moment d'un soulèvement révolutionnaire des masses prolétariennes. En Galicie, les Juifs ont trouvé un autre moyen de manifester leur mécontentement. Nous l'analysons dans l'article qui suit.

EN GALICIE ORIENTALE

Au lieu d'envoyer, comme les Juifs, des représentants de leur minorité nationale au Conseil suprême du nouvel Etat ukrainien d'Autriche-Hongrie, les Polonais de Léopol ont voulu faire occuper la Galicie orientale par les troupes du Royaume. Au nom du Conseil des ministres de Varsovie, le général Roswadowski a envoyé le général Puchalski prendre possession du pays, oubliant que les Polonais n'y comptent pas le quart de la population. Pour répondre à cette violence et à cette agression contre les droits sacrés de notre peuple, le Conseil national suprême a décidé de mettre une fois pour toutes les choses au point et de prendre en mains l'administration du pays.

Les troupes ukrainiennes ont chassé les troupes étrangères de Léopol et de la Galicie orientale jusqu'au San et désarmé les contingents polonais et autrichiens qui ont résisté et refusé de se retirer. Aujourd'hui, nos compatriotes se trouvent donc chez eux et décidés à revendiquer leurs droits directement au Congrès de la Paix. La minorité polonaise qui se trouve dans les villes du pays n'aura plus désormais qu'à suivre l'exemple des Polonais de Kiev, dont nous avions loué l'autre jour le sincère loyalisme.

Non seulement tous les droits de cette minorité seront respectés y compris leurs écoles et l'université polonaise de Léopol, mais les Ukrainiens sont même prêts à accepter d'avance toute proposition du président Wilson et du Congrès de la Paix relatives à la vie nationale de cette minorité et des autres.

La meilleure garantie de ces sentiments se trouve dans l'exemple donné par la Rada Centrale, qui avait institué des ministères polonais et juifs adjoints au Cabinet de Kiev. Nous souhaitons de tout notre cœur que le sang ne coule pas en Galicie et que l'entente se fasse d'une manière pacifique entre les deux nations sœurs. L'agression ne viendra pas du côté ukrainien. Personne chez nous ne songe à dépasser le San et, quand les Polonais auront compris la justice et la réalité, au lieu de se complaire aux fantaisies les plus chimériques de l'impérialisme, le pont qui a été coupé sur cette rivière pourra être aussitôt rétabli et nos relations basées sur une franche amitié.

La propagande polonaise laisse trop ignorer que la Galicie orientale est habitée par 65 % d'Ukrainiens et par environ 35 % de Juifs et de Polonais. A Léopol, où la minorité polonaise est la plus forte, elle ne pouvait revendiquer la majorité de la population de la ville que par l'option des Juifs, qui s'étaient fait inscrire comme Polonais jusqu'à présent. La comparaison entre le traitement qu'ils subissent à Varsovie et à Kiev les a décidés à se tourner catégoriquement du côté de l'Ukraine. Jointe à la minorité ukrainienne de Léopol, la population juive de cette ville forme avec elle une majorité incontestable. C'est ainsi que par leur politique violente et maladroite les conservateurs polonais ont fait tomber le dernier argument qu'ils employaient pour revendiquer un pays qui ne leur appartient pas. Tôt ou tard la vérité se fait jour et les injustices sont révélées devant le monde.

Nous espérons que les partis démocratiques de la Pologne vont bientôt remplacer au pouvoir le gouvernement actuel et adopter à notre égard la seule attitude qui puisse conserver la paix entre les deux nations. Nous ne sommes plus au temps du Congrès de Vienne, où l'on pouvait échanger les peuples comme des troupeaux de bétail. Un Congrès de la paix présidé par Wilson ne pourra reconnaître que la volonté des peuples exprimée par voix de plébiscite.

NOTRE PARLEMENT

Une séance plénière très importante du Conseil des ministres a eu lieu le 15 octobre à Kiev, au cours de laquelle plusieurs questions se rapportant à la politique intérieure et internationale de l'Ukraine ont été discutées. Le président du Conseil M. Lysohoub l'a ouverte en donnant lecture d'une lettre de l'hetman au sujet de la question de la convocation de la Diète. Cette lettre était ainsi conçue :

« Après avoir créé la suprême autorité juridique, le Sénat d'Etat, après avoir fondé la première université ukrainienne, après la promulgation des lois sur l'armée, le service militaire, sur la nationalité ukrainienne et les institutions publiques des villes et des zemstvos, après plusieurs autres actes d'une importance capitale, nous pouvons considérer que la première période de la construction de l'Etat ukrainien touche à sa fin.

» Il est temps d'aborder le problème difficile de l'élaboration d'un acte qui couronnerait l'œuvre de la construction de notre Etat. Cet acte sera la loi sur les élections à la Diète.

» Je vous prie, messieurs, de commencer immédiatement le travail préliminaire dans ce domaine et de me transmettre vos considérations personnelles en me faisant savoir dans quel ordre et sur quelles bases vous avez l'intention de travailler au projet de la loi électorale et dans combien de temps vous pourrez finir ces travaux préparatoires. »

Le président du Conseil a lu également la lettre de l'ancien ministre de l'Instruction publique se rapportant au même sujet. En voici les principaux passages :

« Vu la gravité des événements actuels, je considère de mon devoir de vous adresser ces quelques considérations en vous priant de les transmettre à S. A. S. l'Hetman. A mon avis, il est tout à fait indispensable au moment international si important que nous traversons, de tâcher de définir au plus vite la constitution gouvernementale de notre pays.

Au cours des événements historiques actuels, qui décideront de toute la vie ultérieure de l'Ukraine, cette dernière ne peut pas rester plus longtemps avec une physionomie politique intérieure si indéfinie.

Il est nécessaire que S. A. S. l'Hetman donne l'ordre au président du Conseil des ministres de créer une commission chargée de délimiter le pouvoir de l'hetman et celui du Conseil des ministres. Elle devra élaborer aussi le statut des élections à la Diète. Pour qu'elle ait une plus grande autorité, la commission doit être convoquée sous le contrôle du Sénat. Elle doit résoudre le plus vite possible les questions mentionnées plus haut afin qu'au futur Congrès de la paix, où se décidera le sort de tous les peuples, d'après le programme Wilson, l'Ukraine soit déjà un Etat à constitution politique bien définie. »

Le Conseil des ministres, après un long échange de vues, a décidé à l'issue de la séance, de former, à la Chancellerie d'Etat, une commission composée d'hommes politiques éminents et de représentants de la science qui pourraient discuter les principes de la loi projetée dès que les bases principales en auront été jetées par le Conseil des ministres à sa prochaine séance.

Les travaux préliminaires ont déjà commencé à la Chancellerie d'Etat le 16 octobre. Ils seront poursuivis dans deux directions. Une commission composée de juristes, après avoir reçu les instructions d'ordre général du Conseil des ministres, devra élaborer, dans un délai de trois semaines, le premier projet de la loi.

Au cours de cette période se formera petit à petit une grande commission électorale qui recevra ce premier projet et passera immédiatement à l'élaboration complète et à la discussion de tous les détails de la loi électorale.

Le résultat des travaux de la grande commission sera un projet de loi qui sera remis au Conseil des Ministres et qui se discutera dans l'ordre habituel et pourra être adopté tel quel ou modifié. D'après les journaux ukrainiens, la Grande Commission comprendra probablement soixante membres, exclusivement ukrainiens, et aura plusieurs sous-commissions. Des spécialistes en matière juridique participeront à ses travaux avec voix consultative. Les séances de la Grande Commission auront lieu dans le local du musée pédagogique, là même où ont été poursuivies les négociations de paix avec la Russie. Le président du Conseil des Ministres dirigera les travaux de la petite commission juridique; le secrétaire d'Etat, M. Zavadsky, sera probablement le président de la grande commission.

Légation d'Ukraine en Suisse

Le Dr Lukassewitch, accompagné de ses attachés diplomatiques et de tout le personnel de la chancellerie de notre nouvelle légation à Berne, est arrivé en Suisse et a présenté ses lettres de créance au Conseil Fédéral.

La légation d'Ukraine a installé ses bureaux provisoires à la Marktgasse 39 à Berne.

L'OFFENSIVE BOLCHÉVISTE

Les Bolcheviki concentrent aux frontières de l'Ukraine des forces importantes de gardes rouges pour envahir le pays à la première occasion. D'autre part on signale qu'un train spécial d'agitateurs bolcheviks, qui séjournaient jusqu'ici en Suisse, est parti pour l'Ukraine en traversant l'Allemagne, naturellement sans l'autorisation du gouvernement ukrainien. Le but de toute cette campagne est bien facile à comprendre et les Alliés auraient le plus grand intérêt à prêter une attention redoublée aux agissements des Bolcheviki à l'égard de l'Ukraine.

En effet, le mouvement terroriste, qui a plongé la Russie dans une mare de sang et qui menace aujourd'hui tous les pays d'Europe, y compris les Etats de l'Entente, est acculé à une situation très précaire par suite de la défaite de l'Allemagne, d'où lui venait son principal soutien. Non seulement l'arrivée des Alliés dans la mer Noire est dangereuse pour l'existence du gouvernement bolchévique, mais la famine qui règne en Russie est pour lui comme une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête pour lui rappeler que ses jours sont comptés.

Une seule chose pouvait le sauver, c'était d'opérer une nouvelle invasion de l'Ukraine, de piller notre patrie de fond en comble et de se procurer ainsi des approvisionnements pour subsister jusqu'à l'été prochain. Voilà la manœuvre suprême qu'on préparait à Petrograd et à Moscou dans les cercles de l'armée rouge.

En évacuant l'Ukraine avant l'arrivée des troupes alliées, les Allemands rendraient aux Bolcheviki le plus grand service de toute leur carrière et leur sauveraient la vie, au moins pour un temps. Il ne sera pas dit que les Alliés tombent dans un piège aussi grossier et laissent envahir et détruire, pour le salut des Bolcheviki, le pays le plus riche et le mieux approvisionné de l'Europe. Une fois leurs poches et leurs greniers bien garnis, les terroristes ne s'arrêteraient pas à Kiev : ils prépareraient l'invasion intérieure de l'Europe centrale et occidentale avec la complicité de leurs agents et le secours du mécontentement général qui règne partout dans les grandes villes industrielles. Nous croyons qu'il est urgent de prendre garde à cette éventualité, et nous nous promettons de revenir sur ce sujet avec documents à l'appui.

Le bolchevisme en Pologne.

Le *Wiek Nowy*, de Léopol, confirme que le mouvement bolchevik s'étend de plus en plus en Pologne. L'aile gauche du parti socialiste polonais (P. P. S.) et le « parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie » sont complètement sous l'influence des bolcheviks ; ils ont adopté le programme et la tactique du soviet. Dernièrement encore les bolcheviks ont partagé la ville de Varsovie en vingt commissariats afin de prendre le pouvoir entre leurs mains.

D'autre part, les journaux ukrainiens de Kiev communiquent que des trains partent chaque jour de Russie, bondés de bolcheviks polonais rapatriés dans leur pays. Les bourgeois, par contre, ne peuvent obtenir l'autorisation de rentrer en Pologne. C'est ainsi que les partisans de la terreur mondiale préparent leur domination en Europe.

Devant ce péril, les journaux ukrainiens et polonais discutent de plus en plus sur la nécessité de conclure un accord entre les deux peuples.

Le *Vidrodjenia* du 16 écrit : « Bien que nous souhaitions sincèrement une entente avec la Pologne, nous ne pouvons encourager des espoirs dans le sens chauvin qui aboutiraient à ce que le pouvoir passe aux impérialistes et à la noblesse polonaise hostiles aux Ukrainiens et au noble principe du droit de chaque peuple à disposer de lui-même. »

Sur le front russo-ukrainien.

D'après des nouvelles reçues à Kiev, les bolcheviks réunissent à nouveau leurs forces à la frontière et continuent les hostilités contre l'Ukraine. Le 8 octobre, un fort détachement de gardes rouges ayant deux mitrailleuses a réussi à s'installer sur territoire ukrainien, près du village de Kamen au bord de la Desna, à 25 km. au nord de Novgorod-Siversk (province de Tchernigov) et a commencé à creuser des tranchées. Les cosaques ukrainiens, contre-attaquant, ont rejeté les bolcheviks de l'autre côté de la frontière. Une centaine d'entre eux ont péri pendant la retraite et le passage de la rivière.

Le jour suivant, les bolcheviks ont recommencé l'offensive dans le rayon du village de Gremiatch (à 30 km. au nord de Novgorod-Siversk) en établissant une ligne de tirailleurs qui a commencé un feu intense avec des mitrailleuses et des fusils. L'attaque a été repoussée. Les troupes ukrainiennes ont remporté un grand nombre de trophées et fait beaucoup de prisonniers. A côté des Russes, aurait combattu pour la première fois un régiment « ukrainien » (sic!) de Cosaques rouges, formé spécialement par les bolcheviks pour combattre les « bourgeois » ukrainiens.

La *Nowa Rada* du 13 octobre reproduit un télégramme du colonel Bolbatch concernant la dernière attaque des gardes rouges près de Kamen (province de Tchernigov). « Le deuxième régiment de Zaporogues enterre solennellement ses vingt-quatre héros tués par les bolcheviks le 8 octobre. Les cadavres sont tellement mutilés qu'il est impossible de les reconnaître. Cette perte cruelle nous a vivement frappés, spécialement la mort du capitaine Hogenko, héros semblable à ceux qui tombèrent pendant la glorieuse période historique de la guerre contre les Tartares et les Polonais. »

D'autre part, l'agence télégraphique ukrainienne officielle communique le 10 octobre que d'après les informations reçues, toutes ces bandes sont en relations régulières avec le commissaire de la guerre russe. Au début d'octobre, elles ont reçu une somme énorme, de la dynamite, des munitions, etc., pour accroître le banditisme en Ukraine. Les forces des cosaques khliborobes (agriculteurs) de la province de Tchernigov, réunies aux détachements de troupes régulières, ont réussi à débarrasser la forêt du district de Nigine, dans la même province, de tous les bolcheviks venus de Moscovie. Cent dix bandits et deux matelots qui étaient à leur tête ont été tués.

LA CRISE MINISTÉRIELLE A KIEV

Il y a deux causes profondes qui ont amené le changement du Cabinet des ministres ; l'une est en quelque sorte générale : les derniers événements de la politique mondiale ont montré la nécessité absolue de la démocratisation immédiate des Etats, même au prix d'un certain risque au point de vue de l'ordre.

Ce courant démocratique qui a déjà envahi l'Allemagne devait nécessairement s'étendre chez nous, où la participation populaire au gouvernement laisse beaucoup à désirer.

L'autre catégorie de causes provient de la composition même de l'ancien ministère. La démocratie ukrainienne peut à la rigueur pardonner une tendance réactionnaire à condition qu'elle soit nationale, car son mot d'ordre est d'arriver par tous les moyens à consolider l'Etat. Or, la présence dans les ministères d'éléments, non seulement réactionnaires, mais même assez douteux au point de vue national pour qu'on puisse se demander s'ils ne travaillent pas à la gloire de la Russie monarchiste, a inquiété depuis longtemps les patriotes ukrainiens. Cette inquiétude s'est traduite par une déclaration de l'Union nationale qui a été publiée tout récemment et signée par le président, M. Vinnitchenko et le secrétaire, M. Didouchok.

D'une part, l'affaiblissement subit de l'influence austro-allemande sur la vie politique et, d'autre part, la pression toujours croissante de la démocratie avec l'Union nationale en tête, a permis d'obtenir dernièrement deux grands succès dans la politique intérieure du pays. L'un est la décision prise par le gouvernement de convoquer la Diète, l'autre la crise ministérielle et le changement partiel du Cabinet, où quatre membres de l'Union nationale sont entrés.

La cause immédiate de la crise est la suivante :

Les derniers événements de la guerre ont mis en évidence que le moment est proche où se décidera le sort de tous les Etats de l'ancien empire russe et que les jours du règne des bolchévistes en Russie sont comptés. Les éléments russophiles du gouvernement qui travaillaient modérément pour la cause ukrainienne, épouvantés par l'anarchie russe, ont commencé à lever la tête. Le 17 octobre, dix ministres ont remis au président du Conseil, M. Lysohoub, un mémorandum se rapportant à la politique intérieure et aux relations de l'Ukraine avec les autres parties de l'ancienne Russie.

Les signataires, parlant tout d'abord des relations mutuelles entre la Russie et l'Ukraine, étaient d'avis qu'une séparation complète entre ces deux peuples serait nuisible au point de vue culturel et religieux pour l'Ukraine et au point de vue économique pour la Russie. D'après eux, elle aboutirait à la ruine de l'Ukraine dans les questions internationales. Tout en tenant les engagements pris avec les autres Etats, elle ne devrait pas mener une politique exclusivement nationaliste et devrait défendre ses droits nationaux au futur congrès de la paix en commun avec les représentants des autres parties de l'ancien empire russe. Les intérêts de l'Ukraine exigeraient la libération de toute la Russie du régime bolchévique et la restauration d'un gouvernement central appuyé par tous ceux qui existent déjà (Ukraine, Don, Kouban, etc.).

Cette déclaration a été signée par MM. Nicolas Wassylenko, sénateur et ministre de l'Instruction publique : George Afanasiew, contrôleur d'Etat ; A. Rjepetsky, ministre des Finances ; Serge Gerbel, ministre de l'Approvisionnement ; S.-M. Houtnik, ministre du Commerce et de l'Industrie ; A. Romanow, ministre de la justice ; V. Sinkiwsky, ministre des Cultes ; J. Wagner, ministre du Travail ; Serge Savadsky, sénateur et secrétaire d'Etat, et V. Kolokoltew, ministre de l'Agriculture.

A la séance suivante du Conseil des Ministres les discussions qui s'ensuivirent ont pris immédiatement un caractère si aigu qu'il est devenu dès lors évident qu'aucun compromis entre les deux groupes de Ministres n'était possible.

Le 20 octobre, le cabinet a donc démissionné en bloc. Deux groupes politiques ont travaillé à la formation du nouveau cabinet : d'un côté l'Union nationale, de l'autre le groupe conservateur auquel appartiennent les cadets, l'Union des propriétaires fonciers et la Ligue du commerce, de l'industrie, des finances et de l'agriculture appelée « Protofis ». Le nouveau Ministère a été formé de telle sorte que les partis nationaux ont obtenu sept sièges sur quinze. Le président M. Lysohoub a gardé son poste ainsi que le Ministre des affaires étrangères, M. Dorochenko, le Ministre des voies et des communications, M. Boutenko, le Ministre d'approvisionnements, M. Gerbel, le Ministre des finances, M. Rjepetsky, le Ministre de la guerre et de la marine, M. Rohosa, et le Ministre de la santé publique, le Dr Liubinsky.

Les Ministres Gerbel et Rjepetsky ont gardé, paraît-il, leur poste sur l'insistance des autorités austro-allemandes.

Le nouveau groupe national est représenté par M. Slavinsky, ministre du travail, M. Lototzky, ministre des cultes, M. Stebnitsky, ministre de l'instruction publique, et par le secrétaire d'Etat M. Zavadsky. Ce dernier groupe comprend des hommes qui ont pris avant la guerre une part active au mouvement ukrainien à Petrograd. Ils appartiennent au parti socialiste fédéraliste. Le Ministre de l'agriculture est MM. Leontowitch, et le Ministre de la justice M. Viazliv (aussi un membre du parti socialiste fédéraliste).

Quant au Ministère de l'intérieur, on a décidé que personne n'occuperait pour le moment ce poste. Un vice-ministre étant Reinbot, et l'autre du groupe national, M. Skoropys Joltoukhovsky, M. Petrov est nommé contrôleur d'Etat, et M. Mering, candidat de « Protofis », ministre de l'industrie et du commerce.

A notre avis, ce nouveau cabinet n'est pas encore assez national pour satisfaire aux vœux de la population. C'est un premier pas, mais qui doit être suivi à brève échéance, d'un second, beaucoup plus décisif, avant la première séance de la Diète à convoquer.

Nous publions ici, à titre documentaire, les principaux passages de la déclaration de l'Union nationale :

Nous ne reconnaissons pas le gouvernement actuel comme le représentant plénipotentiaire légal de l'Etat ukrainien. Le Cabinet des ministres actuel, composé en grande partie d'anciens fonctionnaires du régime autocrate russe est, à notre avis, étranger au peuple au point de vue national et lui est hostile au point de vue politique et social.

Il ne s'appuie que sur les propriétaires fonciers peu nombreux et sur les rois industriels et ne peut comprendre les bases nouvelles de la vie politique qui sont adoptées maintenant par tout le monde.

Aujourd'hui que tous les Etats d'Europe marchent vers une large représentation populaire, le gouvernement ukrainien a privé la démocratie de ses droits et tend à la reconstitution de l'ancien régime autocratique. Le peuple ne prend aucune part au gouvernement et à la création de l'Etat. On a aboli les institutions municipales, et interdit la liberté de réunion et de la parole. L'activité du gouvernement actuel mène le pays vers la ruine et les masses populaires vers l'anarchie et le désespoir.

En constatant tout cela, l'Union nationale déclare encore une fois que le véritable représentant légal de l'Etat ne pourra être qu'un gouvernement s'appuyant sur la forte masse du peuple. Seul un Cabinet démocratique de coalition a le droit d'être à la tête du pays provisoirement, jusqu'à la formation d'un vrai gouvernement populaire.

La première tâche de ce Cabinet sera de procéder immédiatement à la réforme agraire démocratique ayant pour base l'abolition de la grande propriété foncière, et d'assurer la terre aux paysans.

On doit immédiatement élaborer une loi sur les élections à une assemblée plénipotentiaire qui doit entrer en fonctions le plus vite possible. Toutes les libertés démocratiques qui forment la base de la vie politique en Europe occidentale, et qui ont été conquises par la révolution en Ukraine et détruites par le gouvernement actuel, doivent être rétablies. Ce n'est qu'à ces conditions que notre peuple pourra développer ses forces immenses et être admis à discuter les grands problèmes internationaux sur pied d'égalité avec les autres puissances.

En se basant sur le droit de chaque nation à définir elle-même la forme de sa vie nationale, si clairement exposé dans le programme Wilson et adopté par les deux partis belligérants ; et en se basant en outre sur le droit naturel de chaque peuple à réunir les territoires qui lui ont été arrachés au cours de l'histoire, l'Union nationale ukrainienne considère comme naturel et nécessaire la réunion en un seul Etat de tous les territoires peuplés par les Ukrainiens.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 75 Lausanne, 14 Novembre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 12 novembre 1918.

Les Anglais à Odessa.

La presse annonce l'arrivée de la flotte anglaise au port d'Odessa. Elle ajoute que les autorités navales britanniques se sont immédiatement mises en rapport avec le gouvernement ukrainien avant d'opérer un débarquement de forces militaires. Nous espérons que ces nouvelles vont être confirmées de source officielle, car nous n'avons jamais douté que le gouvernement britannique viendrait chez nous comme un ami et non pas comme un ennemi ou un concurrent.

La sympathie de plus en plus marquée que nous témoigne l'opinion publique anglaise et qui s'exprime par de nombreux articles de presse produit une excellente impression en Ukraine, où la population réserve sans doute un accueil très favorable aux contingents britanniques. Il nous paraît toutefois qu'une proclamation catégorique, adressée à notre peuple par le gouvernement anglais, ferait une impression meilleure encore et faciliterait les bons rapports entre nos paysans et le corps expéditionnaire. Il serait bon que notre nation tout entière fût assurée, par une déclaration publique, de l'intention parfaitement loyale des Anglais de reconnaître sa souveraineté nationale et son droit de libre disposition.

Nous parlons d'une déclaration anglaise, puisque c'est une flotte britannique qui s'avance la première de notre côté. Il est évident que l'Ukraine attend aussi une parole à son égard de la part du président Wilson, qui est devenu le grand arbitre des droits des nationalités de l'Europe orientale et centrale, par l'appui qu'il a donné à plusieurs d'entre elles et la position qu'il a prise contre l'existence des grands empires.

Après ce qu'il a fait et ce qu'il a dit pour la Pologne, pour les Tchèques et pour les Yougo-Slaves, sa voix autorisée ne peut manquer de se faire entendre en faveur de la nation ukrainienne, si sympathique à l'Amérique et aux principes démocratiques des Etats-Unis.

Les Ukrainiens d'Autriche-Hongrie.

Ce sera la tâche de nos compatriotes d'Autriche-Hongrie, d'intervenir d'une manière toute particulière auprès du gouvernement américain, qui s'est fait le protecteur des nationalités de l'ancienne monarchie des Habsburg. C'est pourquoi nous avons déjà montré ici combien le Conseil National de Léopol avait eu raison de garder toute son indépendance jusqu'au Congrès de la Paix, au lieu de proclamer immédiatement la réunion à la République ukrainienne, que tout le monde désire et qui se réalisera fatalement.

En gardant leur liberté pendant cette époque de pourparlers politiques et de négociations diplomatiques, les Ukrainiens d'Autriche-Hongrie pourront servir la cause de la nation tout entière d'une manière très utile. Même le gouvernement français, dont les attaches avec les monarchistes russes l'obligent à une grande réserve à notre égard, ne peut refuser d'entrer en relations immédiates et directes avec l'un des peuples opprimés jusqu'ici sous le régime autrichien. Il lui serait impossible, sans manquer ouvertement à la justice et l'équité, de faire une différence entre les Yougo-Slaves et les Ruthènes, dont la situation est pareille au point de vue du droit des peuples et de la situation politique internationale.

Si l'on refusait de reconnaître aux Ukrainiens d'Autriche-Hongrie le même droit de libre disposition qu'aux peuples voisins, que pourrait-on bien faire d'eux ? Annexer leur pays à la Pologne ou à la Russie ? Il est certain que l'Amérique y opposerait son veto d'une manière absolument catégorique. La France, qui doit sa victoire à l'intervention américaine, ne pourrait soutenir une proposition pareille, et nous sommes persuadés que, lorsqu'ils seront mieux informés, ces hommes d'Etat comprendront qu'il ne saurait y avoir deux justices et deux manières d'appliquer les grands principes de droit.

La France et le Droit.

Sitôt qu'on s'éloigne de cette voie du droit, on tombe dans les intrigues et dans les combinaisons déshonorantes. Jamais la France ne pourrait permettre à ses diplomates de la laisser entrainer dans ces chemins-là. Ses soldats sont morts par centaines de mille dans les tranchées en offrant leur vie pour un idéal parfaitement clair. La politique la plus simple consiste à mettre aujourd'hui cet idéal en pratique dans tous les domaines.

Pour s'être écarté de cette voie droite en soutenant par exemple les impérialistes polonais avec M. Roman Dmowski en tête, le gouvernement français se voit mêlé aujourd'hui à un échec retentissant. En effet, le parti national-démocrate qu'il soutenait à l'exclusion des autres, vient d'être balayé du pouvoir à Varsovie par l'opinion publique polonaise, qui demande un ministère de gauche, sincèrement démocratique. Il est triste de penser que le gouvernement français avait soutenu un parti qui n'a pas fait autre chose pendant les quelques jours de son passage au gouvernement que de persécuter les Juifs et de provoquer la guerre en Galicie. En soutenant les monarchistes russes, le gouvernement français peut s'attendre à des résultats encore moins réjouissants. Aussi, nous voulons croire qu'il se détournera bientôt d'une politique aussi dangereuse.

Les événements de Galicie.

Les impérialistes polonais, qui ne cachent pas leur intention d'annexer la Galicie tout entière à leur pays, répandent à dessein toutes sortes de faux bruits à l'étranger pour faire croire que ce sont les Allemands et les Autrichiens qui soutiennent les Ukrainiens là-bas et qui leur prêtent même des secours militaires. C'est juste le contraire qui est la vérité. En Galicie, comme à la frontière du Pays de Cholm, c'est contre des troupes austro-allemandes, alliées aux Polonais, que les détachements d'Ukrainiens ont dû combattre pour délivrer leur pays de toute occupation étrangère.

La *Deutsche Zeitung*, l'organe pangermaniste de Berlin, se trompe étrangement s'il croit que l'occupation de Léopol par les Ukrainiens peut être considérée comme une victoire allemande. Les événements se chargeront de lui prouver son erreur. C'est d'une victoire américaine qu'il aurait mieux fait de parler, car les Ukrainiens sont décidés à respecter intégralement le droit des peuples et à accepter d'avance pour cette ville la solution équitable, quelle qu'elle soit, qui leur sera proposée par le président Wilson, le jour où il se prononcera sur les droits des minorités nationales.

Les Ukrainiens ont souscrit bien volontiers à la déclaration des nationalités de l'Europe orientale représentées à Lausanne l'autre jour. Elle contenait une protestation formelle contre toute lutte sanglante entre les peuples qui renaissent à la vie politique. Nous maintenons ici ce point de vue et nous souhaitons que les hostilités soient définitivement arrêtées en Galicie. Nous n'avons pas dépassé la frontière ethnographique ukrainienne et nous avons même laissé entre les mains des Polonais les régions habitées par nos compatriotes au delà du San.

En revanche, nous pouvons demander à nos voisins de nous laisser organiser en paix les régions où nous sommes en majorité incontestable, en attendant qu'un arbitrage neutre ou américain, appuyé sur des plébiscites, puisse trancher nos différends dans la question de Cholm et de Léopol.

Il est possible que le Quai d'Orsay ait donné aux Polonais certaines espérances sur la Galicie orientale. Nous ne le savons pas, mais nous avons reçu du côté américain des assurances formelles que le Président Wilson était absolument décidé à s'en tenir à son programme, enregistré par le monde entier, à savoir que la Pologne devrait comprendre uniquement les territoires *incontestablement polonais* et avoir un accès à la mer, ni plus, ni moins.

Or, même les statistiques polonaises sont unanimes à refuser ce titre à la Galicie orientale, où elles comptent toutes de 60 à 65 % d'Ukrainiens. Il n'y avait donc absolument rien qui pût autoriser le Conseil des ministres national-démocrate de Varsovie à ordonner au général Puchalski une prise de possession du pays.

Du moment où l'Autriche-Hongrie était démembrée, de par la volonté de ses peuples et de par celle des Alliés, c'était non seulement le droit, mais encore le *devoir* des Ukrainiens, de prendre en mains leur administration, qui n'avait été usurpée jusqu'ici par les Polonais que grâce au régime autrichien. Ce régime disparu, la domination polonaise devait disparaître avec lui. Encore si la Galicie était restée un Etat indépendant, les Ukrainiens eussent-ils pu consentir à négocier avec les Polonais de Cracovie la question d'un partage futur de la province, les uns regardant vers Kiew, les autres attirés par Varsovie ; mais, du moment où les Polonais proclamaient leur incorporation au Royaume de Pologne, les Ukrainiens devaient nettement se séparer d'eux et faire aussi leur politique nationale pour leur compte. Tout cela est si logique et si normal que rien au monde n'en pourrait changer l'implacable vérité.



Dr Eugène Levitzky, député.
Représentant à l'étranger et Membre du Comité exécutif de la Rada Nationale ukrainienne à Léopol (Galicie) constituée comme gouvernement provisoire des pays ukrainiens de l'ancienne monarchie austro-hongroise

SITUATION DIPLOMATIQUE

Nous avons annoncé l'arrivée à Berne du ministre d'Ukraine, le Dr Lukassewitch, avec tout le personnel de la légation. A côté de cette représentation de la république d'Ukraine, nous aurons désormais à Berne une mission spéciale de l'autre Etat ukrainien nouvellement fondé par nos compatriotes d'Autriche-Hongrie.

Comme le Conseil national suprême établi en Galicie orientale a décidé de rester indépendant jusqu'au congrès de la paix afin de pouvoir y proposer lui même la réunion de la Galicie orientale à la République, il était nécessaire qu'il nommât ses propres représentants à l'étranger. C'est le député Eugène Levitzky, universellement apprécié par tous les Ukrainiens, qui vient d'arriver à Berne avec la mission de défendre le point de vue de nos compatriotes d'Autriche-Hongrie, non seulement auprès du gouvernement suisse, mais auprès des différents gouvernements d'occident qui sont représentés à Berne.

Nous lui souhaitons une cordiale bienvenue et nous faisons les meilleurs vœux pour le succès de son activité diplomatique.

MEMORANDUM A WILSON

Les journaux suisses ont déjà annoncé l'arrivée à Berne de M. Eugène Levitzky, représentant plénipotentiaire du nouvel Etat ukrainien formé des anciens territoires autrichiens de la Galicie. M. Levitzky est un des politiciens ukrainiens les plus éminents ; ancien candidat à la présidence de la représentation parlementaire ukrainienne, membre du Parlement, il a souvent représenté pendant ses voyages à l'étranger les intérêts du peuple ukrainien de la Galicie. Il est arrivé en Suisse porteur d'un mémorandum adressé au président Wilson. Nous en extrayons les passages les plus intéressants :

Monsieur le président,

Le gouvernement provisoire de l'Etat indépendant de Halitch, nouvellement formé des territoires ukrainiens de l'ancienne monarchie d'Autriche-Hongrie, a l'honneur de porter à votre connaissance que la nation ukrainienne de l'Autriche-Hongrie, se basant sur le principe proclamé par vous, a élu, à l'Assemblée constituante nationale de Léopol, un Conseil national ukrainien, et en même temps on y a pris la résolution de former des territoires ukrainiens de l'ancienne monarchie de l'Autriche-Hongrie un Etat indépendant. Le Conseil national ukrainien s'est constitué tout en élisant un Comité exécutif composé de neuf membres, qui, sous la forme d'un gouvernement provisoire, dirigera les affaires de l'Etat...

L'heure de la délivrance a sonné pour cette partie de la nation ukrainienne lorsque le corps politique décadent de la vieille monarchie de l'Autriche-Hongrie commença à se dissoudre par suite de la grande guerre, ainsi qu'en conséquence du principe proclamé par vous, Monsieur le président. Nos frères de l'Ukraine russe profitèrent de la dissolution de l'Empire russe pour proclamer l'indépendance de l'Etat de l'Ukraine, et, c'est de la même manière que les Ukrainiens de l'Autriche-Hongrie profitent de la dissolution de la monarchie pour créer une Assemblée constituante, le 18 octobre, à Léopol. Cette assemblée proclama, le 19 octobre, l'indépendance de tout le territoire ukrainien de l'ancienne monarchie de l'Autriche-Hongrie, formant un Etat souverain avec Léopol comme capitale.

Le Comité exécutif du Conseil national ukrainien faisant fonction de gouvernement provisoire, a l'honneur de porter à votre connaissance, Monsieur le président, la formation de ce nouvel Etat.

Monsieur le président,

Il fallait s'attendre à ce que les ennemis nationaux du peuple ukrainien, qui se trouvaient si bien sur notre terre, possédée par eux pendant des siècles par le droit du plus fort, revendiquent toujours différentes parties de notre jeune Etat ; et pourtant la guerre mondiale actuelle a creusé le tombeau de tout impérialisme et de tout annexionisme. Grâce aux idées de la liberté nationale, de la démocratie et de la fraternité des nations libres, que vous avez bien voulu proclamer, Monsieur le président, une ère nouvelle s'ouvre devant nous, remportant la victoire sur la force brutale et entraînant le monde entier dans son mouvement triomphal.

Ce sont avant tout les Polonais qui ne veulent pas se séparer de la Galicie ukrainienne ainsi que de ce Pays de Cholm et de Podlachie, des pays excessivement riches et fertiles. Ils emploient tous les moyens pour les annexer à la couronne polonaise. Pendant un temps, ils proposaient à la dynastie des Habsbourg la couronne comme prix de la Galicie orientale. Après, ils s'approchèrent des hommes politiques magyars comme le comte Bariin, le comte Andrassy et le comte Bathyany, qui craignaient de perdre la population ukrainienne exploitée par eux et au dernier point. Cette coopération politique secrète d'exploiteurs existe toujours, bien que la solution dite austro polonaise soit rejetée par le peuple polonais dans le royaume de la Pologne même, qui aspire à ce moment à une forme de gouvernement républicain. Les hommes d'Etat polonais tâchent d'égarer l'opinion du grand monde politique en essayant de prouver la nécessité d'une frontière stratégique orientale et prétendent à une mission soi-disant civilisatrice sur le territoire ukrainien. Ce sont des arguments contraires à votre principe et complètement inadmissibles.

Selon le principe proclamé par vous, Monsieur le président, l'Etat polonais ne doit embrasser que des territoires incontestablement polonais et chaque peuple doit avoir le droit de disposer librement de son sort sur son territoire...

Les Ukrainiens souhaitent au peuple polonais le développement libre, dans un Etat indépendant, formé des territoires ethnographiques. Ils voudraient avoir des relations amicales avec tous les peuples voisins, le peuple polonais y compris. Pourtant, si les appétits des annexionnistes polonais se réalisaient et si on incorporait une partie quelconque du territoire ukrainien à l'Etat polonais, ce serait une cause de friction dans les relations entre les deux Etats voisins, une guerre nouvelle s'enflammerait aussitôt à l'est de l'Europe.

La paix à l'Orient ne peut être assurée que par un partage de territoire strictement ethnographique entre les Etats souverains de la Pologne, de l'Ukraine et de la Moscovie. N'est-ce pas pour la Galicie orientale qu'on a versé des flots de sang pendant la guerre actuelle ?

Monsieur le président,

Les Ukrainiens sont un peuple démocratique et ami de la liberté. En voici la meilleure preuve : notre Assemblée constituante de Léopol, tout en fixant les principes généraux de la constitution de l'Etat, considère les Juifs comme une nation à part ; elle accorde aux minorités nationales le droit d'élection proportionnelle, une autonomie nationale, ainsi qu'une représentation des intérêts nationaux des minorités auprès du gouvernement. C'est un signe qu'on va procéder à la construction de l'organisme politique en se basant sur le droit électoral égal, direct et universel. La minorité nationale la plus importante, les Juifs, qui comptent un million d'âmes, soutiennent notre Etat et protestent contre la domination polonaise.

Monsieur le président,

Des milliers d'Ukrainiens, opprimés et exploités dans leur patrie, ont trouvé refuge et protection en Amérique, ce pays de liberté. Citoyens loyaux de la nouvelle patrie, ils y remplissent leurs devoirs civils.

Le gouvernement provisoire nouvellement formé s'adresse, plein d'espoir et sûr du succès, aux Etats-Unis de l'Amérique ainsi qu'à leur président, le grand penseur et homme d'Etat, qui sera le fondateur d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité.

Monsieur le président,

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance le fait de la résurrection de notre Etat et nous vous prions de bien vouloir donner votre puissante protection à notre peuple vraiment démocratique et qui a tant souffert.

Notre Etat a l'intention de disposer librement de son sort conformément au principe proclamé par vous, Monsieur le président. Les événements décideront s'il choisit l'indépendance complète ou bien une réunion avec l'Etat de l'Ukraine; il n'y a pas de doute que cette dernière décision correspondrait aux aspirations de notre nation entière. Nous nous réservons le droit d'avoir des représentants à la conférence de paix pour pouvoir librement profiter de notre droit de disposer de notre sort.

Le Gouvernement provisoire proteste contre toute déclaration ou discussion concernant les terres ukrainiennes de l'ancienne monarchie de l'Autriche-Hongrie, le gouvernement provisoire seul y étant compétent. En même temps nous portons à votre connaissance les résolutions fondamentales du Conseil national ukrainien ci-jointes ainsi que celles du Comité exécutif.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de notre très haute considération.

Léopol, le 26 octobre 1918.

Le Comité exécutif du Conseil national ukrainien à Léopol, faisant fonction de gouvernement provisoire de l'Etat ukrainien de Halich, formé des territoires ukrainiens de l'ancienne monarchie de l'Autriche-Hongrie.

A L'UNION NATIONALE

Dans une des dernières assemblées de l'Union nationale, ses représentants ont résolu de convoquer pour le 17 novembre un congrès national. Les territoires ukrainiens de l'autre côté de la frontière devront également être représentés. Dans les milieux ukrainiens on attribue à ce projet une grande importance. Le nombre de personnes et de groupements politiques ayant adhéré à l'Union nationale augmente de jour en jour. Ces derniers temps, l'Union des Zemstvos est entrée également dans sa composition. Dans la vie ukrainienne cet événement politique est d'une grande importance, car, maintenant, on peut dire sans exagération, que toute l'Ukraine démocratique y est représentée. M. Petliura, qui représente les Zemstvos à l'Union, occupait au temps de la Rada Centrale le poste de ministre de la guerre. Il jouissait en Ukraine d'une popularité égale à celle de Kerensky en Russie.

Le futur Congrès national délibérera sur la situation politique actuelle, tant nationale qu'internationale, sur la réunion de tous les territoires ukrainiens, sur la question de l'armée, sur la convocation de la Diète et sur la question agraire. L'instabilité du gouvernement actuel donne au Congrès une importance tout à fait particulière.

En attendant, l'Union nationale mobilise activement ses forces. Sept commissions spéciales vont s'occuper de l'élaboration d'un programme détaillé que l'Union nationale devra suivre à l'avenir. Ces commissions sont les suivantes:

1. Commission des Affaires intérieures, président: M. A. Nikowsky (soc. fed.);
2. Commission de la Guerre, président: M. V. Vinnitchenko (soc. dem.);
3. Commission de l'Agriculture, président: M. K. Matsievitch (soc. fed.);
4. Commission juridique, président: M. Masourenko (soc. dem.);
5. Commission des Finances, président: le père Jevtchenko (ind.);
6. Commission des Cultes, président: M. Lachtenko (soc. fed.);
7. Commission des Affaires internationales, président: M. Chapoval (soc. rev.).

Une souscription en faveur du Fonds National a été ouverte. Les journaux ukrainiens nous ont rapporté un appel intéressant qui a été lancé à cette occasion à tous les patriotes, demandant à chacun son appui financier. L'appel est adressé également à toutes les organisations politiques, toutes les institutions publiques, coopératives, sociétés industrielles, commerciales, financières, enfin à tous les Ukrainiens sans distinction de partis, de profession, ni d'âge, qui ont souffert pour l'amour de la patrie, et qui ont sacrifié leur bonheur personnel pour celui du peuple qui souffre depuis tant de siècles.

Chronique économique et financière.

Interview du ministre de l'Industrie.

Le « Kievsk. Mysl » du 25 octobre publie une interview avec M. S. Mering, actuellement ministre du Commerce et de l'Industrie, sur l'avenir économique de l'Ukraine. Un vaste champ d'activité s'ouvre devant le ministère. L'Ukraine est un pays aux possibilités énormes. Dès que la question agraire sera résolue, l'industrie sera florissante. Pour son développement, il faut organiser le fonctionnement normal des chemins de fer, améliorer le service des transports, augmenter le crédit, soutenir l'initiative privée, etc. Il faut aussi mener une politique raisonnable pour les tarifs et les douanes afin de se préserver contre l'industrie occidentale et former une union douanière avec les autres parties de l'ancien empire russe.

Possédant les mines de charbon et de fer les plus riches d'Europe, l'Ukraine, dont la population de 40 millions s'accroît annuellement de 700 000 âmes, a la possibilité et le droit d'avoir une industrie riche et prospère.

La bourse de Kiev.

Le fait que la dernière note Wilson n'a pas entraîné la baisse générale des valeurs a provoqué la surprise générale. Tout au contraire, la bourse de Kiev continue à rester parfaitement stable : comme on le voit maintenant, c'est parce que les pourparlers de paix ont provoqué la revision des valeurs à la Bourse.

Pour les personnes expérimentées cette revision n'était pas une surprise. On pouvait prédire depuis longtemps que la hausse considérable des valeurs était inévitable, car les actions de diverses entreprises industrielles restent l'unique « marchandise » qui ne soit pas encore atteinte par la cherté générale de la vie. L'agiotage qu'on pouvait remarquer ces derniers temps, ne peut en tout cas être considéré comme un événement accidentel produit par l'approche de la paix.

Les causes de l'agiotage sur le marché des valeurs doivent être recherchées ailleurs; en premier lieu dans la situation économique qui s'est constituée dernièrement. L'émission continuelle de papier-monnaie en Moscovie, la cherté extraordinaire de la vie, la baisse presque complète de l'argent augmentent naturellement l'intérêt aux actions des entreprises industrielles et aux autres valeurs de ce genre.

Actuellement, celui qui est en possession de plusieurs centaines de mille de karbovanietz est loin d'être un capitaliste, car que peut-il acquérir avec cette somme si une paire de souliers coûte 500 karb. et un costume 2000 karb.? Au contraire s'il possède pour cette même somme des actions d'une entreprise industrielle solide, on peut le considérer comme propriétaire d'un capital, car la valeur de l'entreprise croît de jour en jour à mesure qu'augmente le nombre des papiers-monnaie. Grâce à toutes ces circonstances, les valeurs de la Bourse peuvent monter quelquefois indépendamment des circonstances politiques et de l'instabilité de la situation intérieure.

PARTI DÉMOCRATIQUE-AGRAIRE

Nous trouvons dans la *Vidrodjenia* du 25 octobre, l'opinion de quelques membres éminents du parti démocrate-agraire sur le nouveau Cabinet :

Le nouveau Cabinet ne correspond pas aux buts pour lesquels il a été formé; car, de fait, il ira contre les forces réelles qui ont provoqué la crise. Ces forces étaient les suivantes :

1° D'une part les événements sur le front occidental en rapport avec la politique Wilson et une démocratisation générale des puissances centrales.

2° La croissance de la conscience nationale parmi les masses moyennes du peuple qui, tôt ou tard, établira un régime politique correspondant à sa volonté.

Le nouveau gouvernement continuera fatalement l'ancienne politique et entraînera encore davantage le pays dans un abîme économique et politique.

Les masses populaires désirent une politique claire et voient la base de cette dernière dans l'existence de l'Etat ukrainien indépendant. Le gouvernement actuel ne pourra pas mener cette politique et, par ce fait même, élargira encore davantage le fossé qui existe entre le peuple et le gouvernement. Ce dernier doit s'appuyer uniquement sur les masses moyennes agraires, ce qui seul pourrait lui donner un caractère démocratique et national. Ces masses agraires ne pourront pas être satisfaites du nouveau ministère car ce dernier ne pourra pas dire un seul mot nouveau dans la question la plus brûlante, notamment dans la réforme agraire. Des luttes intérieures s'élèveront immédiatement au sein du nouveau Ministère qui perdra inutilement le temps précieux réservé aux décisions sérieuses et non à de petits compromis. Le nouveau Cabinet ne saura qu'ajourner la lutte pour un vrai gouvernement démocratique, lutte qui, en fin de compte, éclatera d'autant plus gravement.

NATIONALITÉS DE L'EST

Après les représentants des nationalités de l'Europe centrale, Polonais, Tchèques, Roumains et Yougo-Slaves, qui viennent de se réunir à Genève le 29 octobre, les représentants des nationalités de l'Europe orientale, Lettons, Lithuaniens et Ukrainiens, ont tenu à Lausanne, sous la présidence de M. Edmond Privat, privat-docent à l'Université de Genève, une conférence où la déclaration suivante a été adoptée et contresignée le 6 novembre, par MM. Leepin, au nom du Bureau letton de Bâle ; Stepankowski et Batchinsky, au nom du Bureau ukrainien de Lausanne, et Vilimovicz, au nom des participants lithuaniens:

« Les représentants des nationalités de l'Europe orientale réunis à Lausanne:

» 1. Envoient l'expression de leur sympathie aux nationalités sœurs de l'Europe centrale; se réjouissent de les voir réaliser leur indépendance et leur unité nationale; adhèrent au programme Wilson d'indépendance et de société des nations, adopté par les délégués de leurs organisations nationales en Suisse par leur déclaration du 29 octobre;

» 2. Ont confiance que les Alliés, conformément aux principes Wilson, reconnaîtront les mêmes droits de libre disposition aux nationalités de l'ancien empire russe qu'à celles de l'Autriche-Hongrie;

» 3. Espèrent que les Alliés, en exigeant l'évacuation des territoires de l'Est par les troupes austro-allemandes, assureront aux Etats en formation qui le leur demanderaient, les secours nécessaires pour défendre leurs frontières contre toute invasion étrangère et pour leur permettre de convoquer librement leurs assemblées nationales, d'organiser en toute souveraineté leur administration et de réaliser leur réforme sociale sans l'intervention de la Russie ou de tout autre tiers intéressé;

» 4. Protestent contre toute lutte sanglante entre les peuples qui renaissent à la vie politique et contre toute persécution des juifs ou des autres minorités nationales, et s'engagent à travailler de toutes leurs forces à l'entente directe entre leurs nationalités sur la base de plébiscites, pour les territoires contestés. »

CHRONIQUE DU PAYS

L'Union des Zemstvos est entrée à l'Union nationale et a envoyé comme représentant M. Petliura ancien ministre de la Rada centrale.

Un congrès de missionnaires orthodoxes s'est réuni à Kiev.

Un nouveau journal: « Poltavska Hromada », vient de se fonder à Poltava.

Tout le personnel du Consulat général du gouvernement des Soviets a quitté Kiev.

M. Drozdovsky, attaché militaire auprès de la légation ukrainienne en Suisse, est parti de Kiev pour rejoindre son poste.

M. Soukovkine avec tout le personnel de la mission diplomatique est parti pour Constantinople.

Une conférence du parti démocrate-agraire siège à Kiev depuis le 26 octobre. 60 représentants de 8 gouvernements sont arrivés.

Le Ministère de la guerre a commencé l'édition d'un journal officiel : « L'armée ».

Le Ministère des Affaires étrangères est en train d'envoyer deux missions diplomatiques, une en Hollande, l'autre en Italie.

La société des architectes ukrainiens ouvre le 10 novembre un institut d'architecture à Kiev.

Le « Vidrodjenia » du 18 octobre nous apporte le texte intégral de l'universal de l'hetman sur la restauration de l'ancienne armée des Cosaques. On a désigné déjà les atamans des gouvernements de Kiev, de Poltava, Tchernigov, Ekaterinoslaw, Kherson, Kharkov et Volhynie, qui sont partis afin de remplir leurs fonctions.

Une succursale de la Banque populaire coopérative s'ouvre à Kherson.

*** Les Ukrainiens de Volhynie ont organisé une Ligue à Kiev pour défendre la Volhynie contre l'impérialisme polonais.

*** Les Ukrainiens de Bessarabie adressent continuellement de nouvelles plaintes au gouvernement ukrainien contre les persécutions exercées contre eux par les autorités roumaines. Ils se plaignent entre autres de ce que les professeurs ukrainiens sont impitoyablement renvoyés, parce qu'ils ne savent pas la langue roumaine, bien que la population de leurs villages soit purement ukrainienne.

*** On communique que dans un grand nombre de localités de l'Ukraine des succursales de l'Union nationale ukrainienne ont été organisées.

*** La *Nova Rada* écrit que sur le nombre total des habitants de la République du Don, soit quatre millions, un million et demi sont ukrainiens. Ils habitent en masse compacte ; cependant aucun droit politique rationnel ne leur est accordé dans la Constitution de l'Etat.

*** Le Conseil général des Ukrainiens d'Autriche à Kiev publie un appel à tous les Ukrainiens de Galicie séjournant en Ukraine pour les inviter à remplir leurs devoirs dans les rangs des tirailleurs galiciens.

*** Le Ministre de la Finlande à Kiev, M. Gummerus a déclaré à des journalistes que la Finlande avait de grandes sympathies pour l'Ukraine, son sort étant à peu près identique au sien, aussi bien sous le régime tsariste que sous le régime bolchévique.

La Municipalité d'Ekaterinoslav procède à l'organisation d'une milice formée de citoyens capables de porter les armes.

Une université populaire vient d'être fondée à Matchoukhy (gouvernement de Poltava) par la société culturelle « Prosvita ».

L'Union nationale et le Conseil national ont commencé l'édition à Odessa d'un nouveau journal « Novi Chlakhy ». Ces deux organisations ont décidé de prendre une part active à la création de la défense nationale dans cette ville.

Une grande assemblée d'Ukrainiens de Crimée a eu lieu à Sébastopol. Une résolution demandant la réunion de la Crimée à l'Ukraine a été votée.

Les communications postales et ferroviaires avec la Russie sont interrompues.

L'hetman a ratifié la décision du Conseil des ministres concernant la création d'un corps d'armée spécial pour la lutte contre l'anarchie et qui agira dans les districts limitrophes de la Russie.

L'hetman a reçu en audience le délégué du parti agraire-démocratique, avec lequel il a eu un long entretien très important.

Le 20 octobre ont eu lieu à Kiev de grandes manifestations polonaises en l'honneur de l'anniversaire de la proclamation de l'indépendance de la Pologne.

Une société scientifique d'étudiants s'est fondée à l'Université de Kiev.

M. Vinnitchenko a lu au théâtre dramatique sa pièce nouvelle « Entre deux forces ».

Un gymnase vient d'être fondé à Mohylna (Podolie) par la société Prosvita.

La commission s'occupant de la création à Nikolaïef d'une école polytechnique a commencé ses travaux. La fondation d'une école de guerre et de marine est également en vue.

Le ministère du Commerce et de l'industrie a ratifié dernièrement les statuts de sept nouvelles sociétés actionnaires ayant un capital total de 16 millions 800 mille karb.

Ce ministère a reçu la demande de fonder au sud de l'Ukraine une grande usine de papier pouvant fournir 900 wagons par an.

Le Conseil des ministres a approuvé et l'hetman a ratifié l'ordonnance concernant l'appel au service militaire des aspirants et du corps d'officiers de l'ancienne armée russe qui se trouvent en Ukraine.

Les travaux de relèvement de la flotte ukrainienne coulée par les maximalistes avancent rapidement. Dernièrement le navire transport « Treverian » a été ramené au port.

Le Congrès des ouvriers de la Crimée a voté une résolution demandant la réunion du pays à l'Ukraine.

Il se constitue à Kiev un Conseil national d'Ukrainiens de Bessarabie.

On vient de découvrir à Odessa une organisation maximaliste. Une imprimerie était en pleine marche; 5000 exemplaires de l'organe anarchiste « Communiste » ont été confisqués; sept membres du bureau de l'organisation communiste bolchéviste ont été arrêtés.

Les démarches auprès du gouvernement bulgare et des représentants de la France en vue du rapatriement des prisonniers de guerre se trouvant en Bulgarie, ont abouti à un succès complet. Un navire spécial est parti d'Odessa pour Varna en vue de les amener.

En vertu d'une clause spéciale de l'accord entre l'Ukraine et la Finlande, cette dernière s'est engagée à fournir du papier dont elle possède un stock considérable.

Le ministre de l'Instruction publique a enregistré jusqu'à maintenant 952 sociétés culturelles Prosvita.

Les pourparlers avec les représentants de la Roumanie en vue de conclure un accord économique sont terminés. Ces derniers ont abouti à un plein succès. Les différends d'ordre politique sont aplanis. Après la signature de l'accord, le ministre roumain Consescu a quitté Kiev.

Le commissariat de la République d'Azerberdjan fonctionnera à Kiev.

Un accord concernant les relations postales avec le pays du Don vient d'être conclu.

Un institut archéologique ukrainien s'ouvre à Kiev.

L'hetman a ratifié la création à Varsovie d'une représentation diplomatique.

Le « Mir », du 19, invite tous les Ukrainiens catholiques romains du pays de Cholm et de la Podlachie à s'organiser sur une base nationale et à ne pas oublier qu'être catholique ne signifie pas être polonais, mais qu'ils continuent à appartenir à la nationalité ukrainienne.

En Ukraine, sur 40 millions d'habitants, il y a sept millions de catholiques grecs et trois millions de catholiques romains. Le journal cite comme exemple la paroisse catholique romaine de Brest-Litovsk qui compte 10 860 personnes dont 600 Polonais seulement. Tous les autres sont Ukrainiens.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 76 Lausanne, 21 Novembre 1918 IVme Année.

ANNIVERSAIRE NATIONAL

L'Ukraine célèbre aujourd'hui le premier anniversaire de son indépendance politique. Nous commentons cet événement à la page 2.

COUP D'ETAT A KIEV

Une dépêche de Kiev transmise par l'agence Wolff et datée du, 17 novembre annonce que l'hetman, en raison de la nouvelle situation créée par l'Entente dans la « Russie du Sud », a nommé un nouveau ministère composé pour la plus grande partie de Russes partisans du fédéralisme entre les différentes régions de l'ancien Empire. Le premier acte du nouveau ministère a été la reconnaissance de la langue russe comme idiome officiel du pays à côté de l'ukrainien.

Il est probable que nous avons affaire à la dernière manœuvre des militaires allemands avant d'évacuer notre pays. Des hommes comme M. Gerbel, qui est président du nouveau Cabinet, et comme M. Rjepetzky, le nouveau ministre des Finances, ont été constamment soutenus par les Allemands depuis l'hiver dernier et représentent les tendances russophiles des milieux berlinois que nous avons souvent dévoilées ici même.

Nous voulons espérer que l'influence française n'est pour rien dans cette combinaison, malgré toutes les sympathies que le Quai d'Orsay n'a cessé de témoigner jusqu'ici aux monarchistes russes. L'Union nationale ukrainienne vient de proclamer une dictature provisoire à Bila-Cerkwa pour prendre la tête du mouvement de résistance et réunir pour une action commune toutes les forces indépendantistes et démocratiques du pays. C'est-elle que les Alliés devront soutenir énergiquement s'ils veulent conserver l'ordre en Ukraine et assurer la récolte que l'Europe attend de nous. En effet, le plus clair résultat du coup d'Etat réactionnaire sera inévitablement l'éclosion d'une nouvelle révolution et la porte ouverte à l'invasion bolchévique.

Une chose est parfaitement claire et les Alliés devront s'en convaincre avant d'en attendre la preuve par une expérience douloureuse, c'est qu'en étendant les limites de la Russie on étend du même coup la tache d'huile bolchéviste. Aucun raisonnement ne changera rien à ce fait. Pour empêcher la vague terroriste de descendre au sud et à l'ouest, il faut maintenir inébranlable l'indépendance de l'Ukraine. Toute atteinte portée à celle-ci est un gage donné au bolchévisme.

Le nouveau gouvernement qui vient de s'établir à Kiev contre la volonté du peuple ne pourra se maintenir que par la force des baïonnettes étrangères. Jusqu'ici ces baïonnettes sont celles des militaires allemands. Une tâche à la fois noble et sage s'offre aux Alliés qui vont débarquer à Odessa : c'est de remplacer cette force militaire par un appui qui soit au service de la justice et du droit au lieu de soutenir la réaction chez nous. D'ailleurs les soldats allemands eux-mêmes, gagnés par l'enthousiasme républicain de leurs concitoyens, ne vont-ils pas refuser de prêter secours à une manœuvre aussi déloyale ?

L'heure est grave et le désordre va menacer notre pays si l'Union nationale ne réussit pas à prendre solidement en mains les rênes du gouvernement, à chasser du pays les intrigants monarchistes ou bolchévistes russes et à convoquer immédiatement une Assemblée nationale. Il nous reste pourtant l'espoir qu'elle peut y réussir, à condition de rencontrer autour d'elle assez de discipline et de dévouement. Il est hors de doute qu'elle représente l'immense majorité de notre population et que sa politique traduit les désirs des paysans de nos campagnes. Jamais l'occasion n'a été plus belle pour les Alliés de soutenir à la fois l'indépendance et l'ordre d'un grand pays en secourant immédiatement l'organisation nationale la plus franche et la plus solide.

BULLETIN

Lausanne, le 19 novembre 1918.

Wilson au Capitole.

Dans son discours au Capitole, le président Wilson a parlé du grand désordre qui règne en Russie et il a terminé cette allusion par ce passage qui ne peut manquer de nous intéresser : « Le présent et tout ce qu'il implique appartient aux nations et aux peuples qui restent maîtres d'eux-mêmes et maintiennent l'ordre dans les travaux de leur gouvernement. »

L'Ukraine tâchera de prendre cette conclusion pour elle et de persévérer dans la voie qu'elle s'est tracée afin de pouvoir construire en paix son nouvel Etat. Notre peuple entier souhaite que le président Wilson veuille bien tenir compte du grand effort d'organisation qu'il est en train de faire. Pour appliquer justement les nobles principes proclamés à notre peuple, le président trouvera bientôt, nous l'espérons, l'occasion convenable de consacrer ce grand effort de la nation ukrainienne par la garantie formelle de son indépendance et la reconnaissance de sa république.

Cette consécration, nous l'attendons tous les jours avec plus d'impatience. Quant à celle de nos simples *droits* à l'indépendance, nous la considérons comme déjà catégoriquement impliquée dans toutes les déclarations précédentes du président des Etats-Unis. Quelles que puissent être les influences qui chercheront sans doute à l'assaillir de tous les côtés à son arrivée en France, nous demeurons parfaitement sûrs de son impartialité absolue et de sa volonté ferme d'accorder l'indépendance à tous les peuples qui la demandent.

Une seule chose pourrait compromettre la bonne volonté du président dans les affaires de l'ancien empire russe, ce serait une organisation systématique de faux renseignements sur notre pays. Nous sommes certains d'ailleurs que cette organisation est projetée par les monarchistes russes, mais nous comptons sur nos amis de Paris et de Washington pour déjouer ces manœuvres et faire éclater la vérité.

Devant cette vérité, le président Wilson ne peut avoir envers les peuples de l'ancienne Russie que la même attitude adoptée envers ceux de l'Autriche-Hongrie. Sa loyauté parfaite nous en est le meilleur garant.

L'évacuation militaire.

Tout le monde a remarqué la différence faite par les Alliés dans leurs conditions d'armistice entre le front occidental et le front oriental. Tandis qu'ils imposaient un délai relativement court aux armées allemandes pour évacuer les territoires envahis de la France, de la Belgique et les provinces annexées de l'Alsace et de la Lorraine, les Alliés déclaraient publiquement ne pas fixer de délai pour l'évacuation des territoires de l'Europe orientale.

Tout en souhaitant vivement être bientôt débarrassée d'une influence militaire qui pesait lourdement sur notre politique intérieure, l'opinion publique ukrainienne a salué cette différence avec une sincère gratitude. En effet, comme nous l'avons déjà maintes fois expliqué ici, il y aurait de gros inconvénients à laisser notre pays en proie à une invasion bolchéviste pendant l'espace qui s'écoulerait entre le départ des Austro-Allemands et l'arrivée des troupes anglo-américaines.

Du moment où les Alliés n'ont pas encore les moyens de suivre, pas à pas, la retraite allemande en Orient comme ils le font en Occident, il est naturel qu'ils attendent, pour ordonner l'évacuation immédiate, d'avoir assez de troupes concentrées sur la Mer Noire pour employer le même procédé. Il est donc naturel aussi que nous leur sachions gré de cette mesure de précaution. D'ailleurs, si l'attitude adoptée à l'égard de la Pologne devait servir d'exemple et si les Alliés devaient avoir cette délicatesse suprême de nous envoyer, à nous aussi, les contingents formés par nos compatriotes d'Amérique du Nord, nous aurions plus de raisons encore de leur témoigner une reconnaissance très chaleureuse.

Nous ferons seulement remarquer à ce propos que, s'il est juste qu'on choisisse Odessa pour faire débarquer des troupes ukrainiennes ou sympathiques à l'Ukraine, c'est Dantzig qu'il conviendrait de choisir comme port le plus convenable pour y faire arriver les contingents polonais. Nous publions à ce sujet la note parfaitement claire et digne de notre ministre à Vienne, M. Lipinsky.

Les socialistes français.

Les milieux socialistes français se sont vivement inquiétés de la condition de l'armistice que nous venons d'analyser plus haut. Ils craignent que les gouvernements alliés ne chargent l'Allemagne de maintenir l'ordre en Ukraine uniquement pour avoir le temps de préparer une véritable campagne contre la révolution russe en se servant de Kiev comme base d'opérations. Ils déclarent enfin, par l'organe de M. Marcel Cachin, directeur de *L'Humanité*, que les socialistes français s'opposeront de toutes leurs forces à une lutte directe ou indirecte contre la Russie révolutionnaire.

Nous devons aux socialistes français, qui sont des amis sincères de l'indépendance ukrainienne, de franches explications à ce sujet. Nous aussi, nous sommes absolument opposés à ce que notre territoire serve de champ de manœuvres à des tentatives de « restauration russe », ce qui signifie en bon français le rétablissement de l'empire dont nous avons secoué le joug.

Pas plus que les socialistes français, nous ne désirons que notre pays serve de base d'agression contre nos voisins révolutionnaires en dépit de tous les torts qu'ils ont commis envers nous. La seule chose que nous demandons, c'est de servir de rempart pour nous-mêmes et pour les autres. Nous demandons qu'on nous aide à défendre notre frontière contre une invasion sauvage et terroriste comme celle que les gardes rouges ont tentée l'hiver dernier en ensanglantant tout le pays jusqu'à Kiev.

Notre peuple réclame une réforme agraire et sociale, et c'est pourquoi nous souhaitons le succès de l'Union Nationale Ukrainienne, qui nous paraît beaucoup plus propre à former un ministère que les partis du centre et de la droite, beaucoup trop timides ou réactionnaires. Mais, cette réforme sociale absolument indispensable, notre peuple entend la réaliser lui-même et sans l'intervention d'un tiers intéressé, comme l'exprimait si justement la résolution adoptée par la réunion organisée l'autre jour à Lausanne entre les représentants des nationalités de l'Europe orientale.

Le peuple ukrainien est essentiellement démocratique par instinct et par tradition. Il ressemble au peuple suisse, qui a horreur des procédés violents. Nos paysans sont des travailleurs pacifiques très attachés à leur lopin de terre et méfiants à l'égard de toutes les interventions extérieures.

Les socialistes français doivent être les premiers à comprendre notre situation. Nous sommes persuadés qu'ils ne voudraient pas livrer notre pays à l'anarchie. Au contraire, leur intervention dans la presse et à la Chambre des Députés au Palais Bourbon peut nous rendre de grands services, s'ils attirent l'attention du gouvernement français sur les conditions indispensables d'une occupation de l'Ukraine par les troupes alliées.

La tâche des Alliés.

Ces conditions doivent se résumer tout d'abord en ces mots : Faire mieux que les Allemands. C'est-à-dire : 1° ne pas intervenir dans la politique intérieure du pays, sinon pour faciliter la convocation large et démocratique d'une Assemblée Nationale et pour permettre à la nation de faire entendre sa voix en toute liberté ; 2° respecter absolument la volonté nationale de l'Ukraine de décider de son sort en dehors de l'influence russe ou allemande ; 3° ne pas intervenir dans la politique étrangère de l'Ukraine, sinon pour l'encourager à faire partie de la Société des Nations ; 4° de ne pas se servir de notre pays comme d'un instrument, mais avoir uniquement en vue l'intérêt de son peuple et son rôle utile dans l'humanité en laissant complètement de côté le point de vue particulier de tel ou tel voisin avide ; 5° éviter tout ce qui pourrait envenimer les relations de l'Ukraine avec ses voisins, en exigeant de ceux-ci, aussi bien que d'elle-même, l'acceptation loyale de frontières ethnographiques et la renonciation à toute politique impérialiste.

Popularité de l'Angleterre.

Si l'Angleterre est si populaire chez nous à l'heure actuelle, ainsi que nous le rapportent tous les témoins oculaires et les voyageurs qui reviennent directement de Kiev, c'est que l'opinion publique est persuadée que les contingents britanniques dirigés sur Odessa ont reçu préciséinent pour instruction de s'en tenir strictement aux principes que nous venons d'énoncer. Nous avons confiance que la vieille démocratie britannique ne voudra nous imposer aucun esclavage, ni celui du tsarisme abhorré, ni celui de la terreur rouge. Comme nous, les Anglais ont une répugnance instinctive pour ces deux régimes corrompus et, d'autre part, leur vaste expérience mondiale les a convaincus depuis longtemps de la parfaite impossibilité de déraciner une nationalité quelconque et de l'immense avantage qu'il y a pour tout le monde à laisser chaque nation s'organiser à son idée en maintenant une étroite solidarité économique avec les autres.

La propagande polonaise.

Dans leur propagande à l'étranger, les Polonais ont grand tort de parler trop souvent des autres nationalités voisines et de le faire sans l'impartialité voulue. La lutte qu'ils ont provoquée en Galicie par leur étrange prétention d'annexer cette province tout entière à leur nouvel Etat leur a fourni l'occasion de répandre en Suisse et en France des nouvelles absolument dénuées de fondement. Nous le regrettons vivement, et nous sommes obligés de publier plus loin le démenti catégorique de notre ministre à Vienne, qui n'a jamais désavoué nos compatriotes de Galicie orientale au nom du gouvernement de Kiev, au contraire.

Pourquoi donc la grande République d'Ukraine devrait elle désapprouver ses frères d'Autriche-Hongrie qui défendent leurs droits de rester maîtres chez eux ? Pourquoi devrait-elle se taire devant le meurtre de notre leader social-démocrate en Galicie, M. Vityk, tué à Léopol par des Polonais qui tiraient de leurs fenêtres ?

L'*Echo de Varsovie*, le journal de M. Baranowski et des partis démocratiques, nous adresse des paroles conciliantes. Il publie un appel des socialistes polonais de Galicie occidentale, qui nous assure que la question de Léopol et de la province orientale ne peut être résolue que par un accord direct entre les deux parties. Nous n'avons jamais dit autre chose nous-mêmes. Pourquoi donc avoir voulu prendre possession du pays et placer ainsi la discussion sur le terrain militaire ? Nous sommes les premiers à le déplorer douloureusement.

Maintenant que le gouvernement national-démocrate impérialiste est tombé à Varsovie et que le général Pilsudski a chargé son collègue socialiste de former le nouveau ministère, nous pouvons espérer que les hostilités vont bientôt cesser entre les deux nations voisines. En Galicie même, la lutte a encore envenimé les esprits, déjà excités et exaspérés depuis tant d'années par un frottement pénible. Tandis que le Conseil national suprême des Ukrainiens d'Autriche-Hongrie orga-

nise le pays de Halytch et revendique solennellement ses droits devant l'étranger, les gouvernements de Kiev et de Varsovie pourront tenter une œuvre de conciliation, d'autant plus facile pour eux qu'ils sont moins atteints par les douleurs et par les rancunes accumulées.

Nous voulons espérer que les démocrates sincères qui prennent aujourd'hui la tête de la République polonaise sauront trouver le langage qui convient à un règlement pacifique du conflit et à l'établissement d'une amitié définitive entre les deux nations. Nous n'avons pas peur de prononcer ce mot-là, car nous savons que l'Ukraine tout entière est prête à se soumettre aux décisions de la cour d'arbitrage internationale qui appliquera intégralement les principes du président Wilson. Sur cette base-là, il n'y a plus de conflits possibles, si chacun veut bien la respecter.

Le citoyen Daszynski a prononcé plusieurs fois d'éloquentes paroles à l'égard des Ukrainiens, en les nommant ses « frères ». Nous les rappelons aujourd'hui à sa mémoire, en souhaitant le meilleur succès à son activité nouvelle s'il est bien décidé à la diriger tout entière dans la voie de la justice intégrale et du droit sans détours.

FÉDÉRATION

Il y a fédération et fédération. La seule qui puisse être acceptée par des peuples libres, c'est l'accord librement consenti entre nations égales en droit, et décidées à se liguer pour accomplir ensemble tel ou tel but. La Suisse est une confédération de 25 Etats souverains, alliés désormais pour la vie afin de défendre ensemble leur indépendance et leur neutralité.

La Société des Nations, telle que la propose le président Wilson, doit être une vaste fédération de tous les Etats du monde ou plutôt de tous les peuples, car elle ne sera possible que le jour où les peuples seront tous les souverains de leurs Etats comme c'est le cas pour les cantons suisses. Le but de cette immense ligue sera de maintenir la paix et de forcer chacun des signataires à recourir à l'arbitrage pacifique en cas de conflit avec un voisin au lieu de faire appel à la force des armes comme c'était le cas jusqu'à présent.

A l'égard de cette fédération générale des peuples, l'Ukraine ne peut avoir qu'une grande sympathie, qui se traduira demain par une adhésion formelle. Mais, lorsqu'on nous parle de fédération slave ou de fédération russe, c'est de tout autre chose qu'il s'agit. En effet, à côté des exemples que nous venons de citer, il y a une conception du fédéralisme qui donne à un Etat dominant la direction des affaires de ses alliés. C'était le cas de la Prusse vis-à-vis des autres pays d'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie vis-à-vis des nationalités slaves et latines de la monarchie danubienne, et enfin ce serait le cas de la Russie future, qu'on voudrait reconstituer sous la forme d'une fédération des nationalités jadis opprimées par l'empire des tsars.

De cette fédération-là, nous ne voulons pas, et cela à aucun prix.

L'heure des dominations est passée. La voix qui s'est élevée à Washington a proclamé devant le monde le droit de tous les peuples à disposer souverainement de leur sort. La Russie nous est trop étrangère par ses violences extrêmes et par ses folies monarchistes ou révolutionnaires pour que nous puissions jamais plus lui confier une parcelle de nos affaires. L'exemple qu'elle a donné jusqu'ici dans sa politique, toujours exagérée dans un sens ou dans l'autre, toujours inquiète, toujours instable, et toujours assoiffée d'extension, lui enlève absolument le droit de vouloir se mêler de l'Ukraine et de son gouvernement intérieur.

Aujourd'hui qu'elle est déchirée par une terreur sanglante, elle voudrait encore intervenir dans les affaires des autres et étendre son influence dominatrice. Sa méthode actuelle est l'infiltration secrète et cachée par tous les moyens possibles. Les monarchistes et les bolchévistes s'introduisent partout, organisent partout des cercles et des agences, sans compter les légations officieuses ou autres et travaillent activement à leur but. Il n'est pas jusqu'à la Suisse qui n'ait eu à souffrir de cette infiltration russe menaçante pour sa tranquillité intérieure.

Notre gouvernement a montré une grande faiblesse à l'égard de tous les réfugiés russes qui sont venus s'installer à Kiev pour faire de la politique. Le droit d'asile devrait être strictement réservé aux véritables fugitifs à condition qu'ils se considèrent comme tels et qu'ils s'engagent à ne pas travailler contre la sécurité du pays qui leur donne l'hospitalité. Kiev est toute remplie d'officiers russes et d'anciens dignitaires du régime tsariste qui nouent des intrigues de toutes sortes dans l'ombre des hôtels et des palaces et qui sont en relations avec les agents de la propagande monarchiste à l'étranger.

A Rome, le baron de Giers, ancien ambassadeur du tsar, se fait donner des renseignements sur la situation de la Russie par des fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères et dirige tout un service de propagande et d'organisation. A Berne, il n'y avait pas que la légation bolchéviste qui fût indésirable — et certes elle l'était autant pour la Suisse que pour nous; — il y avait aussi tous ces anciens agents de l'ancienne légation tsariste qui se trouvent aujourd'hui sans subside et qui cherchent naturellement à trouver quelque activité qui leur permette de vivre en attendant des jours meilleurs.

C'est ainsi que se trame tout un complot pour le rétablissement de l'ancien empire. On parlait même de convoquer un congrès panrusse à Kiev sous la protection des baïonnettes françaises. En effet, repoussés par Londres et par Washington, c'est vers Paris que les monarchistes russes tournent le plus volontiers leurs regards, persuadés qu'ils sont que le gouvernement français enverra ses troupes à Odessa pour accomplir leurs projets.

Nous espérons qu'ils se font de grandes illusions et que la démocratie française ne se laissera pas entraîner dans une aventure aussi scandaleuse. Elle a trop de bon sens pour se laisser berner encore une fois. En tout cas, nous disons en toute franchise à la France, noble et généreuse, que nous aimons de tout notre cœur : Nous ne voulons pas de fédération russe. Nous voulons bien nous fédérer avec les peuples voisins du Caucase et de la mer Noire, qui ont tant d'intérêts communs avec nous, mais nous voulons être absolument débarrassés de l'influence néfaste de nos voisins du nord et nous n'accepterons pas d'autre lien avec eux que celui d'une loyale participation côte à côte, et comme égaux, à la Société générale des Nations proposée par le président Wilson.

NOTRE ANNIVERSAIRE NATIONAL

Le 20 novembre 1917, la Rada Centrale lança dans toute l'Ukraine le manifeste fameux qui proclamait l'indépendance de notre Patrie comme Etat libre et souverain :

La République russe traverse en ce moment une période pénible. Au nord une guerre civile sanglante a lieu dans les deux principales villes de l'Etat russe; le pouvoir central manque et l'anarchie et le désordre règnent dans tout le pays.

L'Ukraine, elle aussi, est en danger. Sans une autorité puissante venue du peuple, l'Ukraine sera jetée dans le tourbillon de la guerre civile et de la ruine complète.

Peuple ukrainien! En union avec les autres peuples frères habitant l'Ukraine, tu nous as chargés de sauvegarder les droits obtenus dans de rudes combats, de ramener l'ordre dans le pays et de travailler à un avenir meilleur; c'est pourquoi nous, la Rada centrale, agissant de par ta volonté, nous déclarons, afin de maintenir l'ordre dans notre pays et de sauver toute la Russie : « Dès maintenant l'Ukraine est une République démocratique... »

Dans la République ukrainienne toutes les libertés acquises par la Révolution sont devenues positives, liberté religieuse, liberté de parler, d'écrire, de se réunir, de fonder des sociétés et de faire grève, liberté de l'individu et enfin liberté d'employer l'une des langues dominantes dans tous les rapports avec l'administration.

Le peuple ukrainien qui a dû lutter pendant de longues années pour sa liberté, maintenant qu'il l'a obtenue, défendra énergiquement et inébranlablement la liberté de développement national de toutes les nationalités habitant l'Ukraine.

Nous déclarons donc que nous reconnaissons aux Grands-Russes, Juifs, Polonais et autres nationalités en Ukraine le droit à l'autonomie nationale. Nous chargeons le Secrétariat général pour les affaires des nationalités de nous présenter sous peu un projet de loi d'une autonomie personnelle nationale.

Il y a aujourd'hui juste une année que ce document fut publié. La paix générale est presque rétablie dans le monde entier, mais la guerre civile ensanglante la Russie plus que jamais et les événements nous ont bien montré que la Rada Centrale avait eu mille fois raison de séparer le sort de l'Ukraine de celui du pays voisin, dont la politique et les habitudes sont si différentes de celles de notre peuple. D'ailleurs le Président Wilson et ses Alliés ont proclamé solennellement devant le monde le droit de toutes les nationalités à disposer librement d'elles-mêmes. C'est avec joie que nous fêtons aujourd'hui le premier anniversaire de notre indépendance.

Depuis un an notre peuple a fait un effort considérable et patient pour rétablir, dans l'ordre et dans la paix, les rouages de son gouvernement et de son administration. A l'heure qu'il est, le drapeau national jaune et bleu flotte dans toutes les communes de la vaste Ukraine, non point imposé par une puissance étrangère et conquérante, mais librement arboré par les citoyens de notre République souveraine. Partout les écoles ukrainiennes, supprimées depuis deux siècles, ont été rétablies et fonctionnent avec diligence. A Kiev des gouvernements se sont succédé, répondant aux diverses tendances de notre politique intérieure. Tout le monde prépare aujourd'hui la convocation — plus urgente que jamais — d'une assemblée constituante, qui devra donner à notre Etat sa forme définitive et autoriser une délégation spéciale pour représenter notre pays au Congrès de la Paix.

En cette heure solennelle d'espoir et de souvenirs, nous saluons ici tous les citoyens qui se sont dévoués à la cause de notre chère patrie, nous témoignons notre reconnaissance à tous ceux qui ont mis leur talent à son service et nous nous inclinons avec émotion devant la tombe de tous ceux de nos amis qui ont trouvé la mort en défendant nos frontières contre l'invasion étrangère.

En effet, cette année, si riche en efforts et si riche aussi en résultats positifs, a été remplie de difficultés souvent tragiques, peu faites pour faciliter la tâche des nouveaux constructeurs de l'Etat. La Russie, hier encore soumise à l'esclavage du tsarisme corrompu, n'a pas voulu renoncer à son impérialisme incorrigible, et ces mêmes révolutionnaires farouches, qui proclamaient le droit des nationalités, ont voulu nous imposer par la force leur influence et leur régime sans tenir aucun compte des besoins et des particularités nationales de nos paysans, qui ont d'autres conceptions que ceux de la Moscovie.

Une invasion de gardes rouges a fourni aux pires éléments de l'ancienne armée russe l'occasion de venir piller et dévaster notre pays l'hiver dernier. Devant les scènes de meurtre et de carnage qui se sont déroulées à Kiev, notre peuple a dû se faire à l'idée d'appeler à son secours la force militaire allemande qui, seule, était prête à lui venir en aide pour défendre son existence.

Nous avons dû payer cher ce service — d'ailleurs indispensable — et l'Ukraine tout entière, sans jamais oublier ce qu'elle doit à cette intervention secourable, ne peut saluer qu'avec un soupir de soulagement la démocratisation de l'Allemagne qui va la débarrasser d'une influence militaire souvent lourde à supporter.

Quand les troupes ukrainiennes d'Amérique du Nord ou les contingents anglo-américains viendront prendre chez nous la place des troupes étrangères qui y étaient installées jusqu'ici, la population tout entière saluera l'arrivée des défenseurs du droit et de la justice avec la confiance certaine qu'ils respecteront notre volonté nationale.

Dans toutes les parties du pays et dans toutes les contrées éloignées où les colons ukrainiens ont été s'établir, comme en Sibérie et au Canada, les cœurs battent bien fort en ce jour d'anniversaire et les pensées vont au village natal, aux souvenirs d'enfance, et aux visions réconfortantes de l'avenir qui doit voir l'Ukraine indépendante et prospère parmi les grandes nations du monde. Nous nous joignons à ces sentiments de tous nos compatriotes du pays et de l'étranger et nous crions avec eux :

Vive l'Ukraine indépendante et démocratique dans la société des Nations!

LA QUESTION JUIVE

C'est avec une grande réserve que nous avons fait allusion ici aux désordres antisémites qui ont eu lieu en Pologne. Bien que nous ayons à nous plaindre de l'attitude des Polonais envers nos compatriotes de Galicie, nous n'avions pas voulu exagérer l'importance de nouvelles, peut-être inexactes, avant de les voir confirmer de bonne source. Aujourd'hui que la presse juive et polonaise de la dernière quinzaine nous arrive après quelque retard, nous sommes bien obligés de constater que les désordres ont eu lieu et que la Pologne, à peine rendue à l'indépendance, a connu cette tache jusqu'ici absente de son histoire : le pogrome.

C'est d'ailleurs une note officieuse du gouvernement britannique, transmise à la presse par l'agence Reuter, qui vient donner un caractère international à ces événements si profondément regrettables. Nous la citons ici :

Londres, 16 novembre. — Le gouvernement britannique entend dire qu'un pogrome antisémite se serait produit à Varsovie. Si l'exactitude du fait était confirmée, le gouvernement britannique ne pourrait envisager de pareils incidents que comme très graves, car ils encouragent le désordre et la violence qui menacent déjà l'existence de toutes les populations entre le Rhin et la Volga. La victoire que vient de remporter la liberté ne servirait à rien, si le monde doit voir la domination de la force, vaincue depuis si peu de temps, reparaître sous d'autres formes. Les Alliés et les Etats-Unis sont prêts à aider de toutes leurs ressources l'œuvre de rétablissement, dans ces pays, de bases économiques, fondements d'une existence civilisée, mais ce sera seulement dans ceux de ces pays qui prouveront, par des actes, qu'ils désirent l'ordre et la civilisation. Ils ne pourront absolument rien faire pour ceux de ces pays de l'Europe centrale qui ne mettraient pas un frein à leurs inclinations au désordre. Les démocraties occidentales ne pourront, dans ce cas, qu'attendre avec patience, obligées qu'elles seront à ne pas agir, en vue de l'établissement d'un état de choses permettant l'œuvre de paix.

Nous avons le droit de dire que l'Ukraine peut prendre pour elle en toute justice l'encouragement donné dans cette note aux pays « qui prouveront par des actes qu'ils désirent l'ordre et la civilisation ». C'est exactement cela que désire en effet le peuple ukrainien et nous sommes heureux d'enregistrer cette promesse d'aide à notre pays à condition qu'il persévère dans la voie raisonnable qu'il a suivie jusqu'ici.

Si les Juifs de Galicie orientale se sont ralliés à la cause ukrainienne après avoir été si longtemps obligés par la pression polonaise à se faire inscrire du côté des administrateurs du pays sous le régime autrichien, c'est qu'ils ont pu constater la bonne volonté loyale de l'Ukraine envers les minorités nationales et en particulier envers eux.

Chacun sait en effet que le premier gouvernement de la République populaire d'Ukraine avait institué un Ministère spécial pour les Juifs et que les premiers billets de banque imprimés en langue ukrainienne portaient aussi la traduction des chiffres et du texte en yéddisch. Nous n'avons jamais vu la nécessité de contraindre les Juifs à s'assimiler ou à quitter le pays. Nous n'avons jamais admis le droit de qui que ce soit à les tourmenter et à les persécuter sur notre sol national.

Sans doute nous sympathisons avec le généreux projet de l'Angleterre qui entend rétablir en Palestine une République sioniste, et nous faisons les meilleurs vœux pour le succès de cette noble entreprise, mais nous assurons tous les Juifs qui resteront chez nous de notre volonté absolument ferme de défendre leur autonomie nationale contre toute atteinte et toute injustice. Au moment où les peuples de l'Europe orientale renaissent à la vie politique, ils seraient bien mal inspirés de revenir au procédé moyenageux de persécutions antisémites.

Une des plus grandes hontes du régime tsariste a été sans contredit son attitude cruelle et criminelle à l'égard de la nation juive. Nous, qui avons eu aussi à souffrir de ce régime d'oppression générale, nous avons toujours sympathisé avec le malheur des Juifs persécutés et nous n'avons jamais souhaité retrouver le bonheur à leurs dépens. Une des choses qui ont le plus contribué à faire perdre aux Polonais la grande popularité dont ils jouissaient à Kiev, c'est l'intrigue machiavélique des nationaux-démocrates (avec M. Dmowski en tête) pour soutenir la politique russe contre les Juifs en échange de quelques promesses — d'ailleurs illusoires — d'une autonomie municipale pour le royaume de Pologne.

Il nous semble que l'Europe, dans son ensemble, aurait lieu d'être honteuse du sort qu'elle a fait à la nation juive, dispersée, tourmentée, aigrie pendant des siècles. La société des nations doit une réparation honorable et juste à un peuple qui a tant d'excuses pour les défauts qu'on lui reproche, comme si d'ailleurs les autres peuples étaient si parfaits que cela!

L'Ukraine entend marcher la première dans cette voie et donner un éclatant exemple dans ce domaine. Dussions-nous souffrir les quolibets des esprits forts et des malins de Varsovie ou d'ailleurs, nous ne tolérerons jamais l'abaissement d'une nation malheureuse et nous inviterons fraternellement le juif à notre table sur le pied d'égalité avec tous les autres convives. Ses souffrances même pourraient lui faire mériter une place d'honneur.

Chronique économique et financière.

« Ukraine-Banque. »

La situation générale de « l'Ukraine-Banque », cette institution centrale des coopératives ukrainiennes, est très bonne. Au 1er octobre le bilan de cette banque s'élevait à 46 876 422 karb, et les fonds déposés s'élevaient à 14 766 340 karb. L'accroissement rapide de ce dernier chiffre montre que la popularité de l'institution devient de plus en plus grande et que la confiance augmente dans les larges masses de la population. Les emprunts à la Banque d'Etat se montent à 5 775 000 k. L'Ukraine-Banque réalise excellemment son but principal qui est l'aide à la coopération ukrainienne.

Il y a six mois l'appui financier aux diverses institutions coopératives ne dépassait pas un million. Actuellement ces subventions se montent à environ 9 millions. Outre ces emprunts « l'Ukraine Banque » achète en gros diverses marchandises et les revend aux coopératives. Etant en mesure d'acheter en très grandes quantités, et pouvant revendre aux prix minima, « l'Ukraine-Banque » rend un immense service aux paysans.

Pendant cette dernière année, la Banque a reçu pour 80 millions de commandes. Les opérations se développent avec une telle rapidité que le capital primitif des actions ne peut pas suffire, et tout récemment une nouvelle émission pour 2 millions a été faite. Il est intéressant de remarquer la tendance de la Banque à créer un grand nombre de succursales. Cette tendance est tout à fait contraire à celle de la Banque populaire russe, qui tâche toujours de concentrer dans une institution le gros des capitaux et les principales opérations financières.

L'Importation.

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a publié récemment des données officielles sur l'importation des produits minéraux :

L'Ukraine a reçu :	*en juin mille pouds*	*en septembre mille pouds*
Pétrole	*5,9*	*37,8*
Benzine	*0,5*	*21,2*
Naphte	*7,3*	*31,7*
Essence minérale	*41,4*	*42,2*
Huile minérale	*5,6*	*69,9*

soit au total 62,6 mille pouds au mois de juin et 202,8 au mois de septembre. Pour les mois d'octobre à décembre, on attend l'arrivée de matériel d'éclairage et d'huile pour les chemins de fer, en tout 933,5 mille pouds. En ce qui concerne le charbon, on en a importé 359 mille pouds en avril, 3180 en mai, 5689 en juin, 3267 en juillet, 2655 en août et 2858 mille pouds en septembre. Les trois mois suivants il en arrivera encore 4400 mille pouds.

Réforme agraire.

La Banque agraire de l'Etat aura pour tâche principale de contribuer à l'organisation d'une petite propriété rurale.

Dans ce but, la Banque achète des terres qu'elle revend par parcelles aux paysans. De plus elle prête aux propriétaires pour leur permettre d'améliorer et d'augmenter la production locale. Ces prêts ne peuvent dépasser 60 % de la valeur de la terre et ils sont à un taux de 4 ½ % pour une période de 14 à 66 ½ ans. Le prix d'achat des terres est porté à 4 ½ % dans les listes de prêts de la Banque, à 6 % dans les obligations, et pour les valeurs (en argent) elles sont comptées d'après les règles générales établies par le ministère des Finances.

Le siège central de cette banque est à Kiev et elle aura des succursales dans la province qui s'établiront dans les bâtiments des banques paysannes et qui réuniront les succursales des anciennes banques russes d'Etat, de la noblesse et des paysans.

La Banque foncière a reçu à sa fondation 50 millions de karbowanetz de la Caisse de l'Etat. Plus tard elle aura le droit d'émettre des feuilles d'emprunt pour 200 millions de karbowanetz à 4 %. Avec son concours le gouvernement sera à même de morceler les propriétés polonaises et russes parmi les paysans ukrainiens. La nationalisation des terres régularise l'ordonnance du ministère de l'Agriculture du 14 juin 1918 d'après laquelle chaque propriétaire foncier ne doit pas posséder plus de 25 hectares de terres. Seule la Banque peut en acheter une surface illimitée pour le parcellement, dans le but de créer partout des fermes agricoles stables au point de vue de l'agriculture moderne.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Il est de plus en plus évident que parmi les Russes qui résident en Ukraine, on ne trouve pas un seul groupement politique qui ne soit rempli de haine pour tout ce qui est ukrainien. Les politiciens modérés mènent une campagne de presse acharnée en empoisonnant chaque pas de la marche constructive de notre Etat. Les éléments de la droite commencent déjà à passer aux actes de violence en espérant la délivrance du joug ukrainien, regardant avec impatience si l'on ne voit pas flotter, quelque part sur la mer Noire, un drapeau tricolore.

Tout dernièrement, un véritable meeting monarchiste a été organisé à Odessa par l'organisation monarchique appelée « l'union du peuple russe ». L'hymne national russe y a été entonné en l'honneur du tsar défunt.

Il y a quelques jours, l'Union nationale a transmis par télégramme à Kiev, une grande nouvelle : un officier russe appelé Ermolaïev qui s'était engagé dans l'armée de volontaires (Armée du Sud) a tué un employé ukrainien Chdakha pour l'unique raison que ce dernier lui avait répondu en ukrainien et, sur une question de l'officier, s'était déclaré partisan d'une Ukraine indépendante.

De graves questions se posent : comment des faits pareils peuvent-ils se produire dans un Etat ukrainien ? A qui la faute ? Que fait le gouvernement ?

La réponse n'est pas bien compliquée : La réaction russe, par une faute impardonnable de notre gouvernement combinée avec l'influence militaire d'origine austro-allemande, a réussi à se faire un nid agréable en Ukraine. Cette même influence n'a jamais été étrangère à toutes les formations de nos ministères, étant toujours la première à réprimer la moindre manifestation de notre vie nationale qui ne fût pas strictement gouvernementale. C'est cette influence qui a mis notre démocratie dans l'impossibilité de dire son mot énergique.

Mais les événements marchent. L'influence de l'Allemagne sur la vie politique en Ukraine décroît chaque jour. Déjà la dernière crise ministérielle a montré qu'elle était beaucoup plus faible en ce moment. Cependant, il ne faut pas se faire l'illusion que notre gouvernement actuel sera capable de commencer immédiatement une politique active et nationale comme l'a promis le ministre président M. Lysohoub dans une de ses dernières interviews.

Ce n'est pas par des compromis avec l'Union nationale pareils à ceux de la dernière crise ministérielle qu'on arrivera à une composition convenable de notre gouvernement. Il est intéressant à cet effet de citer ici un passage d'une interview avec M. Vinnitchenko, président de l'Union nationale, qu'on trouve dans la *Robitnytcha Gazetta :*

« Au moment actuel, a-t-il dit, on prétend dans la presse et dans les milieux ukrainiens que le cabinet qui s'est formé est un cabinet de l'Union Nationale. Comme président de cette dernière, je dois démentir cette assertion et déclarer qu'elle ne correspond pas à la réalité.

Il est vrai que l'Union Nationale a pris certaines mesures pour influencer le nouveau Cabinet dans le sens d'une démocratisation et d'une nationalisation, ce qui est si nécessaire dans l'intérêt des masses populaires et de notre Etat. Mais, en ce qui concerne l'activité du Cabinet formé, l'Union Nationale se tiendra dans le degré d'opposition qu'elle jugera convenable et ne prendra sur elle aucune responsabilité ».

Telle est l'attitude adoptée par nos milieux politiques.

Par le fait que l'Union des Zemstvos et le parti démocrate agraire sont entrés déjà dans l'Union, l'attitude de nos milieux ruraux est la même. La position politique de ces derniers apparaît très clairement dans les résolutions suivantes du parti démocrate agraire prises au récent congrès tenu à Kiev ; 60 délégués de toutes les provinces y ont assisté sous la présidence de V. Schmet, ancien député à la première Douma :

1. Par une loi spéciale, les grands propriétaires doivent être forcés de vendre leurs terres aux paysans. Une norme spéciale fixera les limites supérieures de l'étendue d'une propriété foncière pouvant appartenir à une personne.

2. Dans le domaine des Finances, on doit réaliser et améliorer le cours de l'argent et des billets de banque ukrainiens. Les fonds russes doivent être considérés comme étrangers et doivent être cotés seulement à la Bourse.

3. La langue ukrainienne doit être reconnue comme langue officielle.

4. L'Ukraine aura sa représentation au Congrès de la Paix et, en aucun cas, en commun avec la Russie.

5. Le parti entre immédiatement en contact avec l'Union nationale et le gouvernement pour la convocation d'un Congrès National et d'un Parlement.

6. Quant aux élections ecclésiastiques, la troisième session du Sobor doit être dissoute. On doit procéder à de nouvelles élections, les anciennes ayant eu lieu dans des conditions anormales.

7. La conférence approuve les lois et les mesures prises en vue de l'organisation d'une armée Cosaque et d'une armée nationale.

Une délégation spéciale composée de 12 membres du parti et dirigée par MM. Michnowski et S. Chemet s'est rendue chez l'hetman pour lui présenter ses revendications. Les Cosaques ont envoyé une délégation pour saluer la conférence.

C'est ainsi que malgré les nouvelles révoltantes qu'on apprend chaque jour de journaux arrivant de l'Ukraine, il est impossible de voir les choses d'une façon pessimiste. La consolidation des forces nationales est sur une bonne et sûre voie. A la conférence des démocrates agraires toute l'Ukraine paysanne a été représentée et la résolution que nous venons de citer peut être regardée comme l'expression du credo politique des larges masses des petits propriétaires paysans de toute l'Ukraine. La campagne s'est ainsi jointe aux milieux politiques de l'Union nationale. Et ceux qui connaissent l'Ukraine disent toujours que c'est la campagne qui dira son dernier mot dans la vie politique ukrainienne.

L'offensive bolchéviste.

L'« Odessky Listok » du 27 octobre communique de Kharkov que les bolchéviks font de l'agitation parmi la population d'Orel pour amener à combattre contre les Ukrainiens. L'état-major bolchevik publie des feuilles et des brochures de propagande en anglais, en français, en italien et en allemand. Toutes ces éditions sont envoyées au front nord et en Ukraine pour révolutionner les troupes alliées. On organise des comités révolutionnaires pour occuper les chemins de fer ukrainiens et des légions de volontaires pour l'invasion.

Près de la station de Sajnoé (province de Koursk) des escarmouches ont lieu depuis quelques jours entre les Ukrainiens et une armée bolchevik de 2000 gardes rouges ; ces derniers ont dû battre en retraite. Ils se plaignent maintenant que les paysans leur sont hostiles à la frontière qu'ils aident les troupes ukraino-allemandes et livrent aux autorités les bolcheviks qui se cachent.

MEMORANDUM AUX PUISSANCES

En ce moment décisif où l'Europe nouvelle sort des ruines de la guerre, j'ai l'honneur de vous présenter ce mémorandum de mon gouvernement dans lequel les vœux les plus sacrés du peuple ukrainien sont exposés.

Le gouvernement et le peuple ukrainiens recevront avec enthousiasme les forces armées des Alliés venant en Ukraine par des considérations stratégiques. Notre gouvernement est sûr que la souveraineté de notre Etat, reconnue par les puissances appartenant aux deux groupes des belligérants, sera respectée par les défenseurs du droit et de la justice.

Tout en s'opposant à des plans de reconstitution de l'empire russe qui disparut sous la pression des divers peuples asservis par lui, l'Ukraine, qui première a fait la guerre au bolchévisme et banditisme, ne peut que sympathiser aux buts que se proposent les Alliés en rétablissant l'ordre général.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de notre très haute considération.

Le Chef de la Mission ukrainienne.

Notre pays abondant en richesses naturelles est situé sur un chemin qui a une importance internationale ; c'est ici que se trouve la clef de l'Orient.

Pendant un court espace de temps, une année de vie indépendante, dont quelques mois seulement de tranquillité relative, le peuple ukrainien, l'idéal séculaire de souveraineté une fois atteint, a commencé par diriger toutes ses forces vers la production économique. En ce moment déjà, l'exportation remonte à 900 000 tonnes pour le sucre et 8 à 10 000 tonnes pour le blé !

Ces données montrent quel profit on peut tirer de l'affranchissement de l'Ukraine du joug russe.

Ces chiffres statistiques atteindront des proportions gigantesques tout en assurant une croissance continue et si l'Etat ukrainien a une place assurée dans la famille des peuples souverains, l'industrie mondiale tirera profit de l'Ukraine dans toutes les branches de production économique.

Une branche fort importante de l'industrie ukrainienne est bien connue dans le monde entier : c'est l'industrie du sucre. Les richesses minérales comme la houille, le minerai de fer, le sel, un minerai de manganèse extrêmement rare et précieux, dont nous avons probablement 1 ½ milliard pouds encore inexploités, les voies aquatiques, le réseau de chemins de fer, la mer ouverte et facilement reliée aux autres — voilà des faits qui parlent pourtant assez pour que l'Etat nouvellement formé soit un Etat fort et puissant et présente le marché le plus riche de certains produits pour l'Europe et l'Amérique.

Des traités de commerce favorables et la nécessité pour l'Ukraine de recevoir d'urgence du matériel technique et industriel donneront aux puissances étrangères la possibilité de tirer profit des richesses de ce pays.

Le trait caractéristique des paysans ukrainiens ainsi que du peuple entier est le sentiment inné de la propriété privée, trait dont le peuple moscovite, habitué à la forme de possession communale, est entièrement dépourvu, ce qui a rendu psychologiquement possible la marée ruineuse du maximalisme utopique. Ce trait permet à l'Ukraine de devenir une avant-garde politique de l'Europe, qui la défendra de la ruine venant de l'Orient et maintiendra par son effort l'équilibre européen. Ce dernier motif fut pris en considération lorsque la France et l'Angleterre, puis les puissances centrales et enfin certains pays neutres ont reconnu l'Ukraine indépendante.

Pendant deux siècles et malgré des échecs périodiques l'Ukraine retourne et tend constamment à l'existence politique indépendante ; l'ayant perdue une fois comme suite de circonstances défavorables, elle y retourne successivement. Le traité de Péréyaslave, conclu par l'hetman Chmelnitzki, en 1654, avec la Moscovie, celui de Hadyatch, conclu par l'hetman Wyhovski, en 1659, avec la Pologne, ensuite celui de l'hetman Dorochenko, conclu avec la Turquie, et celui de l'hetman Mazeppa, conclu en 1708 avec la Suède, et enfin celui de Brest, conclu avec les puissances centrales, font preuve d'une aspiration constante à l'indépendance politique. Un long chemin a été parcouru depuis le temps des Cosaques des steppes sauvages jusqu'à l'Etat de l'Europe moderne avec ses villes multimillionnaires. Pendant tous les siècles, l'idée de l'indépendance de l'Ukraine, qui est devenue à présent un fait accompli, s'est développée et s'est renforcée dans cette lutte. Le dernier traité, celui de Brest, fut conclu par le gouvernement provisoire de l'Ukraine — la Rada centrale — qui a officiellement proclamé la souveraineté de l'Ukraine et qui l'a fait reconnaître par les puissances susdénommées.

Les traits ethnographiques qui nous distinguent de nos voisins immédiats, les Polonais, les Moscovites et les habitants de la Russie-Blanche, notamment le calme et la persévérance, sont le résultat d'une oppression nationale presque continue et d'un haut patriotisme. Le peuple ukrainien aura une aspiration éternelle au maximum et à la fois au minimum de ses prétentions : la souveraineté ukrainienne dont le moyen d'acquisition sera sa culture nationale. Il est difficile de trouver dans l'histoire du monde un autre exemple d'un peuple qui, pendant deux cents ans, n'a pas eu d'écoles nationales, et qui a maintenu malgré tout sa nationalité au point qu'après une année d'existence indépendante, tout en laissant intactes toutes les institutions scientifiques étrangères qui étaient sur son sol, il a su créer une Académie des sciences, deux universités d'Etat et plusieurs universités privées, une académie des beaux-arts, reconstruire toutes les sociétés scientifiques et couvrir le pays d'un réseau d'écoles primaires et secondaires.

Le 28 avril 1918, la Rada centrale fut remplacée par le gouvernement actuel dans la personne de l'hetman Pavlo Skoropadsky. L'ordre constitutionnel en Ukraine devient toujours plus assuré, la population se met au travail et la réforme agraire, basée sur un principe libéral et démocratique, aidera la classe des paysans insuffisamment pourvus de terre.

La forme actuelle de la constitution, tout en restant traditionnelle et familière à la population, sera complétée par la convocation de la Diète ukrainienne dont la volonté décidera d'avance la forme future de la constitution de l'Etat, comme c'était annoncé dans le premier Universal du chef du gouvernement ukrainien.

Au congrès mondial, l'Ukraine entrera en relations permanentes avec les puissances qui ont déjà reconnu son indépendance ainsi qu'avec les autres pour continuer son futur développement économique sur la base de la paix si longtemps désirée. Ayant comme base l'idéal de fraternité universelle, désirant la paix générale et un avenir lumineux à tous les peuples, le gouvernement ukrainien espère pouvoir compter sur le concours amical de ses voisins les plus proches ainsi que les plus éloignés et, en ce moment solennel de la renaissance de son ancienne indépendance politique, adresse aux puissances du monde entier un salut fraternel et la proposition de renouveler et de lier des relations amicales. Notre gouvernement espère que cet appel trouvera un accueil cordial auprès des puissances du monde entier.

LES ÉVÉNEMENTS DE GALICIE ORIENTALE

La lutte en Galicie.

On communique de Léopol le 17 courant:

Les combats dans les rues contre les légionnaires polonais et l'organisation des étudiants continue. La lutte est la plus vive dans les bâtiments de la Grande Poste et de la Direction des chemins de fer dans la rue Krasewski. La Poste est en flammes. Une partie de l'armée polonaise approchant et ayant déjà occupé le faubourg de Kulparkow dans le voisinage de la ville, le commandant militaire ukrainien s'est vu dans l'obligation de bombarder ce faubourg. Le bombardement dure encore à l'heure actuelle.

Cracovie, 13 novembre.

Le 6 courant le gouvernement polonais de Varsovie a ordonné la concentration des troupes près de Cracovie dans le but de marcher sur la Galicie orientale. Le général Diak a été nommé commandant de l'armée. Le 8 toutes les troupes étaient déjà rassemblées. L'armée se compose de 10 000 hommes d'infanterie et d'artillerie. La marche en avant a commencé le 9 dans la direction de Rzeszow et Przemysl. Comme on l'a annoncé de Przemysl le 12, les occupants ukrainiens se sont trouvés provisoirement trop faibles pour tenir tête aux Polonais dont le nombre est beaucoup plus grand. Ils ont cependant refusé de capituler comme le leur demandaient les Polonais. Une partie des troupes d'occupation ukrainienne s'est retirée, l'autre a été faite prisonnière dans de durs combats. Des troupes ukrainiennes de renfort s'approchent.

Cracovie, 13 novembre.

Le mouvement sioniste.

L'« Israël» (de Rome) du 4 courant écrit que la popularité extraordinaire de l'idée sioniste et le développement de la vie politique en général et enfin les difficultés de communications en Russie, ont produit la création de nombreux journaux sionistes en province. Les journaux existant dans les capitales et dans les grandes villes comme Kiev, Minsk et Odessa, ne peuvent plus satisfaire aux demandes de la masse juive, spécialement dans la Grande-Russie où ne paraissent pas les journaux de ces trois dernières villes.

Une protestation auprès des Alliés.

Comme je viens de l'apprendre par un télégramme de la légation ukrainienne à Vienne, le gouvernement polonais à Varsovie s'est adressé aux gouvernements de l'Entente, par l'entremise de la Commission de liquidation à Cracovie, afin de leur demander d'ordonner que les formations polonaises, aussi bien dans l'armée américaine que dans celles des autres Etats coalisés, soient chargées de marcher contre la Galicie orientale afin d'y briser par la force l'administration de l'Etat ukrainien. En agissant ainsi, on fait croire qu'il s'est formé des « bandes ukrainiennes qui, sous la direction prussienne » et autrichienne, vont tout mettre à feu et à sang.

Les démarches entreprises auprès de l'Entente par le gouvernement polonais apparaissent comme une grossière mystification des gouvernements coalisés, et d'autre part comme violation sans exemple des droits de libre disposition proclamés par le président Wilson et les puissances de l'Entente.

La Galicie orientale, depuis le San à l'ouest jusqu'au Zbroutch, forme un territoire de colonisation ukrainien très prononcé, lequel, suivant les données statistiques officielles polonaises, qui sont plutôt tendancieuses, accuserait une majorité ukrainienne du 62 % de la population totale. En réalité, cette majorité dépasse le 70 % de la population totale, le reste étant composé de Polonais, de Juifs et d'Allemands.

Par le fait, la population polonaise de la Galicie orientale ne forme qu'une minorité composée principalement de grands propriétaires fonciers et de fonctionnaires importés de Pologne avec leurs familles. C'est en vertu du principe du droit de libre disposition des peuples proclamé par le président Wilson et par l'Entente que l'assemblée nationale ukrainienne, réunie à Lemberg les 18 et 19 octobre derniers, a nommé un Conseil national ukrainien, proclamé la restauration de l'ancien Etat de Halitch (Halitch-Wolodimer) sur le territoire de la Galicie orientale, de la Bukovine septentrionale et de six comitats hongrois, et chargé le comité national du Conseil national ukrainien, à Lemberg, composé de neuf membres, de prendre en mains le pouvoir du pays. Le 31 octobre dernier, quatre régiments de la ci-devant armée autrichienne (les 15e, 19e, 30e et 41e, composés presque exclusivement d'Ukrainiens), ont passé en corps à l'armée nationale ukrainienne. Les non-Ukrainiens furent désarmés, dépouillés de leurs lignes distinctives au richiennes-hongroises et durent prêter serment au Conseil national ukrainien.

Le 1er novembre courant, l'armée ukrainienne ainsi formée, de concert avec les légionnaires ukrainiens, a occupé tous les bâtiments officiels, a fait arrêter le prefet autrichien Cr. Huyn et le commandant de place allemand feldmaréchal Pfeifer, après quoi toute l'administration du pays, après installation à Lemberg des autorités, fut prise en mains par le Comité exécutif du Conseil national ukrainien, en qualité de gouvernement provisoire.

Le même jour, le gouvernement ukrainien prit en mains l'administration dans les campagnes, ce qui s'opéra sans aucun incident, de sorte qu'il existe actuellement un ordre parfait dans la Galicie orientale.

En même temps, les minorités nationales furent invitées à se constituer et à déléguer leurs représentants au gouvernement, afin d'y défendre leurs intérêts. La représentation proportionnelle dans tous les corps représentatifs ainsi qu'une autonomie culturelle nationale très étendue leur fut garantie.

Malgré cela, les fonctionnaires polonais à Lemberg ainsi que leurs fils ne veulent pour rien renoncer à leur pouvoir; le gouvernement polonais à Varsovie fut alarmé, et à Lemberg les légionnaires polonais envoyés au combat. Ceux-ci, toutefois, furent mis à la raison par les troupes ukrainiennes après deux jours de combats.

En outre, le gouvernement polonais à Varsovie, guidé par des plans impérialistes et d'expansion d'une grande Pologne, rêve de l'annexion de la Galicie orientale et les moyens employés pour y parvenir ont déjà été cités plus haut. Outre les troupes polonaises-américaines, on songe également à envoyer dans ce malheureux pays les troupes polonaises stationnées en Pologne, qui y furent sollicitées par le généralissime nouvellement élu Gr. Szeptycki et par le général Rozwadowski.

De cette manière, quatre millions d'Ukrainiens devraient être domptés par une force supérieure, être privés de leur droit de libre disposition et être assujettis à la Pologne!

Or, comme M. le président Wilson et les puissances de l'Entente ont établi le principe de droit de libre disposition des peuples comme base de l'ordre international futur, et que leurs peuples ont héroïquement versé leur sang au cours de cette grande guerre universelle, afin d'extirper à jamais du sein de la fédération de peuples libres et démocratiquement gouvernés l'impérialisme, la soif d'annexion et la violation des peuples par la force des armes, je crois, en qualité de représentant légitime devant l'étranger de l'Etat ukrainien nouvellement fondé de Halitch, pouvoir espérer que les victorieuses puissances de l'Entente et des Etats-Unis sauront prendre la défense du peuple ukrainien sur le sol de la ci-devant monarchie austro-hongroise contre les impérialistes polonais agissant par la violence militaire. En particulier, je prends la liberté de prier les gouvernements alliés de prendre connaissance de cette *note de protestation* et de vouloir donner au gouvernement polonais le conseil amical *de révoquer immédiatement toutes les mesures prises contre l'Etat ukrainien de Halitch, afin que le peuple de l'Ukraine puisse, sans y être empêché, passer aux opérations de disposer de ses destinées sur son propre territoire.*

Je prie de vouloir faire parvenir sans retard, éventuellement par télégraphe, le contenu de cette note de protestation à votre gouvernement, attendu que les dispositions des autorités polonaises ont déjà été prises le 6 novembre courant, tandis que la communication ne m'en est parvenue ici, à Berne, où j'ai pris domicile afin de pouvoir prendre plus facilement contact au nom de l'Etat que je représente avec les gouvernements alliés, qu'aujourd'hui même.

Berne, le 13 novembre 1918.

Signé : Dr Eugène Levicky,
secrétaire d'Etat,
chef de la Section des Affaires étrangères
de l'Etat de Halitch.

Statistiques.

Le «Kievskaïa Mysl» du 31 octobre publie un intéressant article de M. Chodorov sur le problème de la Galicie orientale.

Depuis 1848 les Ukrainiens de Galicie demandent à être séparés des territoires polonais. Par les privilèges politiques de 1867 les propriétaires polonais ont reçu du gouvernement autrichien les pleins pouvoirs dans tous les domaines, politique, culturel et économique, sur les Ukrainiens. Malgré une lutte intense, cette domination étrangère a subsisté jusqu'à présent et est la cause principale du mécontentement du peuple ruthène. A la Diète de Léopol, sur 161 députés les Ukrainiens n'ont droit jusqu'à ces derniers temps qu'à 17, dont trois désignés d'office. Les Polonais ont la prépondérance dans tous les organes administratifs, la police, les écoles, etc. Les Ukrainiens n'y sont pas admis ou alors seulement dans les postes subalternes. En 1903-1904 il existait une école polonaise pour 30 000 Polonais et une école ukrainienne pour... 820 000 Ukrainiens. Un député polonais peut être élu par 51 000 électeurs, et un député ukrainien par 102 000. Pour la Galicie orientale proprement dite, cette proportion est encore plus défavorable; le vote d'un Ukrainien vaut trois fois moins que celui d'un Polonais. Aucun des partis politiques polonais n'avait jusqu'à ces derniers temps adopté la question polono-ukrainienne dans son programme. Seuls les social-démocrates demandaient l'autonomie. Aujourd'hui les milieux polonais ne sont pas opposés à un compromis avec les Ukrainiens, mais à condition que toute la Galicie fera partie de la Pologne. Les partis ukrainiens, bourgeois et socialistes, demandent tous une séparation complète de leurs territoires nationaux de Galicie, de Bukovine et de Hongrie qui obtiendront au minimum leur autonomie ou qui seront rattachés à l'Etat ukrainien indépendant. Les Ukrainiens basent leurs revendications sur leur prédominance dans ces territoires. L'auteur de l'article donne ensuite les statistiques suivantes de la population ukrainienne de Galicie orientale, tirées de trois sources différentes:

	Ukrainiens %	Polonais %	Juifs %
D'après un écrivain polonais L. Wasilewski en 1900	62.5	20	13.7
D'après le prof. M. Hrouchevsky en 1900	70	16	10
D'après le prof. S. Rudnitsky en 1910	62	Juifs et Polonais 2	
Social-démocrates ukrainiens	73	15	10

Note à la Pologne.

Le représentant ukrainien a remis le 7 courant au gouvernement de l'Etat polonais la note suivante : La commission de liquidation polonaise à Cracovie qui a pris, au nom du gouvernement de Varsovie, le pouvoir en Galicie des mains des organes administratifs autrichiens, a adressé le 4 courant le radiotélégramme suivant aux gouvernements et aux commandants des armées de l'Entente : « Avec l'appui des troupes allemandes et autrichiennes, des bandes ukrainiennes, tuant et brûlant, ont occupé une partie de la Galicie orientale et la ville de Lemberg. Devant ces faits, la commission de liquidation polonaise prie les gouvernements de l'Entente d'envoyer des régiments polono-américains et polono-français en Galicie par Odessa et la Roumanie. »

Vu que les Ukrainiens de Galicie orientale ont pris le pouvoir, sur leur territoire national, des mains du gouvernement autrichien, de la même manière et sur la même base que les Polonais de Galicie occidentale ; vu que ce changement de gouvernement dans les deux parties a eu lieu sur la base du manifeste de l'empereur Charles Ier aux peuples de la monarchie austro-hongroise et des principes Wilson concernant le droit de libre disposition des nations adoptés par l'Autriche-Hongrie ; vu ensuite que ce changement a eu lieu aussi bien en Galicie orientale qu'occidentale, sans la participation d'aucune bande, pas plus ukrainienne que d'autres, mais avec l'aide des troupes autrichiennes composées aussi bien de régiments polonais que d'Ukrainiens de Galicie ; vu tout cela, l'invitation d'envoyer des troupes polono-américaines et polono-françaises en Galicie par Odessa, non seulement sans l'assentiment mais encore sans se mettre d'accord avec l'Etat ukrainien, constitue une violation des droits de souveraineté de cet Etat et de sa stricte neutralité. Je proteste donc en tant que ministre de l'Etat ukrainien à Vienne, au nom de mon gouvernement contre le radiotélégramme de la commission de liquidation polonaise qui : 1° porte atteinte aux droits souverains de l'Etat ukrainien, reconnus par le gouvernement polonais lui-même et par ses représentants, à Kiev ; 2° qui, par son exposé partial des événements de Galicie, induit en erreur les gouvernements et les commandants des armées de l'Entente et qui sème la discorde entre la Pologne et l'Ukraine, juste à l'heure où tous les peuples du monde, entre autres les peuples polonais et ukrainien, attendent impatiemment la paix et la possibilité de consolider en toute tranquillité leur nouvel Etat. De plus, quoique ces deux nations n'aient pas été en guerre l'une avec l'autre et ne le soient pas encore aujourd'hui, le radiotélégramme les invite à écarter le malentendu entre eux, non d'une manière pacifique mais par la force des armes.

Le ministre de l'Etat ukrainien
à Vienne,
Wiatscheslaw de Lipinsky.

Mémorandum

des propriétaires fonciers et des paysans cosaques de toute l'Ukraine.

1. L'Ukraine est et doit être un Etat indépendant souverain avec une constitution intérieure parlementaire et démocratique.

2. Jusqu'à la convocation de la Diète, qui devra se réunir au plus tard le 1er février 1919, toute la plénitude du pouvoir suprême appartient à l'hetman.

3. La religion orthodoxe doit être la religion officielle de l'Etat et l'Eglise ukrainienne doit être autocéphale.

4. La langue ukrainienne doit être la langue officielle.

5. Tous les citoyens de l'Etat sont égaux devant la loi.

6. Une armée nationale doit être créée pour la défense du pays.

7. Le principe de la propriété privée ne doit pas être atteint. Par contre, dans l'intérêt de l'Etat, l'étendue de la propriété doit être limitée. On doit procéder immédiatement à la réforme agraire, qui doit être menée dans l'intérêt des grandes masses des paysans, qui sont l'unique forte base de l'Etat. La réforme agraire doit contenir dans son programme le rachat forcé de la terre, son morcellement et sa remise aux paysans par l'intermédiaire d'une banque agraire et contre une indemnité en argent.

8. L'Etat ukrainien doit être construit sur des bases nationales démocratiques.

Kiev, 20 octobre 1918.

Légation à Berne.

Berne, 5 novembre (B. T. U.) — La République de l'Ukraine vient de créer une représentation officielle à Berne (Marktgasse, 39). Un consulat a été également ouvert à Zurich. Un autre consulat sera prochainement créé à Genève. C'est le Dr E. Lukassewitch qui se trouve à la tête de la légation d'Ukraine, dont les autres membres sont M. de Brigge et le Dr Gladychowski. M. Vilinski remplira les fonctions de consul à Zurich et M. Sakovitch, ancien ministre des chemins de fer, celles de consul à Genève.

La légation d'Ukraine a été ouverte lundi dernier.

CHRONIQUE DU PAYS

*** Le Ministère des affaires étrangères de la Crimée prépare l'édition d'un livre bleu consacré aux relations avec l'Ukraine.

*** Les forces bolchévistes se concentrent au nord du gouvernement de Tchernigov. Les attaques partielles le long de toute la frontière continuent. Les paysans aident activement les troupes ukrainiennes.

*** L'attaque bolchéviste dans la région de Starodoub est arrêtée.

*** L'épidémie de la grippe espagnole diminue.

*** M. Jounatov, ancien commandant de la 8e armée, est nommé directeur de l'académie militaire.

*** L'hetman a reçu la délégation du parti démocrate-agraire composée de 12 membres avec M. Schmet en tête.

*** Un comité central coopératif vient d'être créé auprès de l'Ukraine-Banque.

*** Par ordre du ministre de l'approvisionnement et conformément à la loi concernant la réquisition par l'Etat de toute la récolte de blé, chaque propriétaire a le droit de recevoir pour lui, sa famille et ses employés dix-huit pouds de céréales par personne et par an. Pour les habitants des villes et des villages, la consommation est fixée à 28 livres par mois et par personne.

*** Un monument a été érigé en l'honneur du poète Chevtchenko à Romny (province de Poltava).

*** Les social-démocrates de la Galicie ont décidé d'envoyer leurs délégués en Suisse et en Ukraine. MM. Krop et Tcharnietzky vont partir pour la Suisse. M. Oustianowitch, M. Geornitch et Hankewitch partiront pour l'Ukraine.

*** Une fête solennelle à l'occasion de l'ouverture de l'Institut économique et administratif a eu lieu à Kiev.

*** Le Ministère de la santé publique ouvrira le plus vite possible l'institut de médecine clinique et expérimentale.

*** Un grand incendie a détruit plusieurs dépôts de munitions à Sébastopol.

*** Le Comité central coopératif est entré en rapport avec les organisations analogues de la Galicie.

*** La commission paroissiale de Charkov a décidé de fonder dans cette ville une académie théologique.

*** La commission militaire auprès de l'Union Nationale a commencé ses travaux sous la présidence de M. Vinnitchenko.

*** Le gouvernement russe a remis en liberté deux agents consulaires ukrainiens arrêtés à Moscou.

*** Le Ministère des affaires étrangères aura bientôt à sa disposition une communication télégraphique directe avec Jassy.

*** A l'une des dernières assemblées du Conseil des ministres on a approuvé le texte de l'accord avec le gouvernement du Don concernant l'exploitation du bassin minier par les deux pays.

*** Il s'est fondé à Kiev une nouvelle société par actions (Dnieprolis) qui s'occupera de la fourniture de bois aux usines. Le capital est de 15 millions.

*** A Elisabeth (Cherson) un comité local de l'Union nationale s'est ouvert.

*** Le 3 novembre, le Congrès des économistes statisticiens a commencé ses travaux.

*** Le 15 novembre s'est réuni à Kiev le congrès des représentants de l'industrie chimique et pharmaceutique et le 18 novembre ceux de la chimie technique.

*** La garde de l'Etat a découvert à Charkov un grand dépôt d'explosifs apportés de Russie par les maximalistes.

*** Le ministère des Affaires étrangères se prépare à une discussion détaillée du projet de l'union entre l'Ukraine, le Don et le Kouban.

*** La société de consommation de Vinnitza a fait un don de 25 mille karb. à la nouvelle université de Kamenietz.

*** Le ministère de la Guerre a accepté la démission, pour cause de maladie, du colonel Natieff, commandant de la brigade Zaporogue, si célèbre par sa lutte avec les Bolcheviki.

*** Le représentant de l'Etat ukrainien de Halitch, M. Kolessa, professeur à l'université de Léopol, vient d'arriver à Kiev. Il a eu un long entretien avec l'hetman.

*** La première école coopérative vient de s'ouvrir solennellement à Kiev.

*** Léopol, le 13 novembre. (B. Tél. Ukr.) M. Semen Witvk, député à l'ex-parlement autrichien et à la Diète de Galicie, leader du parti social démocrate ukrainien de Galicie, vient d'être tué par des légionnaires polonais dans une rue de Léopol.

*** Berne, 11 novembre. (B. Tél. Ukr.) M. D. Dorochenko, ministre des Affaires étrangères en Ukraine, arrivera demain en Suisse, après avoir été retenu quinze jours à Berlin par la grippe espagnole.

*** Kiev, 9 novembre (B. T. U.) La garnison allemande de Poltawa qui s'est déclarée bolchevik et s'est mise à piller la ville, a été désarmée par la troupe ukrainienne et internée dans les casernes.

On signale l'explosion de mouvements bolchevistes parmi les troupes allemandes dans divers endroits de l'Ukraine.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS **20 centimes.**

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 77 Lausanne, 28 Novembre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 26 novembre 1918.

Ordre ou désordre?

Depuis l'hiver dernier l'Ukraine était la seule grande région de l'Europe orientale où régnaient l'ordre et la tranquillité. Un Etat se construisait en paix et les paysans cultivaient leurs terres avec l'espoir secret de vendre leur blé, non pas aux armées allemandes, mais à l'Europe entière. Sans doute le peuple ukrainien avait beaucoup à se plaindre de la timidité parfois un peu louche du Cabinet de Skoropadsky et plusieurs de ses ministres lui donnaient peu confiance au point de vue national. Mais l'Union nationale était là qui veillait. A plusieurs reprises les partis de gauche avertirent l'hetman qu'il serait bientôt renversé s'il ne se décidait pas à former un ministère plus nettement ukrainien et à mettre définitivement de côté tous les collaborateurs entachés de monarchisme russe.

L'hetman hésitait. Il répondait sans cesse à M. Vinnitchenko et à ses amis qu'on ne trouverait pas assez d'hommes d'Etat capables dans les rangs de l'Union nationale. Son voyage à Berlin n'eut certes pas sur lui une influence démocratisante et l'Union nationale comprit bientôt que l'homme qui était allé trinquer avec Guillaume II ne pouvait accomplir pour l'Ukraine la tâche urgente et nécessaire. Elle se prépara donc à la conquête du pouvoir d'une manière pacifique en composant d'avance un ministère éventuel et en convoquant un congrès national de toutes les sociétés politiques et professionnelles du pays.

La réforme aurait pu s'effectuer tout tranquillement si l'étranger n'était pas intervenu encore une fois dans nos affaires.

Le million de réfugiés russes qui jouissaient de notre hospitalité ont fomenté des intrigues de toutes sortes et les monarchistes ont réussi à entraîner définitivement le général Skoropadsky dans une politique de trahison en lui faisant croire sans doute qu'il serait soutenu par la France pour prendre la tête d'un mouvement de restauration russe. Or, il suffit de voir la liste des membres du nouveau ministère pour constater qu'il est composé pour la plus grande partie de germanophiles avérés, qui ont brillé par les scandales de corruption auxquels ils ont pris part sous le régime tsariste.

Tous les patriotes ukrainiens devaient se lever comme un seul homme contre une pareille manœuvre germano-russe. La dictature est désormais proclamée par l'Union nationale et la lutte a commencé contre les imposteurs. C'est la guerre civile et c'est peut-être pour demain la porte ouverte à l'invasion bolchéviste et à la dévastation complète du pays et de ses riches cultures, si l'Union nationale n'arrive pas à prendre en mains l'administration de l'Ukraine tout entière et à en expulser les agitateurs russes d'extrême droite et d'extrême gauche.

Les Alliés auront sans doute à prendre position dans ce conflit. Ils auront à choisir entre l'ordre et le désordre. L'ordre est représenté par l'Union nationale, c'est-à-dire par les Ukrainiens, et le désordre par tous les étrangers russes et allemands qui se mêlent de faire de la politique chez nous.

Notre nouveau gouvernement.

Tant que l'hetman Skoropadsky a travaillé pour l'indépendance de l'Ukraine, même en s'entourant de collaborateurs bien peu sûrs au point de vue politique, nous avons rendu hommage ici aux côtés positifs de ses efforts, au développement de l'instruction publique en langue ukrainienne et au perfectionnement de l'administration nationale. Au point de vue politique, nous avons toujours protesté contre la présence dans le ministère d'éléments russes et nous avons soutenu de plus en plus vivement le point de vue de l'Union nationale et la nécessité de remplacer la dictature par un gouvernement appuyé sur une vraie Diète.

Aujourd'hui que l'hetman a trahi la cause de son pays en acceptant l'idée d'une fédération russe, nous ne pouvons plus le reconnaître comme le chef de l'Etat. Le Cabinet qu'il a formé est pour nous un ministère russe ou allemand, qui n'a plus rien à faire à Kiev et dont la place serait tout indiquée auprès de l'empereur Guillaume dans son exil ou des prétendants à la couronne impériale de Russie.

Nous voulons être maîtres chez nous et régler nous-mêmes nos propres affaires. Dussions-nous mourir jusqu'au dernier en défendant notre indépendance, jamais nous n'accepterons plus de joug étranger. C'est pourquoi le seul gouvernement que nous puissions reconnaître à l'heure actuelle c'est la dictature proclamée par l'Union nationale et le Congrès national qu'elle vient de convoquer.

Nous publions plus loin quelques renseignements précis sur cette nouvelle représentation du pays, à laquelle vont tous nos vœux de sympathie ardente en cette heure difficile et tragique.

Pas de bolchévisme.

La tactique des monarchistes russes à l'étranger consiste à nous accuser maintenant de pactiser avec le bolchévisme. Ils répandent partout le bruit que l'Union nationale fait appel aux éléments maximalistes en Ukraine pour l'aider à chasser du territoire le gouvernement de traîtres des Gerbel, Reinbot & Cie.

Si habile qu'elle soit, cette tactique ne réussira pas. Le télégraphe apporte un démenti catégorique à ces affirmations. L'Union nationale ukrainienne est au contraire appuyée par toute la bourgeoisie nationale du pays, qui se joint aux paysans et aux socialistes pour lutter contre les intrigues étrangères et sauvegarder l'indépendance de la patrie.

Le bolchévisme est une plante étrangère et l'Union nationale continuera toujours à le combattre au même titre que toute autre invasion russe. C'est pourquoi les Alliés doivent comprendre que la meilleure barrière contre ce péril menaçant, c'est l'établissement d'une Ukraine indépendante et démocratique, appuyée sur les larges couches populaires, mais énergiquement décidée à se maintenir dans la voie de la légalité. C'est exactement le programme de l'Union nationale.

L'Ukraine aux Ukrainiens.

Alors que les Alliés ont reconnu et confirmé l'indépendance de la Pologne, des Tchèques, des Yougo-Slaves, etc., nous sommes encore abandonnés à nos propres moyens, sans une parole de réconfort de la part de personne. Le droit et la justice proclamés solennellement à tous les peuples ne sont pas encore pour nous. Il y a, paraît-il, des chancelleries qui considèrent la question comme « pas mûre » et qui ne veulent pas « s'engager » envers une grande nation de 35 millions d'âmes avant de savoir si l'on ne pourrait pas la vendre aux financiers russes chassés de chez eux par le bolchévisme.

En cette heure tragique, tous les voisins avides nous attaquent de gauche et de droite et se jettent sur nous pour nous dépouiller de nos territoires. Roumains, Polonais et Russes ne reculent pas devant cette lâcheté. Heureusement que notre peuple en a bien vu d'autres. Le malheur et l'Ukraine sont de vieux amis. Nous avons souffert deux siècles d'oppression et nous aimons mieux la lutte que le silence.

Si l'Europe et l'Amérique n'arrivent pas à temps pour nous défendre, nous lutterons tout seuls jusqu'au dernier sacrifice, et si nos voisins parvenaient jamais à nous engloutir, la Société des Nations serait impossible en Orient et l'humanité serait empoisonnée de nouveau comme elle le fut par le partage de la Pologne depuis la fin du XVIIIe siècle.

Nous pouvons assurer les Russes, les Roumains et les Polonais que jamais leurs Etats ne jouiront une minute de la paix intérieure et de la stabilité extérieure tant qu'ils occuperont un seul lambeau de nos territoires. La voix du sang ukrainien percera leur vie politique en un constant appel à la justice, que rien au monde ne saurait étouffer. *L'Ukraine aux Ukrainiens* restera notre mot d'ordre pour la vie et la mort.

La parole des Alliés.

Mais nous aurions tort de nous laisser aller au pessimisme ou au découragement. L'Ukraine a connu des heures plus terribles et son énergie l'a déjà sauvée plus d'une fois. Nous devons gagner cette lutte comme nous avons gagné les autres. Comptons d'abord sur nous-mêmes et serrons les rangs! Ce ne sont pas quelques comédiens ratés de l'ancienne cour des tsars qui vont pouvoir mettre l'Ukraine au cercueil. Par sa volonté d'ordre et de discipline, par sa confiance dans la consultation démocratique et par sa volonté inébranlable de régler lui-même son sort, le peuple ukrainien saura imposer le respect à tous.

Le président Wilson ne peut avoir qu'une parole. Il n'est pas possible qu'il y ait des nations privilégiées aux dépens des autres. Le temps n'est plus au partage des peuples ou aux régimes basés sur deux poids et deux mesures.

Si les Alliés attendaient encore, pour se décider, une nouvelle preuve de la volonté nationale des Ukrainiens, ils la trouveront dans son énergie et sa persévérance au moment des difficultés. Nous avions cru que l'arrivée de l'Entente dans la mer Noire allait consacrer l'ordre et la prospérité de l'Ukraine. Il semble que tous nos ennemis réunis aient voulu tenter un dernier coup pour mettre tout ce qu'ils pouvaient dans leurs poches avant l'heure du jugement. C'est le résultat le plus immédiat.

Mais notre espoir ne sera pas trompé. Le président Wilson arrive en Europe et chacun sent que la justice intégrale sera faite. Si nos ennemis du dehors et du dedans peuvent encore nous faire beaucoup de mal en quelques semaines, le droit finira bien par triompher et les coupables seront couverts de honte. Sans doute il eût été préférable, autant pour les Alliés que pour nous, que les richesses économiques de notre pays soient préservées du risque de nouvelles dévastations, mais l'indépendance est plus précieuse que tous les sacs de blé et l'Ukraine saura bien montrer qu'elle n'est pas à la merci d'une épreuve de plus ou de moins.

Nous entendons servir loyalement la Société des Nations et respecter strictement le droit des autres. Nous en avons pris l'engagement. Nous tiendrons notre parole et les Alliés tiendront la leur.

LA CRISE POLITIQUE

On peut maintenant se représenter en toute clarté la politique de l'hetman Skoropadsky si solennellement monté sur son trône sous la protection des automobiles blindées austro-allemandes. Cette politique était la suivante :

1. En prenant comme prétexte que parmi les Ukrainiens on ne trouve pas d'hommes capables d'une activité politique, l'hetman a fait occuper sous le regard bienveillant des Austro-Allemands tous les postes gouvernementaux par des monarchistes russes.

2. Pour combattre le bolchévisme, au lieu de presser la formation d'une armée régulière, il organisait une série d'unités militaires spéciales où se sont inscrits tous les éléments réactionnaires russes et tous les officiers de l'ancienne armée russe (par exemple le fameux corps spécial, l'armée du sud ou l'armée de volontaires, etc.). Les personnes arrivées récemment de l'Ukraine racontent qu'on refusait d'inscrire dans ces unités les personnes n'ayant pas voulu se déclarer partisantes d'une Russie unie et monarchiste. En même temps, les rapports se nouaient avec l'armée d'Astrakan sous prétexte de la nécessité de se mettre en relations amicales avec les pays riverains de la mer Noire.

Ainsi se préparait le terrain pour le coup d'Etat. Il fallait d'ailleurs se hâter car l'affaiblissement de l'influence allemande a commencé à rendre l'espoir à l'Union nationale, qui organisait ses forces avec une rapidité vraiment remarquable.

Dans nos précédents numéros nous avons communiqué que l'Union nationale a dernièrement créé plusieurs commissions spéciales, par exemple : des affaires étrangères, de la guerre, de la justice, etc. Il est clair maintenant que ces commissions n'étaient que des ministères masqués et destinés à devenir le vrai ministère avec l'appui du Congrès national qui était convoqué pour le 17 novembre. Les journaux ukrainiens nous apportent le texte de l'appel au congrès publié dans tous les journaux par l'Union nationale.

Cet appel était conçu comme suit :

Congrès National.

L'Union nationale convoque pour le 17 novembre à Kiev le Congrès national qui s'occupera de la situation intérieure et internationale de l'Ukraine. Pour ce Congrès, la représentation suivante est fixée :

1° Le Conseil suprême de l'Union nationale à Kiev entre en entier.

2° Les sections provinciales de l'Union envoient chacune douze délégués qui peuvent être élus par groupes et proportionnellement et doivent avoir leur mandat confirmé par l'Assemblée générale des membres de l'organisation locale.

3° Les autres sections envoient quatre représentants élus suivant le même principe.

4° Toutes les organisations ukrainiennes et les partis qui ne font pas partie de l'Union nationale envoient leurs représentants dans l'ordre suivant :

a) Les organisations centrales de toute l'Ukraine chacune 3 délégués.

b) Les associations professionnelles des paysans, des ouvriers, des postes et télégraphes, des cheminots et autres, chacune 15 délégués.

c) Les organisations provinciales 2, les organisations de districts 2.

d) Les pays du Don, Cholm, Bessarabie, la mer Noire, Kouban et Crimée envoient des représentants par leurs Conseils nationaux.

e) Les Ukrainiens de la Galicie orientale envoien également des représentants.

L'ordre du jour des travaux du Congrès est ainsi fixé :

1° Situation internationale actuelle et perspective d'avenir.
2° Régime gouvernemental.
3° Politique économique.
4° Réforme agraire.
5° Question de self-government populaire.

On est au clair quand on a parcouru cet appel. Le Congrès national avait sans aucun doute l'intention, si les circonstances favorables le permettaient, de se constituer en préparlement et d'essayer de prendre entre ses mains le pouvoir provisoire en renversant le gouvernement de son Altesse Sérénissime, dont le principal soutien, l'armée allemande, devenait de plus en plus chancelante et « sovietisée ».

Les milieux nationaux se préparaient hâtivement à la lutte. La Commission militaire de l'Union nationale pour ne pas éveiller les soupçons du gouvernement commença la mobilisation des forces militaires qui la soutenaient sous le prétexte public de secourir les Ukrainiens de la Galicie orientale dans leur lutte inégale avec les Polonais.

Des appels furent lancés à la population pour encourager l'enrôlement :

Sœurs et frères,

Le dernier moment est arrivé. L'Ukraine est assaillie par les ennemis comme par une bande de corbeaux. Nous devons immédiatement prendre les armes en mains et sauver la liberté de notre peuple ou mourir.

Vous savez ce qui se passe en Galicie. Ce n'est pas le moment d'attendre; car personne ne nous donnera ni conseils ni soutien. Souvenez-vous, chers frères, qu'il y a quelque temps, ici, près du Dnieper, en un pénible moment, les Galiciens, les armes en mains, ont sauvé de la mort des milliers de personnes et l'Etat même. Rappelez-vous leur aide dans la construction de notre Etat. Notre tour est maintenant

LA CRISE POLITIQUE

(Suite)

arrivé. Ainsi, frères, sans perdre de temps, inscrivez-vous le plus vite possible dans le régiment de volontaires, et vous, sœurs, l'orgueil des cosaques, inscrivez-vous à la Croix Rouge.

Ce dernier appel fut publié par la Société batkivchina (Patrie). Dans les mêmes journaux nous trouvons un appel lancé par l'ataman Bolbatchan si célèbre dans les milieux bolchévistes russes par sa lutte sans pitié qu'il mena contre eux, lors de la première invasion moscovite.

« Celui qui, en ces moments graves, voudrait réellement aider notre mère-patrie, doit s'enrôler dans le deuxième régiment zaporogue de l'infanterie. On a besoin d'hommes énergiques disciplinés. Tous ceux à qui l'Ukraine est chère et qui voudraient travailler pour elle de tout leur cœur, doivent s'inscrire dans ce régiment. L'inscription se fait dans les bureaux d'enrôlement. »

(Suit l'adresse.)

Signé : Général Bolbatchan.

Nous ne voulons pas dire que l'aide aux Galiciens servait uniquement de prétexte pour former les cadres de l'armée nationale. Au contraire, la société ukrainienne ne s'est jamais sentie si proche des Ukrainiens de Galicie ; elle comprenait parfaitement la nécessité d'une aide à ses compatriotes. Mais une brève lecture de ces proclamations laisse tout de suite la conviction qu'il ne s'agit pas seulement d'appuyer les Ukrainiens de Galicie, mais de sauver toute l'Ukraine.

Le ministère des traîtres.

Nous laisserons de côté pour le moment la question de l'appui venant de l'étranger, appui qui a permis à Skoropadsky de renverser le Cabinet. Voyant que le 17 novembre 1918 devait se réunir le Congrès national, l'hetman accomplit le coup d'État les jours précédents, en s'appuyant sur l'armée de volontaires, armée du sud, ou d'Astrakhan, et confiant au monarchiste Gerbel la formation du nouveau Cabinet.

Parcourons rapidement sa composition :

Gerbel, ancien représentant éminent du monarchisme russe. Au temps du tsarisme il dirigeait l'approvisionnement du front sud et employait la méthode de tchinovnik russe d'une façon si parfaite que le ravitaillement de cette partie du front est arrivé à une désorganisation complète.

Afanasiew, appartient au parti cadet monarchiste.

Landsberg, Allemand à peine russifié.

Kosinsky, professeur, membre du parti cadet.

Reinbot, Allemand des pays baltiques, occupait un poste policier à Petrograd.

Lubinsky, ministre de la santé publique, médécin de la famille de l'hetman. Cette qualité lui a valu ce poste.

Rjepetsky, ancien président du Comité de Tatiana (fille de Nicolas II) en faveur des victimes de la guerre. Très connu pour quelques histoires scandaleuses avec les fonds du Comité.

L'Union nationale.

L'hetman et ses comparses en faisant le coup d'Etat ont été à tel point maladroits que le Comité central de l'Union nationale, qui avait son siège à Kiev, a réussi à s'échapper et à fuir à Bila-Cerkwa, (province de Kiev). Un directoire y fut proclamé. La maladresse des monarchistes russes était telle que le 13 novembre on avait précisément libéré de la prison de Kiev M. Petliura (ancien ministre de la guerre au temps de la Rada centrale), M. Porsch, Khymeryk et le colonel Kapkan, qui partirent aussi pour Bila-Cerkwa. M. Petliura a pris le commandement de toutes les troupes ukrainiennes et entrepris la marche sur Kiev. Une première et sanglante bataille eut lieu près de Fastow. L'issue ne nous en est pas encore connue.

Quels que soient les résultats finaux de la lutte entre le Directoire et son Altesse Sérénissime, un fait est cependant certain : autour du Directoire se groupe maintenant toute l'Ukraine patriotique. Il est appuyé par la population paysanne, qui a ses représentants dans l'Union en qualité de délégués du parti démocrate agraire et des Zemstwos. La plus grande partie des associations professionnelles en font partie. Indépendamment de l'issue de la lutte, il sera impossible à M. Skoropadsky d'organiser le pays sans entrer en compromis avec l'Union nationale. Mais quel compromis peut donc être fait avec un traître ?

Les paysans s'arment en achetant des munitions que leur vendent les troupes d'occupation en se retirant en plein désordre de l'Ukraine. Or, pour soutenir Skoropadsky, les Empires centraux avaient besoin de trente corps d'armée. Donc, pour gouverner l'Ukraine, l'hetman doit disposer d'une armée moscovite d'au moins un million d'hommes. Et, puisqu'il a déjà proclamé que l'Ukraine fait partie de la Russie, il lui faut songer immédiatement à faire face au bolchévisme. L'hetman et ses complices ont fait un bien mauvais calcul. Pour aller combattre le maximalisme russe il faut avoir son arrière bien protégé. Dans ce but, il faudra laisser un million d'hommes en Ukraine comme troupe d'occupation et aller ensuite en Russie patauger dans les marais bolchévistes.

LA POPULATION DE L'ÉTAT DE HALITCH

En Bukovine se trouvent environ 300 000 Ukrainiens qui forment le 42 % de la population totale de cette province et qui occupent un territoire d'environ 5 000 km² situé dans la partie montagnarde du pays. Les districts de : Sontchawa, Waschkiwitz, Wyszniza, Kizman et Tcherniwtz, contiennent une proportion de 80%, 83 %, 78 %, 87 % et 55 % d'Ukrainiens dont le degré de culture et la situation économique sont certainement supérieurs à l'état des Ukrainiens de Hongrie. Toute une élite intellectuelle est sortie du peuple et a pris la direction des masses dans la lutte économique et politique.

* * *

En Galicie orientale les Ukrainiens forment le 70 % de la population totale et sont au nombre de 3 millions 600 mille répartis sur un espace de 58 000 km². Ces chiffres sont tirés de la statistique de 1910, très favorable aux Polonais. En effet, on y a inscrit comme Polonais presque tous les Juifs, bien qu'ils parlent le jeddish et tous les Ukrainiens catholiques romains, qui sont au moins 500 000 en Galicie orientale.

Le plus grand pourcentage de la population ukrainienne, c'est-à-dire 75-90 %, appartient aux provinces des Carpathes : Turka, Stary Ssambir, Kossiw, Petschenizyn, Bohorodtschany, Kalusch, Zydatschiw, Sniatyn et Horodenka ainsi qu'au département de Javoriw. Le pourcentage des Ukrainiens dans les provinces suivantes balance entre le 67 et le 75 % : Lisko, Dobromyl, Stryj, Dolyna, Nadwirna, Towmatsch, Salischtschyky, Boroschtsiw, Rohatyn, Bibrka, Zowkwa, et Rawa.

Les trois cinquièmes de la population (60-66 %) sont formés par les Ukrainiens dans les provinces de Drohobytsch, Ssambir, Rudky, Mostyska, Horodok, Kolomyia, Ssokal, Kaminka, Brody, Sbaraz, Solotschiw, Peremyschlany, Berezally, Pidhajzi, Tschortkiw et Hussiatyn. Les 50 à 60 % d'Ukrainiens représentent les districts de Tschesaniw, Peremyschl, Ssjanik, Ternopil, Skalat, Terebowla, Butschasch, Stanyslowiw. Seulement dans ces deux provinces, le pourcentage des Ukrainiens descend sous 50 %, dans celle de Lemberg 49 % et de Jaroslaw 41 %.

Dans la ville de Léopol, les Ukrainiens ne forment que le cinquième de la population. Leur pourcentage n'est également pas bien grand dans les autres villes de la Galicie orientale. De cette manière, les pourcentages généraux des Ukrainiens dans les districts, du fait de l'adjonction de la population des villes, sont influencés défavorablement. En outre, les villes de Galicie orientale, habitées surtout par des Juifs et des Polonais, sont le foyer de la polonisation.

Par suite de l'affluence de plus en plus grande des Ukrainiens dans les villes de Galicie orientale, leur pourcentage devient également toujours plus considérable. Par contre, dans les 50 petites villes de la Galicie orientale, les Ukrainiens sont en majorité (par exemple Jaworiw, Horodenka, Tysmenyza).

En Galicie occidentale, le gouvernement de Horolyzy seul représente plus de 25 % d'Ukrainiens et ceux de Jaslo, Nowo-Sandes, Krosno et Grybow les 10 à 20 %.

La population ukrainienne de Galicie est formée, dans la proportion de 90 %, de paysans et de petits bourgeois. Une élite en est sortie qui a pris la direction du peuple. C'est ainsi que la concience nationale s'est développée au plus haut degré parmi les Ukrainiens de Galicie.

Le territoire peuplé par les Ukrainiens de Hongrie mesure 14 000 km². D'après les données statistiques de 1910 leur nombre s'élève à 470 000 âmes. Le pourcentage dans les Comitats Hongrois est le suivant : à Marmarasch 46 %; Uhotscha 39 %; Bereg 46 %; Ungh 36 %; Scharosch 20 %; Semplen 11 % et Zips 8 %. La population de la région orthodoxe est gréco-catholique.

Chronique économique et financière.

La Bourse à la veille du coup d'Etat.

La situation générale peut se résumer comme une attente calme. Peu d'animation. Très peu de transactions avec les fonds, billets de loterie et les hypothèques. On remarque un intérêt pour les actions de nouvelles entreprises ukrainiennes et pour les actions de sucreries. La question la plus grave est celle des couronnes autrichiennes. Cependant à la Bourse, il n'y a pas la même panique qu'à la ville où les masses de la population ont complètement perdu la tête et font tout pour se débarrasser des couronnes à n'importe quel prix. Certaines agences en profitent largement en achetant des couronnes pour 40 kopeks. La situation est stable avec les marks allemands et les livres anglaises. Peu d'activité avec les francs et les couronnes suédoises.

	20 Oct.	10 Nov.
4 % rentes d'Etat russe	76	84
1er emprunt	900	900
Emprunt de la liberté grandes coupures	83	73
Obligations du crédit de la ville de Kiev	103	103
ACTIONS		
Banque russe du commerce extérieur	900	900
Banque internationale de Petrograd	875	900
Banque de Petrograd	780	850
« Provodnik »	425	475
« Nobel »	3000	3650
« Putilow »	225	240
« Trengolnik »	950	1200
CHANGE		
Marks	90	87
Couronnes	50	43-48
Livres sterl.	38	33-34
Francs	1 r. 45 k.	1 r. 35 k.
Couronnes suédoises	2 r. 35 k.	2 r. 15 k.

LA GALICIE

La Galicie est une province très riche pour l'agriculture et possède dans les Carpathes, près de Borislav, des puits de pétrole extrêmement abondants. Quatre centres pétrolifères sont en exploitation : Boryslaw, Drohobytch, Stryi-Dolyna, Stanislaviw, Bohorotschansk et Kolomea-Petchelgine. Le naphte, très bon au point de vue chimique, contient un fort pourcentage de benzine. Il existe encore des mines de cire fossile. De grandes forêts de bois de construction couvrent les versants des Carpathes. Presque toute la flotte autrichienne et allemande a été construite de ce bois.

La Galicie se divise ethnographiquement en deux frontières : la frontière polonaise commence près du village Schlachtowa, passe par les villes de Pivnitcha, Gribov, Gorlica, Zmigrod, Doukla, Rymanow, Zarzyn jusqu'à Sianok, d'où elle suit le cours du San jusqu'à Doubietzko.

La Galicie orientale faisait aux dixième et onzième siècles partie de l'Etat ukrainien de Kiev fondé par Vladimir le Grand (975-1015). Celle-ci formait la province frontière avec la Pologne et, comme telle, était toujours la proie de leur « Drang nach Osten ».

Au commencement du douzième siècle, le prince Roman réunit en un seul Etat la principauté de Halitch et de Vladimir en Volhynie. Sous cette dynastie, l'Etat de Halitch-Volhynie ainsi formé atteignait un tel degré de puissance qu'à un moment donné il comprenait toute l'Ukraine avec Kiev. Danylo, fils de Roman, fonda la capitale de la Galicie, Léopol. L'Etat de Halitch a existé jusqu'à la deuxième moitié du quatorzième siècle. Affaibli par les invasions des Mongols, oppressé par la Pologne, la Hongrie, la Lithuanie, il fut bientôt partagé entre ces deux derniers Etats pour tomber complètement sous la domination polonaise après l'union de la Pologne avec la Lithuanie. Au cours de cette période d'existence indépendante, l'Etat de Halitch tomba aussi deux fois sous la domination hongroise d'où proviennent « les droits de l'Autriche-Hongrie » sur lesquels elle s'appuya lors du premier partage de la Pologne pour demander la réunion de la Galicie à la monarchie.

Enfin, par le traité de 1387, le pays resta définitivement à la Pologne, le roi de Hongrie n'en garda que le titre. Depuis cette époque, il resta jusqu'en 1772 sous la domination polonaise.

Cette période de l'histoire de la Galicie peut être caractérisée comme une lutte continuelle contre l'influence dénationalisante d'un côté et des efforts pour l'anéantissement de la nationalité ukrainienne de l'autre. La Pologne s'est emparée de la Galicie par droit de conquête et cette dernière, a dit le démocrate russe Hertzen au sujet des droits historiques de la Pologne sur ce territoire, n'est pas un droit, mais seulement un fait. Par suite du partage de la Pologne, ce fait a cessé d'exister. Le rétablir serait reconnaître la conquête et l'oppression comme un élément du droit des gens dans le sens ethnique.

Dès que le gouvernement autrichien se fut assuré de la possession de la Galicie, il commença à prendre des mesures qui prouvent qu'il se rendait compte que les deux parties de la Galicie présentaient des contrastes nationaux si frappants qu'ils ne peuvent pas former une province uniforme. Le partage de la Galicie fut annoncé par le gouvernement autrichien le 25 novembre 1848. Le Reichsrat autrichien qui se réunit un peu plus tard devait ratifier le projet. Voyant que leurs visées sur la Galicie étaient en train d'échouer, les Polonais commencèrent une contre-action énergique qui a eu comme résultat que ce projet fut repoussé au Reichsrat. Ce dernier, d'ailleurs, fut dissous par le manifeste impérial du 4 mars 1849. Le 15 octobre 1850, le ministre de l'Intérieur publia un décret concernant la division du pays en 3 districts : la partie occidentale polonaise devait former un gouvernement avec Cracovie pour capitale ; la partie orientale, deux gouvernements avec Léopol et Stanislaviv. Ce plan ne se réalisa pas non plus. Le 31 décembre 1851, tous les décrets concernant l'organisation de l'administration de la Galicie étaient annulés et l'absolutisme réintroduit. Enfin, en 1867, quand le dualisme de la monarchie fut introduit, la constitution fut achevée par une série de lois qui formèrent jusqu'au dernier moment les bases de l'autonomie des peuples en Autriche.

L'accès au poste administratif était extrêmement difficile, sinon impossible. Les employés, ainsi que la classe ouvrière, devaient renier leur nationalité ou mourir de faim. De grandes propriétés foncières de la Galicie orientale étaient systématiquement parcellées et colonisées par les paysans polonais. Il était presque impossible de lutter. Condamnés par un mode d'élection à une minorité à la Diète et à la fraction galicienne au Reichsrat, les Ukrainiens étaient voués à une impuissance complète. En 1914 seulement, une réforme électorale plus démocratique a donné quelques espoirs aux Ukrainiens. La situation du peuple ukrainien sous la domination polonaise a été fort bien caractérisée par un Polonais, le leader des social-démocrates lors de la séance de ce parti à Brunn en 1894.

Nous avons en Galicie près de trois millions et demi d'Ukrainiens qui par la création de la province galicienne ont été réduits à une minorité sans espoir et ce demi-siècle de domination forme aujourd'hui la base des prétentions polonaises sur la Galicie orientale.

La Galicie a obtenu sa Diète, à laquelle les Ukrainiens ne pouvaient élire que 17 députés sur 161. A cette Diète fut joint un gouverneur « royal et impérial » qui, dans la règle, était élu parmi la noblesse polonaise et qui jouissait de la confiance de la majorité politique de la Diète et du Club parlementaire polonais.

Dès que cette confiance lui était refusée, il devait démissionner. De cette manière, le gouverneur de Galicie dépendait bien des Polonais. Il existait encore un ministre de Galicie au Conseil de la Couronne qui, par suite des arrangements entre les Polonais, la Couronne et le gouvernement autrichien, avait le droit de mettre son veto sur toute décision du gouvernement concernant la Galicie et qui était évidemment toujours un Polonais.

C'est ainsi que fut établie la domination polonaise et la polonisation complète de toute l'administration en Galicie. La justice fut également polonisée, les Ukrainiens disparaissant presque tous dans la magistrature parmi les masses polonaises.

Quant à l'instruction publique, les Ukrainiens formaient la minorité dans le Conseil national scolaire. Par la loi promulguée en 1868, l'ouverture des écoles secondaires avec enseignement en ukrainien dépend de la décision de la Diète. Pendant cinquante ans, la majorité polonaise de cette dernière n'a autorisé d'ouvrir que quatre gymnases et pour chacun il a fallu lutter âprement pendant des années à la Diète et même au Reichsrat.

L'opinion de la colonie russe en Ukraine.

Pour se rendre compte de ce que pensent les milieux démocratiques russes sur les événements en Ukraine, il suffira de relire un article de fond de la *Kievskaïa Mysl* dans un de ses numéros précédant le coup d'Etat. En voici la teneur :

« Le problème d'organisation d'un gouvernement de toute la Russie devient chaque jour de plus en plus difficile. Les personnages politiques une fois déjà renversés par le coup de l'histoire aspirent de nouveau au pouvoir. Nous ne sommes pas loin du jour où la noblesse voudra se mettre sur les rangs et avec elle les nombreuses organisations monarchistes d'avant la guerre comme l'Union du peuple russe, etc.

» Il est possible d'attribuer toute la plénitude du pouvoir à un général quelconque qui pourrait proclamer l'état de guerre dans toute la Russie, mais cela équivaudrait tout simplement à remplacer Lénine par ce général, car l'avenir appartient en tout cas à la démocratie. Toute tentative de créer le pouvoir russe constant ou provisoire basé sur la domination exclusive des éléments réactionnaires amènera fatalement un nouveau désordre en Russie. »

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 78 Lausanne, 5 Décembre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 4 décembre 1918.

Et après?

Le télégraphe nous a apporté la nouvelle qu'un gouvernement monarchiste russe s'est établi dans le sud de la Russie avec le général Dragomiroff comme président; avec M. Sazonof, comme ministre des Affaires étrangères et avec M. Loukomsky, comme ministre de la Guerre.

Tout ce monde est par trop connu pour que nous nous en occupions longuement. Nous assistons à la dernière tentative du monarchisme russe d'asservir l'Europe orientale. *De facto*, l'hetman Skoropadsky ne joue actuellement aucun rôle avec son fameux ministère « ukrainien », de sorte que la lutte que mène l'Union nationale ukrainienne contre les soi-disant troupes de l'hetman peut désormais être considérée comme une lutte de la démocratie ukrainienne contre le monarchisme russe. L'Union nationale rend ainsi un service inappréciable aux milieux libéraux russes, service dont nous doutons qu'il puisse être apprécié.

Essayons de nous rendre compte d'une façon objective des conséquences certaines de ce complot monarchiste. En premier lieu, au point de vue russe, la tentative monarchiste renforce la position du bolchévisme en décomposant les milieux intellectuels russes en deux groupes : un qui restera plus ou moins indifférent, las de tout, et l'autre beaucoup plus nombreux qui passera au camp maximaliste. En effet, à l'heure où nous écrivons ces lignes, les journaux français (l'*Humanité* du 26) nous apportent un télégramme qui a été publié dans l'*Avanti*, suivant lequel le comité central du parti social-démocrate menchevik a décidé de se rallier au gouvernement des Soviets « pour le salut de la révolution russe ».

Ce télégramme confirme que le monarchisme est la plus mauvaise arme contre le maximalisme et que rien n'est en mesure de donner plus d'arguments au maximalisme que l'apparition du danger monarchiste. Et quand on voit certains groupes de l'Entente prêter leur concours à cette entreprise, on s'étonne en constatant que quatre années de guerre, de révolutions de toutes espèces, de perturbations mondiales, n'ont rien appris à certains fonctionnaires diplomatiques.

Le principe du droit et de la justice était-il valable seulement jusqu'au 11 novembre?

En Ukraine, où l'élément bolchéviste joue un rôle insignifiant, le mouvement monarchiste n'aura d'autre effet que de renforcer le groupe national. Ces renforts viendront des deux côtés : d'une part les masses paysannes, voyant que la réforme agraire est gravement menacée, tourneront tout naturellement leurs regards vers le Directoire. Il ne serait peut-être pas possible à ce dernier d'organiser cet appui des masses paysannes en une forte armée, mais une guerre partisane pourra être menée avec beaucoup de succès, d'autant plus que dans peu de temps les grandes masses de la population seront bien armées car les soldats austro-allemands en se retirant de l'Ukraine vendent pour rien leurs armes et leurs munitions.

D'autre part un effet analogue se produira dans les milieux intellectuels ukrainiens. Tous les éléments modérés hésitant en voyant sous quelle forme commence la régénération d'une grande Russie n'auront rien d'autre à faire que de se mettre à disposition du gouvernement de Bila-Cerkwa. A ce point de vue on peut même se réjouir. Une fois pour toutes on en finira avec les personnages politiques ukrainiens indécis au point de vue national. Les traîtres se rangeront du côté du général Denikine, les autres par la force des choses accepteront le programme national.

Les journaux en parlant des événements en Ukraine sont tous d'accord qu'au fond le gouvernement qui lutte contre Skoropadsky n'est qu'un prolongement de l'ancienne Rada centrale.

Cette compréhension est la plus exacte. La Rada centrale exprimait la volonté de la plus grande partie du peuple ukrainien comme l'exprime maintenant le Directoire.

Après avoir été menacé à gauche par le bolchévisme, à droite par la réaction sous le régime Skoropadsky, après avoir passé par l'occupation étrangère, par la trahison russo-monarchiste, le peuple ukrainien est arrivé au même état de choses : Un gouvernement exprimant la volonté du peuple luttant contre les Russes, avec une seule différence qu'au lieu de maximalistes comme au temps de la Rada centrale, on trouve les monarchistes. A ce point de vue, en considérant le gouvernement révolutionnaire luttant contre Skoropadsky comme une Rada centrale régénérée, il ne sera pas inutile de donner ici des documents qui nous prouveront à quel point le peuple l'appuyait et de rappeler comment il a réagi devant le coup d'Etat Skoropadsky.

Résolution du Congrès des Paysans.

Le bureau du deuxième congrès national ukrainien des paysans qui se réunit après le coup d'Etat de Skoropadsky le 29 avril a déclaré :

« En tenant compte de la situation et ne reconnaissant pas d'autre pouvoir légal que celui de la Rada Centrale et de la Constituante ukrainienne, le deuxième congrès des paysans, au nombre de 20 000 députés, considérant que l'avènement de l'hetman en Ukraine est dû à un petit groupe de propriétaires et d'oppresseurs du peuple qui, pour sauvegarder leur intérêt égoïste, cherchent la perte de la République populaire et veulent priver la partie laborieuse du peuple des terres et de la liberté acquise au cours d'une lutte dure et opiniâtre, blâme énergiquement le coup d'Etat effectué par ce petit groupe. Tous ceux qui ont accepté le nouveau régime, et spécialement l'hetman Skoropadsky doivent être considérés comme traitres à la République et à la classe paysanne.

Le congrès demande la convocation immédiate de la Constituante. Pour la protéger et pour lutter contre les ennemis du peuple, les paysans sont tenus de la défendre par les armes; tous les employés des chemins de fer doivent se conformer uniquement aux ordres du gouvernement qui sera institué par la Constituante. Les employés des autres entreprises obéiront aussi uniquement au gouvernement qui sera établi par la Constituante.

Le deuxième congrès reconnaît pour la loi fondamentale de la République la loi établie par la Rada Centrale le 29 avril 1918.

Tous les décrets et ordres de l'hetman, de ses ministres et de ses partisans seront considérés comme illégitimes. Tous ceux qui transmettent ses ordres ou les accomplissent doivent être immédiatement livrés au tribunal de l'Etat et condamnés comme traîtres envers le peuple travailliste de l'Ukraine. Cette décision doit être portée à la connaissance des gouvernements de tous les Etats du monde. »

Le Congrès des représentants

des Zemstvos départementaux de l'Ukraine qui a eu lieu à Kiev le 30 avril et le 1er mai a adopté vis-à-vis du coup d'Etat une attitude qui se résume dans les résolutions suivantes :

« Les Zemstvos de l'Ukraine estiment que pour la formation de l'Etat on ne saurait se passer de la principale acquisition de la révolution, du principe selon lequel le peuple doit se gouverner lui-même et qui a trouvé son expression dans la loi électorale existant pour les Zemstvos. La violation de ce principe provoquera la colère du peuple, fera couler le sang populaire, amènera la désorganisation, la désorientation et ruinera l'Ukraine au point de vue financier, économique, national et politique. Ayant encore présent à l'esprit le coup d'Etat accompli par un petit groupe de propriétaires et de réactionnaires dénationalisés et soutenus par les troupes étrangères dans le but de transmettre le pouvoir aux grands propriétaires ruraux, le congrès déclare qu'un pareil changement ne contribuera en rien à organiser la vie normale mais au contraire engendrera de nouveaux conflits, de nouvelles complications, qui auront pour conséquences de terribles perturbations, une nouvelle guerre civile et fratricide. »

La victoire ukrainienne.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la grande victoire des troupes de l'Union Nationale qui sont en train d'écraser complètement le complot germano-russe de Kiev. A l'heure où notre numéro paraîtra, l'Union Nationale aura probablement pris le pouvoir dans la capitale et installé un ministère national qui va convoquer immédiatement l'assemblée constituante. Nous nous réjouissons de ces grandes nouvelles et nous souhaitons que les Alliés ne tardent pas à reconnaître officiellement le vrai gouvernement national du pays et à lui faciliter la tâche pour rétablir l'ordre et la prospérité de l'Ukraine indépendante.

L'UKRAINE ET LES JUIFS

Les Juifs de Léopol viennent de payer chèrement leur sympathie pour l'Ukraine. Tout simplement parce que nos compatriotes de Galicie orientale leur ont reconnu le droit d'exister légalement et qu'ils ont naturellement préféré notre régime à celui des Polonais qui refusaient de les reconnaître, ils ont vu leurs maisons livrées au pillage et à l'incendie, leurs femmes et leurs enfants poursuivis à coups de baïonnettes et un grand nombre d'entre eux sont tombés victimes de cette attaque brutale des légionnaires polonais contre une population pacifique.

C'est par cette abominable vengeance que les bandes polonaises ont fait leur entrée dans la ville de Léopol, qu'elles venaient de reconquérir. Le Congrès de la paix dira si cette conduite sanguinaire donne aux conquérants des titres à la possession d'une ville où l'élément juif est si considérable.

Pour notre part nous protestons avec douleur et avec indignation contre ces violences, qui jettent un jour si tragique sur la lutte en Galicie orientale. Sans doute la colonie polonaise de Léopol a protesté contre une conduite pareille et a voulu dégager sa responsabilité. Sans doute aussi le commandant des troupes polonaises a exprimé ses regrets et sa désapprobation publique des excès commis. Il n'en reste pas moins vrai que ni l'une ni l'autre n'ont su empêcher le massacre et que l'Europe entière et les deux Amériques retentissent aujourd'hui de la plainte des Juifs, dont le sang crie justice, et retombe sur la réputation de la Pologne.

Ce n'est pas nous certes qui nous en réjouirons. Comme nous l'avons souvent répété ici, nous aurions souhaité et nous souhaitons encore la réconciliation et même l'accord entre l'Ukraine et la Pologne, mais ce n'est pas l'oppression des Juifs qui peut servir de base à cette entente. Le sang qui a coulé élargit le fossé qui sépare nos deux conceptions de la liberté et notre manière de l'appliquer aux autres. Aucune combinaison politique ne nous fera renoncer à notre ferme intention de garantir aux Juifs le respect absolu de leurs droits humains et nationaux.

Loin de nous la pensée de nous servir de cette horrible tragédie pour alimenter notre propagande politique. La cause de l'Ukraine est assez juste et droite pour se passer de ces moyens-là. D'ailleurs les faits parleront bien par eux-mêmes. Tout ce que nous espérons, c'est que cette leçon terrible fera réfléchir tous les Polonais de cœur et de bon sens et que le grand chef socialiste qui commande aujourd'hui à Varsovie, le général Pilsudski, aura la puissance nécessaire pour arrêter sa patrie sur la voie sanglante où des irresponsables l'ont engagée et pour la faire rentrer énergiquement dans le chemin du droit et du respect des voisins.

Ce qui doit primer tout en cette heure si douloureuse, c'est le grand deuil où la nation juive est plongée et la sympathie profonde que tous les Ukrainiens doivent lui témoigner. Jamais l'Ukraine n'oubliera que les Juifs de Léopol sont tombés en martyrs de sa cause nationale. Ce n'était certes pas un résultat pareil que nous souhaitions en accordant aux Juifs les libertés et égalités de droit que la simple justice exige.

Le sang de ces martyrs scelle en ce moment tragique une solidarité de souffrance entre les deux peuples et constitue pour nous une dette nationale qui restera toujours présente à nos mémoires. Il faut que l'Ukraine tout entière se lève pour prêter secours aux victimes et trouver des abris aux milliers de familles dont les demeures ont été incendiées ou détruites. Nous adressons un vibrant appel à tous nos compatriotes. Que les Juifs sentent toute la part que nous prenons au terrible coup qui les frappe. Leur deuil est désormais le nôtre.

LE ROLE RUSSE

Au cours de la journée du 14 novembre le bruit s'était répandu à Kiev qu'un courrier spécial portant des documents d'une importance capitale était arrivé à Kiev d'Ekaterinodar. Un peu plus tard le général Denikine publia un ordre du jour disant que toutes les troupes d'Ukraine font partie de l'armée de volontaires et sont placées sous ses ordres et que tous les détachements qui ne le reconnaîtront pas comme commandant suprême, seront considérés comme bolchévistes, les armées ukrainiennes nationales du Directoire comprises.

Le soir de la même journée une conférence des officiers de l'Etat-major a eu lieu dans le cabinet du chef M. Slivinsky. Ce dernier prononça un discours important disant qu'il est temps de parler d'une façon franche et ouverte; depuis six mois, trois cents officiers russes travaillent à la création d'une armée russe. L'heure de la régénération de la Russie a sonné. La conférence approuva le discours de Slivinsky et confirma la soumission de tous les détachements de volontaires au général Denikine.

Les jours suivants le général Kirpitchov, commandant de la garde blanche russe, le colonel Mirski, commandant du 1er régiment d'officiers volontaires, le général Keller, commandant du corps d'armée du front Dwinsk-Kovno annoncèrent dans les proclamations spéciales qu'ils se placent sous le commandement de Denikine.

Les journaux ukrainiens du 16 donnent les détails suivants : Ayant reçu d'Ekaterinodar les conditions de l'Entente pour une action contre les Bolchéviks, le général Denikine envoya un ultimatum à l'hetman et aux commandants des forces militaires russes en Ukraine leur demandant d'accepter son programme et son autorité. Il a agi dans le même sens auprès du gouvernement ukrainien.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE

Dans les dernières séances de l'ancien Conseil des Ministres, d'avant le 15 novembre, on put remarquer des divergences aiguës dans les questions de la politique intérieure, notamment dans celles de la convocation de la Diète et de l'autocéphalie de l'Eglise. Le groupe national défendait la nécessité de la convocation immédiate d'une Diète sur des bases strictement démocratiques, ainsi que la nécessité de lui donner le caractère d'une Assemblée Constituante ukrainienne. De même les ministres ukrainiens, en se basant sur le principe de l'indépendance et de la souveraineté de l'Etat ukrainien, soutenaient l'autocéphalie de l'Eglise. Les discussions sur ce dernier sujet ont pris un caractère excessivement vif. En fin de compte, le groupe national l'a emporté et il a été décidé de proclamer l'autocéphalie de l'Eglise. Au cours de la journée suivante les milieux responsables ukrainiens ont décidé de présenter au gouvernement une série de demandes concernant les changements de la politique extérieure et intérieure et la nécessité de réformer le cabinet dans le sens d'une concentration des partis.

Vu la situation politique embrouillée, les ministres ukrainiens ont décidé de demander la convocation immédiate d'un préparlement composé des représentants de toutes les organisations démocratiques, des partis politiques, des associations professionnelles et des organisations industrielles et agraires.

Ce préparlement aurait dû résoudre la question de la convocation d'une assemblée constituante ukrainienne. Les pourparlers pour la formation du nouveau cabinet furent menés par les milieux gouvernementaux responsables. Plusieurs combinaisons furent envisagées. Le groupe des politiciens de droite soutenaient la formation d'un cabinet uniforme de représentants des organisations conservatrices. Comme base, ce cabinet aurait dû poser le principe de la restitution d'une Russie indivisible. Le groupe des Ministres ukrainiens soutenaient la formation du cabinet composé des divers représentants des courants démocratiques ukrainiens et russes.

Ensuite, un troisième groupe influent proposait de laisser l'ancien cabinet en excluant tous les ministres ukrainiens et en les remplaçant par des candidats choisis par le gouvernement. Vers le soir, il est devenu évident qu'on n'éviterait pas la crise, car les « hautes sphères gouvernementales » décidèrent de changer brusquement la direction future de la politique intérieure et extérieure de l'Ukraine dans le sens d'une orientation vers une réunion avec la Russie. Dans ces mêmes sphères gouvernementales on décida définitivement de rompre complètement avec les courants nationaux ukrainiens et de rejeter toutes les propositions provenant de

milieux nationaux ukrainiens, et en particulier de l'Union nationale.

La position du groupe des ministres ukrainiens avec M. Slawinsky en tête ne fut pas approuvée. On décida de réformer le cabinet actuel en remplaçant les ministres ukrainiens par des personnes de courant réactionnaire et modéré ayant une orientation russe. Les journaux ukrainiens disent que la décision de réformer complètement le cabinet était la conséquence d'une part des pourparlers à Jassy, et d'autre part, de certaines nouvelles qui sont parvenues d'Ekaterinodar.

La dernière séance de l'ancien ministère.

La dernière séance de l'ancien ministère eut lieu le 14 novembre, sous la présidence de M. Rjepetsky qui remplaçait Lysohoub en congé. 15 ministres étaient présents. Au commencement de la séance le groupe national, ayant fait une déclaration sur la situation politique du moment, présenta les revendications suivantes : 1. Annuler l'interdiction de convoquer le Congrès national faite par le ministre de l'Intérieur Reinbot; 2. Réunir le plus vite possible une Diète nationale en accord avec l'Union nationale; 3. Adopter définitivement une tendance démocratique dans la politique en rejetant le système de répression et de la lutte contre le peuple.

Dans la discussion qui s'en suivit, M. Slavinsky, ministre du travail, dans un long discours, a soutenu ces revendications des ministres ukrainiens. Les ministres Reinbot et Gerbel, qui représentaient les groupes russes, ont répondu que la politique ne peut pas être changée. Les débats ont été très orageux. A 1 heure du matin le président Rjepetsky a mis aux voix les revendications des Ukrainiens. Le vote fut personnel et la demande des Ukrainiens fut repoussée à la majorité d'une voix. Ont voté contre : Rjepetsky, Rohosa, Reinbot, Gerbel, Mehring, Petrow et Lubinsky.

Ce dernier ministre, qui votait habituellement avec les Ukrainiens, vota cette fois contre eux, ce qui décida le résultat. Après le vote, le président; pendant une interruption de dix minutes, communiqua les résultats du vote à l'hetman. La seconde partie de la séance fût commencée par la lecture du manifeste de l'hetman qui décrétait la démission du cabinet (notons que le manifeste était rédigé pour la première fois en russe).

Aujourd'hui de nouveaux problèmes surgissent... Les puissances de l'Entente ont toujours été les amies d'un grand et unique Etat russe. Après les perturbations qu'elle vient de traverser, la Russie doit changer les conditions de son existence.

C'est sur une autre base, la base fédérative, que doivent être rétablies la puissance et la force de l'Etat pan-russe. Sur cette base qui, comme je le crois, sera approuvée par les Alliés de la Russie, doit se construire la politique future de notre Ukraine dont on respectera les particularités nationales. J'attends que, dans cette sainte œuvre patriotique, vous, citoyens et cosaques de l'Ukraine, apportiez votre soutien puissant. Au nouveau cabinet, je confie la réalisation de cette tâche historique.

Kiev, 14 novembre.

Ce n'est qu'en sortant du palais de l'hetman que les ministres ont appris la nouvelle composition du cabinet Gerbel. Les journaux ukrainiens qui nous sont parvenus disent que, la veille de cette séance historique, l'hetman a reçu une délégation des représentants des partis ukrainiens modérés social-fédéralistes, démocrates agraires, agriculteurs et propriétaires qui avaient fait ressortir la nécessité d'une démocratisation immédiate du ministère dans un sens national. Ces pourparlers n'ont donné aucun résultat et c'est pourquoi les ministres ukrainiens ont présenté ces revendications à la dernière séance.

LES ÉVÉNEMENTS DE GALICIE

Interview du député Léon Lewicky.

Le député Léon Lewicky a déclaré ce qui suit à l'un de nos correspondants :

Le 1er novembre, les députés Batchinsky, Trilowsky et moi-même, nous sommes rendus de Vienne à Przemysl. Nous avons appris en cours de route que la Commission de liquidation polonaise voulait étendre son autorité sur tout le pays, c'est-à-dire aussi sur la Galicie orientale. A Przemysl des légionnaires ukrainiens montaient la garde à la station. On nous a informés qu'il était impossible de continuer notre voyage plus loin, les communications étant interrompues et Lemberg aux mains des Ukrainiens. Le même jour nous avions eu un entretien avec les délégués ukrainiens d'un côté et les représentants du peuple polonais de l'autre au sujet d'un compromis et d'un *modus vivendi* dans le pays. Ce compromis a du reste été réalisé. Le 2 novembre, les députés Léon et Wladimir Batchinsky se sont rendus à Lemberg, le Dr Trilowsky et moi les avons suivis dans un train de marchandises. Nous n'avons pu aller que jusqu'à la station de Medyca. Une grande fusillade avait lieu à la gare. Le chauffeur de notre train a refusé d'aller plus loin jusqu'à ce qu'on ait posé une mitrailleuse sur la locomotive. Par malheur on lui a donné deux légionnaires polonais pour servir la pièce. Lorsque le train s'est mis en mouvement, un permissionnaire a tiré deux coups de revolver dans la direction de la station. Les soldats ukrainiens en service à la gare ont pris alors tous les trains pour un convoi ennemi, d'autant plus qu'ils ont vu auprès de la mitrailleuse deux légionnaires polonais qui ont aussitôt ouvert le feu. Le train a quitté la station au milieu du plus grand désordre. Il y a eu des morts et des blessés. A la station de Soudova Wychnia on a vu l'erreur qu'on avait commise en plaçant la mitrailleuse sur la locomotive et on l'a enlevée après avoir désarmé les deux légionnaires polonais. Toutes les localités et stations de Przemysl à Simna Woda se trouvent aujourd'hui encore aux mains des Ukrainiens. Il est curieux de remarquer que dans certaines stations où les fonctionnaires font une résistance passive, les employés eux-mêmes contribuent à la marche normale des trains.

Les voyageurs venus de Lemberg nous ont raconté ce qui s'était passé dans cette ville pendant la nuit du 2 au 3 novembre. Un combat violent a eu lieu pour la possession de la gare centrale. Il ne nous restait rien d'autre à faire qu'à rester à Simana Boda ou à retourner à Przemysl. Nous sommes revenus avec le même train, le Dr Trilowsky et moi à la station de Horodok Janajlowsky. En cet endroit l'avoué Osarkevitch s'est chargé de l'administration du district en tant que commissaire du conseil national ukrainien. Le capitaine Stepaniv s'occupe de l'organisation de l'armée dans cette contrée. La gendarmerie a été également placée sous ses ordres. Les casernes ont été prises pour le fisc ukrainien. Le Dr Bireziky a la direction de l'approvisionnement. Les Polonais et les Juifs ont été émerveillés de voir l'ordre rétabli si vite. Nous avons tenu conseil avec les personnalités mentionnées ci-dessus. Des troupes venaient de toutes les directions pour se faire inscrire dans le registre de l'organisation militaire du district. Le grand propriétaire foncier polonais Brunicki ayant eu une querelle avec les paysans a demandé notre intervention, que nous lui avons accordée à sa satisfaction. Par une pluie battante, le Dr Trilowsky est parti sur un camion pour Lemberg tandis que je suis retourné à Przemysl où je suis arrivé le 4. Le drapeau ukrainien flottait sur la gare. Les soldats ukrainiens de la ville se sont vus forcés, par suite de l'attitude des légionnaires polonais qui pillaient et détruisaient les magasins, d'agir de leur propre chef. Le 5, les Polonais ont cherché à s'emparer de la ville. Ils avaient amené des mitrailleuses et ont tiré surtout sur la Maison du Peuple ukrainienne et le Café Habsburg où il y a eu un grand nombre de victimes. Cette tentative d'assaut a cependant été repoussée par les Ukrainiens.

Au milieu de grandes difficultés je suis parvenu jusqu'à Stryj. Les soldats ukrainiens montaient la garde de tous côtés, mais ont été très corrects envers les voyageurs. La ville de Sambir est également entre nos mains. L'avoué Tchaikowsky s'est chargé du commissariat du district. Le Dr Stachoura a été nommé bourgmestre de la ville. Dans cet endroit, comme à Drohobitch, qui est également occupé par les Ukrainiens, j'ai pu remarquer qu'il régnait un ordre admirable. Par contre dans la ville voisine de Borislav les directeurs polonais ont forcé les mineurs à opposer une résistance armée aux soldats et paysans ukrainiens qui voulaient introduire l'administration ukrainienne dans la ville. A Stryj et Skole cette administration a pu être introduite sans difficulté. La population ukrainienne garde partout une attitude loyale envers les Juifs et les Polonais.

Le 8, je me suis rendu à Vienne pour faire un rapport sur les événements à mes collègues. Le voyage a été un véritable supplice. A Lawaczne et Lupkiv passaient un grand nombre de prisonniers de guerre retournant de Hongrie en Ukraine. Par suite du manque de vagons et de charbon les autorités locales sont dans le plus grand embarras. A Przemysl j'ai constaté que l'administration ukrainienne avait partout ramené l'ordre et la tranquillité. Cependant le 9, des bruits se sont déjà répandus dans la ville que les Polonais avaient reçu des renforts de Cracovie et qu'ils projetaient un nouveau coup de main contre Przemysl. Je me suis rendu ensuite dans la partie de la ville qui se trouve de l'autre côté du San pour attendre l'express qui ne fonctionnait plus que jusqu'au voisinage du pont de chemin de fer. Les Polonais commençaient déjà à tirer des coups de canon sur cet endroit. De la rive droite du San répondaient les mitrailleuses ukrainiennes. Il s'en est suivi un violent combat qui a duré trois heures. Vers le soir de très jeunes légionnaires polonais sont arrivés de Cracovie avec des canons et ont renforcé les troupes polonaises. Celles-ci ont demandé que les Ukrainiens capitulent sans conditions. Après un armistice de courte durée l'artillerie polonaise a recommencé un feu intense contre les institutions ukrainiennes et le quartier juif. Ils ont également mis un train blindé en mouvement derrière lequel l'infanterie polonaise avait pris position. Il s'en est suivi de violents combats dans les rues. Les Ukrainiens ont dû reculer devant la supériorité numérique des Polonais jusque sur les hauteurs de la ville, mais ils n'ont pu s'y maintenir qu'un seul jour.

Entre temps, les Polonais ont commencé à introduire l'ordre à leur manière dans Przemysl. Des revisions ont eu lieu dans un grand nombre d'habitations ukrainiennes et juives. Le pillage et la violence étaient à l'ordre du jour. J'étais pendant ce temps sur la rive gauche du San et pouvait voir de ma fenêtre avec quelle rage les Polonais dévastaient les maisons ukrainiennes et juives. D'innocents bourgeois, surtout des Juifs, étaient fusillés sans pitié. D'après un calcul approximatif les dommages causés par les Polonais aux Ukrainiens et aux Juifs, s'élèvent à plus de un million de couronnes.

Le soir quelques légionnaires polonais se sont rendus baïonnettes au canon chez le député Sahajkewitch qui gardait le lit, souffrant de diphtérie. Ces légionnaires l'ont traité d'une manière inhumaine. Ils l'ont fait sortir de son lit et l'ont forcé, sans lui laisser le temps de s'habiller, de se rendre avec eux à la caserne, à 45 minutes de là. Les prières de sa femme et de ses enfants sont restées inutiles. La bonne qui voulait tendre un manteau à son maître a été repoussée dans la rue par le major Maxtinsky et le manteau a disparu. Le même jour le malade a été transporté avec une hâte fébrile à 7 kilomètres de là, à Chouravisia, où je me rendais moi-même et où j'ai été arrêté par le lieutenant polonais Souchomel. J'ai été envoyé sous escorte à Przemysl où l'on m'a relâché en voyant mon acte de légitimation. Au cours d'une conversation téléphonique avec un ami, le lieutenant Souchomel a déclaré « qu'heureusement la plupart des Juifs avaient été tués à coups de baïonnettes. » Je suis retourné à Chouravisia où le major Maxtinsky m'a mis en prison. Le revolver au poing, il a forcé le Dr Sahajkewicht a signer une proclamation à la population; son contenu m'est inconnu. A la tête de l'escorte, il m'a accompagné à Cracovie où il a déclaré que je devais être gardé comme otage jusqu'au Congrès de la paix et être tenu responsables des excès éventuels que pourraient commettre les Ukrainiens. Le major ne s'est pas opposé à ce que dans toutes les stations nous soyons raillés par les légionnaires polonais et les employés des chemins de fer. Cependant, le commandant polonais Roya nous a immédiatement remis en liberté. Je suis reparti pour Vienne où je suis arrivé aujourd'hui, le Dr Sahajkewitch est resté à Cracovie.

Je dois affirmer que tous les bruits lancés par les Polonais sur les excès commis par les Ukrainiens sont dépourvus de tout fondement. Par contre lorsqu'ils ont envahi notre pays ils se sont livrés à des actes de la plus grande brutalité. C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, que des légionnaires polonais à la station de Bouchkowici ont littéralement mis en pièces à coups de baïonnettes des soldats ukrainiens qui montaient la garde à la station. De même, deux soldats ukrainiens ont été tués à coups de baïonnettes dans la Fransiskaner Gasse, à Przemysl. Nous publierons tous les documents authentiques à ce sujet. Je me suis rencontré avec des délégués du Conseil national ukrainien de Lemberg qui ont affirmé que les accusations polonaises contre les Ukrainiens sont absolument inventées. L'appel des Polonais après l'occupation de la Galicie orientale en faveur d'une intervention de l'Entente est par conséquent tout à fait injustifié. Une occupation de ce genre n'est pas nécessaire pour la Galicie orientale, mais bien pour la partie occidentale qui se trouve dans la plus complète anarchie et où la population juive particulièrement est massacrée sans ménagements.

L'Ukraine occidentale.

Le 23 novembre, le Conseil national ukrainien à Léopol a adopté la loi fondamentale suivante :

ARTICLE PREMIER. — Tous les territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise peuplés en grande majorité par la population ukrainienne sont déclarés, par le décret de la Rada du 19 octobre et en vertu du principe de la libre disposition, former un Etat indépendant et porter le nom de République populaire ukrainienne de l'ouest.

ARTICLE II. — Cette République comprend les territoires ethnographiques ukrainiens de l'ancienne monarchie, soit les pays de Galicie orientale, Bukovine, et les districts ukrainiens des anciens Comitats de Hongrie : Zips, Saros, Zemplin, Bereg et Marmaros.

ARTICLE III. — Le territoire susnommé forme la République populaire de l'Ukraine occidentale.

ARTICLE IV. — L'Etat est gouverné par toute la population par l'organe d'une représentation populaire élue sur la base du droit électoral, universel, égal, secret, direct et proportionnel. La Constituante sera élue sur la même base. Jusqu'au moment où cette dernière sera élue, les fonctions de gouvernement seront remplies par la Rada et le Secrétariat d'Etat.

ARTICLE V. — Armoiries : lion d'or sur fond bleu; drapeau national bleu et jaune disposés horizontalement. Le sceau de l'Etat porte l'inscription de « République populaire de l'Ukraine occidentale ».

Conférences à Lausanne.

M. Edmond Privat, privat-docent à l'Université de Genève, vient de faire à la Maison du peuple, à Lausanne, deux conférences sur les nouveaux Etats de l'ancienne Russie. Un nombreux public a suivi son exposé très impartial de la situation passée et actuelle des peuples allogènes. Dans le chapitre qu'il a consacré à l'Ukraine, M. Privat a fait l'éloge de l'Union nationale et des hommes tels que Vinnitchenko et Petliura, qui sont restés fidèles à leur sympathie pour les Alliés et qui n'ont cessé de lutter contre l'influence étrangère des voisins qui se mêlent des affaires de l'Ukraine.

M. Privat pense qu'il appartient à une Assemblée constituante ukrainienne de décider en toute souveraineté du sort de sa patrie et de ses relations futures avec les autres Etats. « Si l'Ukraine demande son indépendance, tout en donnant à la Russie des facilités économiques pour l'accès à la mer Noire, nulle puissance au monde n'a le droit de s'y opposer et le président Wilson sera le premier à respecter la volonté d'un peuple. »

Critiquant le traité de Brest-Litowsk, M. Privat a reproché aux Ukrainiens d'avoir négocié la cession du pays de Cholm avec les Puissances centrales en l'absence d'une délégation polonaise. Nous lui répondrons que la délégation ukrainienne n'a jamais été opposée à la présence d'une représentation de la Pologne, au contraire, mais que c'est la Russie qui n'a pas voulu reconnaitre le gouvernement Kucharzewski comme n'étant pas régulièrement issu du peuple. En outre, on sait très bien que l'Allemagne a tout fait pour retarder l'envoi d'une délégation polonaise à Brest. M. Privat est un fidèle ami de la Pologne et nous comprenons les vœux qu'il a exprimés dans sa conclusion pour la réconciliation future entre nos deux nations, mais il faut tout d'abord que les Polonais renoncent complètement à leurs ambitions territoriales sur des pays ukrainiens, comme M. Privat le leur conseille.

NOUVELLES DU PAYS

(Avant le coup d'Etat.)

*** Grâce à l'activité du représentant de l'Ukraine au pays du Kouban, M. Kowalenko, 9 000 Ukrainiens ont pu être rapatriés.

*** La commission financière municipale de la ville d'Odessa a constaté un déficit de 25 millions pour l'année 1918.

*** Depuis le commencement de l'épidémie jusqu'au 1er octobre, 650 personnes sont mortes du choléra.

*** Le gouvernement des Soviets a autorisé l'érection d'un monument au poète ukrainien Cheftchenko à Moscou.

*** Un théâtre ukrainien vient de se fonder à Moscou.

*** Un musée agraire vient d'être ouvert à Vinnitza (Podolie).

*** L'exploitation des raffineries de sucre a commencé en Podolie.

*** Le ministère des Finances a promulgué une loi suivant laquelle toutes les obligations russes de 5 % qui circulent sur le territoire ukrainien doivent être présentées à la Banque d'Etat jusqu'au 15 novembre pour les timbrer.

*** La Société d'assurances de l'Union coopérative commencera prochainement à fonctionner.

*** Un accord économique a été ratifié par le gouvernement roumain et ukrainien.

*** Un violent incendie a détruit une partie de la gare des marchandises à Kiev.

*** Les sociétés culturelles Prosvita ont organisé un congrès à Kiev.

*** Le 6 novembre, un grand congrès national des Juifs d'Ukraine a commencé ses travaux. Celui-ci discutera toutes les questions urgentes de la vie juive en Ukraine en rapport avec le futur congrès de paix. De 125 délégués on compte 42 sionistes, 23 du Bund, 19 Akhdous-Israël, 14 Tseïre-Sion, 12 socialistes et 11 Poslei, Sion.

*** La ville d'Odessa, d'accord avec les puissances de l'Entente peut actuellement recevoir le naphte directement de Bakou.

*** Le 9 novembre, MM. Petliura, Porsch, Kymerick et Kapkan et 6 autres Ukrainiens ont été relâchés de prison.

*** L'hetman a ratifié la création d'une faculté de théologie à Kamenietz-Podolsk (Podolie).

*** Le train d'Etat N° 6 est arrivé de Moscou avec 400 Ukrainiens et nombreux de fonctionnaires.

*** Le congrès des vignerons se réunira le 1er décembre.

La société par actions « Dniprosoyous » est entrée en rapports directs avec les usines métallurgiques « Uls » en Suède.

*** Le congrès des laitiers a terminé ses travaux.

*** Le 10 novembre l'hetman a publié un manifeste à l'adresse de tous les citoyens ukrainiens (avant le coup d'Etat) où il les exhorte à conserver un calme nécessaire en ce moment pénible et d'avoir confiance dans le gouvernement (?) qui travaille continuellement à la réalisation de la réforme agraire, à la convocation de la Diète, etc.

*** Les représentants de l'Union nationale et du Conseil des Ukrainiens de la Galicie orientale de la Bukovine, de la Hongaie, ont organisé une commission qui s'occupera de l'aide aux Galicens au point de vue technique.

*** M. Lisniak est nommé consul général de l'Ukraine à Tiflis (Caucase).

*** Une poudrière a de nouveau sauté sur la place de l'ancienne catastrophe à Sverinetz.

*** Le 15 novembre l'hetman a ordonné la fermeture immédiate de toutes les hautes écoles, interdisant les manifestations, les réunions publiques, toutes conversations téléphoniques privées.

La population est sommée de déposer immédiatement les armes.

*** Dans tous les ports de la mer Noire, on remarque des préparatifs fiévreux en vue de la réception des Alliés.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 79 Lausanne, 12 Décembre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 14 décembre 1918.

La victoire ukrainienne.

Nous attendons encore la confirmation des nouvelles que le télégraphe nous a transmises par la voie de Léopol sur la victoire des troupes de l'Union nationale et sur leur entrée dans Kiev et dans Kharkof. En tous cas, il paraît certain, d'après les journaux que nous recevons et qui datent du commencement du mois, que la population presque tout entière s'est ralliée avec enthousiasme à la cause de l'Union nationale, qui est celle du droit et de la justice. Dans ces conditions, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que le général Petliura ait eu à sa disposition plus de troupes qu'il ne lui en a été possible d'armer et d'équiper.

Avec des renforts aussi nombreux et des envois de munitions venant de toutes les parties du pays, où les paysans avaient gardé chez eux des piles de cartouches et des mitrailleuses en grand nombre, l'Union nationale aura pu mettre en déroute les contingents allemands qui soutenaient chez nous la politique de réaction tsariste et qui prétendaient agir de concert avec l'Entente en se basant sur un message envoyé d'Ismaïl par la télégraphie sans fil. Nous le reproduisons plus loin d'après les journaux de Simféropol.

La complicité allemande.

Le Conseil national ukrainien en Suisse proteste avec indignation contre cette participation des troupes allemandes à la lutte contre les forces nationales ukrainiennes. Il a mille fois raison. Lorsqu'ils ont été appelés par le gouvernement ukrainien pour le secourir contre les Bolchévistes, les Allemands se sont engsgés solennellement à ne point s'immiscer dans les affaires intérieures du pays. Ils n'ont cependant jamais tenu leur parole. Le 29 avril 1918 ils ont renversé le gouvernement de la Rada pour installer une dictature réactionnaire. Ils ont soutenu depuis lors les anciens fonctionnaires du tsar tout en ayant l'air de favoriser l'indépendance de l'Ukraine. Aujourd'hui, c'est ouvertement qu'ils veulent rétablir le régime tsariste en donnant comme prétexte que l'Union nationale est appuyée par des éléments bolchévistes.

Rien n'est plus faux. Non seulement les paysans ukrainiens ne sont pas bolchévistes, puisqu'ils ont jadis appelé les Allemands pour se défendre contre ce danger là, mais ils ont toujours lutté avec acharnement contre les gardes rouges et doivent encore verser leur sang aujourd'hui à la fois contre la tentative d'invasion maximaliste russe et contre l'attaque traîtresse des troupes allemandes.

Le peuple allemand, qui vient de se débarrasser de ses maîtres féodaux et de ses oppresseurs militaires, se couvrirait d'une honte éternelle s'il leur permettait de tourmenter encore l'Ukraine un seul instant de plus. Quand les Alliés et quand nous-même estimions que l'évacuation du pays ne devait pas être trop pressée, en raison du danger bolchéviste, nous ne pensions pas que les troupes allemandes allaient jouer un rôle pareil. A l'heure qu'il est, rien d'autre ne s'impose que l'évacuation immédiate, sous peine de voir nos paysans se charger eux-mêmes de reconduire tout ce monde aux frontières sans aucun ménagement. Ce jour-là, la lutte pourrait prendre un aspect terrible, qu'il vaudrait mieux éviter.

Les Anglais à Odessa.

On comprend que la population ukrainienne d'Odessa ait fait aux croiseurs anglais arrivant dans le port une réception enthousiaste. Une grande foule s'est rassemblée sur la rade et la ville était pavoisée de drapeaux ukrainiens jaune et bleu. Toute la presse salue chaleureusement l'arrivée de la flotte britannique et l'on voit bien que l'opinion des milieux patriotes est beaucoup plus confiante dans la politique anglaise que dans celle du quai d'Orsay par exemple, qui lui semble beaucoup moins claire.

Nous espérons sincèrement que cette confiance du peuple ukrainien dans l'Angleterre ne sera pas trompée. Ce que nous demandons, c'est un traitement loyal et juste, le respect de notre souveraineté nationale et la facilité de convoquer une assemblée constituante à Kiev sans l'ingérance des Russes ou des Allemands. Il appartient à cette assemblée de décider le reste.

M. Balfour et la Russie.

Interviewé par le représentant de l'Associated Press à Londres, M. Balfour a parlé de l'organisation de la Société des Nations et du rôle de la conférence de la paix qui doit en jeter les bases au début de l'année prochaine. « Il est vraiment difficile, a-t-il déclaré, de définir maintenant, ce qu'est la Russie. Nous n'avons aucune relation avec le gouvernement bolchéviste, qui est le principal gouvernement de fait de la Russie centrale d'Europe. Mais il existe de nombreux autres gouvernements de fait. Je crois que le statut de la Russie sera déterminé à la conférence de la paix, mais je ne pense pas que la conférence admette qu'aucun gouvernement russe tel que ceux actuellement constitués ait le droit d'envoyer des délégués aux négociations de paix. »

Voici qui nous semble assez peu flatteur pour le ministère Drogomirof-Sazonow installé à Ekaterinodar, et pour la combinaison Skoropadsky-Gerbel-Mehring-Reinbot, que l'Union nationale menace de chasser de Kiev.

Nous sommes heureux de remarquer la différence que fait M. Balfour entre ce qu'il appelle « la Russie centrale d'Europe » et les autres parties de l'ancien empire. Il nous semble qu'il y a un seul moyen de résoudre équitablement la question russe, c'est d'inviter à la conférence de la paix des délégations autorisées de toutes les Assemblées constituantes ukrainienne, polonaise, lithuanienne, esthonienne, lettonne, finlandaise, arménienne, géorgienne et naturellement moscovite aussi, à condition que les Bolchévistes laissent faire des élections dans le pays qu'ils gouvernent aujourd'hui. Nous ne voyons pas d'autre voie qui puisse être acceptée, ni par les Alliés, ni par les peuples en question.

Les démocrates français.

Les partis démocratiques et socialistes français font une campagne énergique pour demander à leur gouvernement de définir plus clairement sa politique à l'égard de l'Europe orientale. Ils protestent violemment contre toute lutte engagée pour soutenir la réaction contre la révolution russe. Leur intérêt semble augmenter de jour en jour pour l'Ukraine, où l'Union nationale représente exactement cet élément qu'on ne trouve pas encore en Moscovie et qui soutient l'ordre et la démocratie légale tout en réalisant les grandes réformes sociales qui sont les conquêtes de la révolution. Pourquoi le gouvernement français s'obstine-t-il à s'intéresser uniquement à cette partie moscovite de l'ancien Etat russe où l'anarchie empêche d'obtenir aucun résultat pour le moment, tandis qu'il y aurait tant à gagner en facilitant la tâche d'organisation de toutes les autres parties du pays et en permettant à l'Ukraine, à la Lithuanie, aux Etats baltiques et au Caucase de commencer leur vie régulière et productive?

L'Ukraine a déjà promis de prendre sur elle le tiers de la dette russe envers la France. Ses richesses naturelles garantissent largement cette offre. N'y a-t-il pas là pour les financiers une réalité beaucoup plus sûre que dans les machinations ténébreuses des agents tsaristes qui font partout le jeu du bolchévisme et de l'anarchie? « Un tien vaut mieux que deux tu l'auras. » Ce vieux proverbe est toujours vrai. Quel orateur sagace osera le rappeler sans ambage au Palais Bourbon, dans les débats qui vont s'ouvrir à la Chambre française?

L'Ukraine occidentale.

Le nouvel Etat de Halitch, surgi des ruines de l'ancienne monarchie austro-hongroise, a évolué très rapidement vers la République démocratique. Le Conseil national suprême s'est dégagé de toutes les influences conservatrices ou cléricales de l'ancien régime et a établi un nouveau ministère régulier en faisant appel aux partis de gauche, et aux hommes les plus connus pour leur sympathie ententiste.

A côté du Dr Kost Lewicky, bien connu comme chef de l'opposition ukrainienne à l'ancien Parlement autrichien, il faut noter la figure si sympathique du ministre des affaires étrangères, M. Paneiko, dont le journal *Dilo* était si souvent censuré sous le régime austro-polonais pour avoir défendu trop courageusement la politique du président Wilson et des Alliés. Plusieurs des autres ministres sont de fidèles amis de l'Angleterre. La « République d'Ukraine occidentale » sera d'autant plus prête à s'entendre et à se réunir un jour avec sa grande sœur de l'Est, qu'elle paraît inspirée des mêmes sympathies et des mêmes espoirs qu'elle. Nous souhaitons au gouvernement établi à Tarnopol le plus grand succès dans son œuvre d'organisation nationale.

EN GALICIE

Premier Ministère.

La presse ukrainienne nous apporte la composition suivante du premier Ministère de l'Etat de Halitch:

Présidence et Finances:	Dr Kost Lewicky.
Vice-Présidence et Intérieur:	Dr Longin Cehelsky.
Affaires Etrangères:	B. Paneiko.
Guerre:	D. Vitowski.
Cultes:	Barwinsky.
Justice:	Holoubovitch.
Agriculture:	Stepan Baran.
Approvisionnement:	Makouch.
Communications:	Miron.
Commerce et Industrie:	J. Litvinowitch.
Postes et Télégraphes:	O. Pessetzyky.
Travail:	Tcharnetzky.

Le poste de commandant de toutes les forces armées en Galicie orientale est confié au colonel Stepaniv.

L'ITALIE ET LES SLAVES

Une certaine propagande yougo-slave organise à l'heure actuelle une véritable campagne contre l'Italie en la représentant, non seulement comme impérialiste à l'égard de ses voisins, mais comme une ennemie éternelle des Slaves en général. Cette fois, c'en est trop.

Nous ne voulons pas entrer ici dans le détail du conflit qui sépare aujourd'hui la diplomatie italienne des aspirations du nouveau royaume de Grande-Serbie. Nous savons que, d'une part, l'Italie réclame de ses alliés l'application intégrale du traité de Londres, qui lui garantissait la possession des villes italiennes de l'Adriatique, et que d'autre part les Yougo-Slaves demandent l'annulation de plusieurs des clauses de ce traité pour pouvoir faciliter l'accès de leur nouvel Etat à la mer.

Il ne nous appartient pas de trancher ce débat mais, ce contre quoi nous protestons énergiquement, c'est contre l'accusation de slavophobie lancée à la légère contre une grande nation comme l'Italie, qui a été au contraire le plus courageux défenseur des droits des Slaves pendant toute cette guerre. C'est l'Italie qui a réclamé la première l'indépendance de la Pologne, en 1915 déjà, par un vœu unanime de ses députés à la Chambre. C'est elle qui a obtenu des Alliés le démembrement de la monarchie austro-hongroise et la libération des peuples opprimés par les Allemands et par les Magyars. C'est à elle que les Tchèques et les Yougo-Slaves doivent en premier lieu leur indépendance. Ils ne devraient pas l'oublier.

Quant à l'Ukraine, si l'Italie n'a pas encore exprimé officiellement son point de vue en faveur de l'indépendance de notre patrie, nous savons que notre cause est considérée avec une grande sympathie à Rome et nous avons le droit d'espérer qu'une déclaration officielle sera bientôt faite au nom du gouvernement italien et qu'en tous cas ses diplomates à Paris et à Londres soutiendront énergiquement nos droits légitimes et notre souveraineté nationale. Les Slaves qui ont déjà obtenu leur reconnaissance officielle, en grande partie grâce aux efforts italiens, ne devraient pas être ingrats. Nous faisons appel ici à nos frères d'Occident pour qu'ils se montrent conciliants.

CRISE INTÉRIEURE EN UKRAINE

Le cauchemar du ministère Gerbel-Reinbot-Mehring et Cie.



D'après les journaux, le général Petlura, commandant des troupes nationales ukrainiennes assiège dans Kiev le ministère tsariste de Gerbel qui se prétend appuyé (?) par le Quai d'Orsay.

CHEZ NOS PAYSANS

Au cours du récent congrès des agriculteurs et des propriétaires fonciers, les paysans agriculteurs ont quitté le Congrès en faisant une déclaration dont voici les principaux passages :

Constatant que la résolution sur la question agraire proposée par les propriétaires fonciers et le Congrès des agrairiens est en opposition avec la volonté du peuple ukrainien ; que les droits des délégués des vrais agrairiens ont été continuellement violés par des propriétaires fonciers mobilisés ; constatant, de plus, que la politique de ces derniers ne peut pas contribuer à la consolidation de l'Etat ukrainien, mais au contraire l'entraînera vers le bolchévisme et le désordre ; nous déclarons que nous ne pouvons avoir rien de commun avec les grands propriétaires qui ont perdu le sentiment des devoirs civiques.

Nous sortons du congrès et fondons « l'Union des agriculteurs de toute l'Ukraine, » qui aura comme point essentiel de son programme le rachat forcé de la terre au cas où la propriété dépasserait la limite indiquée par la loi.

Cet événement de notre vie politique ne peut étonner personne. Le Congrès réunissait deux groupes dont les intérêts furent plus que diamétralement opposés. D'une part, il y avait des représentants des petits propriétaires fonciers, c'est-à-dire de la très grande majorité de la population, car l'Ukraine est essentiellement un pays de petites propriétés. D'autre part, à ce même Congrès, la classe des grands propriétaires, russifiés en majeure partie, était aussi représentée. Sous l'influence de ces derniers, le Congrès commença à dégénérer en une manifestation monarchiste russe.

Les paysans ukrainiens ont rompu avec la Russie, ayant créé un Etat indépendant pour s'assurer leur existence économique et leur renaissance nationale. Ils ont compris, non seulement la nécessité, mais l'utilité pratique de l'existence de l'Etat ukrainien, l'utilité au point de vue de la réforme agraire, et il serait ridicule de demander qu'ils collaborent avec ceux qui, pendant tant de siècles, ont tenu le peuple sous leur joug et qui luttent actuellement contre l'idée de l'Etat souverain ukrainien, comprenant bien qu'ils ne pourront revenir au *statu quo* social d'avant la révolution qu'en reconstituant l'empire russe.

Telle est la véritable cause de la sortie des paysans du Congrès. Toutes les démarches entreprises par les sphères gouvernementales et qui tendaient à intimider et à terroriser les dissidents ont échoué.

La menace de dissoudre le Congrès, les accusations de bolchévisme, de socialisme, n'ont pas donné le résultat qu'espéraient les partisans d'une restauration monarchique et féodale russe. Les grands propriétaires « seigneurs » n'ayant pas quitté le Congrès, continuèrent les travaux, et ayant maintenant une majorité absolue, ont pris plusieurs décisions qui devraient garantir l'intégrité de leurs domaines.

Heureusement, dans le pays même, on a une autre distribution de forces. Les grands seigneurs, qui sont au nombre de plus de 50 000, même en marchant d'accord avec toute la réaction russophile ne représenteront pas plus de 5 à 600 000 hommes de la population totale et seront ainsi une force politique d'un ordre tout à fait secondaire devant une Assemblée constituante. Cette dernière se réunira nécessairement tôt ou tard malgré tous les obstacles qui semblent exister actuellement. C'est ainsi que l'Union des propriétaires de toute l'Ukraine qui pourra compter sur plusieurs millions de paysans sera dans peu de temps une puissante organisation sociale qui exprimera la volonté de masses paysannes du pays.

UN APPEL DE L'ENTENTE

Les journaux de Simféropol ont reçu par T. S. F. l'appel suivant envoyé d'Ismaïl :

Appel des puissances alliées à la population de la Russie du sud.

Nous portons à la connaissance de la population que nous sommes entrés sur territoire russe pour la délivrer du joug des bolchévikis usurpateurs. C'est pourquoi tous les bruits propagés par les provocateurs bolchévistes selon lesquels les troupes alliées auraient l'intention de chasser les Allemands, sont faux.

Les Germains, comme nous-mêmes, sont ici non comme des conquérants mais comme les défenseurs du droit et de l'ordre ; ici nos buts coïncident. Les bruits de futures batailles sont faux et lancés dans le but de produire la panique. Tous les éléments malsains de la Russie, les bolchévistes et leurs complices cessent d'être protégés par les lois. Les personnes qui soutiennent les bolchéviks seront jugées. En Russie, nous ne reconnaissons que les troupes qui combattent contre les bolchéviks, soit l'armée de volontaires, l'armée des cosaques et l'armée de l'Assemblée constituante. Toutes les autres organisations seront sommées de rendre leurs armes.

Ont signé :

les représentants de l'Angleterre, France, Amérique, Japon, Russie, Italie, Belgique, Serbie, Grèce, Roumanie.

A LA DÉMOCRATIE RUSSE

Lettre d'un fédéraliste.

La question d'une fédération des Etats de l'ancienne Russie est soulevée de nouveau dans la politique européenne. On nous reproche de tous côtés notre obstination à discuter même la question d'entrée dans la fédération russe. Il nous semble utile d'exposer ici en quelques mots l'histoire de cette idée fédéraliste et le rôle qu'a joué dans son développement la démocratie ukrainienne.

Depuis des temps déjà éloignés, l'Ukraine, et en particulier la capitale Kiev, fut le foyer de la pensée fédéraliste. Pour la première fois, elle commence à se dessiner d'une façon nette dans les travaux de la confrérie de Cyrille et Méthode à Kiev au dix-neuvième siècle. Dans une série d'ouvrages remarquables, la confrérie exposa sa conception politique, qui était la création d'une vaste confédération de républiques dans laquelle devaient entrer non seulement les peuples de l'Etat russe, mais tous ceux qui consentiraient à en faire partie. Malheureusement, une « intervention » brusque du gouvernement russe interrompit les travaux de la confrérie. Ses membres furent jetés en prison ou exilés en Sibérie comme par exemple notre plus grand poète Chevtchenko. Depuis ces temps éloignés cette idée resta toujours vivante dans les milieux intellectuels ukrainiens et on peut la suivre jusqu'à la rupture complète avec la Russie.

Si tel est le cas, on se demandera pourquoi les Ukrainiens ne se sont pas réconciliés avec la vraie démocratie russe pour former un front unique contre les menées tsaristes d'une part et contre les maximalistes d'autre part. Nous répondons à cela que notre fédéralisme diffère essentiellement du fédéralisme russe. En excluant les deux groupes extrêmes, on peut dire que, pendant la révolution, la démocratie russe a pris comme base une Assemblée constituante, c'est-à-dire que par un vote direct égal secret, etc., toute la population de l'ancien Empire russe devrait élire un Conseil suprême qui établirait la constitution de la République et définirait d'une manière précise les droits et les devoirs de chaque peuple qui entrerait comme membre dans la Fédération.

Cette conception est centraliste, ce qui en même temps constitue son plus grand défaut dans le cas de la Russie. Un peuple quelconque, comme par exemple les Ukrainiens, en envoyant ses délégués à une Constituante russe, n'a aucune garantie que la Constituante établira pour ce peuple un régime politique conforme à ses aspirations nationales. Dans une pareille Constituante, il pourra toujours se former une majorité qui votera contre. Une unique Assemblée constituante convient parfaitement à un Etat homogène et devient une source d'injustices dans un Etat de nationalités.

Ce sont précisément les objections qui furent soulevées pendant la révolution par les Ukrainiens. Ces derniers, en restant toujours sur une base confédéraliste, si bien développée dans les ouvrages de Dragomanov à l'étranger et qui a été soutenue jusqu'au dernier moment par les plus grands «séparatiste» ukrainiens (y compris le professeur Hrouchewsky) défendaient le point de vue suivant : Tous les peuples (non seulement ceux de la Russie) doivent élire, chacun séparément et sans aucune pression étrangère, des Assemblées constituantes nationales sur la base démocratique. Chaque Assemblée, après avoir défini la constitution intérieure du pays, enverra une commission munie des pleins pouvoirs pour conclure les accords internationaux à une réunion de commission. Ce Conseil suprême ainsi formé posera les bases de la Confédération des Etats souverains. Le projet de la Confédération entrera en vigueur avec la ratification par l'Assemblée constituante de chaque peuple. De cette manière, chaque nation consentira librement à remettre une partie de ses droits souverains à un pouvoir central. Telle a été la conception ukrainienne. Laquelle des deux est la plus démocratique ? Nous laissons le soin d'en juger aux lecteurs. Ces idées furent prédominantes à la Rada centrale.

La période qui s'écoule entre le commencement de la révolution et le coup d'Etat maximaliste n'est qu'une lutte acharnée entre ces deux points de vue. Le peuple ukrainien, qui a pris une part si active à la révolution russe, espérait que petit à petit les milieux russes accepteraient d'eux-mêmes le même point de vue. Mais il n'en fut pas ainsi et, avec le temps, il est devenu évident qu'aucun parti politique russe n'acceptera jamais le programme ukrainien. Il se forma alors le parti social-révolutionnaire ukrainien à côté du même parti russe, les social-démocrates ukrainiens à côté des Russes. Il est inutile de donner ici les preuves de ce que nous avançons. (Rappelons, par exemple, le fameux conflit entre le secrétariat général et Kerensky.) Nous pourrions les fournir à tout instant. La rupture avec la démocratie russe qui professait des idées centralistes et qui ne voulait à aucun prix renoncer à l'Assemblée constituante russe était devenue inévitable. En réponse à tous les appels faits par la Rada centrale, le gouvernement provisoire envoyait en Ukraine des fonctionnaires russes (le scandaleux Oberutchev gouverneur de Kiev). Un conflit armé était à prévoir.

Il est donc complètement faux de dire que c'est le coup d'Etat bolchéviste, arrivé à ce moment, qui a poussé l'Ukraine au séparatisme. La rupture était déjà accomplie et la disparition du gouvernement provisoire a simplement achevé la marche naturelle des choses. Le gouvernement maximaliste, qui proclamait la libre disposition des peuples, suivit exactement la même route que le gouvernement provisoire, mais d'une manière encore plus rapide. Il dissout la Constituante russe et avec la formule : « Tout au pouvoir des soviets, » dirigea ses troupes contre l'Ukraine. Ayant appelé au secours l'armée étrangère qui restaura l'ordre dans le pays, les Ukrainiens revinrent de nouveau à leur ancienne idée. La Constituante ukrainienne fut convoquée pour le 12 mai, mais le coup d'Etat accompli par les gros propriétaires avec l'aide de ces mêmes troupes étrangères remit la chose à plus tard.

Et maintenant, que la démocratie russe sache bien que ce n'est pas le maximalisme qui nous a séparés, mais que c'est elle-même qui a provoqué la rupture.

Tant qu'elle ne nous donnera pas les preuves évidentes qu'elle adhère à notre conception de plusieurs Assemblées constituantes, il est impossible de parler d'un front démocratique unique contre le tsarisme partant d'Ekaterinodar ou d'ailleurs.

UN FÉDÉRALISTE.

BESSARABIE

Une protestation émouvante.

Le comité central de « l'Union pour la libération de la Bessarie » a adressé au monde entier un appel émouvant, implorant des secours contre la roumanisation forcée en Bessarabie. En voici les passages principaux :

« Le comité central de l'Uunion pour la libération de la Bessarabie, en déployant l'étendard de la défense des droits du peuple violés par les étrangers et de la libération de ce pays, élève la voix contre l'oppression de ce peuple et fait appel aux sentiments de justice de toutes les nations civilisées. Par suite de l'annexion forcée de la Bessarabie à la Roumanie usurpatrice, ce pays se trouve actuellement dans une situation catastrophique. Le peuple roumain a violé le droit des gens ainsi que les lois élémentaires du droit international. Par suite de la désagrégation de l'empire russe et de la fondation d'un Etat ukrainien indépendant, le gouvernement provisoire de la Bessarabie a proclamé ce pays, le 22 janvier 1918, Etat indépendant, se réservant de résoudre plus tard l'avenir définitif de la Bessarabie par un referendum démocratique. Sous la pression armée du gouvernement roumain et par suite de la conduite provocatrice de quelques membres du parlement bessarabien, le pays fut incorporé par force, et contre la volonté de la population au royaume de Roumanie. La roumanisation hâtive et une inquisition inouïe, ont marqué cet acte d'une tache de honte aux yeux du peuple bessarabien.

Que les peuples du monde entier ne se détournent pas de nous car nous voyons notre salut en eux.

Des dizaines de mille de victimes innocentes ont couvert le chemin triomphal des Roumains conquérants. Nous avons juré de lutter jusqu'à la libération complète de notre patrie ou de mourir. »

Signé : Le président Glinsky et les membres du comité Tchobaku, Prof. Pajoura, Constantinesku, Melega et M. Sopon.

CONSEIL NATIONAL EN SUISSE

Une protestation.

Après avoir pris connaissance des derniers événements en Ukraine le Conseil national ukrainien en Suisse, qui s'est réuni en séance solennelle le 2 décembre, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

A. Le Conseil national constate qu'une clique étrangère à l'Ukraine et composée en Moscovites monarchistes, qui ont toujours été les pires ennemis du peuple ukrainien et qui, protégés par le régime Skoropadsky-Grœner, ont pu former un complot hostile au pays qui leur a donné asile, ont effectué un coup d'Etat à Kiev et prétendent maintenant parler au nom du peuple ukrainien.

B. Le Conseil national constate ensuite que, tandis que le peuple ukrainien est résolument opposé à toute union de l'Ukraine avec la Russie, la clique susnommée, composée d'émigrés russes qui ne sont appuyés par aucun parti et aucune organisation politique de l'Ukraine, veut falsifier la volonté clairement et fréquemment exprimée du peuple ukrainien.

Vu cela, le Conseil national ukrainien en Suisse

1° Proteste énergiquement contre cette arrogance inouïe et sans précédent perpétrée aux dépens du peuple ukrainien.

2° Il déclare solennellement que le peuple ukrainien ne reconnaîtra jamais et à aucun prix les décisions prises en son nom par les éléments étrangers qui ont usurpé provisoirement le pouvoir à Kiev ; le peuple ukrainien luttera énergiquement comme il a lutté depuis la révolution et à l'époque du tsarisme pour la réalisation complète de son idéal national.

3° Le Conseil national considère que seule l'Union nationale ukrainienne, soutenue par les grandes masses du peuple ukrainien et par les minorités nationales, et qui représente les partis et groupes politiques les plus importants et les plus influents de l'Ukraine, a le droit de parler au nom du peuple de l'Ukraine.

4° Le Conseil espère que l'Entente, dont la victoire a été saluée avec joie par le peuple ukrainien tout entier, garantira de la manière la plus absolue l'application des principes du président Wilson à la cause ukrainienne.

5° Il déclare finalement que seule l'Assemblée constituante ukrainienne, élue sur la base des principes susmentionnés, aura la pleine autorité pour résoudre définitivement les questions se rapportant à l'avenir de l'Ukraine et pour décider du sort futur de l'Etat ukrainien.

CONSEIL NATIONAL EN FRANCE

Paris, le 26 novembre 1918.

Conseil national ukrainien de France.

Le Conseil national ukrainien de France, se basant sur les renseignements reçus de l'Ukraine, a décidé, dans sa séance du 23 novembre, de s'adresser au Gouvernement français avec la demande de donner tout son appui et concours au nouveau Gouvernement ukrainien de Kiev, formé par *Vinnitchenko et Petlura*, anciens ministres.

Pratiquement cela pourrait être réalisé par les mesures suivantes :

1° Reconnaître le Gouvernement de Vinnitchenko par une déclaration officielle des Alliés.

2° Lui apporter un sérieux concours pour la lutte contre les bolchéviks à l'extérieur ainsi pour que l'organisation de l'Etat ukrainien.

3° Arrêter l'envoi en masse des prisonniers russes et ukrainiens de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie en Ukraine qui sont arrivés dans ce pays au nombre de 600 et 800 mille et représentent l'élément de l'anarchie.

4° Envoyer plutôt possible en Ukraine une légion composée de soldats ukrainiens qui se trouvent en France parmi les travailleurs dans les détachements russes (10-15 mille).

5° Appuyer notre demande auprès du Gouvernement américain afin qu'il donne l'autorisation de former une armée de volontaires ukrainiens résidant aux Etats-Unis.

Au nom du Conseil national ukrainien de France, le Président Th. Savtchenko.

UKRAINIENS DU CANADA

Copie du télégramme de l'Association de la Presse ukrainienne et de l'Union des Organisations ukrainiennes de Canada à M. Savtchenko, reçu le 21 novembre 1918.

Vous êtes autorisé de soumettre une copie de ce mémorial au nom des Ukrainiens canadiens à chaque représentant de la Conférence interalliée de la paix, en session aujourd'hui à Paris. Monsieur, c'est avec la plus vive joie que les trois cent mille Ukrainiens, citoyens du Canada, ont salué la débâcle du despotisme vaincu par l'alliance de la démocratie. La justice et la liberté ainsi établies, les Ukrainiens espèrent de voir enfin réalisé leur plus ardent désir : l'Ukraine libre et indépendante. En vous soumettant, monsieur, comme au tribun des nationalités opprimées et représentant le plus distingué des principes de la démocratie véritable et de la nationalité déterminée par elle-même, nos congratulations à l'heure du triomphe, nous vous prions instamment d'employer tout votre pouvoir et l'influence au Congrès prochain de la paix en faveur d'une complète indépendance de l'Ukraine.

Agréez, monsieur, l'expression de notre estime la plus distinguée.

L'Association de la Presse ukrainienne
et l'Union des Organisations ukrainiennes
du Canada.

Signé : VICENKO, secrétaire.

NOUVELLES DU PAYS

*** Le conseil exécutif des ouvriers et des soldats a décidé de demander au gouvernement de faire son possible pour hâter le retour des troupes allemandes de l'Ukraine.

*** Deux cent mille soldats italiens prendront part à la campagne contre les Bolchéviks.

*** Le prince Dolgorouk-ow a remplacé Keller au poste de commandant en chef des troupes de l'hetman.

*** Le gouvernement de l'Etat de Halitch enverra prochainement une mission diplomatique auprès de la République tchèque.

*** Les troupes allemandes, appuyées d'une puissante artillerie, sont entrées en action contre le gouvernement de l'Union nationale.

*** Une escadre de l'Entente a abordé Novorossisk.

*** Les représentants des Ukrainiens de Hongrie ont été reçus par le président Wilson.

*** MM. Mikola Ceglinsky et Miroslav Sitchinsky sont entrés au comité de l'Union des Nationalités de l'Europe centrale, présidée par le professeur Massarik, comme représentants des Ukrainiens.

*** Une importante conférence des nationalités, convoquée par ce comité, a eu lieu à Philadelphie.

*** La Croix-Rouge américaine a autorisé la fédération ukrainienne à acheter pour 25 000 dollars de bons pour l'emprunt de la liberté.

*** La ville de Brest Litowsk a été occupée par les troupes polonaises.

*** Le 3 décembre, un armistice aurait été signé entre les troupes allemandes et l'armée du Directoire.

*** D'après une nouvelle de Vienne, non encore confirmée, Léopol aurait été repris par les Ukrainiens.

*** La ville était gouvernée par un comité directeur provisoire présidé par MM. Doubanowitch, Hausner et Staliowitch.

*** Au moment du coup d'Etat russe, Kiev possédait 53 éditions périodiques en langue ukrainienne.

*** Les troupes allemandes ont commencé l'évacuation de Rostow, Tagaurog et des contrées environnantes.

*** Une grande bataille a eu lieu entre les troupes ukrainiennes et bolchévistes, qui tentaient de s'emparer de Bilgorod.

*** L'ambassadeur ukrainien à Vienne a envoyé une note de protestation au gouvernement polonais contre l'offensive polonaise en Wolhynie.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 80 Lausanne, 19 Décembre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, 19 décembre 1918.

L'ordre en Ukraine.

Tandis que l'agence Wolff, privée de toutes communications avec Kiev depuis trois semaines, en est réduite à servir aux journaux d'antiques nouvelles du mois dernier, nous recevons de toute part des témoignagnes concordant sur la situation brillante de l'Union nationale en Ukraine.

Non seulement les télégrammes qui nous parviennent par la voie du sud, mais aussi les nouvelles rapportées par les voyageurs arrivés en Hongrie ou en Bavière confirment le succès des troupes du général Petliura qui occupent à peu près la totalité du territoire de la République et maintiennent partout l'ordre et la tranquillité.

Il ne restait plus qu'Odessa et Kiev entre les mains des Allemands, dont les troupes évacuent rapidement le pays et dont le passage a été signalé par des scènes de violence en Podlachie. L'hetman Skoropadsky et ses complices germano-russes étaient enfermés à Kiev et défendus par une garnison allemande de 7 à 8 mille hommes. C'est uniquement pour éviter à la ville un bombardement inutile que les troupes ukrainiennes ont épargné jusqu'ici la capitale. Aux dernières nouvelles sa chute est confirmée officiellement.

La population du pays tout entier est tellement indignée des projets de restauration monarchiste que tous les partis sans distinction soutiennent le Directoire de l'Union nationale et qu'il dispose déjà de presque 500 000 hommes, ce qui est un résultat vraiment inespéré. Une armée pareille va lui permettre, non seulement de chasser du pays les derniers restes de l'armée allemande, qui soutiennent la réaction mais aussi de défendre nos frontières contre l'invasion bolchéviste.

On n'aura presque jamais vu dans l'histoire un exemple si surprenant d'un mouvement d'insurrection nationale aussi général et aussi rapide, qui ait réussi à rétablir l'ordre en quelques semaines et à répondre ainsi aux vœux de la population.

La politique française.

Cet ordre, ainsi rétabli par l'Union nationale, les Alliés n'auront plus qu'à le reconnaître et à le consolider par une attitude claire et nette. C'est la seconde fois que des intrigues françaises ont tenté de troubler la tranquillité de notre pays. La première fois, c'était l'invasion bolchéviste que des agents français maladroits avaient facilitée, soi-disant pour nuire à l'Allemagne alors que rien ne pouvait mieux faire son jeu. Ce premier coup de main si «brillant» provoqua l'entrée des Austro-Allemands sur notre territoire et coûta la vie à 15 000 Ukrainiens massacrés dans les rues de Kiev par les bandes rouges de l'armée bolchéviste. Le second vient d'échouer plus rapidement et le gouvernement français pourra même encore désavouer à temps son consul à Odessa et abandonner les Skoropadsky, Gerbel et Reinbot à leur triste sort.

Nous osons espérer que cette deuxième expérience sera la dernière et qu'on voudra bien comprendre une fois pour toutes, au Quai d'Orsay, que la France ne saurait aboutir à aucun résultat positif avec des moyens pareils, qui ne sont pas dignes d'elle et qu'il faut laisser à d'autres. Nous savons que ses alliés anglo-saxons se félicitent de n'avoir pas été mêlés à cette lamentable aventure de réaction tsariste: Puisse la leçon avoir servi aux incorrigibles maladroits qui sabotent la cause de leur grand pays en Orient et qui trahissent certainement la volonté du peuple français, toujours si plein de bon sens et de générosité!

L'attitude des Alliés.

Du moment où le gouvernement français aura complètement renoncé à soutenir la réaction russe, la politique des Alliés en Ukraine en sera grandement facilitée. Il est fort intéressant de noter que, sauf les officiers monarchistes, l'immense majorité des Russes réfugiés dans notre pays ont complètement désapprouvé le coup d'Etat Skoropadsky. Nous citons plus loin l'opinion du grand journal russe « Kiewskaïa Mysl », qui condamne sévèrement toute tentative de rétablissement des régimes « surannés ». Il serait donc vain de vouloir à tout prix se montrer plus russe que les Russes eux-mêmes et nous pensons que, sitôt qu'il aura pris le temps de s'informer du piteux échec des coups d'Etat réactionnaires en Ukraine, M. Clémenceau fera le balayage nécessaire avec sa vigueur accoutumée et mettra ses fonctionnaires au pas avec la volonté du peuple français, dont nous ne saurions douter.

La visite du président Wilson à Paris, contribuera sans doute à faire comprendre, même aux diplomates les plus arriérés, que les principes du droit sont valables pour tout le monde, et nous espérons que les Alliés, renonçant complètement à l'idée chimérique d'une restauration russe, commenceront par reconnaître les uns après les autres les nouveaux Etats de l'Europe orientale ou tout au moins leurs assemblées constituantes, laissant à celles-ci le soin de décider souverainement du sort de leur pays.

Jusqu'ici, les Alliés n'ont pas fait débarquer à Odessa des troupes d'occupation destinées à remplacer les Allemands en Ukraine. Il semble que la tactique anglaise ait prévalu, et que le gouvernement britannique ait réussi à faire comprendre à ses Alliés la nécessité d'éviter toute compromission ultérieure dans des aventures inutiles et d'attendre que le cours des événement ait montré d'une manière assez claire de quel côté se trouvent la volonté populaire et les meilleurs éléments d'ordre et de travail.

La preuve est faite et l'Union nationale a remporté une victoire décisive, par l'adhésion unanime et spontanée de tous nos compatriotes. A l'heure qu'il est, les Alliés n'ont plus besoin d'hésiter ; ils savent où trouver des représentants de l'Ukraine avec qui parler et à qui s'adresser pour mettre en valeur, au bénéfice de l'Europe, les grandes richesses naturelles de notre pays et en particulier notre sucre et notre blé, qui seront à leur disposition sitôt que notre indépendance aura été reconnue.

AUX ROUMAINS

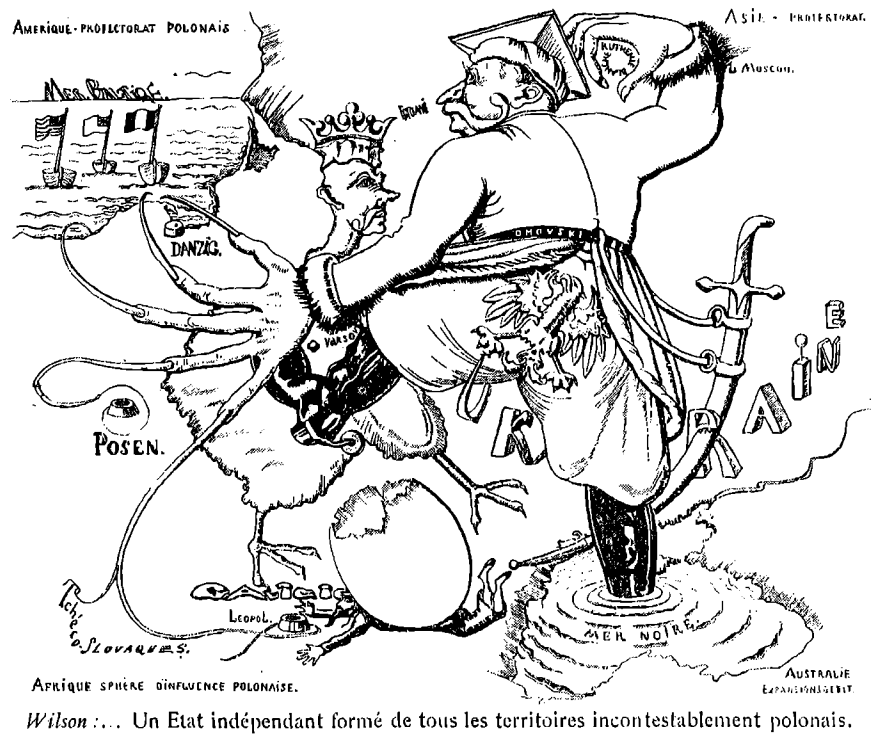
Profitant de la situation difficile où se trouvait notre pays pendant quelques semaines à la suite des intrigues russes et du coup d'Etat de Skoropadsky, nos voisins se sont précipités sur nos frontières pour tâcher de nous placer devant des faits accomplis et de nous arracher les territoires qu'ils convoitent.

Les Roumains ont envahi la Bukovine avec la collaboration des Polonais et ont proclamé l'annexion de ce pays en employant le même système de violence dont ils avaient usé pour incorporer la Bessarabie il y a quelques mois. Nous protestons énergiquement contre une telle manière de procéder, qui est en violation formelle avec les principes du président Wilson adoptés par les Alliés pour régler toutes les questions nationales selon la volonté souveraine des peuples et leur droit de disposer d'eux-mêmes. Il y a 350 mille Ukrainiens en Bukovine septentrionale et seulement 31 mille Roumains. Les Juifs y comptent 73 mille âmes, les Allemands 21 mille et les Polonais 17 mille. Il est inouï que les Roumains, qui ne forment pas même le 7% de la population veuillent dominer sur un pays où les Ukrainiens forment la majorité avec 86% des habitants. Jamais le Congrès de la paix ne pourra souscrire à un tel acte de violence et nulle excuse ne pourra blanchir la conduite du gouvernement roumain dans cette affaire.

Nous sommes douloureusement peinés de cette nouvelle désillusion, car nous avions cru pendant longtemps pouvoir compter sur l'amitié de la Roumanie, qui aurait dû faire partie de la fédération de la mer Noire et conserver avec l'Ukraine d'étroites relations à tous les points de vue.

Nous voulons croire que l'impérialisme étourdissant, dont cet Etat fait preuve aujourd'hui, n'est qu'une intoxication passagère, et qu'un patriotisme plus sage et plus éclairé viendra bientôt ramener à de plus saines conceptions les hommes politiques qui dirigent son gouvernement. Nous sommes toujours prêts à renouer de bons rapports avec notre voisine du sud-ouest à la condition qu'elle renonce, comme la Pologne, à toute ambition territoriale aux dépens des pays ukrainiens.

LE RÊVE DE DMOWSKI



Wilson :... Un Etat indépendant formé de tous les territoires incontestablement polonais.

Dmowski :... Peuh !... Quelle misère !... Et le reste ?

SITUATION MILITAIRE

avant la prise de Kiev

L'agence Wolff, qui se vante d'avoir des communications directes avec Kiev et qui, pour des raisons tout à fait incompréhensibles, s'est mise actuellement au service de Skoropadsky, répand une série de fausses nouvelles sur la situation en Ukraine. Cette agence s'efforce de faire croire au public que Skoropadsky et ses défenseurs germano-russes conservent encore un prestige en Ukraine. Ces jours derniers, nous avons reçu un nombre considérable de nouvelles provenant de sources tout à fait différentes (parmi celles-ci, le témoignage d'une personne qui est arrivée d'Odessa le 10 novembre à Granitza. par Jmerinka, Kovel, Lublin) qui concordent parfaitement et dépeignent comme suit la situation en Ukraine :

Tout le pays, à l'exception de la ville de Kiev et d'une partie du littoral de la mer Noire, avec Odessa, se trouve entre les mains des troupes du Directoire. Une mobilisation générale a été ordonnée. Le nombre des troupes au service de Petliura atteindra bientôt un demi-million d'hommes. Les forces totales du Directoire se divisent en quatre armées : la première, dont l'état-major se trouve à Bila Cerkwa et qui est commandée par le général Ossietsky, assiège la capitale, qui n'est défendue que par 7 ou 8000 hommes commandés par les officiers russes et par quelques détachements allemands. L'appui de ces derniers devient chaque jour plus faible. Dans la dernière bataille aux environs de Kiev, les Allemands ont subi une grave défaite en laissant entre les mains des Ukrainiens 750 prisonniers et un nombreux matériel de guerre.

L'armée russe qui défend l'hetman se bat aussi d'une façon très médiocre. Le moral des soldats est très bas et la discipline y est telle que les gardes rouges de Trotzky ont beaucoup de raisons d'attendre tranquillement le cours des événements. Une forte et brusque attaque pourrait rendre la ville immédiatement, et sa chute est imminente. A notre avis, il serait mieux d'attendre et ne pas faire subir un nouveau bombardement à la ville qui a tant souffert depuis la révolution.

La deuxième armée se dirige vers Odessa en repoussant devant elle l'armée du sud le long du tronçon de la voie ferrée Jmerinka-Odessa. Déjà au commencement du mois de décembre la ville et la gare de Jmerinka se trouvaient entièrement entre les mains de Petliura. La troisième armée, commandée par le célèbre colonel Balbatchan, s'appuie sur la ville de Charkow et se divise en deux parties : la première, qui forme le flanc gauche, retient les forces bolchévistes au nord de Charkow et la deuxième est aux prises avec l'armée principale du général Denikine. Ce dernier se trouve dans une assez mauvaise posture à cause de la propagande bolchéviste qui commence à ravager les rangs de ses cosaques du Don qui forment le noyau de l'armée.

C'est précisément ce à quoi l'on devait s'attendre. Nous avons maintes fois répété que le monarchisme des politiciens d'Ekaterinodar pousserait les masses populaires vers le maximalisme si elles ne sont pas animées d'un mouvement national, comme par exemple les Ukrainiens. Les deux flancs de cette armée tiennent bon. Une tentative des bolcheviks de s'emparer de Bilgorod s'est terminée pour les Russes par un échec avoué. Enfin, la quatrième armée opère dans la partie occidentale de l'Ukraine. Elle est formée principalement par les cosaques du Kouban. Ces derniers opèrent surtout en Galicie, assurant la possession de la région pétrolifère de Drohobitch dont l'importance mondiale est bien connue.

D'après les journaux polonais du 5, les troupes ukrainiennes en Galicie occupent la ligne Zolkiv-Koulikyv - Zydatschiv - Miklachiv - Stare-Selo.

Léopol est presque complètement cerné. Les communications avec Przemysl sont coupées, le pont de chemin de fer étant détruit par les éclaireurs ukrainiens entre Bratkowitchi et Grodek. Les autres détachements de cette armée avancent en Volhynie et ont déjà occupé Kovel, ayant arrêté et désarmé les troupes polonaises.

Remarquons en passant que les journaux polonais communiquent avec indignation que les Juifs ont reçu les Ukrainiens à bras ouverts. Quant aux troupes étrangères qui se trouvent en Ukraine, l'évacuation allemande se poursuit très rapidement. Une grande partie du matériel de guerre et d'artillerie est déjà en Allemagne. Le 5 novembre, les premiers détachements des troupes de l'Entente ont débarqué à Odessa. Les troupes franco-roumaines ayant franchi la frontière de Bessarabie se dirigent vers Kiev.

Ainsi se présente la situation actuelle en Ukraine.

Skoropadsky, se sentant très mal à son aise, commence à faire des démarches en vue de se réconcilier avec l'Union nationale et propose divers compromis, qui ont été pour le moment repoussés et qui le seront, nous l'espérons, à l'avenir. D'autre part, Wolff communique que l'hetman commence à penser sérieusement à une démocratisation et qu'il aurait, paraît-il, déclaré qu'il lui serait difficile de tranquilliser les esprits sans une vaste réforme agraire démocratique. En d'autres termes, Skoropadsky est déjà arrivé au programme agraire de l'Union nationale. En attendant Petliura a lancé un manifeste à la population où il proclame ennemis de la patrie les bolchéviks et les Russes de Skoropadsky, ce qui, à notre avis, est la seule et unique réponse à faire à la diplomatie de l'hetman.

L'INTRIGUE RUSSE

Les monarchistes russes rassemblaient leurs dernières forces à Kiev. Le grand-duc Nicolas, subitement ressuscité, y serait arrivé, suivi de M. Sazonow et précédé par les chefs du mouvement monarchiste russe, MM. Krouchevan, Bobrynsky, Zamyslowsky, ce dernier venant du quartier général allemand. Libéré par les Allemands, l'ancien généralissime, non moins converti à leur politique que M. Milioukof, avait fait déjà, sous le nom de prince Volkonsky, deux voyages à Kiev, où son ancien favori, le président du Conseil Lysohoub était à la tête du gouvernement.

Ce n'est pas un grand secret que les agents de M. Sazonow travaillaient activement depuis plus d'une année en Suisse avec ceux de la Wilhelmstrasse pour le grand-duc Nicolas Nicolaïewitch et la restauration monarchiste via Kiev. Le grand-duc appelé par un hetman complaisant se ferait proclamer d'abord roi d'Ukraine, malgré le souvenir fâcheux de sa campagne contre le mouvement ukrainien en Galicie. Il promettait même d'apprendre l'ukrainien! De Kiev il devait commencer le rassemblement des terres russes et offrait à l'Allemagne la Pologne et la Lituanie avec un million de prisonniers de guerre russes contre l'Entente.

Les diplomates russes qui ourdissaient ces projets proposaient même des combinaisons extrêmement dangereuses pour les finances françaises concernant les milliards prêtés à la Russie. Quel était le jeu de l'Allemagne en attendant? En apparence elle soutenait le mouvement ukrainien pour occuper ce riche pays et pour en faire un objet de marchandage envers les Russes. Il est même possible que toute l'invasion bolchévique ait été préparée d'avance pour forcer les Ukrainiens à demander un secours militaire des Empires centraux.

A peine entrés, les Allemands, mécontents de l'attitude hostile de la population paysanne, changèrent immédiatement de politique et provoquèrent le coup d'Etat du 29 avril qui renversa la Rada et donna tout le pouvoir au général russe Skoropadsky, beau-frère du maréchal Eichhorn, aussi bien connu à Berlin qu'à Petrograd.

Malgré l'assurance du chancelier Hertling donnée au président du Conseil ukrainien Holoubowitch que l'Allemagne ne se mêlerait pas des affaires intérieures de l'Ukraine, la Rada centrale fut dispersée par un bataillon de soldats et, quelques jours après, le tribunal militaire allemand fit arrêter et emprisonner ce même Holoubowitch, ainsi que le ministre de la guerre Joukowsky et la femme du ministre Tkatchenko. Dans peu de temps ce fut tout l'état-major ukrainien qui fut arrêté. Quant à l'ancien ministre de la guerre, M. Petliura, connu par ses sentiments ententophiles, ce fut l'hetman qui se chargea de le faire arrêter.

On conçoit l'immense impopularité de Skoropadsky imposée à l'Ukraine de cette manière indigne et brutale. Cette impopularité, il l'a avouée dans une interview avec un journaliste russe de Kiev en affirmant à ce dernier sa fidélité à l'Ukraine indépendante. Toute sa politique extérieure devenait de plus en plus franchement russe. Il s'entourait des plus grands ennemis de l'Ukraine : les Euloge, les Bobrynsky, les Czebeko, les Bazaks, etc.

C'est au moment où l'hetman se rencontrait à Berlin avec l'envoyé du Don, l'ataman germanophile Krasnow, le duc Leuchtenberg (parent de Nicolas Nicolaïewitch et du prince Max de Bade), ainsi qu'avec les représentants de la Crimée « indépendante », M. Taticheff, qu'il proclamait en termes les plus éloquents son patriotisme ukrainien. Ce jeu qui consiste à se dire ukrainien pour mieux trahir l'Ukraine est dans les traditions byzantines de la politique russe. M. Lysohoub se laissa aller à ce mouvement de franchise lorsqu'il parla de la probabilité de l'union de l'Ukraine avec la Russie. Cette interview avec le correspondant du *Berliner Tageblatt*, très maladroitement démentie, souleva des protestations violentes de 80 journaux ukrainiens. Actuellement, l'hetman a tous les Ukrainiens contre lui, à l'exception des agents allemands ou russes et de quelques conservateurs. Ceux-là mêmes qui sont entrés dans son gouvernement se défient de ses belles paroles.

Devant cette intrigue germano-russe de l'hetman se dressent toutes les forces du peuple ukrainien réunies dans l'Union nationale, ligue de tous les partis ukrainiens coalisés, et à la tête de laquelle est M. Vinnitchenko, dont les sympathies ententistes sont connues. Nous voyons les larges masses de l'Ukraine puissamment organisées pour la lutte. Puisse l'Entente le voir et compter avec elle. Nous voyons un peuple de 40 millions qui s'est libéré lui-même de l'esclavage russe et qui n'attend que le moment propice pour secouer le joug de l'occupation austro-allemande et qui voit les alliés en libérateurs. Nous ne pouvons croire que l'Entente se laissera induire en erreur par l'intrigue tsariste russo-allemande. Sacrifiera-t-elle les peuples de la Russie pour un Etat artificiel, reste de barbarie asiatique en Europe? 115 millions de Finnois, Lettons, Lituaniens, blancs-ruthènes, Ukrainiens, Caucasiens, etc., pour 57 ½ millions de vrais Russes, dont 55 millions d'illettrés et de bolchévistes, un demi-million de bureaucrates et de gouvernants comme Stürmer, Raspoutine, Protopopov, Milioukof, Lénine ou Trotsky?

UNE VOIX RUSSE

La *Kiewskaïa Mysl*, organe démocratique modéré de la colonie russe en Ukraine, déclarait, dans son article de fond du 17 novembre, c'est-à-dire immédiatement après le coup d'Etat russe :

« La façon mexicaine de résoudre les questions politiques continue à être préférée! La pensée sociale se dirige de préférence vers le coup d'Etat au lieu de tâcher de construire un pouvoir basé sur de larges couches sociales. Il faut constater que la plupart des politiciens de chez nous comptent beaucoup plus sur la force physique brutale que sur les moyens démocratiques et légaux.

Il ne faut pas cacher que de tels moyens d'arriver au pouvoir ont été renforcés par l'arrivée prochaine des Alliés. On pense, chez nous, que la question du pouvoir se résoudra d'une manière très simple si l'on essaie de mettre les Alliés devant des faits accomplis. L'histoire ne connaît pas d'exemple qu'un pouvoir né d'une aventure soit un pouvoir stable.

Il suffirait de rappeler les aventures de l'impérialisme allemand qui a donné des rois à la Finlande, et qui les a promis à la Lithuanie, à la Pologne, etc. Tous ceux qui, même dans une faible mesure, se rendent compte de ce qui se passe chez nous et qui ne peuvent pas rester en spectateurs, mais qui vivent des souffrances de notre pays, tous ceux-là se garderont de suivre la route des aventures politiques ou celles des courses folles au pouvoir en vue de devancer les concurrents avant l'arrivée de l'Entente.

Nulle tentative de remettre au pouvoir les éléments surannés en les couvrant d'un drapeau démocratique n'avancera le cours des choses actuel, car les falsifications ne peuvent jamais guérir les vieilles blessures. »

Nous tenons d'autant plus à reproduire ici ce passage du journal russe que ce dernier a toujours été hostile à notre mouvement ukrainien. La *Kiewskaïa Mysl*, un des plus grands journaux russes d'avant la guerre, l'organe de la bourgeoisie démocratique russe en Ukraine, représente l'opinion de la plus grande majorité des Russes résidant en Ukraine. On comprend maintenant pourquoi l'hetman, qui est entouré par ces derniers et qui a déjà comme adversaires tous las nationalistes ukrainiens, se sent très mal à son aise à Kiev.

LA FLOTTE DE LA MER NOIRE

La flotte de la mer Noire, se trouve, grâce aux Maximalistes russes, dans un état indescriptible. Pour sa réparation complète, on aura besoin de plusieurs millions et de longs mois de travail intense. Malgré tout, ce qui reste en ce moment représente encore une force militaire considérable. Lorsque toutes les réparations seront faites, la construction de vaisseaux de grand tonnage ne sera pas nécessaire pendant plusieurs années, surtout si l'on termine ceux des docks de Nikolaïeff. A Sébastopol seulement les cuirassés suivants demandent des réparations urgentes : « Alexandre III », « Jean Slatooust », « Eustafi », « Panteleïmon », « Rostislaw », « Synope », « Try Swiatitela »; les croiseurs « Otschakow », « Pamiat Mercuria », et le croiseur léger « Almaz » : vingt torpilleurs, quinze sous-marins et dix vaisseeaux auxilaires. A Odessa se trouvent deux canonnières et trente dragueurs. Le relèvement du grand croiseur « Impératrice Marie », qui coula devant Sébastopol par suite d'une explosion, suit son court. Les bâtiments encore en construction se trouvant dans les docks de Nikolaïeff sont d'un type tout à fait moderne, et on fait tout pour qu'ils soient terminés le plus tôt possible. Ce sont le cuirassé « Nicolas », cinq torpilleurs, onze sous-marins, neuf canonnières, quatre croiseurs et vingt dragueurs.

Comme on le voit, l'Ukraine sera dans peu de temps une puissance maritime importante sur la mer Noire, ce qui lui est indispensable pour sa politique générale en Orient.

L'UNION NATIONALE AUX PUISSANCES

Le secrétariat pour les affaires étrangères de l'Etat de la République populaire de l'Ukraine occidentale, publie le radio-télégramme suivant de l'Union nationale ukrainienne :

Jmerinka, le 3 décembre 1918.

Le gouvernement de la République populaire ukrainienne porte à la connaissance des Etats belligérants et neutres les explications qui suivent :

En avril 1918, le haut commandement de l'armée allemande, qui avait été appelé en Ukraine pour maintenir l'ordre, s'est rallié aux grands propriétaires fonciers et à la bureaucratie du gouvernement tsariste en vue d'exécuter un coup d'Etat dans la ville de Kiev. Pendant la séance du parlement démocratique de la Rada centrale, les militaires s'introduisirent dans la salle et arrêtèrent les membres du gouvernement républicain. Ceci eut lieu quelques jours avant la convocation de la Constituante ukrainienne, dont les membres avaient été élus par le peuple sur les bases de l'universal bien connu. La convocation de la Constituante n'eut pas lieu, mais fut ajournée, de nombreux membres ayant été arrêtés. De cette manière, à la place d'un gouvernement qui aurait dû être établi conformément à la volonté du peuple ukrainien et du Parlement (celui-ci devait jeter les bases fondamentales d'une organisation politique et sociale dans la République), le pouvoir de législation, la direction d'un grand Etat, ainsi que l'ordre dans les affaires agraires, économiques et sociales furent remis, avec l'aide de généraux allemands et de quelques grands propriétaires fonciers, à un seul homme, le général Skoropadsky, qui se nomma hetman et usurpa pour lui-même le pouvoir autocratique. D'accord avec le haut commandement de l'armée allemande et grâce à son pouvoir, il réduisit à néant toutes les conquêtes de la révolution sociale et démocratique, en introduisant par la force la politique des grands propriétaires fonciers et en rétablissant par la terreur le régime tsariste.

Le coup d'Etat et cette politique faite par les Allemands et le général Skoropadsky aboutirent à la crise économique en Ukraine, à la spéculation et au chômage dans différentes fabriques et établissements.

Cet état de choses amena la création d'une armée de sans travail qui apporta l'anarchie complète dans les chemins de fer et l'exploitation de la classe ouvrière. Villes et villages, la loi de Dieu et de l'humanité ne furent que des jouets entre les mains des gendarmes et de la bureaucratie du régime tsariste. Tous ceux qui n'étaient pas satisfaits de cette politique et de l'hetman sentirent encore plus peser sur eux la lourde main du nouveau régime. Ils furent écorchés vifs ou tués à coups de knout. Tout d'abord le peuple protesta, mais comme, pour différentes raisons, il n'était pas soutenu par les partis et organisations politiques qui ne voulaient pas réagir et qu'il était tenu en bride par les Allemands et les officiers russes, il garda le silence. Tout de suite après, le gouvernement, formé des grands propriétaires fonciers, chercha à nouveau à rétablir avec plus de cynisme qu'auparavant le régime tsariste. L'Union nationale ukrainienne, qui comprend le parti social-démocrate, les organisations populaires et toute la société intellectuelle du pays, s'efforça d'intervenir auprès du haut commandement de l'armée allemande et du général Skoropadsky pour qu'ils ne ruinent pas l'Ukraine politiquement et économiquement.

Malheureusement ses efforts n'eurent aucun résultat. Au contraire, au moment même où les bases de la réaction mondiale et de l'impérialisme allemand s'écroulaient et où partout la démocratie acquérait le pouvoir, l'hetman Skoropadsky soutenu par les généraux allemands s'efforçait énergiquement de rétablir l'absolutisme.

L'acte du 14 novembre laisse échapper le secret de ses desseins.

Le général Skoropadsky résolut lui-même la question de l'avenir du peuple ukrainien, en ignorant complètement la volonté de la démocratie ukrainienne et de son parlement révolutionnaire qui devait proclamer un Etat indépendant. Le général Skoropadsky résolut cette importante question dans son manifeste du 14 novembre en annulant l'indépendance de l'Ukraine et en réunissant celle-ci à la Russie. Afin de réaliser ses vues, il appela auprès de lui tous les réactionnaires et les ennemis les plus acharnés de l'Etat ukrainien et de la démocratie. Aspirant constamment au développement de la culture et à la paix dans le pays, la démocratie ukrainienne s'efforça jusqu'au dernier moment de sauvegarder les droits du peuple d'une manière pacifique et constitutionnelle.

Cependant, le dernier acte du Général Skoropadsky força la démocratie ukrainienne à empêcher les desseins des monarchistes.

Elle crut le moment venu pour le peuple d'entrer en lutte contre l'usurpateur.

Ayant de cette façon exaucé les désirs du peuple et des intellectuels réunis, nous avons l'honneur (le Directoire de la république populaire ukrainienne) de porter à la connaissance des Etats ce qui suit :

1. Vu les crimes commis envers le peuple ukrainien avec l'aide des généraux allemands, le gouvernement et les citoyens ukrainiens rendent le général Skoropadsky responsable pour les milliers de morts et de blessés, pour les vols et les pillages.

2. Les membres du gouvernement du général Skoropadsky ne sont en aucune façon les représentants de l'Etat ukrainien. La démocratie ukrainienne et le peuple tout entier se souviennent des méfaits commis par le gouvernement Skoropadsky, et le nouveau gouvernement organisera plus tard une enquête sévère à ce sujet.

Le général Skoropadsky s'est élevé arbitrairement et d'une manière brutale contre la volonté de la démocratie ukrainienne. Nous ne pouvons pas admettre que la démocratie des gouvernements de l'Entente prenne sous sa protection le général Skoropadsky et les grands propriétaires fonciers, et que la discorde soit semée entre l'organisation centrale et les peuples de l'Ukraine. Nous déclarons que le peuple ukrainien ne supportera pas longtemps que l'on foule ses droits aux pieds. Les troupes de la république populaire ukrainienne, dans la capitale, Kiev, et dans les autres villes, sont à la disposition du gouvernement. En portant ces faits à la connaissance de tous les Etats, le gouvernement de la république populaire ukrainienne a le ferme espoir que les démocraties de tous les Etats, qui savent apprécier l'indépendance, comprendront les efforts du peuple ukrainien et voudront bien lui accorder leur aide.

Signatures : Président du Directoire, Wladimir Winnitchenko, chef de l'Ukraine.

Membres : Simon Petliura, président des Ministres du premier gouvernement républicain; Professeur Schwetz, prorecteur de l'Université d'Etat à Kiev, représentant en chef de l'Union nationale ukrainienne; Andriewsky, avoué à Kiev; Stryk, commandant en chef de l'armée de la République populaire ukrainienne.

NOUVELLES DU PAYS

*** Un grand nombre d'Ukrainiens ont été internés par les autorités militaires polonaises. Parmi eux se trouvent le conseiller Barwinsky, M. Kivelioulk, le Dr Fedak, directeur de la banque Dniester, M. Koulisch, collaborateur du *Dilo*.

*** Les autorités polonaises de Léopol ont interdit le journal ukrainien *Dilo*.

*** Un détachement juif a attaqué les troupes polonaises venues de Vladimir Wolhynsky. Les pertes en morts et en blessés s'élèvent à des centaines d'hommes, des deux côtés.

*** Une division autrichienne composée de soldats polonais se trouve à Cherson, sur la mer Noire.

*** L'évacuation des troupes allemandes se poursuit rapidement. La 212e division d'infanterie est déjà arrivée en Allemagne. La 7e division et la 2e de cavalerie ont déjà atteint la Pologne.

*** Le président du Conseil national de la République occidentale d'Ukraine, M. Petruchewitch, s'est adressé aux gouvernements alliés en les priant d'inviter le gouvernement de Varsovie et celui de Bucarest à faire évacuer immédiatement la Galicie orientale et la Bukovine.

*** De nombreux détachements de cavalerie ukrainienne sont arrivés à Mositzka, près de Léopol.

*** Le 5 novembre, les premières troupes de l'Entente ont débarqué à Odessa.

*** Le détachement des troupes de l'Entente et des Roumains a franchi la frontière bessarabienne.

*** Le Conseil national ukrainien en Galicie a confié au député Reizes, représentant des Juifs, le portefeuille de ministre du Commerce.

*** Les Ukrainiens ont repris Kovel, en Volhynie.

*** Une assemblée nationale provisoire israélite s'est réunie à Kiev.

*** On attend, à Odessa, une division française de Salonique avec le général français Berthelot.

*** Une grève générale a été proclamée à Odessa.

*** L'état de guerre a été proclamé à Kolomea, Gwozdiecz, Horodenka, Petchniejin, Kozow et Jablonow, en Galicie.

*** La ville frontière de Brody a été occupée par les Ukrainiens de l'armée Petliura.

*** Le parti social-fédéraliste ukrainien et le parti démocrate-agraire ont résolu d'envoyer des représentants à Jassy.

*** Le gouvernement polonais a ordonné dans le pays de Cholm la mobilisation générale et obligatoire de toute la population polonaise, juive et ukrainienne.

*** Un détachement ukrainien, soutenu par de l'artillerie et des mitrailleuses, a occupé Grodek.

*** Au marché d'Odessa, les prix spéculatifs sont subitement tombés. Plusieurs contrats commerciaux d'une valeur de plusieurs millions de roubles ont été signés avec des firmes américaines.

*** Une mission diplomatique extraordinaire avec M. Mohilansky est partie le 16 novembre pour Paris.

*** Le 14 novembre le Conseil extraordinaire du pays de Kouban a été ouvert. Le général Denikine a prononcé un long discours où il exposa les conditions de l'Entente.

*** L'envoyé extraordinaire de la Pologne, M. Vankowitch a remis le 12 novembre une note de protestation contre les appels du comité de secours aux Ukrainiens de Galicie.

*** De nombreux prisonniers en Autriche sont déjà rentrés à Kiev.

*** La délégation maximaliste russe a définitivement quitté Kiev.

*** *La prise de Kiev* par les troupes de l'Union Nationale est confirmée par l'Agence Wolff qui avait démenti la nouvelle. Le directoire a établi son gouvernement national dans la capitale.

Editeur : W. Stopankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 81-82 Lausanne, 26 Décembre 1918 IVme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 24 décembre 1918.

La paix Wilson.

L'Ukraine tout entière envoie au Président Wilson son cordial souhait de bienvenue en Europe et lui adresse l'expression sincère de sa profonde reconnaissance et de sa pleine confiance à l'heure où il vient à Paris pour voir de près les futurs signataires du traité de Paix et pour leur tenir en particulier le même langage qu'il n'a cessé de tenir en public aux peuples depuis deux ans.

En effet, le président est bien trop loyal pour avoir, comme tant d'autres, deux langages, un pour les discours en public et un autre pour les conversations diplomatiques. Les fonctionnaires arriérés de la diplomatie secrète et des alliances impériales seront déçus et peut-être effrayés quand ils s'apercevront qu'un homme aussi puissant entend qu'on tienne parole jusqu'an bout. C'est peut-être pour cela d'ailleurs qu'ils n'ont pas caché leur mauvaise humeur à l'annonce de cette visite présidentielle.

Le président Wilson n'entend pas qu'on plaisante avec la vie des peuples ensanglantés. Rien que dans les rues de Paris, il a vu, dit-il, dans les yeux de la foule populaire, les sentiments qui animent les grandes masses à son égard. « Ces sentiments sont réciproques, a-t-il dit, ce n'est qu'une fois dans sa vie qu'on peut avoir une révélation pareille. »

C'est là ce qui nous donne confiance. Si les peuples se fient au président Wilson, c'est que, de son côté, il met sa confiance en eux. C'est *leur* paix et *leur* bonheur à eux qu'il souhaite, et non pas l'intérêt particulier de telle ou telle clique de diplomates et de financiers.

Pour un Wilson, il ne saurait y avoir une question de Russie ou une question d'Ukraine différentes d'une question d'Autriche-Hongrie ou d'un problème yougoslave. Il a promis aux peuples l'indépendance et la paix durable dans la liberté et dans l'association générale des nations pour l'arbitrage. L'Ukraine attend avec sérénité la reconnaissance officielle de sa République indépendante et unifiée.

L'entrée à Kiev et à Odessa.

Il y a quinze jours, il ne restait plus que deux coins de territoire ukrainien qui ne fussent pas occupés par nos troupes nationales; c'étaient Kiev et Odessa. Nos vaillants soldats y ont fait leur entrée et le Directoire de l'Union Nationale a rétabli dans la capitale le gouvernement de la République avec MM. Vinnitchenko et Petliura à sa tête.

Jamais on n'a vu une armée de volontaires aussi rapidement réorganisée que celle qui défend aujourd'hui nos frontières contre tous nos ennemis. Les paysans ont mis à sa disposition tout le matériel qu'ils recelaient dans leurs granges depuis la démobilisation russe. Au lieu d'arriver devant Kiev avec leurs paniers d'œufs et de légumes comme les jours de marché, on les a vus camper devant la ville avec leurs chars de foin tout remplis d'obus et de mitrailleuses. C'est une grande victoire du peuple, mais une victoire digne et vraiment nationale.

Ils en ont menti, les traîtres qui ont osé jeter le mot de bolchévisme à la figure de ce peuple admirable et calme qui a reconquis son indépendance. Le bolchévisme et l'anarchie lui sont aussi odieux que le tsarisme et la réaction. Il ne veut plus tolérer chez lui le désordre et la corruption sous aucun prétexte et sous aucune étiquette. L'indépendance pour lui signifie en même temps l'ordre et la liberté.

Personne mieux que les Suisses, dont nous honorons le pays, ne peut comprendre plus profondément cet idéal de notre population laborieuse, qui entend travailler en paix et remplir sa tâche quotidienne avec joie, sans être plus jamais menacée de toutes les intrigues étrangères d'en haut ou d'en bas, dont il a tant souffert depuis un siècle et demi.

Les agents français.

Une des découvertes douloureuses que l'Union Nationale a faites en rentrant dans la capitale a été sans contredit la lecture des documents qui prouvent la complicité regrettable de certains agents français dans la louche aventure germano-russe, où jamais le nom sacré de la France n'aurait dû être mêlé. Nous publions plus loin quelques-uns des messages et des télégrammes qui montrent comment le consul Hennot et M. de St-Aulaire se sont compromis dans cette affaire en laissant croire à l'hetman Skoropadsky et à ses acolytes germaniques qu'ils agissaient en plein accord avec les Alliés.

Certes nous savions qu'il restait encore au Crédit Lyonnais et au Quai d'Orsay des hommes assez oublieux de la dignité française pour oser soutenir les tentatives les plus honteuses de restauration tsariste, même au prix d'une alliance momentanée avec des troupes allemandes, mais nous ne pouvons croire que le gouvernement français, en séance plenière du Conseil des ministres, ni que les Alliés, en conférence à Versailles ou à Londres, aient pu décider d'envoyer des ordres tels que ceux que le consul Hennot prétend avoir reçus.

Nous sommes persuadés que les instructions du consul devaient être assez vagues et qu'il s'est laissé entraîner par des agents tsaristes plus fins que lui. Devant l'indignation qui va s'emparer de la démocratie française à la lecture des documents de Kiev, il restera certainement au gouvernement de M. Clémenceau la possibilité de désavouer catégoriquement les excès de zèle de ses subordonnés et de se rallier publiquement à la politique d'application intégrale des principes Wilson qui lui est recommandée à l'égard de l'Ukraine, non seulement par ses alliés de Washington, de Rome et de Londres, mais aussi par la députation républicaine et socialiste qui siège au Palais Bourbon.

Pourquoi tarder?

Maintenant que la preuve est faite et que tous les Alliés doivent être bien convaincus de l'impossibilité de combattre le bolchévisme en soutenant la cause panrusse et réactionnaire, il serait urgent que l'Entente fît une déclaration solennelle et précise en faveur des nationalités de Russie. C'est déjà un pas énorme dans le sens de l'ordre souhaité par les Alliés, que cette grande victoire de l'Union Nationale et que le rétablissement complet de la tranquillité sur tout le territoire de la vaste république d'Ukraine.

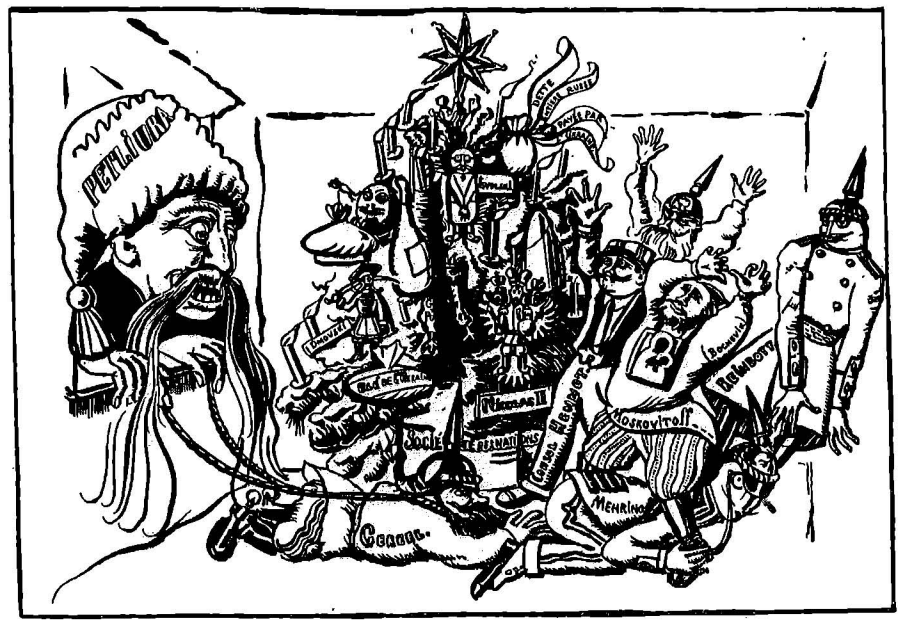
Il reste encore les conflits malheureux avec la Pologne et la Roumanie. Pourquoi les Alliés ne pourraient ils pas arrêter immédiatement ces inutiles effusions de sang en reconnaissant aux voisins de la Pologne la même indépendance qu'à elle-même et en fixant à chacun des nouveaux Etats ses limites strictement ethnographiques avec des garanties formelles pour les minorités nationales qui se trouveraient enclavées des deux côtés de chaque frontière dans les pays à population mixte.

Il nous semble que les Alliés pourraient avantageusement profiter de la présence à Paris du président Wilson pour se mettre en rapport immédiat avec les représentants des nouveaux Etats et pour leur donner dès aujourd'hui des garanties officielles qui leur permettent de se préparer tranquillement à la conférence de la paix et d'organiser, dans leurs pays respectifs, des assemblées nationales pacifiquement élues, qui pourront choisir des délégations autorisées pour les représenter à la conférence.



M. Vinnitchenko
Président de l'Union Nationale Ukrainienne.
(Photo brise en 1911)

NOEL A KIEV



Clémenceau: Qu'est-ce que ce Petliura?

Consul Hennot: C'est un diable d'Ukrainien qui m'a f.... à la porte avec mes amis russes et boches...

Clémenceau: Il a bougrement bien fait!

LA SUISSE ET LA PAIX

L'Assemblée nationale de la Confédération suisse vient de choisir les magistrats qui doivent diriger la politique du Conseil fédéral pendant l'année 1919, celle de la paix. L'élection de M. Gustave Ador à la présidence de la Confédération helvétique est saluée par le monde entier avec une sympathie et une reconnaissance toutes spéciales. En effet, le président du Comité international de la Croix-Rouge symbolise aux yeux de tous les peuples l'activité charitable et bienfaisante de la Suisse pour secourir toutes les malheureuses victimes de la guerre et pour servir d'intermédiaire entre les millions de prisonniers et leurs familles. L'Ukraine joint son témoignage sincère de gratitude à celui des autres nations plus rapprochées. Nos familles n'oublieront pas ce que M. Ador et la Croix-Rouge ont fait pour nos prisonniers et nos blessés internés à l'étranger.

L'élection de M. Motta à la vice-présidence a porté à cette charge l'un des magistrats suisses les plus chaleureusement sympathiques à la cause des nationalités opprimées. Nous nous rappelons nous-mêmes avec émotion l'intérêt que l'honorable conseiller fédéral a témoigné à nos efforts et l'accueil si bienveillant qu'il nous a réservé à Berne, lorsque nous sommes venus lui expliquer la situation de notre pays dans un moment difficile.

Enfin la Suisse conserve à la tête du Département politique l'homme d'Etat si modeste et si intelligent qui a présidé le Conseil fédéral pendant cette dernière année de guerre. M. Calonder s'est acquis une autorité incontestable, non seulement dans son pays, mais partout à l'étranger où l'on a su apprécier la correction impeccable et l'idéalisme si démocratique avec lesquels il a pu, non seulement défendre les intérêts de son pays, mais encore appuyer le mouvement en faveur d'une Société des Nations. Les Ukrainiens lui sont profondément reconnaissants de l'accueil si cordial qu'il a fait à Berne au représentant de notre république en l'autorisant à y établir une légation.

Nous souhaitons que la Suisse, qui s'est acquise tant de titres à la gratitude sincère des peuples et en particulier à celle des nations opprimées, qui ont trouvé chez elle un asile hospitalier pour leurs représentants, puisse faire entendre à la conférence de la paix sa voix autorisée et désintéressée en faveur de l'indépendance de toutes les nations et de leur ligue générale pour l'arbitrage et le désarmement. Sa vieille expérience du fédéralisme et de la démocratie populaire lui confère une autorité particulière, qui est spécialement appréciée dans toute l'Ukraine, où même nos paysans s'intéressent vivement à la Confédération suisse, si petite par son territoire et si grande par son exemple.

Chronique économique et financière.

La récolte de 1918

Données officielles du Ministère d'agriculture en pouds par désiatines (chiffres moyens comptés pour les petites propriétés.)

Provinces	Froment d'été	Froment d'hiver	Blé	Avoine	Orge	Blé sarrasin	Millet
Kiev	26	64	58	44	35		
Années précéd.		83	82	78	68		
Kharkov....	39,5	62	52	46	36		
Année précéd.	49	72	65	64	54		
Kherson....	11,6	36	30	16,5	13,5	42,2	41,2
Année précéd	33	37,8	36,6	44,3	44,2	21,3	32,7
Volhynie....	55		54	54	47	53	84
Années précéd.							
Tchernigov .	35,4	45,4	30,8	22 5	27	61	77
Année précéd.	46,5		40,3	46,5			
Poltava							
Années précéd.							

Appel aux Polonais raisonnables

Les émigrés polonais reprochent à notre journal d'être trop agressif à l'égard de leur nation et de faire du tort à la cause de la Pologne aux yeux de l'étranger. Nous pouvons les assurer que tel n'est pas notre but, mais nous ne pouvons pourtant pas laisser passer sous silence les tentatives de conquête entreprises du côté polonais sur des territoires ukrainiens. Si nos troupes voulaient s'emparer de Lublin ou bloquer Cracovie, ce serait le devoir de la presse polonaise de protester violemment, et nous serions les premiers à le faire avec elle.

Il faut pourtant que les Polonais comprennent une fois pour toutes que les autres nationalités ont exactement les mêmes droits qu'eux mêmes et que nous ne pouvons pas considérer autrement que comme une véritable hostilité à notre égard cette manière perpétuelle de dénier à notre peuple son droit à l'existence et de parler des pays ukrainiens comme d'une simple terre d'exploitation.

Partout où nous trouvons des machinations dirigées contre l'Ukraine, en Bukovine avec les Roumains, à Paris avec les monarchistes russes, à Vienne avec les conservateurs autrichiens, nous découvrons toujours des Polonais comme complices ou instigateurs. Sans doute ce sont surtout les Polonais impérialistes appartenant en particulier à la tendance démocrate-nationaliste de M. Dmowski, mais ceux-là mêmes qui se proclament nos amis et qui préconisent la République et le socialisme, ne sont pas tous exempts de malveillance ou en tout cas d'injustice à notre égard. Sans doute leur ton est plus conciliant, mais leurs idées ne le sont pas assez.

Pourquoi l'*Echo de Varsovie*, par exemple, ne reconnait-il de droit aux Ukrainiens que « sur certaines parties de la Galicie orientale », alors qu'il sait parfaitement que la Galicie orientale *tout entière* est en majorité ukrainienne ? Pourquoi trouve-t-il naturel de laisser Vilna aux Lithuaniens et de refuser Léopol aux Ukrainiens ? Dantzig est-elle une ville polonaise ? Non ; et pourtant la Pologne la revendique à cause de son hinterland, ce qui est d'ailleurs assez naturel. Pourquoi déclarer « qu'il n'y a pas de Ruthènes confessant une autre religion que le catholicisme du rite grec » alors que chacun sait qu'il y a 200 000 Ukrainiens de Galicie orientale qui sont catholiques romains, comme le ministre des Affaires étrangères de l'Etat de Halitch, par exemple ?

Ces affirmations injustes ou fausses ne sont-elles pas beaucoup plus graves que l'expression légitime de notre indignation devant l'annexionisme polonais ?

Heureusement qu'il y a pourtant des Polonais raisonnables, sinon parmi les émigrés, au moins en Pologne même. Nous ne saurions mieux faire que de reproduire ici les vérités sévères qui sont dites à leurs compatriotes par les rédacteurs de la *Jednosc Robotnicza*, l'organe du parti socialiste polonais, qui publie un intéressant article intitulé : *L'impérialisme polonais* et qui est reproduit par le *Ziema Lubelska* du 19 novembre :

« La Pologne n'existe pas encore. La grande majorité des terres ethnographiques polonaises sont occupées par des étrangers. Cependant là où la bourgeoisie polonaise s'est déjà emparée du pouvoir et où elle a pu acquérir sans effort et sans lutte, grâce aux principes Wilson, ce que la classe des travailleurs cherche à obtenir par la lutte depuis si long emps, elle commence à se moquer ouvertement de ces principes.

» L'Autriche n'existe plus en Galicie. Nos classes possédantes ne veulent pas s'entendre avec les Ukrainiens pour arriver à une délimitation juste des frontières, mais ils veulent continuer à dominer sur leurs territoires. Les résultats ne se sont pas fait longtemps attendre. Dans les rues de Léopol, le sang ukrainien et polonais coule. La bourgeoisie polonaise est à peine au pouvoir et déjà elle aspire à la domination sur des pays étrangers. Elle nous entraine dans des querelles nationales et nous fait entrevoir la perspective d'une nouvelle guerre. L'impérialisme polonais ouvre une bouche toujours affamée, toujours insatiable. La seule classe qui ait le droit de décider du sort futur de la Pologne est la classe qui a lutté pour elle. La classe ouvrière polonaise ne veut pas d'annexions, elle ne veut pas des pays ukrainiens, lithuaniens, blancs-ruthènes, allemands, car elle ne veut pas de nouvelles guerres. C'est la bourgeoisie qui veut cela. Elle soulève la question ukrainienne pour détourner l'attention des travailleurs des questions intérieures et, par ce moyen, garder sa suprématie encore quelque temps. Mais nous ne nous laisserons pas duper. Que la bourgeoisie polonaise sache que l'impérialisme ne la sauvera pas. »

Avec des Polonais comme ceux-là, non seulement nous pouvons nous entendre, mais nous sommes prêts à conclure un étroit accord pour supprimer à toût jamais les luttes entre nos deux nations. Sur la base du droit et du respect mutuel, la Pologne et l'Ukraine devront absolument se liguer un jour pour lutter ensemble contre le péril germanique et contre le danger russe. Déjà les démocrates polonais commencent à s'effrayer de la propagande russophile à Paris et des projets de restauration russe camouflés sous le nom de « fédéralisme ». Ils sentent la menace pour leur pays aussi bien que pour le nôtre. Le *Naprzod* de Cracovie a publié toute une série d'articles à ce sujet.

C'est là qu'est la vérité. Au lieu de faire couler le sang en Galicie orientale et de persécuter les Juifs, qui défendent notre cause avec la leur, pourquoi les Polonais ne renoncent-ils pas aux annexions néfastes et ne font-ils pas la paix avec l'Ukraine pour lutter avec nous contre la restauration du colosse qui nous a fait tant de mal et qui pourrait nous en faire encore si on le remettait sur pied ? A l'heure actuelle il n'y a pas trois politiques possibles. Il n'y en a que deux : Il faut ou bien accepter intégralement les principes Wilson, comme les socialistes polonais que nous citions tout à l'heure, ou bien l'on glisse inévitablement vers la tendance impérialiste des chauvins nationaux-démocrates qui s'appuient à Paris sur M. Iswolsky pour préparer sans rire « le partage de l'Ukraine » entre la Grande Pologne et la Grande Russie. Ceux qui hésitent entre les deux voies et qui proposent des arrangements intermédiaires entre la violence et le droit, ceux-là font le jeu des impérialistes à tout crin.

Les Polonais clairvoyants savent très bien quel danger menacerait leur patrie si l'on pouvait réaliser les chimériques projets de « partage », qui sont, paraît-il, encouragés par certains généraux français plus russes que les Russes et plus polonais que les Polonais. En effet, les populations ukrainiennes annexées à des Etats étrangers, ne cesseraient de se révolter et d'envenimer la situation politique internationale. Un partage de l'Ukraine aurait le même effet que celui de la Pologne autrefois. Ce serait une cause perpétuelle de conflits entre la Russie et la Pologne, les Ukrainiens s'appuyant tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre, pour secouer le joug étranger.

On se rappelle que la question de la Galicie orientale a été l'une des principales causes de la guerre entre l'Autriche et la Russie. La conscience nationale des Ukrainiens et même des plus simples paysans s'est tellement développée ces dernières années qu'il serait tout à fait impossible de maintenir un partage et une annexion de leur pays.

La presse ukrainienne de Kiev et d'Odessa est unanime à déclarer que la paix ne pourra se rétablir en Europe orientale qu'après la restauration complète de l'indépendance et de l'unité de l'Ukraine. Tous les calculs basés sur la violence et sur un partage fantastique sont condamnés d'avance par les faits. Ce n'est pas seulement par justice que le Congrès de la paix devra appliquer les principes Wilson à tout le monde, mais aussi par la simple nécessité d'établir une paix durable en Europe. L'indépendance de l'Ukraine est nécessaire à l'existence même de la Pologne. Alors ?

Une dernière fois nous faisons appel au bon sens des Polonais intelligents pour comprendre ces vérités élémentaires et agir en conséquence. Le sang de nos enfants retombera sur leurs têtes si leurs chauvins persistent à vouloir empoisonner l'Europe orientale par des annexions injustes. *Caveant consules.*

LA PRESSE OCCIDENTALE ET L'INTERVENTION ALLIÉE EN RUSSIE

La question de l'intervention de l'Entente dans les affaires russes et ukrainiennes se discute actuellement dans tous les journaux du monde entier. Ces jours derniers, on commence à remarquer un très intéressant revirement de l'opinion publique dans les pays de l'Entente. Depuis longtemps, le seul groupe politique qui menait une campagne de presse contre toute immixtion dans les affaires intérieures de la Russie était les socialistes français. Au commencement du mois passé, le 8, l'*Humanité* écrivait par exemple que la continuation de la lutte en Russie serait un crime lourd de conséquences...

« Alimentant une fois de plus la guerre civile en Russie, l'Entente y accroît la désorganisation rendant impossible toute tentative d'ordre. Il va falloir nous arrêter, écrivait ce journal, si nous ne voulons subir en Russie l'aventure allemande en Ukraine. » Jusqu'à ces derniers jours, c'était le seul courant d'opinion qui s'exprimait contre l'intervention. La presse royaliste française garda pendant longtemps un profond silence, ce qui est très compréhensible si l'on tient compte de la forme sous laquelle se produisit l'intervention en Ukraine.

D'un coup, les royalistes élevèrent la voix et une voix très peu attendue. L'*Action Française* du 9 décembre commentant les déclarations pan-russes du président de la République tchéco-slovaque, M Massarik, s'exprimait ainsi :

« Quant à une expédition militaire conduite par l'Entente, depuis les expériences d'Arkhangel et de Vladivostok, c'est une affaire qui demande réflexion... Il est douteux à notre avis, et nous le motiverons un de ces prochains jours, qu'une intervention, dont nous aurions d'ailleurs la charge principale, soit désirable dans l'intérêt de la France. »

Le numéro suivant du même journal contenait des pensées beaucoup plus catégoriques : « Il est fâcheux, disait l'*Action Française*, que l'équilibre de l'Europe soit rompu par l'écroulement de l'empire des tsars, mais ce n'est pas une raison pour se mettre à croire qu'il ne nous reste plus qu'à chausser les bottes de Pierre le Grand... Qu'on cherche une autre politique d'équilibre continental. L'occasion est bonne pour reconstruire une Europe qui se passerait de la Russie comme elle s'en est passée pendant longtemps. Cette fidélité à l'alliance russe est une manifestation de routine intellectuelle. Quant à restaurer de nos mains une puissance moscovite, on est en pleine chimère si l'on en est à penser à cela. » En somme, d'après l'*Action Française*, la politique de la France doit être menée comme si la Russie n'existait pas.

Si l'on tourne encore un numéro de ce journal, on y trouve la phrase : « Tant pis pour la politique slavophile si elle découvre aujourd'hui qu'elle a besoin d'une Grande Russie pour ne pas être utopique. »

La presse française modérée continuait par contre à garder la même attitude qu'auparavant envers une intervention. Le *Temps* du 13, dans son article de fond, critique l'attitude des deux groupes extrêmes de milieux français : des royalistes et des socialistes. Pour lui, « laisser cuire la Russie dans son jus bolchévik » est immoral parce qu'on n'a pas le droit d'abandonner un peuple allié qui a sacrifié des millions d'existences pour la victoire commune. Abandonner la Russie, ce serait la livrer tôt ou tard à l'influence germanique. Les mêmes idées s'expriment continuellement dans la *Victoire* de M. Hervé, dans le *Pays*, dans la *Démocratie nouvelle* et autres journaux.

La *Dépêche*, de Toulouse, donna récemment tout un programme pratique de l'intervention dans un grand article intitulé « Que faire en Ukraine ? » Les alliés, d'après ce journal, doivent entrer en contact direct avec la population paysanne de l'Ukraine. Une déclaration solennelle des gouvernements alliés assurerait aux paysans la possession des terres et aux ouvriers un contrat équitable de travail, au pays tout entier la promesse (seulement ?) qu'une fois la Constituante réunie, pour décider elle-même de l'état politique du pays, la force de police sera retirée.

Telle fut aussi l'attitude de la presse britannique jusqu'au dernier moment où l'on remarque un changement d'opinion assez brusque.

Le *Scotsman*, du 6, écrit que la politique des alliés consiste à s'abstenir autant que possible d'intervenir dans les affaires intérieures de la Russie. Leur tâche consiste plutôt à surveiller les événements... et à protéger et à aider contre une attaque bolchéviste tous les éléments et les forces qui promettent un retour à la raison, à l'ordre et à la liberté. Plus catégorique est le *Daily News* : « Maintenant que les hostilités ont cessé, entre l'Allemagne et les Alliés, et que les Allemands observent les termes de l'armistice, écrit ce journal, les Alliés ne font pas mine de se retirer de la Russie. Le mystère qui entoure l'invasion de la Russie ne peut s'expliquer que par la supposition que le gouvernement n'ayant pas de véritable politique au sujet de la Russie veut éviter toute discussion sur ce sujet. Les opérations en cours éveillent une profonde inquiétude et une grande méfiance. Une politique qui consisterait à remettre par force à des fonctionnaires les postes gouvernementaux serait aussi folle qu'inique. » Le *Manchester Guardian*, dans un article dont le titre parle de lui-même : « Le scandale russe », écrit que l'Ukraine sous le contrôle allemand et autrichien est devenue le refuge de toute une collection de réactionnaires russes. « Il serait facile de faire le jeu de ces personnages comme tel fut le cas en Sibérie.

» Quelle justification avons-nous d'agir de cette manière et comment se peut-il que le gouvernement anglais intervienne d'une manière aussi criminelle dans les affaires d'une autre nation ? Si malgré tout notre gouvernement continue des opérations militaires qui n'ont plus aucune raison avouable, il faut qu'il sache que cela ne sera pas toléré dans le pays. »

Parmi cette masse d'articles traitant sous différents points de vue la question de l'intervention et qui ne parlent qu'indirectement de l'Ukraine, on trouve de temps en temps des voix tout à fait sympathiques à l'Ukraine, qui ne se proposent même pas de traiter la question russe, mais qui abordent directement les questions se rapportant aux Etats de l'ancienne Russie, comme faits existants. Comme exemple, nous indiquons un article paru dans l'*Europe nouvelle* du 7, consacré aux deux plus grands politiciens ukrainiens, Vinnitchenko et Petliura ; ou encore l'article paru dans le *Journal de Genève* du 18, consacré à la prise de Kiev. Ce journal écrit que l'entrée de l'Union Nationale à Kiev signifie la chute des tentatives de la réaction russe et que le programme politique et démocratique de l'Union Nationale comporte des démarches auprès des alliés pour la reconnaissance de l'Ukraine indépendante. « Grande est l'ardeur populaire pour cette indépendance », remarque ce journal.

CHRONIQUE DU PAYS

Depuis le coup d'Etat russe Skoropadsky.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

*** Le 20 novembre, le deuxième régiment zaporogue, de Balbatchan, après avoir arrêté les autorités de l'hetman dans le gouvernement de Charkov, proclame dans la province la République populaire ukrainienne.

*** Le général Keller demande aide au général Denikine et à l'ataman Krasnow. Quelqués détachements des Cosaques du Don sont partis pour Kiev.

*** Le même jour la commandature allemande, d'accord avec le C. S. allemand, a avisé officiellement que les troupes allemandes observeraient une stricte neutralité et s'opposeraient par la force armée à toute tentative de troubler l'ordre dans la ville.

*** Le 21, les troupes de Petliura ont commencé les attaques sur la ligne Kiev Fastow. Le détachement de la mer Noire se joignit à Petliura près Kasatin.

*** Les Bolchévistes ont attaqué la ville de Gloukhov mais furent repoussés par les troupes ukrainiennes.

*** Les 22 et 23, une lutte d'artillerie faisait rage près de Kiev. On entendait la canonnade dans la ville même. On pouvait voir, sur Sviatochino, l'explosion des obus du toit des hauts bâtiments.

*** Le 25, Mr. Hennot a envoyé un télégramme officiel au Ministère des affaires étrangères de Kiev en annonçant que les troupes alliées sont en marche vers Jmerinka et Fastow. Les forces principales de Petliura possédant quelques trains blindés se concentrent près de Fastov.

*** Le 24, une insurrection éclate dans la partie de la ville de Kiev appelée Podol; après une lutte sanglante avec les monarchistes, elle est réprimée. Près de Kiev, la lutte d'artillerie se concentre près de Joulany.

*** Les troupes allemandes ont envoyé une délégation à Petliura en vue de conclure un armistice, mais la tentative échoua. Le même soir, le C. S. a voté à une assemblée plénière la résolution suivante : « Le C. S. du groupe des armées allemandes à Kiev, d'accord avec le haut commandement, déclare que le traitement qu'a subi la délégation allemande, dans le camp de Petliura, fut tel que tous pourparlers sont désormais impossibles.

*** Près de Kiev, le 25 nov., malgré que l'artillerie allemande ait pris une part active dans les attaques des troupes de l'hetman contre Petliura, ce dernier a enlevé d'assaut Sviatochino. Dans la province, les troupes du Directoire s'emparent de Konotop et de Bachmatch.

Restauration russe

Les aventures louches de restauration de l'ancien empire russe ont échoué lamentablement. Non seulement toute l'Ukraine, mais les démocrates russes eux-mêmes se sont réjouis de voir écraser des tentatives aussi scandaleuses pour remettre sur pied l'abominable régime qui a fait la honte de l'Europe pendant des siècles. Il n'y a que deux éléments qui auront pu regretter la fin si rapide du mouvement panrusse et tsariste. Ce sont, d'une part, les quelques poignées d'anciens diplomates et de fonctionnaires de l'empire qui regrettent les beaux jours où ils pouvaient vivre dans les délices et dans la corruption aux dépens du peuple et, d'autre part peut-être, les chefs du mouvement bolchéviste, qui savaient bien que ces tentatives de restauration tsariste étaient pour eux le plus sûr moyen de conserver le pouvoir et d'étendre partout leur influence en ralliant autour d'eux tous les éléments socialistes qui leur étaient opposés jusqu'ici.

C'est le danger qui aurait pu menacer l'Ukraine au cas où Skoropadsky et Denikine auraient réussi leur coup. Heureusement que l'Union nationale a remis sans tarder les choses au point et rétabli l'ordre dans le pays. Son Directoire a proclamé les bolchévistes ennemis de la patrie aussi bien que les monarchistes et les militaires allemands, qui faisaient cause commune avec eux. Notre pays est délivré maintenant des uns et des autres.

Les Alliés, qui cherchaient des hommes capables de rétablir l'ordre autour de la mer Noire, savent maintenant où les trouver. Le consul Hennot doit se mordre les doigts d'avoir insulté l'Union nationale et recommandé à ses chefs d'appuyer les Gerbel & Cie, qui sont aujourd'hui balayés par un courant à la fois puissant et digne.

La victoire ukrainienne n'est pas seulement la leur. Elle est celle de tous les peuples allogènes de la Russie, qui se réjouissent avec nous de notre grand succès national et qui joignent leurs voix à la nôtre pour demander aux Alliés la reconnaissance de leur indépendance. Pendant que Vinnitchenko et Petliura prenaient Kiev et Odessa, les anciens ambassadeurs du tsar à l'étranger se réunissaient à Paris pour tenter un coup suprême et demander aux Alliés de rétablir l'ancien Etat russe dans ses frontières d'avant 1914 (la Pologne exceptée). Pour apitoyer l'Entente, ils insistaient sur les sacrifices énormes de la Russie pendant la guerre en mettant au compte de celle-ci toutes les pertes supportées par les nations allogènes.

Jamais bilan ne fut plus insolent que celui qui a paru dans la presse par les bons soins de M. Stachowitch, ex-ambassadeur à Madrid. Attribuer aux 58 millions de Russes les sacrifices et les pertes intégrales des 180 millions habitants de l'empire, dont au moins 120 millions, c'est-à-dire les deux tiers, sont formés par les autres nationalités et en particulier par les 40 millions d'Ukrainiens, c'est là un système aussi honteux que celui qui consisterait à solliciter une pension militaire en vertu des blessures de quelqu'un d'autre et en privant celui qui les a vraiment souffertes de l'indemnité qui lui est due. Voilà pourtant la méthode employée par ces messieurs.

Nous avons fourni 18 millions d'hommes à l'Entente, s'écrient-ils en se frappant la poitrine. Or, c'est nous, les peuples allogènes, qui avons fourni plus des deux tiers de ce chiffre, c'est-à-dire au moins 12 millions de soldats. L'Ukraine a donné plus que les 5 millions qu'une statistique proportionnelle lui attribuerait, car toutes les classes militaires ont été mobilisées chez nous au début de la guerre, tandis qu'en Moscovie et en Pologne il n'y en eut qu'une partie de mobilisées. Si l'empire a perdu 3 ½ millions de morts et de mutilés incurables, c'est nous les Ukrainiens qui avons dû supporter plus de la moitié de ces pertes en opérant par nos propres forces les deux grandes offensives de Galicie orientale qui laissèrent les tranchées toutes remplies de cadavres. Nous ne permettrons pas qu'on se serve ainsi du sang de nos enfants pour demander encore à l'Entente de nous replacer sous un joug abhorré.

Au contraire, puisque les peuples allogènes ont fourni plus des deux tiers de l'effort russe, c'est-à-dire le 40 % du total des armées de l'Entente, ils ont le droit de réclamer pour eux-mêmes l'indépendance et la souveraineté qui leur sont d'ailleurs garanties par les principes Wilson et ils doivent protester énergiquement contre la suggestion immorale et scandaleuse des anciens ambassadeurs d'un empire autocratique et pourri.

Si la France est inquiète de savoir comment récupérer les milliards qu'elle a jadis prêtés à une alliée indigne, elle n'a qu'à s'adresser directement aux différents peuples allogènes de la Russie. L'Ukraine a déjà promis plusieurs fois, par la bouche de tous ses ministères, de prendre sur elle un quart ou un tiers de cette dette suivant les arrangements proposés par la France et à la condition que les Alliés reconnaissent officiellement sa République indépendante. Nos richesses naturelles, notre sucre et notre blé sont de meilleures garanties pour les banquiers français que tous les mensonges des diplomates russes et que l'anarchie qui règne à Petrograd et à Moscou.

Chronique des événements

NOUVELLES DIVERSES

*** Le 20 novembre, de graves désordres se sont produits à Odessa, où la foule commença à piller les dépôts de munitions et des approvisionnements abandonnés par les troupes autrichiennes.

*** Le Conseil des Ministres alloua 5 millions de karb. pour l'achat de naphte de la Galicie.

*** Le célèbre coopérateur Dikowski fut assassiné dans des circonstances mystérieuses.

*** Mr Fischmann est entré en fonctions comme consul d'Italie à Kiev.

*** Un conflit a surgi à Kharkov entre les troupes ukrainiennes occupant la ville et la garnison allemande. Balbatchan resta en possession de la ville.

*** Deux chaires juives sont ouvertes à l'Université de Kamenetz Podolsk.

*** Le fameux monarchiste russe Pourichkiewicz a été nommé le chef du département sanitaire.

*** La Banque populaire ukrainienne a fait une émission de 28 000 actions sur la somme totale de 7 millions karb.

*** Les autorités de l'hetman ont réquisitionné le bâtiment de l'Université ukrainienne à Kiev pour les besoins de l'armée russe.

*** D'après les journaux ukrainiens, M. Franchet d'Esperey a été nommé chef du corps expéditionnaire en Ukraine,

*** L'Union nationale a établi une puissante station de T. S. F. à Jmerinka, d'où un grand nombre de télégrammes furent envoyés journellement en ukrainien et en français.

*** Le 26 novembre, le premier bateau allié est arrivé à Odessa.

*** Le Conseil des Ministres a alloué 40 mille karb. pour l'éclairage des appartements de l'hetman et pour les uniformes de son service privé.

*** Le 29, les troupes de Petliura, avec trois trains blindés, occupent la ville de Tcherkassy.

GOUVERNEMENT

*** Le 29 novembre, Skoropadsky lance un manifeste à l'adresse de la population, aux cosaques de toute l'Ukraine, en les exhortant de soutenir l'armée du gouvernement qui lutte contre les bandits, etc.

*** Un ordre de Skoropadsky plaça Keller au poste de commandant suprême de toutes les forces armées de l'Ukraine. Ce dernier publia un manifeste disant que Petliura, libéré récemment des prisons de Kiev, a soulevé une insurrection à Bila Cerkwa et, rencontré par l'armée de volontaires russes, a été obligé de s'arrêter dans sa marche sur Kiev. Dans ce manifeste officiel, le général Keller dément les bruits suivant lesquels les troupes allemandes se seraient jointes aux révolutionnaires ukrainiens. Gerbel donne une interview très pessimiste à l'agence télégraphique ukrainienne.

*** Les locaux du Club ukrainien sont réquisitionnés par l'armée de volontaires. Le général Keller publie son célèbre ordre du jour, que nous reproduisons dans le présent numéro.

*** Le représentant de l'armée de volontaires publie le 22 une proclamation sur les buts que poursuit cette armée. Le premier paragraphe en est : « La reconstruction d'une grande et unique Russie. » Cette armée a pris une attitude tellement arrogante envers la population de la ville, qu'un ordre spécial du général Keller somme les officiers de l'armée de cesser les arrestations et les perquisitions.

*** Par un ordre spécial de l'Etat-Major de l'hetman, la langue russe a été réintroduite dans toutes les institutions militaires.

*** Le 28, un ordre de l'hetman désigne Dolgoroukov au poste de commandant de l'armée de l'hetman occupé précédemment par Keller.

*** La langue russe a été réintroduite dans le Ministère des affaires étrangères.

Les richesses de l'Ukraine

Agriculture.

La surface de la terre cultivée de l'Ukraine comprend 45 millions d'hectares, c'est-à-dire 53 % de la surface totale. Ce chiffre est très intéressant, car il montre que, sous ce rapport, l'Ukraine n'est surpassée que par la France, où la surface de culture monte à 56 %. La production annuelle de cette surface cultivée monte à 55 millions de kg., en ne comptant que les produits principaux, c'est-à-dire le froment, le seigle, l'avoine et l'orge. L'exportation du froment en 1912 (cette année est regardée presque toujours comme une moyenne) du port d'Odessa est de 6 millions de pouds, le port de Nikolaïeff tient la seconde place. Ces deux ports ont exporté en 1911 7 et 11 millions de pouds de seigle, respectivement.

Le port d'Odessa sert de principal port d'exportation pour l'orge. En 1910, cette exportation fut de 32 millions de pouds. Les quatre autres ports, Nikolaïeff, Berdiansk, Cherson et Marioupol, ont exporté en 1912 58 millions de pouds d'orge.

Industrie du sucre.

En Ukraine, on compte 225 fabriques de sucre. La surface de culture des betteraves s'élève à 400 000 hectares. La production moyenne du sucre atteint 110 à 120 millions de pouds, dont la moitié est destinée à l'exportation. Le débouché le plus important pour le commerce du sucre est la ville de Kiev, où se trouve une Bourse spéciale.

Alcool.

L'Ukraine possède 425 distilleries avec une production annuelle de 3,95 millions de litres, dont 225 se trouvent sur la rive droite du Dnieper et 175 sur la rive gauche.

Richesses minérales.

L'importance des fonds de minerai de fer et de houille en Ukraine repose sur ce que ces deux matériaux précieux se trouvent dans le voisinage immédiat l'un de l'autre. De cette façon, le bassin du Donetz, riche en houille, et le district de Kriverog, où se trouvent les gisements de minerai de fer, montent réciproquement leur valeur.

Sur le territoire de l'Ukraine, il y a deux centres principaux de mines :

1. Les mines de minerai de fer (l'hématite) à la frontière des gouvernements d'Ekaterinoslav et de Cherson, ce que l'on appelle le district de Kriverog.

2. Le bassin du Donetz.

L'hématite du bassin de Kriverog possède de 50 à 70 % de fer ; le minerai ayant 56 et 58 % n'est pas traité pour le moment. Les puits exploités dans ce district appartiennent principalement aux sociétés suivantes :

Association de Briansk, Société actionnaire pour l'exploitation des mines de Kriverog et la société russe « Providence ».

La quantité de minerai, d'après l'exploration très exacte, monte à 75 millions de pouds.

Ces chiffres se rapportent au filon oriental le long de la rivière Saksahan. Le filon central, le long de cette rivière, qui atteint la longueur de 26 kilomètres, comprend au moins 465 milliards de pouds.

En y ajoutant quelques filons latéraux, on obtient la quantité totale du minerai du district des mines de Kriverog qui est égale à 6 milliards de pouds.

Manganèse.

Le manganate et le ferromanganate, qui ont une si grande importance dans l'industrie du fer, se trouvent en Ukraine dans les environs de Nikopol, aux bords du Dnieper. En 1907, la quantité de minerai extrait était de 3 millions de kilos, ce qui représente un sixième du total dans le monde entier et le 32 % de la production russe.

Houille.

Les gisements de houille se trouvent dans le bassin du Donetz. D'après le calcul du professeur Tchernichof, les gisements de houille descendent jusqu'à la profondeur de 1800 mètres. Leur fonds monte à 37,6 milliards de tonnes d'anthracite et 18 milliards de houille.

Pendant les années d'avant la guerre, on extrayait annuellement 1,5 milliard de pouds. L'exploitation de la houille en Ukraine forme le 70 % de l'exploitation de la Russie entière.

Bibliographie

A. Meillet, professeur au Collège de France, **Les langues dans l'Europe nouvelle.** Paris, Payot, 1918. — Prix : 4 fr. 50, 350 p. in-12.

Ce livre de vulgarisation scientifique est l'œuvre d'un des plus grands linguistes de l'Europe contemporaine. Le distingué savant français qu'est M. A. Meillet, étudie et met à la portée du grand public la situation linguistique de l'Europe à l'heure actuelle et ses prévisions pour l'avenir. Il donne une place spéciale aux langues des nations qui reconstituent leurs Etats indépendants en Europe orientale. Malheureusement, M. Meillet semble ignorer tout de la littérature ukrainienne et même jusqu'au nom de notre poète national Chevtchenko.

Tandis qu'il trouve parfaitement légitime la renaissance littéraire et l'officialisation de la langue lituanienne, il regrette le mouvement ukrainien au point de vue de « l'unité russe » et voudrait voir s'étendre aux populations paysannes de la « Petite-Russie » la même tendance à la russification qui a prévalu dans certaines villes de notre pays comme Kiev ou Kharkov.

Nous osons espérer qu'une étude plus approfondie de notre histoire et de notre littérature et qu'une meilleure information sur la situation actuelle et les aspirations de notre peuple permettront bientôt à M. Meillet de revenir d'un préjugé qui fera du tort à sa réputation scientifique dans notre pays. L'Académie russe des sciences a reconnu elle-même dans son mémoire du 20 février 1906 que la langue ukrainienne n'est pas un dialecte du russe, mais une langue slave distincte.

La conclusion du livre est fort intéressante et le distingué professeur insiste sur la nécessité absolue où se trouvera l'Europe nouvelle d'adopter une langue internationale auxiliaire, facile et logique comme l'espéranto du Dr Zamenhof, qui devra jouer le rôle de « latin de la démocratie ». Les dépêches que nous avons reçues d'Ukraine ces derniers temps nous montrent que les sociétés espérantistes sont très actives dans notre pays, à Jitomir et à Kharkov par exemple.

J. Gabrys, **Carte ethnographique de l'Europe.** Lausanne, 1918, Librairie des Nationalités.

Cette carte, richement coloriée, est plutôt une carte linguistique et pourrait rendre de grands services à tous ceux qui s'intéressent aux nouvelles frontières des Etats de l'Europe orientale. Malheureusement, elle contient certaines erreurs surprenantes, comme celle qui fait avancer les territoires roumains jusqu'au milieu de l'Ukraine et qui privent les Grecs de plusieurs régions où ils sont incontestablement en majorité. Différentes protestations se sont élevées contre ces erreurs qui déparent une carte géographique autrement très intéressante et qui vient à son heure. Nous souhaitons que l'auteur en fasse une nouvelle édition en faisant un plus grand effort d'impartialité scientifique.

Edmond Privat, Dr ès lettres, **L'Europe et l'odyssée de la Pologne au XIXme siècle.** Lausanne, Bridel, et Paris, Fischbacher, 1918. — Prix : 6 fr., 360 p. in-8°.

Dans ce livre, qui vient à son heure, M. Privat retrace éloquemment la tragique odyssée de la Pologne depuis son démembrement et l'histoire fort instructive des constants appels des émigrés polonais à l'intervention des puissances occidentales en faveur de leur patrie. Si la sympathie populaire était acquise aux Polonais en France et en Angleterre, la diplomatie officielle devait montrer plus de réserve. Le contraste en est frappant. Ce qui nous intéresse plus particulièrement dans l'ouvrage très solidement documenté de M. Privat, c'est le chapitre final, où il fait allusion à la situation des Ukrainiens de Galicie et aux intrigues russes pour brouiller la Pologne avec l'Ukraine, la Lithuanie et les Juifs.

Dans les pages qu'il consacre aux relations entre la Pologne et l'Ukraine, M. Privat regrette que certains partis polonais aient soutenu la politique russe contre notre patrie au risque de faire perdre à leur pays la réputation de tolérance généreuse qu'il s'était acquise dans l'histoire, encore que l'auteur paraisse voir cette histoire un peu trop en rose au point de vue du libéralisme polonais dans le passé. Montalembert, qu'il cite à la page 356, avertit lui-même les Polonais en 1861 que leur noblesse et leur clergé « avaient traité les populations ruthènes avec dédain et trop souvent avec dureté ». M. Privat souhaite aux démocrates polonais « qu'ils regagnent à leur patrie la confiance et la sympathie des nationalités voisines en libérant la presse et l'opinion publique à Varsovie de toutes les tentations du chauvinisme et de l'esprit de domination, qui sont d'importation étrangère. »

Nous espérons que ce témoignage impartial d'un fidèle ami de la Pologne sera entendu. Nous avons toujours souhaité conclure un accord étroit avec les Polonais à condition que ceux-ci renoncent complètement à revendiquer des territoires ukrainiens pour leur Etat.

A NOS LECTEURS!

Notre prochain numéro paraîtra le jeudi 9 janvier 1919.

Les Alliés et l'Ukraine (hier et aujourd'hui)

Mission militaire française en Russie. — Front sud-ouest.

Kiev, le 17/30 décembre 1917.

Télégramme N° 85 expédié le 16/29 décembre 1917 de Jassy, à 23 heures 30, reçu le 17/30 décembre 1917, à 20 heures.

Général Berthelot à général Tabouis,

Je reçois du Gouvernement français, Paris, télégramme suivant :

1. Action en Ukraine est placée sous votre direction exclusive, général Tabouis relève seulement de votre autorité.

2. En conséquence cet officier général est désigné comme *commissaire de la république en Ukraine.*

3. Toutes instructions utiles seront données par vos soins après entente avec M. de Saint-Aulaire pour ce qui concerne la question politique.

Copie certifiée conforme :
Le général Tabouis,
Commissaire de la République française en Ukraine.
(Signé.) TABOUIS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Légation de France en Roumanie.

Jassy, le 29 décembre 1917.

Le Ministre de France en Roumanie
à monsieur le général Tabouis,
Commissaire de la République française
en Ukraine.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement français vous a désigné comme Commissaire de la République française en Ukraine.

Je vous prie de vouloir bien en informer M. le Secrétaire général des Affaires Etrangères du Gouvernement ukrainien, en remettant entre ses mains la présente lettre qui vous accrédite en cette qualité.

SAINT-AULAIRE.

Président du Conseil envoie télégramme suivant :

1. Les Gouvernements alliés examinent actuellement de concert conditions dans lesquelles Gouvernement ukrainien sera reconnu officiellement par eux.

2. En attendant faites connaître dans vos relations avec Gouvernement ukrainien que la France, toujours fidèle aux droits qu'ont les nations de disposer d'elles-mêmes, appuiera avec puissance mouvement national ukrainien et lui donnera tout secours matériel dont aura besoin jusqu'au jour où il aura été officiellement reconnu.

Copie destinée à M. Galip
à titre de renseignement.
Kiev, le 30 décembre 1917.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Le Général Commissaire de la République.

Kiev, le 21 décembre 1917.
3 janvier 1918.

Le général Tabouis, Commissaire de la République française auprès du Gouvernement de la République ukrainienne à monsieur le Secrétaire général aux Affaires étrangères de la République ukrainienne.

Monsieur le Secrétaire général.

J'ai l'honneur de vous prier de porter à la connaissance du Gouvernement de la République ukrainienne que le Gouvernement de la République française m'a désigné comme Commissaire de la République française auprès du Gouvernement de la République ukrainienne.

Je vous demanderai, en conséquence, de bien vouloir me faire savoir quel jour et à quelle heure je pourrai faire au chef du Gouvernement ma visite solennelle de présentation officielle.

Veuillez, monsieur le Secrétaire général, agréer l'assurance de ma haute considération

TABOUIS.

Mission française en Russie. — Front S.-O.

Kiev, le 5/18 décembre 1917.

Texte des paroles adressées à M. Vinnitchenko, premier Secrétaire général de la République ukrainienne par le général Tabouis, de la Mission française au front sud-ouest le 5/18 décembre 1917.

Les Puissances alliées n'ont pas encore pris une décision officielle vis-à-vis de l'Ukraine, mais j'ai été chargé de transmettre à M. Choulguine la sympathie des alliés pour les efforts que fait le Gouvernement ukrainien dans le but de rétablir l'ordre, de reconstituer une force de résistance et rester fidèle aux alliés.

J'avais cru de mon devoir de ne pas attendre un mandat officiel et de vous demander de m'entretenir avec vous, dans le but de ne pas perdre un temps précieux, de ne pas être pris au dépourvu si le moment venait d'agir, et par suite de préparer les matériaux d'une discussion éventuelle relativement aux secours financiers et techniques que les alliés pourraient fournir à l'Ukraine pour l'aider dans son œuvre gigantesque d'organisation et de relèvement.

Je suis heureux d'avoir pris cette initiative car hier soir j'ai reçu ordre de vous inviter, en vue d'un aide financier et technique que la France pourrait apporter à l'Ukraine, à préciser et faire transmettre à l'ambassade de France, au plus tôt, le programme que le Gouvernement ukrainien pense réaliser et les besoins correspondants.

Par cette démarche que je fais le premier, vous pouvez vous rendre compte que les sympathies de la France à votre endroit sont réelles et effectives.

TABOUIS.

Représentant de la Grande-Bretagne.

A Son Excellence
le Président du Conseil des ministres
de la République nationale ukrainienne.

Excellence,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique m'a nommé, par la voie télégraphique, la seule possible actuellement, représentant de la Grande-Bretagne en Ukraine.

Mon Gouvernement me charge de vous donner l'assurance de sa bonne volonté. Il appuiera de toutes ses forces le Gouvernement ukrainien dans la tâche qu'il a entreprise, de faire œuvre de bon gouvernement, de maintenir l'ordre et de combattre les Puissances centrales, ennemies de la Démocratie et de l'Humanité.

En ce qui me concerne en particulier, j'ai l'honneur, monsieur le Président, de vous donner l'assurance de mon entier concours pour la réalisation de notre idéal commun.

P. CTON BAGGE,
Représentant de la Grande-Bretagne
en Ukraine.

Conférences de Jassy. Récente activité du consul français Hennot.

Dans le présent numéro de notre journal nous reproduisons une interview du correspondant de l'agence télégraphique ukrainienne avec le représentant de l'Amérique aux conférences de Jassy. De cette interview, on remarque spécialement deux points intéressants :

1° Ce sont les délégués russes qui se sont rassemblés à Jassy et qui, en tenant divers conseils entre eux sans la participation des représentants des Alliés, intriguaient avec ces derniers en tâchant de les persuader de la nécessité de résoudre immédiatement, sans attendre le congrès de la paix, toutes les questions se rapportant à la reconstruction de la Grande Russie et à la situation actuelle en Ukraine ou, comme ils disaient, dans « la Russie du Sud ».

2° Que les représentants des Alliés, surtout ceux de l'Angleterre et de l'Amérique, montraient une grande réserve à ces conférences et empêchaient ainsi le représentant français, l'ancien consul à Kiev, M. Hennot, d'être trop zélé et de donner trop d'espoir aux monarchistes russes. En effet, malgré toutes les assurances de M. Hennot, assurances données au cours de longues conversations téléphoniques avec l'hetman et le ministère des Affaires étrangères à Kiev, les représentants de l'Amérique affirment qu'aucune décision concernant le sort de l'Europe orientale, sauf la Pologne, ne fut prise au cours de ces conférences.

Ainsi, la solution des diverses questions concernant les pays de l'ancien empire russe, proposée par les impérialistes russes du type Milioukof et Pilenko était regardée par la majorité des représentants des Alliés comme l'une seulement des diverses solutions possibles du problème russe. A cet effet il est très intéressant de relire les impressions du représentant de l'Union nationale revenu de Jassy encore avant le coup d'Etat russe de l'hetman. Il était délégué à ces conférences en qualité de représentant plénipotentiaire des nationalistes ukrainiens. On voit que les Alliés regardaient d'une manière très sérieuse le mouvement national ukrainien et que la reconnaissance officielle de l'indépendance de l'Ukraine n'était pas très éloignée.

Il est encore plus remarquable que les Alliés ont déjà posé comme conditions un caractère démocratique du gouvernement, ce qui pouvait être une des causes qui a poussé l'Union Nationale à convoquer le congrès national et à tâcher de réformer le pouvoir dans un sens plus libéral. L'hetman et les monarchistes russes, tenus parfaitement bien au courant des sentiments des représentants alliés par M. Hennot et voyant que le danger venait non seulement des nationalistes ukrainiens, mais encore de la plupart des représentants des Alliés, accomplirent le plus vite possible le coup d'Etat russe, et envoyèrent immédiatement à Jassy une masse de monarchistes pour étouffer toutes les impressions qu'avaient laissées les Ukrainiens de l'Union Nationale. M. Hennot, étant depuis longtemps consul de France à Kiev, se faisait représenter comme un grand connaisseur des affaires russes, ce qui lui a valu le poste de représentant plénipotentiaire de toutes les puissances alliées en Ukraine.

Cette nomination fut une grande erreur de la part des autres puissances de l'Entente, car M. Hennot, ayant obtenu un pouvoir représentatif, commença à faire une série de déclarations officielles faites au nom de tous les gouvernements alliés, ce qui confondait ses agissements avec l'attitude générale des Alliés. Nous reproduisons dans le présent numéro de notre journal toutes ces déclarations en même temps que le rapport officiel de M. Hennot sur l'insurrection des « chauvins Ukrainiens » à Bila Cerkwa.

Cette politique de M. Hennot ne pouvait aboutir qu'à ce qui arriva nécessairement, c'est-à-dire à une victoire des troupes du Directoire, car d'une part, comme nous l'avons dit, les représentants alliés étaient loin de suivre M. Hennot et, d'autre part une aide efficace de la part des troupes françaises aux armées de l'hetman, isolées à Kiev, était impossible en raison de l'énorme rapidité avec laquelle se sont développées les opérations militaires de l'armée de Petliura.

Le compte rendu américain des pourparlers de Jassy.

Le représentant de l'Amérique aux conférences de Jassy a accordé le 26 novembre une interview au correspondant de l'Agence télégraphique ukrainienne, auquel il exposa son opinion sur les résultats des conférences. Le représentant américain a souligné en premier lieu que l'initiative de la conférence appartient à l'ancien ministre russe à Jassy, M. Poklewski, et non aux diplomates de l'Entente, comme cela a été annoncé dans les journaux russes. Quant à la question de l'organisation d'un pouvoir en Russie, on a remarqué parmi les représentants de l'Entente trois courants principaux :

Le premier groupe proposait l'organisation d'une Russie unique en laissant complètement de côté les questions nationales.

Le second demandait l'organisation d'un Etat russe sur la base de la libre disposition des peuples qui y habitent. Les partisans de ce groupe étaient d'avis qu'un peuple habitant la Russie peut se séparer de cette dernière en vertu de ce principe même.

Enfin, le troisième groupe soutenait l'organisation d'une Russie fédérative dans laquelle son unité devait être réalisée d'accord avec le principe d'autodécision des nationalités.

« Actuellement, déclara le représentant américain, les Alliés n'ont pris de décision qu'en ce qui concerne le sort de la Pologne, qui devra être un Etat souverain. Il en est autrement de la Bessarabie et de l'Ukraine. Les gouvernements alliés ne se sont pas encore prononcés sur le sort de ces pays. Le plus probable est que toutes les discussions et décisions seront prises au congrès de la paix. La question du gouvernement central russe ne fut pas non plus discutée par les Alliés, D'accord avec la volonté des puissances alliées, les troupes de ces derniers qui se trouvent en Ukraine ne se proposent que la création de telles circonstances politiques qui pourraient permettre aux peuples de la Russie d'exprimer librement leurs aspirations.»

Deux déclarations du consul français Hennot.

Le consul français à Kiev, M. Hennot, déclare que les puissances alliées ont décidé de soutenir le pouvoir actuel à Kiev en la personne de l'hetman et des représentants de son gouvernement. Les puissances alliées espèrent que ce gouvernement maintiendra le calme dans les villes et les campagnes jusqu'à l'arrivée des troupes alliees. Les armées des puissances de l'Entente désirent entrer dans ce pays non comme des ennemis, mais comme les amis du peuple qui s'est battu pendant deux années d'une façon héroïque avec les Alliés. Tout attentat contre le pouvoir existant, tout soulèvement qui pourrait entraver la réalisation des buts alliés sera sévèrement réprimé. Les puissances de l'Entente conseillent à tout le monde de revenir au calme et de recommencer le travail en respectant l'ordre.

(Signé) HENNOT,
22 novembre 1918. Odessa.

Les Etats alliés déclarent par leur représentant plénipotentiaire, le consul français à Kiev, M. Hennot, qu'ils sont décidés à n'admettre aucune opposition au rétablissement de l'ordre et à la reconstitution de la Russie, commencée par les patriotes russes et puissamment soutenus par les Alliés.

Le rétablissement de la Russie, qui faisait partie de la Ligue des puissances démocratiques de l'Entente, s'effectuera sur la base de la volonté de tous les patriotes et de tous les éléments partisans de l'ordre en Russie. Quant aux pays du sud de la Russie occupés en partie par les Allemands et qui sont actuellement menacés par l'invasion bolchéviste, les Etats alliés déclarent leur décision inébranlable de soutenir l'ordre dans ce pays.

Cette décision ferme sera dans peu de temps appuyée par une force armée dont la puissance sera déterminée suivant les circonstances. En outre, les puissances alliées déclarent que dès aujourd'hui elles rejettent toute responsabilité sur les meneurs de partis et les organisations qui, indépendamment de leur orientation politique, veulent produire le désordre et l'anarchie dans le pays.

(Signé)
Consul français à Kiev,
22 novembre,
HENNOT.

Le rapport officiel

des représentants du gouvernement français à Jassy sur l'insurrection des troupes de l'Union.

Le 21 novembre, le chef du corps diplomatique des Alliés à Jassy, M. de Saint-Aulaire, envoya le radio suivant au gouvernement français à Paris et à tous les gouvernements alliés. Ce radio, envoyé au nom de tous les représentants des gouvernements de l'Entente, a la teneur suivante :

« Nous considérons comme très important de vous communiquer que les chauvins ukrainiens ont soulevé une insurrection à laquelle se sont joints, outre des éléments nationaux peu nombreux, des bandes assez considérables d'anarchistes et des bolchévistes. A notre avis, il est nécessaire d'introduire un détachement allié à Odessa et de procéder immédiatement à l'occupation de Kiev et de Kharkov.

» En outre, il faut que les puissances alliées fassent immédiatement une déclaration spéciale dans laquelle il faut souligner la ferme résolution de soutenir en Russie les partisans de l'ordre.

Un télégramme

envoyé le 30 novembre par M. Hennot au Ministère des Affaires étrangères de Skoropadsky au haut commandement allemand et au Conseil des soldats allemands à Kiev.

(Officiel.) Veuillez transmettre au haut commandement allemand et au Conseil des soldats allemands à Kiev que les Etats de l'Entente, en soutenant le gouvernement actuel, désirent en premier lieu rétablir l'ordre et la paix. C'est pour cela qu'ils ne peuvent pas admettre que les Allemands puissent avoir une attitude négative avant l'arrivée des Alliés à Kiev, surtout au moment actuel où il y a danger de la part des troupes de Petliura et des divers éléments de désordre à Kiev et dans la province. Les puissances alliées pourraient encore moins admettre la conclusion de l'armistice entre les Allemands et Petliura et surtout la publication des conditions de cet armistice si ce dernier n'est pas conclu sur la base d'une stricte observation par deux adversaires de leur position respective. Dans ce dernier cas, les puissances de l'Entente exigent qu'une commission de contrôle comprenant les représentants du gouvernement actuel soit instituée. Cette commission devra vérifier l'observation des conditions de l'armistice. Dans mon rapport aux gouvernements des Etats alliés, j'ai souligné la clause spéciale de l'armistice, dans laquelle il est dit que les troupes allemandes abandonnent à Petliura les dépôts de munitions et d'approvisionnements se trouvant dans divers endroits du pays.

S'il arrive que cet armistice entre en vigueur, je demanderai à mon gouvernement d'employer toutes les mesures nécessaires contre les Allemands. Je vous prie de me communiquer tout ce qui se rapporte à cette affaire importante.

Un ministère polonais à Kiev.

Le ministère des Affaires étrangères à Kiev a remis la note suivante au ministre plénipotentiaire polonais en Ukraine :

En réponse à votre lettre du 19 novembre, le ministère des Affaires étrangères a l'honneur de vous informer que, suivant les conventions internationales, l'activité des institutions gouvernementales de n'importe quel Etat se borne au territoire de cet Etat.

En dehors de ces derniers, les représentations diplomatiques seules peuvent exister. Vu tout ceci, la création à Kiev, sur le territoire ukrainien, de la « section kiévienne du ministère des Affaires intérieures polonais » est à considérer comme une violation de la souveraineté de l'Etat ukrainien. Le ministère des Affaires étrangères ukrainien, en vous faisant connaître ce fait, proteste énergiquement contre l'institution d'une telle « section » et demande qu'elle soit immédiatement dissoute.

(Signé) AFANASIEW
Ministre des Affaires étrangères,
Kiev.

Un ordre du commandant

des forces réactionnaires russes sur le territoire de l'Ukraine,
général de cavalerie comte Keller.

J'apprends que quelques officiers et sous-officiers refusent de prendre part à la répression du soulèvement actuel, en motivant qu'ils font partie de l'armée de volontaires et qu'ils désirent lutter contre les Bolchévistes et non réprimer le désordre intérieur de l'Ukraine. Par l'ordre présent, je déclare qu'actuellement on travaille à la reconstitution d'une Russie unique. Dans ce rétablissement de la Russie prennent part l'armée du Don, du sud, du nord et de l'Astrakan et toutes les forces du territoire de l'Ukraine sous mon commandement. Pour cela, tous ceux qui travaillent contre le rétablissement de la Russie sont considérés les ennemis intérieurs avec lesquels la lutte est obligatoire pour tout le monde, et ceux qui refusent de combattre ces derniers seront jugés par les tribunaux militaires.

(Signé) Comte KELLER
Kiev, le 21 novembre 1918.

L'Union Nationale et les alliés

avant le coup d'Etat russe de Skoropadsky.

Le représentant de l'Union Nationale, M. Bilewski, qui fit un voyage en Roumanie, a eu plusieurs entrevues importantes à Jassy avec les diplomates alliés et a déclaré, lors de son entrée à Kiev, que les alliés sont d'accord de reconnaître l'existence de l'Etat ukrainien indépendant au cas où il instituera un gouvernement démocratique, même avec un hetman en tête. Si l'Ukraine a une orientation francophile, les puissances de l'Entente promettent d'aider dans sa lutte contre le bolchévisme. La partie orientale du front anti-bolchéviste : Caucase, Don et Kouban, sera occupée par les troupes anglaises ; sur les autres parties du front, les troupes françaises combattront à côté des troupes ukrainiennes.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.